

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TABLES DU SÉNAT

Table nominative

Année 2024

Tome I – Volume 1/2

ÉTABLIES PAR LA DIVISION DES ARCHIVES DU SÉNAT



PALAIS DU LUXEMBOURG

15, rue de Vaugirard
75291 Paris cedex 06

Division des Archives du Sénat : tél. 01 42 34 36 18
Courriel : archives@senat.fr

<http://www.senat.fr>

SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

DATES DES SESSIONS/ÉLECTIONS

Ouverture de la session ordinaire 2023-2024.....	2 octobre 2023
Réunion du Parlement en congrès.....	4 mars 2024
Dissolution de l'Assemblée nationale.....	9 juin 2024
Clôture de la session ordinaire 2023-2024.....	10 juin 2024
Ouverture de la session extraordinaire de droit 2023-2024.....	18 juillet 2024
Clôture de la session extraordinaire de droit 2023-2024.....	1 ^{er} août 2024
Ouverture de la session ordinaire 2024-2025.....	1er octobre 2024

NOTA - Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la session ordinaire jusqu'à la veille du premier jour de la session ordinaire de l'année suivante.

SOMMAIRE

DATES DES SESSIONS/ÉLECTIONS	I
SOMMAIRE	III
AVERTISSEMENT	V
ABRÉVIATIONS	VII
LISTES DES SÉNATEURS PAR DÉPARTEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2024	IX
TROMBINOSCOPE DES SÉNATEURS EN EXERCICE EN 2024	XVII
TABLE NOMINATIVE 2024 – DÉBATS DU SÉNAT.....	1
INDEX DES NOMS	525

AVERTISSEMENT

Les *Tables du Sénat* se composaient de trois tomes distincts respectivement consacrés à la *Table nominative*, à la *Table thématique* et à la *Composition et aux activités des organes du Sénat*, jusqu'en 2023 (*Tables* 2022). À compter de 2024 (pour l'exercice 2023), le tome II intitulé *Table thématique* est supprimé, car l'essentiel de son contenu figure en accès direct sur le site internet où les projets de loi sont classés par thèmes.

La *Table nominative* (tome I) contient, en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs, un récapitulatif chronologique, durant l'année considérée, des nominations dont ils ont fait l'objet, des dépôts de propositions de loi ou de rapports, de leurs interventions en commission et en séance publique : projets de loi, propositions de loi, propositions de résolution, questions, débats, mises au point au sujet d'un vote et rappels au règlement. À compter de 2024 (pour l'exercice 2023), un trombinoscope des sénateurs a été ajouté.

Depuis le 11 octobre 2017 (séance du 10 octobre 2017), deux changements ont été opérés afin d'enrichir cette table puisque :

- les interventions sont signalées y compris lorsque le président de séance n'a pas accordé la parole à l'orateur, afin de rendre compte fidèlement des interventions dans leur variété, et des centres d'intérêt des sénateurs ;
- et le sujet sur lequel portent les articles additionnels est précisé.

Les projets de loi déposés par Mmes et MM. les ministres, ainsi que l'ensemble de leurs interventions en séance publique, sont également répertoriés dans la *Table nominative*.

Celle-ci est consultable sur le site internet du Sénat (www.senat.fr) :

- en version intégrale par année (rubrique Travaux parlementaires/Comptes rendus/Découvrez notre outil d'indexation des débats par sénateur, Accédez à l'ensemble des interventions en séance publique et en commission de chaque sénateur, ainsi qu'à ses nominations, dépôts et questions) ;
- et par extraits sur la notice biographique de chaque sénateur (rubrique Vos sénateurs/Recherche de sénateurs ; sélectionnez un nom, Extrait de la *Table nominative*, par année).

Le volume *Composition et activités des organes du Sénat* (nouveau tome II) recense les listes des sénateurs et des organes du Sénat. Il présente l'évolution de la composition du Bureau, des groupes politiques, des commissions permanentes et autres commissions, des structures temporaires, de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, des délégations, de la Cour de justice de la République, des organismes extraparlimentaires, ainsi que les pétitions et la liste des rapports remis au Parlement. Il est établi à partir du *Journal officiel Lois et décrets*.

ABRÉVIATIONS

Groupes politiques :

CRCE - K.....	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste - Kanaky
GEST.....	Groupe écologiste - Solidarité et territoires
RDPI.....	Groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants
Les Indépendants.....	Groupe Les Indépendants - République et territoires
LR.....	Groupe Les Républicains
RDSE.....	Groupe du Rassemblement démocratique et social européen
SER.....	Groupe socialiste, écologiste et républicain
UC.....	Groupe Union centriste
NI.....	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe
- A.....	Apparenté à un groupe politique
- R.....	Rattaché administrativement à un groupe politique

Commissions d'enquête :

CE Obligations de TotalEnergies : commission d'enquête sur les moyens mobilisés et mobilisables par l'État pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France

CE Narcotrafic : commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier

CE Électricité : commission d'enquête sur la production, la consommation et le prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050

CE Influences étrangères : commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères

CE Paupérisation des copropriétés : commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières

CE Eaux en bouteille : commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés

Missions d'information :

MI Complémentaires santé : mission d'information sur les complémentaires santé et le pouvoir d'achat des Français

MI Architectes Bâtiments de France : mission d'information sur le périmètre d'intervention et les compétences des Architectes des Bâtiments de France (ABF)

MI Périnatalité : mission d'information sur l'avenir de la santé périnatale et son organisation territoriale

Commissions spéciales :

CS Cybersécurité : commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité

CS Simplification : commission spéciale sur le projet de loi de simplification de la vie économique

CS Espace numérique : commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique

LISTES DES SÉNATEURS PAR DÉPARTEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2024

1. Départements métropolitains

	Département	Nombre de sièges	Noms
01	AIN	3	Florence Blatrix Contat Patrick Chaize Sylvie Goy-Chavent
02	AISNE	3	Pascale Gruny Antoine Lefèvre Pierre-Jean Verzelen
03	ALLIER	2	Claude Malhuret Bruno Rojouan
04	ALPES DE HAUTE-PROVENCE	1	Jean-Yves Roux
05	HAUTES-ALPES	1	Jean-Michel Arnaud
06	ALPES-MARITIMES	5	Alexandra Borchio Fontimp Patricia Demas Dominique Estrosi Sassone Henri Leroy Philippe Tabarot
07	ARDÈCHE	2	Mathieu Darnaud Anne Ventalon
08	ARDENNES	2	Else Joseph Marc Laménie
09	ARIÈGE	1	Jean-Jacques Michau
10	AUBE	2	Vanina Paoli-Gagin Évelyne Perrot
11	AUDE	2	Gisèle Jourda Sebastien Pla
12	AVEYRON	2	Jean-Claude Anglars Alain Marc
13	BOUCHES-DU-RHÔNE	8	Jérémy Bacchi Guy Benarroche Valérie Boyer Marie-Arlette Carlotti Brigitte Devésa Mireille Jouve Stéphane Le Rudulier Stéphane Ravier
14	CALVADOS	3	Pascal Allizard Corinne Féret Sonia de La Provôté
15	CANTAL	2	Bernard Delcros Stéphane Sautarel
16	CHARENTE	2	François Bonneau Nicole Bonnefoy

	Département	Nombre de sièges	Noms
17	CHARENTE-MARITIME	3	Corinne Imbert Daniel Laurent Mickaël Vallet
18	CHER	2	Rémy Pointereau Marie-Pierre Richer
19	CORRÈZE	2	Daniel Chasseing Claude Nougein
20A	CORSE-DU-SUD	1	Jean-Jacques Panunzi
20B	HAUTE-CORSE	1	Paul Toussaint Parigi
21	CÔTE-D'OR	3	Alain Houpert Anne-Catherine Loisier François Patriat
22	CÔTES-D'ARMOR	3	Alain Cadec Gérard Lahellec Annie Le Houerou
23	CREUSE	2	Éric Jeansannetas Jean-Jacques Lozach
24	DORDOGNE	2	Serge Mérillou Marie-Claude Varailles
25	DOUBS	3	Jacques Gresperrin Annick Jacquemet Jean-François Longeot
26	DRÔME	3	Gilbert Bouchet Bernard Buis Marie-Pierre Monier
27	EURE	3	Nicole Durantou Hervé Maurey Kristina Pluchet
28	EURE-ET-LOIR	3	Chantal Deseyne Daniel Gueret Albéric de Montgolfier
29	FINISTÈRE	4	Michel Canévet Jean-Luc Fichet Nadège Havet Philippe Paul
30	GARD	3	Denis Bouad Laurent Burgoa Vivette Lopez
31	HAUTE-GARONNE	5	Alain Chatillon Pierre Médevielle Brigitte Micouleau Émilienne Poumirol Claude Raynal
32	GERS	2	Alain Duffourg Franck Montaugé
33	GIRONDE	6	Alain Cazabonne Mireille Conte Jaubert (<i>à/c du 22-10-24, en remplacement de Nathalie Delattre, nommée ministre déléguée chargée des relations avec le Parlement</i>) Hervé Gillé

	Département	Nombre de sièges	Noms
			Laurence Harribey Florence Lassarade Monique de Marco
34	HÉRAULT	4	Christian Bilhac Hussein Bourgi Henri Cabanel Jean-Pierre Grand
35	ILLE-ET-VILAINE	4	Dominique de Legge Anne-Sophie Patru (<i>à/c du 22-10-24, en remplacement de Françoise Gatel, nommée ministre déléguée chargée de la ruralité, du commerce et de l'artisanat</i>) Sylvie Robert Daniel Salmon
36	INDRE	2	Nadine Bellurot Frédérique Gerbaud
37	INDRE-ET-LOIRE	3	Vincent Louault Jean-Gérard Paumier Pierre-Alain Roiron
38	ISÈRE	5	Guillaume Gontard Damien Michallet Frédérique Puissat Didier Rambaud Michel Savin
39	JURA	2	Clément Pernot Sylvie Vermeillet
40	LANDES	2	Éric Kerrouche Monique Lubin
41	LOIR-ET-CHER	2	Jean-Luc Brault Bernard Pillefer
42	LOIRE	4	Cécile Cukierman Hervé Reynaud Pierre Jean Rochette Jean-Claude Tissot
43	HAUTE-LOIRE	2	Olivier Cigolotti Laurent Duplomb
44	LOIRE-ATLANTIQUE	5	Karine Daniel Ronan Dantec Philippe Grosvalet Joël Guerriau Maurice Perrion (<i>à/c du 22-10-24, en remplacement de Laurence Garnier, nommée secrétaire d'État chargée de la consommation</i>)
45	LOIRET	3	Christophe Chaillou Pauline Martin Hugues Saury
46	LOT	2	Raphaël Daubet Jean-Marc Vayssouze-Faure
47	LOT-ET-GARONNE	2	Christine Bonfanti-Dossat Michel Masset
48	LOZÈRE	1	Guyène Pantel

	Département	Nombre de sièges	Noms
49	MAINE-ET-LOIRE	4	Grégory Blanc Corinne Bourcier Emmanuel Capus Stéphane Piednoir
50	MANCHE	3	Philippe Bas Sébastien Fagnen Béatrice Gosselin
51	MARNE	3	Christian Bruyen Cédric Chevalier Anne-Sophie Romagny
52	HAUTE-MARNE	2	Anne-Marie Nédélec Bruno Sido
53	MAYENNE	2	Guillaume Chevrollier Élisabeth Doineau
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	4	Véronique Guillotin Jean-François Husson Olivier Jacquin Silvana Silvani
55	MEUSE	2	Jocelyne Antoine Franck Menonville
56	MORBIHAN	3	Yves Bleunven Muriel Jourda Simon Uzenat
57	MOSELLE	5	Catherine Belrhiti Christine Herzog Khalifé Khalifé Jean-Marie Mizzon Michaël Weber
58	NIÈVRE	2	Patrice Joly Nadia Sollogoub
59	NORD	11	Alexandre Basquin Guislain Cambier Marc-Philippe Daubresse Franck Dhersin Michelle Gréaume Olivier Henno Joshua Hochart Patrick Kanner Marie-Claude Lermytte Audrey Linkenheld Dany Wattebled
60	OISE	4	Édouard Courtial Alexandre Ouizille Olivier Paccaud Sylvie Valente Le Hir
61	ORNE	2	Olivier Bitz Nathalie Goulet
62	PAS-DE-CALAIS	7	Cathy Apourceau-Poly Jean-Pierre Corbisez Jérôme Darras Amel Gacquerre Jean-François Rapin

	Département	Nombre de sièges	Noms
			Christopher Szczurek Jean-Marie Vanlerenberghe
63	PUY-DE-DÔME	3	Jean-Marc Boyer Marion Canalès Éric Gold
64	PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	3	Max Brisson Frédérique Espagnac Denise Saint-Pé
65	HAUTES-PYRÉNÉES	2	Viviane Artigalas Maryse Carrère
66	PYRÉNÉES-ORIENTALES	2	Lauriane Josende Jean Sol
67	BAS-RHIN	5	Jacques Fernique Claude Kern Laurence Muller-Bronn André Reichardt Elsa Schalck
68	HAUT-RHIN	4	Sabine Drexler Ludovic Haye Christian Klinger Patricia Schillinger
69	RHÔNE	7	Étienne Blanc Gilbert-Luc Devinaz Catherine Di Folco Thomas Dossus Bernard Fialaire Raymonde Poncet Monge Paul Vidal (<i>à/c du 22-10-24, en remplacement de François-Noël Buffet, nommé ministre chargé des outre-mer</i>)
70	HAUTE-SAÔNE	2	Alain Joyandet Olivier Rietmann
71	SAÔNE-ET-LOIRE	3	Jérôme Durain Fabien Genet Marie Mercier
72	SARTHE	3	Thierry Cozic Louis-Jean de Nicolaÿ Jean Pierre Vogel
73	SAVOIE	2	Martine Berthet Cédric Vial
74	HAUTE-SAVOIE	3	Loïc Hervé Sylviane Noël Cyril Pellevat
75	PARIS	12	Ian Brossat Colombe Brossel Catherine Dumas Agnès Evren Rémi Féraud Antoinette Guhl Yannick Jadot Bernard Jomier Marie-Pierre de La Gontrie Jean-Baptiste Olivier (<i>à/c du</i>

	Département	Nombre de sièges	Noms
			22-10-24, en remplacement de Marie-Claire Carrère-Gée, nommée ministre déléguée chargée de la coordination gouvernementale) Anne Souyris Francis Szpiner
76	SEINE-MARITIME	6	Céline Brulin Patrick Chauvet Virginie Lucot Avril (à/c du 22-10-24, en remplacement d'Agnès Canayer, nommée ministre déléguée chargée de la famille et de la petite enfance) Didier Marie Pascal Martin Catherine Morin-Desailly
77	SEINE-ET-MARNE	6	Anne Chain-Larché Pierre Cuypers Aymeric Durox Vincent Éblé Marianne Margaté Louis Vogel
78	YVELINES	6	Marta de Cidrac Éric Dumoulin (à/c du 22-10-24, en remplacement de Sophie Primas, nommée ministre déléguée chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger) Gérard Larcher Michel Laugier Martin Lévrier Ghislaine Senée
79	DEUX-SÈVRES	2	Gilbert Favreau Philippe Mouiller
80	SOMME	3	Rémi Cardon Stéphane Demilly Laurent Somon
81	TARN	2	Philippe Folliot Marie-Lise Housseau (à/c du 28-09-24, en remplacement de Philippe Bonnecarrère, élu à l'Assemblée nationale)
82	TARN-ET-GARONNE	2	François Bonhomme Pierre-Antoine Levi
83	VAR	4	Jean Bacci Michel Bonnus Françoise Dumont André Guiol
84	VAUCLUSE	3	Jean-Baptiste Blanc Alain Milon Lucien Stanzione
85	VENDÉE	3	Annick Billon Brigitte Hybert (à/c du 22-10-24, en remplacement de Bruno Retailleau,

	Département	Nombre de sièges	Noms
			<i>nommé ministre de l'intérieur</i> Didier Mandelli
86	VIENNE	2	Bruno Belin Marie-Jeanne Bellamy (<i>à compter du 18-03-24, en remplacement d'Yves Bouloux, démissionnaire</i>)
87	HAUTE-VIENNE	2	Isabelle Briquet Christian Redon-Sarrazy
88	VOSGES	2	Daniel Gremillet Jean Hingray
89	YONNE	2	Jean-Baptiste Lemoyne Dominique Vérien
90	TERRITOIRE DE BELFORT	1	Cédric Perrin
91	ESSONNE	5	Laure Darcos Vincent Delahaye Jocelyne Guidez Jean-Raymond Hugonet David Ros
92	HAUTS-DE-SEINE	7	Marie-Do Aeschlimann Isabelle Florennes Xavier Iacovelli Roger Karoutchi Christine Lavarde Hervé Marseille Pierre Ouzoulias
93	SEINE-SAINT-DENIS	6	Vincent Capo-Canellas Fabien Gay Ahmed Laouedj Thierry Meignen Corinne Narassiguin Adel Ziane
94	VAL-DE-MARNE	6	Christian Cambon Marie-Carole Ciuntu Laurent Lafon Akli Mellouli Laurence Rossignol Pascal Savoldelli
95	VAL-D'OISE	5	Pierre Barros Arnaud Bazin Jacqueline Eustache-Brinio Daniel Fargeot Rachid Temal

2. Départements d'outre-mer

	Département	Nombre de sièges	Noms
971	GUADELOUPE	3	Victorin Lurel Solanges Nadille Dominique Théophile

972	MARTINIQUE	2	Frédéric Buval Catherine Conconne
973	GUYANE	2	Georges Patient Marie-Laure Phinera-Horth
974	LA RÉUNION	4	Audrey Bélim Evelyne Corbière Naminzo Stéphane Fouassin Viviane Malet
976	MAYOTTE	2	Saïd Omar Oili Salama Ramia (<i>à/c du 22-10-24, en remplacement de Thani Mohamed Soilihi, nommé secrétaire d'État chargé de la francophonie et des partenaires internationaux</i>)

3. Collectivités d'outre-mer

	Département	Nombre de sièges	Noms
975	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	1	Jean-Marc Ruel (<i>à/c du 09-12-24</i>)
977	SAINT-BARTHÉLEMY	1	Micheline Jacques
978	SAINT-MARTIN	1	Annick Petrus
986	ÎLES WALLIS ET FUTUNA	1	Mikaele Kulimoetoke
987	POLYNÉSIE FRANÇAISE	2	Teva Rohfritsch Lana Tetuanui

4. Autre collectivité

	Département	Nombre de sièges	Noms
988	NOUVELLE-CALÉDONIE	2	Georges Naturel Robert Wienie Xowie

5. Sénateurs représentant les Français établis hors de France

Série 1 (6 sièges)	Série 2 (6 sièges)
Hélène Conway-Mouret Ronan Le Gleut Mathilde Ollivier Évelyne Renaud-Garabedian Olivia Richard Jean-Luc Ruelle	Sophie Briante Guillemont Olivier Cadic Samantha Cazebonne Yan Chantrel Christophe-André Frassa Mélanie Vogel

Hauts-de-Seine



Mme Marie-Do AESCHLIMANN
Née le 17 avril 1974
Avocat
Groupe Les Républicains
Affaires sociales

Calvados



M. Pascal ALLIZARD
Né le 19 décembre 1962
Assistant parlementaire
Groupe Les Républicains
Affaires étrangères

Aveyron



M. Jean-Claude ANGLARS
Né le 20 février 1961
Chargé de mission
Groupe Les Républicains
Développement durable

Meuse



Mme Jocelyne ANTOINE
Née le 3 juillet 1961
Comptable
Groupe Union Centriste
Développement durable

Pas-de-Calais



Mme Cathy APOURCEAU-POLY
Née le 18 avril 1965
Attachée territoriale
Groupe CRCE - Kanaky
Affaires sociales

Hautes-Alpes



M. Jean-Michel ARNAUD
Né le 28 avril 1966
Exploitant agricole
Groupe Union Centriste
Lois

Secrétaire du Sénat

Hautes-Pyrénées



Mme Viviane ARTIGALAS
Née le 22 octobre 1956
Proviseur
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Affaires économiques

Bouches-du-Rhône



M. Jérémy BACCHI
Né le 8 mars 1986
Permanent politique
Groupe CRCE - Kanaky
Culture

Var



M. Jean BACCI
Né le 17 mars 1951
Retraité
Groupe Les Républicains
Développement durable

Val-d'Oise



M. Pierre BARROS
Né le 15 octobre 1972
Ingénieur et cadre technique d'entreprise
Groupe CRCE - Kanaky
Finances

Manche



M. Philippe BAS
Né le 20 juillet 1958
Conseiller d'Etat
Groupe Les Républicains
Lois

Nord



M. Alexandre BASQUIN
Né le 21 septembre 1981
Assistant parlementaire
Groupe CRCE - Kanaky
Développement durable

Val-d'Oise



M. Arnaud BAZIN
Né le 10 janvier 1959
Vétérinaire
Groupe Les Républicains
Finances

La Réunion



Mme Audrey BÉLIM
Née le 16 avril 1987
Juriste d'entreprise
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Développement durable

Vienne



M. Bruno BELIN
Né le 8 juin 1962
Pharmacien
Groupe Les Républicains
Finances

Vienne



Mme Marie-Jeanne BELLAMY
Née le 5 janvier 1966
Collaboratrice agent d'assurance
Groupe Les Républicains
Culture

Indre



Mme Nadine BELLUROT
Née le 5 avril 1965
Inspectrice Générale de l'Administration
du Développement Durable (IGADD)
Groupe Les Républicains
Culture

Moselle



Mme Catherine BELRHITI
Née le 10 août 1962
Professeur d'histoire-géographie
Groupe Les Républicains
Culture

Bouches-du-Rhône



M. Guy BENARROCHE
Né le 25 juillet 1954
Retraité

Groupe Écologiste - Solidarité et Territoires
Lois

Secrétaire du Sénat

Savoie



Mme Martine BERTHET
Née le 27 mars 1961
Pharmacienne

Groupe Les Républicains
Affaires économiques

Hérault



M. Christian BILHAC
Né le 10 avril 1955
Retraité

Groupe du RDSE
Finances

Vendée



Mme Annick BILLON
Née le 3 août 1967
Cadre commercial

Groupe Union Centriste
Culture

Orne



M. Olivier BITZ
Né le 16 septembre 1975
Administrateur de l'État

Groupe Union Centriste
Lois

Rhône



M. Étienne BLANC
Né le 29 août 1954
Avocat retraité

Groupe Les Républicains
Affaires étrangères

Maine-et-Loire



M. Grégory BLANC
Né le 1er septembre 1980
Commerçant et assimilé

Groupe Écologiste - Solidarité et Territoires
Finances

Vaucluse



M. Jean-Baptiste BLANC
Né le 3 septembre 1972
Avocat

Groupe Les Républicains
Finances

Ain



Mme Florence BLATRIX CONTAT
Née le 30 mars 1966
Professeur agrégé

Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Finances

Morbihan



M. Yves BLEUNVEN
Né le 2 février 1963
Chef d'entreprise de 10 salariés ou plus
Groupe Union Centriste
Affaires économiques

Lot-et-Garonne



Mme Christine BONFANTI-DOSSAT
Née le 25 mai 1956
Infirmière libérale
Groupe Les Républicains
Affaires sociales

Tarn-et-Garonne



M. François BONHOMME
Né le 5 mai 1969
Fonctionnaire
Groupe Les Républicains
Lois

Secrétaire du Sénat

Charente



M. François BONNEAU
Né le 8 février 1958
Docteur en pharmacie
Groupe Union Centriste
Affaires étrangères

Charente



Mme Nicole BONNEFOY
Née le 11 août 1958
Attachée parlementaire
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Développement durable

Secrétaire du Sénat

Var



M. Michel BONNUS
Né le 14 avril 1965
Commerçant
Groupe Les Républicains
Affaires économiques

Alpes-Maritimes



Mme Alexandra BORCHIO FONTIMP
Née le 5 octobre 1981
Journaliste
Groupe Les Républicains
Culture

Secrétaire du Sénat

Gard



M. Denis BOUAD
Né le 1er novembre 1952
Retraité
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Affaires économiques

Drôme



M. Gilbert BOUCHET
Né le 8 janvier 1947
Hôtelier
Groupe Les Républicains
Affaires étrangères

Maine-et-Loire



Mme Corinne BOURCIER
Née le 5 mai 1969
Employé administratif d'entreprise
Groupe Les Indépendants
République et Territoires
Affaires sociales

Hérault



M. Hussein BOURGI
Né le 5 octobre 1973
Cadre
Groupe Socialiste,
Écologiste et Républicain
Lois

Puy-de-Dôme



M. Jean-Marc BOYER
Né le 24 février 1954
Ancien professeur
Groupe Les Républicains
Affaires économiques

Bouches-du-Rhône



Mme Valérie BOYER
Née le 11 juin 1962
Cadre de santé
Groupe Les Républicains
Affaires étrangères

Loir-et-Cher



M. Jean-Luc BRAULT
Né le 28 octobre 1950
Ancien artisan, commerçant, chef d'entreprise
Groupe Les Indépendants
République et Territoires
Affaires économiques

Français établis hors de France



Mme Sophie BRIANTE GUILLEMONT
Née le 27 septembre 1991
Juriste
Groupe du RDSE
Lois

Haute-Vienne



Mme Isabelle BRIQUET
Née le 4 septembre 1967
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Finances

Pyrénées-Atlantiques



M. Max BRISSON
Né le 8 mars 1957
Inspecteur général de l'Éducation nationale
Groupe Les Républicains
Culture

Paris



M. Ian BROSSAT
Né le 23 avril 1980
Professeur, profession scientifique
Groupe CRCE - Kanaky
Lois

Paris



Mme Colombe BROSSEL

Née le 19 avril 1976

Cadre administratif et commercial d'entreprise
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Culture

Seine-Maritime



Mme Céline BRULIN

Née le 4 mars 1970

Attachée territoriale
Groupe CRCE - Kanaky
Affaires sociales

Marne



M. Christian BRUYEN

Né le 30 mars 1959

Professeur des écoles, instituteur et assimilé
Groupe Les Républicains
Culture

Drôme



M. Bernard BUIS

Né le 23 juin 1956

Groupe Rassemblement des démocrates,
progressistes et indépendants

Affaires économiques

Gard



M. Laurent BURGOA

Né le 4 février 1969

Groupe Les Républicains
Affaires sociales

Martinique



M. Frédéric BUVAL

Né le 24 mars 1951

Ancien cadre
Groupe Rassemblement des démocrates,
progressistes et indépendants

Affaires économiques

Hérault



M. Henri CABANEL

Né le 9 mars 1959

Viticulteur
Groupe du RDSE
Affaires économiques

Côtes-d'Armor



M. Alain CADEC

Né le 21 juin 1953

Retraité
Groupe Les Républicains
Affaires économiques

Français établis hors de France



M. Olivier CADIC

Né le 22 avril 1962

Chef d'entreprise
Groupe Union Centriste
Affaires étrangères

Nord



M. Guislain CAMBIER
Né le 18 juillet 1971
Cadre de la fonction publique
Groupe Union Centriste
Affaires économiques

Val-de-Marne



M. Christian CAMBON
Né le 8 mars 1948
Chef d'entreprise
Groupe Les Républicains
Affaires étrangères

Puy-de-Dôme



Mme Marion CANALÈS
Née le 15 janvier 1980
Cadre de la fonction publique
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Affaires sociales

Finistère



M. Michel CANÉVET
Né le 14 décembre 1960
Responsable de collectivités
Groupe Union Centriste
Finances

Seine-Saint-Denis



M. Vincent CAPO-CANELLAS
Né le 4 mai 1967
Fonctionnaire territorial
Groupe Union Centriste
Finances

Maine-et-Loire



M. Emmanuel CAPUS
Né le 23 juin 1974
Avocat
Groupe Les Indépendants - République et Territoires
Finances

Somme



M. Rémi CARDON
Né le 3 mai 1994
Chef de projet numérique
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Affaires économiques

Bouches-du-Rhône



Mme Marie-Arlette CARLOTTI
Née le 21 janvier 1952
Retraitée
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Affaires étrangères

Questeur du Sénat

Hautes-Pyrénées



Mme Maryse CARRÈRE
Née le 8 avril 1967
Cadre de la fonction publique territoriale
Groupe du RDSE
Affaires sociales

Présidente du groupe du RDSE

Gironde



M. Alain CAZABONNE
Né le 25 août 1944
Ancien gérant de société
Groupe Union Centriste
Affaires étrangères

Français établis hors de France



Mme Samantha CAZEBONNE
Née le 10 août 1971
Chef d'établissement de l'enseignement secondaire
Groupe Rassemblement des démocrates,
progressistes et indépendants
Culture

Loiret



M. Christophe CHAILLOU
Né le 13 novembre 1964
Cadre de la fonction publique
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Lois

Seine-et-Marne



Mme Anne CHAIN-LARCHÉ
Née le 11 avril 1958
Pharmacienne
Groupe Les Républicains
Affaires économiques

Vice-présidente du Sénat

Ain



M. Patrick CHAIZE
Né le 22 mars 1963
Directeur de syndicat intercommunal
Groupe Les Républicains
Affaires économiques

Français établis hors de France



M. Yan CHANTREL
Né le 14 avril 1979
Coordonnateur
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Culture

Corrèze



M. Daniel CHASSEING
Né le 10 avril 1945
Médecin
Groupe Les Indépendants
République et Territoires
Affaires sociales

Haute-Garonne



M. Alain CHATILLON
Né le 15 mars 1943
Chef d'entreprise
Groupe Les Républicains
Affaires économiques

Seine-Maritime



M. Patrick CHAUVET
Né le 27 mars 1958
Agriculteur
Groupe Union Centriste
Affaires économiques

Marne



M. Cédric CHEVALIER
Né le 10 mars 1973
Chef d'entreprise de 10 salariés ou plus
Groupe Les Indépendants
République et Territoires
Développement durable

Mayenne



M. Guillaume CHEVROLLIER
Né le 27 octobre 1974
Directeur de programmes immobiliers
Groupe Les Républicains
Développement durable

Yvelines



Mme Marta de CIDRAC
Née le 13 juin 1964
Architecte
Groupe Les Républicains
Développement durable

Haute-Loire



M. Olivier CIGOLOTTI
Né le 16 août 1963
Directeur général d'un foyer de jeunes travailleurs
Groupe Union Centriste
Affaires étrangères

Questeur du Sénat

Val-de-Marne



Mme Marie-Carole CIUNTU
Née le 9 novembre 1964
Profession libérale
Groupe Les Républicains
Finances

Martinique



Mme Catherine CONCONNE
Née le 18 mai 1963
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Affaires sociales

Secrétaire du Sénat

Gironde



Mme Mireille CONTE JAUBERT
Née le 23 octobre 1954
Cadre de la fonction publique territoriale
Groupe du RDSE
Culture

Français établis hors de France



Mme Hélène CONWAY-MOURET
Née le 13 septembre 1960
Professeure d'université
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Affaires étrangères

La Réunion



Mme Evelyne CORBIÈRE NAMINZO
Née le 12 novembre 1980
Professeur des écoles, instituteur et assimilé
Groupe CRCE - Kanaky
Culture

Pas-de-Calais



M. Jean-Pierre CORBISEZ
Né le 7 mars 1960
Ingénieur en aménagement du territoire
Groupe CRCE - Kanaky
Développement durable

Oise



M. Édouard COURTIAL
Né le 28 juin 1973
Chargé de mission commercial
Groupe Union Centriste
Affaires étrangères

Sarthe



M. Thierry COZIC
Né le 9 février 1973
Cadre territorial
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Finances

Loire



Mme Cécile CUKIERMAN
Née le 26 avril 1976
Professeur d'histoire-géographie
Groupe CRCE - Kanaky
Lois

Présidente du groupe CRCE - Kanaky

Seine-et-Marne



M. Pierre CUYPERS
Né le 23 mars 1944
Exploitant agricole
Groupe Les Républicains
Affaires économiques

Loire-Atlantique



Mme Karine DANIEL
Née le 22 juin 1974
Economiste
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Culture

Loire-Atlantique



M. Ronan DANTEC
Né le 5 août 1963
Auteur
Groupe Écologiste
Solidarité et Territoires
Développement durable

Essonne



Mme Laure DARCOS
Née le 27 novembre 1970
Groupe Les Indépendants
République et Territoires
Culture

Ardèche



M. Mathieu DARNAUD
Né le 11 juillet 1975
Chargé de mission
Groupe Les Républicains
Lois

Président du groupe Les Républicains

Pas-de-Calais



M. Jérôme DARRAS
Né le 30 octobre 1957
Ancien cadre de la fonction publique
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Affaires étrangères

Lot



M. Raphaël DAUBET
Né le 17 janvier 1977
Profession libérale
Groupe du RDSE
Finances

Nord



M. Marc-Philippe DAUBRESSE
Né le 1er août 1953
Directeur de société
Groupe Les Républicains
Lois

Essonne



M. Vincent DELAHAYE
Né le 23 août 1959
Expert comptable
Groupe Union Centriste
Finances

Cantal



M. Bernard DELCROS
Né le 12 février 1953
Enseignant
Groupe Union Centriste
Finances

Alpes-Maritimes



Mme Patricia DEMAS
Née le 15 septembre 1966
Chargée de mission - conseillère en
prévention de perte d'autonomie
Groupe Les Républicains
Affaires sociales

Président de la Délégation sénatoriale aux
collectivités territoriales et à la
décentralisation

Somme



M. Stéphane DEMILLY
Né le 26 juin 1963
Formateur
Groupe Union Centriste
Développement durable

Eure-et-Loir



Mme Chantal DESEYNE
Née le 29 janvier 1957
Groupe Les Républicains
Affaires sociales

Bouches-du-Rhône



Mme Brigitte DEVÉSA
Née le 3 mars 1960
Directrice de centre de formation
Groupe Union Centriste
Affaires sociales

Rhône



M. Gilbert-Luc DEVINAZ
Né le 19 juillet 1953

Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Développement durable

Nord



M. Franck DHERSIN
Né le 18 juin 1962
juriste

Groupe Union Centriste
Développement durable

Rhône



Mme Catherine DI FOLCO
Née le 30 novembre 1960

Groupe Les Républicains
Lois

Secrétaire du Sénat

Mayenne



Mme Élisabeth DOINEAU
Née le 7 avril 1961

Groupe Union Centriste
Affaires sociales

**Rapporteur général de la
commission des Affaires sociales**

Rhône



M. Thomas DOSSUS
Né le 28 juillet 1982

Chargé de communication
Groupe Écologiste - Solidarité et Territoires
Finances

Haut-Rhin



Mme Sabine DREXLER
Née le 17 août 1963

Professeur des écoles
Groupe Les Républicains
Culture

Gers



M. Alain DUFFOURG
Né le 22 janvier 1950
Avocat

Groupe Union Centriste
Développement durable

Paris



Mme Catherine DUMAS
Née le 13 juillet 1957

Groupe Les Républicains
Affaires étrangères

Var



Mme Françoise DUMONT
Née le 9 avril 1965
Guide interprète

Groupe Les Républicains
Lois

Yvelines



M. Éric DUMOULIN
Né le 5 mars 1965
Chef d'entreprise
Groupe Les Républicains
Affaires économiques

Haute-Loire



M. Laurent DUPLOMB
Né le 24 octobre 1971
Agriculteur
Groupe Les Républicains
Affaires économiques

Saône-et-Loire



M. Jérôme DURAIN
Né le 2 juin 1969
Fonctionnaire
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Lois

Eure



Mme Nicole DURANTON
Née le 13 octobre 1958
Groupe Les Indépendants
Rassemblement des démocrates,
progressistes et indépendants
Affaires étrangères

Seine-et-Marne



M. Aymeric DUROX
Né le 6 août 1985
Professeur, profession scientifique
Réunion administrative des non-inscrits
Culture

Seine-et-Marne



M. Vincent ÉBLÉ
Né le 15 octobre 1957
Fonctionnaire territorial
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Finances

Pyrénées-Atlantiques



Mme Frédérique ESPAGNAC
Née le 19 avril 1972
Cadre
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Finances

Alpes-Maritimes



Mme Dominique ESTROSI SASSONE
Née le 14 novembre 1958
Fonctionnaire territoriale
Groupe Les Républicains
Affaires économiques

Val-d'Oise



Mme Jacqueline EUSTACHE-BRINIO
Née le 5 septembre 1956
Ancienne enseignante
Groupe Les Républicains
Lois

Paris



Mme Agnès EVREN
Née le 27 décembre 1970
Cheffe d'entreprise
Groupe Les Républicains
Culture

Manche



M. Sébastien FAGNEN
Né le 8 novembre 1987
Collaborateur parlementaire
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Développement durable

Val-d'Oise



M. Daniel FARGEOT
Né le 31 mai 1958
Chef d'entreprise de 10 salariés ou plus
Groupe Union Centriste
Affaires économiques

Deux-Sèvres



M. Gilbert FAVREAU
Né le 4 mai 1949
Avocat
Groupe Les Républicains
Affaires économiques

Paris



M. Rémi FÉRAUD
Né le 24 août 1971
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Finances

Calvados



Mme Corinne FÉRET
Née le 17 septembre 1961
Fonctionnaire de l'éducation nationale
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Affaires sociales

Bas-Rhin



M. Jacques FERNIQUE
Né le 13 novembre 1961
Professeur des Lycées Professionnels
Groupe Écologiste - Solidarité et Territoires
Développement durable

Rhône



M. Bernard FIALAIRE
Né le 13 septembre 1957
Médecin
Groupe du RDSE
Culture

Finistère



M. Jean-Luc FICHET
Né le 15 juillet 1953
Directeur d'institut médico-éducatif
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Affaires sociales

Hauts-de-Seine



Mme Isabelle FLORENNES
Née le 2 août 1967

Groupe Union Centriste
Lois

Tarn



M. Philippe FOLLIOT
Né le 14 juillet 1963

Groupe Union Centriste
Affaires étrangères

La Réunion



M. Stéphane FOUASSIN
Né le 17 octobre 1960
Profession libérale

Groupe Rassemblement des démocrates,
progressistes et indépendants
Finances

Français établis hors de France



M. Christophe-André FRASSA
Né le 4 février 1968
Consultant juridique
Groupe Les Républicains
Lois

Pas-de-Calais



Mme Amel GACQUERRE
Née le 20 décembre 1976
Consultante
Groupe Union Centriste
Affaires économiques

Seine-Saint-Denis



M. Fabien GAY
Né le 13 janvier 1984
Directeur événementiel
Groupe CRCE - Kanaky
Affaires économiques

Saône-et-Loire



M. Fabien GENET
Né le 22 mars 1975
Juriste
Groupe Les Républicains
Développement durable

Indre



Mme Frédérique GERBAUD
Née le 3 juillet 1959
Chargée de communication
Groupe Les Républicains
Affaires sociales

Gironde



M. Hervé GILLÉ
Né le 9 octobre 1960
Directeur de mission locale
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Développement durable

Puy-de-Dôme



M. Éric GOLD
Né le 7 juin 1964
Professeur des écoles
Groupe du RDSE
Développement durable

Isère



M. Guillaume GONTARD
Né le 11 mars 1971
Architecte
Groupe Écologiste - Solidarité et Territoires
Affaires étrangères

**Président du groupe Écologiste
Solidarité et Territoires**

Manche



Mme Béatrice GOSSELIN
Née le 27 mars 1958
Retraîtée de l'éducation nationale
Groupe Les Républicains
Culture

Orne



Mme Nathalie GOULET
Née le 24 mai 1958
Ancien avocat au barreau de Paris
Groupe Union Centriste
Finances

Ain



Mme Sylvie GOY-CHAVENT
Née le 23 mai 1963
Professeur de l'enseignement professionnel
Groupe Les Républicains
Affaires étrangères

Hérault



M. Jean-Pierre GRAND
Né le 18 novembre 1950
Cadre de la fonction publique
Groupe Les Indépendants
République et Territoires
Affaires étrangères

Nord



Mme Michelle GRÉAUME
Née le 30 octobre 1967
Fonctionnaire territoriale
Groupe CRCE - Kanaky
Affaires étrangères

Vosges



M. Daniel GREMILLET
Né le 31 juillet 1953
Agriculteur
Groupe Les Républicains
Affaires économiques

Doubs



M. Jacques GROSPERRIN
Né le 17 octobre 1955
Professeur agrégé
Groupe Les Républicains
Culture

Loire-Atlantique



M. Philippe GROSVALET
Né le 13 avril 1958
Ancien cadre
Groupe du RDSE
Affaires économiques

Aisne



Mme Pascale GRUNY
Née le 18 février 1960
Directeur administratif et financier
Groupe Les Républicains
Affaires sociales

Eure-et-Loir



M. Daniel GUERET
Né le 17 avril 1961
Directeur commercial
Groupe Les Républicains
Développement durable

Loire-Atlantique



M. Joël GUERRIAU
Né le 9 novembre 1957
Directeur général de banque
Groupe Les Indépendants
République et Territoires
Affaires étrangères

Secrétaire du Sénat

Paris



Mme Antoinette GUHL
Née le 10 juin 1970
Cadre administratif et commercial d'entreprise
Groupe Écologiste - Solidarité et Territoires
Affaires économiques

Essonne



Mme Jocelyne GUIDEZ
Née le 26 septembre 1956
Artiste
Groupe Union Centriste
Affaires sociales

Meurthe-et-Moselle



Mme Véronique GUILLOTIN
Née le 3 novembre 1962
Médecin
Groupe du RDSE
Affaires sociales

Secrétaire du Sénat

Var



M. André GUIOL
Né le 28 juin 1954
Ingénieur retraité
Groupe du RDSE
Affaires étrangères

Gironde



Mme Laurence HARRIBEY
Née le 8 février 1953
Enseignante chercheur
Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Lois

Finistère



Mme Nadège HAVET
Née le 30 décembre 1975
Responsable d'équipe
Groupe Rassemblement des
démocrates, progressistes et
indépendants
Développement durable

Haut-Rhin



M. Ludovic HAYE
Né le 18 janvier 1975
Ingénieur en cybersécurité
Groupe Union Centriste
Affaires étrangères

Nord



M. Olivier HENNO
Né le 21 avril 1962
Cadre commercial
Groupe Union Centriste
Affaires sociales

Haute-Savoie



M. Loïc HERVÉ
Né le 8 juin 1980
Cadre territorial
Groupe Union Centriste
Affaires étrangères

Vice-président du Sénat

Moselle



Mme Christine HERZOG
Née le 30 décembre 1968
Gérante
Groupe Union Centriste
Développement durable

Vosges



M. Jean HINGRAY
Né le 19 juillet 1986
Responsable d'entreprise
Groupe Union Centriste
Culture

Nord



M. Joshua HOCHART
Né le 25 août 1987
Cadre de la fonction publique
Réunion administrative des non-inscrits
Développement durable

Côte-d'Or



M. Alain HOUPERT
Né le 13 août 1957
Médecin radiologue
Groupe Les Républicains
Affaires étrangères

Tarn



Mme Marie-Lise HOUSSEAU
Née le 3 septembre 1954
Directrice de chambre d'agriculture
Groupe Union Centriste
Affaires économiques

Essonne



M. Jean-Raymond HUGONET
Né le 10 janvier 1958
Musicien
Groupe Les Républicains
Finances

Meurthe-et-Moselle



M. Jean-François HUSSON
Né le 17 avril 1961
Agent d'assurance
Groupe Les Républicains
Finances

Vendée



Mme Brigitte HYBERT
Née le 12 mai 1960
Gérante
Groupe Les Républicains
Affaires économiques

**Rapporteur général de la
commission des Finances**

Trombinoscope des sénateurs ayant été partiellement en exercice en 2024 (décès, démission, remplacement)



M. Jean-Pierre BANSARD
Né le 15 mai 1940
Sénateur
Français établis hors de France
Les Républicains



M. Éric BOCQUET
Né le 8 novembre 1957
Sénateur
Nord
CRCE - Kanaky



M. Philippe BONNECARRÈRE
Né le 12 juillet 1955
Sénateur
Tarn
UC



M. François-Noël BUFFET
Né le 28 août 1963
Sénateur
Rhône
Les Républicains



Mme Agnès CANAYER
Née le 21 septembre 1965
Sénatrice
Seine-Maritime
Les Républicains-ratt.
XXXV



Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE
Née le 23 mars 1963
Sénatrice
Paris
Les Républicains



M^{me} Nathalie DELATTRE
Née le 2 décembre 1968
Sénatrice
Gironde
RDSE



M^{me} Laurence GARNIER
Née le 3 avril 1978
Sénatrice
Loire-Atlantique
Les Républicains



M^{me} Annick GIRARDIN
Née le 15 mai 1940
Sénatrice
Saint-Pierre-et-Miquelon
RDSE



M. Jean-Noël GUÉRINI
Née le 1er janvier 1951
Sénateur
Bouches-du-Rhône
RDSE



M^{me} Françoise GATEL
Née le 14 mars 1953
Sénatrice
Ille-et-Vilaine
UC

TABLE NOMINATIVE 2024 - DÉBATS DU SÉNAT

AESCHLIMANN (Marie-Do)
sénatrice (Hauts-de-Seine)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie le 11 mars 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Complémentaires santé, mutuelles : l'impact sur le pouvoir d'achat des Français » le 15 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à modifier le fait générateur de la perception de la taxe d'aménagement par les collectivités territoriales [n° 268 (2023-2024)] (22 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 140 (2023-2024)] ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé [n° 396 (2023-2024)] (6 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance par la Nation des massacres de la rue d'Isly du 26 mars 1962 et d'Oran du 5 juillet 1962 [n° 488 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 528 (2023-2024)] ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé [n° 580 (2023-2024)] (7 mai 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à encadrer le nombre de listes aux élections européennes [n° 656 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à aligner le droit français sur le droit européen pour les emballages constitués pour tout ou partie de polymères ou de copolymères styréniques non recyclables [n° 658 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur l'ensemble des temps périscolaires [n° 690 (2023-2024)] (12 juin 2024) - **Famille - Société - Éducation.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à exonérer les établissements d'enseignement privés sous contrat d'association avec l'État de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale [n° 734 (2023-2024)] (11 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des outre-mer [n° 172 (2024-2025)] (28 novembre 2024) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 160 (2024-2025)] visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire [n° 182 (2024-2025)] (4 décembre 2024) - **Entreprises - Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur les missions de l'Agence de la biomédecine après la dernière loi de bioéthique - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sarah El Haïry, ministre déléguée chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Aurore Bergé, ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*MI Complémentaires santé*) : Audition des représentants des complémentaires santé - Union nationale des organismes complémentaires d'assurance maladie (Unocam), Fédération nationale de la Mutualité française (FNMF), France Assureurs et Centre technique des institutions de prévoyance (CTIP).

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition de MM. Paul Huber, directeur des services judiciaires, et Fabien Neyrat, délégué outre-mer auprès du secrétariat général du ministère de la justice.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé - Examen du rapport et du texte de la commission (deuxième lecture).

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Démographie médicale - Audition de M. Fabrice Lengart, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, Mme Nathalie Fourcade, secrétaire générale, docteur Isabelle Vincent, conseillère scientifique, du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie (HCAAM), docteur Emmanuel Touzé, président, et Mme Agnès Bocognano, secrétaire générale, de l'Observatoire national de la démographie des professions de santé (ONDPS).

Enquête de la Cour des comptes sur la santé respiratoire - Audition de Mme Véronique Hamayon, présidente de la 6e chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 25 juin 2024 (*commission des affaires sociales*) : Organisation de l'offre de soins et anticipation des risques sanitaires durant la période des jeux Olympiques et Paralympiques - Audition du docteur Jean-Marc Philippe, conseiller médical et scientifique du centre de crises sanitaires de la direction générale de la santé, de Mme Julie Pougheon, cheffe de service, du docteur Aurélie Avondo Ray, conseillère crises sanitaires et JOP 2024 auprès de la directrice générale de la direction générale de l'offre de soins, de Mme Sophie Martinon, directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé Île-de-France et du professeur Catherine Paugam-Burtz, directrice générale adjointe de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

Réunion du mardi 24 septembre 2024 (*MI Complémentaires santé*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur l'avenir de la santé

périnatale et son organisation territoriale - Audition de Mmes Annick Jacquemet, présidente, et Véronique Guillotin, rapporteure.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2023 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine Paugam-Burtz, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, ministre de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Anne Thiebeauld, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam).

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente, et M. Nicolas Grivel, directeur général, de la Caisse nationale des allocations familiales.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à ériger la santé mentale des jeunes en grande cause nationale** [n° 602 (2022-2023)] - (17 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 111

- **Débat sur le thème : « Pratiques des centrales d'achat de la grande distribution implantées hors de France »** - (25 janvier 2024) : p. 322

- **Proposition de loi visant à améliorer le dépistage des troubles du neuro-développement, l'accompagnement des personnes qui en sont atteintes et le répit de leurs proches aidants** [n° 246 (2023-2024)] - (25 janvier 2024) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2 rectifié** (*Demande de rapport sur l'accès aux activités périscolaires des élèves présentant un trouble du neuro-développement*) : p. 336

- **Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités locales** [n° 261 (2023-2024)] - (25 janvier 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 356

- **Débat sur le thème : « Enseignement privé sous contrat : quelles modalités de contrôle de l'État et quelle équité des moyens vis-à-vis de l'enseignement public ? »** - (6 mars 2024) : p. 1420

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local** [n° 367 (2023-2024)] - (6 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 128 rectifié, n° 17 rectifié, n° 236 rectifié bis, n° 105 rectifié bis, n° 127 rectifié bis, n° 26 rectifié bis et n° 4 rectifié bis** (*Faculté de recours à la visioconférence pour un membre du conseil municipal empêché professionnellement/les élus étudiants*) : p. 1454 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 52 rectifié quater, n° 137 rectifié bis, n° 142, n° 195, n° 215, n° 356 rectifié bis** (*Possibilité de recours à la visioconférence pour la réunion du bureau du conseil communautaire*) : p. 1456 - **Article 9** (*Extension du champ des autorisations d'absence et*

augmentation du plafond de remboursement des pertes de revenus subies par l'élu) : p. 1467 p. 1471

- **Question orale sans débat sur la perte de financement public de l'association Point de Contact** - (7 mars 2024) : p. 1497

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local** [n° 367 (2023-2024)] (suite) - (7 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 152 rectifié ter** (*Formation sur les finances publiques la première année de mandat*) : p. 1538 - **Article 17** (*Cumul des indemnités journalières et des indemnités de fonction*) : p. 1547 - **Article 18** (*Détermination des intérêts susceptibles de constituer l'infraction de prise illégale d'intérêt*) : p. 1549 p. 1550 - **Article 19** (*Octroi automatique de la protection fonctionnelle aux élus locaux victimes de violences, menaces ou outrages*) : p. 1557

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels** [n° 389 (2023-2024)] - (12 mars 2024) - **Article unique** : p. 1627

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé** [n° 397 (2023-2024)] - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1805

- **Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille** [n° 417 (2023-2024)] - (20 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 3 rectifié bis, n° 7, n° 11, n° 1 rectifié, n° 8 rectifié bis, n° 17, n° 2 rectifié bis, n° 5 rectifié quinquies, n° 9 rectifié bis et n° 21 rectifié ter** (*Dispositif de décharge de responsabilité solidaire - Conditions d'examen - Modifications*) : p. 1967

- **Question orale sans débat relative aux difficultés rencontrées par les établissements de santé privés** - (7 mai 2024) : p. 2789

- **Proposition de loi allongeant la durée de l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate** [n° 558 (2023-2024)] - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2869 - **Article 1er** (*Allongement de la durée de l'ordonnance de protection et création d'une ordonnance provisoire de protection immédiate*) : p. 2872 p. 2878 p. 2880 p. 2881 p. 2883 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 16 rectifié bis** (*Amendement rédactionnel*) : p. 2883 - **Article 2** (*Sanction du non-respect des mesures ordonnées dans le cadre d'une ordonnance provisoire de protection immédiate*) : p. 2885

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé - Deuxième lecture** [n° 581 (2023-2024)] - (15 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2984

- **Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne - Deuxième lecture** [n° 563 (2023-2024)] - (15 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3000

- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre** [n° 623 (2023-2024)] - (28 mai 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3337

- **Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial** [n° 618 (2023-2024)] - (29 mai 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3399 p. 3400

- **Proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées** [n° 620 (2023-2024)] - (30 mai 2024) - **Article 1er** (*Interdiction des PFAS - Contrôle de la présence des PFAS dans les eaux destinées à la consommation humaine -*

Cartographie des sites ayant pu émettre ou émettant des PFAS - Liste des communes exposées à un danger élevé ou très élevé d'exposition aux PFAS) : p. 3437

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendements n° 47 rectifié bis, n° 57 rectifié et n° 178 rectifié** (*Inscrire dans la loi de programmation de la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement la prise en compte de la labellisation sectorielle RSE par les acheteurs publics*) : p. 3553 p. 3554

- **Suite de la discussion** (4 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 6 (priorité) - Amendement n° 164 rectifié** (*Information des associés sur la possibilité d'insertion d'une clause de prolongation tacite de la durée de vie de la société dans les statuts*) : p. 3616 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité) - Amendement n° 169 rectifié** (*Radiation des mentions relatives à un plan de sauvegarde sur le registre du commerce et des sociétés après un an*) : p. 3642 p. 3643

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'apprentissage** - (5 juin 2024) : p. 3746 p. 3747

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)] (suite)** - (5 juin 2024) - **Article 16** (*Faculté pour les acheteurs publics de déroger à l'obligation d'allotissement des marchés de travaux, de fournitures ou de services et pour leurs sous-traitants de renoncer expressément au bénéfice du paiement direct pour les projets d'éolien en mer et de création ou de modification des ouvrages des réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité*) : p. 3766

- **Question orale sans débat sur l'amélioration de la couverture vaccinale des collégiens contre les infections à papillomavirus humains** - (22 octobre 2024) : p. 4357 p. 4358

- **Proposition de loi visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidants - Deuxième lecture [n° 97 (2024-2025)]** - (5 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4700

- **Débat sur le thème : « Situation des finances publiques locales »** - (6 novembre 2024) : p. 4791 p. 4792

- **Proposition de loi visant à poursuivre l'expérimentation relative au travail à temps partagé aux fins d'employabilité [n° 90 (2024-2025)]** - (6 novembre 2024) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Expérimentation relative au travail à temps partagé aux fins d'employabilité*) : p. 4804

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article 6** (*Réforme des allègements généraux de cotisations patronales*) : p. 5169 p. 5172 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 85 rectifié bis, n° 1267 rectifié ter et n° 1037 rectifié** (*Réduction/exonération*

de cotisations sociales/au profit des Ehpad et unités de soins de longue durée publics) : p. 5196

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 134 rectifié, n° 652 rectifié ter, n° 1097, n° 1217 rectifié et n° 824 rectifié** (*Renforcement de la fiscalité sur les jeux d'argent et de hasard*) : p. 5424

Troisième partie :

- (22 novembre 2024) - **Article 16** (*Extension du champ de l'accompagnement à la pertinence des prescriptions*) : p. 5545 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 1133 rectifié et n° 1251 rectifié bis** (*Interdiction des plateformes numériques ayant pour but principal la fourniture d'arrêts de travail*) : p. 5560

Troisième partie : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2025 :

- (23 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° 1190 rectifié et n° 1253 rectifié** (*Renforcement de la procédure de recouvrement des indus et suppression de la réforme du tiers-payant concernant le choix du mode de garde (CMG) « structure »*) : p. 5715

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2024) - **Article 30** (*Modulation des conditions d'attribution du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)*) : p. 6757

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (2 décembre 2024) : p. 7139

Travail, emploi et administration des ministères sociaux (suite)

- (3 décembre 2024) : p. 7358 p. 7359

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) - **Article additionnel après l'article 64 (priorité) - Amendements n° II-11 rectifié et n° II-248 rectifié** (*Création d'un dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales*) : p. 7517 p. 7523

AGRESTI-ROUBACHE (Sabrina)
secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée de la citoyenneté, et auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer et du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargée de la ville
(jusqu'au 12 janvier 2024)
secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer et du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargée de la ville, et auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée de la citoyenneté
(du 9 février 2024 au 21 septembre 2024)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes - Nouvelle lecture [n° 455 (2023-2024)]** - (2 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2346 - **Question préalable** : p. 2355 p. 2356

- **Question orale sans débat relative aux frais des associations patriotiques de bénévoles** - (9 avril 2024) : p. 2450

- **Question orale sans débat relative au désengagement des forces françaises et de la représentation diplomatique au Niger** - (9 avril 2024) : p. 2451

- **Question orale sans débat relative à une équivalence entre permis C et permis D** - (9 avril 2024) : p. 2451

- **Question orale sans débat relative aux conditions de sécurité de la gare maritime de Dzaoudzi à Mayotte** - (9 avril 2024) : p. 2452

- **Question orale sans débat relative à la délinquance juvénile en Guadeloupe** - (9 avril 2024) : p. 2454 p. 2455

- **Question orale sans débat relative à une alerte sur le financement des associations locales à Bobigny** - (9 avril 2024) : p. 2455

- **Question orale sans débat relative à l'interdiction des réseaux d'influence des Frères musulmans en France et en Europe** - (9 avril 2024) : p. 2456

- **Question orale sans débat relative au délit de fuite et à la note 89** - (9 avril 2024) : p. 2457

- **Proposition de loi visant à proroger la loi n° 2017-285 du 6 mars 2017 relative à l'assainissement cadastral et à la résorption du désordre de la propriété [n° 495 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2526

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité en Guadeloupe** - (5 juin 2024) : p. 3739 p. 3740

ALLIZARD (Pascal)
sénateur (Calvados)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Premier vice-président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (O.S.C.E.).

Président de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre de la commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens d'entraves efficaces le 1er février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (4 avril 2024).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) le 12 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Membre du groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 694 (2018-2019)] de ratification de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 424 (2023-2024)] (13 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 699 (2023-2024)] (19 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Euro numérique : pour une Europe souveraine en matière de paiements [n° 708 (2023-2024)] (26 juin 2024) - **Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 1 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Défense : Environnement et prospective de la politique de défense [n° 146 tome 5 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Défense - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Nouvelle posture stratégique du Japon dans l'Indopacifique, quelles implications pour la France ? » - Audition de Mme Céline Pajon, chercheuse, responsable des activités Japon et coordinatrice du Programme Océanie Centre Asie-Indopacifique de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La Corne de l'Afrique - Audition de Mme Sonia Le Gouriellec, chercheuse, docteure en science politique et maîtresse de conférences à l'Université catholique de Lille.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission à l'occasion de la 78ème session de l'Assemblée générale des Nations-Unies - Présentation du rapport d'information.

Projet de loi relatif à l'accord économique et commercial global UE-Canada - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à l'accord économique et global UE-Canada - Examen des amendements de séance.

Proposition de loi relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation d'un rapporteur.

Quelles perspectives et quels défis pour les États-Unis en cette année d'élections ? - Audition de Mme Alexandra de Hoop Scheffer, politologue, senior vice-présidente pour les questions géopolitiques au German Marshall Fund of the United States et M. Lauric Henneon, maître de conférences à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

Réunion du mercredi 26 juin 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Bilan de l'action de la délégation sénatoriale à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (AP-OSCE) et de sa mission à Chypre du 10 au 12 mars 2024, en amont de la 31e session annuelle de l'AP-OSCE à Bucarest - Communication de M. Pascal Allizard.

Union économique et monétaire - Euro numérique : Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 juillet 2024 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Inscription des plages du Débarquement au patrimoine mondial de l'Unesco - Communication.

Institutions européennes - Priorités de la présidence hongroise du Conseil de l'Union européenne - Audition de S. E. M. Georges Habsbourg-Lorraine, Ambassadeur de Hongrie en France.

Voisinage et élargissement - Déplacement d'une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Balkans occidentaux en Bosnie-Herzégovine du 22 au 26 avril 2024 - Communication.

Réunion du mardi 9 juillet 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Monique Legrand-Larroche, M. Bruno Jockers et Sylvie Perez, inspecteurs généraux des armées.

Réunion du mercredi 10 juillet 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Affaires étrangères et défense : les pouvoirs du Président de la République et du Premier ministre » - Audition de MM. Olivier Gohin, professeur émérite en droit public, Pierre Sellal, ambassadeur de France, et Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Compte rendu de la rencontre franco-allemande avec le Bundesrat les 19 et 20 septembre 2024 à Stuttgart et Strasbourg : communication de MM. Jean-François Rapin et Claude Kern.

Institutions européennes - Nouvelles institutions européennes - Communication de M. Jean-François Rapin.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation géopolitique en Méditerranée orientale - Audition de M. Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES).

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Le Sénégal : une rupture politique majeure ? » - Audition de Mme Caroline Roussy, directrice de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du mardi 15 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de

M. Sébastien Lecornu, ministre des armées et des anciens combattants, sur le projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle posture stratégique du Japon dans l'Indopacifique - Examen du rapport d'information.

Recrutement et fidélisation dans les armées - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 17 octobre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre (à huis clos).

Communication sur le contrôle des élections législatives en Géorgie.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 - Coordination du travail gouvernemental (action 2 Coordination de la sécurité et de la défense, SGDSN, Cyberdéfense) - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacements en Afrique du Sud, au Gabon et au Maroc - Communications et échanges de vues.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Bilan semestriel de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) - Communication.

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Avenir de la politique agricole commune - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Déplacement à Chypre d'une délégation de la commission des affaires européennes du 17 au 19 novembre 2024 - Communication.

Gestion du trafic spatial - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'établissement du programme pour l'industrie européenne de la défense et d'un cadre de mesures visant à assurer la disponibilité et la fourniture en temps utile des produits de défense - Examen de la proposition de résolution européenne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations en cours en vue d'un accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 775 (2022-2023)]** - (16 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 18

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner l'offensive militaire de l'Azerbaïdjan au Haut-Karabagh et à prévenir toute autre tentative d'agression et de violation de l'intégrité territoriale de la République d'Arménie, appelant à des sanctions envers l'Azerbaïdjan et demandant la garantie du droit au retour des**

populations arméniennes au Haut-Karabagh [n° 157 (2023-2024)] - (17 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 97 p. 98

- **Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française [n° 365 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1313 p. 1325 - **Article 1er (Orientation d'une partie des encours du livret A et du livret de développement durable et solidaire vers les entreprises de l'industrie de défense française)** : p. 1330 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1338

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2000 p. 2001 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 2005 - **Article 1er (Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le**

Canada, d'autre part) : p. 2018 p. 2028 - **Demande de clôture** : p. 2031 - **Article 2 (Autorisation de la ratification de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part)** : p. 2032 - **Intitulé du projet de loi** : p. 2033 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2034

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole - Commission mixte paritaire [n° 513 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2554

- **Débat sur le thème : « Contrôle des investissements étrangers en France comme outil d'une stratégie d'intelligence économique au service de notre souveraineté »** - (29 mai 2024) : p. 3368 p. 3369

ANGLARS (Jean-Claude)
sénateur (Aveyron)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Secrétaire de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

Membre de la mission d'information sur « Architectes des Bâtiments de France : périmètre et compétences » le 28 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à modifier le fait générateur de la perception de la taxe d'aménagement par les collectivités territoriales [n° 268 (2023-2024)] (22 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports**.

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un Fonds national d'aide aux collectivités territoriales pour la création et la rénovation des aires permanentes d'accueil de véhicules de loisir [n° 47 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 639 (2023-2024)] d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture [n° 187 (2024-2025)] (4 décembre 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « État des ponts des collectivités territoriales : quel bilan 5 ans après le rapport de la mission d'information sur la sécurité des ponts « Sécurité des ponts : éviter un drame » ».

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur l'évaluation de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (OFB), modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Audition de Mme Sylvie Gustave dit Duflo, présidente du conseil d'administration de l'OFB, vice-présidente de la région Guadeloupe, et M. Olivier Thibault, directeur général de l'OFB.

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de M. Jean-François Hébert, directeur général des patrimoines et de l'architecture au ministère de la culture.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan d'activité - Audition de M. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de Mme Françoise Gatel, sénateur, présidente de l'association « Petites cités de caractère » de France, MM. Martin Malvy, président, et Jonathan Fedy, directeur-adjoint, de Sites & Cités remarquables de France.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Résilience des réseaux face aux aléas climatiques - Audition de MM. Hervé Champenois, directeur technique d'Enedis, Charles-Antoine Gautier, directeur général de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), Maurice Gironcel, président du syndicat

intercommunal d'électricité (Sidélec) du département de La Réunion, et Antoine Jourdain, directeur systèmes énergétiques insulaires d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Rapport public annuel consacré à l'action publique face au changement climatique - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Audition de M. Marc Fesneau, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Réunion du mardi 9 juillet 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation étude d'opinion CSA.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Évaluation de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (OFB), modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde portant sur l'état des finances locales.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Enjeux de la lutte contre le changement climatique à l'heure de la COP29 - Audition de Mme Marie Bjornson-Langen, directrice exécutive adjointe solutions développement durable de l'Agence française de développement (AFD), Mme Diane Simiu, directrice du climat, de l'efficacité énergétique et de l'air et M. Philippe Depredurant, sous-directeur de l'action internationale au ministère de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, ainsi que M. Yannick Glemarec, ancien directeur exécutif du Fonds vert pour le climat.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Le déploiement des réseaux de fibre optique - Audition de représentants de l'Arcep, de l'ANCT et de Avicca.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Les inégalités territoriales d'accès aux soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Première partie - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme** - (16 janvier 2024) : p. 38

- **Débat relatif au « Pouvoir de vivre » : quelles politiques de solidarité pour répondre au choc de la transition écologique ?** - (16 janvier 2024) : p. 65

- **Débat sur le thème : « La mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et le renforcement de l'accompagnement des élus locaux »** - (18 janvier 2024) : p. 169 p. 170

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire** [n° 301 (2023-2024)] - (7 février 2024) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 302 (2023-2024)** : p. 763

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution** [n° 302 (2023-2024)] - (7 février 2024) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 301 (2023-2024)**.

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports** [n° 319 (2023-2024)] - (13 février 2024) - **Discussion générale** : p. 868

- **Communication relative à une commission mixte paritaire** - (27 février 2024) : p. 1073

- **Question orale sans débat sur les dysfonctionnements de la ligne de train de nuit Rodez-Paris** - (7 mars 2024) : p. 1502 p. 1503

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé** [n° 401 (2023-2024)] - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1611

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la relance des investissements en matière hydroélectrique** - (13 mars 2024) : p. 1682 p. 1683

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (19 mars 2024) : p. 1857

- **Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles** [n° 423 (2023-2024)] - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1869

- **Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement - Troisième lecture** [n° 473 (2023-2024)] - (3 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2420

- **Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole** [n° 501 (2023-2024)] - (11 avril 2024) - **Article unique** (*Mise en œuvre d'un plan national et de plans départementaux de lutte contre le frelon asiatique*) : p. 2694

- **Question orale sans débat relative à la réforme de l'allocation spécifique de solidarité et à la compensation du transfert de charges vers les départements** - (7 mai 2024) : p. 2790 p. 2791

- **Débat sur le thème « Crise agricole »** - (8 octobre 2024) : p. 3909

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de la concession hydraulique de la Truyère** - (16 octobre 2024) : p. 4208

- **Question orale sans débat sur le régime de financement des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad)** - (22 octobre 2024) : p. 4353

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 7** (*Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations*) : p. 6069 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-1349** (*Suppression des tarifs réduits d'accise pour les biocarburants de première génération*) : p. 6087 p. 6088

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026** (*Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)- Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations*) : p. 6161 p. 6169 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026 (suite)** (*Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)- Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations*) : p. 6215 - **Article 10** (*Mise en cohérence avec le droit de l'Union européenne des taux réduits de TVA sur les opérations liées au chauffage*) : p. 6233 p. 6234

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) : p. 7507 p. 7508

ANTOINE (Jocelyne)
sénatrice (Meuse)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés le 21 novembre 2024 ; puis vice-présidente le 4 décembre 2024.

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique le 12 février 2024.

Membre titulaire du comité de bassin Rhin-Meuse le 19 février 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Complémentaires santé, mutuelles : l'impact sur le pouvoir d'achat des Français » le 15 février 2024 ; puis secrétaire le 6 mars 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 655 (2023-2024)] (3 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à aligner le droit français sur le droit européen pour les emballages constitués pour tout ou partie de polymères ou de copolymères styréniques non recyclables [n° 658 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'une délégation parlementaire au numérique [n° 712 (2023-2024)] (27 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 744 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaiques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 95 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, visant à limiter la charge financière liée aux prestations de chômage versées aux demandeurs d'emploi frontaliers [n° 151 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Travail - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 1er février 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Franck Leroy, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afit-France).

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*MI Complémentaires santé*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 3 octobre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation des lauréats du Prix 2024 et échange de vues sur le programme de travail de la délégation pour la session 2024-2025.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement en République tchèque et en Autriche - Compte-rendu.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-Marie Abadie, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Le déploiement des réseaux de fibre optique - Audition de représentants de l'Arcep, de l'ANCT et de Avicca.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à préserver des sols vivants [n° 66 (2023-2024)]** - (15 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1020

- **Débat relatif aux finances des départements** - (5 mars 2024) : p. 1290

- **Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 501 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2690 - **Article unique** (*Mise en œuvre d'un plan national et de plans départementaux de lutte contre le frelon asiatique*) : p. 2695

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux propos du Président de la République sur les finances locales** - (29 mai 2024) : p. 3364

- **Mise au point au sujet de votes** - (30 mai 2024) : p. 3422

- **Proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées [n° 620 (2023-2024)]** - (30 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3426

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 62 (2024-2025)]** - (29 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4524

- **Question orale sans débat relative aux inquiétudes pour l'avenir des industries en Meuse** - (5 novembre 2024) : p. 4661

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article 18** (*Aménagement des dispositifs de déductions et d'exonérations applicables au secteur agricole*) : p. 6471 p. 6474 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-1090, n° I-2165, n° I-1232 rectifié, n° I-259 rectifié ter, n° I-789 rectifié bis, n° I-320, n° I-1015 rectifié, n° I-526 rectifié bis et n° I-1560** (*Dispositions diverses sur le crédit d'impôt « remplacement des absences des agriculteurs »*) : p. 6477

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-256 rectifié quinquies et n° I-315 rectifié ter** (*Possibilité de vendre son autoproduction de bière sans licence*) : p. 6502 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-262 rectifié quater et n° I-788 rectifié** (*Exonération d'impôt sur le revenu sur les indemnités versées aux agriculteurs à raison de pertes économiques résultant de maladies animales ou de la propagation d'organismes nuisibles*) : p. 6504 p. 6505 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-254 rectifié ter et n° I-1564 rectifié** (*Prolongation de 6 à 12 mois du délai pendant lequel, à compter de la conclusion d'une vente, une SAFER peut effectuer une cession*) : p. 6506 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-44 rectifié bis, n° I-233 rectifié quinquies, n° I-291, n° I-422 rectifié bis, n° I-1058 rectifié bis, n° I-1565 et n° I-1649 rectifié bis** (*Suppression de l'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties (TFPB) sur les installations de méthanisation agricole*) : p. 6508 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-261 rectifié quater** (*Soumettre les revenus fonciers issus de locations à de jeunes agriculteurs au prélèvement forfaitaire unique (PFU)*) : p. 6517 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-1537 rectifié bis, n° I-1981 rectifié bis, n° I-312 rectifié, n° I-343 rectifié ter, n° I-376 rectifié bis, n° I-1042 rectifié, n° I-1289 rectifié bis, n° I-1576 rectifié ter, n° I-1580 rectifié bis, n° I-1891 rectifié et n° I-1965 rectifié** (*Exonération des donations*

jusqu'à 150 000 euros en faveur de l'acquisition d'une résidence principale en logement neuf) : p. 6536 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1896 rectifié ter** (*Suppression de la condition de résidence principale dans certains cas pour faire bénéficier une résidence-services du bénéfice du taux de TVA à 10 %*) : p. 6621 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1826 rectifié** (*Possibilité pour les collectivités territoriales d'exonérer les gendarmeries de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)*) : p. 6624 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2051 rectifié** (*Assujettissement à la taxe d'aménagement des constructions et aménagements non autorisés*) : p. 6641

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° I-720 rectifié, n° I-332 rectifié bis, n° I-1827 et n° I-1222 rectifié ter** (*Dispositions diverses sur les versements du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)*) : p. 6761 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-2182, I-929 rectifié, I-1683, I-573 rectifié ter, I-731 rectifié, I-1484 rectifié ter, I-1779 rectifié ter, I-1901 rectifié bis, I-387 rectifié, I-732 rectifié, I-421 rectifié, I-1358, I-1437, I-1438, I-1684, I-87 rectifié, I-1439, I-109 rectifié bis, I-118 rectifié quater, I-184 rectifié quinquies, I-244 rectifié bis, I-385 rectifié bis, I-711, I-1211 rectifié, I-1749, I-59 rectifié, I-185 rectifié ter, I-386 rectifié, I-245 rectifié bis, I-346 rectifié ter, I-1641 rectifié, I-1642 rectifié et I-1849 rectifié** (*Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)*) : p. 6776 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis** (*Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)*) : p. 6784 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1472, n° I-1899 rectifié ter et n° I-1104 rectifié bis** (*Exonération de la taxe sur les bureaux pour les locaux faisant l'objet d'un projet de transformation en logements*) : p. 6796 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1010, n° I-1158 rectifié bis, n° 434 rectifié bis, n° I-1635 rectifié bis, n° 2055 rectifié, n° I-1230 rectifié bis, n° I-435 rectifié ter, n° I-450 rectifié quater, n° I-107 rectifié, n° I-735, n° I-2007 rectifié, n° I-1688, n° I-736, n° I-1214 rectifié quater, n° I-1582 rectifié, n° I-2008 rectifié, n° I-433 rectifié bis, n° I-734, n° I-930 rectifié, n° I-1365 rectifié et n° I-1689** (*Dispositions diverses sur le plafond du taux de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) fixé par les départements*) : p. 6817 - **Article 32 (suite)** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) : p. 6862 p. 6863 - **Article 33** (*Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers*) : p. 6889 p. 6891 - **Article 39** (*Aménagement du dispositif de financement des missions de sûreté et de sécurité des aéroports français*) : p. 6931

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7119

APOURCEAU-POLY (Cathy)
sénatrice (Pas-de-Calais)
CRCE-K

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé le 19 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives au grand âge et à l'autonomie (8 mars 2024) ; nouvelle nomination (12 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 (20 novembre 2024).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique le 19 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'évolution du droit de réquisition de biens immobiliers en zone tendue [n° 238 (2023-2024)] (11 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à maintenir un service public de transports en commun de qualité par le maintien de monopoles publics en Île-de-France [n° 256 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société - Transports**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières [n° 262 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à instituer une trêve olympique des expulsions locatives des occupants de bonne foi sans solution de relogement [n° 331 (2023-2024)] (12 février 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à reconnaître l'État palestinien et à agir pour un cessez-le-feu effectif et durable dans l'attente de négociations [n° 379 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'action de l'Union européenne contre les pénuries de médicaments [n° 509 (2023-2024)] (4 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Travail - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : La fiscalité comportementale en santé : stop ou encore ? [n° 638 (2023-2024)] (29 mai 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à lutter contre les pénuries de médicaments en France [n° 684 (2023-2024)] (11 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser le statut de Gouvernement démissionnaire [n° 742 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à la création du service public de l'énergie Groupe Énergie de France (GEDF) en nationalisant TotalÉnergies et Engie au côté d'EDF [n° 750 (2023-2024)] (2 septembre 2024) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics [n° 760 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : IVG : une « liberté garantie » mais un accès fragile [n° 45 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 653 (2023-2024)] visant à améliorer la prise en charge des soins et dispositifs spécifiques au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie [n° 66 (2024-2025)] (23 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Révision de la législation pharmaceutique proposée par la Commission européenne [n° 71 (2024-2025)] (23 octobre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi portant sur la responsabilité des donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants, des emplois et des territoires [n° 125 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants [n° 165 (2024-2025)] (27 novembre 2024) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] (17 décembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Désignation de rapporteurs.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé et des solidarités.

Proposition de loi visant à améliorer le dépistage des troubles du neuro-développement, l'accompagnement des personnes qui en sont atteintes et le répit de leurs proches aidants - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires sociales*) : Mission flash sur l'accès à l'interruption volontaire de grossesse - Désignation des rapporteurs.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur les missions de l'Agence de la biomédecine après la dernière loi de bioéthique - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : La fiscalité comportementale - Audition de Mme Stéphanie Martel, directrice des affaires externes et gouvernementales, Philip Morris France, MM. Benoît Bas, directeur des affaires publiques et de la communication, Japan Tobacco International France, Vincent Zappia, responsable des affaires publiques, British American Tobacco France et Cyril Lalo, directeur des relations extérieures, Imperial Tobacco Seita.

La fiscalité des produits du tabac - Audition de M. Philippe Coy, président de la Confédération des bucalistes.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sarah El Haïry, ministre déléguée chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles.

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles - Audition de M. Pascal Cormery, président de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA), et de Mme Christine Dechesne-Céard, directrice de la réglementation de la CCMSA.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : L'intelligence artificielle et la santé - Audition de Mme Catherine Guettier, professeure et cheffe du service anatomie et cytologie pathologiques de l'hôpital Bicêtre, M. David Gruson, fondateur d'Éthik-IA, M. Luca Mollo, vice-président de l'Alliance pour la recherche et l'innovation des industries de santé (Ariis), vice-président et directeur médical du laboratoire Pfizer France, Mme Mélina Gilberg, responsable médecine fondée sur les faits (real-world evidence) du laboratoire Amgen, et M. Thomas Séjourné, manager de l'unité données de vie réelle du laboratoire Sanofi.

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : La fiscalité de l'alcool - Audition de MM. Thomas Gauthier, directeur général de la Fédération française des spiritueux, Jérôme Volle, vice-président de la FNSEA, Jérôme Perchet, président de la Fédération française des vins d'apéritif, Samuel Montgermont, président de Vin & Société (en téléconférence), et Mme Magali Filhuc, déléguée générale de Brasseurs de France.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : Gouvernance et situation financière de l'Unédic - Audition de M. Jean-Eudes Tesson, président, et Mme Patricia Ferrand, vice-présidente, de l'Unédic.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : Les conditions d'accès à l'interruption volontaire de grossesse - Audition de Mmes Sarah Durocher, présidente, et Albane Gaillot, chargée de plaider, de la Confédération nationale du Planning familial.

Réunion du mardi 2 avril 2024 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : La fiscalité des boissons sucrées, l'alimentation grasse ou sucrée - Audition de MM. Jean-Philippe André, président (en visioconférence), Simon Foucault, directeur des affaires publiques, de l'Association nationale des industries alimentaires, Laurent Oger, directeur général de l'Association internationale des édulcorants, et Mme Hélène Courades, directrice générale de Boissons rafraîchissantes de France.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail, santé - Action de l'Union européenne contre les pénuries de médicaments - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Fiscalité comportementale dans le domaine de la santé - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Scotté, préalable à sa nomination en tant que directeur général de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Situation des Ehpad - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Situation des crèches - Audition de M. Victor Castanet, auteur de l'ouvrage Les Ogres.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur l'avenir de la santé périnatale et son organisation territoriale - Audition de Mmes Annick Jacquemet, présidente, et Véronique Guillotin, rapporteure.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : L'accès à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 17 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail et santé - Révision de la législation pharmaceutique de l'Union européenne - Examen du rapport d'information, de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Paul Christophe, ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidants - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission (deuxième lecture).

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Renaud Villard, directeur général de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'accès aux études de santé - Enquête de la Cour des comptes - Audition de M. Nacer Meddah, président de la troisième chambre de la Cour des comptes.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le transport des céréales sur la Seine pendant les jeux Olympiques** - (24 janvier 2024) : p. 257

- **Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune [n° 244 (2023-2024)]** - (24 janvier 2024) - **Article 1er** (*Obligation de décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune*) : p. 292

- **Débat sur le thème : « Pratiques des centrales d'achat de la grande distribution implantées hors de France »** - (25 janvier 2024) : p. 318

- **Proposition de loi visant à améliorer le dépistage des troubles du neuro-développement, l'accompagnement des personnes qui en sont atteintes et le répit de leurs proches aidants [n° 246 (2023-2024)]** - (25 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 330

- **Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités locales [n° 261 (2023-2024)]** - (25 janvier 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 353

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (30 janvier 2024) - **Article 1er bis A** (*Création du service public départemental de l'autonomie*) : p. 426 - **Article 1er bis F** (*Groupements territoriaux sociaux et médico-sociaux*) : p. 436 p. 437 - **Article 2 bis B** (*Texte non modifié par la commission*) (*Loi de programmation pluriannuelle pour le grand âge*) : p. 449 - **Article 3** (*Amélioration de la lutte contre la maltraitance et renforcement du droit au respect de la vie privée et familiale*) : p. 458 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 128 rectifié, n° 158, n° 216 rectifié et n° 264 rectifié** (*Obligation d'une formation continue consacrée à la promotion de la bientraitance*) : p. 460

- **Suite de la discussion** (6 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 637 p. 638

- **Proposition de loi relative au régime juridique des actions de groupe [n° 272 (2023-2024)]** - (6 février 2024) - **Article 1er bis** (*Qualité pour agir*) : p. 678

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Question préalable** : p. 1208 - **Article unique** (*Constitutionnalisation de la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse*) : p. 1221 p. 1224

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 98** (*Prise en charge des indemnités de fonction, des dépenses de formation et des frais liés à l'exercice du mandat par la dotation globale de fonctionnement*) : p. 1364

- **Suite de la discussion** (6 mars 2024) - **Article 2** (*Fixation par principe des indemnités de fonction au maximum légal pour les exécutifs communaux, départementaux et régionaux et modification du mode de calcul de l'enveloppe indemnitaire globale*) : p. 1426 - **Article 3** (*Majoration de la durée d'assurance retraite des élus locaux et exclusion de l'écrêtement de la retraite facultative par rente des agriculteurs anciennement élu local*) : p. 1434 - **Article additionnel avant l'article 8 - Amendement n° 118 rectifié bis** (*Suppression de l'incompatibilité entre le mandat communautaire et un emploi salarié au sein d'une des communes membres de l'EPCI*) : p. 1459 - **Article 9** (*Extension du champ des autorisations d'absence et augmentation du plafond de remboursement des pertes de revenus subies par l'élu*) : p. 1466 p. 1468

- **Question orale sans débat sur la suppression de postes d'enseignants dans le Pas-de-Calais** - (7 mars 2024) : p. 1488

- **Question orale sans débat sur la situation de la pédopsychiatrie dans le Val-d'Oise** - (7 mars 2024) : p. 1491

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'hôpital public** - (24 janvier 2024) : p. 254

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord de sécurité franco-ukrainien et la situation en Ukraine** - (13 mars 2024) : p. 1715 p. 1721
 - **Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 423 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1866 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1876
 - **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2024** - (19 mars 2024) : p. 1910 p. 1911
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur le climat social actuel** - (20 mars 2024) : p. 1942
 - **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 2005 p. 2006 - **Demande de clôture** : p. 2025 p. 2027 - **Article 1er (Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part)** : p. 2028 p. 2030
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces budgétaires relatives aux collectivités territoriales** - (27 mars 2024) : p. 2143
 - **Proposition de loi portant diverses mesures relatives au grand âge et à l'autonomie - Commission mixte paritaire [n° 412 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2227
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'assurance chômage (III)** - (3 avril 2024) : p. 2390
 - **Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement - Troisième lecture [n° 473 (2023-2024)]** - (3 avril 2024) - **Article 2 (texte non modifié par la commission) (Détenion publique du groupe EDF et actionnariat salarié)** : p. 2424
 - **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 2479
 - **Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 499 (2023-2024)]** - (10 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2621 p. 2622 p. 2624 - **Rappels au règlement** : p. 2631
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur le groupe ExxonMobil** - (30 avril 2024) : p. 2769
 - **Question orale sans débat relative à l'avenir du projet de réseau express métropolitain des Hauts-de-France** - (7 mai 2024) : p. 2805
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation à Gaza (III)** - (29 mai 2024) : p. 3353
 - **Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 618 (2023-2024)]** - (29 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3390 p. 3391 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3398 p. 3400
 - **Débat sur le thème : « La France a-t-elle été à la hauteur des défis et de ses ambitions européennes ? »** - (29 mai 2024) : p. 3406
 - **Lecture d'une déclaration du Gouvernement** - (1er octobre 2024) : p. 3841 p. 3847
 - **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3877
 - **Débat sur le thème : « Nécessité de former davantage de médecins et soignants »** - (8 octobre 2024) : p. 3927 p. 3929 p. 3930
 - **Débat sur le thème « Situation des urgences pendant l'été 2024 »** - (8 octobre 2024) : p. 3951
 - **Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 23 (2024-2025)]** - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4289 p. 4291 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4294
 - **Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2023 [n° 35 (2024-2025)]** - (22 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4442
 - **Proposition de loi visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie [n° 67 (2024-2025)]** - (30 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4599 - **Article 1er (texte non modifié par la commission) (Limiter le reste à charge des patientes traitées ou suivies pour un cancer du sein)** : p. 4609 p. 4610 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié bis (Demande de rapport visant à encadrer la pratique et la prise en charge du tatouage tridimensionnel définitif de l'aréole et du mamelon pour les femmes ayant subi une mastectomie)** : p. 4611 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 4614 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4615
 - **Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics [n° 64 (2024-2025)]** - (30 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4617
 - **Proposition de loi visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidants - Deuxième lecture [n° 97 (2024-2025)]** - (5 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4696
 - **Débat sur le thème : « Situation des finances publiques locales »** - (6 novembre 2024) : p. 4788
 - **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (18 novembre 2024) - **Question préalable** : p. 5048 p. 5049 - **Article liminaire (Répartition des dépenses, de recettes et de solde de administrations de sécurité sociale pour les années 2024 et 2025)** : p. 5067 p. 5068
- Première partie :*
- (18 novembre 2024) - **Article 2 (Rectification de l'Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam)** : p. 5074 p. 5076
- Deuxième partie :*
- (18 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 742 et n° 929 (Création de nouvelles cotisations à la charge des non-salariés agricoles et des travailleurs indépendants)** : p. 5086 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 518 rectifié, n° 533 rectifié, n° 604 rectifié, n° 637 rectifié et n° 928 (Taux de cotisation à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) figé à 31,65 %)** : p. 5090 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 375 (Exonération de cotisation retraite des médecins retraités exerçant en zone de désert médical)** : p. 5092 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 650 rectifié, n° 943 rectifié et n° 826 rectifié (Renforcement de la taxation des retraites chapeaux)** : p. 5093
 - **Suite de la discussion** (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° 608 rectifié bis, n° 747, n° 798 rectifié et n° 906 rectifié (Exonération des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux associatifs et des fondations des secteurs sanitaire, social et médico-social des taux majorés de la taxe sur les salaires)** : p. 5140 - **Article 4 (Pérennisation de l'exonération en faveur des employeurs agricoles de travailleurs occasionnels et de demandeurs d'emploi (TO-DE))** : p. 5145 p. 5147 - **Article**

additionnel après l'article 5 - Amendements n° 8 rectifié quater, n° 334 rectifié, n° 367 rectifié bis et n° 1266 rectifié (Création d'une exonération temporaire de cotisations sociales en faveur des non-salariés agricoles concernés par la fièvre catarrhale ovine) : p. 5154 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 933 rectifié** (Énumération limitative des ressources de l'assurance maladie) : p. 5162 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 937 rectifié** (Soumission des rachats d'action à l'assiette des cotisations de sécurité sociale) : p. 5163 p. 5164 - **Article 6** (Réforme des allègements généraux de cotisations patronales) : p. 5166 - **Article 6 (suite)** (Réforme des allègements généraux de cotisations patronales) : p. 5182 p. 5187 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 934** (Minoration du bandeau maladie en fonction de critères sociaux et environnementaux) : p. 5194 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 822, n° 944 rectifié et n° 1220 rectifié ter** (Passage de 20 % à 30 % du taux de cotisation patronale sur les actions gratuites) : p. 5200 p. 5202 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 827 et n° 641** (Abrogation de l'exonération de cotisations vieillesse/sociales sur les heures supplémentaires et complémentaires) : p. 5208 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 336 rectifié bis et n° 1032** (Inclusion des chambres consulaires dans le champ de l'exonération Lodéom) : p. 5211

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 942 rectifié, n° 1107, n° 368 rectifié bis, n° 1221 rectifié ter et n° 1068 rectifié bis** (Augmentation du taux de la CSG sur les revenus du capital) : p. 5272 p. 5275 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 948** (Création d'une contribution de solidarité sur les dividendes au profit de la branche autonomie) : p. 5281 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 125, n° 903 rectifié ter, n° 1043 rectifié bis, n° 820, n° 904 rectifié ter, n° 947, n° 574 rectifié et 1169 rectifié** (Augmentation du taux de contribution de solidarité à l'autonomie) : p. 5290 p. 5292 p. 5293 p. 5299 p. 5300 p. 5303

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article 9** (Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux) : p. 5357 p. 5358 - **Article 9 bis (nouveau)** (Réforme de la contribution sur les boissons à sucres ajoutés) : p. 5383 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 858 rectifié** (Limitation à 3 mois de la durée de suspension du délai de prescription des cotisations dans le cadre d'un contrôle) : p. 5453 - **Article 10** (Approbation du montant de la compensation des exonérations mentionné à l'annexe 4) : p. 5457 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1265** (Compensation de l'Unédic - Niveau de plafonnement à appliquer - Rôle du Parlement) : p. 5458 - **Article 8 (précédemment réservé)** (Transferts financiers au sein des administrations de sécurité sociale et avec le budget de l'État (« article tuyau »)) : p. 5461 - **Article 11** (Tableaux d'équilibre 2025 et Fonds de solidarité vieillesse (FSV)) : p. 5466 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 958** (Établissements non habilités à l'aide sociale et pratiquant des tarifs d'hébergement libres - Redevance - Instauration) : p. 5469 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 956** (Financement de l'assurance vieillesse - Taux de

cotisation patronale - Augmentation) : p. 5470 - **Article 14** (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale) : p. 5487 p. 5491

Troisième partie :

- (22 novembre 2024) - **Article 15 quinquies (nouveau)** (Demande de rapport sur le bilan des articles 33 et 36 de la LFSS 2023 et sur l'indexation automatique du tarif des actes infirmiers sur le taux d'inflation) : p. 5535 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 1332 rectifié** (Réorganisation du service du contrôle médical de l'Assurance maladie) : p. 5552 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 978** (Encadrement de la téléconsultation) : p. 5562 - **Article 16 bis (nouveau)** (Signature des certificats de décès par les infirmiers) : p. 5569 - **Article 17** (Conventionnement des entreprises de taxis avec l'assurance maladie) : p. 5574 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 389 rectifié bis** (Demande de rapport évaluant le coût de la prise en charge des frais de transport pour les IVG entre 12 et 14 semaines de grossesse dans les zones sous-denses) : p. 5592 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 996 rectifié** (Revalorisation du coefficient géographique applicable aux établissements publics de santé ultramarins, en fonction des surcoûts réellement supportés) : p. 5613 - **Article 19** (Lutter contre les pénuries de produits de santé) : p. 5623 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 1375** (Concours de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) aux départements) : p. 5640 - **Article 22** (Réforme du mode de calcul de la pension de retraite de base des non-salariés agricoles) : p. 5662 - **Article 23** (Décalage de la revalorisation des pensions et prestations d'assurance vieillesse au 1er juillet) : p. 5670

- **Question orale sans débat sur le thème : « Devenir de l'engagement pour le renouveau du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais »** - (3 décembre 2024) : p. 7280 p. 7281

- **Question orale sans débat relative à l'effort d'isolation phonique lors de la traversée par le Charles-de-Gaulle Express de la ZAC de La Courneuve** - (3 décembre 2024) : p. 7281

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Travail, emploi et administration des ministères sociaux (suite)

- (3 décembre 2024) : p. 7354 - **État B** : p. 7380 p. 7386

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)]** - (18 décembre 2024) - **Discussion générale** : p. 7596 - **Article 1er** (Autorisation de percevoir les impôts existants) : p. 7599 p. 7600

ARMAND (Antoine)
*ministre de l'économie, des finances et
 de l'industrie*
 (du 22 septembre 2024 au 23 décembre
 2024)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 33 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Défense - Entreprises - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rachat du fabricant de Doliprane par un fonds américain** - (16 octobre 2024) : p. 4196 p. 4197

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rachat du fabricant de Doliprane** - (16 octobre 2024) : p. 4201

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de Sanofi** - (16 octobre 2024) : p. 4202

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les taxes aériennes dans les territoires d'outre-mer** - (16 octobre 2024) : p. 4206

- **Débat sur le thème : « Plan budgétaire et structurel national à moyen terme et orientation des finances publiques »** - (30 octobre 2024) : p. 4629 p. 4643 p. 4645

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux plans sociaux et aux défaillances d'entreprises** - (13 novembre 2024) : p. 4878

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux faillites d'entreprises** - (13 novembre 2024) : p. 4887

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Discussion générale :

- (25 novembre 2024) : p. 5747 p. 5748 p. 5778

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° I-1930 rectifié bis** (*Suppression de niches fiscales*): p. 5857 - **Article 2** (*Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2024 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source*) : p. 5862

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation économique du Coq Sportif** - (27 novembre 2024) : p. 6188

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux aides publiques à l'industrie** - (27 novembre 2024) : p. 6192

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation industrielle de la France et à la stratégie gouvernementale face à la fermeture d'entreprises** - (27 novembre 2024) : p. 6194

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-999** (*Alignement du régime fiscal des plus-values pour un associé d'une société coopérative d'intérêt collectif sur celui d'un associé d'une société coopérative de production*) : p. 6401 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-801 rectifié** (*Relèvement de la quote-part pour frais et charges applicables aux dividendes intragroupes et hors-groupes*) : p. 6402 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-813 rectifié** (*Création d'une taxation différentielle des bénéfices selon leur destination*) : p. 6402 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° I-42 rectifié et n° I-1256 rectifié bis** (*Rehaussement du seuil d'assujettissement à la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S)*) : p. 6403 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-729** (*Conditionnement de l'accès au crédit d'impôt industrie verte à l'absence de plan de sauvegarde*) : p. 6403 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-754 rectifié bis** (*Rehaussement à 25 000 euros de l'abattement de taxe sur les salaires pour certains organismes et instauration d'une déductibilité des participations versées en espèces*) : p. 6404 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° I-1276 rectifié, n° I-1412 rectifié bis et n° I-2048 rectifié ter** (*Prolongation de 2 ans du délai de remboursement des prêts garantis par l'État*) : p. 6405 - **Article 14** (*Coopération administrative dans le domaine fiscal : échange d'informations sur les crypto-actifs, supervision des obligations déclaratives, mise en conformité au regard du droit de l'Union européenne*) : p. 6409 p. 6410 p. 6411 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-476 rectifié bis** (*Création d'une taxe sur l'utilisation d'animaux à des fins expérimentales*) : p. 6412 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-7, n° I-1254 rectifié bis, n° I-1356, n° I-1323 rectifié, n° I-467 et n° I-837 rectifié** (*Normalisation des aides aux entreprises dans le domaine de la recherche et de l'innovation/Rationalisation du crédit impôt recherche en matière de brevets*) : p. 6413 p. 6415 p. 6416 - **Rappel au règlement** : p. 6423 p. 6424 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 1324 rectifié** (*Exclusion du secteur financier du bénéfice du crédit d'impôt recherche (CIR)*) : p. 6425 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-1355** (*Création d'une présomption d'éligibilité au crédit d'impôt recherche pour les dépenses d'innovation sociale*) : p. 6425 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-111 rectifié septies, n° I-812 rectifié ter, n° I-1375 rectifié ter, n° I-1404 rectifié ter, n° I-1607 rectifié bis, n° I-1631 rectifié ter, n° I-1708 rectifié et n° I-1836 rectifié ter** (*Prorogation de trois ans du crédit d'impôt collection (CIC)*) : p. 6426 p. 6427 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-2091** (*Précision sur la notion de « subvention publique » au sens du crédit d'impôt recherche*) : p. 6427 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-687** (*Conditionnement du crédit d'impôt recherche au fait de ne pas avoir procédé à un licenciement d'un agent de recherche pendant douze mois*) : p. 6427 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-97** (*Exclusion du crédit d'impôt recherche (CIR) des entreprises extérieures à l'Union européenne*) : p. 6428 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-799 rectifié, n° I-1401 rectifié bis** (*Création de la catégorie des jeunes entreprises d'innovation à impact (JEII)*) : p. 6429 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-2164 rectifié** (*Alignement du traitement juridique de la défaillance déclarative, en cas de détention d'actifs numériques à l'étranger, sur celui applicable aux comptes bancaires et contrats de capitalisation détenus à l'étranger*) : p. 6430 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-99 et n° I-1002** (*Renforcement des sanctions à l'encontre des intermédiaires impliqués dans des montages abusifs*) : p. 6431 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-699** (*Déchéance fiscale de 10 années pour les contribuables condamnés pour infraction fiscale*) : p. 6432 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-700** (*Prise en compte des condamnations pénales des entreprises pour l'octroi d'avantages fiscaux*) : p. 6432 - **Article additionnel**

après l'article 14 - Amendement n° I-1549 (Renforcement du contrôle des restitutions d'impôt sur le revenu par demande de justificatifs) : p. 6433 - Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-1743 (Extension de 3 à 10 ans du droit de reprise de l'administration pour les comptes d'actifs numériques) : p. 6433 - Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-1548 (Extension de 3 à 10 ans du droit de reprise de l'administration en cas de fausse domiciliation fiscale) : p. 6434 - Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-106 (Obligation de déclaration des coffres-forts numériques) : p. 6434 - Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-962 (Plafonnement des charges déductibles pour les salaires à hauteur d'un écart maximum d'un facteur vingt avec la moyenne du premier décile) : p. 6435 - Article 15 (Report de trois ans de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) : p. 6437 p. 6442 p. 6447 - Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1327 rectifié bis, n° I-1007 et n° I-1357 (Assujettissement des drives et établissements logistiques à la taxe sur les surfaces commerciales) : p. 6450 - Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1003 (Extension de la taxe sur les surfaces commerciales aux entrepôts de plus de 10 000 m²) : p. 6452 - Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1209 rectifié (Réduction progressive des déductions fiscales pour les voitures thermiques et hybrides des entreprises) : p. 6452 - Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-242 rectifié ter (Maintien du régime d'imposition des gérants majoritaires de sociétés d'exercice libéral à responsabilité limitée (SELARL) au même niveau que les sociétés à responsabilité limitée (SARL)) : p. 6453 - Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1513 rectifié (Fin de l'exonération de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) mobile pour les stations en zone de montagne) : p. 6453 - Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1911 rectifié bis (Augmentation de 10 % de l'imposition forfaitaire sur les entreprises en réseau) : p. 6453 - Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-903 (Conditionnement des aides publiques au respect de standards par les acteurs économiques) : p. 6455 - Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1814 rectifié bis (Instauration d'une taxe sur les livraisons de e-commerce basée sur un écoscore) : p. 6455 - Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1813 rectifié bis et n° I-983 rectifié (Institution d'une taxe sur les livraisons de biens par certaines plateformes numériques de vente en ligne/Institution d'une taxe dégressive sur les livraisons en fonction du délai de livraison) : p. 6458 - Article 16 (Clarification des modalités de calcul de l'atténuation des variations de valeurs locatives des locaux professionnels) : p. 6458 - Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-1593 (Exclusion des investissements mixtes du bénéfice du crédit d'impôt pour certains investissements réalisés et exploités en Corse (CIC)) : p. 6458 - Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-70 rectifié bis (Attribution d'un crédit d'impôt au titre des investissements effectués pour les besoins d'une activité de pêche en Corse) : p. 6459 - Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-68 rectifié bis (Majoration du taux de crédit d'impôt en faveur des TPE et PME en Corse) : p. 6459 - Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-557 (Doublement du taux de prélèvement au titre des frais d'assiette et de recouvrement de la taxe sur les éoliennes en mer) : p. 6459 - Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-1694 rectifié, n° I-928

rectifié, n° I-1777 rectifié bis, n° 1315 rectifié ter et n° I-1656 rectifié ter (Dispositions diverses sur la modulation du tarif de la taxe de séjour) : p. 6464 - Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-1473 rectifié (Modification des tarifs de la taxe de séjour en fonction des catégories d'hébergement) : p. 6466 - Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-1231 rectifié bis (Autorisation pour les départements de moduler le taux de la taxe additionnelle de séjour) : p. 6466 - Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-2206 (Report du calendrier de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation (RVLLH)) : p. 6466 - Article 17 (Aménagement du régime spécial des fusions à la suite de l'adoption de l'ordonnance n° 2023-393 du 24 mai 2023 portant réforme du régime des fusions, scissions, apports partiels d'actifs et opérations transfrontalières des sociétés commerciales) : p. 6467 - Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-706 (Taxation des entreprises établies dans des États ou territoires non coopératifs) : p. 6467 - Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-707 (Accord préalable obligatoire de l'administration fiscale sur la politique de prix de transfert) : p. 6468 - Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-708 (Rendre opposable la documentation relative aux prix de transfert des entreprises pour sanctionner les écarts déclarés) : p. 6468 - Article 18 (Aménagement des dispositifs de déductions et d'exonérations applicables au secteur agricole) : p. 6470 p. 6471 p. 6473 p. 6474 p. 6475 p. 6476 - Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-1090, n° I-2165, n° I-1232 rectifié, n° I-259 rectifié ter, n° I-789 rectifié bis, n° I-320, n° I-1015 rectifié, n° I-526 rectifié bis et n° I-1560 (Dispositions diverses sur le crédit d'impôt « remplacement des absences des agriculteurs ») : p. 6478 - Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-323 rectifié bis (Instauration d'un crédit d'impôt à hauteur de 66 % au bénéfice des agriculteurs sur l'adhésion à un organisme national à vocation agricole et rurale (ONVAR), dans la limite de 1 500 euros) : p. 6479 - Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-1137 rectifié bis et n° I-307 rectifié bis (Instauration d'une taxe sur les produits alimentaires n'affichant pas la qualité nutritionnelle, l'impact environnemental, ainsi que l'origine des matières premières principales) : p. 6480 - Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-237 rectifié ter (Instauration d'un crédit d'impôt de 80 % pour la réalisation des diagnostics d'indices de biodiversité potentielle (IBP)) : p. 6480 - Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-867 rectifié (Majoration du crédit d'impôt sur les dispositifs d'incitation à la gestion durable des forêts) : p. 6481 - Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-236 rectifié quater, n° I-235 rectifié quinquies, n° I-1213, n° I-316, n° I-231 rectifié quater, n° I-493 rectifié, n° I-249 rectifié sexies et n° I-866 rectifié (Subordonner tout soutien public des propriétaires forestiers à la vente du bois aux seules personnes résidant dans l'Union européenne) : p. 6483

- Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)] - (18 décembre 2024) - Discussion générale : p. 7584 - Explications de vote sur l'ensemble : p. 7603

ARNAUD (Jean-Michel)
sénateur (Hautes-Alpes)
UC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux (27 février 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques (3 avril 2024).

Vice-président de la mission d'information sur l'avenir de la commune et du maire en France.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Complémentaires santé, mutuelles : l'impact sur le pouvoir d'achat des Français » le 15 février 2024 ; puis vice-président le 6 mars 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les végétaux obtenus au moyen de certaines nouvelles techniques génomiques et les denrées alimentaires et aliments pour animaux qui en sont dérivés, et modifiant le règlement (UE) 2017/625 - COM(2023) 411 final [n° 452 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les végétaux obtenus au moyen de certaines nouvelles techniques génomiques et les denrées alimentaires et aliments pour animaux qui en sont dérivés, et modifiant le règlement (UE) 2017/625 - COM(2023) 411 final [n° 452 (2023-2024)] - sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les végétaux obtenus au moyen de certaines nouvelles techniques génomiques et les denrées alimentaires et aliments pour animaux qui en sont dérivés [n° 453 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 519 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à aligner le droit français sur le droit européen pour les emballages constitués pour tout ou partie de polymères ou de copolymères styréniques non recyclables [n° 658 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 744 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaïques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 1 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 150 tome 11 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Judith Godrèche, actrice, scénariste, réalisatrice et écrivaine.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*MI Complémentaires santé*) : Réunion constitutive.

(*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé - Procédure de législation en commission - Examen du rapport du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Nouvelles techniques génomiques - Examen du rapport, de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique de M. Jean-Michel Arnaud, Mme Karine Daniel et M. Daniel Gremillet.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des lois*) : Application de la loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Monique Legrand-Larroche, M. Bruno Jockers et Sylvie Perez, inspecteurs généraux des armées.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : LXXIIe réunion de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires de l'Union européenne (Cosac) à Budapest du 27 au 29 octobre 2024 - Communication.

(*commission des lois*) : Proposition de loi visant à interdire le démarchage téléphonique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 61 à 64) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme** - (16 janvier 2024) : p. 28 p. 35

- **Question orale sans débat sur le projet de prolongement du téléphérique de La Grave - La Meije** - (18 janvier 2024) : p. 138

- **Question orale sans débat sur les graves difficultés des communes pour s'assurer** - (18 janvier 2024) : p. 139

- **Question orale sans débat relative à l'exploitation des friches minières et la poursuite des objectifs énergétiques européens** - (6 février 2024) : p. 611

- **Question orale sans débat sur le transport d'instruments de musique par le réseau SNCF** - (6 février 2024) : p. 612

- **Question orale sans débat sur l'assouplissement des modalités du transfert obligatoire de la compétence eau et assainissement** - (6 février 2024) : p. 613

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le diagnostic de performance énergétique des logements** - (14 février 2024) : p. 936

- **Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales [n° 325 (2023-2024)]** - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 971 - **Article unique (Dérogation au taux de participation minimale des collectivités territoriales maîtres d'ouvrage pour les communes rurales)** : p. 974 p. 975

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le thème « Quel tourisme en montagne demain ? »** - (28 février 2024) : p. 1198 p. 1199

- **Débat relatif aux finances des départements** - (5 mars 2024) : p. 1285

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1350

- **Débat sur le thème : « Enseignement privé sous contrat : quelles modalités de contrôle de l'État et quelle équité des moyens vis-à-vis de l'enseignement public ? »** - (6 mars 2024) : p. 1419

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé [n° 401 (2023-2024)]** - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1606

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels [n° 389 (2023-2024)]** - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1613

- **Débat sur le rapport public annuel de la Cour des comptes** - (13 mars 2024) : p. 1691

- **Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille [n° 417 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1955 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 3 rectifié bis, n° 7, n° 11, n° 1 rectifié, n° 8 rectifié bis, n° 17, n° 2 rectifié bis, n° 5 rectifié quinquies, n° 9 rectifié bis et n° 21 rectifié ter (Dispositif de décharge de responsabilité solidaire - Conditions d'examen - Modifications)** : p. 1967

- **Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires [n° 415 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1975 p. 1976 p. 1979 p. 1980 p. 1981

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union**

européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)] - (21 mars 2024) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 2002 - **Discussion générale** : p. 2010

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la compétence « eau et assainissement »** - (10 avril 2024) : p. 2616 p. 2617

- **Question orale sans débat relative au transfert obligatoire des compétences « eau et assainissement » au 1er janvier 2026** - (7 mai 2024) : p. 2804

- **Question orale sans débat relative à l'interdiction d'atterrissage et de dépose des aéronefs à des fins de loisirs en zone de montagne** - (7 mai 2024) : p. 2806

- **Proposition de loi encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques - Deuxième lecture [n° 616 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3272

- **Débat sur le thème : « La France a-t-elle été à la hauteur des défis et de ses ambitions européennes ? »** - (29 mai 2024) : p. 3406 p. 3409

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3858 p. 3866

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (16 octobre 2024) - **Article 12 (Actualisation du contenu de la prochaine loi quinquennale sur l'énergie)** : p. 4212

- **Proposition de loi visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités [n° 25 (2024-2025)]** - (17 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4298

- **Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)]** - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4302 p. 4303 p. 4307 p. 4309 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 8 (Caractère facultatif de l'exercice des compétences « eau » et « assainissement » par les communautés d'agglomération entièrement situées en zone de montagne et faculté de restitution de ces compétences aux communes)** : p. 4321 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4324

- **Question orale sans débat relative aux difficultés découlant de la mise en place du nouveau diagnostic de performance énergétique (DPE)** - (5 novembre 2024) : p. 4688 p. 4689

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'accompagnement des communes victimes de catastrophes naturelles** - (6 novembre 2024) : p. 4777 p. 4778

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Administration générale et territoriale de l'État

- (4 décembre 2024) : p. 7478 p. 7483

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) : p. 7498 - **Article 64 (priorité) (Instauration et affectation d'un fonds de réserve au profit des collectivités territoriales)** : p. 7512 - **Article additionnel après l'article 64 (priorité) - Amendements n° II-11 rectifié et n° II-248 rectifié (Création d'un dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales)** : p. 7520 - **État B** : p. 7531 p. 7540

ARTIGALAS (Viviane)
sénatrice (Hautes-Pyrénées)
SER

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations (14 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (24 octobre 2024).

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations le 10 janvier 2024.

Vice-présidente de la mission d'information sur « l'impact des décisions réglementaires et budgétaires de l'État sur l'équilibre financier des collectivités locales ».

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Crise du logement [n° 567 (2023-2024)] (30 avril 2024) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Cohésion des territoires (Politique de la ville) [n° 145 tome 7 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des outre-mer [n° 172 (2024-2025)] (28 novembre 2024) - **Outre-mer**.

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Bazin, président-directeur général d'Accor.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Cœuré, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition de Ben Issa Oussen, président du conseil départemental de Mayotte.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Mission sur la crise du logement - Examen du rapport d'information et vote sur les propositions des rapporteurs.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables - Audition de M. Guillaume Kasbarian, ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé du logement.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 octobre 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Valérie Létard, ministre du logement et de la rénovation urbaine.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mmes Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques et Olga Givernet, ministre déléguée chargée de l'énergie.

Réunion du jeudi 14 novembre 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de M. Christophe Girardier, auteur de rapports sur le marché de la distribution de détail en outre-mer, président du cabinet de conseil Bolonyocte Consulting, dans le cadre du rapport d'information sur la lutte contre la vie chère dans les outre-mer.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs au logement et à la politique de la ville de la mission « Cohésion des territoires » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif au « Pouvoir de vivre » : quelles politiques de solidarité pour répondre au choc de la transition écologique ?** - (16 janvier 2024) : p. 64 p. 65

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1099 - **Article 2** (*Création d'un emprunt global collectif pour le financement des travaux*) : p. 1107 - **Article 2 bis A** (*Élargissement des missions du fonds de garantie pour la rénovation énergétique à la rénovation des copropriétés en difficulté*) : p. 1116 - **Article 2 ter A (nouveau)** (*Compétence de droit commun de la commune pour la mise en œuvre du « permis de louer »*) : p. 1119 - **Article 3** (*Création d'une nouvelle procédure d'expropriation pour les immeubles indignes à titre réparable*) : p. 1126 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 86 rectifié bis** (*Prescriptions concernant le confort ou l'habitabilité dans un arrêté de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité*) : p. 1129 - **Article additionnel après l'article 3 bis AA - Amendements n° 68 rectifié bis et n° 89 rectifié bis** (*Présomption de bonne foi pour les occupants d'un logement frappé d'un arrêté de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité*) : p. 1131 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 109** (*Obligation faite au syndic de transmettre l'ensemble des pièces comptables aux pouvoirs publics dans le cadre d'un plan de sauvegarde*) : p. 1139 p. 1140 - **Article 7 bis** (*Dispense d'autorisation d'urbanisme pour les constructions temporaires destinées à l'hébergement temporaire des occupants dans le cadre d'opérations de lutte contre l'habitat dégradé ou insalubre*) : p. 1146 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 90 rectifié** (*Donner des pouvoirs d'enquête judiciaire en matière d'habitat indigne aux inspecteurs de salubrité et aux agents de police municipale*) : p. 1151 - **Article 8 bis A (supprimé)** (*Possibilité pour les notaires de consulter le bulletin n° 2 du casier judiciaire des personnes morales acquéreurs d'un bien immobilier*) : p. 1151 - **Article 8 bis** (*Diagnostic structurel des immeubles collectifs situés dans des secteurs d'habitat dégradé*) : p. 1154 - **Article 8 sexies (nouveau)** (*Évolutions du permis de louer et du permis de diviser - Expérimentation du relèvement des seuils de division pour les colocations à baux multiples en zones d'habitat dégradé*) : p. 1160 p. 1161

- **Suite de la discussion** (28 février 2024) - **Article 10** (*Création d'un régime de scission judiciaire des copropriétés dans le cadre d'une opération de requalification*) : p. 1243 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1261

- **Question orale sans débat sur la compétence eau et assainissement** - (19 mars 2024) : p. 1851

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Commission mixte paritaire [n° 429 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2195 p. 2196

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3024 - **Article 1er** (*Application des obligations de décence énergétique aux locations meublées de tourisme*) : p. 3050 p. 3051 - **Article 1er bis** (*Modifications du code du tourisme visant à renforcer les outils à la disposition des communes pour réguler la location meublée touristique*) : p. 3057 p. 3060 - **Article 3** (*Modification du régime fiscal applicable à la location meublée touristique*) : p. 3087 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3099

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie** - (5 juin 2024) : p. 3745 p. 3746

- **Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 39 (2024-2025)]** - (23 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4482

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 62 (2024-2025)]** - (29 octobre 2024) - **Article 1er** (*Mécanisme de revalorisation automatique du taux de la surprime du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles (CatNat)*) : p. 4536 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 22 rectifié et 59 rectifié bis** (*Le fonds Barnier peut contribuer au financement de dispositifs d'adaptation et de prévention basés sur des solutions fondées sur la nature*) : p. 4569

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-89 rectifié et I-914 rectifié** (*Recentrage du crédit d'impôt service à la personne*) : p. 5889

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-671, n° I-347 rectifié ter, n° I-1394 rectifié bis, n° I-632 rectifié ter, n° I-749 rectifié bis, n° I-1033 et n° I-2072 rectifié** (*Dispositions diverses sur le dispositif Madelin et sur les fonds d'investissement de proximité en Nouvelle-Calédonie*) : p. 5967

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1036 rectifié quinquies, n° I-633 rectifié quater, n° I-747 rectifié bis et n° I-1037 rectifié** (*Ouverture de l'aide fiscale à l'investissement pour la réhabilitation d'immeubles en Nouvelle-Calédonie*) : p. 6249

ATTAL (Gabriel)
ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse
(jusqu'au 9 janvier 2024)
Premier ministre
(du 10 janvier 2024 au 5 septembre 2024)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le remaniement du Gouvernement** - (17 janvier 2024) : p. 74

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de réforme de l'aide médicale de l'État** - (17 janvier 2024) : p. 76

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Ukraine** - (17 janvier 2024) : p. 78

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale du Gouvernement** - (17 janvier 2024) : p. 80

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Mayotte** - (24 janvier 2024) : p. 248

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 472 p. 473 p. 474 p. 475 p. 476 p. 477 p. 478 p. 479 p. 480 p. 481 p. 482 p. 483 p. 484 p. 498 p. 499

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation agricole et les reculs sur l'environnement** - (7 février 2024) : p. 723 p. 724

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'agriculture française** - (28 février 2024) : p. 1188

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la guerre en Ukraine** - (28 février 2024) : p. 1194

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les économies budgétaires (I)** - (28 février 2024) : p. 1196

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des finances publiques (I)** - (13 mars 2024) : p. 1672

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord de sécurité franco-ukrainien et la situation en Ukraine** - (13 mars 2024) : p. 1700 p. 1705 p. 1706 p. 1707 p. 1711 p. 1714

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Gaza** - (20 mars 2024) : p. 1936

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces budgétaires relatives aux collectivités territoriales** - (27 mars 2024) : p. 2142 p. 2143

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces sociales du Premier ministre** - (3 avril 2024) : p. 2391

- **Question d'actualité au Gouvernement** - (15 mai 2024) : p. 2944

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la Nouvelle-Calédonie (I)** - (15 mai 2024) : p. 2945

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (15 mai 2024) : p. 2947

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la Nouvelle-Calédonie (II)** - (15 mai 2024) : p. 2948

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la Nouvelle-Calédonie (III)** - (15 mai 2024) : p. 2948

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation en Nouvelle-Calédonie (I)** - (22 mai 2024) : p. 3147

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation en Nouvelle-Calédonie (II)** - (22 mai 2024) : p. 3148

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation en Nouvelle-Calédonie (III)** - (22 mai 2024) : p. 3149

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation dans les territoires ultramarins** - (22 mai 2024) : p. 3150

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'attitude de la France vis-à-vis des massacres répétés dans la bande de Gaza** - (29 mai 2024) : p. 3354 p. 3355

AVÉROUS (Gil)

*ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative
(du 22 septembre 2024 au 23 décembre 2024)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au port du voile dans le sport** - (30 octobre 2024) : p. 4596

- **Question orale sans débat relative au retour à la baignade dans la Marne et la Seine** - (3 décembre 2024) : p. 7280

BACCHI (Jérémy)

*sénateur (Bouches-du-Rhône)
CRCE-K*

Proposition de loi tendant à instituer une trêve olympique des expulsions locatives des occupants de bonne foi sans solution de logement [n° 331 (2023-2024)] (12 février 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à reconnaître l'État palestinien et à agir pour un cessez-le-feu effectif et durable dans l'attente de négociations [n° 379 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à lutter contre les pénuries de médicaments en France [n° 684 (2023-2024)] (11 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser le statut de Gouvernement démissionnaire [n° 742 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à la création du service public de l'énergie Groupe Énergie de France (GEDF) en nationalisant TotalÉnergies et Engie au côté d'EDF [n° 750 (2023-2024)] (2 septembre 2024) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 13 novembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'évolution du droit de réquisition de biens immobiliers en zone tendue [n° 238 (2023-2024)] (11 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à maintenir un service public de transports en commun de qualité par le maintien de monopoles publics en Île-de-France [n° 256 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société - Transports**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières [n° 262 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur la proposition de loi [n° 935 (2022-2023)] visant à conforter la filière cinématographique en France [n° 322 (2023-2024)] (7 février 2024) - **Culture - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics [n° 760 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs [n° 107 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi portant sur la responsabilité des donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants, des emplois et des territoires [n° 125 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Cinéma [n° 149 tome 4 fasc. 3 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants [n° 165 (2024-2025)] (27 novembre 2024) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] (17 décembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant à conforter la filière cinématographique en France - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Marie-George Buffet et de M. Stéphane Diagana, co-présidents du Comité national pour renforcer l'éthique et la vie démocratique dans le sport.

Proposition de loi visant à conforter la filière cinématographique en France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : La situation du secteur associatif - Audition de Mme Chantal Bruneau, vice-présidente du Haut Conseil à la vie associative, MM. Mickaël Huet, délégué général du Mouvement associatif et François Bouchon, président de France Bénévolat.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information sur l'intervention des fonds d'investissement dans le football professionnel français - Audition de M. Christophe Bouchet, auteur de Main basse sur l'argent du foot français, ancien président et actionnaire de l'Olympique de Marseille.

Réunion du mardi 4 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans le cinéma - Audition de Mme Anna Mouglalis, actrice et réalisatrice, M. Olivier Henrard, directeur général du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), Mmes Sidonie Dumas, présidente de l'Association des producteurs indépendants (API), Valérie Lépine-Karnik, déléguée générale de l'Union des producteurs de cinéma (UPC), Florence Borelly, membre du bureau long métrage du Syndicat des producteurs indépendants (SPI), Clémentine Charlemaine, co-présidente du collectif 50-50, Sophie Lainé Diodovic, directrice de casting, Marine Longuet, assistante-réalisatrice, et M. David Bertrand, co-président de l'Association des directeurs et directrices de casting (ARDA).

(*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans le cinéma.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs à l'audiovisuel public - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs au cinéma - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à conforter la filière cinématographique en France** [n° 323 (2023-2024)] - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 986 p. 987 - **Article 6** (*Nouveaux critères dans l'attribution des aides du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC)*) : p. 998 p. 1000

- **Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes** [n° 21 (2024-2025)] - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4264 - **Article 1er** (*Contrôle du pluralisme dans les médias audiovisuels*) : p. 4270

- **Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public** [n° 41 (2024-2025)] - (23 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4495 - **Article 1er** (*Dérogation pour les organismes d'audiovisuel public au principe de lien des impositions affectées à un tiers avec les missions de service public qui lui sont confiées*) : p. 4501 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** (*Financement de l'audiovisuel public par une redevance*) : p. 4501

BACCI (Jean)
sénateur (Var)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Président de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de l'Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Membre de la mission d'information sur le thème : « gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : L'Office français de la biodiversité, un capitaine qui doit jouer plus collectif [n° 777 (2023-2024)] (25 septembre 2024) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition écologique - Audition de M. Jean Pisani-Ferry et Mme Selma Mahfouz, coauteurs du rapport sur Les Incidences économiques de l'action pour le climat.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur l'évaluation de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (OFB), modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Audition de Mme Sylvie Gustave dit Duflo, présidente du conseil d'administration de l'OFB, vice-présidente de la région Guadeloupe, et M. Olivier Thibault, directeur général de l'OFB.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : L'équité territoriale en matière d'accès aux soins - Audition de Mmes Isabelle Dugelet, maire de La Gresle (Loire) et membre du conseil d'administration de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), Julie Pougheon, conseillère spéciale de la directrice générale de l'offre de soins (DGOS) et M. Maxime Lebigot, co-président de l'Association de citoyens contre les déserts médicaux (ACCDM).

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Évaluation de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (OFB), modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Enjeux de la lutte contre le changement climatique à l'heure de la COP29 - Audition de Mme Marie Bjornson-Langen, directrice exécutive adjointe solutions développement durable de l'Agence française de développement (AFD), Mme Diane Simiu, directrice du climat, de l'efficacité énergétique et de l'air et M. Philippe Depredurant, sous-directeur de l'action internationale au ministère de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, ainsi que M. Yannick Glemarec, ancien directeur exécutif du Fonds vert pour le climat.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Le déploiement des réseaux de fibre optique - Audition de représentants de l'Arcep, de l'ANCT et de Avicca.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Les

inégalités territoriales d'accès aux soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Constats et recommandations du rapport d'information de M. Jean Bacci : « L'Office français de la biodiversité, un capitaine qui doit jouer plus collectif » - Audition de M. Olivier Thibault, directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme** - (16 janvier 2024) : p. 39 p. 40

BANSARD (Jean-Pierre)

*sénateur (Français établis hors de France (Série 2))
Les Républicains-R*

DÉPÔTS

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Décédé le 16 août 2024.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 16 août 2024.

BARNIER (Michel)

*Premier ministre
(du 6 septembre 2024 au 13 décembre 2024)*

- **Commémoration de la séance inaugurale de l'Assemblée consultative provisoire, le 9 novembre 1944** - (7 novembre 2024) : p. 4835

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation des collectivités territoriales et en particulier à l'avenir du modèle départemental** - (20 novembre 2024) : p. 5229

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation budgétaire des collectivités locales** - (20 novembre 2024) : p. 5230

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation des collectivités territoriales** - (20 novembre 2024) : p. 5231

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au « zéro artificialisation nette »** - (20 novembre 2024) : p. 5233 p. 5234

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3855 p. 3857 p. 3858 p. 3859 p. 3860 p. 3876 p. 3877 p. 3878 p. 3879

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'austérité imposée aux collectivités territoriales** - (9 octobre 2024) : p. 3965 p. 3966

- **Hommage à Louis Mermaz, ancien sénateur** - (16 octobre 2024) : p. 4196

BARROS (Pierre)
sénateur (Val-d'Oise)
CRCE-K

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 5 novembre 2024.

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 4 novembre 2024.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024 ; puis vice-président le 7 mai 2024.

Membre de la commission d'enquête sur « les moyens mobilisés et mobilisables par l'État pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France » ; puis vice-président le 17 janvier 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (4 avril 2024).

Membre de la mission d'information sur « Architectes des Bâtiments de France : périmètre et compétences » le 28 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'évolution du droit de réquisition de biens immobiliers en zone tendue [n° 238 (2023-2024)] (11 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à maintenir un service public de transports en commun de qualité par le maintien de monopoles publics en Île-de-France [n° 256 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières [n° 262 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à instituer une trêve olympique des expulsions locatives des occupants de bonne foi sans solution de relogement [n° 331 (2023-2024)] (12 février 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à reconnaître l'État palestinien et à agir pour un cessez-le-feu effectif et durable dans l'attente de négociations [n° 379 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à lutter contre les pénuries de médicaments en France [n° 684 (2023-2024)] (11 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser le statut de Gouvernement démissionnaire [n° 742 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à la création du service public de l'énergie Groupe Énergie de France (GEDF) en nationalisant TotalEnergies et Engie au côté d'EDF [n° 750 (2023-2024)] (2 septembre 2024) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics [n° 760 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi portant sur la responsabilité des donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants, des emplois et des territoires [n° 125 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 144 tome 3 annexe 30 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants [n° 165 (2024-2025)] (27 novembre 2024) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] (17 décembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 25 janvier 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Philippe Copinschi, docteur en relations internationales, spécialiste des questions énergétiques mondiales.

Audition de Mme Corinne Le Quéré, climatologue, présidente du Haut Conseil pour le climat, et de Mme Laurence Tubiana, membre du Haut Conseil pour le climat.

Réunion du lundi 29 janvier 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de Mme Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, ancienne coprésidente du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), et de M. François Gemenne, politiste et membre du Giec.

Réunion du jeudi 1er février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Connaissances précoces des effets du réchauffement climatique dans l'industrie pétrolière française - Audition de MM. Christophe Bonneuil, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique, enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales, et Pierre-Louis Choquet, sociologue, chercheur à l'Institut de recherche pour le développement.

Réunion du lundi 5 février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Sylvain Waserman, président de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mardi 6 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 8 février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de Mme Emmanuelle Wargon, présidente de la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

Audition de Mmes Oriane Wegner, cofondatrice du collectif Éclaircies et de la plateforme carbonbombs.org et Lou Welgryn, analyste au sein de Carbon4Finance, coprésidente de l'association Data For Good.

Réunion du lundi 12 février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du jeudi 15 février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de Mme Lucie Pinson, directrice générale et fondatrice, et M. Antoine Laurent, responsable plaidoyer France, de Reclaim Finance.

Réunion du lundi 26 février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de MM. Paul Mougeolle, doctorant en droit climatique, juriste, et Brice Laniyan, docteur en droit public, juriste en charge de la réglementation des multinationales, à Notre affaire à Tous.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir du fret ferroviaire - Audition de représentants de chargeurs et de ports maritimes.

Réunion du lundi 18 mars 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de MM. Carlos Tavares, directeur général de Stellantis et Olivier Bourges, Global Corporate Office and Public Affairs Officer.

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Guillaume Faury, directeur général d'Airbus.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : L'équité territoriale en matière d'accès aux soins - Audition de Mmes Isabelle Dugelet, maire de La Gresle (Loire) et membre du conseil d'administration de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), Julie Pougheon, conseillère spéciale de la directrice générale de l'offre de soins (DGOS) et M. Maxime Lebigot, co-président de l'Association de citoyens contre les déserts médicaux (ACCDM).

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de M. Albéric de Montgolfier, sénateur, président de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture (CNPA).

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 8 avril 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de Mme Mai Rosner, chargée de campagne de l'ONG Global Witness (avec traduction) et de M. Oleh Savytskyi, responsable des campagnes de l'ONG Razom We Stand (en visioconférence avec traduction).

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Christophe Béchu, ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

Audition de M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du lundi 29 avril 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de TotalEnergies.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan d'activité - Audition de M. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Wopke Hoekstra, commissaire européen chargé de l'action pour le climat, en commun avec les commissions des affaires européennes du Sénat et de l'Assemblée nationale ainsi que la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : « Transports pendant les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 : quels enjeux ? » - Audition de M. Patrice Vergriete, ministre délégué chargé des transports, et de Mme Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, présidente d'Île-de-France Mobilités.

(*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de Mme Françoise Gatel, sénateur, présidente de l'association « Petites cités de caractère » de France, MM. Martin Malvy, président, et Jonathan Fedy, directeur-adjoint, de Sites & Cités remarquables de France.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Transports pendant les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 : quels enjeux ? » - Audition de M. Patrice Vergriete, ministre délégué chargé des transports, et de Mme Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, présidente d'Île-de-France Mobilités.

Réunion du jeudi 16 mai 2024 (*CS Simplification*) : Audition d'organisations syndicales patronales.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Avenir du fret ferroviaire - Audition de M. Matthieu Chabanel, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*): Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): « Transport ferroviaire: bilan des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 » - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M François Durovray, ministre délégué chargé des transports.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 61 à 64) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « La mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et le renforcement de l'accompagnement des élus locaux »** - (18 janvier 2024) : p. 162

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports [n° 319 (2023-2024)]** - (13 février 2024) - **Discussion générale** : p. 864 - **Article 1er** (*Extension des prérogatives des agents de sûreté de la SNCF et de la RATP en matière de palpations et de saisies*) : p. 871 - **Article 6** (*Libre accès des agents de la police municipale aux espaces et aux véhicules de transport*) : p. 881 - **Article 7** (*Affectation des agents en charge de la sûreté des autorités organisatrices de la mobilité au sein de salles d'information et de commandement relevant de l'État*) : p. 882 - **Article 8** (*Pérennisation de la faculté pour les agents de contrôle de faire usage de caméras-piétons*) : p. 883 - **Article 8 bis (nouveau)** (*Expérimentation d'une faculté pour les conducteurs d'autobus et d'autocars de faire usage de caméras-piétons*) : p. 885 - **Article 9** (*Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle par le GPSR et la SUGE pour assurer le traitement des réquisitions judiciaires*) : p. 888 - **Article 12** (*Création d'un délit « d'incivilité d'habitude »*) : p. 897 p. 901 - **Article 14** (*Délictualisation de l'oubli par négligence d'objets et de bagages dans les transports en commun*) : p. 905

- **Question orale sans débat sur la situation de la pédiopsychiatrie dans le Val-d'Oise** - (7 mars 2024) : p. 1491

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (7 mars 2024) - **Article 18** (*Détermination des intérêts susceptibles de constituer l'infraction de prise illégale d'intérêt*) : p. 1551

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le climat social actuel** - (20 mars 2024) : p. 1942

- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 2475 p. 2476 p. 2477 - **Question préalable** : p. 2482 - **Article 5 (nouveau)** (*Extension aux transports maritimes*

réguliers publics pour la desserte des îles françaises des dispositions relatives à la continuité du trafic en cas de perturbation prévisible) : p. 2503 - **Article 7 (nouveau)** (*Réquisition des personnels indispensables pour assurer le niveau minimal de service en cas de non-atteinte du niveau minimal de service durant trois jours*) : p. 2506 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2507

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole - Commission mixte paritaire [n° 513 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2587

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Discussion générale** : p. 3532 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendement n° 309** (*Exclure des passations de marchés publics les entreprises n'ayant pas déposé leurs comptes annuels*) : p. 3547

- **Suite de la discussion** (4 juin 2024) - **Article 10 (priorité)** (*Modification de dispositions pénales applicables aux chefs d'entreprise*) : p. 3634 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 311** (*Plafonnement de frais d'incidents bancaires pour les personnes physiques agissant pour des besoins professionnels*) : p. 3645

- **Suite de la discussion** (5 juin 2024) - **Article 17 (priorité)** (*Accélérer et simplifier les déploiements de réseaux mobiles*) : p. 3753 - **Article 22 (priorité)** (*Faciliter l'innovation issue de la recherche*) : p. 3761 - **Article 23 (priorité)** (*Intégrer l'innovation dans le mandat de la Commission nationale d'informatique et des libertés (CNIL)*) : p. 3764 p. 3765 - **Article 16** (*Faculté pour les acheteurs publics de déroger à l'obligation d'allocation des marchés de travaux, de fournitures ou de services et pour leurs sous-traitants de renoncer expressément au bénéfice du paiement direct pour les projets d'éolien en mer et de création ou de modification des ouvrages des réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité*) : p. 3768 - **Article 18** (*Simplifier la mise en œuvre des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité*) : p. 3774 p. 3777 - **Article 21 ter (nouveau)** (*Application aux projets d'installation de production d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone et à leurs projets d'installation de stockage de la raison impérative d'intérêt public majeur (RIIPM)*) : p. 3808

- **Question orale sans débat sur le choix de gouvernance et le financement du service public de la petite enfance** - (22 octobre 2024) : p. 4359

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 62 (2024-2025)]** - (29 octobre 2024) - **Article 3** (*Présomption de refus d'assurance pour motif d'exposition aux catastrophes naturelles dans les zones les plus à risque*) : p. 4539 p. 4540

- **Débat sur le thème : « Situation des finances publiques locales »** - (6 novembre 2024) : p. 4785

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au fret ferroviaire** - (13 novembre 2024) : p. 4879 p. 4880

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]** - (25 novembre 2024) - **Question préalable** : p. 5755

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 [n° 155 (2024-2025)]** - (25 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5785

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) : p. 5848 - **Article 2** (*Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2024 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la*

source) : p. 5861 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-892 rectifié ter, n° I-451 rectifié ter, n° I-655, n° I-1523 rectifié bis, n° I-616 rectifié et n° I-676 (Défiscalisation des pensions alimentaires)** : p. 5867 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-657 (Abaissement du plafond annuel de l'exonération fiscale des heures supplémentaires)** : p. 5875 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-397 rectifié, n° I-918 rectifié, n° I-1670 rectifié et n° I-685 (Transformation de la réduction d'impôt au titre des frais d'hébergement en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) en crédit d'impôt)** : p. 5886 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-696 rectifié (Augmentation de la réduction d'impôt au titre des dons au profit des associations luttant contre la violence domestique)** : p. 5897

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 3 (Instauration d'une contribution différentielle sur les hauts revenus)** : p. 5952 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-682 rectifié (Suppression du régime fiscal du plan d'épargne avenir climat (Peac))** : p. 5959 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-671, n° I-347 rectifié ter, n° I-1394 rectifié bis, n° I-632 rectifié ter, n° I-749 rectifié bis, n° I-1033 et n° I-2072 rectifié (Dispositions diverses sur le dispositif Madelin et sur les fonds d'investissement de proximité en Nouvelle-Calédonie)** : p. 5965 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1262 rectifié (Rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) sous la forme d'un impôt de solidarité sociale et climatique)** : p. 5987 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1469 rectifié bis (Suppression du bénéfice du régime bénéficiaires industriels et commerciaux (BIC) aux locations directes ou indirectes des locaux d'habitation meublés)** : p. 5995 p. 6000 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1672 rectifié, n° I-664, n° I-938, n° I-1340, n° I-400 rectifié, n° I-940, n° 905 rectifié, n° 1369 rectifié et n° I-459 (Dispositions diverses sur le prélèvement forfaitaire unique (PFU) et sur l'imposition des superdividendes)** : p. 6002 - **Article 4 (Mise en place d'un partage avec les consommateurs des revenus du nucléaire historique)** : p. 6022

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-1474 et n° I-2033 rectifié (Exonération des véhicules immatriculés en Guyane des malus CO2 et malus poids)** : p. 6142 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1475 (Suppression des spécificités du statut de société d'investissement cotée (SIIC))** : p. 6260 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-691 (Exonération de TVA des 14,6 premiers mètres cubes d'eau)** : p. 6268 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-692 (Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % pour les matériaux biosourcés)** : p. 6282 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-688 (Suppression de l'exonération de TVA pour les croisières transfrontalières en navires de plaisance (yachts))** : p. 6297 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-35, n° I-705, n° I-852 rectifié, n° I-1001 et n° I-1754 (Interdiction des logiciels de caisse permissifs auto-certifiés pour lutter contre la fraude à la TVA)** : p. 6298

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-668 rectifié, n° I-957 rectifié et n° I-1364 rectifié (Création d'une contribution additionnelle sur les bénéfices exceptionnels des grandes entreprises)** : p. 6358 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-670 rectifié et n° I-953 rectifié (Création d'une taxe sur les dividendes exceptionnels des grandes entreprises)** : p. 6362 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-684 rectifié, n° I-1014, n° I-1371, n° I-1016, n° I-1017 rectifié et n° I-1431 rectifié (Rehaussement à 5 % du taux de la taxe sur les services numériques (TSN))** : p. 6378 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-689 et n° I-1027**

(Création d'une taxe sur les yachts) : p. 6386 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-729 (Conditionnement de l'accès au crédit d'impôt industrie verte à l'absence de plan de sauvegarde)** : p. 6403 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-7, n° I-1254 rectifié bis, n° I-1356, n° I-1323 rectifié, n° I-467 et n° I-837 rectifié (Normalisation des aides aux entreprises dans le domaine de la recherche et de l'innovation/Rationalisation du crédit impôt recherche en matière de brevets)** : p. 6415 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-409 rectifié, n° I-993, n° I-1700, n° I-996, n° I-1159 rectifié, n° I-814 rectifié, n° I-686, n° I-1252 rectifié quinquies, n° I-1759, n° I-1253 rectifié, n° I-965, n° I-1402 rectifié bis, n° I-71 rectifié bis, n° I-110 rectifié sexes, n° I-203 rectifié bis, n° I-698, n° I-781 rectifié bis, n° I-698, n° I-781 rectifié bis, n° I-855 rectifié bis, n° I-1322 rectifié bis, n° I-1854 rectifié bis, n° I-802 rectifié, n° I-803 rectifié (Dispositions diverses sur le crédit d'impôt recherche (CIR) et le crédit d'impôt industrie (CII))** : p. 6422 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-699 (Déchéance fiscale de 10 années pour les contribuables condamnés pour infraction fiscale)** : p. 6431 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-700 (Prise en compte des condamnations pénales des entreprises pour l'octroi d'avantages fiscaux)** : p. 6432 - **Article 15 (Report de trois ans de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises)** : p. 6445 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-1473 rectifié (Modification des tarifs de la taxe de séjour en fonction des catégories d'hébergement)** : p. 6466

- **Suite de la discussion (30 novembre 2024) - Article 29 (Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement)** : p. 6745 - **Article 31 (suite) (Stabilisation en valeur au titre de 2025 des fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectées aux collectivités locales)** : p. 6763 p. 6764 p. 6765 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-2182, I-929 rectifié, I-1683, I-573 rectifié ter, I-731 rectifié, I-1484 rectifié ter, I-1779 rectifié ter, I-1901 rectifié bis, I-387 rectifié, I-732 rectifié, I-421 rectifié, I-1358, I-1437, I-1438, I-1684, I-87 rectifié, I-1439, I-109 rectifié bis, I-118 rectifié quater, I-184 rectifié quinquies, I-244 rectifié bis, I-385 rectifié bis, I-711, I-1211 rectifié, I-1749, I-59 rectifié, I-185 rectifié ter, I-386 rectifié, I-245 rectifié bis, I-346 rectifié ter, I-1641 rectifié, I-1642 rectifié et I-1849 rectifié (Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS))** : p. 6772 p. 6775 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1062 rectifié, n° I-76 rectifié, n° I-210 rectifié ter, n° I-592 rectifié bis, n° I-625 rectifié ter, n° I-740, n° I-1063 rectifié bis, n° I-1734 rectifié bis, n° 1691, n° 438 rectifié bis, n° I-1157 rectifié bis, n° I-170 rectifié ter et n° I-171 rectifié ter (Augmentation du taux de la taxe sur les conventions d'assurances (TCAS) sur les véhicules terrestres à moteur afin d'augmenter la part de la taxe reversée aux services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) par les départements)** : p. 6801 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-193 rectifié bis, n° I-1266 rectifié, n° I-1970 rectifié ter et n° I-388 rectifié bis (Modification du délai de délibération en matière de fiscalité locale)** : p. 6823 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-364, n° I-977, n° I-1264 et n° I-1916 rectifié (Relèvement de 0,5 point des taux plafond du versement mobilité en province)** : p. 6839 p. 6840 - **Article 32 (suite) (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)** : p. 6857 p. 6858 p. 6861 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° I-1122 rectifié (Doublement du rendement des taxes sur les services audiovisuels et affectation à l'audiovisuel public)** : p. 6872 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° I-1124 rectifié (Rétablissement de la taxe sur la publicité télévisée)** : p. 6873 - **Article 33 (Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)** : p. 6892 - **Article 33 (suite) (Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)** : p. 6917 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° I-119, n° I-1118 rectifié, n° I-1384 et n° I-638 (Dispositions diverses sur la contribution vie étudiante et de campus (CVEC))** : p. 6922 - **Article additionnel après l'article**

33 - Amendements n° I-1476 rectifié bis, n° I-1889 rectifié quater et n° I-2289 (*Maintien de la contribution versée à la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) par les bailleurs sociaux afin de financer le Fonds national des aides à la pierre (FNAP) à 75 M€*) : p. 6924 p. 6925

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2024) - **Demande de seconde délibération** : p. 6970

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 - Commission mixte paritaire [n° 176 (2024-2025)]** - (4 décembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7475

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)]** - (18 décembre 2024) - **Article 1er** (*Autorisation de percevoir les impôts existants*) : p. 7600

BARROT (Jean-Noël)
ministre de l'Europe et des affaires étrangères
(à partir du 22 septembre 2024)
ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé du numérique
(jusqu'au 9 janvier 2024)
ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe
(du 9 février 2024 au 21 septembre 2024)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Observatoire du réseau d'antennes d'un kilomètre carré (SKAO) relatif à l'adhésion de la France à l'Observatoire [n° 104 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant création du Centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux (C3BO) [n° 166 (2024-2025)] (27 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la guerre en Ukraine et ses conséquences** - (28 février 2024) : p. 1190

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'envoi de troupes au sol en Ukraine** - (28 février 2024) : p. 1193

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'accord franco-canadien et le CETA** - (6 mars 2024) : p. 1378 p. 1379

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 382 (2023-2024)]** - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1787 p. 1795

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur**

le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales [n° 385 (2023-2024)] - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1797 p. 1804

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2024** - (19 mars 2024) : p. 1906 p. 1908 p. 1909 p. 1910 p. 1911 p. 1912 p. 1914 p. 1915 p. 1916 p. 1917 p. 1918 p. 1919 p. 1921 p. 1922 p. 1923 p. 1924

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation en Géorgie** - (15 mai 2024) : p. 2949

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation internationale** - (15 mai 2024) : p. 2955 p. 2956

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la communication du ministère des affaires étrangères** - (22 mai 2024) : p. 3142

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Gaza et le mandat d'arrêt émis par le procureur de la Cour pénale internationale (CPI)** - (22 mai 2024) : p. 3142

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à l'apprentissage transfrontalier [n° 600 (2023-2024)]** - (22 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3175 p. 3183

- **Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France [n° 596 (2023-2024)]** - (22 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3193 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 3198 - **Article 1er** (*Création d'un répertoire des représentants d'intérêts agissant pour le compte de mandants étrangers*) : p. 3210 p. 3211 p. 3212 p. 3213 p. 3214 p. 3215 p. 3216 - **Article 1er bis A (nouveau)** (*Contrôle de la HATVP sur le risque d'ingérence en matière de reconversion professionnelle*) : p. 3216 p. 3217 - **Article 1er bis** (*Obligation pour les laboratoires d'idées de déclarer les dons et versements étrangers*) : p. 3218 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 34** (*Pénalisation du fait d'imiter l'identité d'une agence de presse ou d'un média pour partager des informations*) : p. 3219 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 12** (*Déclaration des financements étrangers reçus par les universités*) : p. 3219 - **Article 2** (*Texte non modifié par la commission*) (*Rapport sur l'état des menaces qui pèsent sur la sécurité nationale en raison d'ingérences étrangères*) : p. 3220 p. 3221 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 25 rectifié quater** (*Inscription de la notion d'intelligence économique dans le texte afin de protéger les intérêts économiques de la France*) : p. 3222 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 14** (*Demande de rapport*) : p. 3223 - **Article 3** (*Extension de la technique dite de l'algorithme aux cas d'ingérence étrangère*) : p. 3224 p. 3225 p. 3227 p. 3228 p. 3229 p. 3230 - **Article 4** (*Possibilité de procéder au gel des fonds et des ressources économiques des personnes se livrant à des actes d'ingérence*) : p. 3230 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 19** (*Sensibilisation des jeunes publics lors de cours d'enseignement moral et civique*) : p. 3231 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 18** (*Sensibilisation des jeunes lors de la journée défense et citoyenneté (JDC)*) : p. 3231 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 3232

- **Débat sur le thème : « La France a-t-elle été à la hauteur des défis et de ses ambitions européennes ? »** - (29 mai 2024) : p. 3403 p. 3404 p. 3404 p. 3405 p. 3406 p. 3407 p. 3408 p. 3409 p. 3410 p. 3411 p. 3412 p. 3413 p. 3414

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation au Liban (I)** - (9 octobre 2024) : p. 3967

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation au Proche-Orient** - (9 octobre 2024) : p. 3968

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation au Liban (II)** - (9 octobre 2024) : p. 3976

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Proche-Orient** - (16 octobre 2024) : p. 4197

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord se rapportant à la convention des Nations unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de**

la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale [n° 724 (2023-2024)] - (5 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4718 p. 4726

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'aide à l'Ukraine à la suite de l'élection de Donald Trump** - (13 novembre 2024) : p. 4877

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'accord avec le Mercosur** - (13 novembre 2024) : p. 4880

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation d'Ahou Daryaei** - (13 novembre 2024) : p. 4886

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux difficultés à l'exportation de la filière des spiritueux** - (13 novembre 2024) : p. 4890

BAS (Philippe)
sénateur (Manche)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 290 (2023-2024)] portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 335 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 291 (2023-2024)] portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 441 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à encadrer le nombre de listes aux élections européennes [n° 656 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités [n° 660 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à tenir compte des opérations de renouvellement des parcs éoliens pour le versement d'une fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) aux communes disposant d'un parc installé avant le 1er janvier 2019 [n° 694 (2023-2024)] (17 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à imposer une photographie des candidats sur les circulaires et affiches électorales lors des élections législatives [n° 733 (2023-2024)] (11 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 759 (2023-2024)] visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 38 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la mise en place d'un Fonds national d'aide aux collectivités territoriales pour la création et la rénovation des aires permanentes d'accueil de véhicules de loisir [n° 47 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : 50 ans de saisine parlementaire du Conseil constitutionnel - Actes du colloque du 17 octobre 2024 [n° 56 (2024-2025)] (21 octobre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des outre-mer [n° 172 (2024-2025)] (28 novembre 2024) - **Outre-mer.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 25 janvier 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition du général Lionel Lavergne, commandant de la gendarmerie d'outre-mer.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale, visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi visant à garantir la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition Brigitte Girardin, ancienne ministre de l'outre-mer.

Réunion du jeudi 8 février 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition de Maître Patrick Lingibé, membre du Conseil national des barreaux, ancien vice-président et président de la délégation outre-mer de la Conférence des bâtonniers de France.

Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition du général Claude Peloux, commandant du service militaire adapté (SMA) auprès de la direction générale des outre-mer.

Réunion du mardi 13 février 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie et projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Audition de M. Gérard Darmanin.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle, adopté par l'Assemblée nationale relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse - Examen des amendements.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des lois*) : Application de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 14 mars 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition de Christian Nussbaum, chef de la mission outre-mer de la Direction générale de la police nationale (DGPN).

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition de MM. Paul Huber, directeur des services judiciaires, et Fabien Neyrat, délégué outre-mer auprès du secrétariat général du ministère de la justice.

Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition M. Julien Retailleau, sous-directeur de la justice pénale spécialisée, direction des affaires criminelles et des grâces, ministère de la justice.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition d'Antoine Poussier, préfet de la Guyane, et de Joël Sollier, procureur général près la Cour d'appel de Cayenne.

Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition de Béatrice Bugeon-Almendros, première présidente de la Cour d'appel de Cayenne, et de Philippe Dulbecco, recteur de l'académie de la Guyane.

Réunion du mercredi 26 juin 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapport d'activité de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement pour 2023 - Audition de M. Serge Lasvignes, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR).

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes - Échange de vue sur une éventuelle saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les prévisions de croissance** - (14 février 2024) : p. 926

- **Projet de loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 336 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1076 p. 1077 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1** (*Dossier calédonien - Impartialité et rôle moteur de l'État - Réaffirmation*) : p. 1085 - **Article 1er** (*Report de la date limite pour organiser le prochain renouvellement général des provinces et du congrès de la Nouvelle-Calédonie*) : p. 1087

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1203 p. 1216 p. 1217 - **Article unique** (*Constitutionnalisation de la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse*) : p. 1223 p. 1229

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (7 mars 2024) - **Article 14** (*Formation des élus locaux et des candidats à un mandat électif local*) : p. 1531

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 291 (2023-2024)]** - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2062 - **Question préalable** : p. 2066 - **Discussion générale** : p. 2072 p. 2073 p. 2076 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 29** (*Inscription dans la Constitution de l'exigence que l'État préserve les conditions du dialogue par le respect d'une stricte posture d'impartialité*) : p. 2079 - **Article 1er** (*Dégel du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de Nouvelle-Calédonie*) : p. 2080 p. 2083 p. 2084 p. 2085 p. 2086 p. 2087 p. 2090 p. 2091 - **Article 2** (*Entrée en vigueur de la disposition constitutionnelle et mécanisme de report des élections provinciales et au congrès de la Nouvelle-Calédonie*) : p. 2092 p. 2093 p. 2094 p. 2095 p. 2096 p. 2097

- **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 3989

- **Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 39 (2024-2025)]** - (23 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4474

BASQUIN (Alexandre)
sénateur (Nord)
CRCE-K

Devenu sénateur le 1er novembre 2024 (remplace M. Éric BOCQUET, démissionnaire).

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 5 novembre 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi portant sur la responsabilité des donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants, des emplois et des territoires [n° 125 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants [n° 165 (2024-2025)] (27 novembre 2024) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

BAZIN (Arnaud)
sénateur (Val-d'Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Président du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] (17 décembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs aux crédits relatifs aux transports ferroviaires, fluviaux et maritimes. - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 7** (*Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations*) : p. 6064 p. 6071

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article 10** (*Mise en cohérence avec le droit de l'Union européenne des taux réduits de TVA sur les opérations liées au chauffage*) : p. 6233 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1039 rectifié, n° I-634 rectifié ter, n° I-748 rectifié, n° I-1040 et n° I-1542 rectifié ter** (*Augmentation du plafond d'éligibilité des opérations de rénovation de logements sociaux en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie*) : p. 6258 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1352, n° I-1435 rectifié, n° I-1051 rectifié bis et n° I-1052 rectifié bis** (*Taux de TVA de 5,5 % pour la livraison de tous les logements locatifs sociaux, ainsi que pour les travaux*) : p. 6290

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membre de la mission d'information sur « l'impact des décisions réglementaires et budgétaires de l'État sur l'équilibre financier des collectivités locales ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à modifier le fait générateur de la perception de la taxe d'aménagement par les collectivités territoriales [n° 268 (2023-2024)] (22 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi relative à l'accès à la nationalité française des mineurs isolés [n° 378 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : RSA recentralisé : une expérimentation au milieu du gué [n° 771 (2023-2024)] (24 septembre 2024) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - **Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 34 tome 2 annexe 30 (2024-2025)]** (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - **Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 144 tome 3 annexe 30 (2024-2025)]** (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des finances*) : « Trajectoire des finances publiques et croissance économique en France et en Europe : bilan et perspectives » - Audition de MM. Jérôme Creel, directeur du département des études de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), François Ecalte, président de l'association « Finances publiques et économie » (FIPECO) et Luc Tholoniat, directeur en charge de l'« Économie des États membres II » à la direction générale des affaires économiques et financières (DG ECFIN) de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Antoine Deruennes, directeur général de l'Agence France Trésor (AFT).

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de Philippe Aghion et Anne Bouverot, co-présidents de la Commission de l'intelligence artificielle, sur les conclusions de leur rapport « IA : notre ambition pour la France ».

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faciliter la transformation des bureaux en logements - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 mai 2024 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France en 2023.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Personnels administratifs du ministère de l'Éducation nationale - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 septembre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Recentralisation du revenu de solidarité active - Communication.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des finances*) : Déplacement d'une délégation du bureau de la commission en Corée du Sud et au Japon - Communication.

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Médias, livre et industries culturelles » et « Audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 31 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 40) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Plan de relance » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 19 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 60) et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie », « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » et « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » et « Sécurité nucléaire et radioprotection » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Affaires maritimes, pêche et aquaculture » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif aux finances des départements** - (5 mars 2024) : p. 1281

- **Proposition de loi allongeant la durée de l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate** [n° 558 (2023-2024)] - (14 mai 2024) - **Article 1er** (*Allongement de la durée de l'ordonnance de protection et création d'une ordonnance provisoire de protection immédiate*) : p. 2876

- **Proposition de loi encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques** - *Deuxième lecture* [n° 616 (2023-2024)] - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3269 - **Article 1er** (*Champ d'application de la proposition de loi*) : p. 3277 p. 3278 p. 3279 - **Article 1er bis** (*Extension du*

périmètre de la loi aux principales collectivités territoriales) : p. 3281 - **Article 3** (*Rapport biannuel recensant les prestations de conseil réalisées au bénéfice des administrations publiques au cours des cinq dernières années*) : p. 3283 - **Article 10** (*Obligation de déclaration d'intérêts des prestataires et consultants*) : p. 3289 p. 3290 - **Article 11** (*Obligation pour les cabinets de conseil de déclarer les actions de démarchage ou de prospection et les actions de mécénat*) : p. 3290 - **Article 18 (texte non modifié par la commission)** (*Obligation d'audit de la sécurité des systèmes d'information utilisés par les cabinets de conseil réalisant des prestations pour des administrations*) : p. 3300 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3302

- **Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans** [n° 475 (2023-2024)] - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5000 p. 5001 - **Article 1er** (*Interdiction d'organiser des combats de coqs et des corridas en présence de mineurs de moins de seize ans*) : p. 5001 p. 5005 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié** (*Interdiction pour les mineurs de participer aux formations et activités proposées par les écoles taurines*) : p. 5008 - **Article 2** (*Interdiction d'organiser des combats de coqs et des corridas en présence de mineurs de moins de seize ans*) : p. 5008 p. 5009

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024** [n° 155 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 5 rectifié** (*Demande de compensation intégrale par l'État pour l'extension de la prime Ségur*) : p. 5796 p. 5797 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 6 rectifié, n° 8 et n° 14** (*Conséquences de l'amendement créant un prélèvement sur recettes (PSR) pour financer l'extension du Ségur aux départements*) : p. 5797

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (25 novembre 2024) - **État B** (*Répartition des crédits pour 2024 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre du budget général*) : p. 5832 p. 5833

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-2257** (*Création d'une taxe annuelle incitative relative à l'acquisition de véhicules légers à faibles émissions*) : p. 6151

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2024) - **Article 21** (*Mesures diverses de correction, clarification et coordination en matière de fiscalité sectorielle*) : p. 6552 p. 6553

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article 29** (*Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement*) : p. 6739 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° I-79 rectifié, n° I-211 rectifié bis, n° I-595 rectifié, n° I-628 rectifié bis, n° I-727 rectifié bis, n° I-1218 rectifié ter, n° I-742 rectifié, n° I-1588 rectifié, n° I-1735 rectifié et n° I-2014 rectifié** (*Institution d'un prélèvements sur recettes (PSR) visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements*) : p. 6751 - **Rappels au règlement** : p. 6791 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-75 rectifié bis, n° I-209 rectifié ter, n° I-548 rectifié ter, n° I-591 rectifié bis, n° I-624 rectifié ter, n° I-1215 rectifié quater, n° I-1583 rectifié et n° I-1733 rectifié bis** (*Transfert d'une part du produit de la taxe sur les conventions d'assurances (TCAS) reversé aux organismes de sécurité sociale vers les départements*) : p. 6803 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1010, n° I-1158 rectifié bis, n° 434 rectifié bis, n° I-1635 rectifié bis, n° 2055 rectifié, n° I-1230 rectifié bis, n° I-435 rectifié ter,**

n° I-450 rectifié quater, n° I-107 rectifié, n° I-735, n° I-2007 rectifié, n° I-1688, n° I-736, n° I-1214 rectifié quater, n° I-1582 rectifié, n° I-2008 rectifié, n° I-433 rectifié bis, n° I-734, n° I-930 rectifié, n° I-1365 rectifié et n° I-1689 (*Dispositions diverses sur le plafond du taux de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) fixé par les départements*) : p. 6817 - Article

32 (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) : p. 6854

BÉCHU (Christophe)
*ministre de la transition écologique et de
la cohésion des territoires
(jusqu'au 21 septembre 2024)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables [n° 573 (2023-2024)] (6 mai 2024) - Logement et urbanisme - Société.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif au « Pouvoir de vivre » : quelles politiques de solidarité pour répondre au choc de la transition écologique ?** - (16 janvier 2024) : p. 55 p. 56 p. 57 p. 58 p. 59 p. 60 p. 61 p. 62 p. 63 p. 64 p. 65 p. 66

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la transition écologique dans le secteur du logement** - (17 janvier 2024) : p. 84

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière pêche** - (17 janvier 2024) : p. 86

- **Question orale sans débat sur la réforme des redevances des agences de l'eau** - (18 janvier 2024) : p. 137

- **Question orale sans débat sur le projet de prolongement du téléphonique de La Grave - La Meije** - (18 janvier 2024) : p. 138

- **Question orale sans débat sur l'inadéquation du projet de liaison routière entre la RD 30 au niveau d'Achères et la RD 90 au niveau de Triel-sur-Seine avec divers engagements écologiques de la France** - (18 janvier 2024) : p. 139

- **Question orale sans débat sur les graves difficultés des communes pour s'assurer** - (18 janvier 2024) : p. 139

- **Question orale sans débat sur le mode de financement des « tiny houses » en tant que nouvelles formes de logement** - (18 janvier 2024) : p. 140

- **Question orale sans débat sur la situation des apprentis en Essonne** - (18 janvier 2024) : p. 141

- **Question orale sans débat sur l'accueil des Français en situation de handicap dans les établissements belges** - (18 janvier 2024) : p. 142

- **Question orale sans débat sur l'avenir des centres sociaux associatifs** - (18 janvier 2024) : p. 143

- **Question orale sans débat sur l'application de l'augmentation de la valeur du point aux personnels des aides à domicile en milieu rural (ADMR) en congé maladie** - (18 janvier 2024) : p. 143

- **Question orale sans débat sur les nouvelles mobilités à Paris et le partage de l'espace public** - (18 janvier 2024) : p. 144

- **Question orale sans débat sur la mobilisation des forces armées pour les jeux Olympiques de Paris 2024** - (18 janvier 2024) : p. 145

- **Débat sur le thème : « La mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et le renforcement de l'accompagnement des élus locaux »** - (18 janvier 2024) : p. 160 p. 170 p. 172

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière de la pêche** - (24 janvier 2024) : p. 249

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise de la filière de la pêche** - (24 janvier 2024) : p. 256

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de la ligne ferroviaire Lyon-Turin** - (24 janvier 2024) : p. 258

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences envers les maires et les pompiers** - (24 janvier 2024) : p. 258

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des pêcheurs** - (24 janvier 2024) : p. 259

- **Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune [n° 244 (2023-2024)]** - (24 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 283 p. 284 - **Article 1er** (*Obligation de décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune*) : p. 291 p. 294 p. 295 - **Article 2** (*Remise au Parlement d'un rapport annuel visant à planifier le développement de l'offre d'hébergement ou de logement adapté*) : p. 295 p. 296

- **Question orale sans débat sur l'augmentation de la taxe générale sur les activités polluantes** - (1er février 2024) : p. 587

- **Question orale sans débat sur la compensation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** - (1er février 2024) : p. 588

- **Question orale sans débat sur les conditions du transfert par l'État de la gestion des digues domaniales** - (1er février 2024) : p. 589

- **Question orale sans débat sur l'interruption de la liaison aérienne entre Nice et Paris par Air France** - (1er février 2024) : p. 590

- **Question orale sans débat sur les risques sanitaires et environnementaux liés à l'installation d'une usine de laine de roche dans le Soissonnais** - (1er février 2024) : p. 591

- **Question orale sans débat sur les montants définitifs du filet de sécurité pour les collectivités territoriales** - (1er février 2024) : p. 591

- **Question orale sans débat sur les déserts médicaux en Seine-Saint-Denis** - (1er février 2024) : p. 592

- **Question orale sans débat sur le financement des nouveaux droits des établissements et les services d'aide par le travail** - (1er février 2024) : p. 593

- **Question orale sans débat relative à la réforme de la taxe d'aménagement par la loi de finances pour 2021** - (6 février 2024) : p. 609

- **Question orale sans débat sur les difficultés rencontrées dans le déploiement des ombrières photovoltaïques** - (6 février 2024) : p. 610

- **Question orale sans débat sur la dotation biodiversité et les communes couvertes par des terrains militaires** - (6 février 2024) : p. 610

- **Question orale sans débat relative à l'exploitation des friches minières et la poursuite des objectifs énergétiques européens** - (6 février 2024) : p. 611

- **Question orale sans débat sur le thème : "Revaloriser tous les secrétaires de mairie"** - (6 février 2024) : p. 611

- **Question orale sans débat sur le transport d'instruments de musique par le réseau SNCF** - (6 février 2024) : p. 612

- **Question orale sans débat sur l'assouplissement des modalités du transfert obligatoire de la compétence eau et assainissement** - (6 février 2024) : p. 613

- **Question orale sans débat relative à la hausse des tarifs des péages d'infrastructure ferroviaire par SNCF Réseau** - (6 février 2024) : p. 614

- **Question orale sans débat sur les dispositifs d'alerte de crue en temps réel** - (6 février 2024) : p. 615

- **Question orale sans débat sur les difficultés d'élus face à l'absence de souplesse de l'administration** - (6 février 2024) : p. 615

- **Question orale sans débat relative à l'exonération de taxe foncière de longue durée** - (6 février 2024) : p. 616

- **Question orale sans débat relative à l'immatriculation et l'assurance des remorques agricoles** - (6 février 2024) : p. 617

- **Question orale sans débat sur les difficultés pour les collectivités locales à s'assurer** - (6 février 2024) : p. 618

- **Question orale sans débat sur le statut des secrétaires de mairie** - (6 février 2024) : p. 618 p. 619

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la question des sans-abri** - (7 février 2024) : p. 727

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du logement** - (7 février 2024) : p. 728

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise du logement** - (7 février 2024) : p. 729

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Rappel au règlement** : p. 750 - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 302 (2023-2024)** : p. 751 p. 752 - **Question préalable** : p. 758 - **Renvoi à la commission** : p. 761 - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 302 (2023-2024)** : p. 769 - **Article 1er (Création de la future autorité de contrôle en sûreté nucléaire et en radioprotection fusionnant les compétences de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN))** : p. 773 p. 774 p. 776 p. 777 p. 778 p. 779 p. 780 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 65 (Proportion des exigences techniques de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) conditionnant la poursuite de l'exploitation)** : p. 781 - **Article 2 (Déontologie, indépendance et transparence)** : p. 782 p. 783 p. 784 p. 785 p. 786 p. 787 p. 788 p. 789 p. 791 p. 792 - **Article 2 bis (nouveau) (Clarification des règles de parité au sein du collège de la nouvelle autorité)** : p. 793 - **Article 3 (Précision des activités pouvant être exercées par l'autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection)** : p. 794 p. 795 p. 796 - **Article 4 (Dispositions relatives à la transparence, l'information et l'association du public)** : p. 797 p. 798 p. 799 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 4 rectifié bis (Possibilité pour l'OPECST de demander à la Commission nationale d'évaluation des recherches**

et études relatives à la gestion des matières et des déchets radioactifs de lui présenter une expertise sur un sujet relevant de son domaine de compétence. Augmentation du nombre de membres qui sont désignés à parité par l'Assemblée nationale et par le Sénat, sur proposition de l'OPECST, en tant que personnalités qualifiées (de 6 à 8). Haut-Commissaire à l'énergie atomique membre de droit de la commission) : p. 799 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 3 rectifié bis (Rapport annuel d'activité établi par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASNR) transmis à l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques (OPECST) avant sa publication)** : p. 800 - **Article 5 (Dispositions transitoires concernant les biens, droits et obligations et la continuité du contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection)** : p. 800 - **Article 6 (Statut des personnels de la future autorité, instances et règles du dialogue social et harmonisation des indemnités accessoires et remboursements de frais de toute nature)** : p. 803 - **Article 7 (Transfert des salariés de l'IRSN à l'ASNR et au CEA)** : p. 804 p. 805 - **Article 11 (Augmentation des rémunérations versées à l'IRSN et à l'ASN ; élaboration d'un rapport du Gouvernement et d'évaluations par l'ASNR sur les besoins prévisionnels humains et financiers nécessaires à la nouvelle autorité)** : p. 807 p. 808 - **Article 12 (Modification du positionnement du haut-commissaire à l'énergie atomique)** : p. 809 p. 810 - **Article 13 (Soumission de la recherche de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR) à l'évaluation du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) et coordination)** : p. 810 p. 811 - **Article 14 (Actualisation de références législatives et conditions de nomination du président de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR))** : p. 811 - **Article 15 (Entrée en vigueur)** : p. 812 - **Article 16 (Autorisation des acheteurs publics de déroger à l'obligation d'allotir pour certains projets dans le domaine nucléaire)** : p. 813 p. 814 - **Article 18 (Exclusion du champ d'application du droit de la commande publique des contrats portant sur certaines parties des installations nucléaires)** : p. 816

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 302 (2023-2024)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 301 (2023-2024)**, - (7 février 2024) - **Article 1er (Actualisation de la loi organique n° 2010-8376 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution)** : p. 816 - **Article 3 (nouveau) (Entrée en vigueur de l'intégration du haut-commissaire à l'énergie atomique (HCEA) parmi les désignations relevant de la procédure prévue au cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution)** : p. 817

- **Hommage à Robert Badinter, ancien sénateur** - (13 février 2024) : p. 825

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (13 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 835 p. 836

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pêche dans le golfe de Gascogne** - (14 février 2024) : p. 933 p. 934

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécheresse dans les Pyrénées-Orientales** - (14 février 2024) : p. 935 p. 936

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le diagnostic de performance énergétique des logements** - (14 février 2024) : p. 936 p. 937

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dispositif d'indemnisation des catastrophes naturelles** - (6 mars 2024) : p. 1381

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la circulation des véhicules Crit'Air 3 dans les zones à faibles émissions** - (20 mars 2024) : p. 1944

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécheresse dans les Pyrénées-Orientales** - (20 mars 2024) : p. 1946

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dispositif France Ruralités Revitalisation (FRR)** - (20 mars 2024) : p. 1947

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la baisse des émissions de gaz à effet de serre** - (27 mars 2024) : p. 2147

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la planification écologique** - (27 mars 2024) : p. 2151

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des finances des départements** - (3 avril 2024) : p. 2387

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au recul du trait de côte** - (10 avril 2024) : p. 2605

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la compétence « eau et assainissement »** - (10 avril 2024) : p. 2616 p. 2617

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la responsabilité élargie des producteurs des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment** - (15 mai 2024) : p. 2957

- **Proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées [n° 620 (2023-2024)]** - (30 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3422 p. 3423 p. 3427 - **Article 1er (Interdiction des PFAS - Contrôle de la présence des PFAS dans**

les eaux destinées à la consommation humaine - Cartographie des sites ayant pu émettre ou émettant des PFAS - Liste des communes exposées à un danger élevé ou très élevé d'exposition aux PFAS) : p. 3434 p. 3435 p. 3436 p. 3437 p. 3438 p. 3439 p. 3440 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 10 (Demande de rapport sur l'abaissement du seuil des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans l'eau potable)** : p. 3440 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 9 (Demande de rapport sur la création de comités de santé environnementale)** : p. 3441 - **Article 1er bis (Définition d'une trajectoire nationale de réduction des rejets aqueux de PFAS des installations industrielles)** : p. 3442 p. 3443 - **Article 1er ter (nouveau) (Plan d'action interministériel pour le financement de la dépollution des eaux destinées à la consommation humaine gérée par les collectivités territoriales)** : p. 3444 - **Article 2 (Introduction d'une redevance assise sur les rejets de PFAS dans l'eau)** : p. 3445 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 6 (Création d'une redevance liée aux PFAS)** : p. 3446 - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission) (Publication par les ARS d'un bilan annuel régional de la présence des PFAS dans les eaux destinées à la consommation humaine - Publication par le ministre en charge de la santé d'un bilan national)** : p. 3447 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission) (Gage financier)** : p. 3447 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3449

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conclusions du rapport relatif à la décentralisation remis au Président de la République** - (5 juin 2024) : p. 3743

BÉLIM (Audrey)
sénatrice (La Réunion)
SER

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire du Comité national de l'Initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) le 23 avril 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre la commande publique réellement accessible aux artisans et petites entreprises locales en outre-mer [n° 709 (2023-2024)] (27 juin 2024) - **Outre-mer - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la crise du logement dans les outre-mer [n° 710 (2023-2024)] (27 juin 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des outre-mer [n° 172 (2024-2025)] (28 novembre 2024) - **Outre-mer.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 18 janvier 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition des représentants de la direction générale des outre-mer (DGOM).

Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition des représentants de la direction générale des outre-mer (DGOM).

Réunion du jeudi 1er février 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition de Jean-Claude Brunet, ambassadeur délégué à la coopération régionale.

Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition d'Ivan Odonnat, président de l'IEDOM et directeur général de l'IEOM.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des finances*) : Réforme de l'octroi de mer - Audition de Mme Marie-Luce Penchard, vice-présidente du conseil régional de Guadeloupe, MM. Enfanne Haffidhou, directeur général adjoint des finances et vie institutionnelle du conseil départemental de Mayotte, Lucien Alexander, conseiller territorial délégué à la fiscalité et à la performance budgétaire de la collectivité territoriale de Guyane, Patrick Lebreton, premier vice-président du conseil régional de la Réunion, et Arnaud René-Corail, conseiller exécutif en charge des finances de la collectivité territoriale de Martinique.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Franck Leroy, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afit-France).

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Réunion commune avec la délégation aux outre-mer de l'Association des maires de France (AMF).

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « État des ponts des collectivités territoriales : quel bilan 5 ans après le rapport de la mission d'information sur la sécurité des ponts « Sécurité des ponts : éviter un drame » ».

Réunion du jeudi 14 mars 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition de Christian Nussbaum, chef de la mission outre-mer de la Direction générale de la police nationale (DGPN).

Réunion du mardi 2 avril 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition de M. Johann Remaud, directeur outre-mer, Business France.

Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition de MM. Hervé Mariton, président, et Mme Françoise de Palmas, secrétaire générale, Fédération des entreprises d'outre-mer (FEDOM).

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*délégation aux entreprises*) : Réunion plénière avec la délégation sénatoriale aux outre-mer - échange sur le déplacement aux Antilles de la mission « Entreprises et climat » de la délégation aux entreprises et sur les défis des entreprises en outre-mer.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Résilience des réseaux face aux aléas climatiques - Audition de MM. Hervé Champenois, directeur technique d'Enedis, Charles-Antoine Gautier, directeur général de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), Maurice Gironcel, président du syndicat intercommunal d'électricité (Sidélec) du département de La Réunion, et Antoine Jourdain, directeur systèmes énergétiques insulaires d'Électricité de France (EDF).

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Réunion plénière avec la délégation aux entreprises - échange sur le déplacement aux Antilles de la mission « Entreprises et climat » de la délégation aux entreprises et sur les défis des entreprises en outre-mer.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Transport ferroviaire : bilan des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 » - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du Premier ministre, chargé des Outre-mer.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre Monzani, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (Acnusa).

Recyclage des métaux stratégiques - Audition de MM. Guillaume Pitron, Manuel Burnand et Olivier François.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suite du cyclone Belal à La Réunion** - (17 janvier 2024) : p. 82

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (2 avril 2024) : p. 2367

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation dans les territoires ultramarins** - (22 mai 2024) : p. 3149

- **Débat sur le thème « Situation des urgences pendant l'été 2024 »** - (8 octobre 2024) : p. 3955

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)]

Deuxième partie :

- (18 novembre 2024) - **Article 3** (*Alignement de l'effort contributif des non-salariés agricoles sur celui des travailleurs indépendants*) : p. 5083 p. 5084 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 745** (*Extension des missions du comité de suivi des retraites*) : p. 5092 p. 5093

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2024) - **Article 6 (suite)** (*Réforme des allègements généraux de cotisations patronales*) : p. 5188 p. 5189 p. 5190

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 6 (suite) - Amendements n° 464 rectifié bis, n° 1093 rectifié bis et n° 1297 rectifié ter** (*Inclusion pour les années 2026 et 2027 du BTP de Guadeloupe, de Martinique et de La Réunion dans le dispositif « Lodéom renforcé »*) : p. 5244

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 1306 rectifié bis** (*Instauration d'un taux dérogatoire pour la troisième part de la contribution sur vente de gros dans les collectivités visées à*

l'article 73 de la Constitution) : p. 5374 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 1303 rectifié ter (Instauration d'une taxe sur les dépenses de publicité numérique portant sur la promotion d'une boisson alcoolique)** : p. 5394 p. 5395 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 1262 (Création d'une taxe sur les publicités en faveur des boissons alcooliques à La Réunion)** : p. 5398 p. 5399 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 1177 rectifié, n° 723 rectifié bis, n° 296 rectifié, n° 1162 rectifié, n° 589 rectifié, n° 559 rectifié bis, n° 1094, n° 297 rectifié et n° 469 rectifié (Création d'une taxe sur les produits alimentaires transformés contenant des sucres ajoutés)** : p. 5407

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 1277 rectifié (Remise d'un rapport sur la réforme du financement des activités de médecine-chirurgie-obstétrique (MCO) dans les établissements de santé)** : p. 5567

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7112

Santé

- (2 décembre 2024) - **État B** : p. 7163 p. 7164

Travail, emploi et administration des ministères sociaux (suite)

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7388

Justice

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7418 p. 7419

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) - **Article additionnel après l'article 64 (priorité) - Amendements n° II-11 rectifié et n° II-248 rectifié (Création d'un dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales)** : p. 7521

BELIN (Bruno)
sénateur (Vienne)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Vice-président de la commission d'enquête sur la pénurie de médicaments et les choix de l'industrie pharmaceutique française.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du conseil de surveillance chargé du suivi et du contrôle de la recherche et de la mise en œuvre d'alternatives aux produits phytopharmaceutiques contenant une ou des substances actives de la famille des néonicotinoïdes.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation civile.

Membre titulaire du Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « L'avenir de la santé périnatale et son organisation territoriale » le 28 février 2024 ; puis vice-président le 6 mars 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 519 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'abstention électorale en autorisant la détention, par les électeurs mandataires, de deux procurations de vote établies en France [n° 657 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 862 (2022-2023)] visant à mettre en place une imposition des sociétés plus juste et plus écologique [n° 673 (2023-2024)] (5 juin 2024) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réformer et à moderniser le régime d'indemnisation des dégâts de grand gibier [n° 681 (2023-2024)] (5 juin 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à tenir compte des opérations de renouvellement des parcs éoliens pour le versement d'une fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) aux communes disposant d'un parc installé avant le 1er janvier 2019 [n° 694 (2023-2024)] (17 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 699 (2023-2024)] (19 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Immobilier de la gendarmerie nationale : mettre fin au désordre bâtiminaire [n° 728 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 682 (2023-2024)] visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 22 (2024-2025)] (9 octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - **Sécurités (Gendarmerie nationale - Police nationale - Sécurité et éducation routières) [n° 34 tome 2 vol. 1 annexe 29 (2024-2025)]** (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - **Sécurités (Gendarmerie nationale - Police nationale - Sécurité et éducation routières) [n° 144 tome 3 vol. 1 annexe 29 (2024-2025)]** (21 novembre 2024) - **Budget - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement, adoptée par l'Assemblée nationale (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des finances*) : Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), un outil à consolider - Audition de Mme Catherine Démier, présidente de la cinquième chambre de la Cour des comptes, M. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, et Mme Cécile Raquin, directrice générale des collectivités locales.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Antoine Deruennes, directeur général de l'Agence France Trésor (AFT).

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques et Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à mettre en place une imposition des sociétés plus juste et plus écologique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - L'immobilier de la gendarmerie nationale - Communication.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Sécurités » - Compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale » et « Sécurité et éducation routières » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement** - (30 janvier 2024) : p. 371
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte scolaire** - (14 février 2024) : p. 931
- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement** [n° 343 (2023-2024)] - (27 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1100
- **Débat relatif aux finances des départements** - (5 mars 2024) : p. 1284 p. 1291

- **Débat sur le thème : « JO 2024 : la France est-elle prête ? »** - (5 mars 2024) : p. 1309

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pénurie de médicaments** - (13 mars 2024) : p. 1679

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie** [n° 291 (2023-2024)] - (26 mars 2024) - **Question préalable** : p. 2068

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie de déploiement des soins palliatifs** - (27 mars 2024) : p. 2147

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des finances publiques** - (3 avril 2024) : p. 2390

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés des professions de santé** - (3 avril 2024) : p. 2396

- **Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement - Troisième lecture** [n° 473 (2023-2024)] - (3 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2416

- **Question orale sans débat relative au recours aux professionnels de santé diplômés hors de l'Union européenne** - (9 avril 2024) : p. 2457 p. 2458

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif** [n° 587 (2023-2024)] - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3026

- **Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs** [n° 23 (2024-2025)] - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4284 p. 4288 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4294

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (21 novembre 2024) : p. 5365

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)] - (21 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 363 rectifié bis, n° 364 rectifié bis et n° 365 rectifié bis** (*Réduction de l'assiette de la contribution sociale de solidarité pour les distributeurs en gros de médicaments*) : p. 5372 p. 5373

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2024) - **Article 29** (*Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement*) : p. 6748 p. 6749 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-193 rectifié bis, n° I-1266 rectifié, n° I-1970 rectifié ter et n° I-388 rectifié bis** (*Modification du délai de délibération en matière de fiscalité locale*) : p. 6823 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-574 rectifié ter** (*Ajustement des modalités de compensation de la suppression de la taxe d'habitation en cas de fusion d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité additionnelle (FA) et à fiscalité professionnelle unique (FPU) intervenue après 2017*) : p. 6825 - **Article 33** (*Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers*) : p. 6895 p. 6896 p. 6906 p. 6907

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (2 décembre 2024) : p. 7202

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (suite)

- (2 décembre 2024) - **Sécurités : État B** : p. 7218 p. 7219 p. 7226 p. 7227 p. 7228 p. 7229 p. 7231 p. 7232 p. 7233 p. 7234 p. 7235 p. 7236 - **État G** : p. 7240 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-596 rectifié** (*Demande de*

rapport sur la révision de décrets relatifs au financement des travaux en lien avec les casernes de gendarmerie) : p. 7240 - compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers : État D : p. 7241 p. 7242

BELLAMY (Marie-Jeanne)
sénatrice (Vienne)
NI, puis Les Républicains-A

Élection le 17 mars 2024.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 26 mars 2024.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 23 avril 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 23 avril 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 23 avril 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à revoir l'obligation de construction de logements sociaux [n° 516 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Anne Genetet, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au fonds de soutien au développement des activités périscolaires** - (29 mai 2024) : p. 3363

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 17 (priorité)** (*Accélérer et simplifier les déploiements de réseaux mobiles*) : p. 3719 p. 3720

- **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 3990

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux violences commises le week-end du 1er novembre** - (6 novembre 2024) : p. 4771

- **Question orale sans débat relative à la situation financière catastrophique des départements** - (3 décembre 2024) : p. 7283

BELLOUBET (Nicole)
*ministre de l'éducation nationale et de la
jeunesse*
*(du 9 février 2024 au 21 septembre
2024)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'école publique** - (14 février 2024) : p. 929
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte scolaire** - (14 février 2024) : p. 932
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de classes** - (14 février 2024) : p. 932
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les coupes budgétaires pour l'éducation nationale** - (28 février 2024) : p. 1199
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences subies par les directeurs d'école** - (6 mars 2024) : p. 1379
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux atteintes à la laïcité à l'école** - (6 mars 2024) : p. 1390
- **Débat sur le thème : « Enseignement privé sous contrat : quelles modalités de contrôle de l'État et quelle équité des moyens vis-à-vis de l'enseignement public ? »** - (6 mars 2024) : p. 1409 p. 1410 p. 1411 p. 1412 p. 1413 p. 1414 p. 1415 p. 1416 p. 1417 p. 1418 p. 1419 p. 1420 p. 1421
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la défense de la laïcité à l'école** - (13 mars 2024) : p. 1674
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions de travail des enseignants** - (20 mars 2024) : p. 1940
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la maîtrise de la langue française dans le secondaire** - (20 mars 2024) : p. 1943

BELLUROT (Nadine)
sénatrice (Indre)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléante de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 26 février 2024.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

- **Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires [n° 415 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1974 p. 1975 p. 1983

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mise en place d'un plan d'urgence pour l'école publique en Seine-Saint-Denis** - (27 mars 2024) : p. 2148 p. 2149

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise de l'éducation nationale** - (3 avril 2024) : p. 2385

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les menaces de mort visant le proviseur du lycée Maurice-Ravel à Paris** - (3 avril 2024) : p. 2393

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'entrisme islamiste à l'école** - (3 avril 2024) : p. 2397

- **Débat relatif à la fermeture des classes et la mise en place de la carte scolaire dans les départements** - (9 avril 2024) : p. 2511 p. 2512 p. 2513 p. 2514 p. 2515 p. 2516 p. 2517 p. 2518 p. 2519 p. 2520 p. 2521 p. 2522

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au drame survenu à Viry-Châtillon** - (10 avril 2024) : p. 2604

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au meurtre de Shemseddine** - (10 avril 2024) : p. 2606

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la liberté d'enseignement** - (10 avril 2024) : p. 2610

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'atteinte à la laïcité et au harcèlement scolaire** - (10 avril 2024) : p. 2615 p. 2616

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au recrutement des enseignants** - (15 mai 2024) : p. 2953

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au choc des savoirs** - (22 mai 2024) : p. 3151

Secrétaire de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024.

Membre titulaire du comité de pilotage chargé de l'expérimentation prévue à l'article 10 de la loi n° 2023-380 du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 le 15 mars 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux (27 février 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à lutter contre les dérives sectaires (7 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (20 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (22 mars 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (4 avril 2024).

Membre titulaire du comité des finances locales le 2 février 2024.

Membre de la mission d'information sur « Architectes des Bâtiments de France : périmètre et compétences » le 28 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à modifier le fait générateur de la perception de la taxe d'aménagement par les collectivités territoriales [n° 268 (2023-2024)] (22 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 235 (2023-2024)] relative au renforcement de la sûreté dans les transports [n° 318 (2023-2024)] (7 février 2024) - **Police et sécurité - Société - Transports.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 551 (2023-2024)] visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 661 (2023-2024)] (5 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 890 (2022-2023)] visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 663 (2023-2024)] (5 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à généraliser le scrutin de liste paritaire à l'ensemble des communes dans le cadre des élections municipales [n° 752 (2023-2024)] (6 septembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Renforcer l'efficacité des conseils municipaux : des solutions pour 2026 [n° 9 (2024-2025)] (3 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : 22 propositions pour conforter l'autonomie et la proximité de l'action publique en Polynésie française [n° 17 (2024-2025)] (9 octobre 2024) - **Fonction publique - Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, visant à limiter la charge financière liée aux prestations de chômage versées aux demandeurs d'emploi frontaliers [n° 151 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des Bâtiments de France [n° 195 (2024-2025)] (9 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de représentants d'associations d'élus locaux.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juin 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Désignation de rapporteurs.

Réunion du mardi 9 juillet 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation étude d'opinion CSA.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du jeudi 3 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information relatif à l'extension du scrutin de liste et à la diminution du nombre de conseillers municipaux dans les petites communes.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Situation institutionnelle et administrative et justice en Polynésie française - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports [n° 319 (2023-2024)]** - (13 février 2024) - **Discussion générale** : p. 858 - **Article 1er** (*Extension des prérogatives des agents de sûreté de la SNCF et de la RATP en matière de palpations et de saisies*) : p. 871 p. 872 p. 873 - **Article 2** (*Faculté pour les agents de sûreté de la SNCF et de la RATP d'intervenir sur la voie publique*) : p. 874 - **Article 3** (*Interdiction d'entrée des emprises des espaces, gares et stations*) : p. 875 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 21 rectifié bis, n° 22 rectifié bis et n° 23 rectifié bis** (*Mise en place obligatoire d'un système de portiques de contrôle pour l'accès aux zones dont l'accès est réservé aux personnes munies d'un titre de transport*) : p. 876 - **Article 5** (*Extension des compétences de la SUGE aux transports routiers dits « de substitution »*) : p. 878 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 19 rectifié ter et n° 20 rectifié bis** (*Fixation du nombre d'agents non-assermentés placés sous le contrôle d'un agent assermenté*) : p. 879 - **Article 6** (*Libre accès des agents de la police municipale aux espaces et aux véhicules de transport*) : p. 881 - **Article 7** (*Affectation des agents en charge de la sûreté des autorités organisatrices de la mobilité au sein de salles d'information et de commandement relevant de l'État*) : p. 882 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 52 rectifié bis** (*Limitation de l'application du document de référence et de tarification des prestations de sûreté aux prestations réalisées « à la demande » par la RATP*) : p. 882 - **Article 8** (*Pérennisation de la faculté pour les agents de contrôle de faire usage de caméras-piétons*) : p. 883 p. 884 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 17 rectifié ter** (*Faculté de transmission en temps réel des images captées par la RATP et la SNCF aux centres de supervision urbains de la police et de la gendarmerie nationales*) : p. 885 - **Article 9** (*Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle par le GPSR et la SUGE pour assurer le traitement des réquisitions judiciaires*) : p. 888 p. 889 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 30 rectifié ter** (*Donner accès aux agents de la surveillance générale de la SNCF (Suge) et du groupe de protection et de sécurité des réseaux de la RATP (GPSR) au fichier « VISABIO »*) : p. 889 - **Article 10 (supprimé)** (*Traitement et collecte de certaines données sensibles en cas de flagrance par la SUGE et le GPSR*) : p. 891 - **Article 11 (supprimé)** (*Captation et enregistrement du son dans les véhicules roulants de transport collectif*) : p. 894 - **Article 12** (*Création d'un délit « d'incivilité d'habitude »*) : p. 897 p. 898 p. 899 p. 901 p. 902 - **Article 13** (*Création d'une peine complémentaire d'interdiction de paraître dans les transports en commun*) : p. 903 - **Article 14** (*Délictualisation de l'oubli par négligence d'objets et de bagages dans les transports en*

commun) : p. 904 p. 905 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 5 rectifié, n° 51 rectifié bis et n° 6 rectifié** (*Élargir la procédure de l'amende forfaitaire délictuelle aux délits de vente à la sauvette dans les transports en commun*) : p. 906 - **Chapitre V** (*Création d'un fichier administratif pour centraliser les auteurs d'infractions dans les transports*) : p. 906 - **Article 17** (*Communication automatique aux opérateurs de transport public routier de la perte de permis de conduire d'un conducteur*) : p. 907 - **Article 18** (*Simplification des procédures administratives de recrutement des agents de sûreté aéroportuaire*) : p. 907 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 70 rectifié bis** (*Ouverture d'une faculté de consultation du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (Fijais) au bénéfice des opérateurs de transports collectifs*) : p. 908 - **Article 19** (*Extension du droit de communication de données fiscales des agents des transports publics*) : p. 909 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 2 rectifié septies et n° 58 rectifié** (*Création d'une obligation pour les auteurs d'infractions de justifier leur identité et leur adresse à bord des véhicules de transport*) : p. 909

- **Proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques [n° 399 (2023-2024)]** - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1631

- **Question orale sans débat relative à la création des stations animalières aux points d'entrée sur le territoire** - (19 mars 2024) : p. 1828

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels** - *Commission mixte paritaire [n° 467 (2023-2024)]* - (3 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2403

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Article 4 (priorité)** (*Harmonisation du profil d'acheteur pour la passation de contrats publics*) : p. 3542 p. 3543

- **Suite de la discussion** (4 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 12 (priorité) - Amendement n° 277 rectifié ter** (*Précision sur la nature des comportements abusifs en matière de recours*) : p. 3641 p. 3642

- **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 3981 p. 3982 - **Article unique** (*Diminution du nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 500 habitants*) : p. 3999 p. 4001 p. 4004

- **Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 662 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4116

- **Débat sur le thème : « Financement de la sécurité civile : soutenir les Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) dans leur gestion des nouveaux risques »** - (13 novembre 2024) : p. 4930 p. 4935

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2024) - **Article 19** (*Mesures d'incitation à la transmission des exploitations agricoles au profit de jeunes agriculteurs*) : p. 6513 p. 6515

BELRHITI (Catherine)
sénatrice (Moselle)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 22 octobre 2024.

Membre de la commission d'enquête sur « les moyens mobilisés et mobilisables par l'État pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France ».

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et simplifier la vie associative (22 mars 2024).

Membre titulaire du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 19 février 2024.

Membre titulaire du comité d'éthique du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques le 12 février 2024.

Membre de la mission d'information sur l'avenir de la commune et du maire en France.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à modifier le fait générateur de la perception de la taxe d'aménagement par les collectivités territoriales [n° 268 (2023-2024)] (22 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports**.

Proposition de loi relative à l'accès à la nationalité française des mineurs isolés [n° 378 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revoir l'obligation de construction de logements sociaux [n° 516 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à encadrer le nombre de listes aux élections européennes [n° 656 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'abstention électorale en autorisant la détention, par les électeurs mandataires, de deux procurations de vote établies en France [n° 657 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à réformer et à moderniser le régime d'indemnisation des dégâts de grand gibier [n° 681 (2023-2024)] (5 juin 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à tenir compte des opérations de renouvellement des parcs éoliens pour le versement d'une fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) aux communes disposant d'un parc installé avant le 1er janvier 2019 [n° 694 (2023-2024)] (17 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 699 (2023-2024)] (19 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à imposer une photographie des candidats sur les circulaires et affiches électorales lors des élections législatives [n° 733 (2023-2024)] (11 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaïques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société**.

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport : Le français a encore son mot à dire. Propositions pour une francophonie multilatérale et coopérative. [n° 6 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Culture**.

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la mise en place d'un Fonds national d'aide aux collectivités territoriales pour la création et la rénovation des aires permanentes d'accueil de véhicules de loisir [n° 47 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à réserver la présentation au second tour des élections législatives aux seuls deux candidats arrivés en tête du premier tour [n° 58 (2024-2025)] (22 octobre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à modifier le mode de scrutin pour l'élection des conseils municipaux dans les communes de 500 à 1 000 habitants [n° 91 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recours à la crémation des personnes décédées [n° 92 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à réserver le seuil du périmètre de protection des monuments historiques aux communes de plus de 1 000 habitants et à réduire ce périmètre de 500 à 100 mètres [n° 93 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : La situation du secteur associatif - Audition de Mme Chantal Bruneau, vice-présidente du Haut Conseil à la vie associative, MM. Mickaël Huet, délégué général du Mouvement associatif et François Bouchon, président de France Bénévolat.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Philippe Jost, président de l'établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : La question de l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Audition de M. Guillaume Gellé, président de France Universités, et Mme Isabelle de Mécquenem, professeure agrégée de philosophie et membre du Conseil des sages de la laïcité et des valeurs de la République.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Philippe Delorme, secrétaire général de l'enseignement catholique.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière agricole et de renouvellement des générations en agriculture - Articles relatifs à l'enseignement agricole - Audition de MM. Laurent Buisson, directeur général de l'Institut national des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech), Michel Dantin, président du Conseil national de l'enseignement agricole privé, et Roland Grimault, directeur de l'Union nationale des maisons familiales et rurales.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information consacrée à la situation de la francophonie à l'aube du 30ème anniversaire de la loi Toubon - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs à l'Enseignement scolaire - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs à l'Enseignement supérieur - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif à la réforme du marché de l'électricité** - (16 janvier 2024) : p. 51

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences envers les maires et les pompiers** - (24 janvier 2024) : p. 258 p. 259
- **Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement - Deuxième lecture [n° 248 (2023-2024)]** - (24 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 265
- **Question orale sans débat relative à l'exploitation du gaz lorrain** - (6 février 2024) : p. 631 p. 632
- **Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française [n° 365 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1326
- **Débat relatif à l'équité et à la transparence de Parcoursup à la frontière du lycée et de l'enseignement supérieur** - (6 mars 2024) : p. 1396
- **Débat sur le thème : « Enseignement privé sous contrat : quelles modalités de contrôle de l'État et quelle équité des moyens vis-à-vis de l'enseignement public ? »** - (6 mars 2024) : p. 1416 p. 1417
- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Cambodge [n° 393 (2023-2024)]** - (3 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2411
- **Question d'actualité au Gouvernement relative au recrutement des enseignants** - (15 mai 2024) : p. 2953
- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à l'apprentissage transfrontalier [n° 600 (2023-2024)]** - (22 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3182
- **Proposition de loi visant à mieux indemniser les dégâts sur les biens immobiliers causés par le retrait-gonflement de l'argile [n° 513 (2022-2023)]** - (30 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3458
- **Question orale sans débat sur l'accompagnement des élèves en situation de handicap** - (4 juin 2024) : p. 3577
- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 43 rectifié, n° 117 rectifié ter, n° 185 rectifié, n° 197 rectifié bis, n° 258 rectifié quater, n° 265 rectifié quater, n° 438 rectifié quinquies, n° 518 rectifié, n° 535 rectifié quater et n° 586 rectifié bis (Simplification des formalités déclaratives pour le bénéfice du taux réduit de TVA à 10 % applicable aux travaux réalisés dans des locaux d'habitation achevés depuis plus de deux ans)** : p. 3688 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 170 rectifié bis (Suppression de la déclaration des commissions, courtages, ristournes, vacations, honoraires, gratifications et autres rémunérations de même nature versés à des tiers)** : p. 3689 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 87 rectifié bis (Absence de révélation obligatoire des membres du comité de direction d'une société par actions simplifiées au registre du commerce et des sociétés)** : p. 3692 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 289 rectifié bis (Accès à la personnalité morale dès la signature ou l'approbation des statuts)** : p. 3694 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 41 rectifié, n° 184, n° 196 rectifié ter, n° 255 rectifié quater, n° 516 rectifié et n° 585 rectifié bis (Suppression des attestations de conformité à la réglementation au dépôt du permis de construire)** : p. 3696
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la reconversion du site de Saint-Avold** - (9 octobre 2024) : p. 3977 p. 3978
- **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Article unique (Diminution du nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 500 habitants)** : p. 4004
- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Article 8 (Relèvement de 20 à 30 % et de 40 à 45 % des objectifs de réduction de la consommation d'énergie fossile ou totale d'ici 2030, figurant parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie et interdiction de la production d'électricité produite à partir de charbon d'ici 2027, introduite à l'article L. 311-5-3 du même code)** : p. 4178 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 61 (Remise, par le gestionnaire du réseau public de transport d'électricité, d'un rapport sur la sécurité d'approvisionnement électrique)** : p. 4181
- **Suite de la discussion** (16 octobre 2024) - **Article additionnel après l'article 25 A - Amendement n° 60 (Remise, par le Gouvernement au Parlement, d'un rapport annuel sur la mise en œuvre de mesures, y compris financières, liées à la reconversion des centrales de production d'électricité à charbon)** : p. 4245
- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 99 (2024-2025)]** - (5 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4739
- **Débat sur le thème : « Gestion de l'eau : bilan de l'été 2024 et perspective pour mieux gérer la ressource »** - (12 novembre 2024) : p. 4868
- **Proposition de loi instituant une ordonnance de sûreté de l'enfant victime de violences [n° 530 (2023-2024)]** - (13 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4899
- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**
Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :
 - (26 novembre 2024) - **Article 4 (suite) (Mise en place d'un partage avec les consommateurs des revenus du nucléaire historique)** : p. 6028
Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :
Santé
 - (2 décembre 2024) - **État B** : p. 7147 p. 7148 p. 7150 p. 7152
Travail, emploi et administration des ministères sociaux (suite)
 - (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7376 p. 7377
Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :
Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution
 - (4 décembre 2024) - **État B** : p. 7534 p. 7545

BENARROCHE (Guy)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
 GEST

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du comité d'évaluation chargé du suivi de l'expérimentation prévue à l'article 63 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice jusqu'au 10 octobre 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux (27 février 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à lutter contre les dérives sectaires (7 mars 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (22 mars 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (10 avril 2024).

Vice-président de la mission d'information sur l'avenir de la commune et du maire en France.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à inviter la France à saisir la Cour pénale internationale sur la situation à Gaza [n° 236 (2023-2024)] (5 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Traités et conventions.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la mise en œuvre du contrôle de l'État sur les établissements d'enseignement privés sous contrat [n° 447 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter la reconnaissance du genre à l'état civil [n° 490 (2023-2024)] (2 avril 2024) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à assurer aux patients le respect de leur choix de fin de vie [n° 518 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à permettre des expérimentations territoriales de légalisation du cannabis sur le modèle allemand [n° 537 (2023-2024)] (11 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à la création d'un ticket climat [n° 539 (2023-2024)] (11 avril 2024) - **Environnement - Société - Transports.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l'alimentation [n° 605 (2023-2024)] (16 mai 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi systématisant la radiation des cadres militaires définitivement condamnés pour violences sexuelles [n° 703 (2023-2024)] (25 juin 2024) - **Défense - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer la proportionnelle aux élections législatives [n° 727 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à faire prévaloir le droit international dans le territoire palestinien occupé depuis 1967 pour donner suite à l'avis consultatif du 19 juillet 2024 de la Cour internationale de Justice et faire reconnaître l'illégalité de la colonisation israélienne en Palestine [n° 746 (2023-2024)] (1er août 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la présence de plomb dans l'environnement [n° 757 (2023-2024)] (12 septembre 2024) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : 22 propositions pour conforter l'autonomie et la proximité de l'action publique en Polynésie française [n° 17 (2024-2025)] (9 octobre 2024) - **Fonction publique - Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à accélérer la réduction du plastique à usage unique dès 2026 [n° 103 (2024-2025)] (30 octobre 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à promouvoir et démocratiser l'accès aux vacances sportives [n° 123 (2024-2025)] (6 novembre 2024) - **Culture - Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Juridictions administratives et juridictions financières [n° 150 tome 4 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives [n° 163 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 16 janvier 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les émeutes survenues à compter du 27 juin 2023 - Audition de MM. Fabien Jobard, Marwan Mohammed et Sébastien Roché, sociologues.

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information « Engager et réussir la transition environnementale de sa collectivité » - Échange sur les travaux.

Réunion du mardi 6 février 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition d'élus signataires de la tribune « Nous, élus des grandes villes et métropoles, appelons à un véritable plan national et européen contre le trafic de drogue » paru dans Le Monde le 20 septembre 2023.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du lundi 12 février 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition Mme Isabelle Jégouzo, directrice de l'Agence française anticorruption.

Réunion du mardi 13 février 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Jean-Michel Gentil, magistrat, chef de l'inspection générale de la gendarmerie nationale, Mmes Agnès Thibault-Lecuire, magistrate, directrice, cheffe du service de l'inspection générale de la police nationale et Christine Dubois, administratrice supérieure des douanes, adjointe à la cheffe de l'inspection des services à la direction générale des douanes et des droits indirects.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant création d'un statut de l' élu local - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant création d'un statut de l' élu local - Examen des amendements au texte de la commission.

(*CE Narcotrafic*) : Audition des chefs de juridiction du tribunal judiciaire de Marseille.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier

national non concédé - Procédure de législation en commission - Examen du rapport du texte proposé par la commission.

Proposition de loi portant création d'un statut de l' élu local - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

(*CE Narcotrafic*) : Audition de Mme Frédérique Camilleri, préfète de l'Essonne, ancienne préfète de police des Bouches-du-Rhône.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes - Examen du rapport et du texte de la commission (nouvelle lecture).

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à proroger la loi n° 2017-285 du 6 mars 2017 relative à l'assainissement cadastral et à la résorption du désordre de la propriété - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*commission des lois*) : Émeutes survenues à compter du 27 juin 2023 - Examen du rapport d'information.

(*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des lois*) : Application de la loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions - Examen du rapport d'information.

Rapport d'activité du Défenseur des droits pour 2023 - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseuse des droits.

(*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*CE Narcotrafic*) : Examen du projet de rapport de la commission d'enquête.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des finances*) : Cour nationale du droit d'asile (CNDA) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Rapport sur la décentralisation - Audition de M. Éric Woerth, ancien ministre, premier questeur de l'Assemblée nationale.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des lois*) : Communication sur les conclusions des travaux de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi instituant une ordonnance de sûreté de l'enfant victime de violences - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des lois*) :
Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Bruno Retailleau, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des lois*) : Audition de M. Didier Leschi, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

Réunion du mardi 3 décembre 2024 (*commission des lois*) :
Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Cour des comptes et autres juridictions financières » et « Conseil d'État et autres juridictions administratives » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste [n° 259 (2023-2024)]** - (23 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 188 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Retrait d'un sursis probatoire et d'un suivi socio-judiciaire pour conduite notoire*) : p. 199 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 13** (*Demande de rapport sur la création de pôles judiciaires interrégionaux antiterroristes*) : p. 204 - **Article 3** (*Mesures applicables aux mineurs mis en examen pour des infractions à caractère terroriste*) : p. 205 - **Article 7** (*Interdiction de paraître dans les transports en commun dans le cadre des MICAS*) : p. 207 - **Article 7 bis (nouveau)** (*Introduction du caractère suspensif de l'appel interjeté par le ministère de l'intérieur à l'encontre du jugement d'annulation du renouvellement d'une Micas*) : p. 209 - **Article 7 quater (nouveau)** (*Renforcement des informations communiquées aux préfets du lieu d'hospitalisation et du lieu domicile sur la prise en charge d'une personne radicalisée hospitalisée sans son consentement*) : p. 210 - **Article 8** (*Adaptation des critères de dissolution administrative d'une association ou d'un groupement de fait*) : p. 212 - **Article 9** (*Assouplissement du régime de protection contre l'expulsion et l'interdiction du territoire français*) : p. 215 - **Article 10** (*Extension du contradictoire asymétrique devant le juge administratif*) : p. 217 - **Article 10 bis (nouveau)** (*Rétention administrative de l'étranger dont le comportement est lié à des activités à caractère terroriste pénalement constatées*) : p. 217 - **Article 11** (*Délit sanctionnant la détention ou l'enregistrement d'images ou de représentations d'un ou plusieurs crimes d'atteintes aux personnes commis par des individus agissant en relation avec une entreprise terroriste*) : p. 218

- **Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités locales [n° 261 (2023-2024)]** - (25 janvier 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 352 p. 354 p. 355

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste [n° 259 (2023-2024)]** - (30 janvier 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 382 p. 383

- **Proposition de loi relative au régime juridique des actions de groupe [n° 272 (2023-2024)]** - (6 février 2024) - **Article 2** (*Spécialisation des tribunaux judiciaires pour connaître des actions de groupe*) : p. 697 p. 698 - **Article additionnel après l'article 2 nonies - Amendement n° 36** (*Exonération du demandeur au paiement des dépens et des autres frais non compris dans ces derniers au titre de l'article 700 du code de procédure civile*) : p. 701 - **Article 2 duodecies** (*Entités qualifiées pour exercer une action de groupe transfrontière*) : p. 706

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Article 2** (*Déontologie, indépendance et transparence*) : p. 786 - **Article 4** (*Dispositions relatives à la transparence, l'information et l'association du public*) : p. 797

- **Débat relatif à l'avenir de notre modèle agricole** - (13 février 2024) : p. 856

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports [n° 319 (2023-2024)]** - (13 février 2024) - **Discussion générale** : p. 863 - **Article 1er** (*Extension des prérogatives des agents de sûreté de la SNCF et de la RATP en matière de palpations et de saisies*) : p. 871 - **Article 2** (*Faculté pour les agents de sûreté de la SNCF et de la RATP d'intervenir sur la voie publique*) : p. 874 - **Article 6** (*Libre accès des agents de la police municipale aux espaces et aux véhicules de transport*) : p. 880 - **Article 12** (*Création d'un délit « d'incivilité d'habitude »*) : p. 897 p. 898 p. 900 p. 901 p. 902 - **Article 18** (*Simplification des procédures administratives de recrutement des agents de sûreté aéroportuaire*) : p. 907 - **Article 19** (*Extension du droit de communication de données fiscales des agents des transports publics*) : p. 908 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 912

- **Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales [n° 325 (2023-2024)]** - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 966 - **Article unique** (*Dérogation au taux de participation minimale des collectivités territoriales maîtres d'ouvrage pour les communes rurales*) : p. 975

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 96 rectifié** (*Bilan triennal du suivi du traitement de l'habitat dégradé*) : p. 1121 - **Article additionnel après l'article 3 bis AA - Amendement n° 33 rectifié** (*Renforcement des obligations de relogement définitif en cas d'arrêt de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité*) : p. 1130 p. 1131 - **Article 8** (*Enrichissement du Registre national d'immatriculation des copropriétés*) : p. 1149 - **Article 8 ter** (*Alourdissement des sanctions pénales contre les marchands de sommeil*) : p. 1155 - **Article 8 quater A** (*Alourdissement des sanctions pénales contre les marchands de sommeil en cas de circonstances aggravantes*) : p. 1157 - **Article additionnel après l'article 8 sexes - Amendement n° 87 rectifié bis** (*Lutte contre l'habitat indigne - Règles sanitaires d'hygiène et de salubrité des locaux d'habitation - Précisions et nouvelle rédaction*) : p. 1165

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Article unique** (*Constitutionnalisation de la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse*) : p. 1226

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1351 p. 1352 - **Article 1er** (*Augmentation des indemnités de fonction des maires et des présidents de délégations spéciales*) : p. 1360

- **Suite de la discussion** (6 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 209 et n° 321** (*Extension de la possibilité de moduler les indemnités de fonction des conseillers municipaux en fonction de leur participation aux conseils*) : p. 1431 - **Article 4** (*Extension du bénéfice de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux et remise au Parlement d'un rapport relatif aux coûts liés aux attributions exercées par les maires au nom de l'État*) : p. 1442 - **Article 5** (*Remboursement obligatoire par la collectivité des frais de déplacement engagés par les élus locaux*) : p. 1445 p. 1446 - **Article 6** (*Faculté de prise en charge, par le conseil départemental ou régional, des frais de représentation du président*) : p. 1448 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 52 rectifié quater, n° 137 rectifié bis, n° 142, n° 195, n° 215, n° 356 rectifié bis** (*Possibilité de recours à la visioconférence pour la réunion du bureau du conseil communautaire*) : p. 1456 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 213** (*Création d'un abattement fiscal en cas de mise en location-gérance d'un fonds de commerce par le commerçant souhaitant se consacrer à son mandat local*) : p. 1462 p. 1463 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 216** (*Aménagements spécifiques*)

pour permettre la participation des étudiants à une campagne électorale) : p. 1463 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 214** (Demande de rapport sur les modalités d'aide financière attribuées pour les artisans et commerçants souhaitant s'investir dans un mandat électif local) : p. 1464 - **Article 9** (Extension du champ des autorisations d'absence et augmentation du plafond de remboursement des pertes de revenus subies par l'élu) : p. 1468 p. 1469 p. 1471

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels [n° 389 (2023-2024)]** - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1617 p. 1618 - **Article unique** : p. 1625

- **Proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques [n° 399 (2023-2024)]** - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1634 - **Article 1er** (Réalisation de tests de discriminations individuels et statistiques par un service placé sous l'autorité du Premier ministre) : p. 1641 p. 1644 p. 1645 p. 1646 p. 1647 - **Article 3 (Supprimé)** (Procédure applicable aux pratiques potentiellement discriminatoires révélées par un test de discrimination statistique) : p. 1649 p. 1653 - **Article 3 bis** (Intégration de la domiciliation bancaire aux critères pénaux de la discrimination) : p. 1656 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1657

- **Proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux - Commission mixte paritaire [n° 362 (2023-2024)]** - (14 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1777

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française [n° 391 (2023-2024)]** - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1784

- **Question orale sans débat relative à un accord entre la France et la Tunisie** - (19 mars 2024) : p. 1822

- **Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires [n° 415 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1980 p. 1981

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels [n° 446 (2023-2024)]** - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2119

- **Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière [n° 443 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2236 - **Article 1er** (Création des infractions d'homicide et blessures routiers) : p. 2249 - **Article 1er ter A (nouveau)** (Peine plancher de deux ans de prison pour les homicides routiers par mise en danger) : p. 2254 - **Article 1er quater (supprimé)** (Prévention de la récurrence des violences routières et des conduites addictives dans le cadre du parcours de réinsertion des personnes détenues condamnées en raison d'un homicide ou de blessures routiers) : p. 2256 - **Article 1er quinquiés (texte non modifié par la commission)** (Délictualisation de l'infraction de dépassement de la vitesse maximale autorisée égal ou supérieur à 50 km/h) : p. 2258 - **Article 1er sexies (texte non modifié par la commission)** (Systématisation de la suspension par le préfet du permis de conduire en cas de conduite sous l'emprise de l'alcool ou après usage de stupéfiants et allongement de la durée de suspension encourue pour les professionnels chargés du transport de personnes) : p. 2259

- **Projet de loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes - Nouvelle lecture [n° 455 (2023-2024)]** - (2 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2350

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels - Commission mixte paritaire [n° 467 (2023-2024)]** - (3 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2400

- **Proposition de loi visant à proroger la loi n° 2017-285 du 6 mars 2017 relative à l'assainissement cadastral et à la résorption du désordre de la propriété [n° 495 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2529

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels - Commission mixte paritaire [n° 561 (2023-2024)]** - (15 mai 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2982

- **Proposition de loi encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques - Deuxième lecture [n° 616 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3273 - **Article 1er** (Champ d'application de la proposition de loi) : p. 3280 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 3** (Interdiction aux prestataires et consultants de fournir des prestations de conseil à un client ayant bénéficié de mécénat de leur part dans les cinq années qui précèdent) : p. 3284 - **Article 5 bis (supprimé)** (Interdiction pour l'administration de recourir aux prestataires et consultants pour la rédaction d'un projet de loi) : p. 3286 - **Article 12** (Modalités de saisine et pouvoirs de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) en cas de manquement aux règles déontologiques des prestataires de conseil et des consultants) : p. 3291 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3302

- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 623 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3320 p. 3322

- **Proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées [n° 620 (2023-2024)]** - (30 mai 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3448

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (5 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 320 rectifié** (Possibilité pour les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices de tenir compte de la part d'énergies renouvelables dans le mix de production de gaz dans les critères d'attribution des contrats de long terme en matière de gaz) : p. 3803 - **Article 21 bis (nouveau)** (Application d'un fonds de garantie aux projets de production de biogaz) : p. 3808 - **Intitulé du projet de loi** : p. 3811

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3859

- **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 3986 p. 3987 - **Article unique** (Diminution du nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 500 habitants) : p. 3994 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4006

- **Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 662 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4122

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au narcotrafic et aux menaces sur les forces de l'ordre à Marseille** - (23 octobre 2024) : p. 4464

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 99 (2024-2025)]** - (5 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4737 - **Article 1er A (nouveau)** (Information des responsables académiques en cas de mise en examen ou de condamnation pour une infraction terroriste) : p. 4740 - **Article 1er** (Encadrement des changements de nom et de prénom des personnes inscrites au Fijaisv et au Fijait) : p. 4742 p. 4743 - **Article 2** (Extension de la liste des infractions donnant lieu à une inscription au Fijaisv) : p. 4745 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 12 rectifié** (Fixation d'un délai maximal de réponse aux saisines des collectivités territoriales quant à une inscription au fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (Fijaisv)) : p. 4745 p. 4746 - **Article additionnel**

après l'article 3 - Amendement n° 14 (*Honorabilité dans les associations culturelles*) : p. 4747 p. 4748 - **Article 4 (nouveau)** (*Possibilité de prolongation de la rétention d'un étranger condamné à une interdiction du territoire en cas d'infraction sexuelle ou violente grave*) : p. 4749 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4755

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au nouveau coup porté aux collectivités territoriales dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025** - (20 novembre 2024) : p. 5232 p. 5233

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au « zéro artificialisation nette »** - (20 novembre 2024) : p. 5234

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 3** (*Instauration d'une contribution différentielle sur les hauts revenus*) : p. 5953

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026 (suite)** (*Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)-Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations*) : p. 6217

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-817 rectifié bis et n° I-888** (*Création d'un crédit d'impôt de 25 % du montant des parts sociales souscrites pour les associés d'une coopérative*) : p. 6363 p. 6364

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis** (*Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)*) : p. 6789 p. 6790 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis (suite)** (*Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)*) : p. 6792 - **Rappel au règlement** : p. 6793 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-642 rectifié bis et n° I-2052 rectifié bis** (*Suppression de l'exonération de taxe foncière sur les mâts des éoliennes*) : p. 6805 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-364, n° I-977, n° I-1264 et n° I-1916 rectifié** (*Relèvement de 0,5 point des taux plafond du versement mobilité en province*) : p. 6840 - **Article additionnel**

après l'article 31 - **Amendements n° I-583 et n° I-1780 rectifié bis** (*Majoration du taux de versement mobilité pour les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) concernées par un projet de service express régional métropolitain (SERM)*) : p. 6843 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-908 rectifié** (*Assujettissement à la taxe sur la publicité extérieure des panneaux publicitaires numériques visibles depuis l'extérieur*) : p. 6849 - **Article 33** (*Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers*) : p. 6903 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° I-119, n° I-1118 rectifié, n° I-1384 et n° I-638** (*Dispositions diverses sur la contribution vie étudiante et de campus (CVEC)*) : p. 6921 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° I-1386 rectifié** (*Augmentation du taux de la taxe d'apprentissage pour les entreprises qui emploient des apprentis issus de l'enseignement supérieur*) : p. 6923

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2024) : p. 7176 p. 7177 - **État B** : p. 7182 p. 7184 p. 7187 p. 7188 p. 7190 p. 7191 p. 7194 p. 7195 p. 7198 p. 7199 p. 7200

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7214

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7334 p. 7335

Justice

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7415

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Administration générale et territoriale de l'État

- (4 décembre 2024) : p. 7478 p. 7479 - **État B** : p. 7489 p. 7491 p. 7493 p. 7494

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) : p. 7499 p. 7500 - **Article 64 (priorité)** (*Instauration et affectation d'un fonds de réserve au profit des collectivités territoriales*) : p. 7512 - **Article additionnel après l'article 64 (priorité) - Amendements n° II-11 rectifié et n° II-248 rectifié** (*Création d'un dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales*) : p. 7522 - **État B** : p. 7529 p. 7534 p. 7535 p. 7538 p. 7539 p. 7542

Relations avec les collectivités territoriales (suite)

- (4 décembre 2024) - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-1060, n° II-46 rectifié, n° II-192 rectifié et n° II-644 rectifié** (*Modification du coefficient logarithmique modérant la population prise en compte pour la répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF)*) : p. 7559 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-44 rectifié, n° II-137 rectifié ter, n° II-727 et n° II-1051** (*Création d'un délai maximum de réponse à une demande de subvention adressée au représentant de l'État*) : p. 7574

BERGÉ (Aurore)

*ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations
(du 12 janvier 2024 au 21 septembre 2024)*

*ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations
(à partir du 24 décembre 2024)
ministre des solidarités et des familles
(jusqu'au 9 janvier 2024)*

- **Question orale sans débat sur la publication du décret relatif à l'implantation des officines de pharmacie** - (6 février 2024) : p. 627

- **Question orale sans débat relative à l'eau potable et à la présence de chlorothalonil** - (6 février 2024) : p. 627

- **Question orale sans débat sur les dépenses publiques de l'Agence française de développement pour l'installation de son siège social adjacent à la gare d'Austerlitz** - (6 février 2024) : p. 628

- **Question orale sans débat sur la création d'une assurance publique pour les collectivités territoriales** - (6 février 2024) : p. 629

- **Question orale sans débat relative aux barrières entravant le développement de la petite hydroélectricité en France** - (6 février 2024) : p. 630

- **Question orale sans débat sur l'assujettissement à la taxe d'habitation des maisons d'assistants maternels** - (6 février 2024) : p. 630

- **Question orale sans débat relative à l'exploitation du gaz lorrain** - (6 février 2024) : p. 631

- **Question orale sans débat relative à la crise de l'apiculture française** - (6 février 2024) : p. 632

- **Question orale sans débat sur l'évolution du statut juridique des chiens de troupeaux protégeant contre des attaques d'ours dans les Pyrénées** - (6 février 2024) : p. 633

- **Question orale sans débat sur la mobilisation des médecins militaires en réponse à la carence de professionnels de santé au sein des établissements hospitaliers** - (6 février 2024) : p. 634

- **Question orale sans débat relative aux conditions de la rentrée scolaire de 2024 en Seine-Maritime** - (6 février 2024) : p. 634

- **Question orale sans débat sur les propositions d'évolution des programmes petites villes de demain et villages d'avenir en outre-mer** - (6 février 2024) : p. 635

- **Question orale sans débat sur la continuité territoriale dans les outre-mer** - (6 février 2024) : p. 636

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'éducation à la vie affective et sexuelle** - (6 mars 2024) : p. 1388

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la sécurité de la maison d'arrêt de la Santé** - (29 mai 2024) : p. 3360

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles** - (29 mai 2024) : p. 3362

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la situation de l'hôpital de Redon-Carentoir** - (6 février 2024) : p. 619

- **Question orale sans débat sur la contamination de l'eau potable en Charente par le chlorothalonil-R471811** - (6 février 2024) : p. 620

- **Question orale sans débat sur les fermetures répétées des services des urgences en Gironde** - (6 février 2024) : p. 621

- **Question orale sans débat sur la remise en cause du parcours de soins coordonnés dans les territoires touchés par la désertification médicale** - (6 février 2024) : p. 621

- **Question orale sans débat sur la prise en charge des enfants atteints d'un trouble du spectre de l'autisme** - (6 février 2024) : p. 622

- **Question orale sans débat relative à la collecte de sang en Guyane** - (6 février 2024) : p. 623

- **Question orale sans débat relative aux mineurs non accompagnés** - (6 février 2024) : p. 623

- **Question orale sans débat sur les difficultés d'accès aux soins infirmiers et de rééducation dans la ruralité** - (6 février 2024) : p. 624

- **Question orale sans débat sur l'avenir du centre hospitalier du Centre-Bretagne** - (6 février 2024) : p. 625

- **Question orale sans débat relative aux assistantes maternelles impayées** - (6 février 2024) : p. 626

BERTHET (Martine)

*sénatrice (Savoie)
Les Républicains*

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre de la commission d'enquête portant sur la production, la consommation et le prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050 le 17 janvier 2024.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens d'entraves efficaces le 1er février 2024 ; puis vice-présidente le 14 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du comité chargé du suivi des mesures de soutien financier aux entreprises confrontées à l'épidémie de covid-19 et aux perturbations économiques engendrées par les conséquences de l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Membre titulaire du conseil de surveillance chargé du suivi et du contrôle de la recherche et de la mise en œuvre d'alternatives aux produits phytopharmaceutiques contenant une ou des substances actives de la famille des néonicotinoïdes le 12 février 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations (14 mars 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (24 octobre 2024).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

Secrétaire de la mission d'information sur le thème : « Le développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à modifier le fait générateur de la perception de la taxe d'aménagement par les collectivités territoriales [n° 268 (2023-2024)] (22 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 406 (2023-2024)] visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations [n° 597 (2023-2024)] (15 mai 2024) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'abstention électorale en autorisant la détention, par les électeurs mandataires, de deux procurations de vote établies en France [n° 657 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à aligner le droit français sur le droit européen pour les emballages constitués pour tout ou partie de polymères ou de copolymères styréniques non recyclables [n° 658 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à réformer et à moderniser le régime d'indemnisation des dégâts de grand gibier [n° 681 (2023-2024)] (5 juin 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à tenir compte des opérations de renouvellement des parcs éoliens pour le versement d'une fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) aux communes disposant d'un parc installé avant le 1er janvier 2019 [n° 694 (2023-2024)] (17 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 699 (2023-2024)] (19 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à imposer une photographie des candidats sur les circulaires et affiches électorales lors des élections législatives [n° 733 (2023-2024)] (11 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à revenir au caractère cumulatif des critères pédologique et floristique permettant de qualifier les zones humides [n° 106 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à limiter la charge financière liée aux prestations de chômage versées aux demandeurs d'emploi frontaliers [n° 151 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Travail - Union européenne.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Participations financières de l'État [n° 145 tome 8 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Programme Territoires d'industrie [n° 217 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alexandre Saubot, président de France Industrie.

(*CE Électricité*) : Écosystème de l'électricité - Audition de MM. Guillaume Dezobry, avocat et maître de conférences en droit public, Nicolas Meilhan, ingénieur, spécialiste de l'énergie, ancien consultant à France stratégie, Thomas Pellerin-Carlin, directeur du programme Investissements climat européens, Cleantech, à l'Institute for Climate Economics, et Jacques Percebois, professeur émérite à l'Université de Montpellier, directeur du Centre de recherche en économie et droit de l'énergie.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*CE Électricité*) : Prix de l'électricité et la compétitivité de l'industrie française - Audition de MM. Frank Roubanovitch, président du Comité de liaison des entreprises ayant exercé leur éligibilité sur le marché libre de l'électricité (CLEEE), Alexandre Saubot, président de France Industrie, et Nicolas de Warren, président de l'Union des Industries Utilisatrices d'Énergie (UNIDEN).

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition publique sur la protection de la biodiversité marine en haute mer.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*CE Électricité*) : Coûts de production de l'électricité - Audition de Mme Valérie Faudon, déléguée générale de la Société française d'énergie nucléaire (SFEN), M. Olivier Houvenagel, directeur de l'économie du système électrique de RTE et M. David Marchal, directeur exécutif de l'expertise et des programmes à l'ADEME.

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*CE Électricité*) : Énergie hydraulique - Audition de M. Julien Français, directeur général de la Compagnie nationale du Rhône (CNR), Mmes Alix Perrin, professeur agrégée de droit à l'université Paris Dauphine-PSL, et Emmanuelle Verger-Chabot, directrice d'EDF Hydro.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de Philippe Aghion et Anne Bouverot, co-présidents de la Commission de l'intelligence artificielle, sur les conclusions de leur rapport « IA : notre ambition pour la France ».

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*CE Électricité*) : Audition de M. Marc Benayoun, directeur exécutif du groupe EDF, en charge du pôle Clients, services & territoires.

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen de la note scientifique sur les déchets spatiaux.

Examen des conclusions de l'audition publique sur la protection de la biodiversité marine en haute mer.

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de M. Joffrey Célestin-Urbain, chef du Service de l'information stratégique et de la sécurité économiques (SISSE).

(*CE Électricité*) : Audition de M. Thomas Courbe, directeur général des Entreprises et de M. Hubert Virlet, directeur de projets « politique énergétique et compétitivité » à la direction générale des Entreprises.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*CE Électricité*) : Audition de M. Luc Rémont, président-directeur général du groupe EDF.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Mission sur la crise du logement - Examen du rapport d'information et vote sur les propositions des rapporteurs.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables - Audition de M. Guillaume Kasbarian, ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé du logement.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faciliter la transformation des bureaux en logements - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bureaux en logements - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport définitif sur les effets secondaires des vaccins contre le covid et sur les dernières évolutions des connaissances scientifiques sur le covid.

Examen du rapport sur la décarbonation du secteur aéronautique.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*CE Électricité*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Luc Chatel, président de la Plateforme automobile (PFA).

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Politiques publiques de contrôle du traitement des eaux minérales naturelles et de source - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 17 octobre 2024 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Les impacts des plastiques sur la santé humaine - Audition publique.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Marciano, directeur général de Duralex.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Di Crescenzo, président des chambres de commerce et d'industrie (CCI France).

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Valérie Létard, ministre du logement et de la rénovation urbaine.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mmes Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques et Olga Givernet, ministre déléguée chargée de l'énergie.

Projet de loi de finances pour 2025 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 5 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Avenir du marché intérieur - Audition de M. Enrico Letta.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Programme « Territoires d'industrie » - Examen du rapport d'information et vote sur les propositions des rapporteurs.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme** - (16 janvier 2024) : p. 30

- **Débat relatif à la réforme du marché de l'électricité** - (16 janvier 2024) : p. 51

- **Question orale sans débat relative aux barrières entravant le développement de la petite hydroélectricité en France** - (6 février 2024) : p. 629 p. 630

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Article 9 bis** : p. 1171 p. 1172

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux négociations sur l'approvisionnement en électricité** - (13 mars 2024) : p. 1681

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Article 3 (Modification du régime fiscal applicable à la location meublée touristique)** : p. 3085 p. 3088

- **Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bureaux en logements [n° 598 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3104

- **Suite de la discussion** (22 mai 2024) - **Article 1er (Possibilité d'autoriser la transformation de bureaux en habitations dans les zones où le document d'urbanisme s'y oppose)** : p. 3155 p. 3156 p. 3157 p. 3158 p. 3160 p. 3161 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5 (Appui de l'ANCT pour les opérations de transformation de bâtiments existants en habitations)** : p. 3162 - **Article 4 (Création d'un permis de construire à destinations multiples)** : p. 3168 p. 3169 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 4 (Rapport au Parlement sur la convergence des normes de construction)** : p. 3170 - **Article 5 bis (Extension de la majoration du volume constructible prévu par le PLU aux opérations de construction de logements étudiants par les Crous)** : p. 3171 - **Article 6 (Faciliter le changement de destination d'un lot de copropriété pour la transformation de locaux tertiaires en logement)** : p. 3172

- **Proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées [n° 620 (2023-2024)]** - (30 mai 2024) - **Article 1er (Interdiction des PFAS - Contrôle de la présence des PFAS dans les eaux destinées à la consommation humaine - Cartographie des sites ayant pu émettre ou émettant des PFAS - Liste des communes exposées à un danger élevé ou très élevé d'exposition aux PFAS)** : p. 3435 - **Article 2 (Introduction d'une redevance assise sur les rejets de PFAS dans l'eau)** : p. 3445

- **Débat sur le thème « Crise agricole »** - (8 octobre 2024) : p. 3918

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4137

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2024) - **Article 12** (Actualisation du contenu de la prochaine loi quinquennale sur l'énergie) : p. 4211 - **Article 14** (Renforcement de certaines mesures de simplification prévues par la loi « Nouveau nucléaire » du 22 juin 2023) : p. 4220

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1133 rectifié bis, n° I-1325 rectifié bis, n° 1647 rectifié bis, n° 849 rectifié ter, n° I-1163 rectifié ter et n° I-1250 rectifié sexies** (Prorogation de l'exonération fiscale et sociale sur les pourboires pour les années 2025 et 2026) : p. 5908

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 5** (Ajustements de la fiscalité applicable aux installations nucléaires de base) : p. 6037 p. 6038 - **Article 7** (Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations) : p. 6062 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-766**

rectifié bis et n° I-1952 rectifié ter (Prévoir un tarif réduit d'accise appliqué au biofioul) : p. 6077 p. 6078 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-2006 rectifié ter** (Inclusion des motorisations thermiques hydrogène dans le périmètre d'éligibilité des quantités d'hydrogène utilisées pour la minoration du taux de la taxe incitative relative à l'utilisation d'énergie renouvelable dans le transport (TIRUERT)) : p. 6084

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2024) - **Article 24** (Réintégration des amortissements admis en déduction dans l'assiette de la plus-value imposable réalisée lors de la cession de locaux ayant fait l'objet d'une location meublée dans le cadre d'une activité exercée à titre non professionnel) : p. 6588 p. 6590

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7333

BERVILLE (Hervé)
secrétaire d'État auprès de la Première ministre, chargé de la mer (jusqu'au 12 janvier 2024)
secrétaire d'État auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé de la mer et de la biodiversité (du 9 février 2024 au 21 septembre 2024)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à préserver des sols vivants [n° 66 (2023-2024)]** - (15 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1015 p. 1016 p. 1017 - **Article 2** (Création d'un chapitre consacré à la santé des sols dans le code de l'environnement et instauration d'un diagnostic de performance écologique) : p. 1026 p. 1027 p. 1028 - **Article 3** (Haut-commissaire à la protection et à la résilience des sols) : p. 1031

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dépollution des eaux en Isère** - (27 mars 2024) : p. 2155 p. 2156

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'éolien en mer** - (3 avril 2024) : p. 2388

- **Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 501 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2685 p. 2691 - **Article unique** (Mise en œuvre d'un plan national et de plans départementaux de lutte contre le frelon asiatique) : p. 2694 p. 2695 p. 2696 p. 2697 p. 2698 p. 2701 p. 2702 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2703

- **Question orale sans débat relative aux difficultés matérielles d'exercice des missions de lieutenant de louveterie** - (7 mai 2024) : p. 2799

- **Question orale sans débat relative à l'absence de réponse de l'Agence nationale de l'habitat au Défenseur des droits** - (7 mai 2024) : p. 2799

- **Question orale sans débat relative aux congés frauduleux donnés par les propriétaires à l'occasion des jeux Olympiques** - (7 mai 2024) : p. 2800

- **Question orale sans débat relative à la gratuité de l'autoroute A62 et à l'avenir des concessions autoroutières** - (7 mai 2024) : p. 2801 p. 2802

- **Question orale sans débat relative aux crues de l'Armançon et du Serein** - (7 mai 2024) : p. 2802

- **Question orale sans débat relative à la crise du logement social** - (7 mai 2024) : p. 2803

- **Question orale sans débat relative au transfert obligatoire des compétences « eau et assainissement » au 1er janvier 2026** - (7 mai 2024) : p. 2804

- **Question orale sans débat relative au plan de développement des compétences pour la filière cynégétique** - (7 mai 2024) : p. 2804 p. 2805

- **Question orale sans débat relative à l'avenir du projet de réseau express métropolitain des Hauts-de-France** - (7 mai 2024) : p. 2805

- **Question orale sans débat relative à l'interdiction d'atterrissage et de dépose des aéronefs à des fins de loisirs en zone de montagne** - (7 mai 2024) : p. 2806

- **Question orale sans débat relative à la pollution de l'Île-de-France** - (7 mai 2024) : p. 2807

- **Question orale sans débat relative à la situation des ligneurs de la pointe de Bretagne** - (7 mai 2024) : p. 2808

- **Question orale sans débat relative aux modalités d'affectation de la dotation de solidarité rurale** - (7 mai 2024) : p. 2809

BILHAC (Christian)
sénateur (Hérault)
 RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission des fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes ; nouvelle nomination le 7 novembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 16 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 355 (2023-2024)] (22 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La Cour nationale du droit d'asile : une juridiction qui s'adapte sans cesse aux « chaos du monde » [n° 604 (2023-2024)] (15 mai 2024) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces [n° 628 (2023-2024)] (22 mai 2024) - **PME, commerce et artisanat - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'usurpation d'identité et de domicile lors de la souscription de nouveaux contrats de fourniture de gaz, d'électricité, de contenus numériques, de services numériques ou de services de communications électroniques [n° 748 (2023-2024)] (15 août 2024) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi organique visant à mettre fin à la pratique des parachutages électoraux [n° 761 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Conseil et contrôle de l'État [n° 34 tome 2 annexe 7 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 95 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Société - Union européenne**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Conseil et contrôle de l'État [n° 144 tome 3 annexe 7 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 222 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des finances*) : « Trajectoire des finances publiques et croissance économique en France et en Europe : bilan et perspectives » - Audition de MM. Jérôme Creel, directeur du département des études de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), François Ecalle, président de l'association « Finances publiques et économie » (FIPECO) et Luc Tholoniati, directeur en charge de l'« Économie des États membres II » à la direction générale des affaires économiques et financières (DG ECFIN) de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des finances*) : Action de la direction générale des finances publiques auprès du bloc communal - Audition pour suite à donner à la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des finances*) : Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), un outil à consolider - Audition de Mme Catherine Démier, présidente de la cinquième chambre de la Cour des comptes, M. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, et Mme Cécile Raquin, directrice générale des collectivités locales.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des finances*) : Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Dégradation du déficit public en 2023 - Communication.

Mission d'information sur les problèmes assurantiels des collectivités territoriales - Communication.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des finances*) : Cour nationale du droit d'asile (CNDA) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols - Examen du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2023 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi relatif aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Préparation de l'échéance des contrats de concessions autoroutières - Communication.

Réunion du mardi 29 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Médias, livre et industries culturelles » et « Audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « La mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et le renforcement de l'accompagnement des élus locaux »** - (18 janvier 2024) : p. 162

- **Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement - Deuxième lecture [n° 248 (2023-2024)]** - (24 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 263 - **Article 2** (*Détention publique du groupe EDF et*

actionnariat salarié) : p. 272 p. 274 - **Article 3 bis** (*Extension des tarifs réglementés de vente de l'électricité*) : p. 278 p. 279

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Article 9 bis** : p. 1170 p. 1171 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 15 rectifié** (*Déclaration d'un sinistre auprès de l'assurance responsabilité civile du syndic en cas de faute du syndic*) : p. 1174

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les coupes budgétaires de Bercy** - (28 février 2024) : p. 1190

- **Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement - Troisième lecture [n° 473 (2023-2024)]** - (3 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2415

- **Débat sur le thème : « Haut-Commissariat au plan : quel bilan et quelle influence sur les politiques publiques depuis 2020 ? »** - (10 avril 2024) : p. 2660 p. 2661

- **Proposition de loi visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession [n° 576 (2023-2024)]** - (15 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2961 - **Article 1er** (*Encadrement des frais bancaires sur succession et cas de gratuité*) : p. 2970

- **Débat sur le thème : « Contrôle des investissements étrangers en France comme outil d'une stratégie d'intelligence économique au service de notre souveraineté »** - (29 mai 2024) : p. 3375 p. 3376

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 24 (priorité)** (*Mensualisation du versement des loyers commerciaux et encadrement du montant de la garantie*) : p. 3653 - **Article 27 (priorité)** (*Évaluation des conséquences des projets de loi pour les petites et moyennes entreprises (PME)*) : p. 3670 - **Article 3 bis (nouveau)** (*Modification du régime de « silence vaut acceptation » pour les demandes formulées auprès de l'administration*) : p. 3704

- **Débat sur le thème « Croissance de la dette publique de la France »** - (8 octobre 2024) : p. 3897 p. 3898

- **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Article unique** (*Diminution du nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 500 habitants*) : p. 3993

- **Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 672 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4010 - **Article unique** (*Motivation de la fermeture du compte par la banque à la demande du client*) : p. 4017

- **Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)]** - (22 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4404

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 62 (2024-2025)]** - (29 octobre 2024) - **Article 1er** (*Mécanisme de revalorisation automatique du taux de la surprime du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles (CatNat)*) : p. 4537 - **Article 3** (*Présomption de refus d'assurance pour motif d'exposition aux catastrophes naturelles dans les zones les plus à risque*) : p. 4539 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 23 rectifié** (*Liberté de fixation du montant des primes et des franchises par les assureurs pour les résidences secondaires, les biens à usage collectif et les biens professionnels à forte valeur ajoutée*) : p. 4552 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 22 rectifié et 59 rectifié bis** (*Le fonds Barnier peut contribuer au financement de dispositifs d'adaptation et de prévention basés sur des solutions fondées sur la nature*) : p. 4569

- **Débat sur le thème : « Situation des finances publiques locales »** - (6 novembre 2024) : p. 4783

- **Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces** [n° 628 (2023-2024)] - (13 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4912 - **Article unique** (*Extension du régime d'interdiction du paiement en espèces de certaines créances*) : p. 4920

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)]

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article 6** (*Réforme des allègements généraux de cotisations patronales*) : p. 5169 - **Article 6 (suite)** (*Réforme des allègements généraux de cotisations patronales*) : p. 5176

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 3** (*Instauration d'une contribution différentielle sur les hauts revenus*) : p. 5946 p. 5949 p. 5955 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1672 rectifié, n° I-664, n° I-938, n° I-1340, n° I-400 rectifié, n° I-940, n° 905 rectifié, n° 1369 rectifié et n° I-459** (*Dispositions diverses sur le prélèvement forfaitaire unique (PFU) et sur l'imposition des superdividendes*) : p. 6004 - **Article 4** (*Mise en place d'un partage avec les consommateurs des revenus du nucléaire historique*) : p. 6020 - **Article 7** (*Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations*) : p. 6054 p. 6063 p. 6070

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026** (*Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)-Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations*) : p. 6176 p. 6177

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-425 rectifié** (*Création d'une taxe sur les plastiques à usage unique*) : p. 6583 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-394 rectifié et n° I-1519 rectifié bis** (*Prolongement de l'abattement sur les plus-values sur les terrains à bâtir et les biens immobiliers bâtis en zone tendue*) : p. 6598 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-920 rectifié bis, n° I-129, n° 402 rectifié et n° I-1713 rectifié bis** (*Suppression de l'abattement progressif sur l'impôt sur le revenu et sur la CSG acquittés lors de la réalisation d'une plus-value sur cession immobilière et diminution du taux réel d'imposition à 9 %*) : p. 6602 p. 6603 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-2019 rectifié, n° I-310 rectifié, n° I-342 rectifié ter, n° I-377 rectifié, n° I-1043 rectifié bis, n° I-1288 rectifié bis, n° I-1538 rectifié ter, n° I-1893 rectifié septies, n° I-1935 rectifié quater, n° 2042 rectifié ter, n° I-543 rectifié, n° I-602, n° I-1418 rectifié, n° 1544 rectifié ter** (*Prorogation d'un an de la réduction d'impôt « Pinel »*) : p. 6606 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1772 rectifié, n° I-1453, n° I-391 rectifié bis, n° I-1008, n° I-1895 rectifié quater, n° I-1714 rectifié, n° I-1715 rectifié quater et n° I-1841 rectifié bis** (*Pérennisation du dispositif « Loc'Avantages » et transformation en crédit d'impôt sous conditions*) : p. 6609 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-113 rectifié ter** (*Exigibilité de la taxe d'aménagement à la date de délivrance de l'autorisation d'urbanisme*) : p. 6630 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-117 rectifié bis, n° I-373 rectifié ter, n° I-998 rectifié, n° I-1084 rectifié sexies, n° I-1285 rectifié quinquies, n° I-1460, n° I-1618 rectifié bis, n° I-1709 rectifié quater, n° I-308 rectifié bis, n° I-423 rectifié bis, n° I-1788, n° I-1619 rectifié, n° I-1892 rectifié quinquies et n° I-**

2078 (*Suppression des conditions de localisation pour l'éligibilité au prêt à taux zéro dans les logements neufs et anciens pendant une durée de trois ans*) : p. 6636 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-405 rectifié bis** (*Imposition des plus-values latentes au décès*) : p. 6649 - **Article 26** (*Instauration pour les grandes entreprises d'une taxe sur les réductions de capital consécutives au rachat de leurs propres titres*) : p. 6657 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-673 rectifié, n° I-951 rectifié bis, n° I-2041 rectifié bis, n° I-1242, n° I-412 rectifié, n° I-461, n° I-950, n° I-1308 rectifié, n° I-1337 et n° I-1757** (*Élargissement de l'assiette de la taxe sur les transactions financières aux opérations intra-journalières et rehaussement du taux*) : p. 6673

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-431 rectifié ter, n° I-603 rectifié ter et n° I-841 rectifié quater** (*Instauration d'une contribution des opérateurs de vente en ligne de livres d'occasion destinée à compenser le préjudice économique subi par les auteurs de livres*) : p. 6732 p. 6733 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-428 rectifié** (*Instauration d'une taxe annuelle sur les distributeurs automatiques dans les communes de plus de 20 000 habitants*) : p. 6733 - **Article 29** (*Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement*) : p. 6742 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° I-79 rectifié, n° I-211 rectifié bis, n° I-595 rectifié, n° I-628 rectifié bis, n° I-727 rectifié bis, n° I-1218 rectifié ter, n° I-742 rectifié, n° I-1588 rectifié, n° I-1735 rectifié et n° I-2014 rectifié** (*Instauration d'un prélèvements sur recettes (PSR) visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements*) : p. 6751 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° I-80 rectifié, n° I-213 rectifié bis, n° I-447 rectifié bis, n° I-597 rectifié, n° I-629 rectifié bis, n° I-726, n° I-1219 rectifié ter, n° I-1374 rectifié bis et n° I-1590 rectifié** (*Demande de compensation intégrale par l'État pour l'extension de la prime Ségur*) : p. 6752 - **Article 30** (*Modulation des conditions d'attribution du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)*) : p. 6757 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-2182, I-929 rectifié, I-1683, I-573 rectifié ter, I-731 rectifié, I-1484 rectifié ter, I-1779 rectifié ter, I-1901 rectifié bis, I-387 rectifié, I-732 rectifié, I-421 rectifié, I-1358, I-1437, I-1438, I-1684, I-87 rectifié, I-1439, I-109 rectifié bis, I-118 rectifié quater, I-184 rectifié quinquies, I-244 rectifié bis, I-385 rectifié bis, I-711, I-1211 rectifié, I-1749, I-59 rectifié, I-185 rectifié ter, I-386 rectifié, I-245 rectifié bis, I-346 rectifié ter, I-1641 rectifié, I-1642 rectifié et I-1849 rectifié** (*Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)*) : p. 6772 p. 6775 p. 6776 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis** (*Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)*) : p. 6780 p. 6789 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1062 rectifié, n° I-76 rectifié, n° I-210 rectifié ter, n° I-592 rectifié bis, n° I-625 rectifié ter, n° I-740, n° I-1063 rectifié bis, n° I-1734 rectifié bis, n° 1691, n° 438 rectifié bis, n° I-1157 rectifié bis, n° I-170 rectifié ter et n° I-171 rectifié ter** (*Augmentation du taux de la taxe sur les conventions d'assurances (TCAS) sur les véhicules terrestres à moteur afin d'augmenter la part de la taxe reversée aux services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) par les départements*) : p. 6801 p. 6802 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1010, n° I-1158 rectifié bis, n° 434 rectifié bis, n° I-1635 rectifié bis, n° 2055 rectifié, n° I-1230 rectifié bis, n° I-435 rectifié ter, n° I-450 rectifié quater, n° I-107 rectifié, n° I-735, n° I-2007 rectifié, n° I-1688, n° I-736, n° I-1214 rectifié quater, n° I-1582 rectifié, n° I-2008 rectifié, n° I-433 rectifié bis, n° I-734, n° I-930 rectifié, n° I-**

1365 rectifié et n° I-1689 (*Dispositions diverses sur le plafond du taux de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) fixé par les départements*) : p. 6814 p. 6815 p. 6816 p. 6817 p. 6818 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-193 rectifié bis, n° I-1266 rectifié, n° I-1970 rectifié ter et n° I-388 rectifié bis** (*Modification du délai de délibération en matière de fiscalité locale*) : p. 6823 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-194 rectifié ter, n° I-1267 rectifié, n° I-1972 rectifié ter, n° I-1971 rectifié bis et n° I-389 rectifié ter** (*Modification du délai de délibération pour instituer la taxe locale sur la publicité extérieure*) : p. 6830 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-432 rectifié bis** (*Transformation de la réduction d'impôt au titre des frais d'hébergement en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) en crédit d'impôt*) : p. 6852 - **Article 32** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) : p. 6855 - **Article 32 (suite)** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) : p. 6859 p. 6860 - **Article 33** (*Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers*) : p. 6887 p. 6890 p. 6891 p. 6894 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° I-413 rectifié bis** (*Conditionnalité de l'exonération de taxe d'apprentissage pour les petites entreprises et augmentation des*

taux de la contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA)) : p. 6923

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2024) - **Rappels au règlement** : p. 6972 - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 7023

- **Question orale sans débat relative à la date de la publication du décret sur le mécanisme de la garantie rurale** - (3 décembre 2024) : p. 7288

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Travail, emploi et administration des ministères sociaux (suite)

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7366

BILLON (Annick)
sénatrice (Vendée)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation du réseau social TikTok, son exploitation des données, sa stratégie d'influence.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « L'avenir de la santé périnatale et son organisation territoriale » le 28 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 655 (2023-2024)] (3 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'abstention électorale en autorisant la détention, par les électeurs mandataires, de deux procurations de vote établies en France [n° 657 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à aligner le droit français sur le droit européen pour les emballages constitués pour tout ou partie de polymères ou de copolymères styréniques non recyclables [n° 658 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport : Formation initiale et continuée des professeurs : au-delà des effets d'annonce, bâtir sur la durée une formation de qualité fondée sur la simultanéité des apprentissages académiques et des pratiques professionnelles [n° 683 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Fonction publique - Éducation.**

Proposition de loi visant à la création d'une délégation parlementaire au numérique [n° 712 (2023-2024)] (27 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique visant à mettre fin à la pratique des parachutages électoraux [n° 761 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 76 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à revenir au caractère cumulatif des critères pédologique et floristique permettant de qualifier les zones humides [n° 106 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 janvier 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de la Fédération syndicale des familles monoparentales (FSFM) et du fond Femmes et Avenir.

Réunion du jeudi 1er février 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Alain Lamassoure, président du comité de direction de l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : La situation du secteur associatif - Audition de Mme Chantal Bruneau, vice-présidente du Haut Conseil à la vie associative, MM. Mickaël Huet, délégué général du Mouvement associatif et François Bouchon, président de France Bénévolat.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Judith Godrèche, actrice, scénariste, réalisatrice et écrivaine.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission conjointe de contrôle sur le signalement et le traitement des pressions, menaces et agressions dont les enseignants sont victimes - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

(*commission des lois*) : Mission conjointe de contrôle sur le signalement et le traitement des pressions, menaces et agressions dont les enseignants sont victimes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*MI Périnatalité*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 mars 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde avec des associations d'aide aux personnes sans abri.

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition de Pierre Gabach, adjoint à la direction de l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et chef du service Bonnes pratiques de la Haute Autorité de santé.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Paul de Sinety, délégué général à la langue française et aux langues de France.

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Aurore Bergé, ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Philippe Jost, président de l'établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Réunion du mardi 2 avril 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition de membres de l'équipe EPOPé (équipe de recherche en épidémiologie obstétricale, périnatale et pédiatrique) de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) et de l'université Paris Cité.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : La question de l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Audition de M. Guillaume Gellé, président de France Universités, et Mme Isabelle de Mecquenem, professeure agrégée de philosophie et membre du Conseil des sages de la laïcité et des valeurs de la République.

Proposition de loi visant à renforcer le service civique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans la rue : audition de M. Jérôme d'Harcourt, délégué interministériel à l'accès à l'hébergement et au logement (Dihal).

Femmes dans la rue : audition de M. Marc Guillaume, préfet de la région Île-de-France, préfet de Paris.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Philippe Delorme, secrétaire général de l'enseignement catholique.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière agricole et de renouvellement des générations en agriculture - Articles relatifs à l'enseignement agricole - Audition de MM. Laurent Buisson, directeur général de l'Institut national des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech), Michel Dantin, président du Conseil national de l'enseignement agricole privé, et Roland Grimault, directeur de l'Union nationale des maisons familiales et rurales.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Régine Hatchondo, présidente du Centre national du livre.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans la rue : audition de Mme Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat (USH).

Réunion du mardi 4 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans le cinéma - Audition de Mme Anna Mougalis, actrice et réalisatrice, M. Olivier Henrard, directeur général du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), Mmes Sidonie Dumas, présidente de l'Association des producteurs indépendants (API), Valérie Lépine-Karnik, déléguée générale de l'Union des producteurs de cinéma (UPC), Florence Borelly, membre du bureau long métrage du Syndicat des producteurs indépendants (SPI), Clémentine Charlemaïne, co-présidente du collectif 50-50, Sophie Lainé Diodovic, directrice de casting, Marine Longuet, assistante-réalisatrice, et M. David Bertrand, co-président de l'Association des directeurs et directrices de casting (ARDA).

(*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans le cinéma.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des lois*) : Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information sur les modalités de formation et la place des enseignants - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

Réunion du mercredi 26 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information relative à l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

Réunion du mardi 10 septembre 2024 (*MI Périnatalité*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du jeudi 19 septembre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les mesures prises à l'égard des

personnes sans abri en vue de l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Évaluation territoriale du dispositif « 30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école » - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 3 octobre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation des lauréats du Prix 2024 et échange de vues sur le programme de travail de la délégation pour la session 2024-2025.

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Anne Genetet, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Gil Avérous, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Salima Saa, secrétaire d'État auprès du ministre des Solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs à l'Enseignement scolaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Colloque sur le consentement et la définition pénale du viol.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 décembre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Mission conjointe de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Audition de représentants de centres ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (Criavs).

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Martin Ajdari, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

(*délégation aux droits des femmes*) : Mission de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Audition de représentantes d'associations féministes : Mme Yseline Fourtic-Dutarde, coprésidente d'Ensemble contre le sexisme et porte-parole de la Coalition féministe pour une loi intégrale ; maîtres Violaine de Filippis-Abate, avocate, cofondatrice du collectif Action Juridique Féministe, et Isabelle Steyer, avocate, membre du collectif Action Juridique Féministe ; Mme Floriane Volt, directrice des affaires publiques et juridiques de la Fondation des femmes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien [n° 251 (2023-2024)]** - (23

janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 233 p. 234 - **Article 1er** (*Rémunération des accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) par l'État*) : p. 238 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 240

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise de la filière de la pêche** - (24 janvier 2024) : p. 255 p. 256

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (31 janvier 2024) - **Article 4** (*Renforcement du dispositif de signalement des cas de maltraitance dans le secteur social et médico-social*) : p. 506 - **Article additionnel après l'article 5 sexes - Amendement n° 153 rectifié ter** (*Déclaration anticipée d'une adhésion ou d'une opposition à une mesure d'habilitation familiale*) : p. 524 - **Article 5 decies** (*Création d'un registre général des mesures de protection*) : p. 526 p. 527

- **Proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales - Deuxième lecture [n° 298 (2023-2024)]** - (6 février 2024) - **Discussion générale** : p. 652 - **Article 1er** (*Élargissement du dispositif de suspension provisoire de plein droit de l'exercice de l'autorité parentale aux cas de crime ou d'agression sexuelle incestueuse commis sur l'enfant*) : p. 655 p. 657 p. 659

- **Proposition de loi visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail [n° 537 (2022-2023)]** - (15 février 2024) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendements n° 6 rectifié bis et n° 14 rectifié bis** (*Transformation de l'arrêt menstruel en expérimentation pour trois ans*) : p. 1043 p. 1044 - **Article 1er** (*Création d'un « congé menstruel » sous la forme d'un arrêt maladie cadre*) : p. 1045 p. 1046 - **Article 3** (*Modalités d'indemnisation par l'assurance maladie du « congé menstruel »*) : p. 1049 - **Article 4** (*Adaptation du régime de télétravail pour les salariées souffrant de dysménorrhée*) : p. 1050 p. 1051

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Article unique** (*Constitutionnalisation de la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse*) : p. 1230

- **Débat sur le thème : « Enseignement privé sous contrat : quelles modalités de contrôle de l'État et quelle équité des moyens vis-à-vis de l'enseignement public ? »** - (6 mars 2024) : p. 1413 p. 1414

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (7 mars 2024) - **Article 14** (*Formation des élus locaux et des candidats à un mandat électif local*) : p. 1531

- **Mise au point au sujet de votes** - (13 mars 2024) : p. 1722

- **Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative [n° 387 (2023-2024)]** - (13 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1730 - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (*Maintien des droits acquis par les salariés partant à la retraite au titre du compte personnel de formation (CPF) et ouverture aux associations de la possibilité d'abonder le CPF de leurs bénévoles*) : p. 1735 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Insertion dans la déclaration de performance extra-financière des entreprises des actions de soutien à la vie associative et de promotion du bénévolat*) : p. 1742 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 9 rectifié quater** (*Valorisation dans le rapport de gestion annuel des PME des dons et versements en faveur des associations*) : p. 1743 - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*Assouplissement des conditions de prêts entre associations*) : p. 1748 - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Reconnaissance et généralisation de « Guid'Asso »*) : p. 1751 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 3 rectifié bis** (*Exonération de cotisations sociales pour des recrutements dans le cadre de manifestations associatives dans la limite de 5 par an*) : p. 1754 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 62 rectifié**

(Appel à projets obligatoire pour les subventions ministérielles) : p. 1754

- **Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille [n° 417 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 25** (*Lutte contre les inégalités matrimoniales - Rapport au Parlement*) : p. 1959 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 3 rectifié bis, n° 7, n° 11, n° 1 rectifié, n° 8 rectifié bis, n° 17, n° 2 rectifié bis, n° 5 rectifié quinquies, n° 9 rectifié bis et n° 21 rectifié ter** (*Dispositif de décharge de responsabilité solidaire - Conditions d'examen - Modifications*) : p. 1964 p. 1965 p. 1966 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 6 rectifié, n° 13 rectifié, n° 14 rectifié bis et n° 26 rectifié ter** (*Demande en décharge de l'obligation de paiement - Appréciation de la situation patrimoniale du demandeur - Encadrement*) : p. 1968 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1971

- **Projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique - Commission mixte paritaire [n° 470 (2023-2024)]** - (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2329 p. 2330

- **Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative - Commission mixte paritaire [n° 481 (2023-2024)]** - (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2342

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (3 avril 2024) : p. 2397

- **Question orale sans débat relative à l'interdiction des réseaux d'influence des Frères musulmans en France et en Europe** - (9 avril 2024) : p. 2456

- **Question orale sans débat relative à la situation alarmante de la santé mentale en France** - (9 avril 2024) : p. 2458 p. 2459

- **Débat relatif à la fermeture des classes et la mise en place de la carte scolaire dans les départements** - (9 avril 2024) : p. 2518

- **Proposition de loi visant à renforcer le service civique [n° 497 (2023-2024)]** - (10 avril 2024) - **Article 1er** (*Élargissement des conditions d'accès au service civique, amélioration des modalités d'encadrement des missions et renforcement de l'attractivité du dispositif*) : p. 2646 p. 2647 - **Article 3** (*Prise en compte du service civique dans les concours de la fonction publique*) : p. 2650 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2651

- **Proposition de loi allongeant la durée de l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate [n° 558 (2023-2024)]** - (14 mai 2024) - **Article 1er** (*Allongement de la durée de l'ordonnance de protection et création d'une ordonnance provisoire de protection immédiate*) : p. 2874 p. 2878 p. 2881 p. 2883 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2886

- **Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne - Deuxième lecture [n° 563 (2023-2024)]** - (15 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2997

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Article 1er A** (*Généralisation de la déclaration préalable au enregistrement de la location d'un meublé de tourisme*) : p. 3029 p. 3043 - **Article 1er bis** (*Modifications du code du tourisme visant à renforcer les outils à la disposition des communes pour réguler la location meublée touristique*) : p. 3060 - **Article 2** (*Modifications du code de la construction et de l'habitation et du code de l'urbanisme visant à doter les communes de nouveaux outils pour réguler la location meublée touristique*) : p. 3072 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3099

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 10, n° 19 rectifié, n° 42 rectifié**

bis et n° 242 rectifié ter (*Simplification des formalités déclaratives pour le bénéfice de la réduction d'impôt au titre du mécénat d'entreprise*) : p. 3686 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 43 rectifié, n° 117 rectifié ter, n° 185 rectifié, n° 197 rectifié bis, n° 258 rectifié quater, n° 265 rectifié quater, n° 438 rectifié quinquies, n° 518 rectifié, n° 535 rectifié quater et n° 586 rectifié bis** (*Simplification des formalités déclaratives pour le bénéfice du taux réduit de TVA à 10 % applicable aux travaux réalisés dans des locaux d'habitation achevés depuis plus de deux ans*) : p. 3688

- **Suite de la discussion** (5 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 21 ter - Amendements n° 33 rectifié bis, n° 204 rectifié ter, n° 542 rectifié bis et n° 587 rectifié** (*Application aux projets de canalisation d'hydrogène renouvelable et bas-carbone voire aux installations de captage, de transport et de stockage du CO2, de la notion de raison impérieuse d'intérêt public majeur (R2IPM) permettant de déroger aux règles de préservation des espèces protégées, issues de la directive « Habitat » du 21 mai 1992*) : p. 3810

- **Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 678 (2023-2024)]** - (10 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4070 - **Article 1er A (nouveau)** (*Transmission annuelle de l'indice de position sociale (IPS) des établissements des premier et second degrés publics et privés sous contrat par le ministre de l'éducation nationale*) : p. 4075 - **Article 2** (*Coordination dans le code général des collectivités territoriales*) : p. 4080

- **Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 662 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4121

- **Question orale sans débat sur la complexification du dispositif Qualiopi** - (22 octobre 2024) : p. 4361 p. 4362

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la fermeture à la pêche du golfe de Gascogne** - (23 octobre 2024) : p. 4467

- **Proposition de loi instituant une ordonnance de sûreté de l'enfant victime de violences [n° 530 (2023-2024)]** - (13 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4911

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (20 novembre 2024) - **Article 7** (*Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance*) : p. 5259 p. 5261 p. 5264 p. 5271

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article 9 (suite)** (*Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux*) : p. 5367 p. 5368

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-294 rectifié bis et n° I-1408 rectifié ter** (*Suppression de l'une des conditions du régime favorable d'imposition des produits des actions gratuites*) : p. 5957 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-887 rectifié** (*Modification du régime des plans d'épargne retraite (PER) assurantiels*) : p. 5960 - **Rappel au règlement** : p. 5963

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-301 rectifié bis, n° I-452 rectifié bis et n° I-1382 rectifié bis** (Fiscalisation des produits de vapotage et encadrement de la distribution avec une distribution exclusive par les vape-shops et les buralistes) : p. 6242 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-116 rectifié bis, n° I-153 rectifié bis, n° I-1225, n° I-1244 rectifié bis, n° I-1286 rectifié bis, n° I-1915 rectifié bis, n° 309 rectifié bis, n° 375 rectifié, n° 851 rectifié bis, n° I-1041 rectifié bis, n° I-1416 rectifié, n° I-1710 rectifié et n° I-2021 rectifié bis** (Remplacement de l'attestation par une mention sur la facture pour l'application de la TVA sur les travaux de rénovation bénéficiant du taux réduit de 5,5 % ou 10 %) : p. 6274

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article 11 (suite)** (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises) : p. 6351 p. 6352 p. 6353 p. 6354 p. 6355

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2024) : p. 7087

- **Mise au point au sujet de votes** - (2 décembre 2024) : p. 7093

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7098 p. 7102 p. 7112 p. 7113 p. 7123

Santé

- (2 décembre 2024) - **État B** : p. 7166

Travail, emploi et administration des ministères sociaux (suite)

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7368

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales (suite)

- (4 décembre 2024) - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-48 rectifié, n° II-136 rectifié bis, n° II-348 rectifié bis et n° II-726** (Extension du délai de dépôt des dossiers de demande de dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)) : p. 7572

BITZ (Olivier)
sénateur (Orne)
RDPI, puis UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 23 octobre 2024 ; membre de la commission jusqu'au 22 octobre 2024.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 23 octobre 2024.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 27 février 2024 ; puis membre titulaire le 28 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 1er février 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 1er février 2024.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (22 mars 2024).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « L'avenir de la santé périnatale et son organisation territoriale » le 28 février 2024 ; puis vice-président le 6 mars 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères [n° 433 (2023-2024)] (18 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne.**

Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 522 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Famille - Société - Travail.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi organique visant à mettre fin à la pratique des parachutages électoraux [n° 761 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Immigration, asile et intégration [n° 150 tome 2 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des outre-mer [n° 172 (2024-2025)] (28 novembre 2024) - **Outre-mer.**

Proposition de loi encadrant l'activité des plateformes de revente agissant en qualité de tiers de confiance [n° 194 (2024-2025)] (7 décembre 2024) - **Culture - PME, commerce et artisanat - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes - Examen du rapport et du texte de la commission (nouvelle lecture).

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur l'évolution institutionnelle de la Corse - Audition de M. Amaury de Saint-Quentin, préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud (en téléconférence).

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur l'évolution institutionnelle de la Corse - Audition de M. Gilles Simeoni, président du conseil exécutif de Corse.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du Premier ministre, chargé des Outre-mer.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Bruno Retailleau, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des lois*) : Audition de M. Didier Leschi, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Sécurités » (hors programme « Sécurité civile ») - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire - Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports [n° 319 (2023-2024)]** - (13 février 2024) - **Discussion générale** : p. 865 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 912

- **Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales [n° 325 (2023-2024)]** - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 968 p. 969 - **Article unique** (*Dérogation au taux de participation minimale des collectivités territoriales maîtres d'ouvrage pour les communes rurales*) : p. 974 p. 975

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1346

- **Suite de la discussion** (6 mars 2024) - **Article 3** (*Majoration de la durée d'assurance retraite des élus locaux et exclusion de l'écrêtement de la retraite facultative par rente des agriculteurs anciennement élu local*) : p. 1435 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 52 rectifié quater, n° 137 rectifié bis, n° 142, n° 195, n° 215, n° 356 rectifié bis** (*Possibilité de recours à la visioconférence pour la réunion du bureau du conseil communautaire*) : p. 1456 - **Article 9** (*Extension du champ des autorisations d'absence et augmentation du plafond de remboursement des pertes de revenus subies par l'élu*) : p. 1467

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels [n° 389 (2023-2024)]** - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1619 p. 1620 - **Article unique** : p. 1624 p. 1628

- **Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires [n° 415 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1975 p. 1976

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 291 (2023-2024)]** - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2072 p. 2073

- **Suite de la discussion** (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2278

- **Projet de loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes - Nouvelle lecture** [n° 455 (2023-2024)] - (2 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2351 p. 2352

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels - Commission mixte paritaire** [n° 467 (2023-2024)] - (3 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2402

- **Question orale sans débat relative aux difficultés de recouvrement des impayés par les distributeurs d'eau** - (9 avril 2024) : p. 2439

- **Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement »** [n° 556 (2023-2024)] - (17 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4328

- **Débat sur le thème : « Financement de la sécurité civile : soutenir les Service départemental d'incendie et de secours**

(SDIS) dans leur gestion des nouveaux risques » - (13 novembre 2024) : p. 4934

- **Proposition de loi visant à interdire le démarchage téléphonique** [n° 782 (2023-2024)] - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4951

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2024) : p. 7171

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7214

- **Question orale sans débat relative au financement du plan France Très Haut Débit** - (3 décembre 2024) : p. 7273

BLANC (Étienne)
sénateur (Rhône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024 ; puis secrétaire le 12 novembre 2024.

Rapporteur de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Membre de la commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens d'entraves efficaces le 1er février 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Le développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société**.

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports**.

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à transformer la métropole de Lyon, collectivité à statut particulier au sens de l'article 72 de la Constitution, en établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à statut particulier [n° 546 (2023-2024)] (18 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la CE Narcotrafic : Un nécessaire sursaut : sortir du piège du narcotrafic - Rapport [n° 588 tome 1 (2023-2024)] (7 mai 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la CE Narcotrafic : Un nécessaire sursaut : sortir du piège du narcotrafic - Comptes rendus [n° 588 tome 2 (2023-2024)] (7 mai 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la CE Narcotrafic : Un nécessaire sursaut : sortir du piège du narcotrafic - Annexes [n° 588 tome 3 (2023-2024)] (7 mai 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à encadrer le nombre de listes aux élections européennes [n° 656 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à prohiber toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui [n° 659 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à réformer et à moderniser le régime d'indemnisation des dégâts de grand gibier [n° 681 (2023-2024)] (5 juin 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 545 (2023-2024)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Indonésie relatif à la coopération dans le domaine de la défense [n° 721 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Société - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 735 (2023-2024)] (12 juillet 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à sanctionner plus sévèrement les auteurs d'incendies volontaires du patrimoine culturel et religieux [n° 161 (2024-2025)] (22 novembre 2024) - **Culture - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée [n° 197 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du lundi 15 janvier 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de compagnies de gendarmerie.

Audition de parquets situés en zone rurale.

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de services de police.

Réunion du lundi 22 janvier 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de M. Baudoin Thouvenot, inspecteur général de la justice, membre national pour la France de l'European Union Agency for Criminal Justice Cooperation' (Eurojust).

Audition de M. Jean-Philippe Lecouffe, général de corps d'armée (2S), directeur exécutif adjoint Opérations de l'European Union Agency for Law Enforcement Cooperation (Europol).

Politique étrangère de la France en matière de lutte contre le narcotrafic - Audition de représentants du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du lundi 29 janvier 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de M. Alain Bauer, professeur de criminologie au Conservatoire national des arts et métiers, responsable scientifique du Pôle « sécurité, défense, renseignement, criminologie, cybermenaces, crises » (PSDR3C).

Réunion du mardi 6 février 2024 (CE Narcotrafic) : Audition d'élus signataires de la tribune « Nous, élus des grandes villes et métropoles, appelons à un véritable plan national et européen contre le trafic de drogue » parue dans Le Monde le 20 septembre 2023.

Réunion du lundi 12 février 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de M. Marc Sommerer, président de chambre près la cour d'appel de Paris, président de la Commission nationale de protection et de réinsertion des repentis.

Audition de MM. Michel Rouzeau, inspecteur général de l'administration, chef du service de l'inspection générale de l'administration, Julien Senèze, inspecteur général des finances, chef du pôle audit et Christophe Straudo, inspecteur général, chef de l'inspection générale de la justice.

Audition Mme Isabelle Jégouzo, directrice de l'Agence française anticorruption.

Réunion du mardi 13 février 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de M. Jean-Michel Gentil, magistrat, chef de l'inspection générale de la gendarmerie nationale, Mmes Agnès Thibault-Lecuire, magistrate, directrice, cheffe du service de l'inspection générale de la police nationale et Christine Dubois, administratrice supérieure des douanes, adjointe à la cheffe de l'inspection des services à la direction générale des douanes et des droits indirects.

Réunion du lundi 26 février 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de M. Émile Diaz, dit « Milou », ancienne figure de la French Connection, auteur, avec Thierry Colombié, de Truand : Mes 50 ans dans le milieu corso-marseillais.

Audition de M. Roberto Saviano, journaliste, auteur du livre intitulé Extra pure : Voyage dans l'économie de la cocaïne (en téléconférence).

Réunion du jeudi 29 février 2024 (CE Narcotrafic) : Associations de maires ruraux - Audition de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), de l'Association des petites villes de France (APVF) et de l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

Réunion du mardi 5 mars 2024 (CE Narcotrafic) : Associations d'aide aux consommateurs de stupéfiants - Audition de MM. Florian Guyot, directeur général, Léon Gomberoff, directeur d'activité sur le territoire Paris-Nord, de l'Association Aurore, Benjamin Tubiana-Rey, responsable « plaidoyer et communication » de la fédération Addiction, et Auguste Charrier, président de la fédération Entraid'Addict.

Audition des chefs de juridiction du tribunal judiciaire de Marseille.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de Mme Frédérique Camilleri, préfète de l'Essonne, ancienne préfète de police des Bouches-du-Rhône.

Réunion du lundi 11 mars 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de la direction générale des finances publiques du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Audition du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de la direction nationale de la police judiciaire (DNPJ).

Réunion du jeudi 14 mars 2024 (CE Narcotrafic) : Audition d'avocats du Conseil national des barreaux, de la Conférence des bâtonniers et des barreaux de Paris et Marseille.

Réunion du lundi 18 mars 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de M. Christian Rodriguez, général d'armée, directeur général de la gendarmerie nationale.

Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale.

Audition de Mme Stéphanie Cherbonnier, cheffe de l'Office antistupéfiants (Ofast).

Réunion du mardi 19 mars 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de Mme Ine Van Wymersch, commissaire nationale aux drogues de la Belgique (en visioconférence).

Réunion du mardi 26 mars 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de M. François Molins, ancien procureur général près la Cour de cassation.

Réunion du mardi 9 avril 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (CE Narcotrafic) : Examen du projet de rapport de la commission d'enquête.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Thierry Francou, président-directeur général d'Eurengo.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (commission des lois) : Communication sur les conclusions des travaux de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Réunion du mercredi 10 juillet 2024 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Indonésie relatif à la coopération dans le domaine de la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de l'amiral Nicolas Vaujour, chef d'état-major de la marine (à huis clos).

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : L'architecture de sécurité en Afrique - Audition de Mme Niagalé Bagayoko, présidente de l'African Security Sector Network (ASSN).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le narcotrafic** - (27 mars 2024) : p. 2145 p. 2146

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la lutte contre le narcotrafic (I)** - (15 mai 2024) : p. 2950 p. 2951

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au déplacement ministériel à Marseille sur le thème de la lutte contre la criminalité organisée** - (13 novembre 2024) : p. 4882

BLANC (Grégory)
sénateur (Maine-et-Loire)
GEST

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire du comité chargé du suivi des mesures de soutien financier aux entreprises confrontées à l'épidémie de covid-19 et aux perturbations économiques engendrées par les conséquences de l'agression de la Russie contre l'Ukraine le 11 avril 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à inviter la France à saisir la Cour pénale internationale sur la situation à Gaza [n° 236 (2023-2024)] (5 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Traités et conventions.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la mise en œuvre du contrôle de l'État sur les établissements d'enseignement privés sous contrat [n° 447 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à faciliter la reconnaissance du genre à l'état civil [n° 490 (2023-2024)] (2 avril 2024) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à assurer aux patients le respect de leur choix de fin de vie [n° 518 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à permettre des expérimentations territoriales de légalisation du cannabis sur le modèle allemand [n° 537 (2023-2024)] (11 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à la création d'un ticket climat [n° 539 (2023-2024)] (11 avril 2024) - **Environnement - Société - Transports.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l'alimentation [n° 605 (2023-2024)] (16 mai 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi systématisant la radiation des cadres militaires définitivement condamnés pour violences sexuelles [n° 703 (2023-2024)] (25 juin 2024) - **Défense - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer la proportionnelle aux élections législatives [n° 727 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à faire prévaloir le droit international dans le territoire palestinien occupé depuis 1967 pour donner suite à l'avis consultatif du 19 juillet 2024 de la Cour internationale de Justice et faire reconnaître l'illégalité de la colonisation israélienne en Palestine [n° 746 (2023-2024)] (1er août 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la présence de plomb dans l'environnement [n° 757 (2023-2024)] (12 septembre 2024) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - **Pouvoirs publics [n° 34 tome 2 annexe 23 (2024-2025)]** (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à accélérer la réduction du plastique à usage unique dès 2026 [n° 103 (2024-2025)] (30 octobre 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à promouvoir et démocratiser l'accès aux vacances sportives [n° 123 (2024-2025)] (6 novembre 2024) - **Culture - Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - **Pouvoirs publics [n° 144 tome 3 annexe 23 (2024-2025)]** (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives [n° 163 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des finances*): Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), un outil à consolider - Audition de Mme Catherine Démer, présidente de la cinquième chambre de la Cour des comptes, M. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, et Mme Cécile Raquin, directrice générale des collectivités locales.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. François Sauvadet, président de l'Assemblée des Départements de France.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des finances*): Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des finances*) : Crédits exceptionnels à la culture et aux industries créatives : des moyens considérables, une logique de guichet, un contrôle insatisfaisant 2017-2023 - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Dégradation du déficit public en 2023 - Communication.

Mission d'information sur les problèmes assurantiels des collectivités territoriales - Communication.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de MM. François Écalte, président fondateur de l'association « finances publiques et économie » (FIPECO), Mathieu Plane, directeur adjoint de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Olivier Redoulès, directeur des études de l'Institut Rexecode.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du jeudi 23 mai 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde relative à la mission de suivi des recommandations du rapport « ANCT : se mettre au diapason des élus locaux ! ».

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financement public de la filière forêt-bois.

Contrôle budgétaire - Fonds national de l'emploi - Formation (FNE-Formation) - Communication.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Rapport sur la décentralisation - Audition de M. Éric Woerth, ancien ministre, premier questeur de l'Assemblée nationale.

(*commission des finances*) : Proposition de loi visant à mettre en place une imposition des sociétés plus juste et plus écologique - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des lois*) : Rapport sur la décentralisation - Audition de M. Éric Woerth, ancien ministre, premier questeur de l'Assemblée nationale.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Examen du rapport.

Réunion du mardi 25 juin 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport relatif au métier et aux fonctions des collaborateurs de cabinet en collectivités territoriales.

Réunion du mardi 9 juillet 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Monique Legrand-Larroche, M. Bruno Jockers et Sylvie Perez, inspecteurs généraux des armées.

(*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Les démineurs de la sécurité civile - Communication.

Réunion du mercredi 10 juillet 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Les facteurs explicatifs des perspectives d'évolution différentes en matière de charge de la dette entre la France et les principaux États européens - Communication.

Contrôle budgétaire - L'immobilier de la gendarmerie nationale - Communication.

Réunion du mercredi 18 septembre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Haut-commissariat au Plan - Communication.

Réunion du mardi 24 septembre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - L'immobilier de l'administration territoriale de l'État - Communication.

Contrôle budgétaire - Recentralisation du revenu de solidarité active - Communication.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission des finances*) : Financement des actions multilatérales de la France - exercices 2017 à 2023 - Audition de MM. Christian Charpy, président de la 4e chambre de la Cour des comptes, Bertrand Dumont, directeur général du Trésor et Olivier Richard, directeur général adjoint de la mondialisation, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 8 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information relatif à l'adaptation du bloc communal au vieillissement de la population.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols - Examen du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du vendredi 11 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de MM. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics.

Projet de loi de finances pour 2025 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Perspectives de l'économie française et la situation des finances publiques - Audition de Mme Anne-Laure Delatte, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), rattachée à l'université Paris Dauphine-PSL (en visioconférence), M. Olivier Redoulès, directeur des études de l'Institut Rexecode, et Mme Natacha Valla, présidente du Conseil national de productivité (CNP).

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde portant sur l'état des finances locales.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Médias, livre et industries culturelles » et « Audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 31 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Investir pour la France de 2030 » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Aide publique au développement » - Compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Sécurités » - Compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale » et « Sécurité et éducation routières » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 61 à 64) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 21 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Seconde partie - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés.

Réunion du mercredi 27 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Première partie - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du vendredi 29 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Première partie - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et les articles 61, 62, 63 et 64) et le compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 19 et n° 55** (*Création d'un nouveau prêt à taux zéro pour les copropriétés et les bailleurs sociaux*) : p. 1111

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1217

- **Débat relatif aux finances des départements** - (5 mars 2024) : p. 1285

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (6 mars 2024) - **Article 2** (*Fixation par principe des indemnités de fonction au maximum légal pour les exécutifs communaux, départementaux et régionaux et*

modification du mode de calcul de l'enveloppe indemnitaire globale) : p. 1429 - **Article 4** (*Extension du bénéfice de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux et remise au Parlement d'un rapport relatif aux coûts liés aux attributions exercées par les maires au nom de l'État*) : p. 1439 p. 1440 p. 1443 - **Article 7** (*Possibilité de recours à la visioconférence pour la réunion des commissions du conseil municipal*) : p. 1451

- **Suite de la discussion** (7 mars 2024) - **Article 10** (*Création d'un label « Employeur partenaire de la démocratie locale »*) : p. 1517 p. 1518 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 191** (*Remise de rapport relatif au Fonds national de compensation pour les élus en situation de handicap*) : p. 1524 - **Article 14** (*Formation des élus locaux et des candidats à un mandat électif local*) : p. 1532 p. 1535 p. 1536 - **Article 19** (*Octroi automatique de la protection fonctionnelle aux élus locaux victimes de violences, menaces ou outrages*) : p. 1558 - **Article 24** (*Mutualisation des référents déontologiques à l'échelle intercommunale et obligation de déclaration des dons, avantages et invitations*) : p. 1564

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences sexistes et sexuelles au sein des armées** - (27 mars 2024) : p. 2144 p. 2145

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 291 (2023-2024)]** - (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2276

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 27 (priorité)** (*Évaluation des conséquences des projets de loi pour les petites et moyennes entreprises (PME)*) : p. 3669

- **Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 672 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4012

- **Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)]** - (22 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4399

- **Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics [n° 64 (2024-2025)]** - (30 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4623

- **Débat sur le thème : « Plan budgétaire et structurel national à moyen terme et orientation des finances publiques »** - (30 octobre 2024) : p. 4636 p. 4645

- **Proposition de loi visant à poursuivre l'expérimentation relative au travail à temps partagé aux fins d'employabilité [n° 90 (2024-2025)]** - (6 novembre 2024) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Expérimentation relative au travail à temps partagé aux fins d'employabilité*) : p. 4803 p. 4804 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 4 rectifié** (*Engagement des partenaires sociaux à ouvrir une négociation sur un accord de branche sur le contrat à durée indéterminée aux fins d'employabilité (CDIE)*) : p. 4808

- **Débat sur le thème : « Gestion de l'eau : bilan de l'été 2024 et perspective pour mieux gérer la ressource »** - (12 novembre 2024) : p. 4866

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 [n° 155 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 6 rectifié, n° 8 et n° 14** (*Conséquences de l'amendement créant un prélèvement sur recettes (PSR) pour financer l'extension du Ségur aux départements*) : p. 5797 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 9 et n° 13** (*Institution d'un prélèvement sur recettes pour compenser aux départements la revalorisation du revenu de solidarité active (RSA)*) : p. 5799

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]** - (25 novembre 2024) - **Article liminaire (Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2025, prévisions d'exécution 2024 et exécution 2023)** : p. 5844

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article 2 (Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2024 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source)** : p. 5859 p. 5863 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-397 rectifié, n° I-918 rectifié, n° I-1670 rectifié et n° I-685 (Transformation de la réduction d'impôt au titre des frais d'hébergement en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) en crédit d'impôt)** : p. 5886 p. 5887

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-658, n° I-943, n° I-1671, n° I-617, n° I-659 et n° I-1515 rectifié (Dispositions diverses sur l'exit tax)** : p. 5962 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-658, n° I-943, n° I-1671, n° I-617, n° I-659 et n° I-1515 rectifié (suite) (Dispositions diverses sur l'exit tax)** : p. 5963 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1342 (Élargissement de l'assiette de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) aux placements financiers et aux biens de luxe)** : p. 5990 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-327 rectifié (Extension d'une exonération de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) aux baux conclus avec de nouveaux installés sans condition de parenté entre bailleur et preneur)** : p. 5994 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1469 rectifié bis (Suppression du bénéfice du régime bénéficiaires industriels et commerciaux (BIC) aux locations directes ou indirectes des locaux d'habitation meublés)** : p. 5998 p. 5999 p. 6000 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1672 rectifié, n° I-664, n° I-938, n° I-1340, n° I-400 rectifié, n° I-940, n° 905 rectifié, n° 1369 rectifié et n° I-459 (Dispositions diverses sur le prélèvement forfaitaire unique (PFU) et sur l'imposition des superdividendes)** : p. 6002 p. 6004 p. 6006 p. 6007

- **Rappel au règlement** - (26 novembre 2024) : p. 6023

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1353 rectifié (Augmentation de 10 à 20% de la TVA sur les vols intérieurs)** : p. 6224 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1034 rectifié et n° I-1348 rectifié (Suppression de l'exonération d'accise appliquée au kérosène pour l'aviation d'affaires commerciale)** : p. 6224 - **Article 10 (Mise en cohérence avec le droit de l'Union européenne des taux réduits de TVA sur les opérations liées au chauffage)** : p. 6230 p. 6231 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1132 rectifié, n° I-1290 rectifié, n° 1354, n° I-1448 et n° I-1830 rectifié (Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les opérations de réparation de vélos, d'électroménager, de chaussures et articles de cuir, de vêtements et de linge de maison)** : p. 6283 p. 6284 p. 6285 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1352, n° I-1435 rectifié, n° I-1051 rectifié bis et n° I-1052 rectifié bis (Taux de TVA de 5,5 % pour la livraison de tous les logements locatifs sociaux, ainsi que pour les travaux)** : p. 6290

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-502 rectifié bis, n° I-746, n° I-1491 rectifié, n° I-503 rectifié, n° I-224, n° I-1426 rectifié, n° I-151, n° I-1136 rectifié, I-1425 rectifié et n° I-1182 (Exonération de TVA sur l'ensemble des biens importés dans les départements et**

régions d'outre-mer (DROM)) : p. 6326 - **Article 11 (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur les bénéficiaires des grandes entreprises)** : p. 6337 p. 6340 p. 6343 - **Article 11 (suite) (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur les bénéficiaires des grandes entreprises)** : p. 6352 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-668 rectifié, n° I-957 rectifié et n° I-1364 rectifié (Création d'une contribution additionnelle sur les bénéficiaires exceptionnels des grandes entreprises)** : p. 6359 p. 6360 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-669 (Création d'une taxe sur les dividendes exceptionnels des grandes entreprises)** : p. 6361 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-963, n° I-1865 rectifié et n° I-2040 rectifié ter (Suppression ou réduction de l'exonération d'impôt sur les sociétés sur les plus-values à long terme sur les cessions de titre de participation dans le cadre du régime mère-fille/Évolution des modalités d'application du régime des plus ou moins-values sur cession de titres de participation pour les titres de participation ne revêtant pas ce caractère sur le plan comptable)** : p. 6374 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-684 rectifié, n° I-1014, n° I-1371, n° I-1016, n° I-1017 rectifié et n° I-1431 rectifié (Rehaussement à 5 % du taux de la taxe sur les services numériques (TSN))** : p. 6379 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-997 et n° I-1679 rectifié (Création d'une taxe sur les plateformes de mise en relation)** : p. 6380 p. 6381 - **Article 12 (Création d'une contribution exceptionnelle sur le résultat d'exploitation des grandes entreprises de transport maritime)** : p. 6384 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-7, n° I-1254 rectifié bis, n° I-1356, n° I-1323 rectifié, n° I-467 et n° I-837 rectifié (Normalisation des aides aux entreprises dans le domaine de la recherche et de l'innovation/Rationalisation du crédit impôt recherche en matière de brevets)** : p. 6417 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-409 rectifié, n° I-993, n° I-1700, n° I-996, n° I-1159 rectifié, n° I-814 rectifié, n° I-686, n° I-1252 rectifié quinquies, n° I-1759, n° I-1253 rectifié, n° I-965, n° I-1402 rectifié bis, n° I-71 rectifié bis, n° I-110 rectifié sexes, n° I-203 rectifié bis, n° I-698, n° I-781 rectifié bis, n° I-698, n° I-781 rectifié bis, n° I-855 rectifié bis, n° I-1322 rectifié bis, n° I-1854 rectifié bis, n° I-802 rectifié, n° I-803 rectifié (Dispositions diverses sur le crédit d'impôt recherche (CIR) et le crédit d'impôt industrie (CII))** : p. 6418 - **Rappel au règlement** : p. 6424 - **Article 15 (Report de trois ans de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises)** : p. 6436 p. 6441 p. 6444 p. 6447 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-1694 rectifié, n° I-928 rectifié, n° I-1777 rectifié bis, n° 1315 rectifié ter et n° I-1656 rectifié ter (Dispositions diverses sur la modulation du tarif de la taxe de séjour)** : p. 6461 p. 6464

- **Suite de la discussion (29 novembre 2024) - Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-1259 rectifié, n° I-1667, n° I-403 rectifié bis, n° I-945 rectifié, n° 401 rectifié, n° I-67 rectifié bis, n° I-427 rectifié bis, n° I-314, n° I-1669 rectifié, n° I-66 rectifié bis, n° I-660, n° I-949, n° I-948, n° I-404 rectifié, n° I-663, n° I-661, n° I-1343, n° I-1869 rectifié, n° I-1770 rectifié ter, n° I-1986 rectifié bis, n° I-662 (Réforme globale des droits de succession)** : p. 6520 p. 6523 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-948 (Plafonnement du bénéfice du « pacte Dutreil » dans la limite de 5 millions d'euros)** : p. 6529 p. 6531 - **Rappels au règlement** : p. 6532 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-1848 rectifié bis et n° I-1668 rectifié (Alignement de la taxation des produits d'assurance vie au moment de la succession sur les droits de succession)** : p. 6537 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1344 rectifié (Augmentation des plafonds des sommes dépensées donnant droit à un crédit d'impôt lié aux frais de mise en accessibilité des logements de personnes âgées ou handicapées)** : p. 6614 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-912 rectifié bis (Création d'un crédit d'impôt sur le revenu au profit des bénéficiaires de l'aide personnalisée au logement)** : p. 6615 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1660 rectifié (Majoration du plafond de l'éco-prêt à taux zéro pour l'utilisation de matériaux biosourcés)** : p. 6619 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1471 rectifié (Suppression d'une condition pour bénéficier de l'abattement de 30 % sur la taxe foncière des logements sociaux**

situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) : p. 6625 - **Article 25** (Sécurisation du régime des bons ou droits de souscription d'actions et des titres acquis en exercice de ceux-ci) : p. 6647 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-306 rectifié bis et n° I-1393 rectifié ter** (Extension aux acquéreurs de parts de fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) et fonds communs de placement à risques (FCPR) de l'avantage fiscal actuellement réservé aux souscripteurs) : p. 6652 - **Article 26** (Instauration pour les grandes entreprises d'une taxe sur les réductions de capital consécutives au rachat de leurs propres titres) : p. 6653 p. 6655 p. 6658 p. 6661 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-673 rectifié, n° I-951 rectifié bis, n° I-2041 rectifié bis, n° I-1242, n° I-412 rectifié, n° I-461, n° I-950, n° I-1308 rectifié, n° I-1337 et n° I-1757** (Élargissement de l'assiette de la taxe sur les transactions financières aux opérations intra-journalières et rehaussement du taux) : p. 6675

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article 29** (Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement) : p. 6737 p. 6744 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-2182, I-929 rectifié, I-1683, I-573 rectifié ter, I-731 rectifié, I-1484 rectifié ter, I-1779 rectifié ter, I-1901 rectifié bis, I-387 rectifié, I-732 rectifié, I-421 rectifié, I-1358, I-1437, I-1438, I-1684, I-87 rectifié, I-1439, I-109 rectifié bis, I-118 rectifié quater, I-184 rectifié quinquies, I-244 rectifié bis, I-385 rectifié bis, I-711, I-1211 rectifié, I-1749, I-59 rectifié, I-185 rectifié ter, I-386 rectifié, I-245 rectifié bis, I-346 rectifié ter, I-1641 rectifié, I-1642 rectifié et I-1849 rectifié** (Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)) : p. 6770 p. 6774 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis** (Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)) : p. 6778 p. 6782 p. 6785 p. 6788 p. 6789 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1062 rectifié, n° I-76 rectifié, n° I-210 rectifié ter, n° I-592 rectifié bis, n° I-625 rectifié ter, n° I-740, n° I-1063 rectifié bis, n° I-1734 rectifié bis, n° 1691, n° 438 rectifié bis, n° I-1157 rectifié bis, n° I-170 rectifié ter et n° I-171 rectifié ter** (Augmentation du taux de la taxe sur les conventions d'assurances (TCAS) sur les véhicules terrestres à moteur afin d'augmenter la part de la taxe reversée aux services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) par les départements) : p. 6801 p. 6802 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-75 rectifié bis, n° I-209 rectifié ter, n° I-548 rectifié ter, n° I-591 rectifié bis, n° I-624 rectifié ter, n° I-1215 rectifié quater, n° I-1583 rectifié et n° I-1733 rectifié bis** (Transfert d'une part du produit de la taxe sur les conventions d'assurances (TCAS) reversé aux

organismes de sécurité sociale vers les départements) : p. 6804 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1690** (Création d'une taxe additionnelle d'enregistrement sur les personnes morales à prépondérance immobilière) : p. 6812 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1774 rectifié ter** (Affectation aux départements d'une fraction du produit des cessions de participation dans les sociétés à prépondérance immobilière) : p. 6813 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1010, n° I-1158 rectifié bis, n° 434 rectifié bis, n° I-1635 rectifié bis, n° 2055 rectifié, n° I-1230 rectifié bis, n° I-435 rectifié ter, n° I-450 rectifié quater, n° I-107 rectifié, n° I-735, n° I-2007 rectifié, n° I-1688, n° I-736, n° I-1214 rectifié quater, n° I-1582 rectifié, n° I-2008 rectifié, n° I-433 rectifié bis, n° I-734, n° I-930 rectifié, n° I-1365 rectifié et n° I-1689** (Dispositions diverses sur le plafond du taux de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) fixé par les départements) : p. 6816 p. 6817 p. 6819 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1600 rectifié bis et n° I-1705** (Modification du plafond de la taxe spéciale d'équipement) : p. 6824 p. 6825 - **Article 33** (Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers) : p. 6900 - **Rappel au règlement** : p. 6914 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° I-1199** (Hausse de la redevance cynégétique) : p. 6920

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2024) - **Rappels au règlement** : p. 6971

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2024) - **État B** : p. 7184

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (suite)

- (2 décembre 2024) - **Sécurités : État B** : p. 7222 p. 7234 p. 7235

Justice

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7417

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) - **Article additionnel après l'article 64 (priorité) - Amendements n° II-11 rectifié et n° II-248 rectifié** (Création d'un dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales) : p. 7520 p. 7522 - **État B** : p. 7537 p. 7538

BLANC (Jean-Baptiste)
sénateur (Vaucluse)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Rapporteur de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre de la commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens d'entraves efficaces le 1er février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (24 octobre 2024).

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat le 12 février 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « le bâti scolaire à l'épreuve de la transition écologique ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 699 (2023-2024)] (19 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de la commission des affaires économiques et de la commission des finances : Mettre en œuvre les objectifs de réduction de l'artificialisation des sols à droit constant : la quadrature du cercle ? [n° 19 (2024-2025)] (9 octobre 2024) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Cohésion des territoires - Logement et ville [n° 34 tome 2 vol. 1 annexe 6 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la mise en place d'un Fonds national d'aide aux collectivités territoriales pour la création et la rénovation des aires permanentes d'accueil de véhicules de loisir [n° 47 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Cohésion des territoires - Logement et ville [n° 144 tome 3 vol. 1 annexe 6 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des finances*) : Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), un outil à consolider - Audition de Mme Catherine Démier, présidente de la cinquième chambre de la Cour des comptes, M. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, et Mme Cécile Raquin, directrice générale des collectivités locales.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du plan « France 2030 » - Audition de M. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation

économique, budgétaire et financière de la France - Audition de MM. François Ecalte, président fondateur de l'association « finances publiques et économie » (FIPECO), Mathieu Plane, directeur adjoint de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Olivier Redouls, directeur des études de l'Institut Rexecode.

Réunion du mercredi 4 septembre 2024 (*commission des finances*) : Situation économique et budgétaire de la France et préparation du projet de loi de finances pour 2025 - Communication.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des finances*) : Comptes publics de la France : état des lieux - Communication.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Cohésion des territoires » - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » et Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « La mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et le renforcement de l'accompagnement des élus locaux »** - (18 janvier 2024) : p. 165 p. 166

- **Question orale sans débat relative à la prise en compte des logements de fonction dans les obligations de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains** - (6 février 2024) : p. 606 p. 607

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (14 février 2024) : p. 984

- **Proposition de loi visant à conforter la filière cinématographique en France [n° 323 (2023-2024)]** - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 996

- **Proposition de loi visant à préserver des sols vivants [n° 66 (2023-2024)]** - (15 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1022

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels [n° 389 (2023-2024)]** - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1623

- **Question orale sans débat sur les incohérences procédurales dans la sollicitation de subventions par les collectivités territoriales** - (19 mars 2024) : p. 1847 p. 1848

- **Projet de loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes** -

Nouvelle lecture [n° 455 (2023-2024)] - (2 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2354

- **Débat sur le thème : « Haut-Commissariat au plan : quel bilan et quelle influence sur les politiques publiques depuis 2020 ? »** - (10 avril 2024) : p. 2663

- **Débat sur le thème : « Planification écologique et COP régionales : quelle efficacité ? »** - (30 avril 2024) : p. 2751

- **Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bureaux en logements [n° 598 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3113

- **Suite de la discussion** (22 mai 2024) - **Article 2** (*Assujettissement des opérations de transformation de bureaux en logements à la taxe d'aménagement*) : p. 3165

- **Débat sur le thème : « La France a-t-elle été à la hauteur des défis et de ses ambitions européennes ? »** - (29 mai 2024) : p. 3413

- **Question orale sans débat sur la programmation du fonds européen agricole pour le développement rural pour la période 2014-2022** - (4 juin 2024) : p. 3582 p. 3583

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 455 rectifié bis** (*Création d'une autorité ayant vocation à créer une plateforme d'échanges de factures électroniques*) : p. 3691

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences à Cavaillon** - (16 octobre 2024) : p. 4204

- **Question orale sans débat sur l'investissement dans la production de logements sociaux et la déduction du prélèvement SRU** - (22 octobre 2024) : p. 4377

- **Question orale sans débat relative au renforcement du droit de préemption des collectivités locales pour la protection des terres agricoles** - (5 novembre 2024) : p. 4684

- **Débat sur le thème : « Situation des finances publiques locales »** - (6 novembre 2024) : p. 4791

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-477 rectifié ter et n° I-1856 rectifié ter** (*Élargissement du crédit d'impôt pour la transition énergétique*) : p. 5900

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-194 rectifié ter, n° I-1267 rectifié, n° I-1972 rectifié ter, n° I-1971 rectifié bis et n° I-389 rectifié ter** (*Modification du délai de délibération pour instituer la taxe locale sur la publicité extérieure*) : p. 6829

BLATRIX CONTAT (Florence)
sénatrice (Ain)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (20 mars 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (22 mai 2024).

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes jusqu'au 1er février 2024.

Vice-présidente de la mission d'information sur le thème : « gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement ».

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur la délivrance des titres d'identité et de circulation [n° 413 (2023-2024)] (12 mars 2024) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Euro numérique : pour une Europe souveraine en matière de paiements [n° 708 (2023-2024)] (26 juin 2024) - **Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Immobilier de l'administration territoriale de l'État [n° 769 (2023-2024)] (24 septembre 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 34 tome 2 annexe 2 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 144 tome 3 annexe 2 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Collectivités territoriales - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 151 (2024-2025)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à limiter la charge financière liée aux prestations de chômage versées aux demandeurs d'emploi frontaliers [n° 204 (2024-2025)] (11 décembre 2024) - **Travail - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des finances*) : « Trajectoire des finances publiques et croissance économique en France et en Europe : bilan et perspectives » - Audition de MM. Jérôme Creel, directeur du département des études de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), François Ecalle, président de l'association « Finances publiques et économie » (FIPECO) et Luc Tholoni, directeur en charge de l'« Économie des États membres II » à la direction générale des affaires économiques et financières (DG ECFIN) de la Commission européenne.

Réunion du jeudi 25 janvier 2024 (*commission des affaires européennes*) : Budget de l'Union européenne - Révision à mi-parcours du cadre financier pluriannuel (CFP) de l'Union européenne - Communication.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des finances*) : Action de la direction générale des finances publiques auprès du bloc communal - Audition pour suite à donner à la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des finances*) : Problèmes assurantiels rencontrés par les collectivités territoriales - Audition de MM. Alain Chrétien, maire de Vesoul, vice-président de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), Thomas Fromentin, président de la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes et administrateur d'Intercommunalités de France, et Éric Schahl, conseiller régional d'Ile-de-France, représentant de Régions de France.

Réunion du jeudi 8 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Prochaine conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce - Communication de MM. Alain Cadec et Didier Marie.

Réunion du jeudi 15 février 2024 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Quelle souveraineté alimentaire pour l'Union européenne? Audition de MM. Sébastien Abis, Yves le Morvan et Thierry Pouch.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des finances*): Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission des finances*): Délivrance des titres d'identité et de circulation - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des finances*): Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*commission des finances*): Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des finances*): Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Personnels administratifs du ministère de l'Éducation nationale - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Aides à la décarbonation de l'industrie du plan France 2030 - Communication.

Contrôle budgétaire - Fonds national de l'emploi - Formation (FNE-Formation) - Communication.

Réunion du jeudi 20 juin 2024 (*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Sapeurs-pompiers volontaires, reconnaissance de la spécificité de leur engagement et renforcement du dispositif européen de protection civile - Examen de l'avis politique et du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 26 juin 2024 (*commission des affaires européennes*): Union économique et monétaire - Euro numérique : Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 juillet 2024 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Priorités de la présidence hongroise du Conseil de l'Union européenne - Audition de S. E. M. Georges Habsbourg-Lorraine, Ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du mardi 24 septembre 2024 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - L'immobilier de l'administration territoriale de l'État - Communication.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Nouvelles institutions européennes - Communication de M. Jean-François Rabin.

(*commission des finances*): Comptes publics de la France : état des lieux - Communication.

Contrôle budgétaire - maintien en condition opérationnelle des équipements militaires - Communication.

Réunion du vendredi 11 octobre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de MM. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Perspectives de l'économie française et la situation des finances publiques - Audition de Mme Anne-Laure Delatte, directrice de recherche au

Centre national de la recherche scientifique (CNRS), rattachée à l'université Paris Dauphine-PSL (en visioconférence), M. Olivier Redoulès, directeur des études de l'Institut Rexecode, et Mme Natacha Valla, présidente du Conseil national de productivité (CNP).

Réunion du jeudi 31 octobre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 40) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires européennes*): Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Projet de loi de finances 2025 et perspectives budgétaires de l'Union européenne: communication de Mmes Florence Blatrix Contat et Christine Lavarde.

Réunion du mardi 19 novembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 60) et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie », « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » et « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » et « Sécurité nucléaire et radioprotection » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Affaires maritimes, pêche et aquaculture » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 21 novembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 5 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*): Avenir du marché intérieur - Audition de M. Enrico Letta.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*): Cotisations des travailleurs frontaliers pour les prestations chômage - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Relations Union européenne-Suisse - Communication.

(*commission des finances*): Projet de loi spéciale - Audition de MM. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, démissionnaire, et Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics, démissionnaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de la ligne ferroviaire Lyon-Turin** - (24 janvier 2024) : p. 257 p. 258
- **Question orale sans débat sur les indemnités de résidence dans l'Ain** - (7 mars 2024) : p. 1493
- **Projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique** - *Commission mixte paritaire [n° 470 (2023-2024)]* - (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2334
- **Débat sur le programme de stabilité et l'orientation des finances publiques** - (30 avril 2024) : p. 2747
- **Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France [n° 585 (2023-2024)]** - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2899 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 15** (*Constitution d'une réserve pour les parts sociales des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC)*) : p. 2905
- **Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bureaux en logements [n° 598 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3112
- **Suite de la discussion** (22 mai 2024) - **Article 2** (*Assujettissement des opérations de transformation de bureaux en logements à la taxe d'aménagement*) : p. 3163 p. 3164
- **Proposition de loi encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques - Deuxième lecture [n° 616 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Article 1er** (*Champ d'application de la proposition de loi*) : p. 3276 - **Article 18** (**texte non modifié par la commission**) (*Obligation d'audit de la sécurité des systèmes d'information utilisés par les cabinets de conseil réalisant des prestations pour des administrations*) : p. 3300
- **Débat sur le thème : « La France a-t-elle été à la hauteur des défis et de ses ambitions européennes ? »** - (29 mai 2024) : p. 3411 p. 3412
- **Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France - Commission mixte paritaire [n° 632 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3498
- **Débat sur le thème « Croissance de la dette publique de la France »** - (8 octobre 2024) : p. 3893 p. 3894
- **Proposition de loi visant à mettre en place une imposition des sociétés plus juste et plus écologique [n° 862 (2022-2023)]** - (10 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4050
- **Débat sur le thème : « Plan budgétaire et structurel national à moyen terme et orientation des finances publiques »** - (30 octobre 2024) : p. 4642
- **Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces [n° 628 (2023-2024)]** - (13 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4916
- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Discussion générale :

- (25 novembre 2024) : p. 5776

*Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :***Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne**

- (25 novembre 2024) : p. 5849 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1246 rectifié, n° I-1245 rectifié bis et n° I-1179** (*Plafonnement du tarif unitaire annuel pour l'accueil de l'enfant pour bénéficier du crédit d'impôt famille (CIFAM)*) : p. 5902

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 3** (*Instauration d'une contribution différentielle sur les hauts revenus*) : p. 5944 p. 5945 p. 5954 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-658, n° I-943, n° I-1671, n° I-617, n° I-659 et n° I-1515 rectifié** (*Dispositions diverses sur l'exit tax*) : p. 5961 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-798 rectifié** (*Intégration de certains actifs (assurance vie, actifs numériques et biens meubles corporels) dans l'assiette de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI)*) : p. 5993 - **Article 7** (*Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations*) : p. 6073 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-103 rectifié bis, n° I-810 rectifié et n° I-1178** (*Mise en place d'un amortisseur socio-environnemental pour le gaz naturel*) : p. 6078 p. 6079 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-1349** (*Suppression des tarifs réduits d'accise pour les biocarburants de première génération*) : p. 6089

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article 8 (suite)** (*Évolution de la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et de la taxe sur la masse en ordre de masse*) : p. 6139 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-982** (*Création d'une taxe sur les dépenses de publicité en faveur des véhicules polluants*) : p. 6146 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026** (*Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)-Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations*) : p. 6175 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1783 rectifié** (*Exonération de TVA pour les travaux d'entretien et de restauration des stèles et monuments commémoratifs dédiés aux victimes d'attentats*) : p. 6269 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-697 et n° I-1784 rectifié** (*Exonération de TVA pour les achats de denrées effectués par les associations d'aide alimentaire*) : p. 6269 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-116 rectifié bis, n° I-153 rectifié bis, n° I-1225, n° I-1244 rectifié bis, n° I-1286 rectifié bis, n° I-1915 rectifié bis, n° 309 rectifié bis, n° 375 rectifié, n° 851 rectifié bis, n° I-1041 rectifié bis, n° I-1416 rectifié, n° I-1710 rectifié et n° I-2021 rectifié bis** (*Remplacement de l'attestation par une mention sur la facture pour l'application de la TVA sur les travaux de rénovation bénéficiant du taux réduit de 5,5 % ou 10 %*) : p. 6273 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-35, n° I-705, n° I-852 rectifié, n° I-1001 et n° I-1754** (*Interdiction des logiciels de caisse permissifs auto-certifiés pour lutter contre la fraude à la TVA*) : p. 6298

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-514 rectifié** (*Fixation à 1 % du taux de cotisation à la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) pour les organismes HLM outre-mer*) : p. 6321 - **Article 11** (*Instauration d'une contribution exceptionnelle sur les bénéficiaires des grandes entreprises*) : p. 6337 p. 6344 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-684 rectifié, n° I-1014, n° I-1371, n° I-1016, n° I-1017 rectifié et n° I-1431 rectifié** (*Rehaussement à 5 % du taux de la taxe sur les services numériques (TSN)*) : p. 6378 p. 6379 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-960** (*Restriction du régime « mère-fille » aux entreprises situées dans un pays de l'Espace économique européen (EEE)*) : p. 6401 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-999** (*Alignement du régime fiscal des plus-values pour un associé d'une société coopérative d'intérêt collectif sur celui d'un associé d'une société coopérative de production*) : p. 6401 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-801 rectifié** (*Relèvement de la quote-part pour frais et charges applicables aux dividendes intragroupes et hors-groupes*) : p. 6402 - **Article**

additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-813 rectifié (Création d'une taxation différentielle des bénéfices selon leur destination) : p. 6402 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-409 rectifié, n° I-993, n° I-1700, n° I-996, n° I-1159 rectifié, n° I-814 rectifié, n° I-686, n° I-1252 rectifié quinquies, n° I-1759, n° I-1253 rectifié, n° I-965, n° I-1402 rectifié bis, n° I-71 rectifié bis, n° I-110 rectifié sexies, n° I-203 rectifié bis, n° I-698, n° I-781 rectifié bis, n° I-698, n° I-781 rectifié bis, n° I-855 rectifié bis, n° I-1322 rectifié bis, n° I-1854 rectifié bis, n° I-802 rectifié, n° I-803 rectifié** (Dispositions diverses sur le crédit d'impôt recherche (CIR) et le crédit d'impôt industrie (CII)) : p. 6418 p. 6419 p. 6421 p. 6423 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-799 rectifié, n° I-1401 rectifié bis** (Création de la catégorie des jeunes entreprises d'innovation à impact (JEII)) : p. 6429 - **Article 15** (Report de trois ans de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) : p. 6440 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-1694 rectifié, n° I-928 rectifié, n° I-1777 rectifié bis, n° 1315 rectifié ter et n° I-1656 rectifié ter** (Dispositions diverses sur la modulation du tarif de la taxe de séjour) : p. 6463

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-805 rectifié bis** (Exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) temporaire, d'une durée de 10 ans, en cas de réunion de parcelles forestières de moins de 10 hectares) : p. 6500 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-946** (Réduction de l'avantage fiscal attaché au dispositif fiscal forestier du « Sérot-Monichon ») : p. 6503 - **Article 19** (Mesures d'incitation à la transmission des exploitations agricoles au profit de jeunes agriculteurs) : p. 6514 - **Article 21** (Mesures diverses de correction, clarification et coordination en matière de fiscalité sectorielle) : p. 6557 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-1150 rectifié bis, n° I-1161 rectifié bis, n° I-1228 rectifié, n° I-1236 rectifié bis, n° I-1270 rectifié ter, n° I-1961 rectifié ter et n° I-2227 rectifié** (Exonération de la valorisation énergétique des combustibles solides de récupération pour la production de gaz) : p. 6567 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-100 rectifié bis, n° I-1449, n° I-807 rectifié, n° I-1450 et n° I-904** (Création d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) « en amont ») : p. 6569 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-101 rectifié bis, n° I-808 rectifié, n° I-1177 et n° I-1451** (Création d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) « en amont ») : p. 6572 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-102 rectifié bis et n° I-809 rectifié** (Affectation d'une fraction de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)) : p. 6574 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-104 rectifié bis, n° I-1029 rectifié, n° I-1464 et n° I-1030** (Création d'une redevance dite « pollution micropolluants ») : p. 6579 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-1030** (Mise en place d'une redevance pour les substances per et polyfluoroalkylées) : p. 6580 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-796 rectifié et n° I-1454** (Conditionnement de l'exonération d'imposition sur la plus-value de cession de la résidence principale à une durée minimale de détention de cinq ans) : p. 6596 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-797 rectifié** (Soumission à l'impôt sur le revenu des fractions de plus-values immobilières excédant un seuil de 50 % du prix d'acquisition) : p. 6599 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-920 rectifié bis, n° I-129, n° 402 rectifié et n° I-1713 rectifié bis** (Suppression de l'abattement progressif sur l'impôt sur le revenu et sur la CSG acquittés lors de la réalisation d'une plus-value sur cession immobilière et diminution du taux réel d'imposition à 9 %) : p. 6601 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-800 rectifié** (Conditionnement de l'éco-PTZ finançant des travaux relatifs au système de chauffage à un projet de rénovation énergétique performante s'appuyant sur l'Agence nationale de l'habitat) : p. 6619 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1633 rectifié bis** (Définition de l'assiette de la taxe de publicité foncière pour les opérations de bail réel solidaire) : p. 6622 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-744, n° I-921 rectifié bis et n° I-1446** (Possibilité d'augmenter jusqu'à 40 % le taux de la

part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement sur toute parcelle ou section cadastrale non artificialisée) : p. 6633 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-117 rectifié bis, n° I-373 rectifié ter, n° I-998 rectifié, n° I-1084 rectifié sexies, n° I-1285 rectifié quinquies, n° I-1460, n° I-1618 rectifié bis, n° I-1709 rectifié quater, n° I-308 rectifié bis, n° I-423 rectifié bis, n° I-1788, n° I-1619 rectifié, n° I-1892 rectifié quinquies et n° I-2078** (Suppression des conditions de localisation pour l'éligibilité au prêt à taux zéro dans les logements neufs et anciens pendant une durée de trois ans) : p. 6635 - **Article 26** (Instauration pour les grandes entreprises d'une taxe sur les réductions de capital consécutives au rachat de leurs propres titres) : p. 6657

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article 30** (Modulation des conditions d'attribution du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)) : p. 6757 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-2182, I-929 rectifié, I-1683, I-573 rectifié ter, I-731 rectifié, I-1484 rectifié ter, I-1779 rectifié ter, I-1901 rectifié bis, I-387 rectifié, I-732 rectifié, I-421 rectifié, I-1358, I-1437, I-1438, I-1684, I-87 rectifié, I-1439, I-109 rectifié bis, I-118 rectifié quater, I-184 rectifié quinquies, I-244 rectifié bis, I-385 rectifié bis, I-711, I-1211 rectifié, I-1749, I-59 rectifié, I-185 rectifié ter, I-386 rectifié, I-245 rectifié bis, I-346 rectifié ter, I-1641 rectifié, I-1642 rectifié et I-1849 rectifié** (Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)) : p. 6772 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis** (Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)) : p. 6779 p. 6780 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-973** (Assimilation de la résidence détenue en France par un contribuable non-résident à sa résidence principale, lorsqu'il réside dans une zone déconseillée aux voyageurs) : p. 6794 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-806 rectifié bis et n° I-1766 rectifié** (Prolongation de la durée de l'expérimentation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi) sur une partie du territoire) : p. 6828 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-916 rectifié** (Instauration d'une taxe à l'importation pour tous les produits ayant contribué directement à la déforestation, à la dégradation des forêts ou à la dégradation d'écosystèmes naturels en dehors du territoire national) : p. 6852 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° I-1476 rectifié bis, n° I-1889 rectifié quater et n° I-2289** (Maintien de la contribution versée à la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) par les bailleurs sociaux, finançant le Fonds national des aides à la pierre (Fnap)/Modification de la contribution des bailleurs sociaux au Fnap, via l'affectation des contributions des bailleurs à la CGLLS) : p. 6925

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7326 p. 7330

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Administration générale et territoriale de l'État

- (4 décembre 2024) : p. 7476 - **État B** : p. 7486 p. 7488 p. 7489 p. 7490 p. 7491 p. 7492 p. 7493 p. 7494 p. 7495

BLEUNVEN (Yves)
sénateur (Morbihan)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024 ; puis rapporteur le 7 mai 2024.

Membre de la commission d'enquête sur « les moyens mobilisés et mobilisables par l'État pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France ».

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations (14 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (24 octobre 2024).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 550 (2023-2024)] de simplification de la vie économique [n° 634 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à aligner le droit français sur le droit européen pour les emballages constitués pour tout ou partie de polymères ou de copolymères styréniques non recyclables [n° 658 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 744 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 25 janvier 2024 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde « Défis de l'entreprise : le regard des économistes ».

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alexandre Saubot, président de France Industrie.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Windsor, président de Chambres d'agriculture France.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Cœuré, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du conseil d'administration de Renault.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Mission sur la crise du logement - Examen du rapport d'information et vote sur les propositions des rapporteurs.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*CS Simplification*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (délégation aux entreprises) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et de Mme Olivia Grégoire, ministre déléguée chargée des entreprises, du tourisme et de la consommation.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (CS Simplification) : Audition de MM. Julien Gondard, directeur général, et Samuel Deguara, directeur des affaires publiques et des relations institutionnelles, de CMA France, Mme Bénédicte Caron, vice-présidente chargée des affaires économiques, M. Lionel Vignaud, directeur des affaires économiques, juridiques et fiscales, et Mme Léa Bouchet, juriste à la direction des affaires économiques, juridiques et fiscales de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), MM. Michel Picon, président, Pierre Burban, secrétaire général, et Mme Thérèse Note, chargée des relations avec le Parlement, de l'Union des entreprises de proximité (U2P).

Réunion du mardi 28 mai 2024 (CS Simplification) : Projet de loi de simplification de la vie économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (commission des affaires économiques) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Audition de M. Marc Fesneau, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Réunion du lundi 3 juin 2024 (CS Simplification) : Projet de loi de simplification de la vie économique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (commission des affaires économiques) : Audition de M. Alain Di Crescenzo, président des chambres de commerce et d'industrie (CCI France).

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (commission des affaires économiques) : Audition de Mme Valérie Létard, ministre du logement et de la rénovation urbaine.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le mode de financement des « tiny houses » en tant que nouvelles formes de logement** - (18 janvier 2024) : p. 140 p. 141

- **Débat sur le thème : « Pratiques des centrales d'achat de la grande distribution implantées hors de France »** - (25 janvier 2024) : p. 321

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1095

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (7 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 325 rectifié quater (Financement de bilans de compétences par le droit individuel à la formation des élus locaux)** : p. 1536 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 6 rectifié et n° 51 rectifié octies (Demande de rapport relatif aux élus locaux travailleurs transfrontaliers)** : p. 1539 - **Article 27 (Sécurisation de la situation de l'élu local ayant cessé d'exercer son activité professionnelle)** : p. 1573

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Commission mixte paritaire [n° 429 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2198

- **Question orale sans débat relative à la création d'un agrément « bail réel solidaire »** - (9 avril 2024) : p. 2447

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3020

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Discussion générale** : p. 3527

- **Suite de la discussion** (4 juin 2024) - **Article 7 (supprimé) (priorité) (Simplifier la présentation des bulletins de paie)** : p. 3618 - **Article additionnel après l'article 7 (priorité) - Amendement n° 452 rectifié bis (Demande de rapport sur les pistes de simplification du bulletin de paie)** : p. 3620 - **Article 8 (priorité) (Rehaussement des seuils de notification des concentrations d'entreprises auprès de l'Autorité de la concurrence)** : p. 3621 p. 3622 p. 3623 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 75 (Résiliation anticipée dérogatoire pour les contrats de sous-traitance lorsque le sous-traitant est placé en redressement judiciaire)** : p. 3625 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 286 rectifié (Suppression de la solidarité fiscale entre vendeur et acquéreur d'une entreprise)** : p. 3626 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 246 rectifié et n° 247 rectifié (Dérogação aux règles du PLU pour agrandissement de PME (limite de 30% et de 50%))** : p. 3627 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 450 rectifié (Modification des seuils d'effectifs d'entreprise)** : p. 3628 - **Article 13 (priorité) (Aligner les droits des très petites entreprises sur ceux des particuliers en matière bancaire)** : p. 3643 p. 3644 p. 3645 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 311 (Plafonnement de frais d'incidents bancaires pour les personnes physiques agissant pour des besoins professionnels)** : p. 3646 - **Article 14 (priorité) (Simplifier et faciliter les relations avec les prestataires de services d'assurance)** : p. 3647 p. 3648 p. 3649 p. 3650 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 316 rectifié (Possibilité pour l'assuré de résilier à tout moment un contrat d'assurance affinitaire)** : p. 3650 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 35 rectifié ter (Inversion de la charge de la preuve entre assureur et assuré lorsqu'il s'agit de démontrer qu'un sinistre a été causé par un fait autre qu'une guerre étrangère)** : p. 3651 p. 3651 - **Article 24 (priorité) (Mensualisation du versement des loyers commerciaux et encadrement du montant de la garantie)** : p. 3652 p. 3653 p. 3655 p. 3656 - **Article additionnel après l'article 24 (priorité) - Amendement n° 497 (Encadrement de la possibilité d'octroi de délais de paiement et de la suspension de la clause résolutoire)** : p. 3657 - **Article 25 (priorité) (Simplification du régime d'aménagement commercial pour moderniser et rationaliser les espaces commerciaux)** : p. 3658 p. 3659 p. 3660 - **Article additionnel après l'article 25 (priorité) - Amendement n° 499 (Extension du périmètre des secteurs d'intervention des opérations de revitalisation de territoire et facilitation du transfert d'autorisations d'exploitation commerciale)** : p. 3661 - **Article additionnel après l'article 25 (priorité) - Amendement n° 500 (Modification et prolongation de trois ans de l'expérimentation en matière d'aménagement commercial prévue à l'article 97 de la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite loi « 3DS »)** : p. 3662 - **Article 26 (priorité) (Faciliter les travaux dans certains établissements recevant du public (ERP))** : p. 3662 p. 3663 - **Article additionnel après l'article 26 (priorité) - Amendement n° 94 rectifié ter (Simplification de la procédure de contrôle, par la commission de sécurité, des constructions ou travaux d'aménagement des établissements recevant du public)** : p. 3663 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 322 (Création de France Planification, issue de la fusion du Haut-Commissariat au Plan, du Commissariat général à la stratégie et à la prospective, du Secrétariat général pour l'investissement et du Secrétariat général à la planification écologique)** : p. 3679 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 330 (Rapport d'évaluation des mesures de simplification adoptées précédemment)** : p. 3680 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 323 (Demande de rapport sur la rationalisation des instances administratives consultatives)** : p. 3681 - **Article 1er (Suppression de comités, de commissions, de conseils et d'observatoires)** : p. 3682 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 455 rectifié bis (Création**

d'une autorité ayant vocation à créer une plateforme d'échanges de factures électroniques) : p. 3691 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 41 rectifié, n° 184, n° 196 rectifié ter, n° 255 rectifié quater, n° 516 rectifié et n° 585 rectifié bis** (Suppression des attestations de conformité à la réglementation au dépôt du permis de construire) : p. 3696 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 571** (Permis de construire déclaratif pour les projets réalisés par un architecte) : p. 3697 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 414 rectifié** (Demande de rapport sur le rapport des entreprises aux Urssaf dans les cotisations employeurs) : p. 3698 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 229** (Suppression des obligations de reporting environnemental des acteurs du numérique) : p. 3702 - **Article 15** (Faciliter l'implantation de centres de données d'envergure) : p. 3706 p. 3708 p. 3709 p. 3710 p. 3711 p. 3712 p. 3713 p. 3714 p. 3715 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 333** (Débat annuel sur la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) par les projets d'envergure nationale et européenne) : p. 3717 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 192 rectifié ter** (Amendement de coordinations juridiques) : p. 3717 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 80 rectifié** (Extension de la reconnaissance du caractère de raison impérative d'intérêt public majeur d'une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique aux infrastructures routières) : p. 3718 - **Article 17 (priorité)** (Accélérer et simplifier les déploiements de réseaux mobiles) : p. 3719 p. 3720 p. 3722 p. 3723

- **Suite de la discussion** (5 juin 2024) : p. 3750 p. 3751 p. 3752 p. 3754 p. 3755 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 129 rectifié** (Interdiction d'exigences renforcées en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques dans les PLU) : p. 3756 - **Article 16** (Faculté pour les acheteurs publics de déroger à l'obligation d'allotissement des marchés de travaux, de fournitures ou de services et pour leurs sous-traitants de renoncer expressément au bénéfice du paiement direct pour les projets d'éolien en mer et de création ou de modification des ouvrages des réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité) : p. 3766 p. 3767 p. 3768 p. 3770 p. 3771 p. 3772 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 529** (Modification des modalités de mise à disposition des études environnementales dans le cadre de la procédure d'appels d'offres des projets d'éolien en mer) : p. 3773 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 127 rectifié** (Encadrement des délais pour l'instruction des appels d'offres des projets d'éolien en mer) : p. 3773 - **Article 18** (Simplifier la mise en œuvre des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité) : p. 3775 p. 3777 p. 3778 p. 3780 p. 3781 p. 3782 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 1 rectifié quater et n° 149 rectifié** (Dispense d'évaluation environnementale pour les mises en compatibilité de documents d'urbanisme avec projets de réseaux de transport d'électricité dispensés d'évaluation environnementale) : p. 3783 - **Article 19** (Modification de certaines procédures prévues par le code minier) : p. 3785 p. 3786 p. 3787 p. 3788 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 489 rectifié, n° 59 rectifié, n° 130 rectifié et n° 181 rectifié** (Institution d'une procédure de consultation du public unique dans le cas de l'exploitation minière des fonds marins) : p. 3789 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 58 rectifié et n° 179 rectifié** (Prolongation de la durée des concessions pour l'exploitation des fonds marins du domaine public) : p. 3789 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 142 rectifié bis** (Extension des titres miniers octroyés dans le cadre de concessions existantes à des substances connexes) : p. 3790 - **Article 20** (Dérogation aux règles des plans locaux d'urbanisme (PLU) pour l'installation de systèmes de production d'énergie renouvelables) : p. 3791 p. 3792 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 143 rectifié et n° 429 rectifié** (Report des obligations d'intégration d'ombrières pour les bâtiments et parcs de stationnement) : p. 3793 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 395 rectifié, n° 451 rectifié et n° 430 rectifié** (Modification des obligations d'intégration de dispositifs végétalisés et d'ombrières sur les aires de stationnement) : p. 3794 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 144 rectifié** (Dérogation aux

obligations de couverture des parkings en ombrières) : p. 3795 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 135 rectifié** (Suppression de la possibilité pour le PLU de définir des secteurs d'exigences renforcées en matière de performance énergétique et environnementale) : p. 3795 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 119 rectifié ter, n° 134 rectifié, n° 187 rectifié, n° 257 rectifié quater, n° 517 rectifié et n° 290 rectifié** (Dérogations de droit au PLU pour les travaux faisant preuve d'efficacité environnementale) : p. 3796 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 132 rectifié, n° 198 rectifié et n° 397 rectifié ter** (Dispense d'autorisation d'urbanisme pour les panneaux solaires domestiques) : p. 3797 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 317 rectifié bis** (Dispense de fouilles pour les projets d'intérêt national majeur et les projets d'intérêt général) : p. 3797 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 315 rectifié** (Dispense de fouilles archéologiques pour les panneaux solaires et les pistes cyclables) : p. 3798 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 133 rectifié, n° 199 rectifié bis, n° 399 rectifié ter et n° 530** (Avis simple de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) pour l'installation de panneaux solaires domestiques (abords)) : p. 3799 - **Article 20 bis (nouveau)** (Abaissement du seuil de puissance pour les postes électriques dont l'artificialisation peut être mutualisée à l'échelle nationale) : p. 3799 p. 3800 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 297 rectifié** (Modification des pouvoirs de contrôle, d'enquête ou de sanction de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) ou de son Comité de règlement des différends et des sanctions (Cordis)) : p. 3801 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 318 rectifié bis, n° 341, n° 319 rectifié bis et n° 342** (Possibilité pour les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices de tenir compte du caractère nouveau ou non de l'installation de production d'électricité dans les critères d'attribution des contrats de long terme en matière d'électricité) : p. 3802 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 343** (Application des contrats de long terme en matière d'électricité dans les zones non interconnectées au réseau dit « métropolitain continental » (ZNI)) : p. 3803 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 320 rectifié** (Possibilité pour les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices de tenir compte de la part d'énergies renouvelables dans le mix de production de gaz dans les critères d'attribution des contrats de long terme en matière de gaz) : p. 3803 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 72 rectifié bis, n° 102 rectifié ter, n° 190, n° 240, n° 356 rectifié bis, n° 360 rectifié ter, n° 103 rectifié, n° 220 rectifié, n° 361 rectifié ter et n° 597** (Modification des modalités de raccordement, de production ou de consommation des projets de biogaz) : p. 3804 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 14 rectifié bis, n° 101 rectifié, n° 189, n° 218 rectifié bis, n° 238, n° 359 rectifié ter, n° 595, n° 172 rectifié ter et n° 415 rectifié bis** (Modification des modalités de raccordement, de production ou de consommation des projets de biogaz) : p. 3806 - **Article 21 bis (nouveau)** (Application d'un fonds de garantie aux projets de production de biogaz) : p. 3807 - **Article 21 ter (nouveau)** (Application aux projets d'installation de production d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone et à leurs projets d'installation de stockage de la raison impérative d'intérêt public majeur (RIIPM)) : p. 3808 - **Article additionnel après l'article 21 ter - Amendements n° 420 rectifié bis et n° 521 rectifié bis** (Extension du recours aux combustibles solides de récupération (CSR) notamment pour la production de gaz renouvelables) : p. 3809 - **Article additionnel après l'article 21 ter - Amendements n° 33 rectifié bis, n° 204 rectifié ter, n° 542 rectifié bis et n° 587 rectifié** (Application aux projets de canalisation d'hydrogène renouvelable et bas-carbone voire aux installations de captage, de transport et de stockage du CO₂, de la notion de raison impérative d'intérêt public majeur (R2IPM) permettant de déroger aux règles de préservation des espèces protégées, issues de la directive « Habitat » du 21 mai 1992) : p. 3810

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la crise avicole** - (9 octobre 2024) : p. 3975

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)] (suite)** - (22 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4394

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la fermeture des sites Michelin** - (6 novembre 2024) : p. 4769 p. 4770

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1180 et n° I-1379 rectifié (Recentrage du crédit d'impôt service à la personne)** : p. 5890 p. 5891 - **Article**

additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-115 rectifié bis, n° I-121 rectifié quinquies, n° 253 rectifié quinquies, n° 285 rectifié quinquies et n° I-1009 (Extension de la liste des infractions mentionnées au II de l'article 1378 octies du code général des impôts) : p. 5904 p. 5906

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-293 rectifié, n° I-329 rectifié, n° 821 rectifié ter, n° 1415 rectifié bis et n° 1629 rectifié bis (Tarif réduit de la taxe intérieure de consommation du gaz naturel (TICGN) pour les fabricants de chips)** : p. 6081

BOCQUET (Éric)
sénateur (Nord)
CRCE-K

Démissionnaire le 31 octobre 2024.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 31 octobre 2024.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier du 5 juin 2024 au 29 octobre 2024.

Membre de la commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens d'entraves efficaces le 1er février 2024 ; puis vice-président le 14 février 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (22 mai 2024).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'évolution du droit de réquisition de biens immobiliers en zone tendue [n° 238 (2023-2024)] (11 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à maintenir un service public de transports en commun de qualité par le maintien de monopoles publics en Île-de-France [n° 256 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières [n° 262 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à instituer une trêve olympique des expulsions locatives des occupants de bonne foi sans solution de relogement [n° 331 (2023-2024)] (12 février 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à reconnaître l'État palestinien et à agir pour un cessez-le-feu effectif et durable dans l'attente de négociations [n° 379 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à lutter contre les pénuries de médicaments en France [n° 684 (2023-2024)] (11 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser le statut de Gouvernement démissionnaire [n° 742 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à la création du service public de l'énergie Groupe Énergie de France (GEDF) en nationalisant TotalÉnergies et Engie au côté d'EDF [n° 750 (2023-2024)] (2 septembre 2024) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics [n° 760 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : RSA recentralisé : une expérimentation au milieu du gué [n° 771 (2023-2024)] (24 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 34 tome 2 annexe 30 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des finances*) : « Trajectoire des finances publiques et croissance économique en France et en Europe : bilan et perspectives » - Audition de MM. Jérôme Creel, directeur du département des études de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), François Ecalle, président de l'association « Finances publiques et économie » (FIPECO) et Luc Tholoniati, directeur en charge de l'« Économie des États membres II » à la direction générale des affaires économiques et financières (DG ECFIN) de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des finances*) : Problèmes assurantiels rencontrés par les collectivités territoriales - Audition de MM. Alain Chrétien, maire de Vesoul, vice-président de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), Thomas Fromentin, président de la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes et administrateur d'Intercommunalités de France, et Éric Schahl, conseiller régional d'Ile-de-France, représentant de Régions de France.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des finances*) : Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), un outil à consolider - Audition de Mme Catherine Démier, présidente de la cinquième chambre de la Cour des comptes, M. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, et Mme Cécile Raquin, directrice générale des collectivités locales.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*CE Influences étrangères*) : La coordination interministérielle relative aux menaces hybrides - Audition du capitaine de vaisseau Yann Briand, sous-directeur des affaires internationales du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Antoine Deruennes, directeur général de l'Agence France Trésor (AFT).

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de Mme Elsa Pilichowski, directrice de la gouvernance publique de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Dégradation du déficit public en 2023 - Communication.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des finances*) : Audition de Mme Marie-Anne Barbat-Layani, présidente de l'Autorité des marchés financiers (AMF), MM. Didier Martin, membre expert honoraire du Haut Comité juridique de la place financière de Paris (HCJP), et Jean-Charles Simon, délégué général d'Europlace, sur le thème de l'attractivité financière de la France.

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de M. Joffrey Célestin-Urbain, chef du Service de l'information stratégique et de la sécurité économiques (SISSE).

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des finances*) : Bilan annuel d'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de MM. François Ecalle, président fondateur de l'association « finances publiques et économie » (FIPECO), Mathieu Plane, directeur adjoint de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Olivier Redoulès, directeur des études de l'Institut Rexecode.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à mieux indemniser les dégâts sur les biens immobiliers causés par le retrait-gonflement de l'argile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 septembre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Recentralisation du revenu de solidarité active - Communication.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des finances*) : Comptes publics de la France : état des lieux - Communication.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des finances*) : Réactivation de la mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Actualisation du programme de contrôle.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Préparation de l'échéance des contrats de concessions autoroutières - Communication.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 494

- **Proposition de loi relative au régime juridique des actions de groupe [n° 272 (2023-2024)]** - (6 février 2024) - **Discussion générale** : p. 670 - **Article 1er bis A (nouveau)** (*Objet de l'action de groupe*) : p. 674 - **Article 1er bis** (*Qualité pour agir*) : p. 677 p. 678 p. 679 p. 680 - **Article 1er quater A** (*Mise en demeure préalable*) : p. 685 - **Article 1er quinquies** (**Texte non modifié par la commission**) (*Homologation par le juge des accords de médiation*) : p. 695 - **Article 2 undecies (supprimé)** (*Sanction civile en cas de faute intentionnelle ayant causé des dommages sériels*) : p. 704 - **Article 3** (*Entrée en vigueur et abrogation des régimes spécifiques d'action de groupe*) : p. 709
- **Débat sur le rapport public annuel de la Cour des comptes** - (13 mars 2024) : p. 1692 p. 1693
- **Proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux** - *Commission mixte paritaire [n° 362 (2023-2024)]* - (14 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1772
- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 382 (2023-2024)]** - (14 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1796
- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales [n° 385 (2023-2024)]** - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1802
- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Article 1er** (*Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part*) : p. 2020 - **Demande de clôture** : p. 2030
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la gestion des finances publiques** - (10 avril 2024) : p. 2611
- **Débat sur le programme de stabilité et l'orientation des finances publiques** - (30 avril 2024) : p. 2745
- **Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France [n° 585 (2023-2024)]** - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2892 p. 2893 p. 2896 - **Article 1er** (*Faculté de créer des actions à droits de vote multiples lors d'une introduction en bourse et diverses autres dispositions visant à faciliter le financement des entreprises*) : p. 2903 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 36** (*Pouvoir de blocage des offres au public et*

de consultation préalable à l'introduction en bourse par le comité social et économique de l'entreprise) : p. 2906 - **Article 2 ter (nouveau)** (*Assouplissement des critères d'éligibilité des titres d'entreprises cotées au plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire*) : p. 2911 - **Article 3** (*Assouplissement des conditions des augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription*) : p. 2914 - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Assouplissement des règles relatives à la commercialisation de produits proposés sur des marchés tiers*) : p. 2917 - **Article 10** (*Modernisation des modes de réunion et de délibération des assemblées générales et d'autres organes sociaux des sociétés commerciales*) : p. 2926 - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*Calcul des indemnités de licenciement des preneurs de risques*) : p. 2935

- **Proposition de loi encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques** - *Deuxième lecture [n° 616 (2023-2024)]* - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3273 p. 3274 - **Article 1er** (*Champ d'application de la proposition de loi*) : p. 3276 p. 3278 - **Article 1er bis** (*Extension du périmètre de la loi aux principales collectivités territoriales*) : p. 3281 - **Article 3** (*Rapport biannuel recensant les prestations de conseil réalisées au bénéfice des administrations publiques au cours des cinq dernières années*) : p. 3283 - **Article 12** (*Modalités de saisine et pouvoirs de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) en cas de manquement aux règles déontologiques des prestataires de conseil et des consultants*) : p. 3291 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3301
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des finances publiques (II)** - (5 juin 2024) : p. 3742
- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3855
- **Débat sur le thème « Croissance de la dette publique de la France »** - (8 octobre 2024) : p. 3899
- **Proposition de loi visant à mettre en place une imposition des sociétés plus juste et plus écologique [n° 862 (2022-2023)]** - (10 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4048 p. 4049 - **Article 2** (*Contribution additionnelle sur la croissance du résultat des entreprises*) : p. 4058
- **Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)]** - (22 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4406
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la Nouvelle-Calédonie et l'outre-mer face à l'héritage colonial** - (23 octobre 2024) : p. 4463
- **Question d'actualité au Gouvernement relative au poids des marchés financiers sur la politique budgétaire de la France** - (30 octobre 2024) : p. 4588 p. 4589

BONFANTI-DOSSAT (Christine)
sénateur (Lot-et-Garonne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés le 21 novembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 1er février 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 1er février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Le développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert ».

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 2 avril 2024 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : La fiscalité des boissons sucrées, l'alimentation grasse ou sucrée - Audition de MM. Jean-Philippe André, président (en visioconférence), Simon Foucault, directeur des affaires publiques, de l'Association nationale des industries alimentaires, Laurent Oger, directeur général de l'Association internationale des édulcorants, et Mme Hélène Courades, directrice générale de Boissons rafraîchissantes de France.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des affaires sociales*) : Rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale (Ralfss) et la certification des comptes de la sécurité sociale - Audition de Mme Véronique Hamayon, présidente de la 6e chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2023 et situation financière de la sécurité sociale - Audition de M. Pierre Pribile, directeur de la sécurité sociale.

Situation des crèches - Audition de M. Victor Castanet, auteur de l'ouvrage Les Ogres.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente, et M. Nicolas Grivel, directeur général, de la Caisse nationale des allocations familiales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (30 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 403

- **Question orale sans débat relative au délit de fuite et à la note 89** - (9 avril 2024) : p. 2456 p. 2457

- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 623 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3317

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les unités de soins palliatifs** - (5 juin 2024) : p. 3747

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (5 juin 2024) - **Article 16** (*Faculté pour les acheteurs publics de déroger à l'obligation d'allotissement des marchés de travaux, de fournitures ou de services et pour leurs sous-traitants de renoncer expressément au bénéfice du paiement direct pour les projets d'éolien en mer et de création ou de modification des ouvrages des réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité*) : p. 3766

- **Débat sur le thème « Crise agricole »** - (8 octobre 2024) : p. 3919

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)]

Deuxième partie :

- (20 novembre 2024) - **Article 7** (*Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes*

entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance) : p. 5257 p. 5263

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article 9** (*Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux*) : p. 5356

BONHOMME (François)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
Les Républicains-A

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 154 (2023-2024)] visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires [n° 414 (2023-2024)] (13 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Travail - Éducation.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à lutter contre le recours à une mère porteuse [n° 572 (2023-2024)] (3 mai 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités [n° 660 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission des lois*) : Recrudescence des actes antisémites - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des lois*) : Rapport d'activité du Défenseur des droits pour 2023 - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseuse des droits.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des lois*) : Rapport annuel pour 2023 de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique - Audition de M. Didier Migaud.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner l'offensive militaire de l'Azerbaïdjan au Haut-Karabagh et à prévenir toute autre tentative d'agression et de violation de l'intégrité territoriale de la République d'Arménie, appelant à des sanctions envers l'Azerbaïdjan et demandant la garantie du droit au retour des populations arméniennes au Haut-Karabagh** [n° 157 (2023-2024)] - (17 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 89

- **Débat sur le thème : « Violences associées au football, dans et hors des stades »** - (17 janvier 2024) : p. 122 p. 123 p. 124

- **Déclaration du Gouvernement** - (30 janvier 2024) : p. 378

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 473

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire** [n° 301 (2023-2024)] - (7 février 2024) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 302 (2023-2024)** : p. 770 p. 771

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième**

alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 302 (2023-2024)] - (7 février 2024) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 301 (2023-2024).**

- **Débat relatif à l'avenir de notre modèle agricole** - (13 février 2024) : p. 837 p. 839

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports** [n° 319 (2023-2024)] - (13 février 2024) - **Article 2** (*Faculté pour les agents de sûreté de la SNCF et de la RATP d'intervenir sur la voie publique*) : p. 874 - **Article 6** (*Libre accès des agents de la police municipale aux espaces et aux véhicules de transport*) : p. 881 - **Article 12** (*Création d'un délit « d'incivilité d'habitude »*) : p. 900

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les prévisions de croissance** - (14 février 2024) : p. 926

- **Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales** [n° 325 (2023-2024)] - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 964 p. 965 p. 966 p. 970 - **Article unique** (*Dérogation au taux de participation minimale des collectivités territoriales maîtres d'ouvrage pour les communes rurales*) : p. 973 p. 975 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 976

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement** [n° 343 (2023-2024)] - (27 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1102 p. 1104

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse** [n° 299 (2023-2024)] - (28 février 2024) - **Article unique** (*Constitutionnalisation de la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse*) : p. 1220

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local** [n° 367 (2023-2024)] - (5 mars 2024) - **Article 1er** (*Augmentation des indemnités de fonction des maires et des présidents de délégations spéciales*) : p. 1359

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la fiscalité des Airbnb** - (6 mars 2024) : p. 1384

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la directive européenne sur le reporting extra-financier** - (6 mars 2024) : p. 1388

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local** [n° 367 (2023-2024)] (*suite*) - (6 mars 2024) - **Article 3** (*Majoration de la durée d'assurance retraite des élus locaux et exclusion de l'écrêtement de la retraite facultative par vente des agriculteurs anciennement élu local*) : p. 1435 - **Article 4** (*Extension du bénéfice de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux et remise au Parlement d'un rapport relatif aux coûts liés aux attributions exercées par les maires au nom de l'État*) : p. 1442

- **Question orale sans débat sur l'avenir du site nucléaire civil de Golfech dans le cadre de la réalisation des futurs réacteurs EPR2** - (7 mars 2024) : p. 1485

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels** [n° 389 (2023-2024)] - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1622

- **Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles** [n° 423 (2023-2024)] - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1871

- **Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires** [n° 415 (2023-2024)] - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1973 p. 1981 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1985

- **Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises »** [n° 421 (2023-

2024)] - (26 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble :** p. 2054

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dérapage des comptes publics** - (27 mars 2024) : p. 2144

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'assurance chômage (II)** - (3 avril 2024) : p. 2386

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels** - *Commission mixte paritaire [n° 467 (2023-2024)]* - (3 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2398

- **Débat sur le programme de stabilité et l'orientation des finances publiques** - (30 avril 2024) : p. 2732 p. 2734

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au contexte universitaire actuel** - (30 avril 2024) : p. 2765 p. 2766

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la participation des collectivités territoriales à la réduction du déficit** - (30 avril 2024) : p. 2775

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la lutte contre le narcotrafic (I)** - (15 mai 2024) : p. 2951

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la stratégie industrielle et commerciale de Stellantis** - (22 mai 2024) : p. 3145

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (28 mai 2024) : p. 3253

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au changement climatique et aux fédérations sportives** - (29 mai 2024) : p. 3362

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des finances publiques (I)** - (5 juin 2024) : p. 3738

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4130 p. 4131 p. 4136

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fin de l'expérimentation des caméras individuelles dans les transports en commun** - (16 octobre 2024) : p. 4207 p. 4208

- **Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)]** - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4313

- **Proposition de loi visant à interdire le démarchage téléphonique [n° 782 (2023-2024)]** - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4949

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article 4** (*Pérennisation de l'exonération en faveur des employeurs agricoles de travailleurs occasionnels et de demandeurs d'emploi (TO-DE)*) : p. 5143 - **Article 6 (suite)** (*Réforme des allègements généraux de cotisations patronales*) : p. 5175 p. 5175

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article 7** (*Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance*) : p. 5255

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article 9 bis (nouveau)** (*Réforme de la contribution sur les boissons à sucres ajoutés*) : p. 5379 p. 5381 p. 5382 p. 5384 p. 5385 p. 5387 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 1177 rectifié, n° 723 rectifié bis, n° 296 rectifié, n° 1162 rectifié, n° 589 rectifié, n° 559 rectifié bis, n° 1094, n° 297 rectifié et n° 469 rectifié** (*Création d'une taxe sur les produits alimentaires transformés contenant des sucres ajoutés*) : p. 5404 p. 5407 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 3 rectifié, n° 489 rectifié, n° 846 rectifié, n° 1007, n° 1244 rectifié bis, n° 291 rectifié, n° 292 rectifié, n° 651 rectifié, n° 1212 rectifié bis et n° 560 rectifié bis** (*Création d'une taxe sur les publicités pour les produits alimentaires transformés et les boissons ciblant les moins de 16 ans*) : p. 5410 p. 5411

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Administration générale et territoriale de l'État

- (4 décembre 2024) : p. 7478 p. 7481 p. 7482

BONNEAU (François)
sénateur (Charente)
UC-A

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 27 février 2024 ; puis membre suppléant le 28 février 2024.

Membre de la commission d'enquête portant sur la production, la consommation et le prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050 le 17 janvier 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission parlementaire d'évaluation de la politique du Gouvernement d'exportation de matériels de guerre et de matériels assimilés le 3 avril 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

Secrétaire de la mission d'information sur « l'impact des décisions réglementaires et budgétaires de l'État sur l'équilibre financier des collectivités locales ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 519 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'établissement du programme pour l'industrie européenne de la défense et d'un cadre de mesures visant à assurer la disponibilité et la fourniture en temps utile des produits de défense - COM(2024) 150 final [n° 648 (2023-2024)] (30 mai 2024) - **Défense - Société - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 744 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaïques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'établissement du programme pour l'industrie européenne de la défense et d'un cadre de mesures visant à assurer la disponibilité et la fourniture en temps utile des produits de défense - COM(2024) 150 final [n° 167 (2024-2025)] (27 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Union européenne.**

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 18 janvier 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Point de suivi concernant la compétence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) en matière de politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la stratégie industrielle de défense européenne : communication de M. François Bonneau, Mme Gisèle Jourda et M. Dominique de Legge.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La Corne de l'Afrique - Audition de Mme Sonia Le Gouriellec, chercheuse, docteure en science politique et maîtresse de conférences à l'Université catholique de Lille.

(*CE Électricité*) : Écosystème de l'électricité - Audition de MM. Guillaume Dezobry, avocat et maître de conférences en droit public, Nicolas Meilhan, ingénieur, spécialiste de l'énergie, ancien consultant à France stratégie, Thomas Pellerin-Carlin, directeur du programme Investissements climat européens, Cleantech, à l'Institute for Climate Economics, et Jacques Percebois, professeur émérite à l'Université de Montpellier, directeur du Centre de recherche en économie et droit de l'énergie.

Réunion du jeudi 1er février 2024 (*CE Électricité*) : Prévisions de consommation - Audition de MM. Yves Marignac, expert énergie à l'association négaWatt, Thomas Veyrenc, directeur général économie, stratégie et finances chez Réseau de transport d'électricité, Tanguy de Bienassis, analyste investissement énergie et climat à l'Agence internationale de l'énergie.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : La prospective : pourquoi, comment ?.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conflit en cours à Gaza et ses conséquences sur la situation au Moyen-Orient - Audition de M. Jean-Pierre Filiu, chercheur au Centre de recherches internationales (CERI).

(*CE Électricité*) : Réseaux et acheminement électriques - Audition de M. Nicolas Deloge, directeur de la régulation des réseaux d'électricité et de gaz naturel à la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE), Mmes Marianne Laigneau, présidente du directoire d'Enedis et Chloé Latour, directrice chargée de la stratégie industrielle chez Réseau de transport d'électricité (RTE).

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française - Examen du rapport pour avis.

(*CE Électricité*) : Audition de M. Thierry Le Mouroux, directeur exécutif en charge de la préfiguration de la future direction Projets et Construction Nucléaires d'EDF.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition de M. Charles Fries, secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Dégradation du contexte géopolitique - Audition de M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition du Pr Raphaël Gaillard, chef du pôle hospitalo-universitaire de psychiatrie de l'hôpital Sainte-Anne, auteur de « L'homme augmenté ».

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Bilan de la législature européenne avec les présidents de délégations françaises des groupes politiques du Parlement européen ou leurs représentants - Réunion commune avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*CE Électricité*) : Prix de l'électricité pour les « petits consommateurs » - Audition de M. Antoine Autier, responsable des études et du lobby, Mme Lucile Buisson, chargée de mission énergie, transports et environnement de l'UFC-Que Choisir et M. François Carlier, délégué général de l'Association nationale de défense des consommateurs et usagers (CLCV).

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*CE Électricité*) : Audition de Mme Sophie Mourlon, directrice générale de l'énergie et du climat.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Jean-Pierre Mustier, président du conseil d'administration et Paul Saleh, directeur général d'Atos.

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réouverture de la politique agricole commune (PAC) - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique des membres du groupe de suivi de la PAC.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thierry Francou, président-directeur général d'Eurengo.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Programme pour l'industrie européenne de la défense (EDIP) - Examen de la proposition de résolution européenne portant avis motivé sur la conformité de cette proposition législative au principe de subsidiarité.

Réunion du mercredi 26 juin 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapport d'activité de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement pour 2023 - Audition de M. Serge Lasvignes, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR).

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réunion avec une délégation de la commission des affaires étrangères du Parlement finlandais.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Le Sénégal : une rupture politique majeure ? » - Audition de Mme Caroline

Roussy, directrice de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Déplacement au Kenya et au Rwanda - Communication.

Réunion du mardi 15 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des armées et des anciens combattants, sur le projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : L'architecture de sécurité en Afrique - Audition de Mme Niagalé Bagayoko, présidente de l'African Security Sector Network (ASSN).

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Sébastien Soriano, directeur général de l'IGN, sur l'utilisation de l'intelligence artificielle pour les territoires et l'environnement.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Programmes 185 (Diplomatie culturelle et d'influence) - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif aux finances des départements** - (5 mars 2024) : p. 1287

- **Question orale sans débat sur le prix de revente de l'électricité des particuliers** - (7 mars 2024) : p. 1485 p. 1486

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation en Géorgie** - (15 mai 2024) : p. 2949

- **Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France [n° 596 (2023-2024)]** - (22 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3207

- **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 3980 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4006

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2024** - (9 octobre 2024) : p. 4036

- **Débat sur le thème : Nouvelle commission : « Quelle politique européenne et quelle influence pour la France ? »** - (12 novembre 2024) : p. 4845

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 25 (2024-2025)]** - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4983

- **Question orale sans débat relative à l'influence non contrôlée des architectes des Bâtiments de France sur les projets des collectivités** - (3 décembre 2024) : p. 7270

BONNECARRÈRE (Philippe)
sénateur (Tarn)
UC

Élu député le 27 septembre 2024.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 27 septembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (22 mars 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (10 avril 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères (22 mai 2024).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière d'immigration et d'intégration [n° 289 (2023-2024)] (29 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société - Travail.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités [n° 660 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Justice - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à garantir la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur l'évolution institutionnelle de la Corse - Audition de M. Amaury de Saint-Quentin, préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud (en téléconférence).

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur l'évolution institutionnelle de la Corse - Audition de M. Gilles Simeoni, président du conseil exécutif de Corse.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste** [n° 259 (2023-2024)] - (23 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 195

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 381 p. 382

- **Mise au point au sujet de votes** - (26 mars 2024) : p. 2056

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie** [n° 291 (2023-2024)] - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2069 - **Article 1er** (*Dégel du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de Nouvelle-Calédonie*) : p. 2088

- **Suite de la discussion** (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2274

- **Question orale sans débat relative aux difficultés matérielles d'exercice des missions de lieutenant de louveterie** - (7 mai 2024) : p. 2798

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels** - *Commission mixte paritaire* [n° 561 (2023-2024)] - (15 mai 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2981

- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre** [n° 623 (2023-2024)] - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3314

BONNEFOY (Nicole)
sénatrice (Charente)
SER

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du conseil de surveillance chargé du suivi et du contrôle de la recherche et de la mise en œuvre d'alternatives aux produits phytopharmaceutiques contenant une ou des substances actives de la famille des néonicotinoïdes le 12 février 2024.

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages le 12 février 2024.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à préserver des sols vivants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition écologique - Audition de M. Jean Pisani-Ferry et Mme Selma Mahfouz, coauteurs du rapport sur Les Incidences économiques de l'action pour le climat.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir du fret ferroviaire - Audition de représentants de chargeurs et de ports maritimes.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur l'évaluation de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (OFB), modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Audition de Mme Sylvie Gustave dit Duflo, présidente du conseil d'administration de l'OFB, vice-présidente de la région Guadeloupe, et M. Olivier Thibault, directeur général de l'OFB.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : L'équité territoriale en matière d'accès aux soins - Audition de Mmes Isabelle Dugelet, maire de La Gresle (Loire) et membre du conseil d'administration de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), Julie Pougheon, conseillère spéciale de la directrice générale de l'offre de soins (DGOS) et M. Maxime Lebigot, co-président de l'Association de citoyens contre les déserts médicaux (ACCDM).

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Intensification des risques épidémiologiques sous l'effet du changement climatique - Audition.

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sylvain Waserman, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir du fret ferroviaire - Audition de M. Matthieu Chabanel, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission conjointe de contrôle relative aux inondations survenues en 2023 et au début de l'année 2024 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Les enjeux de la COP16 Biodiversité - Audition de Mmes Sylvie Lemmet, ambassadrice déléguée à l'environnement, et Sylvie Goulard, coprésidente de l'International Advisory Panel on Biodiversity Credits (IAPB).

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M François Durovray, ministre délégué chargé des transports.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs aux crédits relatifs aux transports ferroviaires, fluviaux et maritimes. - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Constats et recommandations du rapport d'information de M. Jean Bacci : « L'Office français de la biodiversité, un capitaine qui doit jouer plus collectif » - Audition de M. Olivier Thibault, directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la contamination de l'eau potable en Charente par le chlorothalonil-R471811** - (6 février 2024) : p. 620

- **Proposition de loi visant à préserver des sols vivants [n° 66 (2023-2024)]** - (15 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1012 p. 1014 p. 1021 - **Article 2** (*Création d'un chapitre consacré à la santé des sols dans le code de l'environnement et instauration d'un diagnostic de performance écologique*) : p. 1025 p. 1028 - **Article 3** (*Haut-commissaire à la protection et à la résilience des sols*) : p. 1030

- **Question orale sans débat relative à la situation budgétaire alarmante du centre hospitalier Camille-Claudiel en Charente** - (9 avril 2024) : p. 2463

- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Article 5 (nouveau)** (*Extension aux transports maritimes réguliers publics pour la desserte des îles françaises des dispositions relatives à la continuité du trafic en cas de perturbation prévisible*) : p. 2502

- **Débat sur le thème : « Haut-Commissariat au plan : quel bilan et quelle influence sur les politiques publiques depuis 2020 ? »** - (10 avril 2024) : p. 2662

- **Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 501 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2688 - **Article unique** (*Mise en œuvre d'un plan national et de plans départementaux de lutte contre le frelon asiatique*) : p. 2696 p. 2699 p. 2700 p. 2702

- **Question d'actualité au Gouvernement sur octobre rose** - (16 octobre 2024) : p. 4203 p. 4204

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 62 (2024-2025)]** - (29 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4530 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 7** (*La Commission nationale consultative des catastrophes naturelles comprend deux nouveaux membres*) : p. 4542 p. 4543 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 9** (*Prendre en compte le risque retrait/gonflement des argiles (RGA) dans les plans locaux d'urbanisme*) : p. 4567

- **Question orale sans débat relative aux conséquences dramatiques de la diminution des dotations budgétaires des centres régionaux de dépistage des cancers** - (5 novembre 2024) : p. 4681

BONNUS (Michel)
sénateur (Var)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre de la mission d'information sur le thème : « gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport de la mission flash intitulée « Les entreprises face à la pénurie de foncier économique ».

Réunion du mardi 6 février 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition d'élus signataires de la tribune « Nous, élus des grandes villes et métropoles, appelons à un véritable plan national et européen contre le trafic de drogue » parue dans Le Monde le 20 septembre 2023.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition des chefs de juridiction du tribunal judiciaire de Marseille.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. François Molins, ancien procureur général près la Cour de cassation.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Évolution de la réglementation du numérique prévue par la loi visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique - Communication.

BORCHIO FONTIMP (Alexandra)
sénatrice (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur la pénurie de médicaments et les choix de l'industrie pharmaceutique française.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société France Télévisions.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur la proposition de loi [n° 935 (2022-2023)] visant à conforter la filière cinématographique en France [n° 322 (2023-2024)] (7 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi relative à l'accès à la nationalité française des mineurs isolés [n° 378 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs face aux dangers de la nicotine et du vapotage [n° 459 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance par la Nation des massacres de la rue d'Isly du 26 mars 1962 et d'Oran du 5 juillet 1962 [n° 488 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'abstention électorale en autorisant la détention, par les électeurs mandataires, de deux procurations de vote établies en France [n° 657 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la participation à la vie démocratique [n° 711 (2023-2024)] (27 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter les dangers de la nicotine naturelle ou de synthèse pour les mineurs [n° 749 (2023-2024)] (26 août 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à la mise en place d'un Fonds national d'aide aux collectivités territoriales pour la création et la rénovation des aires permanentes d'accueil de véhicules de loisir [n° 47 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Recherche [n° 149 tome 5 fasc. 1 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi visant à sanctionner plus sévèrement les auteurs d'incendies volontaires du patrimoine culturel et religieux [n° 161 (2024-2025)] (22 novembre 2024) - **Culture - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de MM. Michel Cadot, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques 2024, président de l'Agence nationale du sport (ANS) et Nicolas Ferrand, directeur général exécutif de la société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo).

Réunion du jeudi 18 janvier 2024 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de l'Agence de la biomédecine sur les évolutions récentes des connaissances et des techniques dans les domaines relevant des lois de bioéthique.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant à conforter la filière cinématographique en France - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Marie-George Buffet et de M. Stéphane Diagana, co-présidents du Comité national pour renforcer l'éthique et la vie démocratique dans le sport.

Proposition de loi visant à conforter la filière cinématographique en France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : La question de l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Audition de M. Guillaume Gellé, président de France Universités, et Mme Isabelle de Mecquenem, professeure agrégée de philosophie et membre du Conseil des sages de la laïcité et des valeurs de la République.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Philippe Delorme, secrétaire général de l'enseignement catholique.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière agricole et de renouvellement des générations en agriculture - Articles relatifs à l'enseignement agricole - Audition de MM. Laurent Buisson, directeur général de l'Institut national des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech), Michel Dantin, président du Conseil national de l'enseignement agricole privé, et Roland Grimault, directeur de l'Union nationale des maisons familiales et rurales.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Régine Hatchondo, présidente du Centre national du livre.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Anne Genetet, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Patrick Hetzel, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs au cinéma - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs à la recherche - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les absences de professeurs dans certains établissements scolaires situés dans des communes rurales** - (18 janvier 2024) : p. 150

- **Candidature à une éventuelle commission mixte paritaire** - (7 février 2024) : p. 746

- **Proposition de loi visant à conforter la filière cinématographique en France [n° 323 (2023-2024)]** - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 985 - **Article 6 (Nouveaux critères dans l'attribution des aides du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC))** : p. 1001 p. 1002

- **Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière [n° 443 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2233 p. 2238 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5 rectifié bis (Instruction obligatoire pour les homicides routiers)** : p. 2251 p. 2252 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 6 rectifié bis (Information de la partie civile sur la déclaration d'appel portant sur l'action publique)** : p. 2252 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié bis (Information des victimes ou**

parties civiles des modalités d'exécution de la peine) : p. 2253 - **Article 1er quinquies (texte non modifié par la commission) (Délictualisation de l'infraction de dépassement de la vitesse maximale autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)** : p. 2258 - **Article additionnel après l'article 1er septies - Amendement n° 8 rectifié (Sanction de la conduite d'un véhicule ou de l'accompagnement d'un élève conducteur en étant sous l'empire manifeste d'effets psychoactifs obtenus à partir d'un usage détourné ou manifestement excessif d'un produit de consommation courante)** : p. 2260 p. 2261

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (2 avril 2024) : p. 2369

- **Question orale sans débat relative aux conséquences de la suppression de la navette Nice - Paris Orly d'Air France** - (9 avril 2024) : p. 2445

- **Proposition de loi allongeant la durée de l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate [n° 558 (2023-2024)]** - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2869

- **Proposition de loi visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie [n° 67 (2024-2025)]** - (30 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4606

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (21 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 3 rectifié, n° 489 rectifié, n° 846 rectifié, n° 1007, n° 1244 rectifié bis, n° 291 rectifié, n° 292 rectifié, n° 651 rectifié, n° 1212 rectifié bis et n° 560 rectifié bis (Création d'une taxe sur les publicités pour les produits alimentaires transformés et les boissons ciblant les moins de 16 ans)** : p. 5408 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 352 rectifié bis, n° 775, n° 1198 rectifié bis, n° 1168 rectifié, n° 546, n° 1039 rectifié bis, n° 776 et n° 1148 rectifié bis (Dans le cas des produits nicotinés hors vapotage, assujettissement à l'accise sur les tabacs, instauration d'un monopole de vente par les buralistes et interdiction de vente aux mineurs)** : p. 5435

- **Question orale sans débat relative à l'évolution des tableaux de maladies professionnelles pour les sapeurs-pompiers** - (3 décembre 2024) : p. 7291

BOUAD (Denis)
sénateur (Gard)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat le 12 février 2024.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux ; nouvelle nomination le 12 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables - Audition de M. Guillaume Kasbarian, ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé du logement.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Luc Chatel, président de la Plateforme automobile (PFA).

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Politiques publiques de contrôle du traitement des

eaux minérales naturelles et de source - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme** - (16 janvier 2024) : p. 33

- **Question orale sans débat sur la situation financière des établissements publics d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (4 juin 2024) : p. 3571

- **Débat sur le thème « Crise agricole »** - (8 octobre 2024) : p. 3916

BOUCHET (Gilbert)
sénateur (Drôme)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à modifier le fait générateur de la perception de la taxe d'aménagement par les collectivités territoriales [n° 268 (2023-2024)] (22 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi relative à l'accès à la nationalité française des mineurs isolés [n° 378 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre le recours à une mère porteuse [n° 572 (2023-2024)] (3 mai 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le nombre de listes aux élections européennes [n° 656 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'abstention électorale en autorisant la détention, par les électeurs mandataires, de deux procurations de vote établies en France [n° 657 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à prohiber toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui [n° 659 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 699 (2023-2024)] (19 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à la création d'une délégation parlementaire au numérique [n° 712 (2023-2024)] (27 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 1 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi pour consacrer la lutte contre l'antisémitisme [n° 3 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à réserver la présentation au second tour des élections législatives aux seuls deux candidats arrivés en tête du premier tour [n° 58 (2024-2025)] (22 octobre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à sanctionner plus sévèrement les auteurs d'incendies volontaires du patrimoine culturel et religieux [n° 161 (2024-2025)] (22 novembre 2024) - **Culture - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 670 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4100 p. 4106

BOURCIER (Corinne)
sénatrice (Maine-et-Loire)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales (15 février 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (20 mars 2024).

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'État le 12 février 2024.

Membre titulaire du Conseil national du développement et de la solidarité internationale le 11 mars 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à introduire une exonération fiscale au bénéfice des médecins décalant leur âge de départ à la retraite [n° 257 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) du financement des travaux exécutés d'office par les petites communes pour la sécurisation des immeubles [n° 440 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Négociations salariales et smicardisation : faux débat, vrai problème [n° 689 (2023-2024)] (12 juin 2024) - **Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques [n° 783 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues [n° 192 (2024-2025)] (5 décembre 2024) - **Justice - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi encadrant l'activité des plateformes de revente agissant en qualité de tiers de confiance [n° 194 (2024-2025)] (7 décembre 2024) - **Culture - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des Bâtiments de France [n° 195 (2024-2025)] (9 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé et des solidarités.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires sociales*) : Financiarisation de l'offre de soins - Audition de MM. Jean Canarelli, président de la Commission nationale de biologie médicale, Christophe Tafani, président de la commission des relations avec les associations de patients et d'usagers du Conseil national de l'ordre des médecins, et Mme Carine Wolf-Thal, présidente du Conseil national de l'ordre des pharmaciens.

Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Frédéric Valletoux, ministre délégué chargé de la santé et de la prévention.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur les négociations salariales - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Situation des crèches - Audition de M. Victor Castanet, auteur de l'ouvrage Les Ogres.

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Les politiques d'exonérations de cotisations sociales - Audition de M. Antoine Bozio, co-auteur, sur les conclusions du rapport de MM. Antoine Bozio et Étienne Wasmer.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Paul Christophe, ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2025 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Astrid Panosyan-Bouvet, ministre du travail et de l'emploi.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à poursuivre l'expérimentation relative au travail à temps partagé aux fins d'employabilité - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'accès aux études de santé - Enquête de la Cour des comptes - Audition de M. Nacer Meddah, président de la troisième chambre de la Cour des comptes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif au « Pouvoir de vivre » : quelles politiques de solidarité pour répondre au choc de la transition écologique ?** - (16 janvier 2024) : p. 58

- **Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune [n° 244 (2023-2024)]** - (24 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 287 - **Article 1er** (*Obligation de décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune*) : p. 292

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (30 janvier 2024) - **Article 1er** (*Création d'une conférence nationale de l'autonomie*) : p. 407 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 224 rectifié** (*Rapport annuel au Parlement d'évaluation de l'activité de la conférence nationale de l'autonomie et du centre de ressources probantes*) : p. 412

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2024) - **Article 5 quater (supprimé)** (*Permettre la désignation d'un curateur ou tuteur de remplacement par le juge des tutelles*) : p. 518

- **Suite de la discussion** (6 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 642

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 262 rectifié ter** (*Demande de rapport sur la prise en compte des élus locaux sur les formulaires administratifs*) : p. 1356

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie de déploiement des soins palliatifs** - (27 mars 2024) : p. 2147

- **Proposition de loi portant diverses mesures relatives au grand âge et à l'autonomie - Commission mixte paritaire [n° 412 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2225

- **Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière [n° 443 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2234 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2 rectifié** (*Absence d'excuse de minorité pour les conducteurs de 17 ans*) : p. 2251

- **Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 503 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2711

- **Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 618 (2023-2024)]** - (29 mai 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3398

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 13 (priorité)** (*Aligner les droits des très petites entreprises sur ceux des particuliers en matière bancaire*) : p. 3643 p. 3644

- **Débat sur le thème : « Nécessité de former davantage de médecins et soignants »** - (8 octobre 2024) : p. 3923 p. 3924

- **Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 672 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Article unique** (*Motivation de la fermeture du compte par la banque à la demande du client*) : p. 4016

- **Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 662 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4118

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la compensation aux départements de l'extension de la prime Ségur** - (16 octobre 2024) : p. 4199

- **Proposition de loi visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie [n° 67 (2024-2025)]** - (30 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4605

- **Proposition de loi visant à poursuivre l'expérimentation relative au travail à temps partagé aux fins d'employabilité [n° 90 (2024-2025)]** - (6 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4801

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7339

BOURGI (Hussein)
sénateur (Hérault)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Secrétaire de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier du 5 juin 2024 au 29 octobre 2024.

Membre de la commission d'enquête sur la pénurie de médicaments et les choix de l'industrie pharmaceutique française.

Membre de la commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières le 1er février 2024 ; puis vice-président le 14 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du comité de pilotage institué par la loi visant à agir contre les violences au sein de la famille ; nouvelle nomination du 12 février 2024 au 10 octobre 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil national de l'adoption.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux (27 février 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (22 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (7 mai 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate (15 mai 2024).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes ; nouvelle nomination le 7 novembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 16 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 4 (2023-2024)] créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales [n° 324 (2023-2024)] (7 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Consentement et définition pénale du viol - Actes du colloque du 21 novembre 2024 [n° 193 (2024-2025)] (6 décembre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des lois*) : Audition de Mme Marie-Laure Denis, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relative au régime juridique des actions de groupe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Judith Godrèche, actrice, scénariste, réalisatrice et écrivaine.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission conjointe de contrôle sur le signalement et le traitement des pressions,

menaces et agressions dont les enseignants sont victimes - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

(*commission des lois*) : Mission conjointe de contrôle sur le signalement et le traitement des pressions, menaces et agressions dont les enseignants sont victimes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*) : Audition de M. David Rodrigues, juriste à l'association nationale de défense des consommateurs Consommation, logement et cadre de vie (CLCV), Mme Jocelyne Herbinski, secrétaire confédérale de la Confédération nationale du logement (CNL) et M. Stéphane Pavlovic, directeur de la Confédération générale du logement (CGL).

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des lois*) : Application de la loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des lois*) : Travaux en cours de la commission - Communication.

Réunion du mardi 8 octobre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information sur les femmes sans abri.

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde : « Sécurité : quel avenir pour la police municipale ? ».

(*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Bruno Retailleau, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Sécurités » (hors programme « Sécurité civile ») - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Colloque sur le consentement et la définition pénale du viol.

Réunion du mardi 3 décembre 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Cour des comptes et autres juridictions financières » et « Conseil d'État et autres juridictions administratives » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale du Gouvernement** - (17 janvier 2024) : p. 80

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'enseignement public et privé** - (17 janvier 2024) : p. 85

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens de l'enseignement** - (24 janvier 2024) : p. 252

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 477

- **Proposition de loi relative au régime juridique des actions de groupe [n° 272 (2023-2024)]** - (6 février 2024) - **Discussion générale** : p. 665 p. 666 - **Article 1er bis** (*Qualité pour agir*) : p. 676 p. 677 p. 681 - **Article 1er quater A** (*Mise en demeure préalable*) : p. 686 - **Article 2** (*Spécialisation des tribunaux judiciaires pour connaître des actions de groupe*) : p. 698 - **Article 2 quinquies A (supprimé)** (*Droit à un conseil pour le demandeur*) : p. 700 - **Article 2 undecies (supprimé)** (*Sanction civile en cas de faute intentionnelle ayant causé des dommages sériels*) : p. 703 p. 704 - **Article 3** (*Entrée en vigueur et abrogation des régimes spécifiques d'action de groupe*) : p. 707 p. 710

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la protection de l'enfance** - (7 février 2024) : p. 731

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports [n° 319 (2023-2024)]** - (13 février 2024) - **Article 12** (*Création d'un délit « d'incivilité d'habitude »*) : p. 900

- **Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales [n° 325 (2023-2024)]** - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 963 p. 964 - **Article unique** (*Dérogation au taux de participation minimale des collectivités territoriales maîtres d'ouvrage pour les communes rurales*) : p. 973 p. 974

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 98** (*Prise en charge des indemnités de fonction, des dépenses de formation et des frais liés à l'exercice du mandat par la dotation globale de fonctionnement*) : p. 1362

- **Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille [n° 417 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1951 p. 1952 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 25** (*Lutte contre les inégalités matrimoniales - Rapport au Parlement*) : p. 1959 - **Article 2** (*Conditions d'octroi d'une décharge de responsabilité solidaire et d'une décharge à titre gracieux*) : p. 1962 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 3 rectifié bis, n° 7, n° 11, n° 1 rectifié, n° 8 rectifié bis, n° 17, n° 2 rectifié bis, n° 5 rectifié quinquies, n° 9 rectifié bis et n° 21 rectifié ter** (*Dispositif de décharge de responsabilité solidaire - Conditions d'examen - Modifications*) : p. 1964

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences sexistes et sexuelles au sein des armées** - (27 mars 2024) : p. 2145

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'assurance chômage (II)** - (3 avril 2024) : p. 2386

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces sociales du Premier ministre** - (3 avril 2024) : p. 2391

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la politique sanitaire de l'eau** - (10 avril 2024) : p. 2607
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation internationale** - (15 mai 2024) : p. 2955 p. 2956
- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre** [n° 623 (2023-2024)] - (28 mai 2024) - **Question préalable** : p. 3310 - **Article 1er (Interdiction des traitements médicaux de transition et chirurgies de réassignation pour les mineurs)** : p. 3325 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3337
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation à Gaza (II)** - (29 mai 2024) : p. 3352
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intervention médiatique du pouvoir exécutif pendant la campagne des élections européennes** - (5 juin 2024) : p. 3736
- **Lecture d'une déclaration du Gouvernement** - (1er octobre 2024) : p. 3842 p. 3844 p. 3845 p. 3848

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la simplification et la réduction du nombre d'agences de l'État** - (30 octobre 2024) : p. 4595

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'enseignement** - (13 novembre 2024) : p. 4885

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation budgétaire des collectivités locales** - (20 novembre 2024) : p. 5230

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au programme de l'éducation nationale à l'éducation à la sexualité** - (27 novembre 2024) : p. 6193

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Justice

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7426 p. 7427

BOYER (Jean-Marc)
sénateur (Puy-de-Dôme)
Les Républicains

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires.
- Membre de la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.
- Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.
- Membre titulaire du Conseil national de la montagne le 8 mars 2024.
- Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.
- Membre titulaire du comité de massif du Massif central le 7 novembre 2024.
- Membre de la mission d'information sur l'avenir de la commune et du maire en France.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alexandre Saubot, président de France Industrie.

Audition de M. Arnaud Rousseau, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arnaud Gaillot, président des Jeunes Agriculteurs et Mme Véronique Marchesseau, secrétaire générale de la Confédération paysanne.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Bazin, président-directeur général d'Accor.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du conseil d'administration de Renault.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Luc Chatel, président de la Plateforme automobile (PFA).

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Politiques publiques de contrôle du traitement des eaux minérales naturelles et de source - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs au logement et à la politique de la ville de la mission « Cohésion des territoires » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local** [n° 367 (2023-2024)] - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1353 p. 1354

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'exportation des céréales ukrainiennes** - (6 mars 2024) : p. 1386

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la compétence « eau et assainissement »** - (3 avril 2024) : p. 2391 p. 2392

- **Question orale sans débat sur les pénalités de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (dite loi SRU) imputées aux communes thermales** - (4 juin 2024) : p. 3591

- **Projet de loi de simplification de la vie économique** [n° 635 (2023-2024)] - (4 juin 2024) - **Article 15** (*Faciliter l'implantation de centres de données d'envergure*) : p. 3716

- **Débat sur le thème : « Gestion de l'eau : bilan de l'été 2024 et perspective pour mieux gérer la ressource »** - (12 novembre 2024) : p. 4864

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026** (*Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)-Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations*) : p. 6178 p. 6179

BOYER (Valérie)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation du réseau social TikTok, son exploitation des données, sa stratégie d'influence.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du comité de pilotage institué par la loi visant à agir contre les violences au sein de la famille jusqu'au 18 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) jusqu'au 31 janvier 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi relative à l'accès à la nationalité française des mineurs isolés [n° 378 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance par la Nation des massacres de la rue d'Isly du 26 mars 1962 et d'Oran du 5 juillet 1962 [n° 488 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 507 (2023-2024)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à permettre le financement par la facilité européenne pour la paix d'une mesure d'assistance au profit de l'Arménie [n° 534 (2023-2024)] (11 avril 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Société - Union européenne.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à lutter contre le recours à une mère porteuse [n° 572 (2023-2024)] (3 mai 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à prohiber toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui [n° 659 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à la création d'une réserve communale de sûreté [n° 743 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la mise en place d'un Fonds national d'aide aux collectivités territoriales pour la création et la rénovation des aires permanentes d'accueil de véhicules de loisir [n° 47 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Action extérieure de l'État : Action de la France en Europe et dans le monde [n° 146 tome 1 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à sanctionner plus sévèrement les auteurs d'incendies volontaires du patrimoine culturel et religieux [n° 161 (2024-2025)] (22 novembre 2024) - **Culture - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Nouvelle posture stratégique du Japon dans l'Indopacifique, quelles implications pour la France ? » - Audition de Mme Céline Pajon, chercheuse, responsable des activités Japon et coordinatrice du Programme Océanie Centre Asie-Indopacifique de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Enseignements du déplacement en Pologne et Ukraine en décembre 2023 - Examen du rapport d'information.

Réunion du lundi 22 janvier 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Baudoin Thouvenot, inspecteur général de la justice, membre national pour la France de l'European Union Agency for Criminal Justice Cooperation' (Eurojust).

Audition de M. Jean-Philippe Lecouffe, général de corps d'armée (2S), directeur exécutif adjoint Opérations de l'European Union Agency for Law Enforcement Cooperation (Europol).

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition de M. Charles Fries, secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Esther Duflo (Nobel d'économie 2019), professeure au Collège de France et au Massachusetts Institute of Technology.

Politique étrangère et de défense - Audition de M. Charles Fries, secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*CE Narcotrafic*) : Associations de maires ruraux - Audition de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), de l'Association des petites villes de France (APVF) et de l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Associations d'aide aux consommateurs de stupéfiants - Audition de MM. Florian Guyot, directeur général, Léon Gomberoff, directeur d'activité sur le territoire Paris-Nord, de l'Association Aurore, Benjamin Tubiana-Rey, responsable « plaidoyer et communication » de la fédération Addiction, et Auguste Charrier, président de la fédération Entraid'Addict.

Audition des chefs de juridiction du tribunal judiciaire de Marseille.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des affaires européennes*) : Environnement et développement durable - Souveraineté alimentaire européenne et mondialisation ; éthique, corruption et lanceurs d'alerte ; l'Union européenne face au changement climatique - Audition de membres de la délégation française au Comité économique et social européen (CESE).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Dégradation du contexte géopolitique - Audition de M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de la direction nationale de la police judiciaire (DNPJ).

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à l'accord économique et commercial global UE-Canada - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 18 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Christian Rodriguez, général d'armée, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi

relatif à l'accord économique et global UE-Canada - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion interparlementaire en format Weimar à Varsovie les 10 et 11 mars 2024 - Communication.

Politique étrangère et de défense - Mesure d'assistance au titre de la facilité européenne pour la paix au profit de l'Arménie - Examen de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires européennes*) : Énergie, climat, transports - « Politique européenne des transports : enjeux et défis de la prochaine mandature » - Audition de MM. Jean-Philippe Peuziat, directeur du département Affaires publiques et européennes de l'Union française des transports publics et ferroviaires (UTP), Pierre Leflaive, responsable transports de Réseau Action Climat - France, Florent Moretti, conseiller transports à la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, Denis Saada, président de la verticale Nouvelles Mobilités au sein de l'Alliance des mobilités.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle posture stratégique du Japon dans l'Indopacifique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Madame Anne-Marie Descôtes, secrétaire générale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Bilan semestriel de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Gaza** - (17 janvier 2024) : p. 75

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner l'offensive militaire de l'Azerbaïdjan au Haut-Karabagh et à prévenir toute autre tentative d'agression et de violation de l'intégrité territoriale de la République d'Arménie, appelant à des sanctions envers l'Azerbaïdjan et demandant la garantie du droit au retour des populations arméniennes au Haut-Karabagh [n° 157 (2023-2024)]** - (17 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 90 p. 91

- **Débat relatif aux finances des départements** - (5 mars 2024) : p. 1289

- **Question orale sans débat relative à la prise en charge des mineurs isolés étrangers et au regroupement familial** - (19 mars 2024) : p. 1823 p. 1824

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) -

Discussion générale : p. 2016 p. 2017 - **Demande de clôture** : p. 2025 p. 2027 - **Article 2** (*Autorisation de la ratification de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part*) : p. 2032 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2033 p. 2034

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la liberté d'enseignement** - (10 avril 2024) : p. 2610

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la gestion des finances publiques** - (10 avril 2024) : p. 2612

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'atteinte à la laïcité et au harcèlement scolaire** - (10 avril 2024) : p. 2615 p. 2616

- **Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France** [n° 596 (2023-2024)] - (22 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3206

- **Question orale sans débat sur la réouverture de la ligne SNCF La Ferté-Milon-Fismes au trafic voyageurs** - (4 juin 2024) : p. 3589

- **Question orale sans débat sur la transparence relative aux violences sexuelles contre nos aînés** - (4 juin 2024) : p. 3591 p. 3592

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'implication du pouvoir exécutif dans la campagne des élections européennes (II)** - (5 juin 2024) : p. 3742

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au narcotrafic et aux menaces sur les forces de l'ordre à Marseille** - (23 octobre 2024) : p. 4464

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone** [n° 25 (2024-2025)] - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4981 p. 4986 p. 4987

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'arrestation de Boualem Sansal (II)** - (27 novembre 2024) : p. 6189 p. 6190

BRAULT (Jean-Luc)
sénateur (Loir-et-Cher)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 1er février 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 1er février 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (4 avril 2024).

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière le 30 mars 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à mieux valoriser l'engagement associatif et citoyen tout au long de la vie [n° 329 (2023-2024)] (9 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) du financement des travaux exécutés d'office par les petites communes pour la sécurisation des immeubles [n° 440 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à poursuivre la réduction des inégalités territoriales pour les ouvertures de casinos [n° 564 (2023-2024)] (30 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques [n° 783 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation pour les achats effectués dans les foires et les salons [n° 55 (2024-2025)] (21 octobre 2024) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 95 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à revenir au caractère cumulatif des critères pédologique et floristique permettant de qualifier les zones humides [n° 106 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues [n° 192 (2024-2025)] (5 décembre 2024) - **Justice - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi encadrant l'activité des plateformes de revente agissant en qualité de tiers de confiance [n° 194 (2024-2025)] (7 décembre 2024) - **Culture - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des Bâtiments de France [n° 195 (2024-2025)] (9 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Mission sur la crise du logement - Examen du rapport d'information et vote sur les propositions des rapporteurs.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Marciano, directeur général de Duralex.

(*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales** [n° 325 (2023-2024)] - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 970

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations**

d'aménagement [n° 343 (2023-2024)] - (27 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1094

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la mise en œuvre du dispositif France Ruralités Revitalisation** - (6 mars 2024) : p. 1377 p. 1378

- **Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France** [n° 585 (2023-2024)] - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2897 p. 2898 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 40 rectifié** (*Modalités de calcul de la réduction d'impôt sur le revenu au titre du dispositif IR-PME en cas de souscription de titres exercée par bons de souscription*) : p. 2909 p. 2909 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 43 rectifié** (*Exonération de DMTG pour les dons en somme d'argent affectés à l'acquisition de titres de PME et d'ETI*) : p. 2910 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 44 rectifié** (*Exonération de DMTG des sommes ou des valeurs détenues dans un PEA-PME*) : p. 2910 p. 2911 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° 39 rectifié et n° 63** (*Éligibilité des titres de sociétés de capital-risque au PEA-PME, aux unités de compte en assurance vie et aux plans d'épargne retraite*) : p. 2912 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 41 rectifié** (*Éligibilité des jeunes entreprises innovantes à la garantie pour les projets stratégiques (GPS) de Bpifrance*) : p. 2918 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 38 rectifié et n° 45** (*Autorisation pour les SAS de procéder à une offre au public de titres financiers reposant sur une infrastructure de marché liée à la technologie des registres distribués*) : p. 2918 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 42 rectifié** (*Assouplissement des modalités de fonctionnement des fonds communs de placement d'entreprise (FCPE)*) : p. 2938 p. 2939

- **Mise au point au sujet de votes** - (22 mai 2024) : p. 3173

- **Proposition de loi visant à mieux indemniser les dégâts sur les biens immobiliers causés par le retrait-gonflement de l'argile** [n° 513 (2022-2023)] - (30 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3457 - **Article 1er** (*Précision de la méthodologie de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle de sécheresse et adaptation de la durée de l'arrêté constatant l'état de catastrophe naturelle au phénomène de retrait-gonflement des argiles*) : p. 3460 - **Article 2** (*Inversion de la charge de la preuve dans l'expertise des catastrophes naturelles*) : p. 3462 p. 3463

- **Projet de loi de simplification de la vie économique** [n° 635 (2023-2024)] - (3 juin 2024) - **Discussion générale** : p. 3530 - **Article 4 (priorité)** (*Harmonisation du profil d'acheteur pour la passation de contrats publics*) : p. 3543 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendements n° 12 rectifié bis et n° 253 rectifié** (*Réhausser les seuils de mise en concurrence et de publicité des achats innovants*) : p. 3544

- **Suite de la discussion** (4 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 75** (*Résilience anticipée dérogatoire pour les contrats de sous-traitance lorsque le sous-traitant est placé en redressement judiciaire*) : p. 3624 p. 3625 - **Article 14 (priorité)** (*Simplifier et faciliter les relations avec les prestataires de services d'assurance*) : p. 3648 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 316 rectifié** (*Possibilité pour l'assuré de résilier à tout moment un contrat d'assurance affinitaire*) : p. 3650 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 35 rectifié ter** (*Inversion de la charge de la preuve entre assureur et assuré lorsqu'il s'agit de démontrer qu'un sinistre a été causé par un fait autre qu'une guerre étrangère*) : p. 3651 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 43 rectifié, n° 117 rectifié ter, n° 185 rectifié, n° 197 rectifié bis, n° 258 rectifié quater, n° 265 rectifié quater, n° 438 rectifié quinquies, n° 518 rectifié, n° 535 rectifié quater et n° 586 rectifié bis** (*Simplification des formalités déclaratives pour le bénéfice du taux réduit de TVA à 10 % applicable aux travaux réalisés dans des locaux d'habitation achevés depuis plus de deux ans*) : p. 3688 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 41 rectifié, n° 184, n° 196 rectifié ter, n° 255 rectifié quater, n° 516 rectifié et n° 585 rectifié bis** (*Suppression des attestations de conformité à la réglementation au dépôt du permis de*

construire) : p. 3696 - **Article 15** (*Faciliter l'implantation de centres de données d'envergure*) : p. 3709

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (16 octobre 2024) - **Article 12** (*Actualisation du contenu de la prochaine loi quinquennale sur l'énergie*) : p. 4212

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (20 novembre 2024) - **Article 7** (*Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance*) : p. 5252

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1133 rectifié bis, n° I-1325 rectifié bis, n° 1647 rectifié bis, n° 849 rectifié ter, n° I-1163 rectifié ter et n° I-1250 rectifié sexies** (*Prorogation de l'exonération fiscale et sociale sur les pourboires pour les années 2025 et 2026*) : p. 5908

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (3 décembre 2024) : p. 7305

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7313

Travail, emploi et administration des ministères sociaux (suite)

- (3 décembre 2024) : p. 7357

BREGEON (Maud)
ministre déléguée auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement (du 22 septembre 2024 au 13 décembre 2024)

NOMINATIONS

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 2 octobre 2024.

BRIANTE GUILLEMONT (Sophie)
sénatrice (Français établis hors de France (Série 2)) NI, puis RDSE-R

Devenue sénateur le 17 août 2024 (en remplacement de M. Jean-Pierre BANSARD, décédé le 16 août 2024).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 22 octobre 2024.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 21 octobre 2024 à partir du 1er octobre 2024.

Membre de la commission des affaires européennes le 4 décembre 2024.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 29 octobre 2024.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement le 1er octobre 2024.

Membre titulaire du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes le 4 décembre 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre l'usurpation d'identité et de domicile lors de la souscription de nouveaux contrats de fourniture de gaz, d'électricité, de contenus numériques, de services numériques ou de services de communications électroniques [n° 748 (2023-2024)] (15 août 2024) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 222 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information consacrée à la situation de la francophonie à l'aube du 30ème anniversaire de la loi Toubon - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des lois*) : Audition de M. Didier Leschi, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire - Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement** relative à la situation des Français au Liban - (9 octobre 2024) : p. 3971 p. 3972

- **Proposition de loi** tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 99 (2024-2025)] - (5 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4734

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone** [n° 25 (2024-2025)] - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4983

- **Proposition de loi** visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)] - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4995

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)] - (20 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 616 rectifié et 831 rectifié** (*Instauration d'une contribution sur les successions et donations*) : p. 5279

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-1137 rectifié bis et n° I-307 rectifié bis** (*Instauration d'une taxe sur les produits alimentaires n'affichant pas la qualité nutritionnelle, l'impact environnemental, ainsi que l'origine des matières premières principales*) : p. 6480

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-1537 rectifié bis, n° I-1981 rectifié bis, n° I-312 rectifié, n° I-343 rectifié ter, n° I-376 rectifié bis, n° I-1042 rectifié, n° I-1289 rectifié bis, n° I-1576 rectifié ter, n° I-1580 rectifié bis, n° I-1891 rectifié et n° I-1965 rectifié** (*Exonération des donations jusqu'à 150 000 euros en faveur de l'acquisition d'une résidence principale en logement neuf*) : p. 6536 - **Article 21** (*Mesures diverses de correction, clarification et coordination en matière de fiscalité sectorielle*) : p. 6551 p. 6552 p. 6553 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-673 rectifié, n° I-951 rectifié bis, n° I-2041 rectifié bis, n° I-1242, n° I-412 rectifié, n° I-461, n° I-950, n° I-1308 rectifié, n° I-1337 et n° I-1757** (*Élargissement de l'assiette de la taxe sur les transactions financières aux opérations intra-journalières et rehaussement du taux*) : p. 6672 p. 6673

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2024) - **Article 2 ter (nouveau)** (*Soumission à l'impôt sur le revenu de l'indemnité de résidence allouée aux fonctionnaires civils et militaires en service à l'étranger*) : p. 6974

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2024) : p. 7174

- **Question orale sans débat relative au soutien aux Français d'Israël** - (3 décembre 2024) : p. 7292 p. 7293

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (3 décembre 2024) : p. 7390

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)] (suite)

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Justice

- (3 décembre 2024) : p. 7393

BRIQUET (Isabelle)
sénatrice (Haute-Vienne)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 (26 novembre 2024).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement ; nouvelle nomination le 7 novembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

Membre de la mission d'information sur « l'impact des décisions réglementaires et budgétaires de l'État sur l'équilibre financier des collectivités locales ».

Membre de la mission d'information sur le thème : « Complémentaires santé, mutuelles : l'impact sur le pouvoir d'achat des Français » le 15 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La rénovation des écoles marseillaises : une nécessité qui va coûter cher et des efforts à poursuivre [n° 698 (2023-2024)] (19 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société**.

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 34 tome 2 annexe 26 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports**.

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 144 tome 3 annexe 26 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des finances*): Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des finances*): « Trajectoire des finances publiques et croissance économique en France et en Europe : bilan et perspectives » - Audition de MM. Jérôme Creel, directeur du département des études de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), François Ecalte, président de l'association « Finances publiques et économie » (FIPECO) et Luc Tholoniati, directeur en charge de l'« Économie des États membres II » à la direction générale des affaires économiques et financières (DG ECFIN) de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des finances*): Problèmes assurantiels rencontrés par les collectivités territoriales - Audition de MM. Alain Chrétien, maire de Vesoul, vice-président de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), Thomas Fromentin, président de la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes et administrateur d'Intercommunalités de France, et Éric Schahl, conseiller régional d'Ile-de-France, représentant de Régions de France.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des finances*): Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission des finances*): Délivrance des titres d'identité et de circulation - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des finances*): Mission d'information sur les problèmes assurantiels des collectivités territoriales - Communication.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des finances*): Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des finances*): Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques et Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des finances*): Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de MM. François Ecalte, président fondateur de l'association « finances publiques et économie » (FIPECO), Mathieu Plane, directeur adjoint de l'Observatoire français des conjonctures

économiques (OFCE) et Olivier Redoulès, directeur des études de l'Institut Rexecode.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financement public de la filière forêt-bois.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 19 juin 2024 (*commission des finances*) : Financement du volet « écoles » du plan « Marseille en grand » - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 10 juillet 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Les facteurs explicatifs des perspectives d'évolution différentes en matière de charge de la dette entre la France et les principaux États européens - Communication.

Contrôle budgétaire - L'aide alimentaire - Communication.

Contrôle budgétaire - L'immobilier de la gendarmerie nationale - Communication.

Réunion du mardi 24 septembre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - L'immobilier de l'administration territoriale de l'État - Communication.

Contrôle budgétaire - Recentralisation du revenu de solidarité active - Communication.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du vendredi 11 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de MM. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde portant sur l'état des finances locales.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 29 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 19 novembre 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Communication.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 61 à 64) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 3 décembre 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et les articles 61, 62, 63 et 64) et le compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif aux finances des départements** - (5 mars 2024) : p. 1288 p. 1289

- **Question orale sans débat sur la carte scolaire pour l'année 2024-2025 en Haute-Vienne** - (7 mars 2024) : p. 1487 p. 1488

- **Débat sur le rapport public annuel de la Cour des comptes** - (13 mars 2024) : p. 1694

- **Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 672 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4012 - **Article unique (Motivation de la fermeture du compte par la banque à la demande du client)** : p. 4017

- **Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)]** - (22 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4400

- **Mise au point au sujet de votes** - (23 octobre 2024) : p. 4471

- **Débat sur le thème : « Situation des finances publiques locales »** - (6 novembre 2024) : p. 4786 p. 4787

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 [n° 155 (2024-2025)]** - (25 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5786

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (25 novembre 2024) - **Article 2** (Rectification du montant de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée du compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » au titre de l'année 2024) : p. 5795 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 6 rectifié, n° 8 et n° 14** (Conséquences de l'amendement créant un prélèvement sur recettes (PSR) pour financer l'extension du Ségur aux départements) : p. 5797

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (25 novembre 2024) - **État B** (Répartition des crédits pour 2024 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre du budget général) : p. 5831

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-695 rectifié et n° I-906** (Ajout d'une rubrique dans la déclaration fiscale du crédit d'impôt service à la personne) : p. 5891 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-915 rectifié bis** (Pérennisation du plafond dérogatoire de la réduction d'impôt dite « Coluche ») : p. 5898 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1333 rectifié** (Surtaxe temporaire sur l'impôt sur le revenu pour générer 3 milliards d'euros de recettes supplémentaires) : p. 5912

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 3** (Instauration d'une contribution différentielle sur les hauts revenus) : p. 5943 p. 5951 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-372 rectifié et n° I-2073** (Exclusion des entreprises contribuant à la préservation des monuments historiques de la réduction d'impôt (IR-PME) pour les entreprises solidaires d'utilité sociale (Esus) et rétablissement du dispositif dans sa version antérieure à la loi du 13 juin 2024) : p. 5969 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1672 rectifié, n° I-664, n° I-938, n° I-1340, n° I-400 rectifié, n° I-940, n° 905 rectifié, n° 1369 rectifié et n° I-459** (Dispositions diverses sur le prélèvement forfaitaire unique (PFU) et sur l'imposition des superdividendes) : p. 6005 - **Article 7** (Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations) : p. 6052

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article 11** (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur les bénéficiaires des grandes entreprises) : p. 6336 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-963, n° I-1865 rectifié et n° I-2040 rectifié ter** (Suppression ou réduction de l'exonération d'impôt sur les sociétés sur les plus-values à long terme sur les cessions de titre de participation dans le cadre du régime mère-fille/Évolution des modalités d'application du régime des plus ou moins-values sur cession de titres de participation pour les titres de participation ne revêtant pas ce caractère sur le plan comptable) : p. 6373 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-689 et n° I-1027** (Création d'une taxe sur les yachts) : p. 6386 - **Article 15** (Report de trois ans de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) : p. 6436

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-100 rectifié bis, n° I-1449, n° I-807 rectifié, n° I-1450 et n° I-904** (Création d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) « en amont ») : p. 6570 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-791 rectifié quinquies** (Nouvelle redevance de l'eau pour le refroidissement industriel) : p. 6581 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-924 rectifié** (Baisse des droits d'enregistrement pour les entreprises solidaires d'utilité sociale) : p. 6622 - **Article additionnel après**

l'article 24 - Amendement n° I-1640 rectifié (Recréation du versement pour sous-densité, en le rendant obligatoire) : p. 6643 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1703 rectifié bis** (Création d'une contribution au titre de l'introduction d'une instance devant une juridiction) : p. 6645 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-815 rectifié bis** (Création d'un avantage fiscal propre aux structures solidaires pour l'imposition de leurs plus-values de cession) : p. 6651 - **Article 26** (Instauration pour les grandes entreprises d'une taxe sur les réductions de capital consécutives au rachat de leurs propres titres) : p. 6653 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-673 rectifié, n° I-951 rectifié bis, n° I-2041 rectifié bis, n° I-1242, n° I-412 rectifié, n° I-461, n° I-950, n° I-1308 rectifié, n° I-1337 et n° I-1757** (Élargissement de l'assiette de la taxe sur les transactions financières aux opérations intra-journalières et rehaussement du taux) : p. 6673

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article 29** (Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement) : p. 6736 - **Article 30** (Modulation des conditions d'attribution du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)) : p. 6755 - **Article 31** (Stabilisation en valeur au titre de 2025 des fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectées aux collectivités locales) : p. 6762 - **Article 31 (suite)** (Stabilisation en valeur au titre de 2025 des fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectées aux collectivités locales) : p. 6763 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-2182, I-929 rectifié, I-1683, I-573 rectifié ter, I-731 rectifié, I-1484 rectifié ter, I-1779 rectifié ter, I-1901 rectifié bis, I-387 rectifié, I-732 rectifié, I-421 rectifié, I-1358, I-1437, I-1438, I-1684, I-87 rectifié, I-1439, I-109 rectifié bis, I-118 rectifié quater, I-184 rectifié quinquies, I-244 rectifié bis, I-385 rectifié bis, I-711, I-1211 rectifié, I-1749, I-59 rectifié, I-185 rectifié ter, I-386 rectifié, I-245 rectifié bis, I-346 rectifié ter, I-1641 rectifié, I-1642 rectifié et I-1849 rectifié** (Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)) : p. 6770 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-490 rectifié bis** (Extension de la faculté pour une commune nouvelle de majorer la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)) : p. 6794 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-489 rectifié ter** (Prise en compte de la situation antérieure des communes fondatrices au regard du coefficient correcteur) : p. 6827 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-487 rectifié bis, n° I-1832 rectifié et n° I-2054 rectifié bis** (Relèvement du plafond de la taxe d'incinération des déchets) : p. 6829 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° I-1130 rectifié** (Instauration d'un barème de nuit de la taxe sur les nuisances sonores aériennes) : p. 6921 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° I-1129 rectifié** (Passage de l'aéroport de Bordeaux du groupe 3 au groupe 1 pour la détermination du tarif de la taxe sur les nuisances sonores aériennes (TNSA)) : p. 6921

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 - Commission mixte paritaire [n° 176 (2024-2025)]** - (4 décembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7471

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) : p. 7497 - **Article 64 (priorité)** (Instauration et affectation d'un fonds de réserve au profit des collectivités territoriales) : p. 7512 - **État B** : p. 7525 p. 7526 p. 7527 p. 7528 p. 7529 p. 7530 p. 7533 p. 7534 p. 7535 p. 7536 p. 7537 p. 7538 p. 7540 p. 7541 p. 7542 p. 7544 p. 7545 p. 7546

BRISSON (Max)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes.

Membre titulaire Conseil supérieur de l'Agence France Presse.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Vice-président de la mission d'information sur le thème : « le bâti scolaire à l'épreuve de la transition écologique ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à mieux valoriser l'engagement associatif et citoyen tout au long de la vie [n° 329 (2023-2024)] (9 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Différenciation : la diversité des territoires dans l'unité de la République [n° 629 (2023-2024)] (23 mai 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à encadrer le nombre de listes aux élections européennes [n° 656 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport : Formation initiale et continue des professeurs : au-delà des effets d'annonce, bâtir sur la durée une formation de qualité fondée sur la simultanéité des apprentissages académiques et des pratiques professionnelles [n° 683 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Fonction publique - Éducation.**

Proposition de loi visant à tenir compte des opérations de renouvellement des parcs éoliens pour le versement d'une fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) aux communes disposant d'un parc installé avant le 1er janvier 2019 [n° 694 (2023-2024)] (17 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 699 (2023-2024)] (19 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour consacrer la lutte contre l'antisémitisme [n° 3 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au déclassement de restes humains kal'inas et à leur remise à la collectivité de Guyane à des fins funéraires [n° 8 (2024-2025)] (3 octobre 2024) - **Culture - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à réserver la présentation au second tour des élections législatives aux seuls deux candidats arrivés en tête du premier tour [n° 58 (2024-2025)] (22 octobre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire [n° 140 (2024-2025)] (14 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 23 janvier 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien - Examen de l'amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Alain Lamassoure, président du comité de direction de l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe.

Réunion du jeudi 15 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde portant sur l'accompagnement des collectivités territoriales face aux risques du numérique.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission conjointe de contrôle sur le signalement et le traitement des pressions, menaces et agressions dont les enseignants sont victimes - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

(*commission des lois*) : Mission conjointe de contrôle sur le signalement et le traitement des pressions, menaces et agressions

dont les enseignants sont victimes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Laurence Bertrand Dorléac, présidente de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP).

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information relative à l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Proposition de loi visant à renforcer le service civique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : La question de l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Audition de M. Guillaume Gellé, président de France Universités, et Mme Isabelle de Mecquenem, professeure agrégée de philosophie et membre du Conseil des sages de la laïcité et des valeurs de la République.

Proposition de loi visant à renforcer le service civique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde relative au droit à la différenciation des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Philippe Delorme, secrétaire général de l'enseignement catholique.

Réunion du jeudi 23 mai 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « trois recommandations » relatif à la différenciation des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Sylvie Retailleau, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans le cadre de la mission d'information sur l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi

visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information sur les modalités de formation et la place des enseignants - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

Réunion du mercredi 26 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information relative à l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Évaluation territoriale du dispositif « 30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information consacrée à la situation de la francophonie à l'aube du 30ème anniversaire de la loi Toubon - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Anne Genetet, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information sur l'évaluation des dispositions de la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Patrick Hetzel, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs à l'audiovisuel public - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Luis Vassy, directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris.

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Martin Ajdari, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme** - (16 janvier 2024) : p. 25 p. 26 p. 34

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la feuille de route du ministère de l'éducation nationale** - (17 janvier 2024) : p. 81 p. 82

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'enseignement public et privé** - (17 janvier 2024) : p. 86

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner l'offensive militaire de l'Azerbaïdjan au Haut-Karabagh et à prévenir toute autre tentative d'agression et de violation de l'intégrité territoriale de la République d'Arménie, appelant à des sanctions envers l'Azerbaïdjan et demandant la garantie du droit au retour des populations arméniennes au Haut-Karabagh [n° 157 (2023-2024)]** - (17 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 95

- **Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien [n° 251 (2023-2024)]** - (23 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 234 - **Article 1er (Rémunération des accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) par l'État)** : p. 237 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 239

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens de l'enseignement** - (24 janvier 2024) : p. 252

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la maîtrise des finances publiques** - (24 janvier 2024) : p. 253

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mobilisation des agriculteurs (III)** - (24 janvier 2024) : p. 255

- **Déclaration du Gouvernement** - (30 janvier 2024) : p. 375

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'audiovisuel public** - (7 février 2024) : p. 731

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les coupes budgétaires de Bercy** - (28 février 2024) : p. 1191

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les coupes budgétaires pour l'éducation nationale** - (28 février 2024) : p. 1199

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Article unique (Constitutionnalisation de la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse)** : p. 1222

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la fiscalité des Airbnb** - (6 mars 2024) : p. 1384

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux atteintes à la laïcité à l'école** - (6 mars 2024) : p. 1390

- **Débat relatif à l'équité et à la transparence de Parcoursup à la frontière du lycée et de l'enseignement supérieur** - (6 mars 2024) : p. 1396 p. 1397

- **Débat sur le thème : « Enseignement privé sous contrat : quelles modalités de contrôle de l'État et quelle équité des moyens vis-à-vis de l'enseignement public ? »** - (6 mars 2024) : p. 1408 p. 1412

- **Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative [n° 387 (2023-2024)]** - (13 mars 2024) - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission) (Maintien des droits acquis par les salariés partant à la retraite au titre du compte personnel de formation (CPF) et ouverture aux associations de la possibilité d'abonder le CPF de leurs bénévoles)** : p. 1735 p. 1736 - **Article 3 bis (Élargissement aux fonctionnaires hospitaliers ainsi qu'aux contractuels de la**

fonction publique de l'expérimentation d'une mise à disposition en faveur des associations) : p. 1741 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 9 rectifié quater** (*Valorisation dans le rapport de gestion annuel des PME des dons et versements en faveur des associations*) : p. 1743 - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Reconnaissance et généralisation de « Guid'Asso »*) : p. 1751 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 43** (*Possibilité pour une commune d'accorder une autorisation d'occupation temporaire de l'espace public à titre gratuit*) : p. 1757

- **Proposition de loi visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics [n° 419 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1878 p. 1881 p. 1882 p. 1885 p. 1886

- **Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille [n° 417 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 3 rectifié bis, n° 7, n° 11, n° 1 rectifié, n° 8 rectifié bis, n° 17, n° 2 rectifié bis, n° 5 rectifié quinquies, n° 9 rectifié bis et n° 21 rectifié ter** (*Dispositif de décharge de responsabilité solidaire - Conditions d'examen - Modifications*) : p. 1966

- **Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires [n° 415 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1975 p. 1976 p. 1977 p. 1980

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2011 - **Demande de clôture** : p. 2026 p. 2030 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2035

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise de l'éducation nationale** - (3 avril 2024) : p. 2384

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la liberté d'enseignement** - (10 avril 2024) : p. 2609 p. 2610

- **Proposition de loi visant à renforcer le service civique [n° 497 (2023-2024)]** - (10 avril 2024) - **Article 1er** (*Élargissement des conditions d'accès au service civique, amélioration des modalités d'encadrement des missions et renforcement de l'attractivité du dispositif*) : p. 2649

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3018 p. 3025 - **Article 1er A** (*Généralisation de la déclaration préalable avec enregistrement de la location d'un meublé de tourisme*) : p. 3029 p. 3030 p. 3032 p. 3033 p. 3034 p. 3035 p. 3036 p. 3037 p. 3038 p. 3040 p. 3043 - **Article 1er** (*Application des obligations de décence énergétique aux locations meublées de tourisme*) : p. 3052 p. 3054 - **Article 1er bis** (*Modifications du code du tourisme visant à renforcer les outils à la disposition des communes pour réguler la location meublée touristique*) : p. 3057 p. 3060 - **Article 2** (*Modifications du code de la construction et de l'habitation et du code de l'urbanisme visant à doter les communes de nouveaux outils pour réguler la location meublée touristique*) : p. 3066 p. 3068 p. 3069 p. 3072 p. 3073 - **Article 3** (*Modification du régime fiscal applicable à la location meublée touristique*) : p. 3084 p. 3088 p. 3089 p. 3091 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3099

- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 623 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3319 - **Article 1er** (*Interdiction des traitements médicaux de transition et chirurgies de réaffectation pour les mineurs*) : p. 3326 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3338

- **Question orale sans débat sur l'avenir des établissements privés de santé** - (4 juin 2024) : p. 3566 p. 3567

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 7 (priorité) - Amendement n° 452 rectifié bis** (*Demande de rapport sur les pistes de simplification du bulletin de paie*) : p. 3620 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 286 rectifié** (*Suppression de la solidarité fiscale entre vendeur et acquéreur d'une entreprise*) : p. 3626 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 450 rectifié** (*Modification des seuils d'effectifs d'entreprise*) : p. 3628

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intervention médiatique du pouvoir exécutif pendant la campagne des élections européennes** - (5 juin 2024) : p. 3737

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'annulation de la participation des entreprises israéliennes au salon Eurosatory de la défense** - (5 juin 2024) : p. 3737

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'implication du pouvoir exécutif dans la campagne des élections européennes (II)** - (5 juin 2024) : p. 3742

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)] (suite)** - (5 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 72 rectifié bis, n° 102 rectifié ter, n° 190, n° 240, n° 356 rectifié bis, n° 360 rectifié ter, n° 103 rectifié, n° 220 rectifié, n° 361 rectifié ter et n° 597** (*Modification des modalités de raccordement, de production ou de consommation des projets de biogaz*) : p. 3804 p. 3805

- **Expression des groupes sur la situation politique à l'issue des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024** - (18 juillet 2024) : p. 3825 p. 3831

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3863 p. 3865

- **Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 678 (2023-2024)]** - (10 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4066 p. 4068 - **Article 1er A (nouveau)** (*Transmission annuelle de l'indice de position sociale (IPS) des établissements des premier et second degrés publics et privés sous contrat par le ministre de l'éducation nationale*) : p. 4074 - **Article 2** (*Coordination dans le code général des collectivités territoriales*) : p. 4079 p. 4080 p. 4081

- **Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 21 (2024-2025)]** - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4261 p. 4267 p. 4268 - **Article 1er** (*Contrôle du pluralisme dans les médias audiovisuels*) : p. 4269 p. 4270 - **Article 2** (*Renforcement du régime de sanctions de l'Arcom*) : p. 4272 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4281

- **Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)]** - (14 novembre 2024) - **Article 1er** (*Interdiction d'organiser des combats de coqs et des corridas en présence de mineurs de moins de seize ans*) : p. 5001 p. 5005 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié** (*Interdiction pour les mineurs de participer aux formations et activités proposées par les écoles taurines*) : p. 5008 - **Article 2** (*Interdiction d'organiser des combats de coqs et des corridas en présence de mineurs de moins de seize ans*) : p. 5009

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au programme de l'éducation nationale à l'éducation à la sexualité** - (27 novembre 2024) : p. 6192 p. 6193

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-300 rectifié bis, n° I-453 rectifié bis, n° I-**

1164 rectifié, n° I-302 rectifié bis et n° I-1165 rectifié bis (*Fiscalisation des sachets de nicotine et encadrement de leur distribution par une distribution exclusive par le réseau des buralistes*) : p. 6237 p. 6240 p. 6241 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-301 rectifié bis, n° I-452 rectifié bis et n° I-1382 rectifié bis** (*Fiscalisation des produits de vapotage et encadrement de la distribution avec une distribution exclusive par les vape-shops et les buralistes*) : p. 6242

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2024) : p. 7082 p. 7084 p. 7092

Enseignement scolaire (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7101 p. 7102 p. 7107 p. 7109 p. 7115 p. 7128 p. 7129 p. 7135

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales (suite)

- (4 décembre 2024) - **Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° II-1027 rectifié** (*Attribution de la dotation aménités rurales : suppression du critère de population*) : p. 7576

BROSSAT (Ian)
sénateur (Paris)
CRCE-K

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Membre titulaire du Conseil national de l'alimentation le 19 février 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire du comité chargé de proposer des évolutions de la composition du Conseil économique, social et environnemental le 15 mars 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales (15 février 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (22 mars 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques (3 avril 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (10 avril 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate (15 mai 2024).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'évolution du droit de réquisition de biens immobiliers en zone tendue [n° 238 (2023-2024)] (11 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à maintenir un service public de transports en commun de qualité par le maintien de monopoles publics en Île-de-France [n° 256 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières [n° 262 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à instituer une trêve olympique des expulsions locatives des occupants de bonne foi sans solution de logement [n° 331 (2023-2024)] (12 février 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à reconnaître l'État palestinien et à agir pour un cessez-le-feu effectif et durable dans l'attente de négociations [n° 379 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à lutter contre les pénuries de médicaments en France [n° 684 (2023-2024)] (11 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser le statut de Gouvernement démissionnaire [n° 742 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à la création du service public de l'énergie Groupe Énergie de France (GEDF) en nationalisant TotalEnergies et Engie au côté d'EDF [n° 750 (2023-2024)] (2 septembre 2024) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics [n° 760 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi portant sur la responsabilité des donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants, des emplois et des territoires [n° 125 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre aux élus locaux d'interdire les véhicules lourds en ville [n° 131 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants [n° 165 (2024-2025)] (27 novembre 2024) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] (17 décembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la fermeture de l'hôpital Bichat** - (18 janvier 2024) : p. 156

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste** [n° 259 (2023-2024)] - (23 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 189 - **Article 1er bis (nouveau)** (Retrait d'un sursis probatoire et d'un suivi socio-judiciaire pour conduite notoire) : p. 199 - **Article 7** (Interdiction de paraître dans les transports en commun dans le cadre des MICAS) : p. 208 - **Article 8** (Adaptation des critères de dissolution administrative d'une association ou d'un groupement de fait) : p. 211 p. 212 - **Article 9** (Assouplissement du régime de protection contre l'expulsion et l'interdiction du territoire français) : p. 215 - **Article 10** (Extension du contradictoire asymétrique devant le juge administratif) : p. 217

- **Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune** [n° 244 (2023-2024)] - (24 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 289

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste** [n° 259 (2023-2024)] - (30 janvier 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 383 p. 384

- **Proposition de loi visant à garantir la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise** [n° 321 (2023-2024)] - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 946 - **Article 1er** (Confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise) : p. 955 p. 960

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement** [n° 343 (2023-2024)] - (27 février 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 6 et n° 116** (Information obligatoire du syndic et des copropriétaires de la mise en location de courte durée touristique d'un bien en copropriété) : p. 1113 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 5 et n° 73 rectifié bis** (Abaissement de la majorité nécessaire à l'interdiction des meublés de tourisme dans une copropriété) : p. 1114 - **Article 3** (Création d'une nouvelle procédure d'expropriation pour les immeubles indignes à titre réparable) : p. 1126

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse** [n° 299 (2023-2024)] - (28 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1212

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels** [n° 389 (2023-2024)] - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1618

- **Proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques** [n° 399 (2023-2024)] - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1635 - **Article 1er** (Réalisation de tests de discriminations individuels et statistiques par un service placé sous l'autorité du Premier ministre) : p. 1644 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1656

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part** [n° 694 (2018-2019)] - (21 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2008 - **Demande de clôture** : p. 2030

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels** [n° 446 (2023-2024)] - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2119

- **Suite de la discussion** (27 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 1 rectifié, n° 6 rectifié ter, n° 31 rectifié ter, n° 32 rectifié et n° 43** (Confiscation obligatoire des biens dont l'origine ne peut pas être justifiée) : p. 2159 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 2 rectifié, n° 7 rectifié ter, n° 11 rectifié et n° 22** (Affectation sociale prioritaire des biens immobiliers saisis ou confisqués) : p. 2161 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 24 et n° 25** (Affectation sociale des biens immobiliers saisis et confisqués aux organismes qui exercent les activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale et aux organismes HLM) : p. 2162 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 3 rectifié, n° 8 rectifié ter, n° 12 rectifié et n° 23** (Affectation sociale des biens saisis ou confisqués aux entreprises solidaires d'utilité sociale (ESUS)) : p. 2162 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 5 rectifié, n° 10 rectifié ter, n° 14 rectifié bis et n° 27** (Délai d'affectation sociale des biens confisqués) : p. 2163 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 26** (Création d'un conseil d'administration de l'Agrasc et ouverture de celui-ci à des associations et à des parlementaires) : p. 2164 - **Article additionnel après l'article 1er bis AB - Amendements n° 17 et 28 rectifié** (Notification à

la partie civile des décisions de saisie pénale) : p. 2166 - **Article 1er bis A (texte non modifié par la commission)** (Réalisation d'enquêtes patrimoniales par les officiers de police judiciaire) : p. 2167 - **Article additionnel après l'article 1er bis D - Amendement n° 21** (Vente prioritaire et à perte des biens immeubles saisis ou confisqués pour des programmes visant à la réalisation de logements sociaux) : p. 2167 - **Article 1er bis (supprimé)** (Compétence de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (Agrasc) en matière de formation des membres des services de police judiciaire et des magistrats) : p. 2168 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 20** (Décret en Conseil d'Etat pour préciser l'information des tiers disposant d'un droit de propriété sur un bien confisqué) : p. 2168 - **Article 4 (texte non modifié par la commission)** (Extension des biens « mal acquis » susceptibles d'être restitués) : p. 2172 p. 2173

- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 2478 - **Article 6 (nouveau)** (Prise en compte des heures de pointe dans la détermination par l'autorité organisatrice de transports du niveau minimal de service) : p. 2504

- **Question orale sans débat relative aux congés frauduleux donnés par les propriétaires à l'occasion des jeux Olympiques** - (7 mai 2024) : p. 2800 p. 2801

- **Proposition de loi visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères [n° 578 (2023-2024)]** - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2846

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Article 1er A** (Généralisation de la déclaration préalable avec enregistrement de la location d'un meublé de tourisme) : p. 3028 p. 3030 p. 3034 p. 3038 p. 3040 p. 3042 p. 3043 p. 3044 - **Article 1er bis** (Modifications du code du tourisme visant à renforcer les outils à la disposition des communes pour réguler la location meublée touristique) : p. 3056 p. 3060 - **Article 3** (Modification du régime fiscal applicable à la location meublée touristique) : p. 3082 p. 3084 p. 3091 - **Article 4 (supprimé)** (Suppression de la double déductibilité des amortissements dans le cadre du régime fiscal de la location meublée non professionnelle) : p. 3096

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au droit de grève** - (22 mai 2024) : p. 3144

- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 623 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Question préalable** : p. 3310 - **Discussion générale** : p. 3317 p. 3322 - **Article 1er** (Interdiction des traitements médicaux de transition et chirurgies de réassignation pour les mineurs) : p. 3327 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3336

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intervention médiatique du pouvoir exécutif pendant la campagne des élections européennes** - (5 juin 2024) : p. 3736 p. 3737

- **Proposition de loi visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités [n° 25 (2024-2025)]** - (17 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4299

- **Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics [n° 64 (2024-2025)]** - (30 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4622

- **Question orale sans débat relative à la pénurie de logements à Paris et dans les grandes villes françaises** - (5 novembre 2024) : p. 4689 p. 4690

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 99 (2024-2025)]** - (5 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4736 - **Article 1er** (Encadrement des changements de nom et de prénom des personnes inscrites au Fijaisv et au Fijait) : p. 4741 - **Article 4 (nouveau)** (Possibilité de prolongation de la rétention d'un étranger condamné à une interdiction du territoire en cas d'infraction sexuelle ou violente grave) : p. 4749

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1469 rectifié bis** (Suppression du bénéfice du régime bénéfiques industriels et commerciaux (BIC) aux locations directes ou indirectes des locaux d'habitation meublés) : p. 5997 p. 5998

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1456** (Assujettissement des activités de location meublée touristique à la TVA) : p. 6619 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-925 rectifié et n° I-1455** (Assujettissement des activités de location de résidences secondaires à la TVA) : p. 6620 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1457** (Création d'une taxe sur les opérateurs de plateforme en ligne pour la location) : p. 6621

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis** (Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)) : p. 6781 p. 6789

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2024) : p. 7175 p. 7176

Justice

- (3 décembre 2024) : p. 7395 - **État B** : p. 7421 p. 7423 p. 7425 p. 7428

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Administration générale et territoriale de l'État

- (4 décembre 2024) : p. 7478

BROSSEL (Colombe)
sénatrice (Paris)
SER

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil national du numérique (formation élargie) le 12 février 2024.

Membre de la mission d'information sur « Architectes des Bâtiments de France : périmètre et compétences » le 28 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Familles monoparentales : pour un changement des représentations sociétales - Rapport [n° 485 tome 1 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Familles monoparentales : pour un changement des représentations sociétales - Comptes rendus [n° 485 tome 2 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des Bâtiments de France [n° 195 (2024-2025)] (9 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de MM. Michel Cadot, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques 2024, président de l'Agence nationale du sport (ANS) et Nicolas Ferrand, directeur général exécutif de la société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo).

Réunion du jeudi 18 janvier 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de la Fédération syndicale des familles monoparentales (FSFM) et du fond Femmes et Avenir.

Réunion du jeudi 25 janvier 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Nicolas Grivel, directeur de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf).

Audition de Mme Hélène Périvier, présidente du conseil de la famille du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA).

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Sébastien Cavalier, président de la SAS pass Culture.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission des lois*) : Recrudescence des actes antisémites - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : La situation du secteur associatif - Audition de Mme Chantal Bruneau, vice-présidente du Haut Conseil à la vie associative, MM. Mickaël Huet, délégué général du Mouvement associatif et François Bouchon, président de France Bénévolat.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Judith Godrèche, actrice, scénariste, réalisatrice et écrivaine.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission conjointe de contrôle sur le signalement et le traitement des pressions, menaces et agressions dont les enseignants sont victimes - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

(*commission des lois*) : Mission conjointe de contrôle sur le signalement et le traitement des pressions, menaces et agressions dont les enseignants sont victimes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Aurore Bergé, ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Philippe Jost, président de l'établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information de Mmes Colombe Brosset et Béatrice Gosselin sur les familles monoparentales.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Rapport de la Cour des comptes de juin 2022 consacré à « La politique de l'État en faveur du patrimoine monumental » - Audition de la Cour des comptes : MM. Emmanuel Roux, président de la Chambre régionale des comptes Bourgogne-Franche-Comté, conseiller maître, Michel Bouvard, conseiller maître, et Mme Anne Le Lagadec, conseillère référendaire en service extraordinaire.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : « Transports pendant les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 : quels enjeux ? » - Audition de M. Patrice Vergriete, ministre délégué chargé des transports, et de Mme Valérie Péresse, présidente de la région Île-de-France, présidente d'Île-de-France Mobilités.

Audition de M. Philippe Delorme, secrétaire général de l'enseignement catholique.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Transports pendant les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 : quels enjeux ? » - Audition de M. Patrice Vergriete, ministre délégué chargé des transports, et de Mme Valérie Péresse, présidente de la région Île-de-France, présidente d'Île-de-France Mobilités.

Réunion du jeudi 23 mai 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la situation des enfants à la rue.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans la rue : audition de Mme Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat (USH).

Réunion du mardi 4 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans le cinéma - Audition de Mme Anna Mouglalis, actrice et réalisatrice, M. Olivier Henrard, directeur général du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), Mmes Sidonie Dumas, présidente de l'Association des producteurs indépendants (API), Valérie Lépine-Karnik, déléguée générale de l'Union des producteurs de cinéma (UPC), Florence Borelly, membre du bureau long métrage du Syndicat des producteurs indépendants (SPI), Clémentine Charlemaine, co-présidente du collectif 50-50, Sophie Lainé Diodovic, directrice de casting, Marine Longuet, assistante-réalisatrice, et M. David Bertrand, co-président de l'Association des directeurs et directrices de casting (ARDA).

(*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans le cinéma.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information sur les modalités de formation et la place des enseignants - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

Réunion du jeudi 19 septembre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les mesures prises à l'égard des personnes sans abri en vue de l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

Réunion du mardi 8 octobre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information sur les femmes sans abri.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Anne Genetet, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marzieh Hamidi, athlète afghane.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Gil Avérous, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information sur l'évaluation des dispositions de la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Patrick Hetzel, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Salima Saa, secrétaire d'État auprès du ministre des Solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs à l'Enseignement scolaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Bruno Patino, président du comité de pilotage des États généraux de l'information (EGI).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'enseignement public et privé** - (17 janvier 2024) : p. 85 p. 86

- **Proposition de loi visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail [n° 537 (2022-2023)]** - (15 février 2024) - **Article 4** (*Adaptation du régime de télétravail pour les salariées souffrant de dysménorrhée*) : p. 1053

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendements n° 8 rectifié et n° 74 (Autorisation d'accéder aux parties communes pour les agents assermentés du service municipal du logement)** : p. 1134 - **Article 9 bis** : p. 1171 p. 1172

- **Débat sur le thème : « Enseignement privé sous contrat : quelles modalités de contrôle de l'État et quelle équité des moyens vis-à-vis de l'enseignement public ? »** - (6 mars 2024) : p. 1421 p. 1422

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (6 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 225 rectifié, n° 244 rectifié, n° 283 rectifié bis et n° 385 (Extension aux élus de Paris, Marseille et Lyon des garanties accordées aux conseillers municipaux)** : p. 1450

- **Question orale sans débat sur le premier accueil des personnes primo-arrivantes à Paris** - (7 mars 2024) : p. 1495

- **Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative [n° 387 (2023-2024)]** - (13 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1728 - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission) (Maintien des droits acquis par les salariés partant à la retraite au titre du compte personnel de formation (CPF) et ouverture aux associations de la possibilité d'abonder le CPF de leurs bénévoles)** : p. 1736 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 7 rectifié bis (Valorisation dans le rapport de gestion annuel des PME des dons et versements en faveur des associations)** : p. 1742 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 6 (Remplacement du contrat d'engagement républicain par la charte des engagements réciproques)** : p. 1747

- **Proposition de loi visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics [n° 419 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1882

- **Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative - Commission mixte paritaire [n° 481 (2023-2024)]** - (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2344

- **Débat relatif à la fermeture des classes et la mise en place de la carte scolaire dans les départements** - (9 avril 2024) : p. 2512 p. 2513

- **Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 499 (2023-2024)]** - (10 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2623 p. 2626

- **Question orale sans débat relative à la suppression de postes dans l'enseignement public à Paris à la rentrée 2024** - (7 mai 2024) : p. 2792

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au choc des savoirs** - (22 mai 2024) : p. 3151 p. 3152

- **Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 678 (2023-2024)]** - (10 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4061 p. 4062 - **Article 1er A (nouveau) (Transmission annuelle de l'indice de position sociale (IPS) des établissements des premier et second degrés publics et privés sous contrat par le ministre de l'éducation nationale)** : p. 4072 - **Article 1er (Garantie de la mixité sociale des publics scolarisés au sein des établissements d'enseignement - Modalités)** : p. 4076 - **Article 2 (Coordination dans le code général des collectivités territoriales)** : p. 4079 p. 4081

- **Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 21 (2024-2025)]** - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4265 - **Article 2 (Renforcement du régime de sanctions de l'Arcom)** : p. 4272

- **Question orale sans débat sur l'inégalité de traitement par l'État entre l'enseignement public et l'enseignement privé sous contrat à Paris** - (22 octobre 2024) : p. 4362

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-886 rectifié bis et n° I-1782 rectifié bis (Traitement fiscal des transactions immobilières en vente directe ou indirecte)** : p. 6518 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1776 rectifié (Création d'une taxe additionnelle d'enregistrement portant sur les cessions de participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière)** : p. 6518 p. 6519

- **Suite de la discussion (30 novembre 2024) - Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1022 (Possibilité, pour les collectivités territoriales qui le souhaitent, d'appliquer un abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les logements dégradés remis en état comme résidence principale)** : p. 6808 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-582 rectifié, n° I-2038 rectifié, n° I-353 rectifié, n° I-609 rectifié ter, n° I-979, n° I-1928 rectifié, n° I-1479 rectifié bis, n° I-365 et n° I-1918 rectifié (Dispositions diverses sur le versement mobilité régional)** : p. 6833

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2024) : p. 7089

Enseignement scolaire (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7101 p. 7114 p. 7115 p. 7128 p. 7134

BRULIN (Céline)
sénatrice (Seine-Maritime)
CRCE-K

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Haut Conseil à la vie associative.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé le 8 avril 2024.

Vice-présidente de la mission d'information sur le thème : « le bâti scolaire à l'épreuve de la transition écologique ».

Membre de la mission d'information sur le thème : « L'avenir de la santé périnatale et son organisation territoriale » le 28 février 2024 ; puis vice-présidente le 6 mars 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'évolution du droit de réquisition de biens immobiliers en zone tendue [n° 238 (2023-2024)] (11 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à maintenir un service public de transports en commun de qualité par le maintien de monopoles publics en Île-de-France [n° 256 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société - Transports**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières [n° 262 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à instituer une trêve olympique des expulsions locatives des occupants de bonne foi sans solution de relogement [n° 331 (2023-2024)] (12 février 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à reconnaître l'État palestinien et à agir pour un cessez-le-feu effectif et durable dans l'attente de négociations [n° 379 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à lutter contre les pénuries de médicaments en France [n° 684 (2023-2024)] (11 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : 18 mois après le rapport du Sénat : poursuite d'un dialogue exigeant avec l'ANCT (rapport d'étape) [n° 702 (2023-2024)] (25 juin 2024) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser le statut de Gouvernement démissionnaire [n° 742 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à la création du service public de l'énergie Groupe Énergie de France (GEDF) en nationalisant TotalÉnergies et Engie au côté d'EDF [n° 750 (2023-2024)] (2 septembre 2024) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics [n° 760 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi portant sur la responsabilité des donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants, des emplois et des territoires [n° 125 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Société - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : 18 mois après le rapport du Sénat : poursuite d'un dialogue exigeant avec l'ANCT [n° 126 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants [n° 165 (2024-2025)] (27 novembre 2024) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] (17 décembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Éric Woerth, ancien ministre, premier questeur de l'Assemblée nationale, relative à une mission sur la décentralisation.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. François Sauvadet, président de l'Assemblée des Départements de France.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Urbain Hubau, directeur général, Mme Camille Vaziaga, directrice des affaires publiques, et M. Jonathan Favre, docteur et membre du comité médical, de Doctolib.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition de professionnels de santé périnatale.

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport relatif à la marque employeur des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 2 avril 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition des fédérations hospitalières.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition de représentantes du Collège des infirmier(e)s puéricultrices(eurs).

(*commission des affaires sociales*) : Financiarisation de l'offre de soins - Audition de MM. Jean Canarelli, président de la Commission nationale de biologie médicale, Christophe Tafani, président de la commission des relations avec les associations de patients et d'usagers du Conseil national de l'ordre des médecins, et Mme Carine Wolf-Thal, présidente du Conseil national de l'ordre des pharmaciens.

Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de représentants des biologistes médicaux : MM. Alain Le Meur, président de l'Association pour le progrès de la biologie médicale, Sébastien Gibault, directeur général de Synlab et Laurent Escudé, directeur général de Cerballiance.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant statut de personne morale de droit public à statut particulier à l'Académie nationale de chirurgie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition de Mme Sophie Martinon, directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Île-de-France, M. Mohammed Si Abdallah, directeur général adjoint de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté, et Mme Caroline Suberbielle, conseillère médicale auprès du directeur général de l'agence régionale de santé Occitanie.

(*commission des affaires sociales*) : Démographie médicale - Audition de M. Fabrice Lengart, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, Mme Nathalie Fourcade, secrétaire générale, docteur Isabelle Vincent, conseillère scientifique, du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie (HCAAM), docteur Emmanuel Touzé, président, et Mme Agnès Bocognano, secrétaire générale, de l'Observatoire national de la démographie des professions de santé (ONDPS).

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Frédéric Valletoux, ministre délégué chargé de la santé et de la prévention.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*MI Périnatalité*) : Rapport de la Cour des comptes sur la politique de périnatalité - Audition de Mme Véronique Hamayon, présidente de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 23 mai 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde relative à la mission de suivi des recommandations du rapport « ANCT : se mettre au diapason des élus locaux ! ».

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Fiscalité comportementale dans le domaine de la santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 4 juin 2024 (*MI Périnatalité*) : Présentation par l'institut CSA des résultats de l'étude d'opinion sur la prise en charge de la santé périnatale commandée par la mission d'information.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Rapport sur la décentralisation - Audition de M. Éric Woerth, ancien ministre, premier questeur de l'Assemblée nationale.

(*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur la financiarisation de la santé - Audition de représentants des grands groupes d'hospitalisation privée.

Réunion du mardi 10 septembre 2024 (*MI Périnatalité*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Financiarisation de l'offre de soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2023 et situation financière de la sécurité sociale - Audition de M. Pierre Pribile, directeur de la sécurité sociale.

Situation des crèches - Audition de M. Victor Castanet, auteur de l'ouvrage Les Ogres.

Réunion du jeudi 3 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information relatif à l'extension du scrutin de liste et à la diminution du nombre de conseillers municipaux dans les petites communes.

Réunion du mardi 8 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information relatif à l'adaptation du bloc communal au vieillissement de la population.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : La branche accidents du travail et maladies professionnelles - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2023 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 17 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics.

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Les politiques d'exonérations de cotisations sociales - Audition de M. Antoine Bozio, co-auteur, sur les conclusions du rapport de MM. Antoine Bozio et Étienne Wasmer.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine Paugam-Burtz, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, ministre de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du jeudi 31 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam).

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « 18 mois après le rapport du Sénat : poursuite d'un dialogue exigeant avec l'ANCT ».

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*Commission des affaires sociales*) : Réforme de l'accès aux études de santé - Enquête de la Cour des comptes - Audition de M. Nacer Meddah, président de la troisième chambre de la Cour des comptes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à ériger la santé mentale des jeunes en grande cause nationale [n° 602 (2022-2023)]** - (17 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 107
- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (30 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 395 - **Article 1er bis A** (*Création du service public départemental de l'autonomie*) : p. 423 p. 424 - **Article 1er bis F** (*Groupements territoriaux sociaux et médico-sociaux*) : p. 436 p. 438 - **Article 2 bis B** (**Texte non modifié par la commission**) (*Loi de programmation pluriannuelle pour le grand âge*) : p. 453 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 128 rectifié, n° 158, n° 216 rectifié et n° 264 rectifié** (*Obligation d'une formation continue consacrée à la promotion de la bientraitance*) : p. 460
- **Suite de la discussion** (31 janvier 2024) - **Article 3 ter** (*Amélioration du recueil du consentement des personnes accueillies en ESMS en ce qui concerne le contrôle de leur espace de vie privé*) : p. 501 p. 502 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendements n° 1 rectifié et n° 279 rectifié bis** (*Désignation d'un mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM) suppléant en cas de décès ou d'empêchement*) : p. 519 - **Article additionnel avant l'article 6 - Amendement n° 286** (*Crédit d'impôt sur le revenu au titre des frais de déplacement journaliers entre le domicile et le lieu de travail pour les aides à domicile*) : p. 528 - **Article 7 bis (supprimé)** (*Rapport au Parlement sur les modalités d'augmentation des indemnités kilométriques pour les professionnels de l'aide à domicile*) : p. 539 - **Article 9** (*Suppression de l'obligation alimentaire pour les petits-enfants et leurs descendants dans le cadre de l'aide sociale à l'hébergement*) : p. 548 - **Article additionnel après l'article 11 bis D - Amendements n° 148 rectifié bis et n° 270 rectifié** (*Création d'une redevance pour les Ehpad non habilités à l'aide sociale souhaitant pratiquer des tarifs hébergement libres, affectée à la branche autonomie*) : p. 559 - **Article additionnel après l'article 11 ter - Amendements n° 40 rectifié et n° 273 rectifié** (*Privation des fonds de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) pour les gestionnaires d'établissements et services médico-sociaux (ESMS) ayant fait l'objet de sanctions*) : p. 566 - **Article 12** (*Procédure d'évaluation de la qualité dans les établissements et services médico-sociaux (ESMS)*) : p. 569 - **Article additionnel après l'article 13 quinquies - Amendement n° 276** (*Rapport au Parlement comparant le cadre juridique et financier entre les résidences services seniors et les résidences autonomie*) : p. 582
- **Question orale sans débat relative aux conditions de la rentrée scolaire de 2024 en Seine-Maritime** - (6 février 2024) : p. 634
- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Question préalable** : p. 758 - **Article 1er** (*Création de la future autorité de contrôle en sûreté nucléaire et en radioprotection fusionnant les compétences de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)*) : p. 778 - **Article 6** (*Statut des personnels de la future autorité, instances et règles du dialogue social et harmonisation des indemnités accessoires et remboursements de frais de toute nature*) : p. 803
- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 90 rectifié** (*Demande de rapport évaluant l'opportunité de réunir et codifier les dispositions relatives au statut de l'élu*) : p. 1356 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 98** (*Prise en charge des indemnités de fonction, des dépenses de formation et des frais liés à l'exercice du mandat par la dotation globale de fonctionnement*) : p. 1365
- **Suite de la discussion** (6 mars 2024) - **Article 2** (*Fixation par principe des indemnités de fonction au maximum légal pour les exécutifs communaux, départementaux et régionaux et modification du mode de calcul de l'enveloppe indemnitaire globale*) : p. 1427 - **Article 3** (*Majoration de la durée d'assurance retraite des élus locaux et exclusion de l'écrêtement de la retraite facultative par rente des agriculteurs anciennement élu local*) : p. 1435 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 225 rectifié, n° 244 rectifié, n° 283 rectifié bis et n° 385** (*Extension aux élus de Paris, Marseille et Lyon des garanties accordées aux conseillers municipaux*) : p. 1450
- **Suite de la discussion** (7 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 243 rectifié, n° 45 rectifié bis, n° 29 rectifié, n° 170 rectifié bis, n° 21 rectifié bis, n° 223, n° 58 rectifié, n° 293, n° 306 rectifié quater et n° 353 rectifié bis** (*Extension aux élus du statut de salarié protégé*) : p. 1512 - **Article 10** (*Création d'un label « Employeur partenaire de la démocratie locale »*) : p. 1515
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord de sécurité franco-ukrainien et la situation en Ukraine** - (13 mars 2024) : p. 1704
- **Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative [n° 387 (2023-2024)]** - (13 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 43** (*Possibilité pour une commune d'accorder une autorisation d'occupation temporaire de l'espace public à titre gratuit*) : p. 1756 p. 1757
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prétendue gratuité des services publics** - (20 mars 2024) : p. 1934 p. 1935
- **Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires [n° 415 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1981
- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Demande de clôture** : p. 2025 p. 2026 - **Rappel au règlement** : p. 2028
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dérapage des comptes publics** - (27 mars 2024) : p. 2144
- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Question préalable** : p. 2482 - **Article 4 (nouveau)** (*Exercice du droit de grève à compter du début de l'une des prises de service et jusqu'à son terme*) : p. 2501
- **Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 499 (2023-2024)]** - (10 avril 2024) - **Rappels au règlement** : p. 2630 p. 2631
- **Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 503 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2713
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le groupe ExxonMobil** - (30 avril 2024) : p. 2768 p. 2769
- **Question orale sans débat relative à la situation de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Les Escales » au Havre** - (7 mai 2024) : p. 2788 p. 2789
- **Proposition de loi portant statut de personne morale de droit public à statut particulier à l'Académie nationale de**

chirurgie [n° 566 (2023-2024)] - (7 mai 2024) - Discussion générale : p. 2826

- Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)] - (21 mai 2024) - Article 3 (Modification du régime fiscal applicable à la location meublée touristique) : p. 3090 p. 3091

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (2 octobre 2024) : p. 3870 p. 3871

- Débat sur le thème : « Nécessité de former davantage de médecins et soignants » - (8 octobre 2024) : p. 3921 p. 3937 p. 3938

- Question d'actualité au Gouvernement relative à l'austérité imposée aux collectivités territoriales - (9 octobre 2024) : p. 3966

- Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)] - (9 octobre 2024) - Article unique (Diminution du nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 500 habitants) : p. 3998 - Explications de vote sur l'ensemble : p. 4006

- Proposition de loi visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie [n° 67 (2024-2025)] - (30 octobre 2024) - Discussion générale : p. 4603 - Article 1er (texte non modifié par la commission) (limiter le reste à charge des patientes traitées ou suivies pour un cancer du sein) : p. 4610

- Question orale sans débat sur le thème : « Gendarmeries : loyers impayés par l'État » - (5 novembre 2024) : p. 4666 p. 4667

- Proposition de loi instituant une ordonnance de sûreté de l'enfant victime de violences [n° 530 (2023-2024)] - (13 novembre 2024) - Article unique (Création d'une ordonnance de sûreté de l'enfant victime de violences) : p. 4906

- Débat sur le thème : « Financement de la sécurité civile : soutenir les Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) dans leur gestion des nouveaux risques » - (13 novembre 2024) : p. 4931

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)] - (18 novembre 2024) - Exception d'irrecevabilité : p. 5046 p. 5047 - Discussion générale : p. 5054

Première partie :

- (18 novembre 2024) - Article 2 (Rectification de l'Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam) : p. 5072 p. 5079

Deuxième partie :

- (18 novembre 2024) - Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 518 rectifié, n° 533 rectifié, n° 604 rectifié, n° 637 rectifié et n° 928 (Taux de cotisation à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) fixé à 31,65 %) : p. 5088 p. 5089

- Suite de la discussion (19 novembre 2024) - Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 359 rectifié (Alignement du taux médian de CSG sur les retraites sur le taux plein de CSG sur les retraites) : p. 5123 - Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 842 (Instauration d'une contribution additionnelle sur les bénéfices des sociétés) : p. 5127 - Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° 646 et n° 955 rectifié (Instauration d'un malus sur les cotisations Accidents du travail – Maladies professionnelles (AT-MP) en cas d'insuffisance de prévention des risques de maladie professionnelle) : p. 5132 - Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 845 (Rapport sur la mise en place d'une taxe sur les salaires affectée à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités

locales (CNRACL)) : p. 5136 - Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° 963 et n° 1165 rectifié quater (Exonération des hôpitaux et des Ehpad de taxe sur les salaires) : p. 5138 - Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 933 rectifié (Énumération limitative des ressources de l'assurance maladie) : p. 5163 - Article 6 (Réforme des allègements généraux de cotisations patronales) : p. 5169 - Article 6 (suite) (Réforme des allègements généraux de cotisations patronales) : p. 5179 p. 5184 - Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 837 et n° 935 (Intégration des dispositifs de partage de la valeur à la rémunération prise en compte pour le calcul des allègements généraux de cotisations patronales/Minoration des allègements dégressifs en fonction de critères sociaux et environnementaux) : p. 5196 - Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 938 et n° 665 rectifié (Rétablissement des cotisations sociales de la prime de partage de la valeur) : p. 5202 - Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 827 et n° 641 (Abrogation de l'exonération de cotisations vieillesse/sociales sur les heures supplémentaires et complémentaires) : p. 5209

- Suite de la discussion (20 novembre 2024) - Article 7 (Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance) : p. 5252 p. 5258 - Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 945 (Création d'une contribution sur les plateformes de mise en relation par voie électronique) : p. 5277 - Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 649 rectifié, n° 753 rectifié et n° 957 rectifié (Création d'une contribution sur les revenus générés par les Ehpad privés à but lucratif) : p. 5283 p. 5286 - Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 125, n° 903 rectifié ter, n° 1043 rectifié bis, n° 820, n° 904 rectifié ter, n° 947, n° 574 rectifié et 1169 rectifié (Augmentation du taux de contribution de solidarité à l'autonomie) : p. 5299 p. 5300 p. 5303

- Suite de la discussion (21 novembre 2024) - Article 9 (Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux) : p. 5349 p. 5350 p. 5361 - Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 3 rectifié, n° 489 rectifié, n° 846 rectifié, n° 1007, n° 1244 rectifié bis, n° 291 rectifié, n° 292 rectifié, n° 651 rectifié, n° 1212 rectifié bis et n° 560 rectifié bis (Création d'une taxe sur les publicités pour les produits alimentaires transformés et les boissons ciblant les moins de 16 ans) : p. 5408 - Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 1096, n° 293 rectifié, n° 725 rectifié, 19 rectifié bis, n° 1312 rectifié et n° 964 (Création d'une obligation d'affichage du Nutri-score dans les publicités alimentaires et création d'une taxe due en l'absence d'affichage du Nutri-score) : p. 5417 - Article 8 (précédemment réservé) (Transferts financiers au sein des administrations de sécurité sociale et avec le budget de l'État (« article tuyau »)) : p. 5461 - Article 11 (Tableaux d'équilibre 2025 et Fonds de solidarité vieillesse (FSV)) : p. 5467 - Article 12 (Objectif d'amortissement de la dette sociale et prévisions sur les recettes du Fonds de réserve pour les retraites (FRR) et du Fonds de solidarité vieillesse (FSV)) : p. 5468 - Article 14 (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale) : p. 5475

Troisième partie :

- (22 novembre 2024) - Article 15 (Régulation des dépenses dans le champ conventionnel) : p. 5519 - Article 16 (Extension du champ de l'accompagnement à la pertinence des prescriptions) : p. 5540 p. 5542 - Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 151 (Instauration d'une « taxe lapin » sur les consultations non honorées) : p. 5554 - Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 781, n° 568 rectifié bis et n° 976 rectifié (Conditionnement du conventionnement en zone sur-dense) : p. 5584 - Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 983 (Prise en compte des spécificités des centres de santé dans l'accord conventionnel conclu avec l'assurance maladie) : p. 5612 - Article 19 (Lutter contre les pénuries de produits de santé) : p. 5616 - Article 19 (suite) (Lutter contre les pénuries de produits de santé) : p. 5625 p. 5627 - Article 20 (Conditionner

la prise en charge de certains dispositifs médicaux numériques à une utilisation effective par le patient) : p. 5633

Troisième partie : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2025 :

- (23 novembre 2024) - **Article 24** (Mieux prendre en compte le préjudice personnel en consacrant la dualité des prestations d'incapacité permanente de la branche AT-MP (accidents du travail-maladies professionnelles)) : p. 5699 p. 5705 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° 697 rectifié bis et n° 1024** (Expérimentation prévoyant la mise en place de prix-plancher du berceau en crèches) : p. 5714 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 999** (Demande de rapport sur les conditions de financement des mesures de revalorisation Ségur-Laforgade) : p. 5723 - **Article 26** (Objectif de dépenses de la branche maladie, maternité, invalidité et décès) : p. 5724 - **Article 27** (Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-Ondam) : p. 5726

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (2 décembre 2024) : p. 7142 - **État B** : p. 7162

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales (suite)

- (4 décembre 2024) - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-217 rectifié bis et n° II-1090** (Élargissement du nombre de bénéficiaires de la dotation aménités rurales) : p. 7575

BRUYEN (Christian)
sénateur (Marne)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective ; puis vice-président le 12 novembre 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 4 mars 2024.

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages le 12 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 4 mars 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi relative à l'accès à la nationalité française des mineurs isolés [n° 378 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à encadrer le nombre de listes aux élections européennes [n° 656 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à tenir compte des opérations de renouvellement des parcs éoliens pour le versement d'une fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) aux communes disposant d'un parc installé avant le 1er janvier 2019 [n° 694 (2023-2024)] (17 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : IA et éducation [n° 101 (2024-2025)] (30 octobre 2024) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à sanctionner plus sévèrement les auteurs d'incendies volontaires du patrimoine culturel et religieux [n° 161 (2024-2025)] (22 novembre 2024) - **Culture - Justice - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur le projet de loi [n° 639 (2023-2024)] d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture [n° 184 (2024-2025)] (4 décembre 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière agricole et de renouvellement des générations en agriculture - Articles relatifs à l'enseignement agricole - Audition de MM. Laurent Buisson, directeur général de l'Institut national des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech), Michel Dantin, président du Conseil national de l'enseignement agricole privé, et Roland Grimault, directeur de l'Union nationale des maisons familiales et rurales.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Audition de M. Marc Fesneau, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Évaluation territoriale du dispositif « 30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport « IA et éducation ».

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien** [n° 251 (2023-2024)] - (23 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 235

- **Débat relatif aux finances des départements** - (5 mars 2024) : p. 1291 p. 1292

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé** [n° 401 (2023-2024)] - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1605

- **Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires** [n° 415 (2023-2024)] - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1982

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)]

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 232 rectifié ter** (*Création d'une surcotisation sociale affectée à la branche vieillesse*) : p. 5131

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au fret aérien** - (20 novembre 2024) : p. 5239 p. 5240

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)] (*suite*) - (21 novembre 2024) - **Article 14**

(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale) : p. 5488

BUFFET (François-Noël)
*ministre auprès du ministre d'État,
ministre de l'intérieur
(à partir du 24 décembre 2024)
ministre auprès du Premier ministre,
chargé des outre-mer
(du 22 septembre 2024 au 23 décembre
2024)
sénateur (Rhône)
Les Républicains
(jusqu'au 21 octobre 2024)*

Membre du Gouvernement le 21 octobre 2024.

NOMINATIONS

Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 21 octobre 2024.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales (15 février 2024).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux (27 février 2024).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à lutter contre les dérives sectaires (8 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (22 mars 2024) ; nouvelle nomination ; vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (26 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques (3 avril 2024) ; nouvelle nomination ; président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (10 avril 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (10 avril 2024) ; nouvelle nomination ; vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (30 avril 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (7 mai 2024) ; nouvelle nomination ; président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (14 mai 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate (15 mai 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères (22 mai 2024) ; nouvelle nomination ; président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (30 mai 2024).

Membre ès qualités du Conseil national du numérique (formation élargie).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 262 (2023-2024)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières [n° 269 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 242 (2023-2024)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 270 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport et de la commission des lois : L'école de la République attaquée : agir pour éviter de nouveaux drames [n° 377 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à rendre aux élus locaux leur pouvoir d'agir [n° 463 (2023-2024)] (22 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique visant à rendre aux élus locaux leur pouvoir d'agir [n° 464 (2023-2024)] (22 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à rendre aux élus locaux leur pouvoir d'agir [n° 465 (2023-2024)] (22 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la demande d'attribution des prérogatives d'une commission d'enquête par la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport d'attribution des prérogatives attribuées aux commissions d'enquête dans le cadre de sa mission d'information portant sur l'intervention des fonds d'investissement dans le football professionnel français [n° 476 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Sports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Émeutes de juin 2023 : comprendre, évaluer, réagir [n° 521 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités [n° 660 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Justice - Société.**

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2024-534 du 12 juin 2024 portant adaptation des dispositions de la loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon [n° 202 (2024-2025)] (11 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 16 janvier 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les émeutes survenues à compter du 27 juin 2023 - Audition de MM. Fabien Jobard, Marwan Mohammed et Sébastien Roché, sociologues.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir en France - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Audition de Mme Marie-Laure Denis, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Proposition de nomination de Mme Marie-Laure Denis par le Président de la République aux fonctions de présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés - Communication.

Vote sur la proposition de nomination par le Président de la République de Mme Marie-Laure Denis aux fonctions de présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Réunion du mardi 23 janvier 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi organique relatif aux élections provinciales en Nouvelle-Calédonie - Désignation d'un rapporteur.

Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Demande de saisine pour avis.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relative au régime juridique des actions de groupe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités locales - Procédure de législation en commission - Examen des amendements au texte de la commission.

Recevabilité de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières - Examen du rapport pour avis.

Recevabilité de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 30 janvier 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir en France - Examen des amendements aux articles délégués au fond du texte de la commission des affaires sociales.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale, visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir en France - Suite de l'examen des amendements aux articles délégués au fond.

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local - Désignation d'un rapporteur.

Questions diverses.

Réunion du mardi 6 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au régime juridique des actions de groupe - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les émeutes survenues à compter du 27 juin 2023 - Audition de MM. Djigui Diarra, réalisateur du court-métrage *Malgré eux* (2017) et David Dufresne, réalisateur des documentaires *Quand la France s'embrase* (2007) et *Un pays qui se tient sage* (2020).

Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi visant à garantir la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mardi 13 février 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat

dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie et projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Audition de M. Gérard Darmanin.

Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à garantir la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 février 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen des amendements au texte de la commission.

Recrudescence des actes antisémites - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les services offerts par les sous-préfectures - Désignation des rapporteurs.

Projet de loi constitutionnelle, adopté par l'Assemblée nationale relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse - Examen des amendements.

Projet de loi constitutionnelle, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse - Examen d'une motion tendant à opposer la question préalable.

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission conjointe de contrôle sur le signalement et le traitement des pressions, menaces et agressions dont les enseignants sont victimes - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

(*commission des lois*) : Mission conjointe de contrôle sur le signalement et le traitement des pressions, menaces et agressions dont les enseignants sont victimes - Examen du rapport d'information.

Mission d'information sur l'application de la loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des lois*) : Application de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport d'information.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mars 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à lutter contre les dérives sectaires.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission des lois*) : Communication.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des lois*) : Demande d'attribution des prérogatives d'une commission d'enquête à la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport pour mener une mission d'information sur les modalités de constitution d'une société commerciale par la Ligue de football professionnel pour la commercialisation et la gestion des droits d'exploitation des manifestations ou compétitions sportives qu'elle organise - Désignation d'un rapporteur.

Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral

pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen des amendements de séance.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes - Examen du rapport et du texte de la commission (nouvelle lecture).

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière - Examen des amendements au texte de la commission.

Recevabilité de la demande de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport d'attribution des prérogatives attribuées aux commissions d'enquête dans le cadre de sa mission d'information sur les modalités de constitution d'une société commerciale par la Ligue de football professionnel en application des articles L. 333-1 et suivants du code du sport introduits par la loi n° 2022-296 du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France - Examen du rapport.

Réunion du mardi 2 avril 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à proroger la loi n° 2017-285 du 6 mars 2017 relative à l'assainissement cadastral et à la résorption du désordre de la propriété - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Rendez-vous de la simplification : applications et perspectives de la charte en faveur de la simplification des normes pesant sur les collectivités territoriales, signée le 16 mars 2023, ouvert à l'ensemble des membres du Sénat.

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*commission des lois*) : Émeutes survenues à compter du 27 juin 2023 - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi visant à proroger la loi n° 2017-285 du 6 mars 2017 relative à l'assainissement cadastral et à la résorption du désordre de la propriété - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des lois*) : Application de la loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions - Examen du rapport d'information.

Rapport d'activité du Défenseur des droits pour 2023 - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseuse des droits.

Rapport de la Cour des comptes sur la politique de lutte contre l'immigration irrégulière - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Simplification des normes applicables aux collectivités territoriales - Audition de Mme Françoise Gatel, sénateur d'Ille-et-Vilaine, président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des lois*) : Bilan annuel d'application des lois - Communication.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, allongeant la durée de l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance

provisoire de protection immédiate - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur l'évolution institutionnelle de la Corse - Désignation des rapporteurs.

Périmètre de la mission d'information sur les sous-préfectures - Communication.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, allongeant la durée de l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France - Examen des amendements aux articles délégués au fond (1er, 3, 10 à 10 ter, 11 et 11 bis) du texte de la commission des finances.

Proposition de loi visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à prévenir les ingérences étrangères en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des lois*) : Communication.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à prévenir les ingérences étrangères en France - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques - Examen, en deuxième lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur l'évolution institutionnelle de la Corse - Audition de M. Amaury de Saint-Quentin, préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud (en téléconférence).

Mission d'information sur l'évolution institutionnelle de la Corse - Communication.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Rapport sur la décentralisation - Audition de M. Eric Woerth, ancien ministre, premier questeur de l'Assemblée nationale.

(*commission des lois*) : Mission d'information sur l'évolution institutionnelle de la Corse - Audition de M. Gilles Simeoni, président du conseil exécutif de Corse.

Projet de loi relatif à l'accompagnement des malades et de la fin de vie - Échange de vues sur une saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport sur la décentralisation - Audition de M. Éric Woerth, ancien ministre, premier questeur de l'Assemblée nationale.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des lois*) : Communication sur les conclusions des travaux de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Rapport annuel pour 2023 de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique - Audition de M. Didier Migaud.

Réunion du mercredi 26 juin 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapport d'activité de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement pour 2023 - Audition de M. Serge Lasvignes, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de réforme de l'aide médicale de l'État** - (17 janvier 2024) : p. 76 p. 77

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste [n° 259 (2023-2024)]** - (23 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 180 p. 181 - **Article 9** (*Assouplissement du régime de protection contre l'expulsion et l'interdiction du territoire français*) : p. 215

- **Proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales - Deuxième lecture [n° 298 (2023-2024)]** - (6 février 2024) - **Article 1er** (*Élargissement du dispositif de suspension provisoire de plein droit de l'exercice de l'autorité parentale aux cas de crime ou d'agression sexuelle incestueuse commis sur l'enfant*) : p. 658 - **Demande de priorité** : p. 658

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports [n° 319 (2023-2024)]** - (13 février 2024) - **Article 1er** (*Extension des prérogatives des agents de sûreté de la SNCF et de la RATP en matière de palpations et de saisies*) : p. 873 - **Article 2** (*Faculté pour les agents de sûreté de la SNCF et de la RATP d'intervenir sur la voie publique*) : p. 875

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (7 mars 2024) - **Article 14** (*Formation des élus locaux et des candidats à un mandat électif local*) : p. 1532 p. 1535 p. 1536

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels [n° 389 (2023-2024)]** -

(12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1619 p. 1621 - **Article unique** : p. 1627 p. 1628

- **Proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques [n° 399 (2023-2024)]** - (12 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1656 p. 1657

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 291 (2023-2024)]** - (26 mars 2024) - **Question préalable** : p. 2065 - **Article 1er** (*Dégel du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de Nouvelle-Calédonie*) : p. 2084 p. 2088

- **Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière [n° 443 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Article 1er ter A (nouveau)** (*Peine plancher de deux ans de prison pour les homicides routiers par mise en danger*) : p. 2255

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 291 (2023-2024)]** - (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2272

- **Proposition de loi allongeant la durée de l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate [n° 558 (2023-2024)]** - (14 mai 2024) - **Demande de priorité** : p. 2874

- **Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France - Commission mixte paritaire [n° 647 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Examen des conclusions d'une commission mixte paritaire** : p. 3503 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3512

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation à la Martinique** - (9 octobre 2024) : p. 3969 p. 3970

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation en Nouvelle-Calédonie** - (9 octobre 2024) : p. 3975

- **Question orale sans débat sur le soutien financier des communes calédoniennes** - (22 octobre 2024) : p. 4364 p. 4365

- **Éloge funèbre de Jean-Pierre Bansard, sénateur représentant les Français établis hors de France** - (22 octobre 2024) : p. 4384

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la Nouvelle-Calédonie et l'outre-mer face à l'héritage colonial** - (23 octobre 2024) : p. 4462 p. 4463

- **Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 39 (2024-2025)]** - (23 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4475 p. 4484 - **Article 1er** (*Report du renouvellement général des membres du Congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie*) : p. 4485

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au blackout énergétique en Guadeloupe le 25 octobre 2024** - (30 octobre 2024) : p. 4585

- **Question orale sans débat relative à la réduction des surcoûts sur les carburants fournis par la Société anonyme de la raffinerie des Antilles (SARA) aux Antilles et en Guyane** - (5 novembre 2024) : p. 4690

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation en outre-mer** - (27 novembre 2024) : p. 6190

BUIS (Bernard)
sénateur (Drôme)
RDPI

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 23 octobre 2024.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Membre de la commission d'enquête sur « les moyens mobilisés et mobilisables par l'État pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France » ; puis vice-président le 17 janvier 2024.

Membre de la commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières le 1er février 2024 ; puis vice-président le 14 février 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (22 mai 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (24 octobre 2024).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre titulaire de la commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires) le 7 novembre 2024.

Membre titulaire du comité *ad hoc* chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine le 12 février 2024.

Vice-président de la mission d'information sur le thème : « Le développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères [n° 433 (2023-2024)] (18 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne.**

Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 522 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Famille - Société - Travail.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 1 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 839 (2022-2023)] en faveur de la gestion durable et de la reconquête de la haie [n° 188 (2024-2025)] (4 décembre 2024) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Réunion du mardi 30 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Projet de loi modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des rapports pour avis et des amendements déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alexandre Saubot, président de France Industrie.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Windsor, président de Chambres d'agriculture France.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. François Sauvadet, président de l'Assemblée des Départements de France.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du conseil d'administration de Renault.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Marianne Laigneau, présidente du directoire d'Enedis.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Anne Bouverot et M. Philippe Aghion, co-présidents de la commission de l'intelligence artificielle (IA).

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du lundi 29 avril 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de TotalEnergies.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables - Audition de M. Guillaume Kasbarian, ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé du logement.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faciliter la transformation des bureaux en logements - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arthur Mensch, cofondateur de l'entreprise Mistral AI.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Audition de M. Marc Fesneau, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*) : Audition de M. Guillaume Kasbarian, ministre délégué chargé du logement.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Luc Chatel, président de la Plateforme automobile (PFA).

Réunion du jeudi 3 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information relatif à l'extension du scrutin de liste et à la diminution du nombre de conseillers municipaux dans les petites communes.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Marciano, directeur général de Duralex.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général de La Poste.

Situation des filières du cognac et de l'armagnac - Audition de MM. Jérôme Delord, président du Bureau national interprofessionnel de l'armagnac (BNIA), Florent Morillon, président du Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC), Anthony Brun, représentant au sein du BNIC de la famille de la viticulture, et Nicolas Ozanam, délégué général de la fédération des exportateurs de vins et de spiritueux (FEVS).

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Di Crescenzo, président des chambres de commerce et d'industrie (CCI France).

Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mmes Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques et Olga Givernet, ministre déléguée chargée de l'énergie.

Réunion du jeudi 14 novembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*): Groupe de suivi des lois dites Égalim - Examen du rapport et vote sur les propositions.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*): Proposition de loi en faveur de la préservation et de la reconquête de la haie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 décembre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*): Présentation des conclusions de l'étude portant sur l'expérimentation du transfert de la compétence « santé scolaire » aux collectivités volontaires et examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme** - (16 janvier 2024) : p. 28

- **Débat relatif à la réforme du marché de l'électricité** - (16 janvier 2024) : p. 43

- **Question orale sans débat relative à l'immatriculation et l'assurance des remorques agricoles** - (6 février 2024) : p. 617

- **Débat relatif à l'avenir de notre modèle agricole** - (13 février 2024) : p. 844 p. 845 p. 846

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1098 - **Article 1er bis** (*Extension du champ d'intervention de l'association Foncière Logement dans les opérations de requalification des copropriétés dégradées*) : p. 1105 - **Article 2** (*Création d'un emprunt global collectif pour le financement des travaux*) : p. 1107 p. 1110 - **Article 2 bis A** (*Élargissement des missions du fonds de garantie pour la rénovation énergétique à la rénovation des copropriétés en difficulté*) : p. 1117 - **Article 3** (*Création d'une nouvelle procédure d'expropriation pour les immeubles indignes à titre réparable*) : p. 1125 - **Article 4** (*Insaisissabilité des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations pour le compte d'une copropriété par un administrateur provisoire*) : p. 1139 - **Article 5 bis** (*Création d'un agrément d'intérêt collectif pour les syndicats de copropriété*) : p. 1142 - **Article 7 bis A (nouveau)** (*Possibilité pour l'autorité compétente en matière de « permis de louer » de prononcer les amendes afférentes et d'en bénéficier*) : p. 1144 - **Article 7 bis** (*Dispense d'autorisation d'urbanisme pour les constructions temporaires destinées à l'hébergement temporaire des occupants dans le cadre d'opérations de lutte contre l'habitat dégradé ou insalubre*) : p. 1148 - **Article 8 bis A (supprimé)** (*Possibilité pour les notaires de consulter le bulletin n° 2 du casier judiciaire des personnes morales acquéreurs d'un bien immobilier*) : p. 1151 - **Article 8 ter** (*Alourdissement des sanctions pénales contre les marchands de sommeil*) : p. 1156 - **Article 8 quater** (*Création d'une sanction pénale en cas de violation des obligations du bailleur en matière de contrat écrit et de paiement du bail*) : p. 1157

- **Suite de la discussion** (28 février 2024) - **Article 10** (*Création d'un régime de scission judiciaire des copropriétés dans le cadre d'une opération de requalification*) : p. 1242 - **Article 13 bis (supprimé)** (*Création d'une « fiche de sortie en cas de changement de syndic de propriété »*) : p. 1246 p. 1247 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1261

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la profession des infirmiers libéraux** - (19 mars 2024) : p. 1843

- **Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs**

non-salariés des professions agricoles [n° 423 (2023-2024)] - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1867 p. 1868

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels [n° 446 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Article 1er** (*Affectation des biens meubles saisis dont la conservation n'est plus nécessaire à la manifestation de la vérité et simplification de la procédure d'appel*) : p. 2158 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 36** (*Extension des possibilités de non-restitution des biens saisis*) : p. 2160 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 42** (*Accès de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (Agrasc) au FIDJI*) : p. 2164 - **Article 1er bis AA (nouveau)** (*Caractère non suspensif des recours contre les décisions de saisie ou de non-restitution*) : p. 2165 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 41** (*Extension du champ de la peine complémentaire de confiscation générale du patrimoine*) : p. 2170 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 40** (*Extension de la possibilité de remise à l'Agrasc des biens meubles confisqués*) : p. 2170 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 39** (*Gestion des biens saisis entre la fin de l'enquête ou de l'instruction et l'audience de jugement*) : p. 2170 - **Article 3** (*Caractéristiques et effets de la peine complémentaire de confiscation*) : p. 2171

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Commission mixte paritaire [n° 429 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2194

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole - Commission mixte paritaire [n° 513 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2588

- **Débat sur le thème : « Haut-Commissariat au plan : quel bilan et quelle influence sur les politiques publiques depuis 2020 ? »** - (10 avril 2024) : p. 2661

- **Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France [n° 585 (2023-2024)]** - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2894

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé - Deuxième lecture [n° 581 (2023-2024)]** - (15 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2986

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3023 - **Article 1er A** (*Généralisation de la déclaration préalable avec enregistrement de la location d'un meublé de tourisme*) : p. 3033 - **Article 1er** (*Application des obligations de décence énergétique aux locations meublées de tourisme*) : p. 3053 - **Article 2** (*Modifications du code de la construction et de l'habitation et du code de l'urbanisme visant à doter les communes de nouveaux outils pour réguler la location meublée touristique*) : p. 3074 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3101

- **Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bureaux en logements [n° 598 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3109

- **Suite de la discussion** (22 mai 2024) - **Article 4** (*Création d'un permis de construire à destinations multiples*) : p. 3168 p. 3169 - **Article 5 bis** (*Extension de la majoration du volume constructible prévu par le PLU aux opérations de construction de logements étudiants par les Crous*) : p. 3171 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 22 et n° 23** (*Faciliter la transformation de logements en bureaux ou en commerces dans les copropriétés*) : p. 3173

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (28 mai 2024) : p. 3260

- **Mises au point au sujet de votes** - (28 mai 2024) : p. 3311

- **Débat sur le thème : « Contrôle des investissements étrangers en France comme outil d'une stratégie d'intelligence économique au service de notre souveraineté »** - (29 mai 2024) : p. 3376

- **Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France** - *Commission mixte paritaire [n° 632 (2023-2024)]* - (3 juin 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3497

- **Débat sur le thème « Crise agricole »** - (8 octobre 2024) : p. 3910

- **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 3983 - **Article unique** (*Diminution du nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 500 habitants*) : p. 4003 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4007

- **Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 672 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4014 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 9** (*Interdiction de clôture du compte bancaire lorsque son titulaire fait l'objet d'une déclaration de suspicion à Tracfin et d'une enquête*) : p. 4018 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 10** (*Notification à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) des décisions de fermeture des comptes bancaires et contrôle des établissements de crédit*) : p. 4019

- **Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)]** - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4311 - **Article 1er** (*Caractère facultatif du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération situées en zone de montagne et faculté de restitution de ces compétences*) : p. 4320

- **Question orale sans débat sur la protection de la méthode ancestrale propre aux vins mousseux tels que la clairette de Die** - (22 octobre 2024) : p. 4378

- **Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 41 (2024-2025)]** - (23 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4492

- **Proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale** - *Commission mixte paritaire [n° 86 (2024-2025)]* - (5 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4714

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la sécurité du quotidien** - (6 novembre 2024) : p. 4765 p. 4766

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article 2** (*Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2024 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source*) : p. 5862

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (25 novembre 2024) : p. 5864

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-773 rectifié ter, n° I-173 rectifié, n° 86 rectifié bis, n° I-635 rectifié bis, n° I-774 rectifié quater, n° I-1487 rectifié et n° I-1388 rectifié bis** (*Dispositions diverses sur l'abattement forfaitaire sur les pensions*) : p. 5878 p. 5880

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2233 rectifié, n° I-890 rectifié bis, n° I-1287 rectifié bis, n° I-1581 rectifié bis et n° I-2049** (*Simplification du dispositif de franchise en base de TVA/Division par deux du plafond de la franchise en base de TVA*) : p. 6318 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-502 rectifié bis, n° I-746, n° I-1491 rectifié, n° I-503 rectifié, n° I-224, n° I-1426 rectifié, n° I-151, n° I-1136 rectifié, I-1425 rectifié et n° I-1182** (*Exonération de TVA sur l'ensemble des biens importés dans les départements et régions d'outre-mer (DROM)*) : p. 6324

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-135 rectifié bis, n° I-927 rectifié, n° I-1373 rectifié bis et n° I-1823 rectifié quinquies** (*Création d'une taxe sur les exploitants de plateformes de locations touristiques de courte durée affectée au fonds érosion côtière (FEC)*) : p. 6678 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-130, n° I-972, n° I-1494 rectifié et n° I-2029 rectifié bis** (*Éligibilité au crédit d'impôt de la création d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) en outre-mer*) : p. 6694

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article 29** (*Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement*) : p. 6738 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis** (*Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)*) : p. 6783 p. 6789 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1062 rectifié, n° I-76 rectifié, n° I-210 rectifié ter, n° I-592 rectifié bis, n° I-625 rectifié ter, n° I-740, n° I-1063 rectifié bis, n° I-1734 rectifié bis, n° 1691, n° 438 rectifié bis, n° I-1157 rectifié bis, n° I-170 rectifié ter et n° I-171 rectifié ter** (*Augmentation du taux de la taxe sur les conventions d'assurances (TCAS) sur les véhicules terrestres à moteur afin d'augmenter la part de la taxe reversée aux services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) par les départements*) : p. 6801 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-75 rectifié bis, n° I-209 rectifié ter, n° I-548 rectifié ter, n° I-591 rectifié bis, n° I-624 rectifié ter, n° I-1215 rectifié quater, n° I-1583 rectifié et n° I-1733 rectifié bis** (*Transfert d'une part du produit de la taxe sur les conventions d'assurances (TCAS) reversé aux organismes de sécurité sociale vers les départements*) : p. 6803 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1729 rectifié bis** (*Exonération, au choix de la collectivité, de taxe foncière et de cotisation foncière des entreprises (CFE) sur les réseaux de chaleur alimentés à plus de 50 % par des énergies renouvelables ou de récupération*) : p. 6807 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-877 rectifié ter, n° I-146, n° I-354 rectifié, n° I-610 rectifié quater, n° I-1414 rectifié bis, n° I-1929 rectifié bis, n° I-1731 rectifié et n° I-980** (*Redéfinition du périmètre de perception du versement mobilité additionnel (VMA) et décalage partiel de son cumul avec le versement mobilité de droit commun*) : p. 6844 p. 6845 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-304 rectifié, n° I-608 rectifié bis, n° I-911, n° I-1478 rectifié, n° I-1730 rectifié bis, n° I-52 rectifié ter, n° I-352 rectifié bis, n° I-1985 rectifié bis et n° I-2094** (*Modifications du plafond du tarif de la taxe régionale sur les certificats d'immatriculation de véhicules*) : p. 6847 - **Article 33** (*Dispositions relatives à l'affectation de*

ressources à des tiers) : p. 6892 p. 6898 - **Article 33 (suite)** (Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers) : p. 6912

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) : p. 7504 - **Article 64 (priorité)** (Restauration et affectation d'un fonds de réserve au profit des collectivités territoriales) : p. 7512

Relations avec les collectivités territoriales (suite)

- (4 décembre 2024) - **Article 61** (Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF)) : p. 7556

BURGOA (Laurent)
sénateur (Gard)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Vice-président de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité des politiques publiques en matière de rénovation énergétique.

Membre de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Membre de la commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières le 1er février 2024 ; puis vice-président le 14 février 2024.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés le 21 novembre 2024 ; puis président le 4 décembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à modifier le fait générateur de la perception de la taxe d'aménagement par les collectivités territoriales [n° 268 (2023-2024)] (22 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à revoir l'obligation de construction de logements sociaux [n° 516 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 519 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à encadrer le nombre de listes aux élections européennes [n° 656 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à réformer et à moderniser le régime d'indemnisation des dégâts de grand gibier [n° 681 (2023-2024)] (5 juin 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à tenir compte des opérations de renouvellement des parcs éoliens pour le versement d'une fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) aux communes disposant d'un parc installé avant le 1er janvier 2019 [n° 694 (2023-2024)] (17 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 699 (2023-2024)] (19 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à imposer une photographie des candidats sur les circulaires et affiches électorales lors des élections législatives [n° 733 (2023-2024)] (11 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaïques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour consacrer la lutte contre l'antisémitisme [n° 3 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'adaptation des communes et des intercommunalités au vieillissement de la population : bien vieillir dans nos communes [n° 13 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la mise en place d'un Fonds national d'aide aux collectivités territoriales pour la création et la rénovation des aires permanentes d'accueil de véhicules de loisir [n° 47 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 147 tome 5 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écartier le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - Justice - Société.

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information « Engager et réussir la transition environnementale de sa collectivité » - Échange sur les travaux.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer le dépistage des troubles du neuro-développement, l'accompagnement des personnes qui en sont atteintes et le répit de leurs proches aidants - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 12 février 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de MM. Michel Rouzeau, inspecteur général de l'administration, chef du service de l'inspection générale de l'administration, Julien Senèze, inspecteur général des finances, chef du pôle audit et Christophe Straudo, inspecteur général, chef de l'inspection générale de la justice.

Audition Mme Isabelle Jégouzo, directrice de l'Agence française anticorruption.

Réunion du mardi 13 février 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Jean-Michel Gentil, magistrat, chef de l'inspection générale de la gendarmerie nationale, Mmes Agnès Thibault-Lecuire, magistrate, directrice, cheffe du service de l'inspection générale de la police nationale et Christine Dubois, administratrice supérieure des douanes, adjointe à la cheffe de l'inspection des services à la direction générale des douanes et des droits indirects.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 15 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde portant sur l'accompagnement des collectivités territoriales face aux risques du numérique.

Table ronde portant sur les premières applications de l'intelligence artificielle dans l'univers des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*CE Narcotrafic*) : Associations de maires ruraux - Audition de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), de l'Association des petites villes de France (APVF) et de l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de Mme Frédérique Camilleri, préfète de l'Essonne, ancienne préfète de police des Bouches-du-Rhône.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition relative aux dispositifs applicables en matière de formation des élus locaux.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*) : Audition de M. Benoît Ameye, sous-directeur des politiques de l'habitat, Mme Chantal Mattiussi, directrice du Pôle national de lutte contre l'habitat indigne, MM. Stéphane Flahaut, adjoint au sous-directeur de la politique de l'habitat et Denis Solina, chef du bureau de la mobilisation et de l'amélioration du parc privé, de la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP).

Réunion du lundi 8 avril 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*) : Audition d'associations d'élus locaux.

Audition de M. Olivier Christen, directeur des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice.

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Réunion du lundi 29 avril 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*) : Audition de M. Bertrand Menay, président de la Conférence nationale des présidents de tribunaux judiciaires (CNPTJ), et de Mme Claire Liaud, présidente du tribunal judiciaire de Bastia (en téléconférence).

Audition de M. Bruno Fievet, président de la commission « Accession sociale, copropriété, syndic » de l'Union sociale pour l'habitat (USH) et directeur général de Coopalis et Coopéa, et de Mme Chrystel Gueffier-Pertin, responsable du département « Accession sociale, vente HLM, copropriété, syndic » de l'USH.

Audition de M. François Desprat, président, de Mme Florence Tulier-Polge, vice-présidente, et de M. Sébastien Velez, directeur général du Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (CNAJMJ).

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*) : Audition de M. Gilles Bouvelot, directeur général de l'établissement public foncier d'Île-de-France (Epfi), Mme Sophie Lafenêtre, directrice générale de l'établissement public foncier d'Occitanie (en téléconférence) et Mme Léa Makarem, présidente exécutive de la Sifae.

Audition de Mme Eva Simon, chargée de programme au plan urbanisme construction architecture (Puca), M. Laurent Peinaud, président de l'Agence Qualité Construction (AQC), Mme Valérie Flicoteaux, vice-présidente du Conseil national de l'ordre des architectes (CNOA), M. Alexandre Vitry, président de la Compagnie des architectes de copropriété (CAC) et Mme Laure-Anne Geoffroy-Duprez, présidente de l'Union des syndicats français des architectes (UNSAFA).

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Frédéric Valletoux, ministre délégué chargé de la santé et de la prévention.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*) : Audition de M. Guillaume Kasbarian, ministre délégué chargé du logement.

Audition, en téléconférence, de MM. Yanick Le Meur, directeur général de la Foncière Logement et Nicolas Henry, directeur de la stratégie Action Logement Groupe.

Réunion du mardi 9 juillet 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation étude d'opinion CSA.

Réunion du mardi 8 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information relatif à l'adaptation du bloc communal au vieillissement de la population.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Paul Christophe, ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde portant sur l'état des finances locales.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport spécial.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de MM. Jean-René Lecerf, président, et Maëlig Le Bayon, directeur, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

Réunion du jeudi 31 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam).

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente, et M. Nicolas Grivel, directeur général, de la Caisse nationale des allocations familiales.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « 18 mois après le rapport du Sénat : poursuite d'un dialogue exigeant avec l'ANCT ».

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*CE Eaux en bouteille*) : Réunion constitutive.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 décembre 2024 (*CE Eaux en bouteille*) : Audition de M. Sylvain Barone, membre de l'unité mixte de recherches Gestion de l'eau, acteurs, usages de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae).

Audition de MM. Christophe Poinsot, directeur général délégué et directeur scientifique, et Alain Dupuy, directeur du programme « Eaux souterraines et changement global », du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*CE Eaux en bouteille*) : Audition de M. Guillaume Pfund, docteur en géographie économique, chercheur à l'université Lumière Lyon II (en téléconférence).

Audition de M. Nicolas Marty, professeur des universités en histoire contemporaine à l'Université de Perpignan, auteur en 2013 du livre *L'Invention de l'eau embouteillée*.

Politiques publiques en matière de contrôle des traitements des eaux minérales naturelles et de source - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement - Deuxième lecture** [n° 248 (2023-2024)] - (24 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 267

- **Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune** [n° 244 (2023-2024)] - (24 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 284 - **Article 1er** (*Obligation de décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune*) : p. 293

- **Débat sur le thème : « Pratiques des centrales d'achat de la grande distribution implantées hors de France »** - (25 janvier 2024) : p. 320 p. 321

- **Proposition de loi visant à améliorer le dépistage des troubles du neuro-développement, l'accompagnement des personnes qui en sont atteintes et le répit de leurs proches**

aidants [n° 246 (2023-2024)] - (25 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 327

- **Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités locales** [n° 261 (2023-2024)] - (25 janvier 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 356

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France** [n° 253 (2023-2024)] - (30 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 400

- **Question orale sans débat relative à la ligne ferroviaire transport-express-régional entre Abbeville et le Tréport** - (6 février 2024) : p. 605

- **Question orale sans débat sur les agents de développement des fédérations départementales des chasseurs et l'engrillagement** - (6 février 2024) : p. 607 p. 608

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire** [n° 301 (2023-2024)] - (7 février 2024) - **Rappel au règlement** : p. 750

- **Débat relatif à l'avenir de notre modèle agricole** - (13 février 2024) : p. 850

- **Mise au point au sujet de votes** - (13 février 2024) : p. 873

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports** [n° 319 (2023-2024)] - (13 février 2024) - **Article 6** (*Libre accès des agents de la police municipale aux espaces et aux véhicules de transport*) : p. 881

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte scolaire** - (14 février 2024) : p. 932

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le transfert des compétences sociales aux départements** - (14 février 2024) : p. 938

- **Proposition de loi visant à garantir la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise** [n° 321 (2023-2024)] - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 942 p. 946

- **Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales** [n° 325 (2023-2024)] - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 966

- **Proposition de loi visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail** [n° 537 (2022-2023)] - (15 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1040 p. 1041 p. 1042

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement** [n° 343 (2023-2024)] - (27 février 2024) - **Article 2** (*Création d'un emprunt global collectif pour le financement des travaux*) : p. 1107 p. 1108

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l' élu local** [n° 367 (2023-2024)] - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1348

- **Suite de la discussion** (6 mars 2024) - **Article 2** (*Fixation par principe des indemnités de fonction au maximum légal pour les exécutifs communaux, départementaux et régionaux et modification du mode de calcul de l'enveloppe indemnitaire globale*) : p. 1424 - **Article 4** (*Extension du bénéfice de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux et remise au Parlement d'un rapport relatif aux coûts liés aux attributions exercées par les maires au nom de l'État*) : p. 1442 p. 1443

- **Suite de la discussion** (7 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 243 rectifié, n° 45 rectifié bis, n° 29 rectifié, n° 170 rectifié bis, n° 21 rectifié bis, n° 223, n° 58 rectifié, n° 293, n° 306 rectifié quater et n° 353 rectifié bis** (*Extension aux élus du statut de salarié protégé*) : p. 1509 p. 1510 p. 1511

- **Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille [n° 417 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 3 rectifié bis, n° 7, n° 11, n° 1 rectifié, n° 8 rectifié bis, n° 17, n° 2 rectifié bis, n° 5 rectifié quinquies, n° 9 rectifié bis et n° 21 rectifié ter (Dispositif de décharge de responsabilité solidaire - Conditions d'examen - Modifications)** : p. 1967
 - **Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires [n° 415 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1975 p. 1977 p. 1978 p. 1982
 - **Proposition de loi portant diverses mesures relatives au grand âge et à l'autonomie - Commission mixte paritaire [n° 412 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Autre (dans une discussion de texte de loi) (Examen des conclusions d'une commission mixte paritaire)** : p. 2201 p. 2202
 - **Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière [n° 443 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Article 1er ter A (nouveau) (Peine plancher de deux ans de prison pour les homicides routiers par mise en danger)** : p. 2256
 - **Mise au point au sujet de votes** - (2 avril 2024) : p. 2345
 - **Projet de loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes - Nouvelle lecture [n° 455 (2023-2024)]** - (2 avril 2024) - **Question préalable** : p. 2355
 - **Question orale sans débat relative aux conséquences d'une disparition définitive du centre médico-psychologique pour enfants et adolescents au Vigan** - (9 avril 2024) : p. 2464
 - **Débat relatif à la fermeture des classes et la mise en place de la carte scolaire dans les départements** - (9 avril 2024) : p. 2520
 - **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 506 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2554
 - **Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 501 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2691 - **Article unique (Mise en œuvre d'un plan national et de plans départementaux de lutte contre le frelon asiatique)** : p. 2695 p. 2696 p. 2698
 - **Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 503 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2715 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 6 rectifié quater (Possibilité d'autoriser à titre dérogatoire l'ouverture d'officines dans les communes de moins de 2 500 habitants)** : p. 2718
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation à Sciences Po et dans les universités** - (30 avril 2024) : p. 2766
 - **Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bureaux en logements [n° 598 (2023-2024)]** - (22 mai 2024) - **Article 1er (Possibilité d'autoriser la transformation de bureaux en habitations dans les zones où le document d'urbanisme s'y oppose)** : p. 3155
 - **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 623 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Article 1er (Interdiction des traitements médicaux de transition et chirurgies de réaffectation pour les mineurs)** : p. 3327
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative à la désindexation des retraites sur l'inflation** - (29 mai 2024) : p. 3358
 - **Débat sur le thème « Crise agricole »** - (8 octobre 2024) : p. 3915
 - **Question orale sans débat sur l'avenir de la Camargue** - (22 octobre 2024) : p. 4379 p. 4380
 - **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 99 (2024-2025)]** - (5 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4738 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 5 (Faculté des employeurs d'obtenir la présentation du bulletin n° 3 du casier pour les emplois en contact habituel avec des mineurs, et obligation faite aux plateformes de mise en relation pour des services de garde d'enfants d'afficher un rappel quant à cette faculté)** : p. 4754
 - **Débat sur le thème : « Situation des finances publiques locales »** - (6 novembre 2024) : p. 4787 p. 4789
 - **Débat sur le thème : « Gestion de l'eau : bilan de l'été 2024 et perspective pour mieux gérer la ressource »** - (12 novembre 2024) : p. 4860 p. 4863 p. 4864 p. 4871
 - **Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)]** - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4991 p. 4994 - **Article 1er (Interdiction d'organiser des combats de coqs et des corridas en présence de mineurs de moins de seize ans)** : p. 5004 p. 5006 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié (Interdiction pour les mineurs de participer aux formations et activités proposées par les écoles taurines)** : p. 5007 - **Article 2 (Interdiction d'organiser des combats de coqs et des corridas en présence de mineurs de moins de seize ans)** : p. 5009
 - **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (18 novembre 2024) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5046 p. 5047 - **Question préalable** : p. 5050 - **Discussion générale** : p. 5059 p. 5065
- Deuxième partie :*
- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 359 rectifié (Alignement du taux médian de CSG sur les retraites sur le taux plein de CSG sur les retraites)** : p. 5124 - **Article 4 (Pérennisation de l'exonération en faveur des employeurs agricoles de travailleurs occasionnels et de demandeurs d'emploi (TO-DE))** : p. 5147 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 577 rectifié (Extension aux EPCI de l'exonération patronale pour l'emploi des aides à domicile dont bénéficient les centres intercommunaux d'action sociale)** : p. 5161 - **Article 6 (Réforme des allègements généraux de cotisations patronales)** : p. 5171 p. 5172 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 827 et n° 641 (Abrogation de l'exonération de cotisations vieillesse/sociales sur les heures supplémentaires et complémentaires)** : p. 5206 p. 5209
 - **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 586 rectifié (Expérimentation permettant aux chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole d'opter pour que leurs cotisations soient calculées à titre provisionnel sur la base d'une assiette fixée forfaitairement)** : p. 5251 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 616 rectifié et 831 rectifié (Instauration d'une contribution sur les successions et donations)** : p. 5280 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 125, n° 903 rectifié ter, n° 1043 rectifié bis, n° 820, n° 904 rectifié ter, n° 947, n° 574 rectifié et 1169 rectifié (Augmentation du taux de contribution de solidarité à l'autonomie)** : p. 5302
 - **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 909 rectifié ter (Restriction de la délivrance d'attestations relatives aux obligations déclaratives et de paiement)** : p. 5346 - **Article**

additionnel après l'article 9 - Amendements n° 363 rectifié bis, n° 364 rectifié bis et n° 365 rectifié bis (*Réduction de l'assiette de la contribution sociale de solidarité pour les distributeurs en gros de médicaments*) : p. 5373 - **Article 9 bis (nouveau)** (*Réforme de la contribution sur les boissons à sucres ajoutés*) : p. 5382 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 547 rectifié** (*Élargissement de l'assiette de la cotisation sur les boissons alcooliques*) : p. 5393 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 352 rectifié bis, n° 775, n° 1198 rectifié bis, n° 1168 rectifié, n° 546, n° 1039 rectifié bis, n° 776 et n° 1148 rectifié bis** (*Dans le cas des produits nicotinéés hors vapotage, assujettissement à l'accise sur les tabacs, instauration d'un monopole de vente par les buralistes et interdiction de vente aux mineurs*) : p. 5436 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 261 rectifié, n° 717, n° 1095, 135 rectifié bis et n° 718** (*Forte augmentation de la fiscalité du tabac d'ici 2027*) : p. 5445 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1265** (*Compensation de l'Unédic - Niveau de plafonnement à appliquer - Rôle du Parlement*) : p. 5458

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (22 novembre 2024) : p. 5517

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1-64 rectifié bis** (*Augmentation du taux du prélèvement de solidarité*) : p. 5970

- **Question orale sans débat relative à la vulnérabilité au risque inondation de la Camargue gardoise** - (3 décembre 2024) : p. 7284 p. 7285

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Justice

- (3 décembre 2024) : p. 7395 p. 7397

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) : p. 7500 p. 7506

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)]**- (18 décembre 2024) - **Discussion générale** : p. 7591 - **Article 1er** (*Autorisation de percevoir les impôts existants*) : p. 7599 p. 7601 - **Article 3** (*Régimes et organismes de sécurité sociale habilités à recourir à des ressources non permanentes*) : p. 7603

BUVAL (Frédéric)
sénateur (Martinique)
RDPI-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés le 21 novembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 1er février 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 1er février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 522 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 1 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des outre-mer [n° 172 (2024-2025)] (28 novembre 2024) - **Outre-mer**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arnaud Rousseau, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Réunion du jeudi 1er février 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition de Jean-Claude Brunet, ambassadeur délégué à la coopération régionale.

Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition d'Ivan Odonnat, président de l'IEDOM et directeur général de l'IEOM.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arnaud Gaillot, président des Jeunes Agriculteurs et Mme Véronique Marchesseau, secrétaire générale de la Confédération paysanne.

Audition de M. Sébastien Windsor, président de Chambres d'agriculture France.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*délégation aux entreprises*) : Réunion plénière avec la délégation sénatoriale aux outre-mer - échange sur le déplacement aux Antilles de la mission « Entreprises et climat » de la délégation aux entreprises et sur les défis des entreprises en outre-mer.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables - Audition de M. Guillaume Kasbarian, ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé du logement.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Réunion plénière avec la délégation aux entreprises - échange sur le déplacement aux Antilles de la mission « Entreprises et climat » de la délégation aux entreprises et sur les défis des entreprises en outre-mer.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Audition de M. Marc Fesneau, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition du contre-amiral Nicolas Lambropoulos, commandant supérieur des forces armées aux Antilles (Comsup FAA).

Réunion du mardi 17 septembre 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : La coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 1 : bassin océan Indien - rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Luc Chatel, président de la Plateforme automobile (PFA).

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du Premier ministre, chargé des Outre-mer.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du Premier ministre, chargé des outre-mer.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à lever les

contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « La mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et le renforcement de l'accompagnement des élus locaux »** - (18 janvier 2024) : p. 163 p. 164

- **Question orale sans débat sur les propositions d'évolution des programmes petites villes de demain et villages d'avenir en outre-mer** - (6 février 2024) : p. 635

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Article 14 bis** (*Prolongation et ajustement du régime dérogatoire relatif à la sortie de l'indivision successorale issu de la loi Letchimy du 27 décembre 2018*) : p. 1255 - **Article 15 bis** (*Saisine facultative de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques concernant les arrêtés préfectoraux relatifs au traitement de l'insalubrité en outre-mer*) : p. 1258

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (6 mars 2024) - **Article 2** (*Fixation par principe des indemnités de fonction au maximum légal pour les exécutifs communaux, départementaux et régionaux et modification du mode de calcul de l'enveloppe indemnitaire globale*) : p. 1430 p. 1431 - **Article 6** (*Faculté de prise en charge, par le conseil départemental ou régional, des frais de représentation du président*) : p. 1450

- **Suite de la discussion** (7 mars 2024) - **Article 14** (*Formation des élus locaux et des candidats à un mandat électif local*) : p. 1526

- **Question orale sans débat sur la situation à Haïti** - (4 juin 2024) : p. 3593

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation à la Martinique** - (9 octobre 2024) : p. 3969

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Première partie :

- (18 novembre 2024) - **Article 2** (*Rectification de l'Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam*) : p. 5076 p. 5077

Deuxième partie :

- (18 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendement n° 474 rectifié** (*Expérimentation visant à exonérer partiellement de cotisations les médecins en situation de cumul emploi retraite dans des déserts médicaux en outre-mer*) : p. 5099

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 466 rectifié** (*Instauration à titre expérimental d'une exonération totale des cotisations sociales pour les jeunes chefs d'exploitation agricole en outre-mer*) : p. 5156 - **Article 6 (suite)** (*Réforme des allègements généraux de cotisations patronales*) : p. 5189

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article 9** (*Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux*) : p. 5353 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 1262** (*Création d'une taxe sur les publicités en faveur des boissons alcooliques à La Réunion*) : p. 5400 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 1177 rectifié, n° 723 rectifié bis, n° 296 rectifié, n° 1162 rectifié, n° 589 rectifié, n° 559 rectifié bis, n° 1094, n° 297 rectifié et n° 469 rectifié** (*Création d'une taxe sur les produits alimentaires transformés contenant des sucres ajoutés*) :

p. 5406 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 3 rectifié, n° 489 rectifié, n° 846 rectifié, n° 1007, n° 1244 rectifié bis, n° 291 rectifié, n° 292 rectifié, n° 651 rectifié, n° 1212 rectifié bis et n° 560 rectifié bis** (Création d'une taxe sur les publicités pour les produits alimentaires transformés et les boissons ciblant les moins de 16 ans) : p. 5408

Troisième partie :

- (22 novembre 2024) - **Article 15 (Régulation des dépenses dans le champ conventionnel)** : p. 5522 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 276 rectifié et n° 1325 (Dérogation au cadre juridique du transport sanitaire pour les entreprises exerçant exclusivement une activité de transport de personne à mobilité réduite)** : p. 5582 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 378 rectifié, n° 430 rectifié quinquies et n° 1057 (Délivrance à l'unité de médicaments et dispositifs médicaux)** : p. 5629

Troisième partie : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2025 :

- (23 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 476 rectifié (Demande de rapport sur l'offre de soins en Martinique)** : p. 5711

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1093 rectifié et n° I-1432 rectifié (Transformation de la réduction d'impôt au titre des frais d'hébergement en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) en crédit d'impôt)** : p. 5884 p. 5885

- **Mise au point au sujet de votes** - (26 novembre 2024) : p. 6023

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026 (Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)-Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations)** : p. 6167 p. 6168 p. 6173 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-300 rectifié bis, n° I-453 rectifié bis, n° I-1164 rectifié, n° I-302 rectifié bis et n° I-1165 rectifié bis (Fiscalisation des sachets de nicotine et encadrement de leur distribution par une distribution exclusive par le réseau des buralistes)** : p. 6237 p. 6240 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-301 rectifié bis, n° I-452 rectifié bis et n° I-1382 rectifié bis (Fiscalisation des produits de vapotage et encadrement de la distribution avec une distribution exclusive par les vape-shops et les buralistes)** : p. 6242 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1768 rectifié (Extension du régime fiscal du rhum traditionnel aux produits alcooliques dérivés)** : p. 6243 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-545 rectifié, n° I-753, n° I-862, n° 1421 rectifié, n° I-1488 rectifié bis et n° I-1546 rectifié ter (Conditions d'éligibilité des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil à la réduction d'impôt de l'article 199 undecies B du code général des impôts (CGI))** : p. 6250 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1417 rectifié (Application d'un taux de réduction d'impôt majoré en Martinique)** : p. 6252 p. 6252 -

Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1489 rectifié bis, n° I-1547 rectifié ter, n° I-544 rectifié, n° I-863 rectifié, n° I-1423 rectifié bis et n° I-2035 rectifié ter (Élargissement des travaux éligibles à l'aide fiscale pour la réhabilitation de friches dans les outre-mer) : p. 6256 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-541 rectifié, n° I-1146 rectifié et n° I-1422 rectifié ter (Mise en place d'un schéma de financement spécifique pour les investissements en outre-mer)** : p. 6261 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1429 rectifié, n° I-1481, n° 1624, n° I-969, n° I-1140 rectifié, n° I-1495 rectifié bis et n° 2027 rectifié ter (Extension du crédit d'impôt aux opérations d'accession sociale à la propriété en outre-mer)** : p. 6262 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-604 rectifié, n° I-1145 rectifié, n° 1420 rectifié bis et n° I-2037 rectifié bis (Ouverture du crédit d'impôt aux travaux de rénovation de logements intermédiaires en outre-mer)** : p. 6265 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-542 rectifié, n° I-606, n° I-1144 rectifié, n° I-1419 rectifié bis et n° I-2036 rectifié bis (Taux réduit de TVA appliqué aux logements intermédiaires dans les départements d'outre-mer)** : p. 6295 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-35, n° I-705, n° I-852 rectifié, n° I-1001 et n° I-1754 (Interdiction des logiciels de caisse permissifs auto-certifiés pour lutter contre la fraude à la TVA)** : p. 6298

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-502 rectifié bis, n° I-746, n° I-1491 rectifié, n° I-503 rectifié, n° I-224, n° I-1426 rectifié, n° I-151, n° I-1136 rectifié, I-1425 rectifié et n° I-1182 (Exonération de TVA sur l'ensemble des biens importés dans les départements et régions d'outre-mer (DROM))** : p. 6325 p. 6326 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1424 rectifié (Création d'un prélèvement sur recettes au profit de la collectivité territoriale de Martinique)** : p. 6334 p. 6334 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1428 rectifié (Création d'un prélèvement sur recettes au profit de la collectivité territoriale de Martinique)** : p. 6335 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-684 rectifié, n° I-1014, n° I-1371, n° I-1016, n° I-1017 rectifié et n° I-1431 rectifié (Rehaussement à 5 % du taux de la taxe sur les services numériques (TSN))** : p. 6379

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1010, n° I-1158 rectifié bis, n° 434 rectifié bis, n° I-1635 rectifié bis, n° 2055 rectifié, n° I-1230 rectifié bis, n° I-435 rectifié ter, n° I-450 rectifié quater, n° I-107 rectifié, n° I-735, n° I-2007 rectifié, n° I-1688, n° I-736, n° I-1214 rectifié quater, n° I-1582 rectifié, n° I-2008 rectifié, n° I-433 rectifié bis, n° I-734, n° I-930 rectifié, n° I-1365 rectifié et n° I-1689 (Dispositions diverses sur le plafond du taux de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) fixé par les départements)** : p. 6814 p. 6815 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-806 rectifié bis et n° I-1766 rectifié (Prolongation de la durée de l'expérimentation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi) sur une partie du territoire)** : p. 6828

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (2 décembre 2024) : p. 7140 p. 7141 - **État B** : p. 7148

- **Question orale sans débat relative à l'approvisionnement d'aliments pour bétail non-OGM en Martinique** - (3 décembre 2024) : p. 7276

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (3 décembre 2024) : p. 7301

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7319 p. 7325 p. 7326 p. 7327 p. 7328 p. 7329 p. 7341 p. 7342

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

CABANEL (Henri)
sénateur (Hérault)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission d'enquête portant sur la production, la consommation et le prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050 le 17 janvier 2024 ; puis vice-président le 19 janvier 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du conseil de surveillance chargé du suivi et du contrôle de la recherche et de la mise en œuvre d'alternatives aux produits phytopharmaceutiques contenant une ou des substances actives de la famille des néonicotinoïdes le 17 décembre 2024.

Membre titulaire du comité de pilotage de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires.

Vice-président de la mission d'information sur le thème : « Le développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 355 (2023-2024)] (22 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces [n° 628 (2023-2024)] (22 mai 2024) - **PME, commerce et artisanat - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) - **État B** : p. 7536

Proposition de loi visant à sanctionner les élus tenant des propos trompeurs [n° 738 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'usurpation d'identité et de domicile lors de la souscription de nouveaux contrats de fourniture de gaz, d'électricité, de contenus numériques, de services numériques ou de services de communications électroniques [n° 748 (2023-2024)] (15 août 2024) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaïques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 95 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'avenir de la politique agricole commune [n° 196 (2024-2025)] (9 décembre 2024) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 222 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arnaud Rousseau, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Réunion du mardi 6 février 2024 (*CE Électricité*) : Parc nucléaire actuel - Audition de MM. Olivier Bard, délégué général

du groupement des industriels français de l'énergie nucléaire (GIFEN), Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), et Étienne Dutheil, directeur de la division production nucléaire à la direction production nucléaire et thermique d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Windsor, président de Chambres d'agriculture France.

Réunion du jeudi 8 février 2024 (*CE Électricité*) : Le nouveau nucléaire - Audition de MM. Joël Barre, délégué interministériel au nouveau nucléaire, et Xavier Ursat, directeur exécutif en charge de la direction Ingénierie et projets nouveau nucléaire et de la direction Innovation, responsabilité d'entreprise et stratégie d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du conseil d'administration de Renault.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Audition de M. Marc Fesneau, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Luc Chatel, président de la Plateforme automobile (PFA).

Réunion du mardi 15 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de l'Institut national de recherche sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae).

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Désignation de rapporteurs pour avis.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Marciano, directeur général de Duralex.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Situation des filières du cognac et de l'armagnac - Audition de MM. Jérôme Delord, président du Bureau national interprofessionnel de l'armagnac (BNIA), Florent Morillon, président du Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC), Anthony Brun, représentant au sein du BNIC de la famille de la viticulture, et Nicolas Ozanam, délégué général de la fédération des exportateurs de vins et de spiritueux (FEVS).

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Valérie Létard, ministre du logement et de la rénovation urbaine.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mmes Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques et Olga Givernet, ministre déléguée chargée de l'énergie.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 novembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi des lois dites Égalim - Examen du rapport et vote sur les propositions.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi en faveur de la préservation et de la reconquête de la haie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Communication en vue de la sollicitation de l'avis de l'Autorité de la concurrence sur le fonctionnement du marché français de l'agroéquipement.

Programme « Territoires d'industrie » - Examen du rapport d'information et vote sur les propositions des rapporteurs.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations en cours en vue d'un accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 775 (2022-2023)]** - (16 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 11

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole (II)** - (24 janvier 2024) : p. 250

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (30 janvier 2024) - **Article 1er bis A (Création du service public départemental de l'autonomie)** : p. 421 p. 422 - **Article 1er bis D (Généralisation des équipes locales sur les aides techniques)** : p. 432 p. 433 - **Article 2 (Utilisation des registres nominatifs pour lutter contre l'isolement social des personnes vulnérables)** : p. 446 - **Article 2 bis B (Texte non modifié par la commission) (Loi de programmation pluriannuelle pour le grand âge)** : p. 451 p. 452

- **Question orale sans débat relative aux assistantes maternelles impayées** - (6 février 2024) : p. 626

- **Débat relatif à l'avenir de notre modèle agricole** - (13 février 2024) : p. 843

- **Proposition de loi visant à préserver des sols vivants [n° 66 (2023-2024)]** - (15 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1017

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1345 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 14 rectifié** (*Diminution du plafond des indemnités de fonction des élus locaux titulaires d'autres mandats électoraux ou siégeant dans d'autres organismes publics*) : p. 1361

- **Suite de la discussion** (6 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 18 rectifié ter** (*Affichage d'une cocarde tricolore sur le véhicule des maires*) : p. 1456 - **Article 9** (*Extension du champ des autorisations d'absence et augmentation du plafond de remboursement des pertes de revenus subies par l'élu*) : p. 1467

- **Suite de la discussion** (7 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 56 rectifié bis, n° 284 rectifié bis, n° 352 rectifié bis, n° 251, n° 46 rectifié, 54 rectifié ter, 287 rectifié quinquies et 323 rectifié quater** (*Assimilation des temps d'absence de l'élu à une durée de travail effective de travail pour l'octroi des avantages inhérents au travail effectué*) : p. 1504 p. 1507 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 243 rectifié, n° 45 rectifié bis, n° 29 rectifié, n° 170 rectifié bis, n° 21 rectifié bis, n° 223, n° 58 rectifié, n° 293, n° 306 rectifié quater et n° 353 rectifié bis** (*Extension aux élus du statut de salarié protégé*) : p. 1509 p. 1510 p. 1512 p. 1514

- **Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires [n° 415 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1982

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2013 p. 2014 - **Article 1er** (*Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part*) : p. 2023

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels [n° 446 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 3 rectifié, n° 8 rectifié ter, n° 12 rectifié et n° 23** (*Affectation sociale des biens saisis ou confisqués aux entreprises solidaires d'utilité sociale (ESUS)*) : p. 2162 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 4 rectifié, n° 9 rectifié ter et n° 13 rectifié** (*Création d'un conseil d'administration de l'Agrasc et ouverture de celui-ci à des associations*) : p. 2164

- **Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 499 (2023-2024)]** - (10 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2625

- **Proposition de loi visant à renforcer le service civique [n° 497 (2023-2024)]** - (10 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2638

- **Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 501 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2687 - **Article unique** (*Mise en œuvre d'un plan national et de plans départementaux de lutte contre le frelon asiatique*) : p. 2696

- **Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 503 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 5 rectifié quinquies** (*Rétablissement de la proposition de loi déposée*) : p. 2716

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la filière éolienne Méditerranée** - (4 juin 2024) : p. 3597 p. 3598

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 25** (priorité)

(*Simplification du régime d'aménagement commercial pour moderniser et rationaliser les espaces commerciaux*) : p. 3660 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 10, n° 19 rectifié, n° 42 rectifié bis et n° 242 rectifié ter** (*Simplification des formalités déclaratives pour le bénéficiaire de la réduction d'impôt au titre du mécénat d'entreprise*) : p. 3687

- **Débat sur le thème « Crise agricole »** - (8 octobre 2024) : p. 3911 p. 3912

- **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Article unique** (*Diminution du nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 500 habitants*) : p. 3991 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4005

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4133 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 20 rectifié bis** (*Remise, par le Gouvernement au Parlement, d'un rapport sur la nécessité d'inclure le solaire thermique dans le crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte (C3IV)*) : p. 4176 - **Article 11** (*Relèvement de 40 à 50 % - hors terres et forêts - de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030, figurant parmi les objectifs énergétiques chiffrés mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie*) : p. 4184

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2024) - **Article 20** (*Simplification des procédures applicables aux installations hydrauliques en matière de dérogation aux débits réservés et d'augmentation de puissance*) : p. 4232 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4247

- **Question orale sans débat relative au plan « Destination France »** - (5 novembre 2024) : p. 4670 p. 4671

- **Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces [n° 628 (2023-2024)]** - (13 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4919

- **Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)]** - (14 novembre 2024) - **Article 1er** (*Interdiction d'organiser des combats de coqs et des corridas en présence de mineurs de moins de seize ans*) : p. 5002 p. 5006

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article 6 (suite)** (*Réforme des allègements généraux de cotisations patronales*) : p. 5175 p. 5180

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 586 rectifié** (*Expérimentation permettant aux chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole d'opter pour que leurs cotisations soient calculées à titre provisionnel sur la base d'une assiette fixée forfaitairement*) : p. 5249 p. 5251

Troisième partie :

- (22 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° 523 rectifié ter** (*Demande de rapport sur la possibilité d'inscrire les actes et examens effectués par les infirmières puéricultrices dans les services départementaux de protection maternelle et infantile parmi les actes pris en charge par l'assurance maladie*) : p. 5539

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (22 novembre 2024) : p. 5558

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 7** (*Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations*) : p. 6060 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-1349** (*Suppression des tarifs réduits d'accise pour les biocarburants de première génération*) : p. 6087 p. 6088

- **Négociations en cours relatives à l'accord d'association entre l'Union européenne et le Mercosur** - (27 novembre 2024) : p. 6209

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) - **Article 64 (priorité)** (*Instauration et affectation d'un fonds de réserve au profit des collectivités territoriales*) : p. 7512

CADEC (Alain)
sénateur (Côtes-d'Armor)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 27 février 2024 ; puis membre titulaire le 28 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Membre du groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique.

Vice-président de la mission d'information sur le thème : « gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à modifier le fait générateur de la perception de la taxe d'aménagement par les collectivités territoriales [n° 268 (2023-2024)] (22 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à revoir l'obligation de construction de logements sociaux [n° 516 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 555 (2023-2024)] portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 642 (2023-2024)] (29 mai 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à encadrer le nombre de listes aux élections européennes [n° 656 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne**.

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 8 février 2024 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Prochaine conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce - Communication de MM. Alain Cadec et Didier Marie.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Table ronde relative à la situation des pêcheurs français à la suite des décisions britanniques restreignant leurs droits de pêche.

Réunion du jeudi 15 février 2024 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Quelle souveraineté alimentaire pour l'Union européenne? Audition de MM. Sébastien Abis, Yves le Morvan et Thierry Pouch.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Benoît Cœuré, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du conseil d'administration de Renault.

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Bilan de la législature européenne avec les présidents de délégations françaises des groupes politiques du Parlement européen ou leurs représentants - Réunion commune avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires économiques*): Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juillet 2024 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Priorités de la présidence hongroise du Conseil de l'Union européenne - Audition de S. E. M. Georges Habsbourg-Lorraine, Ambassadeur de Hongrie en France.

Voisinage et élargissement - Déplacement d'une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Balkans occidentaux en Bosnie-Herzégovine du 22 au 26 avril 2024 - Communication.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Luc Chatel, président de la Plateforme automobile (PFA).

Réunion du mardi 15 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*): Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mmes Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques et Olga Givernet, ministre déléguée chargée de l'énergie.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pêche dans le golfe de Gascogne** - (14 février 2024) : p. 933

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2024** - (19 mars 2024) : p. 1915 p. 1916 p. 1917

- **Débat sur le thème : « La France a-t-elle été à la hauteur des défis et de ses ambitions européennes ? »** - (29 mai 2024) : p. 3409

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4126 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 77** (*Introduction d'un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) compatible avec une élévation de la température de 1,5 degré en application de l'accord de Paris de 2015*) : p. 4140 - **Article 1er** (*Consécration des grands principes de notre système énergétique parmi les objectifs énergétiques généraux figurant à l'article L. 100-2 du code de l'énergie*) : p. 4142 p. 4143 p. 4144 p. 4145 p. 4146 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 69 rectifié ter, n° 98 rectifié quater et n° 106 rectifié** (*Introduction d'un objectif de garantie de l'accès à l'énergie pour les foyers*)

notamment ruraux non raccordés à un réseau de distribution de chaleur, de gaz ou d'électricité) : p. 4147 - **Article 2** (Abrogation de la trajectoire de hausse de la composante carbone de la fiscalité énergétique, dans les taxes de consommation intérieure sur l'énergie, figurant parmi les objectifs énergétiques généraux mentionnés à l'article L. 100-2 du code de l'énergie) : p. 4148 - **Article 3** (Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4149 p. 4152 p. 4153 p. 4155 p. 4156 p. 4157 p. 4158 p. 4159 p. 4160 - **Article 4** (Renforcement des flexibilités parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4161 p. 4162 p. 4163 p. 4164 p. 4165 p. 4166 - **Article 5** (Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4170 p. 4171 p. 4172 - **Rappel au règlement** : p. 4172 - **Article 5** (Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4172 p. 4173 p. 4174 p. 4175 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 20 rectifié bis** (Remise, par le Gouvernement au Parlement, d'un rapport sur la nécessité d'inclure le solaire thermique dans le crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte (C3IV)) : p. 4176 - **Article 7** (Intégration des carburants renouvelables d'origine non biologique, aux côtés des biocarburants conventionnels et avancés, au deuxième alinéa de l'article L. 641-6 du code de l'énergie et à l'article L. 661-1-1 du même code) : p. 4177 - **Article 8** (Relèvement de 20 à 30 % et de 40 à 45 % des objectifs de réduction de la consommation d'énergie fossile ou totale d'ici 2030, figurant parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie et interdiction de la production d'électricité produite à partir de charbon d'ici 2027, introduite à l'article L. 311-5-3 du même code) : p. 4178 p. 4179 - **Article 9** (Renforcement de l'accompagnement des rénovations énergétiques parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4182 p. 4183 - **Article 10** (Consécration d'un objectif de mix énergétique autonome et renouvelable, entre 2030 et 2050, dans certaines zones non interconnectées au réseau dit « métropolitain » continental (ZNI), parmi les objectifs énergétiques chiffrés mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4184 - **Article 11** (Relèvement de 40 à 50 % - hors

terres et forêts - de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030, figurant parmi les objectifs énergétiques chiffrés mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4185 p. 4186 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 72 rectifié bis, n° 102 rectifié ter et n° 107 rectifié** (Ajout d'un objectif en matière de gaz de pétrole liquéfié (GPL) dans la prochaine loi quinquennale sur l'énergie, mentionnée à l'article 12) : p. 4186

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2024) - **Article 12** (Actualisation du contenu de la prochaine loi quinquennale sur l'énergie) : p. 4210 p. 4211 p. 4212 - **Article 13** (Actualisation du contenu de la prochaine programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE)) : p. 4213 p. 4215 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 51 rectifié** (Introduction d'une meilleure articulation entre la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) et la stratégie française pour l'énergie et le climat (Sfec)) : p. 4217

- **Débat sur le thème : Nouvelle commission : « Quelle politique européenne et quelle influence pour la France ? »** - (12 novembre 2024) : p. 4855

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) : p. 5850

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) - **Article 64 (priorité)** (Instauration et affectation d'un fonds de réserve au profit des collectivités territoriales) : p. 7512

CADIC (Olivier)
sénateur (Français établis hors de
France (Série 2))
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024 ; puis président le 12 novembre 2024.

Vice-président de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement le 19 février 2024.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français.

Membre du groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local **[n° 263 (2023-2024)]** (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève **[n° 344 (2023-2024)]** (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans **[n° 475 (2023-2024)]** (27 mars 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves **[n° 542 (2023-2024)]** (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone **[n° 1 (2024-2025)]** (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Direction de l'action du Gouvernement : Coordination du travail gouvernemental [n° 146 tome 9 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du lundi 22 janvier 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Baudoin Thouvenot, inspecteur général de la justice, membre national pour la France de l'European Union Agency for Criminal Justice Cooperation' (Eurojust).

Audition de M. Jean-Philippe Lecouffe, général de corps d'armée (2S), directeur exécutif adjoint Opérations de l'European Union Agency for Law Enforcement Cooperation (Europol).

Politique étrangère de la France en matière de lutte contre le narcotrafic - Audition de représentants du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La Corne de l'Afrique - Audition de Mme Sonia Le Gouriellec, chercheuse, docteure en science politique et maîtresse de conférences à l'Université catholique de Lille.

Réunion du lundi 12 février 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de MM. Michel Rouzeau, inspecteur général de l'administration, chef du service de l'inspection générale de l'administration, Julien Senèze, inspecteur général des finances, chef du pôle audit et Christophe Straudo, inspecteur général, chef de l'inspection générale de la justice.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Dégradation du contexte géopolitique - Audition de M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à l'accord économique et commercial global UE-Canada - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 18 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Christian Rodriguez, général d'armée, directeur général de la gendarmerie nationale.

Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à l'accord économique et global UE-Canada - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Dragan Krapovic, ministre de la défense du Monténégro.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*CE Narcotrafic*) : Examen du projet de rapport de la commission d'enquête.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thierry Francou, président-directeur général d'Eurencoc.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Quelles perspectives et quels défis pour les États-Unis en cette année d'élections ? - Audition de Mme Alexandra de Hoop Scheffer, politologue, senior vice-présidente pour les questions géopolitiques au German Marshall Fund of the United States et M. Lauric Henneton, maître de conférences à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de règlement relatif à l'établissement du programme pour l'industrie européenne de la défense - Examen de la proposition de résolution européenne portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Examen du Contrat d'objectif et de moyens (COM 2024-2026) d'Expertise France.

Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris - Audition de MM. Jean-Baptiste Guégan et Lukas Aubin, chercheurs, sur la géopolitique des grands événements sportifs.

Réunion du mercredi 26 juin 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapport d'activité de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement pour 2023 - Audition de M. Serge Lasvignes, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR).

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réunion avec une délégation de la commission des affaires étrangères du Parlement finlandais.

Situation géopolitique en Méditerranée orientale - Audition de M. Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES).

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Audition du général Jérôme Bellanger, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Lutte contre les influences étrangères malveillantes. Pour une mobilisation de toute la Nation face à la néo-guerre froide » - Présentation du rapport de la commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté.

L'Arabie saoudite : l'avenir à marche forcée ? - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Rémy Rioux, Directeur général de l'Agence française de développement.

Audition de MM. Stéphane Bouillon, secrétaire général du SGDSN, Vincent Strubel, directeur général de l'ANSSI et de Marc-Antoine Brillant, chef du Service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum).

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (CS Cybersécurité) : Réunion constitutive.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : L'architecture de sécurité en Afrique - Audition de Mme Niagalé Bagayoko, présidente de l'African Security Sector Network (ASSN).

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Hubert Bonneau, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Audiovisuel public » - Programmes 375 (France Médias Monde), 377 (TV5 Monde) et 383 (programme de transformation) - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 - Coordination du travail gouvernemental (action 2 Coordination de la sécurité et de la défense, SGDSN, Cyberdéfense) - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Programmes 185 (Diplomatie culturelle et d'influence) - Examen du rapport pour avis.

Audition de Madame Anne-Marie Descôtes, secrétaire générale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 - Français à l'étranger et affaires consulaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (CS Cybersécurité) : Audition de M. Vincent Strubel, directeur général de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information.

Entreprises et cybersécurité - Audition des représentants du Mouvement des entreprises de France (Medef) et de la Confédération des PME (CPME).

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'établissement du programme pour l'industrie européenne de la défense et d'un cadre de mesures visant à assurer la disponibilité et la fourniture en temps utile des produits de défense - Examen de la proposition de résolution européenne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales [n° 385 (2023-2024)]** - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1800

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2010 p. 2011 - **Article 1er** (*Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part*) : p. 2023 p. 2024 - **Demande de clôture** : p. 2027

- **Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises » [n° 421 (2023-2024)]** - (26 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2049

- **Proposition de loi relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 [n° 449 (2023-2024)]** - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2100

- **Mise au point au sujet de votes** - (26 mars 2024) : p. 2116

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'espionnage de parlementaires par la Chine** - (30 avril 2024) : p. 2769 p. 2770

- **Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France [n° 596 (2023-2024)]** - (22 mai 2024) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport sur l'état des menaces qui pèsent sur la sécurité nationale en raison d'ingérences étrangères*) : p. 3220 - **Article 3 (Extension de la technique dite de l'algorithme aux cas d'ingérence étrangère)** : p. 3225 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 19 (Sensibilisation des jeunes publics lors de cours d'enseignement moral et civique)** : p. 3231 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3233

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (28 mai 2024) : p. 3263

CAMBIER (Guilain)
sénateur (Nord)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières le 1er février 2024 ; puis vice-président le 14 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 655 (2023-2024)] (3 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à encadrer le nombre de listes aux élections européennes [n° 656 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à aligner le droit français sur le droit européen pour les emballages constitués pour tout ou partie de polymères ou de copolymères styréniques non recyclables [n° 658 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de la commission des affaires économiques et de la commission des finances : Mettre en œuvre les objectifs de réduction de l'artificialisation des sols à droit constant : la quadrature du cercle ? [n° 19 (2024-2025)] (9 octobre 2024) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à revenir au caractère cumulatif des critères pédologique et floristique permettant de qualifier les zones humides [n° 106 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arnaud Rousseau, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du conseil d'administration de Renault.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Marianne Laigneau, présidente du directoire d'Enedis.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Marciano, directeur général de Duralex.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Annie Genevard,

ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « La mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et le renforcement de l'accompagnement des élus locaux »** - (18 janvier 2024) : p. 167

- **Débat sur le thème : « Pratiques des centrales d'achat de la grande distribution implantées hors de France »** - (25 janvier 2024) : p. 316 p. 317 p. 321

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1101 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 113 rectifié ter (Possibilité de remplacer les formulaires nationaux par des formulaires locaux dans le cadre d'une demande de permis de louer)** : p. 1158 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 114 rectifié ter (Validité de deux ans pour le permis de louer)** : p. 1158 p. 1159 - **Article 9 ter (Facilitation des travaux de rénovation énergétique dans les copropriétés)** : p. 1175 p. 1176

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (6 mars 2024) - **Article 4 (Extension du bénéfice de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux et remise au Parlement d'un**

rapport relatif aux coûts liés aux attributions exercées par les maires au nom de l'État) : p. 1441

- **Question orale sans débat sur la stratégie gouvernementale de lutte contre les pollutions de l'eau potable** - (7 mars 2024) : p. 1492

- **Question orale sans débat relative à la TVA applicable aux produits utilisant des matériaux réemployés** - (7 mai 2024) : p. 2814 p. 2815

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la quatrième année d'études en médecine générale** - (15 mai 2024) : p. 2954

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 15 (Faciliter l'implantation de centres de données d'envergure)** : p. 3715

- **Question orale sans débat sur les finances communales** - (22 octobre 2024) : p. 4372

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (3 décembre 2024) : p. 7305

CAMBON (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre du groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 665 (2021-2022)] autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Cambodge [n° 392 (2023-2024)] (6 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de loi [n° 264 (2023-2024)] relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 [n° 448 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : La coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Volet 1 : bassin océan Indien [n° 763 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Aide publique au développement : Aide économique et financière au développement - Solidarité à l'égard des pays en développement - Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement - Restitution des « biens mal acquis » [n° 146 tome 4 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des outre-mer [n° 172 (2024-2025)] (28 novembre 2024) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Annita Demetriou, présidente de la Chambre des représentants de Chypre.

Enseignements du déplacement en Pologne et Ukraine en décembre 2023 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Dégradation du contexte géopolitique - Audition de M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume du Cambodge - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Dragan Krapovic, ministre de la défense du Monténégro.

Réunion du mardi 17 septembre 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : La coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 1 : bassin océan Indien - rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Rémy Rioux, Directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'établissement du programme pour l'industrie européenne de la défense et d'un cadre de mesures visant à assurer la disponibilité et la fourniture en temps utile des produits de défense - Examen de la proposition de résolution européenne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le remaniement du Gouvernement** - (17 janvier 2024) : p. 74

- **Question orale sans débat sur le couvre-feu à vingt-trois heures pour l'aéroport d'Orly** - (19 mars 2024) : p. 1852 p. 1853

- **Proposition de loi relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021** [n° 449 (2023-2024)] - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2099 p. 2100 p. 2107 - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (*Transfert au ministère chargé des affaires étrangères du rattachement fonctionnel de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement*) : p. 2109 p. 2111 p. 2112 p. 2113 p. 2114 p. 2115

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Cambodge** [n° 393 (2023-2024)] - (3 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2406

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les accords entre syndicats et directions dans le secteur des transports** - (30 avril 2024) : p. 2776

- **Expression des groupes sur la situation politique à l'issue des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024** - (18 juillet 2024) : p. 3825

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3860

- **Question orale sans débat relative à la situation sanitaire et environnementale de l'aéroport d'Orly** - (5 novembre 2024) : p. 4677

CANALÈS (Marion)
sénatrice (Puy-de-Dôme)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Membre titulaire du comité de massif du Massif central le 7 novembre 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « L'avenir de la santé périnatale et son organisation territoriale » le 28 février 2024 ; puis vice-présidente le 6 mars 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Directive CSRD : du décryptage à l'avantage [n° 327 (2023-2024)] (7 février 2024) - **Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 360 (2023-2024)] d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 498 (2023-2024)] (3 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 25 janvier 2024 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde « Défis de l'entreprise : le regard des économistes ».

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport relatif à la mission flash

intitulée « Directive CSRD : la complexité de trop pour les PME ».

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*MI Périnatalité*) : Réunion constitutive.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sarah El Haïry, ministre déléguée chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles.

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde : Simplifier les normes applicables aux entreprises en matière de responsabilité sociale et environnementale.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2024 (*MI Périnatalité*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Situation des crèches - Audition de M. Victor Castanet, auteur de l'ouvrage Les Ogres.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur l'avenir de la santé périnatale et son organisation territoriale - Audition de Mmes Annick Jacquemet, présidente, et Véronique Guillotin, rapporteure.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Paul Christophe, ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, ministre de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Anne Thiebeauld, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam).

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2025 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Astrid Panosyan-Bouvet, ministre du travail et de l'emploi.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à ériger la santé mentale des jeunes en grande cause nationale [n° 602 (2022-2023)]** - (17 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 109

- **Question orale sans débat sur la réforme des redevances des agences de l'eau** - (18 janvier 2024) : p. 137

- **Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement - Deuxième lecture [n° 248 (2023-2024)]** - (24 janvier 2024) - **Article 2 (Détenation publique du groupe EDF et actionnariat salarié)** : p. 274

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (30 janvier 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 102 rectifié (Information des assurés sociaux de 60 ans sur les dispositifs de prévention de la perte d'autonomie)** : p. 446

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la protection de l'enfance** - (7 février 2024) : p. 731 p. 732

- **Proposition de loi visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail [n° 537 (2022-2023)]** - (15 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1037 - **Article 1er (Création d'un « congé menstruel » sous la forme d'un arrêt maladie cadre)** : p. 1045 - **Article 4 (Adaptation du régime de télétravail pour les salariées souffrant de dysménorrhée)** : p. 1050 p. 1052

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sociale de la France** - (3 avril 2024) : p. 2394

- **Question orale sans débat relative aux mesures de réduction de la surpopulation carcérale** - (9 avril 2024) : p. 2465

- **Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 499 (2023-2024)]** - (10 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2619 p. 2620

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (28 mai 2024) : p. 3261

- **Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 618 (2023-2024)]** - (29 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3391 p. 3392 - **Article 1er (Ouverture de la possibilité pour un agent public de cumuler son emploi avec un emploi d'assistant familial)** : p. 3396 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3399

- **Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 678 (2023-2024)]** - (10 octobre 2024) - **Article 1er (Garantie de la mixité sociale des publics scolarisés au sein des établissements d'enseignement - Modalités)** : p. 4076

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Article 5 (Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)** : p. 4174

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° 686 rectifié et n° 819 (Instauration de cotisations supplémentaires aux entreprises donneuses d'ordre lorsqu'une entreprise sous-traitante dépasse un taux de sinistralité fixé par décret)** : p. 5133

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux violences faites aux élus** - (20 novembre 2024) : p. 5240 p. 5241

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)] (suite)** - (20 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 649 rectifié, n° 753 rectifié et n° 957 rectifié (Création d'une contribution sur les revenus générés par les Ehpad privés à but lucratif)** : p. 5283 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 682 rectifié (Instauration d'une cotisation sur les dividendes des établissements et services sociaux et médico-sociaux)** : p. 5286 p. 5287 p. 5288

Deuxième partie :

- (21 novembre 2024) - **Article 9 (Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux)** : p. 5362 - **Article 9 (suite) (Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux)** : p. 5371 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 621 rectifié, n° 1183 rectifié bis et n° 1098 (Création d'une taxe sur les frais publicitaires en faveur des boissons alcooliques)** : p. 5396 p. 5397 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 1262 (Création d'une taxe sur les publicités en faveur des boissons alcooliques à La Réunion)** : p. 5399 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 653 rectifié, n° 897 rectifié, n° 946 et n° 1099 (Création d'une taxe sur la publicité pour les paris en ligne et les jeux d'argent et de hasard)** : p. 5426 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 352 rectifié bis, n° 775, n° 1198 rectifié bis, n° 1168 rectifié, n° 546, n° 1039 rectifié bis, n° 776 et n° 1148 rectifié bis (Dans le cas des produits nicotinés hors vapotage, assujettissement à l'accise sur les tabacs, instauration d'un monopole de vente par les ruralistes et interdiction de vente aux mineurs)** : p. 5436

Troisième partie :

- (22 novembre 2024) - **Article 15 quinquies (nouveau) (Demande de rapport sur le bilan des articles 33 et 36 de la LFSS 2023 et sur l'indexation automatique du tarif des actes infirmiers sur le taux d'inflation)** : p. 5537 p. 5538 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 1332 rectifié (Réorganisation du service du contrôle médical de l'Assurance maladie)** : p. 5551 - **Article additionnel après l'article 17 quinquies - Amendement n° 732 (Sensibilisation des professionnels de santé à la nécessité de saisir dans le DMP toute donnée d'exposition à des substances, agents ou rayonnements environnementaux)** : p. 5599 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 733 (Élargissement de la possibilité de continuer à exercer un mandat local malgré le bénéfice d'indemnités journalières)** : p. 5612 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 764 rectifié ter, n° 1216 rectifié bis et n° 1224 rectifié ter (Prise en compte de l'impact écologique d'un dispositif médical dans la détermination de son tarif de responsabilité)** : p. 5630 p. 5631 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 679 (Conditionnement du financement public des établissements et services médico-sociaux à un écart de salaire maximum)** : p. 5647

- **Question orale sans débat relative aux salaires des employés de People and Baby** - (3 décembre 2024) : p. 7272

CANAYER (Agnès)

ministre déléguée auprès du ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes, chargée de la famille et de la petite enfance (du 22 septembre 2024 au 23 décembre 2024)

*sénateur (Seine-Maritime)
Les Républicains-R
(jusqu'au 21 octobre 2024)*

Membre du Gouvernement le 21 octobre 2024.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 21 octobre 2024.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement.

Présidente de la commission de vérification des fonds spéciaux ; puis vice-présidente le 23 mai 2024.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du comité d'évaluation chargé du suivi de l'expérimentation prévue à l'article 63 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice jusqu'au 10 octobre 2024.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (7 mai 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate (15 mai 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères (22 mai 2024) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (30 mai 2024).

Membre titulaire du Conseil supérieur des gens de mer.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 19 février 2024.

Vice-présidente de la mission d'information sur « l'impact des décisions réglementaires et budgétaires de l'État sur l'équilibre financier des collectivités locales ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - Collectivités territoriales - Société.

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 299 (2023-2024)] relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 334 (2023-2024)] (14 février 2024) - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - Société - Sports.

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - Famille - Questions sociales et santé - Société.

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - Questions sociales et santé - Société.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Gagner la médaille d'or de la sécurisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 [n° 527 (2023-2024)] (10 avril 2024) - Police et sécurité - Société - Sports.

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - Agriculture et pêche.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - Société - Éducation.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 479 (2023-2024)] visant à prévenir les ingérences étrangères en France [n° 595 (2023-2024)] (15 mai 2024) - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Société.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France [n° 646 (2023-2024)] (30 mai 2024) - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Société.

Proposition de loi visant à réformer et à moderniser le régime d'indemnisation des dégâts de grand gibier [n° 681 (2023-2024)] (5 juin 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi visant à garantir la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mardi 13 février 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle, adopté par l'Assemblée nationale relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse - Examen des amendements.

Projet de loi constitutionnelle, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse - Examen d'une motion tendant à opposer la question préalable.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur l'application de la loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition de Ben Issa Oussen, président du conseil départemental de Mayotte.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des lois*) : Application de la loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde relative au droit à la différenciation des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de

loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à prévenir les ingérences étrangères en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à prévenir les ingérences étrangères en France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des lois*) : Communication sur les conclusions des travaux de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Réunion du mardi 25 juin 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport relatif au métier et aux fonctions des collaborateurs de cabinet en collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 26 juin 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapport d'activité de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement pour 2023 - Audition de M. Serge Lasvignes, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR).

Réunion du mardi 9 juillet 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation étude d'opinion CSA.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à garantir la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise** [n° 321 (2023-2024)] - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 948

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse** [n° 299 (2023-2024)] - (28 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1205 p. 1206 - **Question préalable** : p. 1208 - **Article unique** (*Constitutionnalisation de la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse*) : p. 1224 p. 1228 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1231

- **Question orale sans débat relative à une vacance au tribunal judiciaire du Havre** - (19 mars 2024) : p. 1835

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réforme de la justice pénale pour les mineurs** - (30 avril 2024) : p. 2772 p. 2773

- **Question orale sans débat relative au devenir de l'industrie et aux fermetures d'entreprises sur l'axe Seine** - (7 mai 2024) : p. 2819

- **Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France** [n° 596 (2023-2024)] - (22 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3194 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 3197 p. 3198 - **Article 1er** (*Création d'un répertoire des représentants d'intérêts agissant pour le compte de mandants étrangers*) : p. 3210 p. 3211 p. 3212 p. 3213 p. 3214 p. 3215 p. 3216 - **Article 1er bis A (nouveau)** (*Contrôle de la HATVP sur le risque d'ingérence en matière de reconversion professionnelle*) : p. 3216 p. 3217 - **Article 1er bis** (*Obligation pour les laboratoires d'idées de déclarer les dons et versements étrangers*) : p. 3218 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 34** (*Pénalisation du fait d'imiter l'identité d'une agence de presse ou d'un média pour partager des informations*) : p. 3219 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 12** (*Déclaration des financements*)

étrangers reçus par les universités) : p. 3219 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport sur l'état des menaces qui pèsent sur la sécurité nationale en raison d'ingérences étrangères*) : p. 3220 p. 3221 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 25 rectifié quater** (*Inscription de la notion d'intelligence économique dans le texte afin de protéger les intérêts économiques de la France*) : p. 3221 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 14** (*Demande de rapport*) : p. 3223 - **Article 3** (*Extension de la technique dite de l'algorithme aux cas d'ingérence étrangère*) : p. 3225 p. 3226 p. 3227 p. 3228 p. 3229 p. 3230 - **Article 4** (*Possibilité de procéder au gel des fonds et des ressources économiques des personnes se livrant à des actes d'ingérence*) : p. 3230 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 19** (*Sensibilisation des jeunes publics lors de cours d'enseignement moral et civique*) : p. 3231 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 18** (*Sensibilisation des jeunes lors de la journée défense et citoyenneté (JDC)*) : p. 3231 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 3232

- *Commission mixte paritaire [n° 647 (2023-2024)]* - (3 juin 2024) - **Examen des conclusions d'une commission mixte paritaire** : p. 3501 - **Article 1er** (*Création d'un répertoire des représentants d'intérêts agissant pour le compte de mandants étrangers*) : p. 3508 - **Article 1er bis A** (*Contrôle de la HATVP sur le risque d'ingérence en matière de reconversion professionnelle*) : p. 3508 - **Article 4** (*Possibilité de procéder au gel des fonds et des ressources économiques des personnes se livrant à des actes d'ingérence*) : p. 3509 p. 3509

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la compensation aux départements de l'extension de la prime Ségur** - (16 octobre 2024) : p. 4200

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la feuille de route du Gouvernement sur les crèches** - (16 octobre 2024) : p. 4203

- **Proposition de loi visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie [n° 67 (2024-2025)]** - (30 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4598 p. 4607 - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** (*Limiter le reste à charge des patientes traitées ou suivies pour un cancer du sein*) : p. 4609 p. 4610 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié bis**

(*Demande de rapport visant à encadrer la pratique et la prise en charge du tatouage tridimensionnel définitif de l'aréole et du mamelon pour les femmes ayant subi une mastectomie*) : p. 4611 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 4614

- **Question orale sans débat relative aux sites internet délivrant des arrêts de travail abusifs** - (5 novembre 2024) : p. 4679

- **Question orale sans débat relative à l'évolution préoccupante de la mortalité infantile en France** - (5 novembre 2024) : p. 4679

- **Question orale sans débat relative au désengagement de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du suivi des agents de la fonction publique** - (5 novembre 2024) : p. 4680

- **Question orale sans débat relative aux conséquences dramatiques de la diminution des dotations budgétaires des centres régionaux de dépistage des cancers** - (5 novembre 2024) : p. 4681

- **Question orale sans débat relative aux référents handicap dans les universités** - (5 novembre 2024) : p. 4682

- **Question orale sans débat relative à la surpopulation carcérale en Guadeloupe** - (5 novembre 2024) : p. 4682

- **Proposition de loi instituant une ordonnance de sûreté de l'enfant victime de violences [n° 530 (2023-2024)]** - (13 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4894 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 9** (*Ouverture de la saisine du juge aux affaires familiales à l'enfant capable de discernement pour demander l'octroi d'une ordonnance de protection*) : p. 4903 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 8** (*Possibilité, pour le juge aux affaires familiales, de suspendre ou d'interdire les visites en centre médiatisé lorsqu'il délivre une ordonnance de protection*) : p. 4904 - **Article unique** (*Création d'une ordonnance de sûreté de l'enfant victime de violences*) : p. 4908 p. 4910 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 4911

CANÉVET (Michel)
sénateur (Finistère)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 6 novembre 2024 ; secrétaire de la commission jusqu'au 5 novembre 2024.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024 ; puis vice-président le 7 mai 2024.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024 ; puis rapporteur le 12 novembre 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (22 mai 2024).

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'État le 12 février 2024.

Membre titulaire du Comité national d'orientation de la SA BPI Groupe jusqu'au 1er février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 283 (2023-2024)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales [n° 384 (2023-2024)] (6 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 655 (2023-2024)] (3 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à aligner le droit français sur le droit européen pour les emballages constitués pour tout ou partie de polymères ou de copolymères styréniques non recyclables [n° 658 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'une délégation parlementaire au numérique [n° 712 (2023-2024)] (27 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Aide alimentaire dans le cadre de l'aide publique au développement [n° 725 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 744 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaiques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie.**

Proposition de loi organique visant à mettre fin à la pratique des parachutages électoraux [n° 761 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur le financement des actions multilatérales de la France - exercices 2017 à 2023 [n° 779 (2023-2024)] (25 septembre 2024) - **Budget.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Aide publique au développement [n° 34 tome 2 annexe 4 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à limiter le pouvoir de dissolution du Président de la République [n° 59 (2024-2025)] (22 octobre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 628 (2023-2024)] visant à limiter le paiement en espèces [n° 120 (2024-2025)] (6 novembre 2024) - **PME, commerce et artisanat - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Aide publique au développement [n° 144 tome 3 annexe 4 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des finances*): Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement, adoptée par l'Assemblée nationale (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des finances*): « Trajectoire des finances publiques et croissance économique en France et en Europe : bilan et perspectives » - Audition de MM. Jérôme Creel, directeur du département des études de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), François Ecalte, président de l'association « Finances publiques et économie » (FIPECO) et Luc Tholoniati, directeur en charge de l'« Économie des États membres II » à la direction

générale des affaires économiques et financières (DG ECFIN) de la Commission européenne.

Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement (deuxième lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 janvier 2024 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde « Défis de l'entreprise : le regard des économistes ».

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des finances*) : Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), un outil à consolider - Audition de Mme Catherine Démier, présidente de la cinquième chambre de la Cour des comptes, M. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, et Mme Cécile Raquin, directrice générale des collectivités locales.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du plan « France 2030 » - Audition de M. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement.

Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur le thème "Banques, marchés, fonds, particuliers : quels acteurs pour financer l'entreprise de demain ?".

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission des finances*) : Délivrance des titres d'identité et de circulation - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Antoine Deruennes, directeur général de l'Agence France Trésor (AFT).

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des finances*) : Crédits exceptionnels à la culture et aux industries créatives : des moyens considérables, une logique de guichet, un contrôle insatisfaisant 2017-2023 - Audition de M. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement, Mmes Florence Philbert, directrice générale des médias et des industries culturelles, et Sophie Zeller, cheffe de service, adjointe au directeur général de la création artistique, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Crédits exceptionnels à la culture et aux industries créatives : des moyens considérables, une logique de guichet, un contrôle insatisfaisant 2017-2023 - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur les problèmes assurantiels des collectivités territoriales - Communication.

Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement, adoptée par l'Assemblée nationale - Examen du rapport et du texte de la commission (troisième lecture).

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Audition de Mme Marie-Anne Barbat-Layani, présidente de l'Autorité des marchés financiers (AMF), MM. Didier Martin, membre expert honoraire du Haut Comité juridique de la place financière de Paris (HCJP), et Jean-Charles Simon, délégué

général d'Eurolplace, sur le thème de l'attractivité financière de la France.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans - Examen de la recevabilité financière.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques et Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*CS Simplification*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et de Mme Olivia Grégoire, ministre déléguée chargée des entreprises, du tourisme et de la consommation.

Table ronde : « Quelle stratégie pour la transition écologique des entreprises ? ».

(*commission des finances*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France - Examen des amendements au texte de la commission.

(*CS Simplification*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et de Mme Olivia Grégoire, ministre déléguée chargée des entreprises, du tourisme et de la consommation.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de MM. François Ecalle, président fondateur de l'association « finances publiques et économie » (FIPECO), Mathieu Plane, directeur adjoint de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Olivier Redouls, directeur des études de l'Institut Rexecode.

Réunion du jeudi 16 mai 2024 (*CS Simplification*) : Audition d'organisations syndicales patronales.

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

(*CS Simplification*) : Projet de loi de simplification de la vie économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Aides à la décarbonation de l'industrie du plan France 2030 - Communication.

Contrôle budgétaire - Financement public de la filière forêt-bois.

Contrôle budgétaire - Fonds national de l'emploi - Formation (FNE-Formation) - Communication.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Anthony Requin, suite à sa nomination par le conseil de surveillance du fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR), en tant que président du directoire du fonds, préalable à son agrément par le ministre chargé de l'économie.

Contrôle budgétaire - Les démineurs de la sécurité civile - Communication.

Contrôle budgétaire - Suivi des recommandations du rapport Jouons collectif pour l'avenir du Stade de France - Communication.

Réunion du mercredi 10 juillet 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - L'efficacité de la commande publique dans l'enseignement supérieur - Communication.

Contrôle budgétaire - L'aide alimentaire - Communication.

Contrôle budgétaire - L'immobilier de la gendarmerie nationale - Communication.

Réunion du mardi 24 septembre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - L'immobilier de l'administration territoriale de l'État - Communication.

Contrôle budgétaire - Recentralisation du revenu de solidarité active - Communication.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission des finances*) : Financement des actions multilatérales de la France - exercices 2017 à 2023 - Audition de MM. Christian Charpy, président de la 4e chambre de la Cour des comptes, Bertrand Dumont, directeur général du Trésor et Olivier Richard, directeur général adjoint de la mondialisation, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des finances*) : Comptes publics de la France : état des lieux - Communication.

Contrôle budgétaire - Les protocoles sociaux, l'organisation du travail des personnels de la direction générale de l'aviation civile (DGAC) et la performance du contrôle aérien français - Communication.

Contrôle budgétaire - maintien en condition opérationnelle des équipements militaires - Communication.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols - Examen du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2023 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi relatif aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 - Examen du rapport.

Réactivation de la mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Actualisation du programme de contrôle.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Préparation de l'échéance des contrats de concessions autoroutières - Communication.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 29 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Médias, livre et industries culturelles » et « Audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 31 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Investir pour la France de 2030 » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 40) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Aide publique au développement » - Compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Thomas Cazenave, ministre délégué aux comptes publics du 20 juillet 2023 au 21 septembre 2024.

Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonction publiques », « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*CS Cybersécurité*) : Réunion constitutive.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Cohésion des territoires » - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » et Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et

« Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 14 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Engagements financiers de l'État » et comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 19 novembre 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Communication.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 61 à 64) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 21 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Seconde partie - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés.

Réunion du lundi 25 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Article liminaire, article 40, et autres articles de première partie - Examen des motions et des amendements de séance.

Réunion du jeudi 5 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Avenir du marché intérieur - Audition de M. Enrico Letta.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement - Deuxième lecture** [n° 248 (2023-2024)] - (24 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 267 - **Article 2** (*Détention publique du groupe EDF et actionnariat salarié*) : p. 272 p. 275

- **Proposition de loi visant à garantir la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise** [n° 321

(2023-2024)] - (14 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 962

- **Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française** [n° 365 (2023-2024)] - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1324

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local** [n° 367 (2023-2024)] - (5 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 98** (*Prise en charge des indemnités de fonction, des dépenses de formation et des frais liés à l'exercice du mandat par la dotation globale de fonctionnement*) : p. 1364

- **Suite de la discussion** (6 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 25 rectifié bis** (*Revalorisation du montant de l'abattement fiscal spécifique aux élus locaux des communes de moins de 3 500 habitants*) : p. 1457

- **Suite de la discussion** (7 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 243 rectifié, n° 45 rectifié bis, n° 29 rectifié, n° 170 rectifié bis, n° 21 rectifié bis, n° 223, n° 58 rectifié, n° 293, n° 306 rectifié quater et n° 353 rectifié bis** (*Extension aux élus du statut de salarié protégé*) : p. 1512

- **Débat sur le rapport public annuel de la Cour des comptes** - (13 mars 2024) : p. 1691

- **Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative** [n° 387 (2023-2024)] - (13 mars 2024) - **Article 2 bis (nouveau)** (*Dons de congés et jours de repos non pris monétisés aux associations*) : p. 1739

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française** [n° 391 (2023-2024)] - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1784

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales** [n° 385 (2023-2024)] - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1798

- **Proposition de loi relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021** [n° 449 (2023-2024)] - (26 mars 2024) - **Article unique** (*Texte non modifié par la commission*) (*Transfert au ministère chargé des affaires étrangères du rattachement fonctionnel de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement*) : p. 2109 p. 2110 p. 2113

- **Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement - Troisième lecture** [n° 473 (2023-2024)] - (3 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2418 - **Article 2** (*texte non modifié par la commission*) (*Détention publique du groupe EDF et actionnariat salarié*) : p. 2422 p. 2423

- **Question orale sans débat relative à la situation des choucas** - (9 avril 2024) : p. 2440

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la surpopulation carcérale** - (10 avril 2024) : p. 2609

- **Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans** [n° 499 (2023-2024)] - (10 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2627 - **Rappels au règlement** : p. 2631

- **Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France** [n° 585 (2023-2024)] - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2898 - **Article 3** (*Assouplissement des conditions des augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription*) : p. 2914 p. 2915 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 38**

rectifié et n° 45 (Autorisation pour les SAS de procéder à une offre au public de titres financiers reposant sur une infrastructure de marché liée à la technologie des registres distribués) : p. 2919 - **Article 10** (Modernisation des modes de réunion et de délibération des assemblées générales et d'autres organes sociaux des sociétés commerciales) : p. 2927 p. 2928 p. 2928

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Article 2** (Modifications du code de la construction et de l'habitation et du code de l'urbanisme visant à doter les communes de nouveaux outils pour réguler la location meublée touristique) : p. 3072 - **Article 3** (Modification du régime fiscal applicable à la location meublée touristique) : p. 3082 p. 3086 p. 3089 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 25 rectifié quinquies** (Demande de rapport sur les meublés de tourisme classés situés dans les zones rurales) : p. 3094 p. 3095

- **Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France - Commission mixte paritaire [n° 632 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3500

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Discussion générale** : p. 3531 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendements n° 48 rectifié, n° 353 rectifié, n° 393 rectifié et n° 550** (Inclure les biens issus du recyclage et du réemploi dans la catégorie « achats innovants ») : p. 3546 p. 3547 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendements n° 368 rectifié bis, n° 427 rectifié bis, n° 464 rectifié et n° 593 rectifié** (Faciliter le recours aux variantes techniques et environnementales) : p. 3549 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendements n° 366 rectifié bis, n° 423 rectifié bis et n° 465 rectifié** (Encadrer le délai entre l'attribution et la notification du marché par l'acheteur) : p. 3551

- **Suite de la discussion** (4 juin 2024) - **Article 6 (priorité)** (Faciliter les processus de vente de fonds de commerce et de cessions d'entreprises en réduisant le délai d'information préalable des salariés) : p. 3614 - **Article additionnel après l'article 7 (priorité) - Amendement n° 452 rectifié bis** (Demande de rapport sur les pistes de simplification du bulletin de paie) : p. 3620 - **Article 9 (priorité)** (Facilitation du recours à la médiation pour le règlement de litiges avec l'administration) : p. 3632 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité) - Amendement n° 225 rectifié** (Unification du contentieux des refus d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés) : p. 3642 - **Article 13 (priorité)** (Aligner les droits des très petites entreprises sur ceux des particuliers en matière bancaire) : p. 3645 - **Article 27 (priorité)** (Évaluation des conséquences des projets de loi pour les petites et moyennes entreprises (PME)) : p. 3672 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 43 rectifié, n° 117 rectifié ter, n° 185 rectifié, n° 197 rectifié bis, n° 258 rectifié quater, n° 265 rectifié quater, n° 438 rectifié quinquies, n° 518 rectifié, n° 535 rectifié quater et n° 586 rectifié bis** (Simplification des formalités déclaratives pour le bénéfice du taux réduit de TVA à 10 % applicable aux travaux réalisés dans des locaux d'habitation achevés depuis plus de deux ans) : p. 3688 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 416 rectifié bis** (Suppression du relevé de frais généraux à transmettre dans le cadre de la déclaration d'impôt sur le revenu au titre des bénéfices industriels et commerciaux) : p. 3689 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 422 rectifié bis** (Suppression de la déclaration des commissions et honoraires dans le cadre de la déclaration d'impôt sur le revenu au titre des bénéfices industriels et commerciaux) : p. 3690 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 421 rectifié bis** (Délai supplémentaire pour la déclaration des revenus à transmettre à l'administration fiscale) : p. 3690 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 468 rectifié bis** (Suppression de l'obligation de dépôt de leurs comptes annuels auprès du registre du commerce et des sociétés) : p. 3693 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 414 rectifié** (Demande de rapport sur le rapport des entreprises aux Urssaf dans les cotisations employeurs) : p. 3698 - **Article 15** (Faciliter l'implantation de centres de données d'envergure) : p. 3708 p. 3712 - **Article 17**

(priorité) (Accélérer et simplifier les déploiements de réseaux mobiles) : p. 3723

- **Suite de la discussion** (5 juin 2024) : p. 3749 p. 3750 p. 3753 - **Article 16** (Faculté pour les acheteurs publics de déroger à l'obligation d'allotissement des marchés de travaux, de fournitures ou de services et pour leurs sous-traitants de renoncer expressément au bénéfice du paiement direct pour les projets d'éolien en mer et de création ou de modification des ouvrages des réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité) : p. 3766 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 143 rectifié et n° 429 rectifié** (Report des obligations d'intégration d'ombrières pour les bâtiments et parcs de stationnement) : p. 3793 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 395 rectifié, n° 451 rectifié et n° 430 rectifié** (Modification des obligations d'intégration de dispositifs végétalisés et d'ombrières sur les aires de stationnement) : p. 3793 p. 3794 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 119 rectifié ter, n° 134 rectifié, n° 187 rectifié, n° 257 rectifié quater, n° 517 rectifié et n° 290 rectifié** (Déroptions de droit au PLU pour les travaux faisant preuve d'efficacité environnementale) : p. 3796 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 132 rectifié, n° 198 rectifié et n° 397 rectifié ter** (Dispense d'autorisation d'urbanisme pour les panneaux solaires domestiques) : p. 3797 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 133 rectifié, n° 199 rectifié bis, n° 399 rectifié ter et n° 530** (Avis simple de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) pour l'installation de panneaux solaires domestiques (abords)) : p. 3799 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 14 rectifié bis, n° 101 rectifié, n° 189, n° 218 rectifié bis, n° 238, n° 359 rectifié ter, n° 595, n° 172 rectifié ter et n° 415 rectifié bis** (Modification des modalités de raccordement, de production ou de consommation des projets de biogaz) : p. 3806 - **Article additionnel après l'article 21 ter - Amendement n° 398 rectifié** (Suppression dans les documents d'urbanisme des secteurs où les installations de production d'énergies renouvelables sont soumises à condition) : p. 3809 - **Intitulé du projet de loi** : p. 3812

- **Débat sur le thème « Croissance de la dette publique de la France »** - (8 octobre 2024) : p. 3903 p. 3904 p. 3905

- **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Article unique** (Diminution du nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 500 habitants) : p. 4004 p. 4005

- **Proposition de loi visant à mettre en place une imposition des sociétés plus juste et plus écologique [n° 862 (2022-2023)]** - (10 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4054 - **Article 1er** (Majoration du taux d'impôt sur les sociétés pour certaines entreprises) : p. 4056

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Article 5** (Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4171 p. 4172 p. 4174 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 72 rectifié bis, n° 102 rectifié ter et n° 107 rectifié** (Ajout d'un objectif en matière de gaz de pétrole liquéfié (GPL) dans la prochaine loi quinquennale sur l'énergie, mentionnée à l'article 12) : p. 4186

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2024) - **Article 12** (Actualisation du contenu de la prochaine loi quinquennale sur l'énergie) : p. 4212 - **Article 13** (Actualisation du contenu de la prochaine programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE)) : p. 4214 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 11 rectifié bis et n° 14 rectifié ter** (Attribution d'un label « Grand Chantier » pour les projets de construction, d'aménagement, d'équipement, d'installation et de travaux directement liés à un projet de décarbonation, bénéficiant d'une dérogation de plein droit à la qualification de projet d'intérêt général (PIG)) : p. 4224 p. 4225 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 10 rectifié bis** (Octroi de plein droit de la dérogation à l'objectif « Zéro artificialisation nette »

pour les projets de décarbonation bénéficiant du label « Grand chantier ») : p. 4225 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 13 rectifié bis** (Création d'un permis d'aménager à titre précaire notamment pour les projets bénéficiant du label « Grand chantier ») : p. 4226 - **Article 16** (Renforcement des dispositions de défense économique sanctionnant pénalement l'intrusion dans les installations nucléaires abritant des matières nucléaires soumises à autorisation au titre de l'article L. 1333-2 du code de la défense notamment) : p. 4227 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 27 rectifié bis** (Octroi à l'énergie solaire thermique du bénéfice de la dérogation à l'objectif « Zéro artificialisation nette » (ZAN)) : p. 4236

- **Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)]** - (22 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4405

- **Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2023 [n° 35 (2024-2025)]** - (22 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4436

- **Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces [n° 628 (2023-2024)]** - (13 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4913 - **Article unique** (Extension du régime d'interdiction du paiement en espèces de certaines créances) : p. 4920

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (18 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 900 rectifié ter** (Financement de la sécurité sociale par une « micro-taxe » de 1,8 % sur les paiements scripturaux) : p. 5100 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 901 rectifié ter** (Financement de la branche maladie par une « micro-taxe » de 0,25 % sur les paiements scripturaux) : p. 5100

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 905 rectifié ter** (Exonération de taxe sur les salaires des associations régies par la loi du 1er juillet 1901, des fondations, des fonds de dotation) : p. 5136 p. 5137 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° 608 rectifié bis, n° 747, n° 798 rectifié et n° 906 rectifié** (Exonération des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux associatifs et des fondations des secteurs sanitaire, social et médico-social des taux majorés de la taxe sur les salaires) : p. 5140 - **Article 4** (Pérennisation de l'exonération en faveur des employeurs agricoles de travailleurs occasionnels et de demandeurs d'emploi (TO-DE)) : p. 5143 - **Article 6 (suite)** (Réforme des allègements généraux de cotisations patronales) : p. 5175 p. 5180

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 649 rectifié, n° 753 rectifié et n° 957 rectifié** (Création d'une contribution sur les revenus générés par les Ehpad privés à but lucratif) : p. 5285 p. 5286 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 682 rectifié** (Instauration d'une cotisation sur les dividendes des établissements et services sociaux et médico-sociaux) : p. 5288 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 125, n° 903 rectifié ter, n° 1043 rectifié bis, n° 820, n° 904 rectifié ter, n° 947, n° 574 rectifié et 1169 rectifié** (Augmentation du taux de contribution de solidarité à l'autonomie) : p. 5290 p. 5291 p. 5292 p. 5293 p. 5301 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 442 rectifié bis, n° 785 rectifié ter, n° 907 rectifié, n° 1040 rectifié bis, n° 1202 rectifié bis et n° 1270 rectifié bis** (Ajustement de l'exclusion par la LFSS 2024 des salariés mis à disposition des entreprises par les groupements d'employeurs du calcul des effets de ces entreprises utilisatrices) : p. 5311

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 909 rectifié ter** (Restriction de la délivrance d'attestations relatives aux obligations déclaratives et de paiement) : p. 5345 p. 5346 -

Article 9 (Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux) : p. 5358 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° 566 rectifié bis et n° 869 rectifié** (Baisse du taux de TSA à 7,04 % pour les contrats de complémentaire santé non aidés) : p. 5456 p. 5457 - **Article 14** (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale) : p. 5485

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Discussion générale :

- (25 novembre 2024) : p. 5760 p. 5761 p. 5772

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-62 rectifié bis, n° I-136 rectifié bis et n° I-1867 rectifié bis** (Suppression de dépenses fiscales relatives aux indemnités journalières) : p. 5870 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1846 rectifié** (Suppression de l'exonération fiscale des revenus provenant de l'épargne salariale) : p. 5872 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-98 rectifié, n° I-1983 rectifié et n° I-1845 rectifié** (Dispositions diverses sur l'imposition ou l'exonération à l'impôt sur le revenu des indemnités de fin de contrat de travail ou reçues au titre d'une rupture conventionnelle) : p. 5873 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1847 rectifié** (Suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu pour les sommes perçues par les arbitres et juges sportifs) : p. 5876 p. 5877 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-773 rectifié ter, n° I-173 rectifié, n° 86 rectifié bis, n° I-635 rectifié bis, n° I-774 rectifié quater, n° I-1487 rectifié et n° I-1388 rectifié bis** (Dispositions diverses sur l'abattement forfaitaire sur les pensions) : p. 5880 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1838 rectifié** (Encadrement du bénéfice du crédit d'impôt service à la personne pour la contribution de santé au travail) : p. 5892 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-477 rectifié ter et n° I-1856 rectifié ter** (Élargissement du crédit d'impôt pour la transition énergétique) : p. 5900

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1469 rectifié bis** (Suppression du bénéfice du régime bénéficiaires industriels et commerciaux (BIC) aux locations directes ou indirectes des locaux d'habitation meublés) : p. 5998 - **Article 4 (suite)** (Mise en place d'un partage avec les consommateurs des revenus du nucléaire historique) : p. 6027 - **Article 7** (Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations) : p. 6071 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-693** (Retrait des impôts et taxes énergétiques de l'assiette de la TVA pour la fourniture de gaz, d'électricité et de carburants) : p. 6076 p. 6077 - **Article 8** (Évolution de la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et de la taxe sur la masse en ordre de masse) : p. 6095

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article 8 (suite)** (Évolution de la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et de la taxe sur la masse en ordre de masse) : p. 6130 p. 6139 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-2257** (Création d'une taxe annuelle incitative relative à l'acquisition de véhicules légers à faibles émissions) : p. 6151 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1828 rectifié** (Imposition d'un délai de remboursement de la TVA pour les opérateurs de détaxe) : p. 6270 p. 6271 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-116 rectifié bis, n° I-153 rectifié bis, n° I-1225, n° I-1244 rectifié bis, n° I-1286 rectifié bis, n° I-1915 rectifié bis, n° 309 rectifié bis, n° 375 rectifié, n° 851 rectifié bis, n° I-1041 rectifié bis, n° I-1416 rectifié, n° I-1710 rectifié et n° I-2021 rectifié bis** (Remplacement de l'attestation par une mention sur la facture pour l'application de la TVA sur les

travaux de rénovation bénéficiant du taux réduit de 5,5 % ou 10 %) : p. 6273 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1132 rectifié, n° I-1290 rectifié, n° 1354, n° I-1448 et n° I-1830 rectifié** (Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les opérations de réparation de vélos, d'électroménager, de chaussures et articles de cuir, de vêtements et de linge de maison) : p. 6283 p. 6285

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1859 rectifié** (Introduction d'un taux différentiel d'octroi de mer pour le ciment bas carbone local) : p. 6328 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1251 rectifié bis, n° I-1277 rectifié ter et n° I-1413 rectifié ter** (Report de l'entrée en vigueur de l'obligation de facturation électronique) : p. 6330 p. 6331 p. 6332 - **Article 11** (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises) : p. 6338 p. 6339 p. 6342 p. 6346 p. 6347 - **Article 11 (suite)** (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises) : p. 6355 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1822 rectifié, n° I-1829 rectifié ter et n° I-1860 rectifié bis** (Création d'une obligation de cession dans un délai de six mois de 2 % du capital d'EDF dans le cadre d'une opération d'actionnariat salarié) : p. 6366 p. 6367 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1185** (Hausse du plafond des résultats bénéficiant du taux réduit d'imposition à 15 %) : p. 6373 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-963, n° I-1865 rectifié et n° I-2040 rectifié ter** (Suppression ou réduction de l'exonération d'impôt sur les sociétés sur les plus-values à long terme sur les cessions de titre de participation dans le cadre du régime mère-fille/Évolution des modalités d'application du régime des plus ou moins-values sur cession de titres de participation pour les titres de participation ne revêtant pas ce caractère sur le plan comptable) : p. 6373 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1842 rectifié bis** (Prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 du dispositif d'exonération fiscale pour la multipropriété) : p. 6377 - **Article 12** (Création d'une contribution exceptionnelle sur le résultat d'exploitation des grandes entreprises de transport maritime) : p. 6383 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1625, n° I-1626, n° I-901 rectifié ter et n° I-1870 rectifié bis** (Majoration du suramortissement des navires verts pour les PME et prorogation de trois ans du dispositif) : p. 6388 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-111 rectifié septies, n° I-812 rectifié ter, n° I-1375 rectifié ter, n° I-1404 rectifié ter, n° I-1607 rectifié bis, n° I-1631 rectifié ter, n° I-1708 rectifié et n° I-1836 rectifié ter** (Prorogation de trois ans du crédit d'impôt collection (CIC)) : p. 6426 - **Article 15** (Report de trois ans de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) : p. 6447 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1003** (Extension de la taxe sur les surfaces commerciales aux entrepôts de plus de 10 000 m²) : p. 6451

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1833 rectifié** (Gel du point d'indice de la fonction publique pour les traitements dépassant un montant annuel de 180 000 euros bruts) : p. 6734 p. 6735 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1875 rectifié** (Suppression des pistes d'audit fiables avec l'instauration de la facturation électronique en 2026) : p. 6735 - **Article 29** (Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement) : p. 6745 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° I-720 rectifié, n° I-332 rectifié bis, n° I-1827 et n° I-1222 rectifié ter** (Dispositions diverses sur les versements du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)) : p. 6760 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-2182, I-929 rectifié, I-1683, I-573 rectifié ter, I-731 rectifié, I-1484 rectifié ter, I-1779 rectifié ter, I-1901 rectifié bis, I-387 rectifié, I-732 rectifié, I-421 rectifié, I-1358, I-1437, I-1438, I-1684, I-87 rectifié, I-1439, I-109 rectifié bis, I-118 rectifié quater, I-184 rectifié quinquies, I-244 rectifié bis, I-385 rectifié bis, I-711, I-1211 rectifié, I-1749, I-59 rectifié, I-185 rectifié ter, I-386 rectifié, I-245 rectifié bis, I-**

346 rectifié ter, I-1641 rectifié, I-1642 rectifié et I-1849 rectifié (Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)) : p. 6775 p. 6777 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis** (Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)) : p. 6782 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1472, n° I-1899 rectifié ter et n° I-1104 rectifié bis** (Exonération de la taxe sur les bureaux pour les locaux faisant l'objet d'un projet de transformation en logements) : p. 6797 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1855 rectifié bis** (Affectation de 5 % de la part de la taxe sur les éoliennes en mer aux départements d'où ces éoliennes sont visibles) : p. 6810 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1605 rectifié bis** (Affectation à l'État de la part communale de la taxe sur les éoliennes en mer) : p. 6811 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-487 rectifié bis, n° I-1832 rectifié et n° I-2054 rectifié bis** (Relèvement du plafond de la taxe d'incinération des déchets) : p. 6829 - **Article 33** (Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers) : p. 6899 p. 6909 - **Article 33 (suite)** (Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers) : p. 6912 p. 6916 - **Article 39** (Aménagement du dispositif de financement des missions de sûreté et de sécurité des aéroports français) : p. 6931

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2024) - **Article 2 ter (nouveau)** (Soumission à l'impôt sur le revenu de l'indemnité de résidence allouée aux fonctionnaires civils et militaires en service à l'étranger) : p. 6974 - **Article 11 bis (nouveau)** (Création d'une obligation de cession de 2 % du capital d'EDF dans le cadre d'une opération d'actionnariat salarié) : p. 6984 - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 7024

- **Mise au point au sujet de votes** - (2 décembre 2024) : p. 7079

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7096 p. 7101 p. 7107 p. 7129

Santé

- (2 décembre 2024) - **État B** : p. 7150 p. 7152 p. 7153

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (suite)

- (2 décembre 2024) - **Sécurités : État B** : p. 7218 p. 7219 - **compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers : État D** : p. 7241

- **Question orale sans débat relative à la reconnaissance du tîlde** - (3 décembre 2024) : p. 7291

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7313 p. 7314 p. 7324 p. 7336 p. 7337 p. 7340 p. 7342

Travail, emploi et administration des ministères sociaux (suite)

- (3 décembre 2024) : p. 7354 p. 7355 - **État B** : p. 7365 p. 7377 p. 7378

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 - Commission mixte paritaire [n° 176 (2024-2025)]** - (4 décembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7474

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Administration générale et territoriale de l'État

- (4 décembre 2024) : p. 7477 - **État B** : p. 7486 p. 7487 p. 7489

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) : p. 7505 - **État B** : p. 7528 p. 7533

CAPO-CANELLAS (Vincent)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (4 avril 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (22 mai 2024).

Rapporteur de la mission d'information sur le thème : « Le développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail**.

Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 519 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les protocoles sociaux, l'organisation du travail des personnels de la DGAC et la performance du contrôle aérien français [n° 5 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Transports - Travail**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - **Écologie, développement et mobilité durables [n° 34 tome 2 vol. 3 annexe 11 (2024-2025)]** (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - **Écologie, développement et mobilité durables [n° 144 tome 3 vol. 3 annexe 11 (2024-2025)]** (21 novembre 2024) - **Budget - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des finances*) : Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), un outil à consolider - Audition de Mme Catherine Démier, présidente de la cinquième chambre de la Cour des comptes, M. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, et Mme Cécile Raquin, directrice générale des collectivités locales.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du plan « France 2030 » - Audition de M. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Dégradation du déficit public en 2023 - Communication.

Mission d'information sur les problèmes assurantiels des collectivités territoriales - Communication.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des finances*) : Programme de stabilité et orientation des finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de MM. François Ecalte, président fondateur de l'association « finances publiques et économie » (FIPECO), Mathieu Plane, directeur adjoint de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Olivier Redoulès, directeur des études de l'Institut Rexecode.

Réunion du mercredi 19 juin 2024 (*commission des finances*) : Financement de la recherche spatiale - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 10 juillet 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Les facteurs explicatifs des perspectives d'évolution différentes en matière de charge de la dette entre la France et les principaux États européens - Communication.

Réunion du mercredi 4 septembre 2024 (*commission des finances*) : Situation économique et budgétaire de la France et préparation du projet de loi de finances pour 2025 - Communication.

Réunion du mardi 24 septembre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Recentralisation du revenu de solidarité active - Communication.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Les protocoles sociaux, l'organisation du travail des personnels de la direction générale de l'aviation civile (DGAC) et la performance du contrôle aérien français - Communication.

Réunion du vendredi 11 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de MM. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics.

Projet de loi de finances pour 2025 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Préparation de l'échéance des contrats de concessions autoroutières - Communication.

Projet de loi de finances pour 2025 - Perspectives de l'économie française et la situation des finances publiques - Audition de Mme Anne-Laure Delatte, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), rattachée à l'université Paris Dauphine-PSL (en visioconférence), M. Olivier Redoulès, directeur des études de l'Institut Rexecode, et Mme Natacha Valla, présidente du Conseil national de productivité (CNP).

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du vendredi 15 novembre 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France -

Audition de Mme Élisabeth Borne, Première ministre du 16 mai 2022 au 9 janvier 2024.

Réunion du mardi 19 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 60) et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACE) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie », « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » et « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » et « Sécurité nucléaire et radioprotection » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Affaires maritimes, pêche et aquaculture » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du lundi 25 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Article liminaire, article 40, et autres articles de première partie - Examen des motions et des amendements de séance.

Réunion du mardi 26 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Suite de l'examen des amendements de séance sur les articles de première partie du projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 382 (2023-2024)]** - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1792

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dérapage des comptes publics** - (27 mars 2024) : p. 2143

- **Débat sur le programme de stabilité et l'orientation des finances publiques** - (30 avril 2024) : p. 2739 p. 2743

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 15 (Faciliter l'implantation de centres de données d'envergure)** : p. 3712

- **Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 23 (2024-2025)]** - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4288

- **Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)]** - (22 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4406

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Discussion générale :

- (25 novembre 2024) : p. 5775

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 [n° 155 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (25 novembre 2024) - **État B (Répartition des crédits pour 2024 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre du budget général)** : p. 5826

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]** - (25 novembre 2024) - **Article liminaire (Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2025, prévisions d'exécution 2024 et exécution 2023)** : p. 5843 p. 5844

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-45 rectifié bis et n° 167 rectifié ter (Suppression de l'application de la taxe incitative relative à l'utilisation d'énergie renouvelable dans le transport (TIRUERT) aux carburants d'aviation)** : p. 6084

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026 (Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)-Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations)** : p. 6163 p. 6180 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-**

1026 (suite) (Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)- Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations) : p. 6215 p. 6216 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-36 rectifié bis, n° I-588 rectifié bis et n° I-168 rectifié bis (Création d'un crédit d'impôt visant à encourager l'incorporation de carburant d'aviation durable)** : p. 6221 p. 6223 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-37 rectifié (Création d'un suramortissement en faveur du renouvellement de la flotte d'aéronefs des compagnies aériennes)** : p. 6225 p. 6226

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article 11 (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises)** : p. 6342 p. 6344

- **Suite de la discussion (29 novembre 2024) - Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-948 (Plafonnement du bénéfice du « pacte Dutreil » dans la limite de 5 millions d'euros)** : p. 6530 - **Article 21 (Mesures diverses de correction, clarification et coordination en matière de fiscalité sectorielle)** : p. 6557 - **Article 22 (Mise en conformité des dispositions fiscales avec la réglementation européenne en matière d'aides d'État)** : p. 6560

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)]** - (18 décembre 2024) - **Discussion générale** : p. 7595

CAPUS (Emmanuel)
sénateur (Maine-et-Loire)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Vice-président de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024 ; puis vice-président le 7 mai 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à introduire une exonération fiscale au bénéfice des médecins décalant leur âge de départ à la retraite [n° 257 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) du financement des travaux exécutés d'office par les petites communes pour la sécurisation des immeubles [n° 440 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à limiter le nombre de listes aux élections européennes [n° 571 (2023-2024)] (3 mai 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Fonds national de l'emploi - Formation (FNE-Formation) [n° 637 (2023-2024)] (29 mai 2024) - **Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques [n° 783 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 1 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Travail et emploi [n° 34 tome 2 annexe 32 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation pour les achats effectués dans les foires et les salons [n° 55 (2024-2025)] (21 octobre 2024) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Travail, emploi et administration des ministères sociaux [n° 144 tome 3 annexe 32 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues [n° 192 (2024-2025)] (5 décembre 2024) - **Justice - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi encadrant l'activité des plateformes de revente agissant en qualité de tiers de confiance [n° 194 (2024-2025)] (7 décembre 2024) - **Culture - PME, commerce et artisanat - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*délégation aux entreprises*): Examen du rapport relatif à la mission flash intitulée « Directive CSRD : la complexité de trop pour les PME ».

(*commission des finances*): Problèmes assurantiels rencontrés par les collectivités territoriales - Audition de MM. Alain Chrétien, maire de Vesoul, vice-président de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), Thomas Fromentin, président de la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes et administrateur d'Intercommunalités de France, et Éric Schahl, conseiller régional d'Ile-de-France, représentant de Régions de France.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des finances*): Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des finances*): Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans - Examen de la recevabilité financière.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des finances*): Programme de stabilité et orientation des finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Fonds national de l'emploi - Formation (FNE-Formation) - Communication.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des finances*): Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 3 décembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Examen de l'amendement de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale du Gouvernement** - (17 janvier 2024) : p. 80

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière de la pêche** - (24 janvier 2024) : p. 249

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste [n° 259 (2023-2024)]** - (30 janvier 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 381

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 487 p. 494

- **Question orale sans débat sur le statut des secrétaires de mairie** - (6 février 2024) : p. 619

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la question des sans-abri** - (7 février 2024) : p. 727

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise du logement** - (7 février 2024) : p. 729

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (13 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 829

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le diagnostic de performance énergétique des logements** - (14 février 2024) : p. 936

- **Proposition de loi visant à garantir la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise [n° 321 (2023-2024)]** - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 940

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la guerre en Ukraine et ses conséquences** - (28 février 2024) : p. 1190

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'envoi de troupes au sol en Ukraine** - (28 février 2024) : p. 1193
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'accord franco-canadien et le CETA** - (6 mars 2024) : p. 1379
 - **Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises » [n° 421 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1897 - **Article 1er** (*Création d'un Conseil chargé de la simplification des normes pour les entreprises et de la réalisation des « tests PME »*) : p. 1901 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Création d'un Conseil chargé de la simplification des normes pour les entreprises et de la réalisation des « tests PME »*) : p. 1904 - **Article 1er ter (nouveau)** (*Création d'un Conseil chargé de la simplification des normes pour les entreprises et de la réalisation des « tests PME »*) : p. 1904 p. 1905
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur TikTok** - (20 mars 2024) : p. 1939
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la circulation des véhicules Crit'Air 3 dans les zones à faibles émissions** - (20 mars 2024) : p. 1944
 - **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1999 p. 2000 p. 2001 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 2004 p. 2005 p. 2006 p. 2007 - **Discussion générale** : p. 2008 p. 2011 p. 2013 p. 2016 p. 2018 - **Article 1er** (*Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part*) : p. 2019 p. 2021 p. 2022 p. 2023 p. 2024 - **Demande de clôture** : p. 2025 p. 2027 - **Rappel au règlement** : p. 2027 p. 2028 p. 2029 - **Demande de clôture** : p. 2030 p. 2031 p. 2032
 - **Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises » [n° 421 (2023-2024)]** - (26 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2047
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative à la surpopulation carcérale** - (10 avril 2024) : p. 2609
 - **Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 499 (2023-2024)]** - (10 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2623 p. 2628 - **Rappels au règlement** : p. 2631
 - **Débat sur le programme de stabilité et l'orientation des finances publiques** - (30 avril 2024) : p. 2742 p. 2743
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation à Sciences Po et dans les universités** - (30 avril 2024) : p. 2766
 - **Proposition de loi visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession [n° 576 (2023-2024)]** - (15 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2965
 - **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 13 rectifié** (*Délai de cinq ans pour se conformer à un franchissement de seuil en matière d'obligation comptable*) : p. 3624 - **Article 10 (priorité)** (*Modification de dispositions pénales applicables aux chefs d'entreprise*) : p. 3633
 - **Suite de la discussion** (5 juin 2024) - **Article 18** (*Simplifier la mise en œuvre des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité*) : p. 3778
 - **Expression des groupes sur la situation politique à l'issue des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024** - (18 juillet 2024) : p. 3830
 - **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3871
 - **Débat sur le thème « Croissance de la dette publique de la France »** - (8 octobre 2024) : p. 3895
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'austérité imposée aux collectivités territoriales** - (9 octobre 2024) : p. 3966
 - **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)] (suite)** - (22 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4390
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de Michelin** - (6 novembre 2024) : p. 4766
 - **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**
- Deuxième partie :*
- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 549 rectifié** (*Exonération de cotisations et contributions sociales des heures de téléconsultation médicale au sein de sociétés de téléconsultation*) : p. 5205
 - **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 125, n° 903 rectifié ter, n° 1043 rectifié bis, n° 820, n° 904 rectifié ter, n° 947, n° 574 rectifié et 1169 rectifié** (*Augmentation du taux de contribution de solidarité à l'autonomie*) : p. 5292 p. 5294 p. 5301 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 1172 rectifié** (*Prise en compte des vingt-cinq meilleures années pour le calcul des retraites des fonctionnaires*) : p. 5303 p. 5304
 - **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]** - (25 novembre 2024) - **Question préalable** : p. 5758
- Discussion générale :*
- : p. 5767 p. 5768 - **Article liminaire** (*Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2025, prévisions d'exécution 2024 et exécution 2023*) : p. 5845
- Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :*
- Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne**
- (25 novembre 2024) : p. 5854 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-892 rectifié ter, n° I-451 rectifié ter, n° I-655, n° I-1523 rectifié bis, n° I-616 rectifié et n° I-676** (*Défiscalisation des pensions alimentaires*) : p. 5867 p. 5869 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-773 rectifié ter, n° I-173 rectifié, n° 86 rectifié bis, n° I-635 rectifié bis, n° I-774 rectifié quater, n° I-1487 rectifié et n° I-1388 rectifié bis** (*Dispositions diverses sur l'abattement forfaitaire sur les pensions*) : p. 5879 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-115 rectifié bis, n° I-121 rectifié quinquies, n° 253 rectifié quinquies, n° 285 rectifié quinquies et n° I-1009** (*Extension de la liste des infractions mentionnées au II de l'article 1378 octies du code général des impôts*) : p. 5904 p. 5906 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1133 rectifié bis, n° I-1325 rectifié bis, n° 1647 rectifié bis, n° 849 rectifié ter, n° I-1163 rectifié ter et n° I-1250 rectifié sexies** (*Prorogation de l'exonération fiscale et sociale sur les pourboires pour les années 2025 et 2026*) : p. 5908 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-850 rectifié ter** (*Prorogation du dispositif de monétisation des RTT jusqu'au 31 décembre 2026*) : p. 5909
- Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :*
- (26 novembre 2024) - **Article 3** (*Instauration d'une contribution différentielle sur les hauts revenus*) : p. 5948 p. 5950 p. 5951 p. 5952 - **Article 5** (*Ajustements de la fiscalité applicable aux installations nucléaires de base*) : p. 6037 p. 6038 - **Article 7** (*Adaptation des tarifs d'accise sur*

l'électricité et diverses simplifications et sécurisations) : p. 6071 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-1349** (Suppression des tarifs réduits d'accise pour les biocarburants de première génération) : p. 6087 p. 6088

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-948** (Plafonnement du bénéfice du « pacte Dutreil » dans la limite de 5 millions d'euros) : p. 6527 - **Article 24** (Réintégration des amortissements admis en déduction dans l'assiette de la plus-value imposable réalisée lors de la cession de locaux ayant fait l'objet d'une location meublée dans le cadre d'une activité exercée à titre non professionnel) : p. 6586 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-581 rectifié quater et n° I-1298 rectifié quater** (Application du taux de TVA à 5,5 % à la fourniture et à la pose d'installations d'autoconsommation photovoltaïque d'une puissance inférieure ou égale à 9 kilowatts-crête) : p. 6618 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-117 rectifié bis, n° I-373 rectifié ter, n° I-998 rectifié, n° I-1084 rectifié sexies, n° I-1285 rectifié quinquies, n° I-1460, n° I-1618 rectifié bis, n° I-1709 rectifié quater, n° I-308 rectifié bis, n° I-423 rectifié bis, n° I-1788, n° I-1619 rectifié, n° I-1892 rectifié quinquies et n° I-2078** (Suppression des conditions de localisation pour l'éligibilité au prêt à taux zéro dans les logements neufs et anciens pendant une durée de trois ans) : p. 6636

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1156**

rectifié bis et n° I-1292 rectifié ter (Allongement de la période de réduction des frais de gestion de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi) perçus par l'État) : p. 6824 - **Article 33** (Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers) : p. 6899 p. 6900 p. 6902 p. 6909 - **Article 33 (suite)** (Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers) : p. 6919

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (3 décembre 2024) : p. 7349

Travail, emploi et administration des ministères sociaux (suite)

- (3 décembre 2024) : p. 7358 p. 7359 - **État B** : p. 7365 p. 7367 p. 7368 p. 7372 p. 7374 p. 7376 p. 7377 p. 7379 p. 7380 p. 7382 p. 7383 p. 7384 p. 7389

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 - Commission mixte paritaire [n° 176 (2024-2025)]** - (4 décembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7471 p. 7472

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)]** - (18 décembre 2024) - **Discussion générale** : p. 7591 p. 7592 p. 7597

CARDON (Rémi)
sénateur (Somme)
SER

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024 ; puis secrétaire le 12 novembre 2024.

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation du réseau social TikTok, son exploitation des données, sa stratégie d'influence.

Membre de la commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières le 1er février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (20 mars 2024).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi le 11 mars 2024.

Membre titulaire de la commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

Membre titulaire du comité de bassin Artois-Picardie.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Programme Territoires d'industrie [n° 217 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alexandre Saubot, président de France Industrie.

Audition de M. Arnaud Rousseau, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Windsor, président de Chambres d'agriculture France.

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*) : Audition de MM. Hugues Périnet-Marquet, professeur émérite en droit privé à l'université Panthéon-Assas, et Jean-Marc Roux, maître de conférences à l'université d'Aix-Marseille (en téléconférence).

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables - Audition de M. Guillaume Kasbarian, ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé du logement.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arthur Mensch, cofondateur de l'entreprise Mistral AI.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Audition de M. Marc Fesneau, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Luc Chatel, président de la Plateforme automobile (PFA).

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Marciano, directeur général de Duralex.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général de La Poste.

Situation des filières du cognac et de l'armagnac - Audition de MM. Jérôme Delord, président du Bureau national interprofessionnel de l'armagnac (BNIA), Florent Morillon, président du Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC), Anthony Brun, représentant au sein du BNIC de la famille de la viticulture, et Nicolas Ozanam, délégué général de la fédération des exportateurs de vins et de spiritueux (FEVS).

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Valérie Létard, ministre du logement et de la rénovation urbaine.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mmes Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques et Olga Givernet, ministre déléguée chargée de l'énergie.

Réunion du jeudi 14 novembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Programme « Territoires d'industrie » - Examen du rapport d'information et vote sur les propositions des rapporteurs.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la carte scolaire 2024** - (19 mars 2024) : p. 1838 p. 1839

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'usine MetEx d'Amiens** - (27 mars 2024) : p. 2154 p. 2155

- **Débat sur le thème : « Planification écologique et COP régionales : quelle efficacité ? »** - (30 avril 2024) : p. 2755 p. 2757 p. 2761

- **Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 678 (2023-2024)]** - (10 octobre 2024) - **Article 1er A (nouveau)** (*Transmission annuelle de l'indice de position sociale (IPS) des établissements des premier et second degrés publics et privés sous contrat par le ministre de l'éducation nationale*) : p. 4074

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation industrielle de la France et à la stratégie gouvernementale face à la fermeture d'entreprises** - (27 novembre 2024) : p. 6193 p. 6194

CARLOTTI (Marie-Arlette)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
SER

Questeure du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire le 12 février 2024.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Expertise France.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 16 février 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « le bâti scolaire à l'épreuve de la transition écologique ».

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Pour rendre l'armée plus attractive : retenir, attirer, réunir [n° 49 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Défense : Soutien de la politique de la défense [n° 146 tome 7 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Défense - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du lundi 15 janvier 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de compagnies de gendarmerie.

Réunion du lundi 22 janvier 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Baudoin Thouvenot, inspecteur général de la justice, membre national pour la France de l'European Union Agency for Criminal Justice Cooperation' (Eurojust).

Politique étrangère de la France en matière de lutte contre le narcotrafic - Audition de représentants du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du lundi 29 janvier 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Alain Bauer, professeur de criminologie au Conservatoire national des arts et métiers, responsable scientifique du Pôle « sécurité, défense, renseignement, criminologie, cybermenaces, crises » (PSDR3C).

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La Corne de l'Afrique - Audition de Mme Sonia Le Gouriellec, chercheuse, docteure en science politique et maîtresse de conférences à l'Université catholique de Lille.

Réunion du lundi 26 février 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Émile Diaz, dit « Milou », ancienne figure de la French Connection, auteur, avec Thierry Colombié, de Truand : Mes 50 ans dans le milieu corso-marseillais.

Audition de M. Roberto Saviano, journaliste, auteur du livre intitulé Extra pure : Voyage dans l'économie de la cocaïne (en téléconférence).

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Esther Duflo (Nobel d'économie 2019), professeure au Collège de France et au Massachusetts Institute of Technology.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition des chefs de juridiction du tribunal judiciaire de Marseille.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Dégradation du contexte géopolitique - Audition de M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission à l'occasion de la 78ème session de l'Assemblée générale des Nations-Unies - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de Mme Ine Van Wymersch, commissaire nationale aux drogues de la Belgique (en visioconférence).

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*CE Narcotrafic*) : Examen du projet de rapport de la commission d'enquête.

Réunion du mercredi 10 juillet 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Affaires étrangères et défense : les pouvoirs du Président de la République et du Premier ministre » - Audition de MM. Olivier Gohin, professeur émérite en droit public, Pierre Sellal, ambassadeur de France, et Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement au Kenya et au Rwanda - Communication.

Réunion du mardi 15 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des armées et des anciens combattants, sur le projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Recrutement et fidélisation dans les armées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Nicolas Vaujour, chef d'état-major de la marine (à huis clos).

Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Audition du général Jérôme Bellanger, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre (à huis clos).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement** - (30 janvier 2024) : p. 369
- **Question orale sans débat relative à l'augmentation du coût des assurances pour les communes** - (6 février 2024) : p. 604
- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1203

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le narcotrafic** - (27 mars 2024) : p. 2145

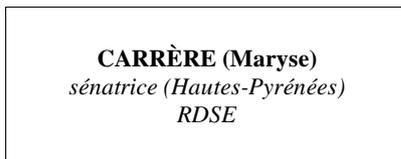
- **Question orale sans débat relative aux étudiants expulsés de leurs logements pour les jeux Olympiques et Paralympiques** - (9 avril 2024) : p. 2452 p. 2453

- **Lecture d'une déclaration du Gouvernement** - (1er octobre 2024) : p. 3848

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3869

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au narcotrafic** - (9 octobre 2024) : p. 3972

- **Question orale sans débat sur le thème : « COP29 à Bakou »** - (5 novembre 2024) : p. 4664



Présidente du groupe du Rassemblement Démocratique et Social Européen.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 355 (2023-2024)] (22 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi renforçant la protection judiciaire de l'enfant victime de violences intrafamiliales [n° 530 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces [n° 628 (2023-2024)] (22 mai 2024) - **PME, commerce et artisanat - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'usurpation d'identité et de domicile lors de la souscription de nouveaux contrats de fourniture de gaz, d'électricité, de contenus numériques, de services numériques ou de services de communications électroniques [n° 748 (2023-2024)] (15 août 2024) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 1 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 95 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 222 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 8 avril 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de Mme Mai Rosner, chargée de campagne de l'ONG Global Witness (avec traduction) et de

M. Oleh Savytskyi, responsable des campagnes de l'ONG Razom We Stand (en visioconférence avec traduction).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme** - (16 janvier 2024) : p. 27

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (30 janvier 2024) - **Article 1er bis A** (*Création du service public départemental de l'autonomie*) : p. 418 p. 419 p. 420 p. 423 p. 426 p. 428 p. 429 - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendements n° 300 rectifié, n° 325 rectifié bis, n° 137 rectifié, n° 301 rectifié et n° 326 rectifié bis** (*Nomination conjointe des directeurs d'Ehpad publics par l'Agence régionale de santé (ARS) et le président du conseil départemental*) : p. 430 p. 431 p. 432 - **Article 2 bis B (Texte non modifié par la commission)** (*Loi de programmation pluriannuelle pour le grand âge*) : p. 450 - **Article 3** (*Amélioration de la lutte contre la maltraitance et renforcement du droit au respect de la vie privée et familiale*) : p. 456 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 128 rectifié, n° 158, n° 216 rectifié et n° 264 rectifié** (*Obligation d'une formation continue consacrée à la promotion de la bientraitance*) : p. 460

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 495

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)] (suite)** - (31 janvier 2024) - **Article 5 bis (supprimé)** (*Création d'un livret d'accueil pour la personne accueillie en format « facile à lire et à comprendre » (Falc)*) : p. 516 - **Article 6** (*Création d'une carte professionnelle de l'aide à domicile*) : p. 533 - **Article 9** (*Suppression de l'obligation alimentaire pour les petits-enfants et leurs descendants dans le cadre de l'aide sociale à l'hébergement*) : p. 549

- **Proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales - Deuxième lecture [n° 298 (2023-2024)]** - (6 février 2024) - **Discussion générale** : p. 648

- **Candidature à une éventuelle commission mixte paritaire** - (7 février 2024) : p. 745

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports [n° 319 (2023-2024)]** - (13 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 911

- **Proposition de loi visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail [n° 537 (2022-2023)]** - (15 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1042

- **Débat relatif à l'équité et à la transparence de Parcoursup à la frontière du lycée et de l'enseignement supérieur** - (6 mars 2024) : p. 1392

- **Proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales - Commission mixte paritaire [n° 350 (2023-2024)]** - (12 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1601

- **Débat sur le rapport public annuel de la Cour des comptes** - (13 mars 2024) : p. 1693

- **Proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux - Commission mixte paritaire [n° 362 (2023-2024)]** - (14 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1772

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française [n° 391 (2023-2024)]** - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1780

- **Proposition de loi portant diverses mesures relatives au grand âge et à l'autonomie - Commission mixte paritaire [n° 412 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2221

- **Mise au point au sujet de votes** - (9 avril 2024) : p. 2510

- **Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 503 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2704 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 4 rectifié bis** (*Assouplissement des règles relatives au remplacement des titulaires d'officine et à la caducité des licences*) : p. 2720

- **Proposition de loi portant statut de personne morale de droit public à statut particulier à l'Académie nationale de chirurgie [n° 566 (2023-2024)]** - (7 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2826

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (15 mai 2024) : p. 2946

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3022 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 80 rectifié bis** (*Exonération de cotisation foncière des entreprises (CFE) des biens qui sont déjà soumis à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, dès lors que les revenus locatifs sont inférieurs à 30 000 euros*) : p. 3092 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3099

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 7 (supprimé) (priorité)** (*Simplifier la présentation des bulletins de paie*) : p. 3617 - **Article 24 (priorité)** (*Mensualisation du versement des loyers commerciaux et encadrement du montant de la garantie*) : p. 3654 - **Article additionnel après l'article 27 (priorité) - Amendement n° 139 rectifié** (*Rendre conformes les avis rendus par le Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique*) : p. 3672 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 31 rectifié et n° 46 rectifié** (*Ouverture aux avocats mandataires de leurs clients d'un accès dédié aux services dématérialisés*) : p. 3700 - **Article 15** (*Faciliter l'implantation de centres de données d'envergure*) : p. 3705

- **Suite de la discussion** (5 juin 2024) - **Intitulé du projet de loi** : p. 3812

- **Expression des groupes sur la situation politique à l'issue des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024** - (18 juillet 2024) : p. 3830

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3874

- **Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 23 (2024-2025)]** - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4287 p. 4288

- **Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)]** - (17 octobre 2024) - **Article 1er** (*Caractère facultatif du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération situées en zone de montagne et faculté de restitution de ces compétences*) : p. 4319 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4325

- **Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 39 (2024-2025)]** - (23 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4479

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 62 (2024-2025)]** - (29 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4523 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 20 rectifié** (*Demande de rapport sur la mise en place d'une*

procédure simplifiée pour les travaux des collectivités territoriales ayant subi des catastrophes naturelles) : p. 4565

- **Proposition de loi visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidants - Deuxième lecture [n° 97 (2024-2025)]** - (5 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4701

- **Proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale - Commission mixte paritaire [n° 86 (2024-2025)]** - (5 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4715

- **Rappel au règlement** - (5 novembre 2024) : p. 4717

- **Commémoration de la séance inaugurale de l'Assemblée consultative provisoire, le 9 novembre 1944** - (7 novembre 2024) : p. 4833

- **Proposition de loi instituant une ordonnance de sûreté de l'enfant victime de violences [n° 530 (2023-2024)]** - (13 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4891 - **Article unique (Création d'une ordonnance de sûreté de l'enfant victime de violences)** : p. 4905 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 4911

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation des collectivités territoriales et en particulier à l'avenir du modèle départemental** - (20 novembre 2024) : p. 5228

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (21 novembre 2024) - **Article 9 (Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux)** : p. 5359

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (21 novembre 2024) : p. 5365

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)] (suite)** - (21 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 550, n° 618 rectifié et n° 720 rectifié (Instauration d'une taxe sur les bières aromatisées sucrées ou édulcorées)** : p. 5389 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 1177 rectifié, n° 723 rectifié bis, n° 296 rectifié, n° 1162 rectifié, n° 589 rectifié, n° 559 rectifié bis, n° 1094, n° 297 rectifié et n° 469 rectifié (Création d'une taxe sur les produits alimentaires transformés contenant des sucres ajoutés)** : p. 5403 p. 5404 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 3 rectifié, n° 489 rectifié, n° 846 rectifié, n° 1007, n° 1244 rectifié bis, n° 291 rectifié, n° 292 rectifié, n° 651 rectifié, n° 1212 rectifié bis et n° 560 rectifié bis (Création d'une taxe sur les publicités pour les produits alimentaires transformés et les boissons ciblant les moins de 16 ans)** : p. 5408 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 1096, n° 293 rectifié, n° 725 rectifié, 19 rectifié bis, n° 1312 rectifié et n° 964 (Création d'une obligation d'affichage du Nutri-score dans les publicités alimentaires et création d'une taxe due en l'absence d'affichage du Nutri-score)** : p. 5417 - **Article 14**

(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale) : p. 5482 p. 5483 p. 5485 p. 5486

Troisième partie :

- (22 novembre 2024) - **Article 15 (Régulation des dépenses dans le champ conventionnel)** : p. 5519

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1847 rectifié (Suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu pour les sommes perçues par les arbitres et juges sportifs)** : p. 5877 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-397 rectifié, n° I-918 rectifié, n° I-1670 rectifié et n° I-685 (Transformation de la réduction d'impôt au titre des frais d'hébergement en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) en crédit d'impôt)** : p. 5885 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-830 rectifié ter (Précision de l'intention du législateur : remplacement de la notion de « sommes recouvrées » par celle d'« encaissement »)** : p. 5907

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-116 rectifié bis, n° I-153 rectifié bis, n° I-1225, n° I-1244 rectifié bis, n° I-1286 rectifié bis, n° I-1915 rectifié bis, n° 309 rectifié bis, n° 375 rectifié, n° 851 rectifié bis, n° I-1041 rectifié bis, n° I-1416 rectifié, n° I-1710 rectifié et n° I-2021 rectifié bis (Remplacement de l'attestation par une mention sur la facture pour l'application de la TVA sur les travaux de rénovation bénéficiant du taux réduit de 5,5 % ou 10 %)** : p. 6273 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-430 rectifié bis (Taux réduit de TVA pour les installations photovoltaïques (panneaux solaires) en autoconsommation avec revente du surplus d'énergie non consommé (amendement de repli))** : p. 6281

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2233 rectifié, n° I-890 rectifié bis, n° I-1287 rectifié bis, n° I-1581 rectifié bis et n° I-2049 (Simplification du dispositif de franchise en base de TVA/Division par deux du plafond de la franchise en base de TVA)** : p. 6318

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales (suite)

- (4 décembre 2024) - **Article 61 (Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF))** : p. 7555

CARRÈRE-GÉE (Marie-Claire)
ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de la coordination gouvernementale
(du 22 septembre 2024 au 13 décembre 2024)
sénatrice (Paris)
Les Républicains
(jusqu'au 21 octobre 2024)

Membre du Gouvernement le 21 octobre 2024.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances jusqu'au 21 octobre 2024.

Membre de la commission d'enquête sur « les moyens mobilisés et mobilisables par l'État pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France » ; puis vice-présidente le 17 janvier 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Complémentaires santé, mutuelles : l'impact sur le pouvoir d'achat des Français » le 15 février 2024 ; puis présidente le 6 mars 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la MI Complémentaires santé : Hausse des tarifs des complémentaires santé : l'impact sur le pouvoir d'achat des Français [n° 770 (2023-2024)] (24 septembre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement, adoptée par l'Assemblée nationale (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*CE Obligations de TotalEnergies*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 25 janvier 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Philippe Copinschi, docteur en relations internationales, spécialiste des questions énergétiques mondiales.

Échanges sur le rapport du comité de déontologie du Sénat.

Réunion du lundi 29 janvier 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de Mme Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, ancienne coprésidente du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), et de M. François Gemenne, politiste et membre du Giec.

Réunion du jeudi 1er février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Patrice Geoffron, professeur d'économie, directeur du Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières.

Réunion du lundi 12 février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du jeudi 15 février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de Mme Lucie Pinson, directrice générale et fondatrice, et M. Antoine Laurent, responsable plaidoyer France, de Reclaim Finance.

Réunion du lundi 26 février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de MM. Paul Mougeolle, doctorant en droit climatique, juriste, et Brice Lanivan, docteur en droit public, juriste en charge de la réglementation des multinationales, à Notre affaire à Tous.

Le devoir de vigilance - Audition de Mme Marie-Anne Frison-Roche, professeure d'université, M. Grégoire Leray, professeur d'université, Mme Charlotte Michon, avocate et M. Jean-Baptiste Racine, professeur d'université.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*MI Complémentaires santé*) : Réunion constitutive.

(*commission des finances*) : Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la

souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

Réunion du lundi 11 mars 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*): Audition de M. Clément Léonarduzzi, vice-président du groupe Publicis France.

Audition de M. Olivier Petitjean, co-fondateur et coordinateur de l'Observatoire des multinationales.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission des finances*): Délivrance des titres d'identité et de circulation - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des finances*): Audition de M. Antoine Deruennes, directeur général de l'Agence France Trésor (AFT).

Réunion du jeudi 14 mars 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*): Audition de M. Louis Gallois, co-président de La Fabrique de l'industrie.

Réunion du lundi 18 mars 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*): Audition de M. Alexis Zajdenweber, commissaire aux participations de l'État.

Audition de MM. Carlos Tavares, directeur général de Stellantis et Olivier Bourges, Global Corporate Office and Public Affairs Officer.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des finances*): Crédits exceptionnels à la culture et aux industries créatives : des moyens considérables, une logique de guichet, un contrôle insatisfaisant 2017-2023 - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*MI Complémentaires santé*): Audition de M. Dominique Libault, président du Haut Conseil du financement de la protection sociale.

Réunion du lundi 25 mars 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*): Audition de M. Nicolas Terraz, directeur général Exploration-production, membre du comité exécutif de TotalEnergies.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*MI Complémentaires santé*): Audition de M. Fabrice Lengart, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees).

Audition des représentants des complémentaires santé - Union nationale des organismes complémentaires d'assurance maladie (Unocam), Fédération nationale de la Mutualité française (FNMF), France Assureurs et Centre technique des institutions de prévoyance (CTIP).

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*MI Complémentaires santé*): Audition commune d'associations de consommateurs et d'usagers : UFC-Que Choisir et France Assos Santé.

(*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Dégradation du déficit public en 2023 - Communication.

Réunion du mardi 2 avril 2024 (*MI Complémentaires santé*): Audition de Mme Christine Meyer-Meuret, coresponsable de la mission santé et qualité de vie des retraités à la Fédération nationale des associations de retraités (en visioconférence), MM. Pierre Erbs, président de la Confédération française des retraités, et Jean-Philippe Viquant, président du Conseil de l'âge au sein du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*MI Complémentaires santé*): Audition de M. Pierre-Jean Lancry, président (en visioconférence), Mmes Nathalie Fourcade, secrétaire générale, et Marie-Camille Lenormand, secrétaire générale adjointe, du Haut Conseil pour l'avenir de l'Assurance maladie (HCAAM).

(*commission des finances*): Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*): Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du lundi 8 avril 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*): Audition de Mme Mai Rosner, chargée de campagne de l'ONG Global Witness (avec traduction) et de M. Oleh Savvitskyi, responsable des campagnes de l'ONG Razom We Stand (en visioconférence avec traduction).

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*MI Complémentaires santé*): Audition de M. Franck von Lennep, directeur de la sécurité sociale.

Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*MI Complémentaires santé*): Audition de M. Patrick Heidmann, président du Régime local d'assurance maladie Alsace-Moselle et de Mme Anne-Céline Freiss, directrice adjointe.

(*commission des finances*): Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*): Audition de M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du lundi 29 avril 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*): Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de TotalEnergies.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des finances*): Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques et Premier président de la Cour des comptes.

Programme de stabilité et orientation des finances publiques - Communication.

Réunion du jeudi 2 mai 2024 (*MI Complémentaires santé*): Audition de représentants des comparateurs en ligne.

Les complémentaires santé des fonctionnaires - Audition de MM. Guillaume Tinlot, chef de service des politiques sociales, salariales et des carrières de la direction générale de l'administration et de la fonction publique, Christophe Bernard, sous-directeur des élus locaux et de la fonction publique territoriale, Mme Maeva Achemoukh, cheffe du bureau de l'emploi territorial et de la protection sociale, de la direction générale des collectivités locales, et M. Charles Bourdeaud'Hui, chef du bureau des politiques sociales de la direction générale de l'offre de soins.

(*CE Obligations de TotalEnergies*): Audition de M. Thomas Buberl, directeur général d'AXA.

Réunion du lundi 6 mai 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*): Audition de M. Jean-Laurent Bonnafé, directeur général de BNP Paribas.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des finances*): Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*MI Complémentaires santé*): Audition de MM. Xavier Lagarde, médiateur de la protection sociale, Arnaud Chneiweiss, médiateur de l'assurance, et Antoine Lamou, médiateur de la Mutualité française.

(commission des finances): Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de MM. François Ecalte, président fondateur de l'association « finances publiques et économie » (FIPECO), Mathieu Plane, directeur adjoint de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Olivier Redouls, directeur des études de l'Institut Rexecode.

Régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 16 mai 2024 (*MI Complémentaires santé*) : Audition des grands groupes de complémentaires santé.

Réunion du jeudi 23 mai 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Maxwell Atuhura, directeur général de Tasha Research Institute Africa Limited.

Réunion du lundi 27 mai 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. François Hollande, ancien Président de la République.

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Aides à la décarbonation de l'industrie du plan France 2030 - Communication.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à mettre en place une imposition des sociétés plus juste et plus écologique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2024 (*MI Complémentaires santé*) : Échanges de vues.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Examen du rapport.

(*CE Obligations de TotalEnergies*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 10 juillet 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - L'immobilier de la gendarmerie nationale - Communication.

Réunion du mercredi 4 septembre 2024 (*commission des finances*) : Situation économique et budgétaire de la France et préparation du projet de loi de finances pour 2025 - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune [n° 244 (2023-2024)]** - (24 janvier 2024) - **Article 1er** (*Obligation de décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune*) : p. 293

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports [n° 319 (2023-2024)]** - (13 février 2024) - **Discussion générale** : p. 867 - **Article 1er** (*Extension des prérogatives des agents de sûreté de la SNCF et de la RATP en matière de palpations et de saisies*) : p. 872 - **Article 2** (*Faculté pour les agents de sûreté de la SNCF et de la RATP d'intervenir sur la voie publique*) : p. 874 p. 875 - **Article 3** (*Interdiction d'entrée des emprises des espaces, gares et stations*) : p. 875 - **Article 9** (*Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle par le GPSR et la SUGE pour assurer le traitement des réquisitions judiciaires*) : p. 889 - **Article 11 (supprimé)** (*Captation et enregistrement du son dans les véhicules roulants de transport collectif*) : p. 893 p. 894 - **Article 12** (*Création d'un délit « d'incivilité d'habitude »*) : p. 899 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 2 rectifié septies et n° 58 rectifié** (*Création d'une obligation pour les auteurs d'infractions de justifier leur identité et leur adresse à bord des véhicules de transport*) : p. 909 p. 910

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les prévisions de croissance** - (14 février 2024) : p. 925 p. 926

- **Question orale sans débat sur l'insécurité aux abords de la prison de la Santé dans le XIV^e arrondissement de Paris** - (7 mars 2024) : p. 1498

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des finances publiques (I)** - (13 mars 2024) : p. 1672

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Article 1er** (*Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part*) : p. 2019 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2035

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (2 avril 2024) : p. 2369

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la sécurité de la maison d'arrêt de la Santé** - (29 mai 2024) : p. 3359 p. 3360

- **Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France - Commission mixte paritaire [n° 632 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3499

- **Question orale sans débat sur le financement de l'avenant n° 33 du 22 février 2023** - (4 juin 2024) : p. 3567

CAZABONNE (Alain)
sénateur (Gironde)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 544 (2023-2024)] autorisant l'approbation de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part et de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part [n° 686 (2023-2024)] (12 juin 2024) - **Société - Traités et conventions - Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conflit en cours à Gaza et ses conséquences sur la situation au Moyen-Orient - Audition de M. Jean-Pierre Filiu, chercheur au Centre de recherches internationales (CERI).

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission à l'occasion de la 78ème session de l'Assemblée générale des Nations-Unies - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, et de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Recrutement et fidélisation dans les armées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Prise de mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans - Examen de la proposition de résolution européenne.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères [n° 433 (2023-2024)] (18 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne.**

CAZEBONNE (Samantha)
sénatrice (Français établis hors de France (Série 2))
RDPI

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Culture - Société**.

Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 522 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi portant protection sociale des journalistes travaillant à l'étranger pour des médias français [n° 541 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Culture - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 1 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à limiter la charge financière liée aux prestations de chômage versées aux demandeurs d'emploi frontaliers [n° 151 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Aurore Bergé, ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi** visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien [n° 251 (2023-2024)] - (23 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 229

- **Question d'actualité au Gouvernement** sur la baisse des émissions de gaz à effet de serre - (27 mars 2024) : p. 2146

- **Proposition de loi** visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères [n° 578 (2023-2024)] - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2840

- **Proposition de loi** visant à mettre en place une imposition des sociétés plus juste et plus écologique [n° 862 (2022-2023)] - (10 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4053

- **Question d'actualité au Gouvernement** sur le réseau de l'enseignement français à l'étranger - (16 octobre 2024) : p. 4198

- **Proposition de loi** visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)] - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4989 p. 4991 p. 4992 - **Article 1er** (*Interdiction d'organiser des combats de coqs et des corridas en présence de mineurs de moins de seize ans*) : p. 5002 p. 5004 p. 5006 - **Article 2** (*Interdiction d'organiser des combats de coqs et des corridas en présence de mineurs de moins de seize ans*) : p. 5009

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2024) : p. 7086 p. 7087

Enseignement scolaire (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7100 p. 7101 p. 7105 p. 7109

- **Mise au point au sujet de votes** - (2 décembre 2024) : p. 7135

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)] (**suite**)

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7310

CAZENAVE (Thomas)
ministre délégué auprès du ministre de
l'économie, des finances et de la
souveraineté industrielle et numérique,
chargé des comptes publics
(jusqu'au 12 janvier 2024)
ministre délégué auprès du ministre de
l'économie, des finances et de la
souveraineté industrielle et numérique,
chargé des comptes publics
(du 9 février 2024 au 21 septembre
2024)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les coupes budgétaires de Bercy** - (28 février 2024) : p. 1190 p. 1191
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réduction des dépenses publiques** - (28 février 2024) : p. 1194
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les économies budgétaires (II)** - (28 février 2024) : p. 1200
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances des départements en inflation normative** - (28 février 2024) : p. 1201
- **Débat relatif aux finances des départements** - (5 mars 2024) : p. 1282 p. 1284 p. 1285 p. 1286 p. 1287 p. 1288 p. 1289 p. 1290 p. 1291 p. 1292 p. 1293 p. 1294 p. 1295
- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française [n° 391 (2023-2024)]** - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1778 p. 1779 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 1 rectifié bis (Article L. 5621-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Abrogation)** : p. 1786
- **Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille [n° 417 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1948 p. 1952
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des finances publiques** - (3 avril 2024) : p. 2390

CHAILLOU (Christophe)
sénateur (Loiret)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux difficultés de la filière photovoltaïque française et à une nécessaire planification territoriale de la transition énergétique** - (10 avril 2024) : p. 2603 p. 2604

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux jeux en ligne illégaux** - (10 avril 2024) : p. 2607

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la gestion des finances publiques** - (10 avril 2024) : p. 2612

- **Débat sur le programme de stabilité et l'orientation des finances publiques** - (30 avril 2024) : p. 2734 p. 2741

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la participation des collectivités territoriales à la réduction du déficit** - (30 avril 2024) : p. 2775

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au sommet « Choose France »** - (15 mai 2024) : p. 2956

- **Proposition de loi visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession [n° 576 (2023-2024)]** - (15 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2958 - **Article 1er (Encadrement des frais bancaires sur succession et cas de gratuité)** : p. 2969 p. 2970 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 (Versement des fonds détenus par les établissements teneurs des comptes du défunt en l'absence d'accord entre les héritiers)** : p. 2971 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 2 (Application du dispositif d'encadrement aux successions en cours non encore clôturées)** : p. 2972

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels - Commission mixte paritaire [n° 561 (2023-2024)]** - (15 mai 2024) - **Examen des conclusions de la commission mixte paritaire (CMP)** : p. 2973 - **Article 1er Bis C (Notification à l'Agrasc des décisions de saisie et de confiscation)** : p. 2978 - **Article 3 (Caractéristiques et effets de la peine complémentaire de confiscation)** : p. 2978 - **Article 5 (nouveau) (Application outre-mer)** : p. 2978

- **Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille - Commission mixte paritaire [n° 592 (2023-2024)]** - (22 mai 2024) - **Examen des conclusions d'une commission mixte paritaire (CMP)** : p. 3184 - **Article 2 ter** : p. 3187

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des finances publiques (I)** - (5 juin 2024) : p. 3738 p. 3739

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des finances publiques (II)** - (5 juin 2024) : p. 3742 p. 3743

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 27 février 2024 ; puis membre suppléant le 28 février 2024.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à lutter contre les dérives sectaires (7 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (22 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (7 mai 2024).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports**.

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur l'application de la loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé - Procédure de législation en commission - Examen du rapport du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes - Examen du rapport et du texte de la commission (nouvelle lecture).

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des lois*) : Rapport d'activité du Défenseur des droits pour 2023 - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseuse des droits.

Réunion du jeudi 16 mai 2024 (*CS Simplification*) : Audition d'organisations syndicales patronales.

Audition d'organisations syndicales représentatives au niveau national.

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*CS Simplification*) : Projet de loi de simplification de la vie économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Bruno Retailleau, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 19 novembre 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du Premier ministre, chargé des outre-mer.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités locales** [n° 261 (2023-2024)] - (25 janvier 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 355

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports** [n° 319 (2023-2024)] - (13 février 2024) - **Discussion générale** : p. 866 - **Article 1er** (*Extension des prérogatives des agents de sûreté de la SNCF et de la RATP en matière de palpations et de saisies*) : p. 873 - **Article 3** (*Interdiction d'entrée des emprises des espaces, gares et stations*) : p. 875 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 21 rectifié bis, n° 22 rectifié bis et n° 23 rectifié bis** (*Mise en place obligatoire d'un système de portiques de contrôle pour l'accès aux zones dont l'accès est réservé aux personnes munies d'un titre de transport*) : p. 876 - **Article 9** (*Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle par le GPSR et la SUGE pour assurer le traitement des réquisitions judiciaires*) : p. 888 - **Article 12** (*Création d'un délit « d'incivilité d'habitude »*) : p. 897 - **Article 14** (*Délictualisation de l'oubli par négligence d'objets et de bagages dans les transports en commun*) : p. 904 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 911

- **Question orale sans débat sur les fraudes et les problèmes de prise en charge des produits auditifs** - (19 mars 2024) : p. 1843

- **Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises »** [n° 421 (2023-2024)] - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1899

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des centres de rétention administrative** - (20 mars 2024) : p. 1944 p. 1945

- **Projet de loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes - Nouvelle lecture** [n° 455 (2023-2024)] - (2 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2353

- **Question orale sans débat relative à la protection des filières industrielles françaises en difficulté face à la concurrence étrangère déloyale** - (7 mai 2024) : p. 2816

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 6 (priorité)** (*Faciliter les processus de vente de fonds de commerce et de cessions d'entreprises en réduisant le délai d'information préalable des salariés*) : p. 3614 - **Article 12 (priorité)** (*Magistrats honoraires et juges des référés*) : p. 3638 p. 3639

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget du ministère de la justice** - (16 octobre 2024) : p. 4206 p. 4207

- **Proposition de loi visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités [n° 25 (2024-2025)]** - (17 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4300

- **Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)]** - (17 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4327 p. 4328

- **Question orale sans débat relative au retard dans la mise en œuvre des procédures d'indemnisation forfaitaire au titre de réparation des préjudices subis par les harkis** - (22 octobre 2024) : p. 4383

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (20 novembre 2024) - **Article 7** (*Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance*) : p. 5256

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7102

Justice

- (3 décembre 2024) : p. 7400 - **État B** : p. 7411

CHAIN-LARCHÉ (Anne)
sénatrice (Seine-et-Marne)
Les Républicains

Vice-présidente du Sénat à compter du 22 octobre 2024 ; a présidé les séances des 13, 19, 21, 28, 30 novembre et 2 décembre 2024.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission des fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations (14 mars 2024).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 19 février 2024.

Membre titulaire du comité de pilotage de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires le 7 novembre 2024.

Vice-présidente de la mission d'information sur l'avenir de la commune et du maire en France.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Economie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arnaud Rousseau, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part - Examen du rapport pour avis.

CHAIZE (Patrick)
sénateur (Ain)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arthur Mensch, cofondateur de l'entreprise Mistral AI.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Marciano, directeur général de Duralex.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique familiale** - (17 janvier 2024) : p. 83

- **Déclaration du Gouvernement** - (30 janvier 2024) : p. 370

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application de la loi sur la maltraitance animale** - (7 février 2024) : p. 734

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1353

- **Suite de la discussion** (6 mars 2024) - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendements n° 345, n° 12 rectifié bis et n° 349 rectifié bis** (*Demande de rapport relatif à la santé des élus municipaux*) : p. 1444

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Article 1er bis** (*Modifications du code du tourisme visant à renforcer les outils à la disposition des communes pour réguler la location meublée touristique*) : p. 3056 p. 3061

- **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Article unique** (*Diminution du nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 500 habitants*) : p. 3993 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4005

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024 ; puis rapporteur le 12 novembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (7 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (7 mars 2024); nouvelle nomination; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (3 avril 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (20 mars 2024); nouvelle nomination; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (27 mars 2024).

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire le 5 juin 2024.

Membre titulaire du Conseil national du numérique (formation élargie).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 249 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à modifier le fait générateur de la perception de la taxe d'aménagement par les collectivités territoriales [n° 268 (2023-2024)] (22 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 229 (2023-2024)] relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 296 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi relative à l'accès à la nationalité française des mineurs isolés [n° 378 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique [n° 469 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 504 (2023-2024)] (3 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à tenir compte des opérations de renouvellement des parcs éoliens pour le versement d'une fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) aux communes disposant d'un parc installé avant le 1er janvier 2019 [n° 694 (2023-2024)] (17 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 699 (2023-2024)] (19 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 145 tome 5 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Rapport de l'OPECSST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : ChatGPT, et après ? Bilan et perspectives de l'intelligence artificielle [n° 170 (2024-2025)] (28 novembre 2024) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Réunion du jeudi 18 janvier 2024 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances et fiscalité - Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur.

Réunion du mardi 30 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Projet de loi modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative

à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des rapports pour avis et des amendements déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport et élaboration des textes de la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et projet de loi modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du jeudi 7 mars 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Colloque Femmes & IA : briser les codes.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du conseil d'administration de Renault.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Marianne Laigneau, présidente du directoire d'Enedis.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Anne Bouverot et M. Philippe Aghion, co-présidents de la commission de l'intelligence artificielle (IA).

Évolution de la réglementation du numérique prévue par la loi visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique - Communication.

(*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et du projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Résilience des réseaux face aux aléas climatiques - Audition de MM. Hervé Champenois, directeur technique d'Enedis, Charles-Antoine Gautier, directeur général de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), Maurice Gironcel, président du syndicat intercommunal d'électricité (Sidélec) du département de La Réunion, et Antoine Jourdain, directeur systèmes énergétiques insulaires d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arthur Mensch, cofondateur de l'entreprise Mistral AI.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Marciano, directeur général de Duralex.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général de La Poste.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Le déploiement des réseaux de fibre optique - Audition de représentants de l'Arcep, de l'ANCT et de Avicca.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*CS Cybersécurité*): Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mmes Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques et Olga Givernet, ministre déléguée chargée de l'énergie.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du Premier ministre, chargé des outre-mer.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*): Avenir du marché intérieur - Audition de M. Enrico Letta.

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*CS Cybersécurité*): Audition de M. Vincent Strubel, directeur général de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information.

Entreprises et cybersécurité - Audition des représentants du Mouvement des entreprises de France (Medef) et de la Confédération des PME (CPME).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif à la réforme du marché de l'électricité** - (16 janvier 2024) : p. 52 p. 53

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire** [n° 301 (2023-2024)] - (7 février 2024) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 302 (2023-2024)** : p. 752 p. 754 p. 771 - **Article 12** (*Modification du positionnement du haut-commissaire à l'énergie atomique*): p. 809 - **Article 16** (*Autorisation des acheteurs publics de déroger à l'obligation d'allotir pour certains projets dans le domaine nucléaire*) : p. 813 p. 814 - **Article 18** (*Exclusion du champ d'application du droit de la commande publique des contrats portant sur certaines parties des installations nucléaires*) : p. 816

- **Suite de la discussion** (13 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 826

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution** [n° 302 (2023-2024)] - (7 février 2024) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 301 (2023-2024)**.

- **Projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique** - *Commission mixte paritaire* [n° 470 (2023-2024)] - (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2329 p. 2335

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire** - *Commission mixte paritaire* [n° 505 (2023-2024)] - (9 avril 2024) - **Explications de vote communes** : p. 2553

- **Projet de loi de simplification de la vie économique** [n° 635 (2023-2024)] - (4 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 28 (priorité) - Amendements n° 16 rectifié ter, n° 211 rectifié quinquies et n° 487 rectifié** (*Généralisation de l'expérimentation permettant aux collectivités territoriales de faire appel à des prestataires extérieurs pour leurs opérations de recensement de la population*) : p. 3677 - **Article 2 (supprimé)** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour simplifier les démarches déclaratives des entreprises*) : p. 3683 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 229** (*Suppression des obligations de reporting environnemental des acteurs du numérique*) : p. 3702 - **Article 15** (*Faciliter l'implantation de centres de données d'envergure*) : p. 3711 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 192 rectifié ter** (*Amendement de coordinations juridiques*) : p. 3717 - **Article 17 (priorité)** (*Accélérer et simplifier les déploiements de réseaux mobiles*) : p. 3720 p. 3721 p. 3722 p. 3723

- **Suite de la discussion** (5 juin 2024) : p. 3750 p. 3751 p. 3752 p. 3754 p. 3755 - **Article 18** (*Simplifier la mise en œuvre des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité*) : p. 3780 p. 3781 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 14 rectifié bis, n° 101 rectifié, n° 189, n° 218 rectifié bis, n° 238, n° 359 rectifié ter, n° 595, n° 172 rectifié ter et n° 415 rectifié bis** (*Modification des modalités de raccordement, de production ou de consommation des projets de biogaz*) : p. 3806

- **Proposition de loi visant à interdire le démarchage téléphonique** [n° 782 (2023-2024)] - (14 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 13** (*Exception à l'obligation d'utilisation de numéros dédiés pour les sondages*) : p. 4960

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 7** (*Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations*) : p. 6070

- **Question orale sans débat relative au projet d'arrêté ministériel relatif à la gestion des grands cormorans** - (3 décembre 2024) : p. 7286 p. 7287

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)] (suite)

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (3 décembre 2024) : p. 7297

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7318 p. 7321 p. 7336 p. 7341 p. 7343 p. 7344 p. 7345 p. 7348

CHANTREL (Yan)
*sénateur (Français établis hors de
France (Série 2))*
SER

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et simplifier la vie associative (22 mars 2024); nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (29 mars 2024).

Membre titulaire du comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative le 12 février 2024.

Vice-président de la mission d'information sur le thème : « le bâti scolaire à l'épreuve de la transition écologique ».

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une mixité sociale au sein des collèges [n° 267 (2023-2024)] (19 janvier 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur la proposition de loi [n° 309 (2023-2024)] visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative [n° 386 (2023-2024)] (6 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative [n° 480 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant protection sociale des journalistes travaillant à l'étranger pour des médias français [n° 541 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Culture - Sécurité sociale.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport : Le français a encore son mot à dire. Propositions pour une francophonie multilatérale et coopérative. [n° 6 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Culture**.

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports**.

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire [n° 140 (2024-2025)] (14 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Jeunesse et vie associative [n° 149 tome 6 fasc. 2 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Sports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Sébastien Cavalier, président de la SAS pass Culture.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Alain Lamassoure, président du comité de direction de l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : La situation du secteur associatif - Audition de Mme Chantal Bruneau, vice-présidente du Haut Conseil à la vie associative, MM. Mickaël Huet, délégué général du Mouvement associatif et François Bouchon, président de France Bénévolat.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Paul de Sinety, délégué général à la langue française et aux langues de France.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et simplifier la vie associative.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information consacrée à la situation de la francophonie à l'aube du 30ème anniversaire de la loi Toubon - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Gil Avérous, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Patrick Hetzel, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs à l'Enseignement supérieur - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Article unique** (Constitutionnalisation de la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse) : p. 1221

- **Débat relatif à l'équité et à la transparence de Parcoursup à la frontière du lycée et de l'enseignement supérieur** - (6 mars 2024) : p. 1394 p. 1396

- **Débat sur le thème : « Enseignement privé sous contrat : quelles modalités de contrôle de l'État et quelle équité des moyens vis-à-vis de l'enseignement public ? »** - (6 mars 2024) : p. 1417 p. 1418

- **Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative [n° 387 (2023-2024)]** - (13 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1723 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 19 rectifié bis** (Valorisation du mandat d'élu municipal dans le cadre des études) : p. 1733 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 18 rectifié bis** (Aménagement d'études pour prendre en compte l'engagement municipal) : p. 1734 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 50 rectifié** (Création d'un CV associatif se substituant au passeport bénévole) : p. 1734 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 49 rectifié** (Signature de convention entre les associations et un élu local) : p. 1734 - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (Maintien des droits acquis par les salariés partant à la retraite au titre du compte personnel de formation (CPF) et ouverture aux associations de la possibilité d'abonder le CPF de leurs bénévoles) : p. 1735 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 31 rectifié bis** (Modification du contenu du programme d'éducation morale et civique) : p. 1736 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 32 rectifié bis** (Intégration dans le contenu de l'EMC de la présentation du passeport bénévole) : p. 1736 - **Article 1er quater** (Établissement par l'État d'un guide destiné à informer les bénévoles et les associations sur leurs droits et devoirs) : p. 1737 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 21 rectifié bis** (Élargissement du congé de citoyenneté au fonds de dotation) : p. 1738 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 65** (Élargissement du congé de citoyenneté aux délégués bénévoles du Défenseur des droits) : p. 1738 - **Article 2 bis (nouveau)** (Dons de congés et jours de repos non pris monétisés aux associations) : p. 1738 p. 1739 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Élargissement du mécénat de compétences en faveur des associations aux entreprises de moins de 5 000 salariés) : p. 1739 p. 1740 - **Article 3 bis** (Élargissement aux fonctionnaires hospitaliers ainsi qu'aux contractuels de la fonction publique de l'expérimentation d'une mise à disposition en faveur des associations) : p. 1741 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Insertion dans la déclaration de performance extra-financière des entreprises des actions de soutien à la vie associative et de promotion du bénévolat) : p. 1742 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 9 rectifié quater** (Valorisation dans le rapport de gestion annuel des PME des dons et versements en faveur des associations) : p. 1743 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 38** (Exonération automatique de la taxe d'habitation en faveur des associations) : p. 1744 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 42** (Demande de rapport) : p. 1744 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 33** (Droit à la semaine de travail en 4 jours pour les bénévoles) : p. 1745 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 53 rectifié ter** (Extension à 6 ans du mécénat de compétences pour les missions de service public) : p. 1746 - **Article additionnel après l'article 5 -**

Amendement n° 45 rectifié (Cérémonie en préfecture de remise de la première carte d'électeur) : p. 1746 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 6** (Remplacement du contrat d'engagement républicain par la charte des engagements réciproques) : p. 1747 - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (Assouplissement des conditions de prêts entre associations) : p. 1748 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 48 rectifié** (Valorisation de l'engagement associatif dans l'enseignement supérieur) : p. 1749 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 30 rectifié bis** (Bonification de la réduction d'impôts accordée aux personnes âgées bénévoles accueillies en Ehpad) : p. 1750 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 63** (Exonération de la taxe annuelle sur les bureaux et locaux commerciaux pour les organes déconcentrés des fédérations sportives) : p. 1750 - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (Reconnaissance et généralisation de « Guid'Asso ») : p. 1751 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 2 rectifié** (Présence d'un seul notaire en cas de renonciation d'un héritage en faveur d'un organisme sans but lucratif) : p. 1752 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendements n° 1 rectifié et n° 27 rectifié bis** (Modification des délais de prescription en cas de legs) : p. 1753 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 3 rectifié bis** (Exonération de cotisations sociales pour des recrutements dans le cadre de manifestations associatives dans la limite de 5 par an) : p. 1753 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 62 rectifié** (Appel à projets obligatoire pour les subventions ministérielles) : p. 1754 - **Article 7 ter (Texte non modifié par la commission)** (Demande de rapport sur la situation du secteur associatif et les moyens d'encourager l'engagement bénévole) : p. 1755 - **Article 7 quater (Texte non modifié par la commission)** (Demande de rapport sur le rôle des têtes de réseaux) : p. 1755 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 43** (Possibilité pour une commune d'accorder une autorisation d'occupation temporaire de l'espace public à titre gratuit) : p. 1756

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Article 1er** (Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part) : p. 2023

- **Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative - Commission mixte paritaire [n° 481 (2023-2024)]** - (2 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2336

- **Proposition de loi visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères [n° 578 (2023-2024)]** - (14 mai 2024) - **Article 1er** (Pérennisation de la dématérialisation de la délivrance des copies et extraits des actes d'état civil établis par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères) : p. 2852

- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 623 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Question préalable** : p. 3310 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3337 p. 3338

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3878

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la précarité étudiante et à la situation financière des universités** - (9 octobre 2024) : p. 3976 p. 3977

- **Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous**

contrat [n° 678 (2023-2024)] - (10 octobre 2024) - **Article 2** (*Coordination dans le code général des collectivités territoriales*) : p. 4078

- **Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 21 (2024-2025)]** - (17 octobre 2024) - **Article 6** (*Approbation du directeur de la rédaction par ses membres*) : p. 4278

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° 739 rectifié et n° 1174 rectifié** (*Exonération des non-résidents du paiement de la CSG et de la CRDS sur les revenus du patrimoine qu'ils perçoivent en France*) : p. 5118

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article 7 bis (nouveau)** (*Suppression du critère fiscal d'assujettissement à la CSG et à la CRDS et précision de l'obligation incombant aux bénéficiaires de pensions de vieillesse résidant à l'étranger de justifier annuellement de leur existence par la production d'un certificat de vie délivré par le consulat français*) : p. 5306 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 315 rectifié bis** (*Attribution d'une fraction de CSG à la Caisse des Français de l'étranger*) : p. 5310

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7104 p. 7127

CHAPPAZ (Clara)

*ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique
(à partir du 24 décembre 2024)
secrétaire d'État auprès du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique
(du 22 septembre 2024 au 23 décembre 2024)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'avenir du cursus d'études médicales de l'université de Corse** - (27 novembre 2024) : p. 6195 p. 6196

CHASSEING (Daniel)

*sénateur (Corrèze)
Les Indépendants*

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives au grand âge et à l'autonomie (8 mars 2024) ; nouvelle nomination (12 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 (20 novembre 2024).

Membre titulaire du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie le 11 mars 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à introduire une exonération fiscale au bénéfice des médecins décalant leur âge de départ à la retraite [n° 257 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à mieux valoriser l'engagement associatif et citoyen tout au long de la vie [n° 329 (2023-2024)] (9 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) du financement des travaux exécutés d'office par les petites communes pour la sécurisation des immeubles [n° 440 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à revoir l'obligation de construction de logements sociaux [n° 516 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 522 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Famille - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter le nombre de listes aux élections européennes [n° 571 (2023-2024)] (3 mai 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques [n° 783 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation pour les achats effectués dans les foires et les salons [n° 55 (2024-2025)] (21 octobre 2024) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à réserver la présentation au second tour des élections législatives aux seuls deux candidats arrivés en tête du premier tour [n° 58 (2024-2025)] (22 octobre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 95 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à revenir au caractère cumulatif des critères pédologique et floristique permettant de qualifier les zones humides [n° 106 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à limiter la charge financière liée aux prestations de chômage versées aux demandeurs d'emploi frontaliers [n° 151 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues [n° 192 (2024-2025)] (5 décembre 2024) - **Justice - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi encadrant l'activité des plateformes de revente agissant en qualité de tiers de confiance [n° 194 (2024-2025)] (7 décembre 2024) - **Culture - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des Bâtiments de France [n° 195 (2024-2025)] (9 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : L'éco-anxiété - Audition du docteur Célie Massini, psychiatre, GHU Paris psychiatrie et neurosciences, du professeur Antoine

Pelissolo, psychiatre, professeur des universités - GHU Henri-Mondor, de M. Pierre-Éric Sutter, psychologue du travail, et de Mme Manuela Santa Marina, psychologue clinicienne et psychothérapeute.

(commission des affaires sociales) : Proposition de loi visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 *(commission des affaires sociales)* : Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles - Audition de M. Pascal Cormery, président de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA), et de Mme Christine Dechesne-Céard, directrice de la réglementation de la CCMSA.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 *(commission mixte paritaire)* : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives au grand âge et à l'autonomie.

(commission des affaires sociales) : L'intelligence artificielle et la santé - Audition de Mme Catherine Guettier, professeure et cheffe du service anatomie et cytologie pathologiques de l'hôpital Bicêtre, M. David Gruson, fondateur d'Ethik-IA, M. Luca Mollo, vice-président de l'Alliance pour la recherche et l'innovation des industries de santé (Ariis), vice-président et directeur médical du laboratoire Pfizer France, Mme Mélina Gilberg, responsable médecine fondée sur les faits (real-world evidence) du laboratoire Amgen, et M. Thomas Séjourné, manager de l'unité données de vie réelle du laboratoire Sanofi.

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 *(commission des affaires sociales)* : Gouvernance et situation financière de l'Unédic - Audition de M. Jean-Eudes Tesson, président, et Mme Patricia Ferrand, vice-présidente, de l'Unédic.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 *(commission des affaires sociales)* : Les conditions d'accès à l'interruption volontaire de grossesse - Audition de Mmes Sarah Durocher, présidente, et Albane Gaillot, chargée de plaider, de la Confédération nationale du Planning familial.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 *(commission des affaires sociales)* : Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 *(commission des affaires sociales)* : Démographie médicale - Audition de M. Fabrice Lenglard, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, Mme Nathalie Fourcade, secrétaire générale, docteur Isabelle Vincent, conseillère scientifique, du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie (HCAAM), docteur Emmanuel Touzé, président, et Mme Agnès Bocognano, secrétaire générale, de l'Observatoire national de la démographie des professions de santé (ONDPS).

Réunion du mardi 21 mai 2024 *(commission des affaires sociales)* : Audition de M. Frédéric Valletoux, ministre délégué chargé de la santé et de la prévention.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 *(commission des affaires sociales)* : Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 *(commission des affaires sociales)* : Fiscalité comportementale dans le domaine de la santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 *(commission des affaires sociales)* : Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mission d'information sur la financiarisation de la santé - Audition de représentants des grands groupes d'hospitalisation privée.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 *(commission des affaires sociales)* : Rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale (Ralfss) et la certification des comptes de la sécurité sociale - Audition de Mme Véronique Hamayon, présidente de la 6e chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 *(commission des affaires sociales)* : Situation des crèches - Audition de M. Victor Castanet, auteur de l'ouvrage Les Ogres.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 *(commission des affaires sociales)* : Mission d'information sur l'avenir de la santé périnatale et son organisation territoriale - Audition de Mmes Annick Jacquemet, présidente, et Véronique Guillotin, rapporteure.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 *(commission des affaires sociales)* : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2023 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 17 octobre 2024 *(commission des affaires sociales)* : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 *(commission des affaires sociales)* : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Paul Christophe, ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 *(commission des affaires sociales)* : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, ministre de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 *(commission des affaires sociales)* : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de MM. Jean-René Lecerf, président, et Maëlig Le Bayon, directeur, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

Réunion du mardi 5 novembre 2024 *(commission des affaires sociales)* : Projet de loi de finances pour 2025 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Astrid Panosyan-Bouvet, ministre du travail et de l'emploi.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 *(commission des affaires sociales)* : Audition de M. Renaud Villard, directeur général de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Communication relative à la situation financière de la sécurité sociale - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 *(commission des affaires sociales)* : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 *(commission des affaires sociales)* : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 *(commission des affaires sociales)* : Réforme de l'accès aux études de santé - Enquête de la Cour des comptes - Audition de M. Nacer Meddah, président de la troisième chambre de la Cour des comptes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (30 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 401 - **Article 1er bis A** (Création du service public départemental de l'autonomie) : p. 416

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2024) - **Article additionnel avant l'article 6 - Amendement n° 286** (Crédit d'impôt sur le revenu au titre des frais de déplacement journaliers entre le domicile et le lieu de travail pour les aides à domicile) : p. 530 - **Article 6** (Création d'une carte professionnelle de l'aide à domicile) : p. 531 p. 532 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 228 rectifié** (Généralisation des relais assistants de vie) : p. 535 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 61 rectifié bis, n° 139 rectifié bis et n° 227 rectifié** (Suppression de l'affectation prioritaire de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à un service prestataire dans les cas de perte d'autonomie les plus importants) : p. 535 - **Article 7** (Versement d'une aide financière aux départements pour soutenir la mobilité des professionnels de l'aide à domicile) : p. 536 p. 537 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 238 rectifié ter** (Caractère facultatif de la réforme des services autonomie à domicile) : p. 543 p. 544 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 154 rectifié** (Caractère facultatif de la réforme des services autonomie à domicile) : p. 544 - **Article 9** (Suppression de l'obligation alimentaire pour les petits-enfants et leurs descendants dans le cadre de l'aide sociale à l'hébergement) : p. 549 - **Article 11** (Financement d'actions de prévention de la perte d'autonomie dans les forfaits soins et dépendance attribués aux EHPAD) : p. 553 - **Article 11 bis E** (Droit des résidents d'accueillir leur animal domestique) : p. 560 - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 236 rectifié ter** (Obligation faite aux Ehpad de consulter une fois par mois les résidents sur la quantité et la qualité des repas) : p. 567 - **Article 12 ter** (Transparence et bonnes pratiques en matière de taux d'encadrement en EHPAD) : p. 572 - **Article 13 bis B** (Suppression des plafonds d'accueil de personnes âgées dépendantes et d'autres publics en résidence autonomie) : p. 580

- **Proposition de loi visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail [n° 537 (2022-2023)]** - (15 février 2024) - **Article 1er** (Création d'un « congé menstruel » sous la forme d'un arrêt maladie cadre) : p. 1045 p. 1047 - **Article 2** (Modalités d'indemnisation par l'assurance maladie du « congé menstruel ») : p. 1048 - **Article 4** (Adaptation du régime de télétravail pour les salariées souffrant de dysménorrhée) : p. 1049

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 44 rectifié** (Possibilité de saisir un bien immobilier en remboursement des frais de mise en conformité d'office assurés par la collectivité) : p. 1127 p. 1128

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1210

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (6 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 285 rectifié et n° 346 rectifié ter** (Injonction au législateur de veiller à l'exclusion des indemnités de fonction des élus locaux pour le calcul de leurs allocations, aides ou prestations sociales) : p. 1438 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 128 rectifié, n° 17 rectifié, n° 236 rectifié bis, n° 105 rectifié bis, n° 127 rectifié bis, n° 26 rectifié bis et n° 4 rectifié bis** (Faculté de recours à la visioconférence pour un membre du conseil municipal empêché professionnellement/les élus étudiants) : p. 1452 p. 1454 - **Article additionnel avant l'article 8 - Amendement n° 304 rectifié ter** (Transfert des dispositions relatives aux garanties accordées à l'élu salarié dans le code du

travail) : p. 1457 - **Article 9** (Extension du champ des autorisations d'absence et augmentation du plafond de remboursement des pertes de revenus subies par l'élu) : p. 1467 p. 1470

- **Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 423 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1863

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (2 avril 2024) : p. 2364 p. 2365

- **Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 499 (2023-2024)]** - (10 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2629

- **Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 501 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Article unique** (Mise en œuvre d'un plan national et de plans départementaux de lutte contre le frelon asiatique) : p. 2696

- **Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 503 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 1 rectifié** (Assouplissement des conditions de création des antennes d'officine) : p. 2720

- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 623 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3337

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prix de l'énergie pour les entreprises** - (5 juin 2024) : p. 3740

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (5 juin 2024) - **Article 20** (Dérogation aux règles des plans locaux d'urbanisme (PLU) pour l'installation de systèmes de production d'énergie renouvelables) : p. 3792 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 132 rectifié, n° 198 rectifié et n° 397 rectifié ter** (Dispense d'autorisation d'urbanisme pour les panneaux solaires domestiques) : p. 3797 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 133 rectifié, n° 199 rectifié bis, n° 399 rectifié ter et n° 530** (Avis simple de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) pour l'installation de panneaux solaires domestiques (abords)) : p. 3799

- **Débat sur le thème « Situation des urgences pendant l'été 2024 »** - (8 octobre 2024) : p. 3953 p. 3954

- **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Article unique** (Diminution du nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 500 habitants) : p. 3993 p. 4003

- **Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 670 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4106 - **Article 1er** (Accélération du traitement des demandes de compensation des handicaps liés à des maladies évolutives graves) : p. 4113

- **Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)]** - (17 octobre 2024) - **Article 1er** (Caractère facultatif du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération situées en zone de montagne et faculté de restitution de ces compétences) : p. 4317

- **Proposition de loi visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidants - Deuxième lecture [n° 97 (2024-2025)]** - (5 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4700

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)]- (18 novembre 2024)- **Exception d'irrecevabilité** : p. 5047 - **Discussion générale** : p. 5058 p. 5059

Deuxième partie :

- (18 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 742 et n° 929** (Création de nouvelles cotisations à la charge des non-salariés agricoles et des travailleurs indépendants) : p. 5087 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendement n° 1341** (Exonération de cotisation d'assurance vieillesse pour les médecins exerçant en situation de cumul emploi-retraite) : p. 5098

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 359 rectifié** (Alignement du taux médian de CSG sur les retraites sur le taux plein de CSG sur les retraites) : p. 5124 - **Article 4** (Pérennisation de l'exonération en faveur des employeurs agricoles de travailleurs occasionnels et de demandeurs d'emploi (TO-DE)) : p. 5143 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 8 rectifié quater, n° 334 rectifié, n° 367 rectifié bis et n° 1266 rectifié** (Création d'une exonération temporaire de cotisations sociales en faveur des non-salariés agricoles concernés par la fièvre catarrhale ovine) : p. 5154 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 577 rectifié** (Extension aux EPCI de l'exonération patronale pour l'emploi des aides à domicile dont bénéficient les centres intercommunaux d'action sociale) : p. 5161 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 933 rectifié** (Énumération limitative des ressources de l'assurance maladie) : p. 5163 - **Article 6** (Réforme des allègements généraux de cotisations patronales) : p. 5167 p. 5168 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 230 rectifié ter et n° 790 rectifié bis** (Mutualisation des coûts liés à certaines maladies professionnelles des bénéficiaires de l'obligation d'emploi de travailleur handicapé pour le calcul des cotisations AT-MP (accidents du travail/maladies professionnelles)) : p. 5211

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article 7** (Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance) : p. 5252 p. 5256 p. 5259 p. 5269 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 942 rectifié, n° 1107, n° 368 rectifié bis, n° 1221 rectifié ter et n° 1068 rectifié bis** (Augmentation du taux de la CSG sur les revenus du capital) : p. 5276 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 649 rectifié, n° 753 rectifié et n° 957 rectifié** (Création d'une contribution sur les revenus générés par les Ehpad privés à but lucratif) : p. 5285 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 125, n° 903 rectifié ter, n° 1043 rectifié bis, n° 820, n° 904 rectifié ter, n° 947, n° 574 rectifié et 1169 rectifié** (Augmentation du taux de contribution de solidarité à l'autonomie) : p. 5292 p. 5297 p. 5298

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 832** (Annulation automatique des prestations prises en charge par l'assurance maladie au bénéfice d'un professionnel de santé frauduleux) : p. 5341 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 363 rectifié bis, n° 364 rectifié bis et n° 365 rectifié bis** (Réduction de l'assiette de la contribution sociale de solidarité pour les distributeurs en gros de médicaments) : p. 5373 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 505 rectifié** (Suppression de l'exonération de TVA visant les importations de prothèses dentaires par les dentistes ou prothésistes dentaires) : p. 5377 - **Article 9 bis (nouveau)** (Réforme de la contribution sur les boissons à sucres ajoutés) : p. 5377 p. 5380 p. 5382 p. 5388 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 306** (Révision annuelle des droits d'accises sur les produits du tabac - Règle en vigueur jusqu'au 1er janvier 2023 - Rétablissement) : p. 5446 - **Article 9 quater (nouveau)** (Taxe sur les publicités sur les prothèses auditives au profit de la Caisse nationale d'assurance maladie) : p. 5451

Troisième partie :

- (22 novembre 2024) - **Article 15** (Régulation des dépenses dans le champ conventionnel) : p. 5522 p. 5523 p. 5524 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 1328** (Conditionnement du remboursement d'appareillages auditifs au respect des conditions d'exercice, d'installation et de distribution) : p. 5526 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 226 rectifié sexies** (Restriction du champ du fonds d'intervention régional et amélioration de l'information du Parlement sur son utilisation) : p. 5526 p. 5527 - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendements n° 729 rectifié, n° 756 rectifié et n° 757 rectifié** (Agrément préalable des structures de soins non programmés) : p. 5534 - **Article 15 quater (nouveau)** (Demande de rapport sur le référentiel des actes innovants hors nomenclature) : p. 5535 - **Article 15 quinquies (nouveau)** (Demande de rapport sur le bilan des articles 33 et 36 de la LFSS 2023 et sur l'indexation automatique du tarif des actes infirmiers sur le taux d'inflation) : p. 5536 - **Article 16** (Extension du champ de l'accompagnement à la pertinence des prescriptions) : p. 5543

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-116 rectifié bis, n° I-153 rectifié bis, n° I-1225, n° I-1244 rectifié bis, n° I-1286 rectifié bis, n° I-1915 rectifié bis, n° 309 rectifié bis, n° 375 rectifié, n° 851 rectifié bis, n° I-1041 rectifié bis, n° I-1416 rectifié, n° I-1710 rectifié et n° I-2021 rectifié bis** (Remplacement de l'attestation par une mention sur la facture pour l'application de la TVA sur les travaux de rénovation bénéficiant du taux réduit de 5,5 % ou 10 %) : p. 6272 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-429 rectifié bis, n° I-60 rectifié, n° I-282 rectifié quinquies et n° I-1296 rectifié ter** (Application du taux de TVA à 5,5 % à la fourniture et à la pose d'installations d'autoconsommation photovoltaïque d'une puissance inférieure ou égale à 9 kilowatts-crête) : p. 6280 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1132 rectifié, n° I-1290 rectifié, n° 1354, n° I-1448 et n° I-1830 rectifié** (Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les opérations de réparation de vélos, d'électroménager, de chaussures et articles de cuir, de vêtements et de linge de maison) : p. 6283

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (2 décembre 2024) : p. 7138 - **État B** : p. 7149 p. 7165

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7319 p. 7322 p. 7325

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) : p. 7507 - **Article 64 (priorité)** (Instauration et affectation d'un fonds de réserve au profit des collectivités territoriales) : p. 7512 - **État B** : p. 7543

Relations avec les collectivités territoriales (suite)

- (4 décembre 2024) - **Article 61** (Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF)) : p. 7552 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-674, n° II-693 rectifié et n° II-506 rectifié** (Recentrage de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) sur le territoire des communes éligibles) : p. 7562 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-729, n° II-1454, n° II-51 rectifié bis, n° II-134 rectifié ter, n° II-194 rectifié, n° II-350 rectifié bis, n° II-670, n° II-53 rectifié bis, n° II-135 rectifié**

ter, n° II-195 rectifié, n° II-351 rectifié ter, n° II-739, n° II-369, n° II-901, n° II-1140, n° II-1149, n° II-345 rectifié et n° II-1121 (*Dispositions diverses et nouvelles prérogatives pour les commissions dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)*) : p. 7571

CHATILLON (Alain)
sénateur (Haute-Garonne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir.

Membre titulaire du Conseil national de l'industrie.

Membre titulaire du conseil d'administration de Business France.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à modifier le fait générateur de la perception de la taxe d'aménagement par les collectivités territoriales [n° 268 (2023-2024)] (22 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 519 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à lutter contre le recours à une mère porteuse [n° 572 (2023-2024)] (3 mai 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 15 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Philippe Mauguin, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de l'Institut national de recherche sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae).

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Alain Di Crescenzo, président des chambres de commerce et d'industrie (CCI France).

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*): Programme « Territoires d'industrie » -

Examen du rapport d'information et vote sur les propositions des rapporteurs.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2474

CHAUVET (Patrick)
sénateur (Seine-Maritime)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (UE) 2021/2115 et (UE) 2021/2116 en ce qui concerne les normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales, les programmes pour le climat, l'environnement et le bien-être animal, la modification des plans stratégiques relevant de la PAC, le réexamen des plans stratégiques relevant de la PAC et les exemptions des contrôles et des sanctions - COM(2024) 139 final [n° 524 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 842 (Instauration d'une contribution additionnelle sur les bénéfices des sociétés)** : p. 5126

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 555 (2023-2024)] portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 642 (2023-2024)] (29 mai 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaïques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie**.

Proposition de loi organique visant à mettre fin à la pratique des parachutages électoraux [n° 761 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'avenir de la politique agricole commune [n° 196 (2024-2025)] (9 décembre 2024) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arnaud Rousseau, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

(*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport de la mission flash intitulée « Les entreprises face à la pénurie de foncier économique ».

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arnaud Gaillot, président des Jeunes Agriculteurs et Mme Véronique Marchesseau, secrétaire générale de la Confédération paysanne.

Audition de M. Sébastien Windsor, président de Chambres d'agriculture France.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Marianne Laigneau, présidente du directoire d'Enedis.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Mission sur la crise du logement - Examen du rapport d'information et vote sur les propositions des rapporteurs.

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mmes Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques et Olga Givernet, ministre déléguée chargée de l'énergie.

Réunion du jeudi 5 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Avenir du marché intérieur - Audition de M. Enrico Letta.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Communication en vue de la sollicitation de l'avis de l'Autorité de la concurrence sur le fonctionnement du marché français de l'agroéquipement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif à la réforme du marché de l'électricité** - (16 janvier 2024) : p. 46

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 302 (2023-2024)** : p. 770

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 302 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 301 (2023-2024)**.

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4126

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2024) - **Article 14** (*Renforcement de certaines mesures de simplification prévues par la loi « Nouveau nucléaire » du 22 juin 2023*) : p. 4218 p. 4220 p. 4221 - **Article 15** (*Application au projet de réacteur expérimental de fusion ITER de certaines mesures prévues de simplification prévues par la loi « Nouveau nucléaire » du 22 juin 2023*) : p. 4222 p. 4223 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 11 rectifié bis et n° 14 rectifié ter** (*Attribution d'un label « Grand Chantier » pour les projets de construction, d'aménagement, d'équipement, d'installation et de travaux directement liés à un projet de décarbonation, bénéficiant d'une dérogation de plein droit à la qualification de projet d'intérêt général (PIG)*) : p. 4224 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 10 rectifié bis** (*Octroi de plein droit de la dérogation à l'objectif « Zéro artificialisation*

nette » pour les projets de décarbonation bénéficiant du label « Grand chantier ») : p. 4225 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 12 rectifié bis** (*Possibilité de dérogation à la « Loi Littoral » pour les projets de décarbonation bénéficiant du label « Grand chantier »*) : p. 4226 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 13 rectifié bis** (*Création d'un permis d'aménager à titre précaire notamment pour les projets bénéficiant du label « Grand chantier »*) : p. 4226 - **Article 16** (*Renforcement des dispositions de défense économique sanctionnant pénalement l'intrusion dans les installations nucléaires abritant des matières nucléaires soumises à autorisation au titre de l'article L. 1333-2 du code de la défense notamment*) : p. 4227 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 64 rectifié bis** (*Possibilité de requalification par l'autorité administrative de matières radioactives en stocks stratégiques*) : p. 4228 - **Article 18** (*Application de la contribution au partage territorial de la valeur aux projets d'éolien en mer et d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone attribués par appels d'offres*) : p. 4230 p. 4231 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 62 rectifié bis** (*Coordination de l'article L. 332 6 du code de l'urbanisme, avec les articles L. 342 12 et L. 342 21 du code de l'énergie, s'agissant de la contribution prévue pour le raccordement des consommateurs en cas d'extension des réseaux publics de distribution d'électricité*) : p. 4231 - **Article 19** (*Application du bilan carbone aux projets de production d'hydroélectricité bénéficiant d'un dispositif de soutien public attribué par guichets ouverts*) : p. 4232 - **Article 20** (*Simplification des procédures applicables aux installations hydrauliques en matière de dérogation aux débits réservés et d'augmentation de puissance*) : p. 4232 - **Article 21** (*Expérimentation du passage du régime des concessions vers celui des autorisations pour les concessions hydroélectriques échues*) : p. 4234 - **Article 22** (*Prolongation de la durée des contrôles pouvant être réalisés sur les installations agrivoltaïques et solaires en zone agricole*) : p. 4235 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 116** (*Consolidation du mécanisme d'ajustement appliqué par le gestionnaire du réseau public de transport d'électricité pour les projets d'énergies renouvelables*) : p. 4235 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 27 rectifié bis** (*Octroi à l'énergie solaire thermique du bénéfice de la dérogation à l'objectif « Zéro artificialisation nette » (ZAN)*) : p. 4236 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 113 rectifié bis, n° 112 rectifié bis et n° 114 rectifié bis** (*Encadrement, entre six et douze mois, de la durée maximale d'instruction des nouvelles autorisations de projets d'énergies renouvelables situés dans des zones d'accélération des projets d'énergies renouvelables*) : p. 4237 - **Article 23** (*Consolidation des compétences de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) en matière de contrats de long terme en électricité et en gaz renouvelables, d'installations de production d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone et d'installations de captage, de transport et de stockage du dioxyde de carbone*) : p. 4240 p. 4241 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 139** (*Exonération des consommateurs finals non domestiques aux tarifs réglementés de vente d'électricité (TRVE) des frais de résiliation*) : p. 4242 - **Article 24** (*Renforcement de la protection des consommateurs d'électricité dont la définition des offres, l'indexation des prix, ainsi que la composition de l'information précontractuelle et du comparateur d'offres du Médiateur national de l'énergie (MNE)*) : p. 4243 p. 4244 - **Article additionnel après l'article 25 A - Amendement n° 57 rectifié** (*Remise d'un rapport, par le Gouvernement au Parlement, sur l'application de la stratégie française en matière d'énergie et de climat (Sfec)*) : p. 4245 - **Article additionnel après l'article 25 A - Amendement n° 60** (*Remise, par le Gouvernement au Parlement, d'un rapport annuel sur la mise en œuvre des mesures, y compris financières, liées à la reconversion des centrales de production d'électricité à charbon*) : p. 4245 - **Article additionnel après l'article 25 A - Amendement n° 183** (*Fonctionnement des parcs d'installations utilisant l'énergie mécanique du vent implantées en mer - Rapport au Parlement*) : p. 4245 - **Article 25** (*Gage*) : p. 4246

CHEVALIER (Cédric)
sénateur (Marne)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières le 1er février 2024 ; puis vice-président le 14 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 4 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 4 mars 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (24 octobre 2024).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 4 mars 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à introduire une exonération fiscale au bénéfice des médecins décalant leur âge de départ à la retraite [n° 257 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à mieux valoriser l'engagement associatif et citoyen tout au long de la vie [n° 329 (2023-2024)] (9 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) du financement des travaux exécutés d'office par les petites communes pour la sécurisation des immeubles [n° 440 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 522 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Famille - Société - Travail.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter le nombre de listes aux élections européennes [n° 571 (2023-2024)] (3 mai 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'abstention électorale en autorisant la détention, par les électeurs mandataires, de deux procurations de vote établies en France [n° 657 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'une délégation parlementaire au numérique [n° 712 (2023-2024)] (27 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaïques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques [n° 783 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 1 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation pour les achats effectués dans les foires et les salons [n° 55 (2024-2025)] (21 octobre 2024) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 95 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à revenir au caractère cumulatif des critères pédologique et floristique permettant de qualifier les zones humides [n° 106 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues [n° 192 (2024-2025)] (5 décembre 2024) - **Justice - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi encadrant l'activité des plateformes de revente agissant en qualité de tiers de confiance [n° 194 (2024-2025)] (7 décembre 2024) - **Culture - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des Bâtiments de France [n° 195 (2024-2025)] (9 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information « Engager et réussir la transition environnementale de sa collectivité » - Échange sur les travaux.

Réunion du jeudi 1er février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Réunion de sensibilisation relative aux conséquences de l'inflation normative sur le « pouvoir d'agir » des collectivités.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Martial Foucault, directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), au sujet de la présentation des résultats de la consultation en partenariat avec l'AMF : « Des maires engagés mais empêchés ».

Réunion du jeudi 8 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Éric Woerth, ancien ministre, premier questeur de l'Assemblée nationale, relative à une mission sur la décentralisation.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. François Sauvadet, président de l'Assemblée des Départements de France.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : L'équité territoriale en matière d'accès aux soins - Audition de Mmes Isabelle Dugelet, maire de La Gresle (Loire) et membre du conseil d'administration de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), Julie Pougheon, conseillère spéciale de la directrice générale de l'offre de soins (DGOS) et M. Maxime Lebigot, co-président de l'Association de citoyens contre les déserts médicaux (ACCDM).

Travaux de la délégation aux collectivités territoriales sur la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales - Communication de M. Rémy Pointereau.

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport relatif à la marque employeur des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan d'activité - Audition de M. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du jeudi 23 mai 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde relative à la mission d'information intitulée « Relever le défi de l'ingénierie dans les petites communes : les bonnes pratiques ».

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Constats et recommandations du rapport d'information de M. Jean Bacci : « L'Office français de la biodiversité, un capitaine qui doit jouer plus collectif » - Audition de M. Olivier Thibault, directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat relative à l'exploitation des friches minières et la poursuite des objectifs énergétiques européens** - (6 février 2024) : p. 611

- **Question orale sans débat sur le thème : "Revaloriser tous les secrétaires de mairie"** - (6 février 2024) : p. 611 p. 612

- **Candidature à une éventuelle commission mixte paritaire** - (7 février 2024) : p. 738

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (13 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 827

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1349

- **Débat relatif à l'équité et à la transparence de Parcoursup à la frontière du lycée et de l'enseignement supérieur** - (6 mars 2024) : p. 1398

- **Question orale sans débat relative à la communication de documents sensibles** - (9 avril 2024) : p. 2441

- **Débat sur le thème : « Planification écologique et COP régionales : quelle efficacité ? »** - (30 avril 2024) : p. 2754

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3019 - **Article 1er A (Généralisation de la déclaration préalable avec enregistrement de la location d'un meublé de tourisme)** : p. 3032 p. 3035 p. 3040 - **Article 1er (Application des obligations de décence énergétique aux locations meublées de tourisme)** : p. 3053 - **Article 1er bis (Modifications du code du tourisme visant à renforcer les outils à la disposition des communes pour réguler la location meublée)**

touristique) : p. 3061 p. 3063 - **Article 2 (Modifications du code de la construction et de l'habitation et du code de l'urbanisme visant à doter les communes de nouveaux outils pour réguler la location meublée touristique)** : p. 3066

- **Proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées [n° 620 (2023-2024)]** - (30 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3426

- **Question orale sans débat sur les bouchons et bouteilles en plastique** - (4 juin 2024) : p. 3583

- **Question orale sans débat sur le devenir du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (CAS Facé)** - (4 juin 2024) : p. 3595

- **Question orale sans débat relative aux subventions accordées par les agences de l'eau** - (3 décembre 2024) : p. 7286

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) : p. 7502

CHEVROLLIER (Guillaume)
sénateur (Mayenne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité des politiques publiques en matière de rénovation énergétique.

Membre de la commission d'enquête portant sur la production, la consommation et le prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050 le 17 janvier 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 1er février 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 1er février 2024.

Membre titulaire du Comité national de l'eau et comité consultatif prévu au 4° de l'article L. 213-1 du code de l'environnement le 12 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports**.

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Environnement [n° 148 tome 3 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des outre-mer [n° 172 (2024-2025)] (28 novembre 2024) - **Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à préserver des sols vivants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur l'évaluation de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (OFB), modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Audition de Mme Sylvie Gustave dit Duflo, présidente du conseil d'administration de l'OFB, vice-présidente de la région Guadeloupe, et M. Olivier Thibault, directeur général de l'OFB.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Intensification des risques épidémiologiques sous l'effet du changement climatique - Audition.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Bilan d'activité - Audition de M. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Résilience des réseaux face aux aléas climatiques - Audition de MM. Hervé Champenois, directeur technique d'Enedis, Charles-Antoine Gautier, directeur général de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), Maurice Girancel, président du syndicat intercommunal d'électricité (Sidélec) du département de La Réunion, et Antoine Jourdain, directeur systèmes énergétiques insulaires d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Rapport public annuel consacré à l'action publique face au changement climatique - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sylvain Waserman, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir du fret ferroviaire - Audition de M. Matthieu Chabanel, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Évaluation de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (OFB), modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Castex, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Les enjeux de la COP16 Biodiversité - Audition de Mmes Sylvie Lemmet, ambassadrice déléguée à l'environnement, et Sylvie Goulard, coprésidente de l'International Advisory Panel on Biodiversity Credits (IAPB).

L'état des lieux de la biodiversité à l'heure de la COP16 - Audition de MM. Sébastien Moncorps, directeur du comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et Denis Couvet, président du conseil d'administration de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité (FRB).

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-Marie Abadie, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques.

Le déploiement des réseaux de fibre optique - Audition de représentants de l'Arcep, de l'ANCT et de Avicca.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs aux paysages, à l'eau et à la biodiversité et à l'expertise, à l'information géographique et à la météorologie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information relative aux nuisances sonores liées aux transports - Désignation de rapporteurs.

Recyclage des métaux stratégiques - Audition de MM. Guillaume Pitron, Manuel Burnand et Olivier François.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif à la réforme du marché de l'électricité** - (16 janvier 2024) : p. 44
- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 302 (2023-2024)** : p. 756 p. 769
- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 302 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 301 (2023-2024)**.
- **Mises au point au sujet de votes** - (27 février 2024) : p. 1073
- **Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille [n° 417 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1956
- **Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 501 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2692 - **Article unique** (*Mise en œuvre d'un plan national et de plans départementaux de lutte contre le frelon asiatique*) : p. 2699
- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3027
- **Question orale sans débat sur la technique de calcul du ratio de prairies permanentes** - (4 juin 2024) : p. 3581 p. 3582
- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3873

CHRISTOPHE (Paul)
*ministre des solidarités, de l'autonomie
 et de l'égalité entre les femmes et les
 hommes*
 (du 22 septembre 2024 au 23 décembre
 2024)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 670 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4103 - **Article 1er** (*Accélération du traitement des demandes de compensation des handicaps liés à des maladies évolutives graves*) : p. 4114 - **Article 2** (*Ouverture de la prestation de compensation du handicap aux personnes atteintes de maladies évolutives graves*) : p. 4114 - **Article 4** (*Gage financier*) : p. 4115
- **Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 23 (2024-2025)]** - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4285 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4294 p. 4294
- **Proposition de loi visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidants - Deuxième lecture [n° 97 (2024-2025)]** - (5 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4694 p. 4703

- **Débat sur le thème « Croissance de la dette publique de la France »** - (8 octobre 2024) : p. 3898
- **Question orale sans débat sur la situation budgétaire des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad)** - (22 octobre 2024) : p. 4358 p. 4359
- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (22 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4390
- **Débat sur le thème : « Gestion de l'eau : bilan de l'été 2024 et perspective pour mieux gérer la ressource »** - (12 novembre 2024) : p. 4867
- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**
Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :
 - (26 novembre 2024) - **Article 7** (*Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations*) : p. 6059 p. 6060
 - **Négociations en cours relatives à l'accord d'association entre l'Union européenne et le Mercosur** - (27 novembre 2024) : p. 6201
 - **Question orale sans débat relative au retrait de la Bpifrance pour le projet Niagara** - (3 décembre 2024) : p. 7274 p. 7275
 - **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)]** - (18 décembre 2024) - **Discussion générale** : p. 7592

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (18 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5033 p. 5034 p. 5066
- **Suite de la discussion** (22 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 1375** (*Concours de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) aux départements*) : p. 5639 p. 5640 p. 5641 - **Article 21** (*Modification des paramètres de l'expérimentation relative au régime de financement des établissements accueillant des personnes âgées et dépendantes*) : p. 5643 p. 5644 p. 5644 p. 5645 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 509 rectifié bis et n° 1191 rectifié** (*Extension du parcours de repérage des troubles neurodéveloppementaux (TND) aux enfants de six ans*) : p. 5645 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 1046 rectifié bis** (*Reconnaissance du statut d'infirmier coordinateur en Ehpad*) : p. 5646 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 660 rectifié** (*Conditionnement du financement des prestations à la charge des organismes de sécurité sociale dans les ESMS à une recherche raisonnable du bénéficiaire*) : p. 5647 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 679** (*Conditionnement du financement public des établissements et services médico-sociaux à un écart de salaire maximum*) : p. 5648 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 1386 rectifié et 1390** (*Soutien aux établissements sociaux et médico-sociaux en difficulté financière - Aide exceptionnelle pour 2025*) : p. 5648 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 876 rectifié ter** (*Recentrage des missions des prestataires de service et distributeurs de matériels médicaux (PSDM)*) : p. 5649 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 1189 et n° 1231** (*Notification aux établissements ou services sociaux ou médico-sociaux (ESMS) des indus versés en cas d'intervention d'un professionnel de santé libéral*) : p. 5650 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 1090 rectifié**

bis et n° 1310 rectifié (Décalage de la pérennisation du dispositif dérogatoire au droit du travail dans le cadre de prestations de relai) : p. 5650 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 235 rectifié** (Demande de rapport sur l'impact du sous-financement des Ehpad) : p. 5651 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 237 rectifié** (Demande de rapport sur les effets de l'inflation sur la situation financière des ESMS) : p. 5652 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 803** (Demande de rapport sur la mise en œuvre de l'article 62 de la LFSS pour 2023) : p. 5652 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 804** (Demande de rapport sur les mesures de revalorisation salariale dans les secteurs sanitaire, social et médico-social) : p. 5653 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 805** (Demande de rapport sur le coût de l'extension des revalorisations salariales dans le secteur social et médico-social) : p. 5654 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 806** (Demande de rapport sur la mise en œuvre de l'article 13 de la LFSS 2022) : p. 5655 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 1215** (Demande de rapport sur l'application de l'article 24 de la LFRSS 2023) : p. 5655 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 1283 rectifié et n° 1287** (Demande de rapport sur les financements consacrés à la transition écologique au sein des ESMS) : p. 5656

Troisième partie : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2025 :

- (23 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 818** (Création d'un comité de suivi de l'application des recommandations du rapport évaluant le coût réel de la sous-déclaration) : p. 5708 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 707** (Demande de rapport sur les accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP) féminins) : p. 5709 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 911 rectifié** (Demande de rapport sur les cancers professionnels des sapeurs-pompiers) : p. 5709 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 1056 rectifié** (Demande de rapport sur la mutualisation à l'ensemble des employeurs du risque des accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP) sur les bénéficiaires de l'obligation d'emploi de travailleur handicapé) : p. 5711 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 476 rectifié** (Demande de rapport sur l'offre de soins en Martinique) : p. 5711 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 1076** (Demande de rapport au Parlement sur l'accès au minimum contributif et au minimum contributif majoré des assurés ayant effectué une partie de leur carrière hors de France) : p. 5712 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 760 rectifié ter** (Conditionnement du bénéfice du financement public des crèches à la publication d'indicateurs-

clés) : p. 5713 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° 697 rectifié bis et n° 1024** (Expérimentation prévoyant la mise en place de prix-plancher du berceau en crèches) : p. 5714 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° 1190 rectifié et n° 1253 rectifié** (Renforcement de la procédure de recouvrement des indus et suppression de la réforme du tiers-payant concernant le choix du mode de garde (CMG) « structure ») : p. 5715 p. 5716 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 192** (Détermination annuelle du plafond tarifaire des micro-crèches pour le bénéfice du complément de libre choix du mode de garde (CMG)) : p. 5716 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 191** (Suspension du versement du complément du mode de garde en cas de défaut de paiement du salaire dû à l'assistante maternelle ou à l'employé à domicile) : p. 5717 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 380** (Restriction du bénéfice de la prime de naissance aux personnes de nationalité française) : p. 5718 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° 1192 rectifié et n° 1232 rectifié** (Adaptation du droit des prestations familiales et extension de l'assurance vieillesse des aidants à Mayotte) : p. 5719 p. 5720 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 1317** (Demande de rapport portant sur les travaux de réforme du financement de l'accueil du jeune enfant) : p. 5720 - **Article 25** (Dotations et transferts des régimes obligatoires de base) : p. 5722 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 999** (Demande de rapport sur les conditions de financement des mesures de revalorisation Ségur-Laforcade) : p. 5723 - **Article 26** (Objectif de dépenses de la branche maladie, maternité, invalidité et décès) : p. 5724 - **Article 27** (Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-Ondam) : p. 5726 p. 5727 p. 5730 - **Article 28** (Objectif de dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP)) : p. 5731 - **Article 29** (Objectif de dépenses de la branche vieillesse) : p. 5731 - **Article 30** (Objectifs de dépenses de la branche famille) : p. 5732 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 1084 rectifié** (Demande de rapport sur la mise en œuvre de l'intermédiation financière par l'Agence de recouvrement des impayés de pensions alimentaires) : p. 5734 - **Article 31** (Objectif de dépenses de la branche autonomie) : p. 5735 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 447 rectifié** (Autorisation accordée aux titulaires d'une autorisation d'accès précoce ou d'une autorisation d'accès compassionnel d'y renoncer) : p. 5736 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 452 rectifié bis** (Demande de rapport sur l'opportunité de créer une nouvelle branche « alimentation » au régime global de la sécurité sociale) : p. 5737

de CIDRAC (Marta)
sénatrice (Yvelines)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité des politiques publiques en matière de rénovation énergétique.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 7 novembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 7 novembre 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports**.

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faciliter l'engagement des volontaires de la réserve citoyenne de défense et de sécurité exerçant une activité salariée [n° 630 (2023-2024)] (23 mai 2024) - **Défense - Police et sécurité - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la prévention des pertes de granulés plastiques en vue de réduire la pollution par les microplastiques - COM(2023) 645 final [n° 203 (2024-2025)] (11 décembre 2024) - **Environnement - Société - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Table ronde avec les ambassadeurs à Paris des États membres de l'Union européenne (UE) sur les perspectives d'adhésion à l'UE de nouveaux États et sur les réformes parallèles à mener dans l'UE.

Institutions européennes - Priorités de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne - Audition de S.E. M. Jo Indekeu, ambassadeur de Belgique en France et à Monaco.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport et élaboration des textes de la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail, santé - Audition de M. Nicolas Schmit, commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : L'éco-anxiété - Audition du docteur Célie Massini, psychiatre, GHU Paris psychiatrie et neurosciences, du professeur Antoine Pelissolo, psychiatre, professeur des universités - GHU Henri-Mondor, de M. Pierre-Éric Sutter, psychologue du travail, et de Mme Manuela Santa Marina, psychologue clinicienne et psychothérapeute.

(*commission des affaires sociales*) : Questions sociales, travail, santé - Audition de M. Nicolas Schmit, commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Éthique et corruption - Examen du rapport, de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition écologique - Audition de M. Jean Pisani-Ferry et Mme Selma Mahfouz, coauteurs du rapport sur Les Incidences économiques de l'action pour le climat.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition de M. Charles Fries, secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*commission des affaires européennes*): Voisinage et élargissement - « Réforme et élargissement de l'Union européenne » - Audition de MM. Édouard Balladur, ancien Premier ministre, Joachim Bitterlich, ancien conseiller auprès du Chancelier Helmut Kohl et ambassadeur d'Allemagne, Philippe Étienne, ambassadeur de France, ancien représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne et ambassadeur de France en Allemagne et aux États-Unis, Alain Lamassoure, ancien ministre délégué aux affaires européennes et au budget et président de la commission des budgets du Parlement européen, et Mme Noëlle Lenoir, ancienne ministre chargée des affaires européennes ».

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): L'équité territoriale en matière d'accès aux soins - Audition de Mmes Isabelle Dugelet, maire de La Gresle (Loire) et membre du conseil d'administration de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), Julie Pougheon, conseillère spéciale de la directrice générale de l'offre de soins (DGOS) et M. Maxime Lebigot, co-président de l'Association de citoyens contre les déserts médicaux (ACCDM).

Travaux de la délégation aux collectivités territoriales sur la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales - Communication de M. Rémy Pointereau.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Conseil européen des jeudi 21 et vendredi 22 mars 2024 - Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Dragan Krapovic, ministre de la défense du Monténégro.

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*commission des affaires européennes*): Lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique sur la proposition de règlement COM(2023) 533 final.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Intensification des risques épidémiologiques sous l'effet du changement climatique - Audition.

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Réunion interparlementaire en format Weimar à Varsovie les 10 et 11 mars 2024 - Communication.

Politique étrangère et de défense - Mesure d'assistance au titre de la facilité européenne pour la paix au profit de l'Arménie - Examen de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des affaires européennes*): Audition de M. Wopke Hoekstra, commissaire européen chargé de l'action pour le climat, en commun avec les commissions des affaires européennes du Sénat et de l'Assemblée nationale ainsi que la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*): « Transports pendant les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 : quels enjeux ? » - Audition de M. Patrice Vergriete, ministre délégué chargé des transports, et de Mme Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, présidente d'Île-de-France Mobilités.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Rapport public annuel consacré à l'action publique face au changement climatique - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Sylvain Waserman, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 19 juin 2024 (*commission des affaires européennes*): Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Audition de M. Florian Colas, directeur général des douanes et droits indirects (DGDDI) du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 3 juillet 2024 (*commission des affaires européennes*): Voisinage et élargissement - Déplacement d'une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Balkans occidentaux en Bosnie-Herzégovine du 22 au 26 avril 2024 - Communication.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Mission conjointe de contrôle relative aux inondations survenues en 2023 et au début de l'année 2024 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Nouvelles institutions européennes - Communication de M. Jean-François Rapin.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires européennes*): Questions sociales, travail et santé - Révision de la législation pharmaceutique de l'Union européenne - Examen du rapport d'information, de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Pierre-Marie Abadie, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Conseil européen des jeudi 17 et vendredi 18 octobre 2024 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du Premier ministre et du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires européennes*): « La coopération et l'intégration régionale outre-mer - bassin Océan Indien » - Enjeux européens du rapport d'information de la délégation sénatoriale aux outre-mer - Communication.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires européennes*): Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Projet de loi de finances 2025 et perspectives budgétaires de l'Union européenne: communication de Mmes Florence Blatrix Contat et Christine Lavarde.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation.

Mission d'information sur l'application de la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Agec) - Création de la mission et désignation des rapporteurs.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : « Législation européenne : peut mieux faire » - Examen du rapport d'information.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Constats et recommandations du rapport d'information de M. Jean Bacci : « L'Office français de la biodiversité, un capitaine qui doit jouer plus collectif » - Audition de M. Olivier Thibault, directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

Réunion du jeudi 5 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Avenir du marché intérieur - Audition de M. Enrico Letta.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Cotisations des travailleurs frontaliers pour les prestations chômage - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Pollution due aux rejets de granulés de plastique - Examen de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Gestion du trafic spatial - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre Monzani, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (Acnusa).

Recyclage des métaux stratégiques - Audition de MM. Guillaume Pitron, Manuel Burnand et Olivier François.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la situation de la fibre optique dans plusieurs communes des Yvelines** - (18 janvier 2024) : p. 149 p. 150

- **Proposition de loi visant à préserver des sols vivants [n° 66 (2023-2024)]** - (15 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1019

- **Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française [n° 365 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1322

- **Question orale sans débat relative à la mutualisation entre opérateurs des antennes-relais de téléphonie** - (9 avril 2024) : p. 2436

- **Débat sur le thème : « Contrôle des investissements étrangers en France comme outil d'une stratégie d'intelligence économique au service de notre souveraineté »** - (29 mai 2024) : p. 3379 p. 3380

- **Débat sur le thème : « La France a-t-elle été à la hauteur des défis et de ses ambitions européennes ? »** - (29 mai 2024) : p. 3412

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2024** - (9 octobre 2024) : p. 4038

- **Débat sur le thème : Nouvelle commission : « Quelle politique européenne et quelle influence pour la France ? »** - (12 novembre 2024) : p. 4850

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la fermeture de maternités, notamment dans les Yvelines** - (20 novembre 2024) : p. 5241

CIGOLOTTI (Olivier)
sénateur (Haute-Loire)
UC

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Pourquoi l'avenir de l'Europe se joue en Ukraine [n° 254 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 95 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à revenir au caractère cumulatif des critères pédologique et floristique permettant de qualifier les zones humides [n° 106 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Défense : Préparation et emploi des forces [n° 146 tome 6 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Défense - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Enseignements du déplacement en Pologne et Ukraine en décembre 2023 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Danger de la prolifération des armes de petit calibre - Audition de M. Léo Jarry, enquêteur principal à l'ONG Conflict Armament Research.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La Corne de l'Afrique - Audition de Mme Sonia Le Gouriellec, chercheuse, docteure en science politique et maîtresse de conférences à l'Université catholique de Lille.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à l'accord économique et global UE-Canada - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de

M. Jean-Marie Bockel, envoyé personnel du Président de la République auprès des pays africains concernés par la reconfiguration de nos dispositifs militaires en Afrique.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation géopolitique en Méditerranée orientale - Audition de M. Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES).

Réunion du mardi 15 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des armées et des anciens combattants, sur le projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Nicolas Vaujour, chef d'état-major de la marine (à huis clos).

Audition du général Jérôme Bellanger, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre (à huis clos).

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Chiva, délégué général pour l'armement (à huis clos).

Audition du général Hubert Borneau, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 - Coordination du travail gouvernemental (action 2 Coordination de la sécurité et de la défense, SGDSN, Cyberdéfense) - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française** [n° 365 (2023-2024)] - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1325

- **Question orale sans débat relative au plan de développement des compétences pour la filière cynégétique** - (7 mai 2024) : p. 2804 p. 2805

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'annulation de la participation des entreprises israéliennes au salon Eurosatory de la défense** - (5 juin 2024) : p. 3737

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3858

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la retraite des sapeurs-pompiers volontaires** - (20 novembre 2024) : p. 5238 p. 5239

CIUNTU (Marie-Carole)
sénatrice (Val-de-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances à partir du 6 novembre 2024 ; membre de la commission jusqu'au 5 novembre 2024.

Membre de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 (26 novembre 2024).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Apprentissage du français et des valeurs civiques : davantage de moyens et toujours pas davantage de réussite [n° 772 (2023-2024)] (24 septembre 2024) - **Société - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Immigration, asile et intégration [n° 34 tome 2 annexe 16 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Immigration, asile et intégration [n° 144 tome 3 annexe 16 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 24 septembre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Formation linguistique et civique dans le cadre du contrat d'intégration républicaine - Communication.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Bruno Retailleau, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 26 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Suite de l'examen des amendements de séance sur les articles de première partie du projet de loi de finances pour 2025.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « JO 2024 : la France est-elle prête ? »** - (5 mars 2024) : p. 1311

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des associations d'aide aux migrants** - (27 mars 2024) : p. 2153 p. 2154

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2024) : p. 7170 - **État B** : p. 7181 p. 7183 p. 7186 p. 7187 p. 7189 p. 7191 p. 7192 p. 7193 p. 7194 p. 7195 p. 7196 p. 7197 p. 7198 p. 7199 p. 7201 - **État G** : p. 7202

CONCONNE (Catherine)
sénatrice (Martinique)
SER

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024.

Membre de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 1er février 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 1er février 2024.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé le 19 février 2024.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale le 12 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du lundi 15 janvier 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de parquets situés en zone rurale.

Réunion du lundi 29 janvier 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de M. Alain Bauer, professeur de criminologie au Conservatoire national des arts et métiers, responsable scientifique du Pôle

« sécurité, défense, renseignement, criminologie, cybermenaces, crises » (PSDR3C).

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (commission des affaires sociales) : Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles - Audition de M. Pascal Cormery, président de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA), et de Mme Christine Dechesne-Céard, directrice de la réglementation de la CCMSA.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de M. François Molins, ancien procureur général près la Cour de cassation.

Réunion du mardi 9 avril 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 21 mai 2024 (commission des affaires sociales) : Audition de M. Frédéric Valletoux, ministre délégué chargé de la santé et de la prévention.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (commission des affaires sociales) : Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (délégation sénatoriale aux outre-mer) : Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du Premier ministre, chargé des Outre-mer.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 487

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1205

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière agricole** - (30 avril 2024) : p. 2768

- **Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 618 (2023-2024)]** - (29 mai 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3399

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation des retraités en outre-mer** - (6 novembre 2024) : p. 4776

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (18 novembre 2024) - **Article 3 (Alignement de l'effort contributif des non-salariés agricoles sur celui des travailleurs indépendants)** : p. 5084 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 745 (Extension des missions du comité de suivi des retraites)** : p. 5092 p. 5093

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2024) - **Article 6 (Réforme des allègements généraux de cotisations patronales)** : p. 5172 - **Article 6 (suite) (Réforme des allègements généraux de cotisations patronales)** : p. 5186 p. 5191 p. 5192

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 6 (suite) - Amendements n° 464 rectifié bis, n° 1093 rectifié bis et n° 1297 rectifié ter (Inclusion pour les années 2026 et 2027 du BTP de Guadeloupe, de**

Martinique et de La Réunion dans le dispositif « Lodéom renforcé » : p. 5245

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article 14** (*Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale*) : p. 5486

Troisième partie :

- (22 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 1332 rectifié** (*Réorganisation du service du contrôle médical de l'Assurance maladie*) : p. 5552 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 1277 rectifié** (*Remise d'un rapport sur la réforme du financement des activités de médecine-chirurgie-obstétrique (MCO) dans les établissements de santé*) : p. 5567 - **Article 17** (*Conventionnement des entreprises de taxis avec l'assurance maladie*) : p. 5578 p. 5579 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 235 rectifié** (*Demande de rapport sur l'impact du sous-financement des Ehpad*) : p. 5651

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026** (*Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)- Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations*) : p. 6178 p. 6179 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026 (suite)** (*Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)- Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations*) : p. 6215 p. 6216 - **Article**

additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-546 rectifié (*Hausse des seuils des procédures soumises à agrément fiscal pour les réductions d'impôts sur les investissements outre-mer*) : p. 6243

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-2019 rectifié, n° I-310 rectifié, n° I-342 rectifié ter, n° I-377 rectifié, n° I-1043 rectifié bis, n° I-1288 rectifié bis, n° I-1538 rectifié ter, n° I-1893 rectifié septies, n° I-1935 rectifié quater, n° 2042 rectifié ter, n° I-543 rectifié, n° I-602, n° I-1418 rectifié, n° 1544 rectifié ter** (*Prorogation d'un an de la réduction d'impôt « Pinel »*) : p. 6607 - **Article 27** (*Intégration des communes anciennement classées en zone de revitalisation rurale dans le nouveau zonage France ruralités revitalisation et prorogation du dispositif d'exonérations fiscales et sociales dans les bassins d'emploi à redynamiser*) : p. 6686 p. 6687 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-130, n° I-972, n° I-1494 rectifié et n° I-2029 rectifié bis** (*Éligibilité au crédit d'impôt de la création d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) en outre-mer*) : p. 6694 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-508 rectifié** (*Retrait des critères énergétiques pour l'obtention du crédit d'impôt en outre-mer*) : p. 6694 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-507 rectifié et n° I-1139 rectifié** (*Retrait des critères énergétiques pour l'obtention du crédit d'impôt en outre-mer*) : p. 6694

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) - **État B** : p. 7525

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)]** - (18 décembre 2024) - **Discussion générale** : p. 7596

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 95 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Société - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Gestion de l'eau : bilan de l'été 2024 et perspective pour mieux gérer la ressource »** - (12 novembre 2024) : p. 4857

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

CONTE JAUBERT (Mireille)

sénatrice (Gironde)
RDSE

Devenue sénateur le 22 octobre 2024 (en remplacement de Mme Nathalie DELATTRE, devenue membre du Gouvernement).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 22 octobre 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 7 novembre 2024.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de sécurité ferroviaire le 7 novembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 7 novembre 2024.

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-1150 rectifié bis, n° I-1161 rectifié bis, n° I-1228 rectifié, n° I-1236 rectifié bis, n° I-1270 rectifié ter, n° I-1961 rectifié ter et n° I-2227 rectifié (Exonération de la valorisation énergétique des combustibles solides de récupération pour la production de gaz) : p. 6567 - Article 27**

(Intégration des communes anciennement classées en zone de revitalisation rurale dans le nouveau zonage France ruralités revitalisation et prorogation du dispositif d'exonérations fiscales et sociales dans les bassins d'emploi à redynamiser) : p. 6685

CONWAY-MOURET (Hélène)
sénatrice (Français établis hors de
France (Série 1))
SER

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024 ; puis vice-présidente le 12 novembre 2024.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger le 12 février 2024.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant protection sociale des journalistes travaillant à l'étranger pour des médias français [n° 541 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Culture - Sécurité sociale.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Défense : Équipement des forces [n° 146 tome 8 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Défense - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement à Berlin des 28 et 29 janvier 2024 - Communication.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marie Bockel, envoyé personnel du Président de la République auprès des pays africains concernés par la reconfiguration de nos dispositifs militaires en Afrique.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à l'apprentissage transfrontalier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thierry Francou, président-directeur général d'Eurencos.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Quelles perspectives et quels défis pour les États-Unis en cette année d'élections ? - Audition de Mme Alexandra de Hoop Scheffer, politologue, senior vice-présidente pour les questions géopolitiques au German Marshall Fund of the United States et M. Lauric Henneton, maître de conférences à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de règlement relatif à l'établissement du programme pour l'industrie européenne de la défense - Examen de la proposition de résolution européenne portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Examen du Contrat d'objectif et de moyens (COM 2024-2026) d'Expertise France.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation géopolitique en Méditerranée orientale - Audition de M. Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES).

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Le Sénégal : une rupture politique majeure ? » - Audition de Mme Caroline Roussy, directrice de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Déplacement au Kenya et au Rwanda - Communication.

Réunion du mardi 15 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de

M. Sébastien Lecornu, ministre des armées et des anciens combattants, sur le projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Recrutement et fidélisation dans les armées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Lutte contre les influences étrangères malveillantes. Pour une mobilisation de toute la Nation face à la néo-guerre froide » - Présentation du rapport de la commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté.

L'Arabie saoudite : l'avenir à marche forcée ? - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Stéphane Bouillon, secrétaire général du SGDSN, Vincent Strubel, directeur général de l'ANSSI et de Marc-Antoine Brillant, chef du Service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum).

Audition du général Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre (à huis clos).

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Chiva, délégué général pour l'armement (à huis clos).

Prise de mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans - Examen de la proposition de résolution européenne.

Réunion du jeudi 14 novembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Audiovisuel public » - Programmes 375 (France Médias Monde), 377 (TV5 Monde) et 383 (programme de transformation) - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 - Coordination du travail gouvernemental (action 2 Coordination de la sécurité et de la défense, SGDSN, Cyberdéfense) - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Programmes 185 (Diplomatie culturelle et d'influence) - Examen du rapport pour avis.

Audition de Madame Anne-Marie Descôtes, secrétaire générale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) :

Déplacements en Afrique du Sud, au Gabon et au Maroc - Communications et échanges de vues.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'établissement du programme pour l'industrie européenne de la défense et d'un cadre de mesures visant à assurer la disponibilité et la fourniture en temps utile des produits de défense - Examen de la proposition de résolution européenne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail [n° 537 (2022-2023)]** - (15 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1032 p. 1035 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendements n° 6 rectifié bis et n° 14 rectifié bis** (*Transformation de l'arrêt menstruel en expérimentation pour trois ans*) : p. 1044 - **Article 1er** (*Création d'un « congé menstruel » sous la forme d'un arrêt maladie cadre*) : p. 1046 p. 1047 - **Article 4** (*Adaptation du régime de télétravail pour les salariées souffrant de dysménorrhée*) : p. 1050 p. 1052

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Article 1er** (*Augmentation des indemnités de fonction des maires et des présidents de délégations spéciales*) : p. 1359

- **Suite de la discussion** (7 mars 2024) - **Article 17** (*Cumul des indemnités journalières et des indemnités de fonction*) : p. 1546

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Haïti** - (3 avril 2024) : p. 2388 p. 2389

- **Question orale sans débat relative à la baisse de l'indice de parité de pouvoir d'achat dans plusieurs circonscriptions consulaires en 2024** - (7 mai 2024) : p. 2798

- **Proposition de loi visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères [n° 578 (2023-2024)]** - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2848 - **Article 1er** (*Pérennisation de la dématérialisation de la délivrance des copies et extraits des actes d'état civil établis par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères*) : p. 2852 p. 2853 - **Article 2** (*Prorogation, pour une durée de trois ans, de l'expérimentation de la dématérialisation de l'établissement, de la mise à jour et de la conservation des actes d'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères*) : p. 2856 p. 2857

- **Débat sur le thème : « Contrôle des investissements étrangers en France comme outil d'une stratégie d'intelligence économique au service de notre souveraineté »** - (29 mai 2024) : p. 3378 p. 3379

- **Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 672 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Article unique** (*Motivation de la fermeture du compte par la banque à la demande du client*) : p. 4017

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 25 (2024-2025)]** - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4985

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° 739 rectifié et n° 1174 rectifié** (*Exonération des non-résidents du paiement de la CSG et de la CRDS sur les revenus du patrimoine qu'ils perçoivent en France*) : p. 5119

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article 7 bis (nouveau)** (*Suppression du critère fiscal d'assujettissement à la CSG et à la CRDS et précision de l'obligation incombant aux bénéficiaires de pensions de vieillesse résidant à l'étranger de justifier annuellement de leur existence par la production d'un certificat de vie délivré par le consulat français*) : p. 5305 -

Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 1145 rectifié bis (*Attribution d'une fraction de CSG à la Caisse des Français de l'étranger*) : p. 5310

CORBIÈRE NAMINZO (Evelyne)
sénatrice (La Réunion)
CRCE-K

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 5 novembre 2024.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 4 novembre 2024.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne le 8 mars 2024.

Membre titulaire de la commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'évolution du droit de réquisition de biens immobiliers en zone tendue [n° 238 (2023-2024)] (11 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à maintenir un service public de transports en commun de qualité par le maintien de monopoles publics en Île-de-France [n° 256 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société - Transports**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières [n° 262 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à instituer une trêve olympique des expulsions locatives des occupants de bonne foi sans solution de relogement [n° 331 (2023-2024)] (12 février 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à reconnaître l'État palestinien et à agir pour un cessez-le-feu effectif et durable dans l'attente de négociations [n° 379 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à lutter contre les pénuries de médicaments en France [n° 684 (2023-2024)] (11 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser le statut de Gouvernement démissionnaire [n° 742 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à la création du service public de l'énergie Groupe Énergie de France (GEDF) en nationalisant TotalEnergies et Engie au côté d'EDF [n° 750 (2023-2024)] (2 septembre 2024) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics [n° 760 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs [n° 107 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi portant sur la responsabilité des donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants, des emplois et des territoires [n° 125 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants [n° 165 (2024-2025)] (27 novembre 2024) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des outre-mer [n° 172 (2024-2025)] (28 novembre 2024) - **Outre-mer**.

Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] (17 décembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 18 janvier 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition des représentants de la direction générale des outre-mer (DGOM).

Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition des représentants de la direction générale des outre-mer (DGOM).

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Windsor, président de Chambres d'agriculture France.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Judith Godrèche, actrice, scénariste, réalisatrice et écrivaine.

Réunion du mardi 2 avril 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition de M. Johann Remaud, directeur outre-mer, Business France.

Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition de MM. Hervé Mariton, président, et Mme Françoise de Palmas, secrétaire générale, Fédération des entreprises d'outre-mer (FEDOM).

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Évolution de la réglementation du numérique prévue par la loi visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique - Communication.

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans la rue : audition de chercheuses et d'expertes du sans-abrisme.

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition M. Julien Retailleau, sous-directeur de la justice pénale spécialisée, direction des affaires criminelles et des grâces, ministère de la justice.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*délégation aux entreprises*) : Réunion plénière avec la délégation sénatoriale aux outre-mer - échange sur le déplacement aux Antilles de la mission « Entreprises et climat » de la délégation aux entreprises et sur les défis des entreprises en outre-mer.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Réunion plénière avec la délégation aux entreprises - échange sur le déplacement aux Antilles de la mission « Entreprises et climat » de la délégation aux entreprises et sur les défis des entreprises en outre-mer.

Réunion du mardi 4 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans le cinéma - Audition de Mme Anna Mouglalis, actrice et réalisatrice, M. Olivier Henrard, directeur général du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), Mmes Sidonie Dumas, présidente de l'Association des producteurs indépendants (API), Valérie Lépine-Karnik, déléguée générale de l'Union des producteurs de cinéma (UPC), Florence Borelly, membre du bureau long métrage du Syndicat des producteurs indépendants (SPI), Clémentine

Charlemaine, co-présidente du collectif 50-50, Sophie Lainé Diodovic, directrice de casting, Marine Longuet, assistante-réalisatrice, et M. David Bertrand, co-président de l'Association des directeurs et directrices de casting (ARDA).

(*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans le cinéma.

Réunion du jeudi 6 juin 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans la rue : table ronde sur le rôle et l'action des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 17 septembre 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : La coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 1 : bassin océan Indien - rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Luc Chatel, président de la Plateforme automobile (PFA).

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général de La Poste.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du Premier ministre, chargé des Outre-mer.

Réunion du jeudi 14 novembre 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de M. Christophe Girardier, auteur de rapports sur le marché de la distribution de détail en outre-mer, président du cabinet de conseil Bolonyocte Consulting, dans le cadre du rapport d'information sur la lutte contre la vie chère dans les outre-mer.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 décembre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Mission conjointe de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Audition de représentants de centres ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (Criavs).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales - Deuxième lecture [n° 298 (2023-2024)]** - (6 février 2024) - **Discussion générale** : p. 648 - **Article 1er** (*Élargissement du dispositif de suspension provisoire de plein droit de l'exercice de l'autorité parentale aux cas de crime ou d'agression sexuelle incestueuse commis sur l'enfant*) : p. 654 p. 656

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Article unique** (*Constitutionnalisation de la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse*) : p. 1220 p. 1221 p. 1225

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française [n° 391 (2023-2024)]** - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1784 p. 1785

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé [n° 397 (2023-2024)]** - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1809

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (2 avril 2024) : p. 2360

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'assurance chômage (III)** - (3 avril 2024) : p. 2389

- **Débat sur le thème : « Haut-Commissariat au plan : quel bilan et quelle influence sur les politiques publiques depuis 2020 ? »** - (10 avril 2024) : p. 2659

- **Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 501 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2691

- **Proposition de loi allongeant la durée de l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate [n° 558 (2023-2024)]** - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2864 - **Article 1er** (*Allongement de la durée de l'ordonnance de protection et création d'une ordonnance provisoire de protection immédiate*) : p. 2874 p. 2879 p. 2882

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels - Commission mixte paritaire [n° 561 (2023-2024)]** - (15 mai 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2983

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé - Deuxième lecture [n° 581 (2023-2024)]** - (15 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2989

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Article 1er A** (*Généralisation de la déclaration préalable avec enregistrement de la location d'un meublé de tourisme*) : p. 3031 p. 3046 - **Article 1er bis** (*Modifications du code du tourisme visant à renforcer les outils à la disposition des communes pour réguler la location meublée touristique*) : p. 3058

- **Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France [n° 596 (2023-2024)]** - (22 mai 2024) - **Article 1er** (*Création d'un répertoire des représentants d'intérêts agissant pour le compte de mandants étrangers*) : p. 3213

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 3** (*supprimé*) (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour développer les rescrits sectoriels et la « cristallisation » des normes applicables aux entreprises*) : p. 3699

- **Proposition de loi instituant une ordonnance de sûreté de l'enfant victime de violences [n° 530 (2023-2024)]** - (13 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4896 - **Article unique** (*Création d'une ordonnance de sûreté de l'enfant victime de violences*) : p. 4905 p. 4906 p. 4907 p. 4910

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la lutte contre les violences faites aux femmes** - (27 novembre 2024) : p. 6184

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1480, n° I-131 et n° I-1138 rectifié** (*Rétablissement de l'éligibilité des matériels d'occasion acquis par une PME à l'aide fiscale pour les investissements productifs dans les outre-mer*) : p. 6246 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1036 rectifié quinquies, n° I-633 rectifié quater, n° I-747 rectifié bis et n° I-1037 rectifié** (*Ouverture de l'aide fiscale à l'investissement pour la réhabilitation d'immeubles en Nouvelle-Calédonie*) : p. 6249

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1444** (*Possibilité pour les communes de geler les bases locatives prises en compte pour les impôts locaux*) : p. 6628 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-1117** (*Augmentation des droits de douane sur les marchandises des Nations ne respectant pas les résolutions*) : p. 6679

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1994** (*Exclusion du crédit d'impôt cinéma pour les entreprises dans laquelle ont exercé des auteurs de violences sexistes et sexuelles*) : p. 6726 p. 6727 - **Article 32 (suite)** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) : p. 6862 p. 6863

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2024) : p. 7089

Enseignement scolaire (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7095 p. 7103 p. 7109 p. 7111 p. 7112 p. 7116 p. 7117 p. 7118 p. 7122 p. 7126 p. 7129 p. 7134

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2024) - **État B** : p. 7190 p. 7199

Justice

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7407 p. 7408 p. 7409 p. 7410 p. 7422 p. 7425

CORBISEZ (Jean-Pierre)
sénateur (Pas-de-Calais)
CRCE-K

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-président de la commission d'enquête sur l'efficacité des politiques publiques en matière de rénovation énergétique.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés le 21 novembre 2024 ; puis vice-président le 4 décembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 19 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'évolution du droit de réquisition de biens immobiliers en zone tendue [n° 238 (2023-2024)] (11 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à maintenir un service public de transports en commun de qualité par le maintien de monopoles publics en Île-de-France [n° 256 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières [n° 262 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à instituer une trêve olympique des expulsions locatives des occupants de bonne foi sans solution de relogement [n° 331 (2023-2024)] (12 février 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à reconnaître l'État palestinien et à agir pour un cessez-le-feu effectif et durable dans l'attente de négociations [n° 379 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à lutter contre les pénuries de médicaments en France [n° 684 (2023-2024)] (11 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser le statut de Gouvernement démissionnaire [n° 742 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à la création du service public de l'énergie Groupe Énergie de France (GEDF) en nationalisant TotalÉnergies et Engie au côté d'EDF [n° 750 (2023-2024)] (2 septembre 2024) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics [n° 760 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi portant sur la responsabilité des donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants, des emplois et des territoires [n° 125 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants [n° 165 (2024-2025)] (27 novembre 2024) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] (17 décembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Résilience des réseaux face aux aléas climatiques - Audition de MM. Hervé Champenois, directeur technique d'Enedis, Charles-Antoine Gautier, directeur général de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), Maurice Gironcel, président du syndicat intercommunal d'électricité (Sidélec) du département de La Réunion, et Antoine Jourdain, directeur systèmes énergétiques insulaires d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir du fret ferroviaire - Audition de M. Matthieu Chabanel, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission conjointe de contrôle relative aux inondations survenues en 2023 et au début de l'année 2024 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement en République tchèque et en Autriche - Compte-rendu.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*CE Eaux en bouteille*) : Réunion constitutive.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Constats et recommandations du rapport d'information de M. Jean Bacci : « L'Office français de la biodiversité, un

capitaine qui doit jouer plus collectif » - Audition de M. Olivier Thibault, directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Article 2 (nouveau)** (*Caducité automatique des préavis de grève non utilisés et définition d'une durée maximale des préavis de grève dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes et les services librement organisés de transport ferroviaire de voyageurs*) : p. 2498

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux aides à la rénovation énergétique** - (22 mai 2024) : p. 3141

- **Proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées [n° 620 (2023-2024)]** - (30 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3427 - **Article 1er** (*Interdiction des PFAS - Contrôle de la présence des PFAS dans les eaux destinées à la consommation humaine - Cartographie des sites ayant pu émettre ou émettant des PFAS - Liste des communes exposées à un danger élevé ou très élevé d'exposition aux PFAS*) : p. 3438 - **Article 1er bis** (*Définition d'une trajectoire nationale de réduction des rejets aqueux de PFAS des installations industrielles*) : p. 3443

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord se rapportant à la convention des Nations unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale [n° 724 (2023-2024)]** - (5 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4725

COUILLARD (Bérangère)
ministre déléguée auprès de la Première ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations (jusqu'au 9 janvier 2024)

COURTIAL (Édouard)
*sénateur (Oise)
UC*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre du groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à revoir l'obligation de construction de logements sociaux [n° 516 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à aligner le droit français sur le droit européen pour les emballages constitués pour tout ou partie de polymères ou de copolymères styréniques non recyclables [n° 658 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 1 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La nouvelle posture stratégique du Japon dans l'Indopacifique, quelles opportunités pour la France ? [n° 48 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Société.**

Proposition de loi visant à réserver la présentation au second tour des élections législatives aux seuls deux candidats arrivés en tête du premier tour [n° 58 (2024-2025)] (22 octobre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à revenir au caractère cumulatif des critères pédologique et floristique permettant de qualifier les zones humides [n° 106 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi encadrant l'activité des plateformes de revente agissant en qualité de tiers de confiance [n° 194 (2024-2025)] (7 décembre 2024) - **Culture - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris - Audition de MM. Jean-Baptiste Guégan et Lukas Aubin, chercheurs, sur la géopolitique des grands événements sportifs.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle posture stratégique du Japon dans l'Indopacifique - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat relative aux violences à l'encontre des élus** - (9 avril 2024) : p. 2446 p. 2447

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la communication du ministère des affaires étrangères** - (22 mai 2024) : p. 3142

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord se rapportant à la convention des Nations unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de**

la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale [n° 724 (2023-2024)] - (5 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4724

COZIC (Thierry)
sénateur (Sarthe)
SER

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 (26 novembre 2024).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement ».

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail**.

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Économie [n° 34 tome 2 annexe 12 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Économie [n° 144 tome 3 annexe 12 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des finances*): Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement, adoptée par l'Assemblée nationale (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des finances*): « Trajectoire des finances publiques et croissance économique en France et en Europe : bilan et perspectives » - Audition de MM. Jérôme Creel, directeur du département des études de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), François Ecalte, président de l'association « Finances publiques et économie » (FIPECO) et Luc Tholoniati, directeur en charge de l'« Économie des États membres II » à la direction générale des affaires économiques et financières (DG ECFIN) de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des finances*): Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des finances*): Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des finances*): Audition de M. Antoine Deruennes, directeur général de l'Agence France Trésor (AFT).

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des finances*): Crédits exceptionnels à la culture et aux industries créatives : des moyens considérables, une logique de guichet, un contrôle insatisfaisant 2017-2023 - Audition de M. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement, Mmes Florence Philbert, directrice générale des médias et des industries culturelles, et Sophie Zeller, cheffe de service, adjointe au directeur général de la création artistique, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Dégradation du déficit public en 2023 - Communication.

Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement, adoptée par l'Assemblée nationale - Examen du rapport et du texte de la commission (troisième lecture).

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans - Examen de la recevabilité financière.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques et Premier président de la Cour des comptes.

Programme de stabilité et orientation des finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de MM. François Ecalte, président fondateur de l'association « finances publiques et économie » (FIPECO), Mathieu Plane, directeur adjoint de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Olivier Redouls, directeur des études de l'Institut Rexecode.

Régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faciliter la transformation des bureaux en logements - Examen des amendements aux articles délégués au fond du texte de la commission des affaires économiques.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen des amendements aux articles délégués au fond du texte de la commission des affaires économiques.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à mieux indemniser les dégâts sur les biens immobiliers causés par le retrait-gonflement de l'argile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 19 juin 2024 (*commission des finances*) : Financement du volet « écoles » du plan « Marseille en grand » - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 9 juillet 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Les démineurs de la sécurité civile - Communication.

Contrôle budgétaire - Suivi des recommandations du rapport Jouons collectif pour l'avenir du Stade de France - Communication.

Réunion du mercredi 10 juillet 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Les facteurs explicatifs des perspectives d'évolution différentes en matière de charge de la dette entre la France et les principaux États européens - Communication.

Contrôle budgétaire - L'aide alimentaire - Communication.

Réunion du mercredi 4 septembre 2024 (*commission des finances*) : Situation économique et budgétaire de la France et préparation du projet de loi de finances pour 2025 - Communication.

Réunion du mardi 24 septembre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Formation linguistique et civique dans le cadre du contrat d'intégration républicaine - Communication.

Contrôle budgétaire - Recentralisation du revenu de solidarité active - Communication.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - maintien en condition opérationnelle des équipements militaires - Communication.

Réunion du jeudi 3 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information relatif à l'extension du scrutin de liste et à la diminution du nombre de conseillers municipaux dans les petites communes.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des finances*) : Déplacement d'une délégation du bureau de la commission en Corée du Sud et au Japon - Communication.

Réunion du vendredi 11 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Préparation de l'échéance des contrats de concessions autoroutières - Communication.

Projet de loi de finances pour 2025 - Perspectives de l'économie française et la situation des finances publiques - Audition de Mme Anne-Laure Delatte, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), rattachée à l'université Paris Dauphine-PSL (en visioconférence), M. Olivier Redouls, directeur des études de l'Institut Rexecode, et Mme Natacha Valla, présidente du Conseil national de productivité (CNP).

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de

M. Thomas Cazenave, ministre délégué aux comptes publics du 20 juillet 2023 au 21 septembre 2024.

Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonction publiques », « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 14 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Engagements financiers de l'État » et comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 61 à 64) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 3 décembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Économie » et le compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et les articles 61, 62, 63 et 64) et le compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi spéciale - Audition de MM. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, démissionnaire, et Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics, démissionnaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 491

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les économies budgétaires (II)** - (28 février 2024) : p. 1200 p. 1201

- **Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française [n° 365 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1321

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1352

- **Suite de la discussion** (6 mars 2024) - **Article 3** (*Majoration de la durée d'assurance retraite des élus locaux et exclusion de l'écrêtement de la retraite facultative par rente des agriculteurs anciennement élu local*) : p. 1436 p. 1437

- **Suite de la discussion** (7 mars 2024) - **Article 26** (*Extension du bénéfice de l'allocation différentielle de fin de mandat et contrat de sécurisation de l'engagement*) : p. 1572

- **Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 501 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Article unique** (*Mise en œuvre d'un plan national et de plans départementaux de lutte contre le frelon asiatique*) : p. 2699 p. 2701

- **Débat sur le programme de stabilité et l'orientation des finances publiques** - (30 avril 2024) : p. 2739 p. 2740

- **Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France [n° 596 (2023-2024)]** - (22 mai 2024) - **Article 1er** (*Création d'un répertoire des représentants d'intérêts agissant pour le compte de mandants étrangers*) : p. 3211

- **Proposition de loi visant à mieux indemniser les dégâts sur les biens immobiliers causés par le retrait-gonflement de l'argile [n° 513 (2022-2023)]** - (30 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3456

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intervention médiatique du pouvoir exécutif pendant la campagne des élections européennes** - (5 juin 2024) : p. 3736

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des finances publiques (II)** - (5 juin 2024) : p. 3742

- **Expression des groupes sur la situation politique à l'issue des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024** - (18 juillet 2024) : p. 3825

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux annonces à la suite du dernier comité des finances locales** - (9 octobre 2024) : p. 3973 p. 3974

- **Proposition de loi visant à mettre en place une imposition des sociétés plus juste et plus écologique [n° 862 (2022-2023)]** - (10 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4052

- **Question orale sans débat sur le zonage des chirurgiens-dentistes dans le département de la Sarthe** - (22 octobre 2024) : p. 4354

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 62 (2024-2025)]** - (29 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4527 p. 4528 - **Article 3** (*Présomption de refus d'assurance pour motif d'exposition aux catastrophes naturelles dans les zones les plus à risque*) : p. 4540 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4573

- **Débat sur le thème : « Plan budgétaire et structurel national à moyen terme et orientation des finances publiques »** - (30 octobre 2024) : p. 4645

- **Question orale sans débat relative au désengagement de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du suivi des agents de la fonction publique** - (5 novembre 2024) : p. 4680

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques [n° 783 (2023-2024)]** - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4972

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Discussion générale :

- (25 novembre 2024) : p. 5761 p. 5765

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 [n° 155 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 9 et n° 13** (*Institution d'un prélèvement sur recettes pour compenser aux départements la revalorisation du revenu de solidarité active (RSA)*) : p. 5799

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article 2** (Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2024 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source) : p. 5861 p. 5862 p. 5863 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-397 rectifié, n° I-918 rectifié, n° I-1670 rectifié et n° I-685** (Transformation de la réduction d'impôt au titre des frais d'hébergement en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) en crédit d'impôt) : p. 5886 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-115 rectifié bis, n° I-121 rectifié quinquies, n° 253 rectifié quinquies, n° 285 rectifié quinquies et n° I-1009** (Extension de la liste des infractions mentionnées au II de l'article 1378 octies du code général des impôts) : p. 5905

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 3** (Instauration d'une contribution différentielle sur les hauts revenus) : p. 5943 p. 5950 p. 5952 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1005** (Assimilation à des revenus distribués de l'ensemble des remontées financières aux holdings) : p. 5958 - **Rappel au règlement** : p. 5963 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-658, n° I-943, n° I-1671, n° I-617, n° I-659 et n° I-1515 rectifié (suite)** (Dispositions diverses sur l'exit tax) : p. 5964 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1469 rectifié bis** (Suppression du bénéfice du régime bénéfiques industriels et commerciaux (BIC) aux locations directes ou indirectes des locaux d'habitation meublés) : p. 5998 p. 5999 p. 6001 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1672 rectifié, n° I-664, n° I-938, n° I-1340, n° I-400 rectifié, n° I-940, n° 905 rectifié, n° 1369 rectifié et n° I-459** (Dispositions diverses sur le prélèvement forfaitaire unique (PFU) et sur l'imposition des superdividendes) : p. 6003 - **Article 4** (Mise en place d'un partage avec les consommateurs des revenus du nucléaire historique) : p. 6018

- **Mise au point au sujet de votes** - (26 novembre 2024) : p. 6023

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 7** (Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations) : p. 6052 p. 6056 p. 6062 p. 6065 p. 6068

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article 8 (suite)** (Évolution de la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et de la taxe sur la masse en ordre de masse) : p. 6137

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-514 rectifié** (Fixation à 1 % du taux de cotisation à la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) pour les organismes HLM outre-mer) : p. 6321 - **Article 11** (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises) : p. 6336 p. 6341 p. 6345 p. 6346 - **Article 11 (suite)** (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises) : p. 6350 p. 6352 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-670 rectifié et n° I-953 rectifié** (Création d'une taxe sur les dividendes exceptionnels des grandes entreprises) : p. 6362 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-963, n° I-1865 rectifié et n° I-2040 rectifié ter** (Suppression ou réduction de l'exonération d'impôt sur les sociétés sur les plus-values à long terme sur les cessions de titre de participation dans le cadre du régime mère-fille/Évolution des modalités d'application du régime des plus ou moins-values sur cession de titres de participation pour les titres de participation

ne revêtant pas ce caractère sur le plan comptable) : p. 6374 p. 6375 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-958** (Hausse conditionnée du taux d'impôt sur les sociétés à 30 %) : p. 6375 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-997 et n° I-1679 rectifié** (Création d'une taxe sur les plateformes de mise en relation) : p. 6380 - **Article 12** (Création d'une contribution exceptionnelle sur le résultat d'exploitation des grandes entreprises de transport maritime) : p. 6382 p. 6383 p. 6384 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-992 rectifié bis et n° I-1204** (Plafonnement du bénéfice du régime de la taxation forfaitaire au tonnage à 500 millions d'euros par redevable) : p. 6388 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-99 et n° I-1002** (Renforcement des sanctions à l'encontre des intermédiaires impliqués dans des montages abusifs) : p. 6431 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-962** (Plafonnement des charges déductibles pour les salaires à hauteur d'un écart maximum d'un facteur vingt avec la moyenne du premier décile) : p. 6434 p. 6435 - **Article 15** (Report de trois ans de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) : p. 6443 p. 6444 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1327 rectifié bis, n° I-1007 et n° I-1357** (Assujettissement des drives et établissements logistiques à la taxe sur les surfaces commerciales) : p. 6449 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1003** (Extension de la taxe sur les surfaces commerciales aux entrepôts de plus de 10 000 m²) : p. 6451 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-903** (Conditionnement des aides publiques au respect de standards par les acteurs économiques) : p. 6454 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-1694 rectifié, n° I-928 rectifié, n° I-1777 rectifié bis, n° 1315 rectifié ter et n° I-1656 rectifié ter** (Dispositions diverses sur la modulation du tarif de la taxe de séjour) : p. 6462 p. 6464

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-1259 rectifié, n° I-1667, n° I-403 rectifié bis, n° I-945 rectifié, n° 401 rectifié, n° I-67 rectifié bis, n° I-427 rectifié bis, n° I-314, n° I-1669 rectifié, n° I-66 rectifié bis, n° I-660, n° I-949, n° I-948, n° I-404 rectifié, n° I-663, n° I-661, n° I-1343, n° I-1869 rectifié, n° I-1770 rectifié ter, n° I-1986 rectifié bis, n° I-662** (Réforme globale des droits de succession) : p. 6521 p. 6525 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-948** (Plafonnement du bénéfice du « pacte Dutreil » dans la limite de 5 millions d'euros) : p. 6531 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2071 rectifié** (Rétablissement de la date de 2026 comme échéance de la réduction d'impôt « Normandie » pour investissement dans l'ancien avec rénovation et suppression de l'extension aux opérations de requalification des copropriétés dégradées) : p. 6608 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1020 rectifié** (Introduction d'une fiscalité pour les centres de données) : p. 6616 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-925 rectifié et n° I-1455** (Assujettissement des activités de location de résidences secondaires à la TVA) : p. 6620 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-436 rectifié, n° I-1035, n° I-437 rectifié et n° I-713** (Possibilité pour les départements, pendant une période de quatre ans, de rehausser le taux de la taxe d'aménagement jusqu'à 4,5 %) : p. 6632 - **Article 26** (Instauration pour les grandes entreprises d'une taxe sur les réductions de capital consécutives au rachat de leurs propres titres) : p. 6654 p. 6659 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-96 rectifié, n° I-701 rectifié, n° I-1004 rectifié, n° I-2178 et n° I-1011** (Lutte contre les pratiques d'arbitrage de dividendes) : p. 6664 p. 6669

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article 29** (Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement) : p. 6736 p. 6739 p. 6744 p. 6746 - **Article 30** (Modulation des conditions d'attribution du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)) : p. 6755 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-**

240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié bis, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis (*Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)*) : p. 6778 p. 6781 p. 6783 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis (suite)** (*Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)*) : p. 6793 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-364, n° I-977, n° I-1264 et n° I-1916 rectifié** (*Relèvement de 0,5 point des taux plafond du versement mobilité en province*) : p. 6839 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-978** (*Majoration de 0,7 point du taux plafond de versement mobilité des AOM de plus de 50 000 habitants qui développent leur offre de mobilité(DROM)*) : p. 6841 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-908 rectifié** (*Assujettissement à la taxe sur la publicité extérieure des panneaux publicitaires numériques visibles depuis l'extérieur*) : p. 6849 - **Article 32**

(*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) : p. 6856 - **Article 33** (*Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers*) : p. 6889 - **Rappels au règlement** : p. 6911

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2024) - **Demande de seconde délibération** : p. 6970 - **Rappels au règlement** : p. 6971

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (3 décembre 2024) : p. 7296

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7319 p. 7320 p. 7321 p. 7322 p. 7323 p. 7332 p. 7333 p. 7334 p. 7335 p. 7337 p. 7338 p. 7341 p. 7343 p. 7347

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)]** - (18 décembre 2024) - **Discussion générale** : p. 7589 p. 7590 p. 7591

CUKIERMAN (Cécile)
sénatrice (Loire)
CRCE-K

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Vice-présidente de la mission d'information sur l'avenir de la commune et du maire en France.

Présidente du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux (27 février 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à lutter contre les dérives sectaires (7 mars 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères (22 mai 2024).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'évolution du droit de réquisition de biens immobiliers en zone tendue [n° 238 (2023-2024)] (11 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à maintenir un service public de transports en commun de qualité par le maintien de monopoles publics en Île-de-France [n° 256 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières [n° 262 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à instituer une trêve olympique des expulsions locatives des occupants de bonne foi sans solution de relogement [n° 331 (2023-2024)] (12 février 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à reconnaître l'État palestinien et à agir pour un cessez-le-feu effectif et durable dans l'attente de négociations [n° 379 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 310 (2023-2024)] encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques [n° 615 (2023-2024)] (22 mai 2024) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à lutter contre les pénuries de médicaments en France [n° 684 (2023-2024)] (11 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser le statut de Gouvernement démissionnaire [n° 742 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à la création du service public de l'énergie Groupe Énergie de France (GEDF) en nationalisant TotalÉnergies et Engie au côté d'EDF [n° 750 (2023-2024)] (2 septembre 2024) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics [n° 760 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : 50 ans de saisine parlementaire du Conseil constitutionnel - Actes du colloque du 17 octobre 2024 [n° 56 (2024-2025)] (21 octobre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi portant sur la responsabilité des donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants, des emplois et des territoires [n° 125 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 150 tome 1 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants [n° 165 (2024-2025)] (27 novembre 2024) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] (17 décembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des lois*) : Application de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé - Procédure de législation en commission - Examen du rapport du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à proroger la loi n° 2017-285 du 6 mars 2017 relative à l'assainissement cadastral et à la résorption du désordre de la propriété - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des lois*) : Communication.

Proposition de loi encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 mai 2024 (commission des lois) : Proposition de loi encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques - Examen, en deuxième lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (commission des lois) : Mission d'information sur l'évolution institutionnelle de la Corse - Audition de M. Gilles Simeoni, président du conseil exécutif de Corse.

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (commission des lois) : Travaux en cours de la commission - Communication.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (commission des lois) : Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (commission des lois) : Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (commission des lois) : Proposition de loi instituant une ordonnance de sûreté de l'enfant victime de violences - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (commission des lois) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Bruno Retailleau, ministre de l'intérieur.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations en cours en vue d'un accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 775 (2022-2023)]** - (16 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 21

- **Débat sur le thème : Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme** - (16 janvier 2024) : p. 33

- **Débat relatif au « Pouvoir de vivre » : quelles politiques de solidarité pour répondre au choc de la transition écologique ?** - (16 janvier 2024) : p. 60

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le remaniement du Gouvernement** - (17 janvier 2024) : p. 73

- **Débat sur le thème : « Violences associées au football, dans et hors des stades »** - (17 janvier 2024) : p. 118

- **Débat sur le thème : « La mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et le renforcement de l'accompagnement des élus locaux »** - (18 janvier 2024) : p. 159 p. 170 p. 172 p. 173

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste [n° 259 (2023-2024)]** - (23 janvier 2024) -

Article 7 (Interdiction de paraître dans les transports en commun dans le cadre des MICAS) : p. 208

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 474 p. 475 p. 477 p. 478 p. 480 p. 481 p. 483 p. 484 p. 492

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Article 1er (Création de la future autorité de contrôle en sûreté nucléaire et en radioprotection fusionnant les compétences de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN))** : p. 775

- **Mise au point au sujet de votes** - (13 février 2024) : p. 856

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports [n° 319 (2023-2024)]** - (13 février 2024) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 2 rectifié septies et n° 58 rectifié (Création d'une obligation pour les auteurs d'infractions de justifier leur identité et leur adresse à bord des véhicules de transport)** : p. 910

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au droit du sol à Mayotte** - (14 février 2024) : p. 928 p. 929

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le diagnostic de performance énergétique des logements** - (14 février 2024) : p. 937

- **Projet de loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 336 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1082

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Question préalable** : p. 1207 p. 1209 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1231

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1344 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 98 (Prise en charge des indemnités de fonction, des dépenses de formation et des frais liés à l'exercice du mandat par la dotation globale de fonctionnement)** : p. 1363

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'accord franco-canadien et le CETA** - (6 mars 2024) : p. 1379

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réduction des crédits budgétaires consacrés au logement** - (6 mars 2024) : p. 1380

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la fiscalité des Airbnb** - (6 mars 2024) : p. 1384

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)] (suite)** - (6 mars 2024) - **Article 2 (Fixation par principe des indemnités de fonction au maximum légal pour les exécutifs communaux, départementaux et régionaux et modification du mode de calcul de l'enveloppe indemnitaire globale)** : p. 1426 - **Article additionnel avant l'article 8 - Amendement n° 118 rectifié bis (Suppression de l'incompatibilité entre le mandat communautaire et un emploi salarié au sein d'une des communes membres de l'EPCI)** : p. 1459 p. 1460 - **Article 8 (Extension de la durée maximale du congé électif)** : p. 1461 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 213 (Création d'un abattement fiscal en cas de mise en location-gérance d'un fonds de commerce par le commerçant souhaitant se consacrer à son mandat local)** : p. 1462 - **Article 9 (Extension du champ des autorisations d'absence et augmentation du plafond de remboursement des pertes de revenus subies par l'élu)** : p. 1467

- **Suite de la discussion** (7 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 56 rectifié bis, n° 284 rectifié bis, n° 352 rectifié bis, n° 251, n° 46 rectifié, 54 rectifié**

ter, 287 rectifié quinquies et 323 rectifié quater (*Assimilation des temps d'absence de l'élu à une durée de travail effective de travail pour l'octroi des avantages inhérents au travail effectué*) : p. 1505 p. 1506 p. 1507 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 243 rectifié, n° 45 rectifié bis, n° 29 rectifié, n° 170 rectifié bis, n° 21 rectifié bis, n° 223, n° 58 rectifié, n° 293, n° 306 rectifié quater et n° 353 rectifié bis** (*Extension aux élus du statut de salarié protégé*) : p. 1507 p. 1511 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 191** (*Remise de rapport relatif au Fonds national de compensation pour les élus en situation de handicap*) : p. 1524 - **Article 14** (*Formation des élus locaux et des candidats à un mandat électif local*) : p. 1534 p. 1536 - **Article 16** (*Élargissement de la prise en charge par la commune des frais de garde et extension de la compensation par l'État du remboursement*) : p. 1541 - **Article 19** (*Octroi automatique de la protection fonctionnelle aux élus locaux victimes de violences, menaces ou outrages*) : p. 1557 - **Article 23** (*Référence aux valeurs de la République dans la charte de l'élu local*) : p. 1561 - **Article 24** (*Mutualisation des référents déontologiques à l'échelle intercommunale et obligation de déclaration des dons, avantages et invitations*) : p. 1564 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1576

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé [n° 401 (2023-2024)]** - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1608 - **Article unique** : p. 1612

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord de sécurité franco-ukrainien et la situation en Ukraine** - (13 mars 2024) : p. 1713 p. 1714

- **Question orale sans débat sur les difficultés d'application de la loi d'orientation des mobilités** - (19 mars 2024) : p. 1856

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1997 p. 1998 p. 1999 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 2004 p. 2005 - **Discussion générale** : p. 2009 p. 2012 p. 2017 - **Rappel au règlement** : p. 2028 - **Article 1er** (*Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part*) : p. 2029 - **Demande de clôture** : p. 2030 p. 2031 - **Article 2** (*Autorisation de la ratification de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part*) : p. 2032

- **Retrait de l'ordre du jour d'une proposition de résolution** - (21 mars 2024) : p. 2036

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 291 (2023-2024)]** - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2071 p. 2077 - **Article 1er** (*Dégel du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de Nouvelle-Calédonie*) : p. 2079 p. 2085

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces budgétaires relatives aux collectivités territoriales** - (27 mars 2024) : p. 2142 p. 2143

- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Article 1er** (*Suspension de l'exercice du droit de grève des personnels et agents concourant au fonctionnement des services publics de transport régulier de personnes pendant certaines périodes*) : p. 2494

- **Proposition de loi visant à proroger la loi n° 2017-285 du 6 mars 2017 relative à l'assainissement cadastral et à la résorption du désordre de la propriété [n° 495 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2530

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la Nouvelle-Calédonie (III)** - (15 mai 2024) : p. 2948 p. 2949

- **Proposition de loi encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques - Deuxième lecture [n° 616 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3266 - **Article 1er** (*Champ d'application de la proposition de loi*) : p. 3275 p. 3276 p. 3277 p. 3278 p. 3280 - **Article 1er bis** (*Extension du périmètre de la loi aux principales collectivités territoriales*) : p. 3281 - **Article 3** (*Rapport biennuel recensant les prestations de conseil réalisées au bénéfice des administrations publiques au cours des cinq dernières années*) : p. 3282 p. 3283 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 3** (*Interdiction aux prestataires et consultants de fournir des prestations de conseil à un client ayant bénéficié de mécénat de leur part dans les cinq années qui précèdent*) : p. 3284 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 7** (*Administrations - Recours aux prestations de conseil - Principe de subsidiarité*) : p. 3285 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 9** (*Choix des prestations de conseil - Principe de priorité nationale*) : p. 3285 - **Article 5 bis (supprimé)** (*Interdiction pour l'administration de recourir aux prestataires et consultants pour la rédaction d'un projet de loi*) : p. 3286 - **Article 6 (texte non modifié par la commission)** (*Obligation d'évaluation de la prestation de conseil par l'administration bénéficiaire*) : p. 3287 - **Article 10** (*Obligation de déclaration d'intérêts des prestataires et consultants*) : p. 3289 - **Article 11** (*Obligation pour les cabinets de conseil de déclarer les actions de démarchage ou de prospection et les actions de mécénat*) : p. 3290 - **Article 12** (*Modalités de saisine et pouvoirs de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) en cas de manquement aux règles déontologiques des prestataires de conseil et des consultants*) : p. 3291 p. 3292 - **Article 13** (*Sanctions en cas de manquement à certaines des obligations prévues par la loi*) : p. 3293 p. 3294 - **Article 14** (*Création d'une commission des sanctions au sein de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP)*) : p. 3294 - **Article 15 (texte non modifié par la commission)** (*Exclusion des consultants sanctionnés par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) des procédures de passation de marchés publics, des marchés de défense et de sécurité et des contrats de concession*) : p. 3296 - **Article 16** (*Encadrement des mobilités entre l'administration et le secteur du conseil*) : p. 3297 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 8** (*Personnes ayant occupé des emplois ou fonctions centrales pour la vie de la Nation - Obligation de déclaration en cas de nouvelle activité de conseil au sein d'un cabinet étranger*) : p. 3298 - **Article 17 (texte non modifié par la commission)** (*Obligation de suppression des données confiées par l'administration pour les besoins de la prestation de conseil et possibilité de faire diligenter un contrôle par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)*) : p. 3299 - **Article 18 (texte non modifié par la commission)** (*Obligation d'audit de la sécurité des systèmes d'information utilisés par les cabinets de conseil réalisant des prestations pour des administrations*) : p. 3300 - **Article 19** (*Application de la loi aux prestations de conseil en cours*) : p. 3301 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3302

- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 623 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Article 1er** (*Interdiction des traitements médicaux de transition et chirurgies de réaffectation pour les mineurs*) : p. 3325

- **Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 618 (2023-2024)]** - (29 mai 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3400 p. 3400

- **Débat sur le thème : « La France a-t-elle été à la hauteur des défis et de ses ambitions européennes ? »** - (29 mai 2024) : p. 3406

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 15** (*Faciliter l'implantation de centres de données d'envergure*) : p. 3707 p. 3715

- **Suite de la discussion** (5 juin 2024) - **Article 18** (*Simplifier la mise en œuvre des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité*) : p. 3782
 - **Expression des groupes sur la situation politique à l'issue des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024** - (18 juillet 2024) : p. 3828
 - **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3859 p. 3866 p. 3869 p. 3870 p. 3871 p. 3872 p. 3877
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'austérité imposée aux collectivités territoriales** - (9 octobre 2024) : p. 3965 p. 3966
 - **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 3986
 - **Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 670 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4110 - **Article 4** (*Gage financier*) : p. 4115
 - **Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 662 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4122
 - **Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)]** - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4307 - **Article 1er** (*Caractère facultatif du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération situées en zone de montagne et faculté de restitution de ces compétences*) : p. 4317 p. 4319 - **Article 2** (*Assouplissement des modalités de délégation, par les communautés de communes, des compétences « eau » et « assainissement » à des syndicats infra-communautaires*) : p. 4322 - **Article 3** (*Faculté de transfert direct des compétences « eau » et « assainissement » à un syndicat infra-communautaire avant le 1er janvier 2026*) : p. 4323 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4327 p. 4329
 - **Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 39 (2024-2025)]** - (23 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4476 - **Article 1er** (*Report du renouvellement général des membres du Congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie*) : p. 4486 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4487
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative à la stratégie de désenclavement du département de la Loire** - (30 octobre 2024) : p. 4586
 - **Proposition de loi visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie [n° 67 (2024-2025)]** - (30 octobre 2024) - **Article 1er** **quinquies** (**texte non modifié par la commission**) (*Demande de rapport sur le coût et la perte de revenus qu'engendre le cancer du sein pour les personnes ayant le statut d'auto-entrepreneur*) : p. 4613
 - **Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics [n° 64 (2024-2025)]** - (30 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4615 - **Article 1er** (*Constitutionnalisation de la Charte des services publics*) : p. 4627 - **Article 2** (*Texte de la Charte des services publics*) : p. 4628
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative aux suppressions d'emplois chez Auchan** - (6 novembre 2024) : p. 4769
 - **Commémoration de la séance inaugurale de l'Assemblée consultative provisoire, le 9 novembre 1944** - (7 novembre 2024) : p. 4832
 - **Débat sur le thème : « Gestion de l'eau : bilan de l'été 2024 et perspective pour mieux gérer la ressource »** - (12 novembre 2024) : p. 4859 p. 4860
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative aux perspectives de grèves dans les transports** - (13 novembre 2024) : p. 4887
 - **Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)]** - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4997 - **Article 1er** (*Interdiction d'organiser des combats de coqs et des corridas en présence de mineurs de moins de seize ans*) : p. 5003 p. 5004
 - **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**
- Deuxième partie :*
- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 232 rectifié ter** (*Création d'une surcotisation sociale affectée à la branche vieillesse*) : p. 5130
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation des collectivités territoriales** - (20 novembre 2024) : p. 5231
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative à la retraite des sapeurs-pompiers volontaires** - (20 novembre 2024) : p. 5239
 - **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)] (suite)** - (20 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 125, n° 903 rectifié ter, n° 1043 rectifié bis, n° 820, n° 904 rectifié ter, n° 947, n° 574 rectifié et 1169 rectifié** (*Augmentation du taux de contribution de solidarité à l'autonomie*) : p. 5290 p. 5291 p. 5294 p. 5295 p. 5298 p. 5300 p. 5301 p. 5302
 - **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 352 rectifié bis, n° 775, n° 1198 rectifié bis, n° 1168 rectifié, n° 546, n° 1039 rectifié bis, n° 776 et n° 1148 rectifié bis** (*Dans le cas des produits nicotinés hors vapotage, assujettissement à l'accise sur les tabacs, instauration d'un monopole de vente par les buralistes et interdiction de vente aux mineurs*) : p. 5436 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 454 rectifié** (*Fiscalisation du cannabis*) : p. 5448
 - **Suite de la discussion** (22 novembre 2024) - **Article 22** (*Réforme du mode de calcul de la pension de retraite de base des non-salariés agricoles*) : p. 5662
- Troisième partie : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2025 :*
- (23 novembre 2024) - **Article 26** (*Objectif de dépenses de la branche maladie, maternité, invalidité et décès*) : p. 5723 - **Article 30** (*Objectifs de dépenses de la branche famille*) : p. 5732
 - **Suite de la discussion** (26 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5934 p. 5935
 - **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**
- Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :*
- (26 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1469 rectifié bis** (*Suppression du bénéfice du régime bénéfiques industriels et commerciaux (BIC) aux locations directes ou indirectes des locaux d'habitation meublés*) : p. 5999 - **Article 4** (*Mise en place d'un partage avec les consommateurs des revenus du nucléaire historique*) : p. 6018
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative aux aides publiques à l'industrie** - (27 novembre 2024) : p. 6192
 - **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article 11** (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises) : p. 6347 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-666** (Hausse du taux normal d'impôt sur les sociétés (IS) et création d'un barème progressif sur l'impôt sur les sociétés) : p. 6371

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2024) - **Article 27** (Intégration des communes anciennement classées en zone de revitalisation rurale dans le nouveau zonage France ruralités revitalisation et prorogation du dispositif d'exonérations fiscales et sociales dans les bassins d'emploi à redynamiser) : p. 6684 p. 6690 p. 6692

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1125 rectifié** (Conditionnement du crédit d'impôt pour les jeux vidéo à des garanties sociales) : p. 6721 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-1126 et n° I-1313 rectifié ter** (Prolongation du crédit d'impôt pour la production d'œuvres d'adaptation audiovisuelle de spectacles vivants) : p. 6723 - **Article 29** (Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement) : p. 6737 p. 6741 p. 6747 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° I-716 rectifié, n° I-1201 et n° I-934** (Indexation automatique de la dotation globale de fonctionnement sur l'inflation) : p. 6749 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° I-79 rectifié, n° I-211 rectifié bis, n° I-595 rectifié, n° I-628 rectifié bis, n° I-727 rectifié bis, n° I-1218 rectifié ter, n° I-742 rectifié, n° I-1588 rectifié, n° I-1735 rectifié et n° I-2014 rectifié** (Institution d'un prélèvement sur recettes (PSR) visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements) : p. 6751 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° I-80 rectifié, n° I-213 rectifié bis, n° I-447 rectifié bis, n° I-597 rectifié, n° I-629 rectifié bis, n° I-726, n° I-1219 rectifié ter, n° I-1374 rectifié bis et n° I-1590 rectifié** (Demande de compensation intégrale par l'État pour l'extension de la prime Ségur) : p. 6753 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° I-739 rectifié** (Institution d'un prélèvement sur recettes en faveur des départements pour financer l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et la prestation de compensation du handicap (PCH)) : p. 6753 - **Article 30** (Modulation des conditions d'attribution du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)) : p. 6755 p. 6757 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° I-719** (Intégration des dépenses d'acquisition dans le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)) : p. 6758 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° I-720 rectifié, n° I-332 rectifié bis, n° I-1827 et n° I-1222 rectifié ter** (Dispositions diverses sur les versements du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)) : p. 6760 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié**

quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis (Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)) : p. 6790 - **Rappels au règlement** : p. 6790 p. 6791 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1472, n° I-1899 rectifié ter et n° I-1104 rectifié bis** (Exonération de la taxe sur les bureaux pour les locaux faisant l'objet d'un projet de transformation en logements) : p. 6797 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-642 rectifié bis et n° I-2052 rectifié bis** (Suppression de l'exonération de taxe foncière sur les mâts des éoliennes) : p. 6805

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7210 - **Sécurités : État B** : p. 7217 p. 7221 p. 7222 p. 7229 p. 7233

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Administration générale et territoriale de l'État

- (4 décembre 2024) : p. 7477 p. 7484 p. 7485

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) : p. 7499 - **Article 64 (priorité)** (Instauration et affectation d'un fonds de réserve au profit des collectivités territoriales) : p. 7512 - **Article additionnel après l'article 64 (priorité) - Amendements n° II-11 rectifié et n° II-248 rectifié** (Création d'un dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales) : p. 7521 p. 7523 - **État B** : p. 7534

Relations avec les collectivités territoriales (suite)

- (4 décembre 2024) - **Article 61** (Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF)) : p. 7549 p. 7551 p. 7555 p. 7557 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-725 rectifié et n° II-940** (Suppression du fléchage verdissement de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)) : p. 7564 p. 7565 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° II-941** (Suppression du fléchage verdissement de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)) : p. 7574

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)]** - (18 décembre 2024) - **Discussion générale** : p. 7596

CUYPERS (Pierre)
sénateur (Seine-et-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public des produits de l'agriculture et de la mer, FranceAgriMer le 12 février 2024.

Membre du groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique.

Vice-président de la mission d'information sur le thème : « Le développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance par la Nation des massacres de la rue d'Isly du 26 mars 1962 et d'Oran du 5 juillet 1962 [n° 488 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (UE) 2021/2115 et (UE) 2021/2116 en ce qui concerne les normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales, les programmes pour le climat, l'environnement et le bien-être animal, la modification des plans stratégiques relevant de la PAC, le réexamen des plans stratégiques relevant de la PAC et les exemptions des contrôles et des sanctions - COM(2024) 139 final [n° 524 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le nombre de listes aux élections européennes [n° 656 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, visant à limiter la charge financière liée aux prestations de chômage versées aux demandeurs d'emploi frontaliers [n° 151 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 108 (2024-2025)] visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 185 (2024-2025)] (4 décembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur l'avenir de la politique agricole commune [n° 196 (2024-2025)] (9 décembre 2024) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Priorités de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne - Audition de S.E. M. Jo Indekeu, ambassadeur de Belgique en France et à Monaco.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*délégation aux entreprises*): Examen du rapport relatif à la mission flash intitulée « Directive CSRD : la complexité de trop pour les PME ».

Réunion du jeudi 8 février 2024 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Prochaine conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce - Communication de MM. Alain Cadec et Didier Marie.

Questions diverses - Réunion du Conseil européen du 1er février 2024 - Communication de M. Jean-François Ropin.

Réunion du jeudi 15 février 2024 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Quelle souveraineté alimentaire pour l'Union européenne ? Audition de MM. Sébastien Abis, Yves le Morvan et Thierry Pouch.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux entreprises*): Table ronde sur le thème "Banques, marchés, fonds, particuliers : quels acteurs pour financer l'entreprise de demain ?".

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du conseil d'administration de Renault.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Marianne Laiqueau, présidente du directoire d'Enedis.

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Réouverture de la politique agricole commune (PAC) - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique des membres du groupe de suivi de la PAC.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*délégation aux entreprises*): Table ronde : « Quelle stratégie pour la transition écologique des entreprises ? ».

Réunion du mardi 15 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Philippe Manguin, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de l'Institut national de recherche sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae).

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires européennes*): LXXIIe réunion de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires de l'Union européenne (Cosac) à Budapest du 27 au 29 octobre 2024 - Communication.

(*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mmes Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du

climat et de la prévention des risques et Olga Givernet, ministre déléguée chargée de l'énergie.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*): Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*): Communication en vue de la sollicitation de l'avis de l'Autorité de la concurrence sur le fonctionnement du marché français de l'agroéquipement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le transport des céréales sur la Seine pendant les jeux Olympiques** - (24 janvier 2024) : p. 256 p. 257

- **Proposition de loi visant à préserver des sols vivants [n° 66 (2023-2024)]** - (15 février 2024) - **Article 1er** (*Inscription de la qualité des sols au patrimoine commun de la Nation*) : p. 1023

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'exportation des céréales ukrainiennes** - (6 mars 2024) : p. 1386

- **Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 423 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Article 1er** (*Calcul des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles sur la base des 25 meilleures années de points*) : p. 1872 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1876

- **Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 501 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2693

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Article 1er bis** (*Modifications du code du tourisme visant à renforcer les outils à la disposition des communes pour réguler la location meublée touristique*) : p. 3061

- **Débat sur le thème « Crise agricole »** - (8 octobre 2024) : p. 3917

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 62 (2024-2025)]** - (29 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4521 p. 4522 p. 4530

DANIEL (Karine)
sénatrice (Loire-Atlantique)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et simplifier la vie associative (22 mars 2024).

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les végétaux obtenus au moyen de certaines nouvelles techniques génomiques et les denrées alimentaires et aliments pour animaux qui en sont dérivés, et modifiant le règlement (UE) 2017/625 - COM(2023) 411 final [n° 452 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les végétaux obtenus au moyen de certaines nouvelles techniques génomiques et les denrées alimentaires et aliments pour animaux qui en sont dérivés, et modifiant le règlement (UE) 2017/625 - COM(2023) 411 final [n° 452 (2023-2024)] - sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les végétaux obtenus au moyen de certaines nouvelles techniques génomiques et les denrées alimentaires et aliments pour animaux qui en sont dérivés [n° 453 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur la proposition de loi [n° 471 (2023-2024)] visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 677 (2023-2024)] (5 juin 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, encourageant à développer l'initiative « universités européennes » [n° 53 (2024-2025)] - Universités européennes : vers un acte II [n° 52 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Union européenne - Éducation.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, encourageant à développer l'initiative « universités européennes » [n° 53 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Union européenne - Éducation.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Création et Transmission des savoirs et démocratisation de la culture [n° 149 tome 2 fasc. 2 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'avenir de la politique agricole commune [n° 196 (2024-2025)] (9 décembre 2024) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 196 (2024-2025)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'avenir de la politique agricole commune [n° 214 (2024-2025)] (17 décembre 2024) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 25 janvier 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Ambroise Fayolle, vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI).

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Sébastien Cavalier, président de la SAS pass Culture.

Réunion du mardi 6 février 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition d'élus signataires de la tribune « Nous, élus des grandes villes et métropoles, appelons à un véritable plan national et européen contre le trafic de drogue » parue dans Le Monde le 20 septembre 2023.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail, santé - Audition de M. Nicolas Schmit, commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux.

Réunion du jeudi 15 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Quelle souveraineté alimentaire pour l'Union européenne ? Audition de MM. Sébastien Abis, Yves le Morvan et Thierry Pouch.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Associations d'aide aux consommateurs de stupéfiants - Audition de MM. Florian Guyot, directeur général, Léon Gomberoff, directeur d'activité sur le territoire Paris-Nord, de l'Association Aurore, Benjamin Tubiana-Rey, responsable « plaidoyer et communication » de la fédération Addiction, et Auguste Charrier, président de la fédération Entraid'Addict.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

(*CE Narcotrafic*) : Audition de la direction nationale de la police judiciaire (DNPJ).

Réunion du jeudi 14 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition d'avocats du Conseil national des barreaux, de la Conférence des bâtonniers et des barreaux de Paris et Marseille.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Nouvelles techniques génomiques - Examen du rapport, de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique de M. Jean-Michel Arnaud, Mme Karine Daniel et M. Daniel Gremillet.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. François Molins, ancien procureur général près la Cour de cassation.

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Bilan de la législature européenne avec les présidents de délégations françaises des groupes politiques du Parlement européen ou leurs représentants - Réunion commune avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

(*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Conseil européen des jeudi 21 et vendredi 22 mars 2024 - Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Eric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : La question de l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Audition de M. Guillaume Gellé, président de France Universités, et Mme Isabelle de Mecquenem, professeure agrégée de philosophie et membre du Conseil des sages de la laïcité et des valeurs de la République.

(*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière agricole et de renouvellement des générations en agriculture - Articles relatifs à l'enseignement agricole - Audition de MM. Laurent Buisson, directeur général de l'Institut national des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech), Michel Dantin, président du Conseil national de l'enseignement agricole privé, et Roland Grimault, directeur de l'Union nationale des maisons familiales et rurales.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 octobre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Alliances d'universités européennes - Examen du rapport d'information, de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Anne Genetet, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Jean-Philippe Thiellay, président du Centre national de la musique.

Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Gil Avérous, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

(*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Conseil européen des jeudi 17 et vendredi 18 octobre 2024 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du Premier ministre et du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de

finances pour 2025 - Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Patrick Hetzel, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires européennes*) : « Législation européenne : peut mieux faire » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Avenir de la politique agricole commune - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole (I)** - (28 février 2024) : p. 1191 p. 1192

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 98** (*Prise en charge des indemnités de fonction, des dépenses de formation et des frais liés à l'exercice du mandat par la dotation globale de fonctionnement*) : p. 1363

- **Débat sur le thème : « Enseignement privé sous contrat : quelles modalités de contrôle de l'État et quelle équité des moyens vis-à-vis de l'enseignement public ? »** - (6 mars 2024) : p. 1416

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** (suite) - (6 mars 2024) - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendements n° 345, n° 12 rectifié bis et n° 349 rectifié bis** (*Demande de rapport relatif à la santé des élus municipaux*) : p. 1444

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels [n° 446 (2023-2024)]** - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2125

- **Débat relatif à la fermeture des classes et la mise en place de la carte scolaire dans les départements** - (9 avril 2024) : p. 2519

- **Débat sur le thème : « La France a-t-elle été à la hauteur des défis et de ses ambitions européennes ? »** - (29 mai 2024) : p. 3410

- **Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 678 (2023-2024)]** - (10 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4062 - **Article 1er A (nouveau)** (*Transmission annuelle de l'indice de position sociale (IPS) des établissements des premier et second degrés publics et privés sous contrat par le ministre de l'éducation nationale*) : p. 4073 - **Article 1er** (*Garantie de la mixité sociale des publics scolarisés au sein des établissements d'enseignement - Modalités*) : p. 4076 p. 4077 p. 4078 - **Article 2** (*Coordination dans le code général des collectivités territoriales*) : p. 4080

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation des collectivités territoriales** - (23 octobre 2024) : p. 4465 p. 4466

DANTEC (Ronan)
sénateur (Loire-Atlantique)
GEST

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-président de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (7 mars 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (7 mars 2024).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le 11 avril 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à inviter la France à saisir la Cour pénale internationale sur la situation à Gaza [n° 236 (2023-2024)] (5 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Traités et conventions.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la mise en œuvre du contrôle de l'État sur les établissements d'enseignement privés sous contrat [n° 447 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter la reconnaissance du genre à l'état civil [n° 490 (2023-2024)] (2 avril 2024) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à assurer aux patients le respect de leur choix de fin de vie [n° 518 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à permettre des expérimentations territoriales de légalisation du cannabis sur le modèle allemand [n° 537 (2023-2024)] (11 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à la création d'un ticket climat [n° 539 (2023-2024)] (11 avril 2024) - **Environnement - Société - Transports.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l'alimentation [n° 605 (2023-2024)] (16 mai 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi systématisant la radiation des cadres militaires définitivement condamnés pour violences sexuelles [n° 703 (2023-2024)] (25 juin 2024) - **Défense - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer la proportionnelle aux élections législatives [n° 727 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à faire prévaloir le droit international dans le territoire palestinien occupé depuis 1967 pour donner suite à l'avis consultatif du 19 juillet 2024 de la Cour internationale de Justice et faire reconnaître l'illégalité de la colonisation israélienne en Palestine [n° 746 (2023-2024)] (1er août 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la présence de plomb dans l'environnement [n° 757 (2023-2024)] (12 septembre 2024) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à accélérer la réduction du plastique à usage unique dès 2026 [n° 103 (2024-2025)] (30 octobre 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à promouvoir et démocratiser l'accès aux vacances sportives [n° 123 (2024-2025)] (6 novembre 2024) - **Culture - Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives [n° 163 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information « Engager et réussir la transition environnementale de sa collectivité » - Échange sur les travaux.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport et élaboration des textes de la commission.

Réunion du mardi 6 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : L'éco-anxiété - Audition du docteur Célie Massini, psychiatre, GHU Paris psychiatrie et neurosciences, du professeur Antoine Pelissolo, psychiatre, professeur des universités - GHU Henri-Mondor, de M. Pierre-Éric Sutter, psychologue du travail, et de Mme Manuela Santa Marina, psychologue clinicienne et psychothérapeute.

Proposition de loi visant à préserver des sols vivants - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : L'éco-anxiété - Audition du docteur Célie Massini, psychiatre, GHU Paris psychiatrie et neurosciences, du professeur Antoine Pelissolo, psychiatre, professeur des universités - GHU Henri-Mondor, de M. Pierre-Éric Sutter, psychologue du travail, et de Mme Manuela Santa Marina, psychologue clinicienne et psychothérapeute.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur l'évaluation de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (OFB), modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Audition de Mme Sylvie Gustave dit Duflo, présidente du conseil d'administration de l'OFB, vice-présidente de la région Guadeloupe, et M. Olivier Thibault, directeur général de l'OFB.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et du projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Intensification des risques épidémiologiques sous l'effet du changement climatique - Audition.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan d'activité - Audition de M. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT).

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Résilience des réseaux face aux aléas climatiques - Audition de MM. Hervé Champenois, directeur technique d'Enedis, Charles-Antoine Gautier, directeur général de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), Maurice Gironcel, président du syndicat intercommunal d'électricité (Sidélec) du département de La Réunion, et Antoine Jourdain, directeur systèmes énergétiques insulaires d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Rapport public annuel consacré à l'action publique face au changement climatique - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sylvain Waserman, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Évaluation de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (OFB), modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Examen du rapport d'information.

Mission conjointe de contrôle relative aux inondations survenues en 2023 et au début de l'année 2024 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Les enjeux de la COP16 Biodiversité - Audition de Mmes Sylvie Lemmet, ambassadrice déléguée à l'environnement, et Sylvie Goulard, coprésidente de l'International Advisory Panel on Biodiversity Credits (IAPB).

L'état des lieux de la biodiversité à l'heure de la COP16 - Audition de MM. Sébastien Moncorps, directeur du comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et Denis Couvet, président du conseil d'administration de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité (FRB).

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-Marie Abadie, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs aux politiques des territoires - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Première partie - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Constats et recommandations du rapport d'information de M. Jean Bacci : « L'Office français de la biodiversité, un capitaine qui doit jouer plus collectif » - Audition de M. Olivier Thibault, directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication diverse.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « La mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et le renforcement de l'accompagnement des élus locaux »** - (18 janvier 2024) : p. 161

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Question préalable** : p. 756 p. 757 p. 758 - **Renvoi à la commission** : p. 761 p. 762

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Article unique** (*Constitutionnalisation de la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse*) : p. 1227

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 98** (*Prise en charge des indemnités de fonction, des dépenses de formation et des frais liés à l'exercice du mandat par la dotation globale de fonctionnement*) : p. 1362 p. 1363 p. 1364

- **Suite de la discussion** (6 mars 2024) - **Article 2** (*Fixation par principe des indemnités de fonction au maximum légal pour les exécutifs communaux, départementaux et régionaux et modification du mode de calcul de l'enveloppe indemnitaire globale*) : p. 1425 p. 1428 - **Article 9** (*Extension du champ des autorisations d'absence et augmentation du plafond de remboursement des pertes de revenus subies par l'élu*) : p. 1467 p. 1469

- **Suite de la discussion** (7 mars 2024) - **Article additionnel avant l'article 18 - Amendement n° 235** (*Inscription de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité à trois nouvelles infractions*) : p. 1548

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Commission mixte paritaire [n° 505 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Explications de vote communes** : p. 2549 p. 2551

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux difficultés de la filière photovoltaïque française et à une nécessaire planification territoriale de la transition énergétique** - (10 avril 2024) : p. 2603 p. 2604

- **Débat sur le thème : « Haut-Commissariat au plan : quel bilan et quelle influence sur les politiques publiques depuis 2020 ? »** - (10 avril 2024) : p. 2663

- **Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 501 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2691 - **Article unique** (*Mise en œuvre d'un plan national et de plans départementaux de lutte contre le frelon asiatique*) : p. 2694 p. 2695

- **Débat sur le thème : « Planification écologique et COP régionales : quelle efficacité ? »** - (30 avril 2024) : p. 2755 p. 2756

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (28 mai 2024) : p. 3264

- **Proposition de loi visant à mieux indemniser les dégâts sur les biens immobiliers causés par le retrait-gonflement de l'argile [n° 513 (2022-2023)]** - (30 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3450 - **Article 1er A (nouveau)** (*Motivation du refus de la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle*) : p. 3459 - **Article 2 nonies (nouveau)** (*Demande de rapport sur l'évaluation de la pertinence des critères de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle en matière de retrait-gonflement de l'argile (RGA)*) : p. 3464 p. 3465

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 15** (*Faciliter*

l'implantation de centres de données d'envergure): p. 3711 p. 3715 p. 3716

- **Suite de la discussion** (5 juin 2024) - **Article 17 (priorité)** (*Accélérer et simplifier les déploiements de réseaux mobiles*): p. 3753 - **Article 16** (*Faculté pour les acheteurs publics de déroger à l'obligation d'allotissement des marchés de travaux, de fournitures ou de services et pour leurs sous-traitants de renoncer expressément au bénéfice du paiement direct pour les projets d'éolien en mer et de création ou de modification des ouvrages des réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité*): p. 3767 p. 3769 p. 3770 p. 3771 p. 3772 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 529** (*Modification des modalités de mise à disposition des études environnementales dans le cadre de la procédure d'appels d'offres des projets d'éolien en mer*): p. 3773 - **Article 18** (*Simplifier la mise en œuvre des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité*): p. 3776 p. 3778 p. 3782 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 133 rectifié, n° 199 rectifié bis, n° 399 rectifié ter et n° 530** (*Avis simple de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) pour l'installation de panneaux solaires domestiques (abords)*): p. 3799 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 343** (*Application des contrats de long terme en matière d'électricité dans les zones non interconnectées au réseau dit « métropolitain continental » (ZNI)*): p. 3803 - **Intitulé du projet de loi**: p. 3811

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Article 3** (*Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie*): p. 4152 p. 4157 p. 4158 p. 4159 - **Article 4** (*Renforcement des flexibilités parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie*): p. 4161 p. 4162 p. 4163 - **Article 5** (*Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie*): p. 4171

- **Débat sur le thème : « Gestion de l'eau : bilan de l'été 2024 et perspective pour mieux gérer la ressource »** - (12 novembre 2024) : p. 4861 p. 4864

- **Débat sur le thème : « Financement de la sécurité civile : soutenir les Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) dans leur gestion des nouveaux risques »** - (13 novembre 2024) : p. 4922

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026** (*Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)-Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations*): p. 6159 p. 6176 p. 6181

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'aide au développement dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025 et au lendemain de la COP29** - (27 novembre 2024) : p. 6185 p. 6186

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026** (*Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)-Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations*): p. 6214 p. 6215 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1173** (*Multiplication par 34 du tarif d'aviation civile (TAC) pour le transport aérien de marchandises*): p. 6218 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1174 et n° I-1498 rectifié bis** (*Exonération de taxe sur le transport aérien de marchandises en faveur des marchandises alimentaires et produits de première nécessité acheminée à destination des outre-mer*): p. 6218 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-36 rectifié bis, n° I-588 rectifié bis et n° I-168 rectifié bis** (*Création d'un crédit d'impôt visant à encourager l'incorporation de carburant d'aviation durable*): p. 6223

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° I-1764 rectifié quinquies** (*Instauration d'un crédit d'impôt « haies »*): p. 6541 - **Article 21** (*Mesures diverses de correction, clarification et coordination en matière de fiscalité sectorielle*): p. 6550 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-1176** (*Réfaction de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) pour les « territoires performants » et modification des paramètres*): p. 6562 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-101 rectifié bis, n° I-808 rectifié, n° I-1177 et n° I-1451** (*Création d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) « en amont »*): p. 6572 p. 6573 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-673 rectifié, n° I-951 rectifié bis, n° I-2041 rectifié bis, n° I-1242, n° I-412 rectifié, n° I-461, n° I-950, n° I-1308 rectifié, n° I-1337 et n° I-1757** (*Élargissement de l'assiette de la taxe sur les transactions financières aux opérations intra-journalières et rehaussement du taux*): p. 6674 p. 6675

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1010, n° I-1158 rectifié bis, n° 434 rectifié bis, n° I-1635 rectifié bis, n° 2055 rectifié, n° I-1230 rectifié bis, n° I-435 rectifié ter, n° I-450 rectifié quater, n° I-107 rectifié, n° I-735, n° I-2007 rectifié, n° I-1688, n° I-736, n° I-1214 rectifié quater, n° I-1582 rectifié, n° I-2008 rectifié, n° I-433 rectifié bis, n° I-734, n° I-930 rectifié, n° I-1365 rectifié et n° I-1689** (*Dispositions diverses sur le plafond du taux de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) fixé par les départements*): p. 6819 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1383 et n° I-1131 rectifié bis** (*Suppression de la taxe spéciale d'équipement locale qui doit permettre de financer une partie de la nouvelle ligne à grande vitesse Bordeaux Toulouse (grand projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO))*): p. 6822 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-582 rectifié, n° I-2038 rectifié, n° I-353 rectifié, n° I-609 rectifié ter, n° I-979, n° I-1928 rectifié, n° I-1479 rectifié bis, n° I-365 et n° I-1918 rectifié** (*Dispositions diverses sur le versement mobilité régional*): p. 6836 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-195 rectifié, n° I-1202 rectifié et n° I-2181** (*Affectation aux autorités organisatrices de la mobilité (AOM) une fraction du produit des émissions de quotas carbone*): p. 6850 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° I-1124 rectifié** (*Rétablissement de la taxe sur la publicité télévisée*): p. 6873 - **Article 33** (*Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers*): p. 6893 p. 6897

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales (suite)

- (4 décembre 2024) - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-217 rectifié bis et n° II-1090**

(Élargissement du nombre de bénéficiaires de la dotation aménités rurales) : p. 7575

DARAGON (Nicolas)
ministre délégué auprès du ministre de
l'intérieur, chargé de la sécurité du
quotidien
(du 22 septembre 2024 au 23 décembre
2024)

- **Question orale sans débat sur le thème : « Gendarmeries : loyers impayés par l'État »** - (5 novembre 2024) : p. 4666

- **Question orale sans débat sur le thème : « Lutte contre les infractions et atteintes faites aux élus »** - (5 novembre 2024) : p. 4667

- **Débat sur le thème : « Financement de la sécurité civile : soutenir les Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) dans leur gestion des nouveaux risques »** - (13 novembre 2024) : p. 4922 p. 4923 p. 4924 p. 4925 p. 4926 p. 4927 p. 4928 p. 4929 p. 4930 p. 4931 p. 4933 p. 4934 p. 4935

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au cycliste tué à Paris** - (23 octobre 2024) : p. 4469

DARCOS (Laure)
sénatrice (Essonne)
Les Indépendants

Proposition de loi visant à mieux valoriser l'engagement associatif et citoyen tout au long de la vie [n° 329 (2023-2024)] (9 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) du financement des travaux exécutés d'office par les petites communes pour la sécurisation des immeubles [n° 440 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 522 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Famille - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques et de la délégation sénatoriale à la prospective : Femmes et IA : briser les codes [n° 607 (2023-2024)] (16 mai 2024) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaïques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie.**

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et simplifier la vie associative (22 mars 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (7 mai 2024).

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche le 11 mars 2024.

Membre titulaire du Comité consultatif du conseil d'administration de l'établissement public de Paris-Saclay le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport : Redonner du souffle aux "30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école" pour améliorer la santé des élèves [n° 774 (2023-2024)] (25 septembre 2024) - **Société - Sports - Éducation.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques [n° 783 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 95 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues [n° 192 (2024-2025)] (5 décembre 2024) - **Justice - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des Bâtiments de France [n° 195 (2024-2025)] (9 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de MM. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement chargé de France 2030, Antoine Petit, président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et Didier Samuel, président-directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Sébastien Cavalier, président de la SAS pass Culture.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant à conforter la filière cinématographique en France - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission conjointe de contrôle sur le signalement et le traitement des pressions, menaces et agressions dont les enseignants sont victimes - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

(*commission des lois*) : Mission conjointe de contrôle sur le signalement et le traitement des pressions, menaces et agressions dont les enseignants sont victimes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mars 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Colloque Femmes & IA : briser les codes.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Aurore Bergé, ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Proposition de loi visant à renforcer le service civique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans la rue : audition de chercheuses et d'expertes du sans-abrisme.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : « Transports pendant les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 : quels enjeux ? » - Audition de M. Patrice Vergriete, ministre délégué chargé des transports, et de Mme Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, présidente d'Île-de-France Mobilités.

Audition de M. Philippe Delorme, secrétaire général de l'enseignement catholique.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Transports pendant les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 : quels enjeux ? » - Audition de M. Patrice Vergriete, ministre délégué chargé des transports, et de Mme Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, présidente d'Île-de-France Mobilités.

Réunion du jeudi 23 mai 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la situation des enfants à la rue.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Régine Hatchondo, présidente du Centre national du livre.

Réunion du jeudi 6 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information sur les modalités de formation et la place des enseignants - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

Réunion du jeudi 13 juin 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans la rue : audition de M. Didier Leschi, directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii).

Réunion du mercredi 26 juin 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Conseil européen des 27 et 28 juin 2024 : audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

Réunion du jeudi 19 septembre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les mesures prises à l'égard des personnes sans abri en vue de l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Évaluation territoriale du dispositif « 30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information consacrée à la situation de la francophonie à l'aube du 30ème anniversaire de la loi Toubon - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Anne Genetet, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information sur l'évaluation des dispositions de la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) - Examen du rapport.

Mission sur le périmètre d'intervention et les compétences des architectes des bâtiments de France (ABF) - Présentation du rapport d'information.

Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Patrick Hetzel, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Salima Saa, secrétaire d'État auprès du ministre des Solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs au cinéma - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs à la recherche - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs au Livre et aux Industries culturelles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Bruno Patino, président du comité de pilotage des États généraux de l'information (EGI).

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Luis Vassy, directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris.

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Martin Ajdari, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à ériger la santé mentale des jeunes en grande cause nationale [n° 602 (2022-2023)]** - (17 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 104

- **Question orale sans débat sur la situation des apprentis en Essonne** - (18 janvier 2024) : p. 141

- **Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien [n° 251 (2023-2024)]** - (23 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 232

- **Proposition de loi visant à conforter la filière cinématographique en France [n° 323 (2023-2024)]** - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 993 p. 994

- **Débat relatif aux finances des départements** - (5 mars 2024) : p. 1284

- **Débat relatif à l'équité et à la transparence de Parcoursup à la frontière du lycée et de l'enseignement supérieur** - (6 mars 2024) : p. 1397
 - **Question orale sans débat relative aux conséquences de la taxe additionnelle à la taxe de séjour instituée par la loi de finances pour 2024 au bénéfice d'Ile-de-France Mobilités** - (7 mars 2024) : p. 1484
 - **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (7 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 56 rectifié bis, n° 284 rectifié bis, n° 352 rectifié bis, n° 251, n° 46 rectifié, 54 rectifié ter, 287 rectifié quinquies et 323 rectifié quater** (*Assimilation des temps d'absence de l'élu à une durée de travail effective de travail pour l'octroi des avantages inhérents au travail effectué*) : p. 1505 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 243 rectifié, n° 45 rectifié bis, n° 29 rectifié, n° 170 rectifié bis, n° 21 rectifié bis, n° 223, n° 58 rectifié, n° 293, n° 306 rectifié quater et n° 353 rectifié bis** (*Extension aux élus du statut de salarié protégé*) : p. 1509 p. 1514 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 204 rectifié et n° 354 rectifié** (*Demande de rapport relatif à l'engagement des femmes dans la vie publique locale*) : p. 1542 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 87 rectifié bis, n° 289 rectifié bis, n° 326 rectifié quater et n° 379 rectifié ter** (*Allongement de la prescription assurantielle de 2 ans à 5 ans*) : p. 1560 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 206 rectifié quater** (*Déclarations d'intérêts des élus locaux préremplies par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique*) : p. 1565
 - **Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative [n° 387 (2023-2024)]** - (13 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1730 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Élargissement du mécénat de compétences en faveur des associations aux entreprises de moins de 5 000 salariés*) : p. 1739 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 9 rectifié quater** (*Valorisation dans le rapport de gestion annuel des PME des dons et versements en faveur des associations*) : p. 1743
 - **Proposition de loi visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics [n° 419 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1884 p. 1885
 - **Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille [n° 417 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1953 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 3 rectifié bis, n° 7, n° 11, n° 1 rectifié, n° 8 rectifié bis, n° 17, n° 2 rectifié bis, n° 5 rectifié quinquies, n° 9 rectifié bis et n° 21 rectifié ter** (*Dispositif de décharge de responsabilité solidaire - Conditions d'examen - Modifications*) : p. 1966 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 6 rectifié, n° 13 rectifié, n° 14 rectifié bis et n° 26 rectifié ter** (*Demande en décharge de l'obligation de paiement - Appréciation de la situation patrimoniale du demandeur - Encadrement*) : p. 1967 p. 1968 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 18** (*Octroi d'une décharge de responsabilité solidaire - Restitution des sommes déjà payées par le demandeur*) : p. 1971
 - **Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires [n° 415 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1978
 - **Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative - Commission mixte paritaire [n° 481 (2023-2024)]** - (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2341
 - **Projet de loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes - Nouvelle lecture [n° 455 (2023-2024)]** - (2 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2349
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative au meurtre de Shemseddine** - (10 avril 2024) : p. 2606
 - **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé - Deuxième lecture [n° 581 (2023-2024)]** - (15 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2988
 - **Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne - Deuxième lecture [n° 563 (2023-2024)]** - (15 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2996
 - **Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille - Commission mixte paritaire [n° 592 (2023-2024)]** - (22 mai 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3192
 - **Proposition de loi renforçant l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate - Commission mixte paritaire [n° 610 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3521
 - **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (5 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 72 rectifié bis, n° 102 rectifié ter, n° 190, n° 240, n° 356 rectifié bis, n° 360 rectifié ter, n° 103 rectifié, n° 220 rectifié, n° 361 rectifié ter et n° 597** (*Modification des modalités de raccordement, de production ou de consommation des projets de biogaz*) : p. 3804 p. 3805 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 14 rectifié bis, n° 101 rectifié, n° 189, n° 218 rectifié bis, n° 238, n° 359 rectifié ter, n° 595, n° 172 rectifié ter et n° 415 rectifié bis** (*Modification des modalités de raccordement, de production ou de consommation des projets de biogaz*) : p. 3806 - **Article additionnel après l'article 21 ter - Amendements n° 33 rectifié bis, n° 204 rectifié ter, n° 542 rectifié bis et n° 587 rectifié** (*Application aux projets de canalisation d'hydrogène renouvelable et bas-carbone voire aux installations de captage, de transport et de stockage du CO₂, de la notion de raison impérieuse d'intérêt public majeur (R2IPM) permettant de déroger aux règles de préservation des espèces protégées, issues de la directive « Habitat » du 21 mai 1992*) : p. 3810
 - **Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 678 (2023-2024)]** - (10 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4067
 - **Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 41 (2024-2025)]** - (23 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4491
 - **Question orale sans débat relative à la situation de la médecine scolaire** - (5 novembre 2024) : p. 4668
 - **Proposition de loi instituant une ordonnance de sûreté de l'enfant victime de violences [n° 530 (2023-2024)]** - (13 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4899
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative à la contribution des collectivités à la réduction du déficit de la France** - (20 novembre 2024) : p. 5235 p. 5236
 - **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**
- Deuxième partie :*
- (20 novembre 2024) - **Article 7** (*Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance*) : p. 5261 p. 5271

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article 9 bis (nouveau)** (*Réforme de la contribution sur les boissons à sucres ajoutés*) : p. 5388 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 3 rectifié, n° 489 rectifié, n° 846 rectifié, n° 1007, n° 1244 rectifié bis, n° 291 rectifié, n° 292 rectifié, n° 651 rectifié, n° 1212 rectifié bis et n° 560 rectifié bis** (*Création d'une taxe sur les publicités pour les produits alimentaires transformés et les boissons ciblant les moins de 16 ans*) : p. 5408 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 134 rectifié, n° 652 rectifié ter, n° 1097, n° 1217 rectifié et n° 824 rectifié** (*Renforcement de la fiscalité sur les jeux d'argent et de hasard*) : p. 5422 - **Article 14** (*Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale*) : p. 5483

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 1134 rectifié** (*Interdiction des prescriptions d'arrêt de travail en téléconsultation*) : p. 5559 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 1133 rectifié et n° 1251 rectifié bis** (*Interdiction des plateformes numériques ayant pour but principal la fourniture d'arrêts de travail*) : p. 5560 - **Article 17** (*Conventionnement des entreprises de taxis avec l'assurance maladie*) : p. 5577 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 1131 rectifié bis** (*Suppression de la gratuité de la C2S*) : p. 5593 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1135 rectifié** (*Intégration de l'utilisation du DMP parmi les indicateurs du dispositif incitation financière à la qualité (IFAQ)*) : p. 5610 - **Article 19** (*Lutter contre les pénuries de produits de santé*) : p. 5617

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (22 novembre 2024) : p. 5625

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)] (suite)** - (22 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 378 rectifié, n° 430 rectifié quinquies et n° 1057** (*Délivrance à l'unité de médicaments et dispositifs médicaux*) : p. 5629 - **Article 20** (*Conditionner la prise en charge de certains dispositifs médicaux numériques à une utilisation effective par le patient*) : p. 5634 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 1132 rectifié bis** (*Intégration des dispositifs médicaux dans le champ de la franchise médicale*) : p. 5637 - **Article 21** (*Modification des paramètres de l'expérimentation relative au régime de financement des établissements accueillant des personnes âgées et dépendantes*) : p. 5643 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 1046 rectifié bis** (*Reconnaissance du statut d'infirmier coordinateur en Ehpad*) : p. 5646 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 1171 rectifié** (*Demande de rapport renseignant les conséquences d'une affiliation à un régime de retraite par capitalisation à la place d'une affiliation à un régime de retraite par répartition*) : p. 5668 - **Article 23** (*Décalage de la revalorisation des pensions et prestations d'assurance vieillesse au 1er juillet*) : p. 5672

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Après l'article 10 (suite) - Amendement n° I-1284 rectifié bis** (*Prolongation du taux réduit de TVA de 5,5 % sur les masques, équipements de protection et produits hygiéniques jusqu'au 1er janvier 2026*) : p. 6316 p. 6317 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2233 rectifié, n° I-890 rectifié bis, n° I-1287 rectifié bis, n° I-1581 rectifié bis et n° I-2049** (*Simplification du dispositif de franchise en base de TVA/Division par deux du plafond de la franchise en base de TVA*) : p. 6318 - **Article 11 (suite)** (*Instauration d'une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises*) : p. 6354 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-963, n° I-1865 rectifié et n° I-2040 rectifié ter** (*Suppression ou réduction de l'exonération d'impôt sur les sociétés sur les plus-values à long terme sur les cessions de titre de participation dans le cadre du régime mère-fille/Évolution des modalités d'application du régime des plus ou moins-values sur cession de titres de participation pour les titres de participation ne revêtant pas ce caractère sur le plan comptable*) : p. 6374 - **Article 13**

(*Précisions apportées au dispositif d'imposition minimale mondiale des groupes d'entreprises multinationales et des groupes nationaux*) : p. 6398 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-7, n° I-1254 rectifié bis, n° I-1356, n° I-1323 rectifié, n° I-467 et n° I-837 rectifié** (*Normalisation des aides aux entreprises dans le domaine de la recherche et de l'innovation/Rationalisation du crédit impôt recherche en matière de brevets*) : p. 6414 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-409 rectifié, n° I-993, n° I-1700, n° I-996, n° I-1159 rectifié, n° I-814 rectifié, n° I-686, n° I-1252 rectifié quinquies, n° I-1759, n° I-1253 rectifié, n° I-965, n° I-1402 rectifié bis, n° I-71 rectifié bis, n° I-110 rectifié sexies, n° I-203 rectifié bis, n° I-698, n° I-781 rectifié bis, n° I-698, n° I-781 rectifié bis, n° I-855 rectifié bis, n° I-1322 rectifié bis, n° I-1854 rectifié bis, n° I-802 rectifié, n° I-803 rectifié** (*Dispositions diverses sur le crédit d'impôt recherche (CIR) et le crédit d'impôt industrie (CII)*) : p. 6421 p. 6422 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-111 rectifié septies, n° I-812 rectifié ter, n° I-1375 rectifié ter, n° I-1404 rectifié ter, n° I-1607 rectifié bis, n° I-1631 rectifié ter, n° I-1708 rectifié et n° I-1836 rectifié ter** (*Prorogation de trois ans du crédit d'impôt collection (CIC)*) : p. 6426 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-799 rectifié, n° I-1401 rectifié bis** (*Création de la catégorie des jeunes entreprises d'innovation à impact (JEII)*) : p. 6429 - **Article 18** (*Aménagement des dispositifs de déductions et d'exonérations applicables au secteur agricole*) : p. 6472 p. 6473 p. 6475 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-1090, n° I-2165, n° I-1232 rectifié, n° I-259 rectifié ter, n° I-789 rectifié bis, n° I-320, n° I-1015 rectifié, n° I-526 rectifié bis et n° I-1560** (*Dispositions diverses sur le crédit d'impôt « remplacement des absences des agriculteurs »*) : p. 6477

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-1540 rectifié bis** (*Exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) temporaire, d'une durée de 10 ans, en cas de réunion de parcelles forestières de moins de 10 hectares*) : p. 6499 p. 6500 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-256 rectifié quinquies et n° I-315 rectifié ter** (*Possibilité de vendre son autoproduction de bière sans licence*) : p. 6502 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-262 rectifié quater et n° I-788 rectifié** (*Exonération d'impôt sur le revenu sur les indemnités versées aux agriculteurs à raison de pertes économiques résultant de maladies animales ou de la propagation d'organismes nuisibles*) : p. 6505 - **Article 19** (*Mesures d'incitation à la transmission des exploitations agricoles au profit de jeunes agriculteurs*) : p. 6512 p. 6514 p. 6515 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-1259 rectifié, n° I-1667, n° I-403 rectifié bis, n° I-945 rectifié, n° 401 rectifié, n° I-67 rectifié bis, n° I-427 rectifié bis, n° I-314, n° I-1669 rectifié, n° I-66 rectifié bis, n° I-660, n° I-949, n° I-948, n° I-404 rectifié, n° I-663, n° I-661, n° I-1343, n° I-1869 rectifié, n° I-1770 rectifié ter, n° I-1986 rectifié bis, n° I-662** (*Réforme globale des droits de succession*) : p. 6523 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-948** (*Plafonnement du bénéfice du « pacte Dutreil » dans la limite de 5 millions d'euros*) : p. 6527 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-1537 rectifié bis, n° I-1981 rectifié bis, n° I-312 rectifié, n° I-343 rectifié ter, n° I-376 rectifié bis, n° I-1042 rectifié, n° I-1289 rectifié bis, n° I-1576 rectifié ter, n° I-1580 rectifié bis, n° I-1891 rectifié et n° I-1965 rectifié** (*Exonération des donations jusqu'à 150 000 euros en faveur de l'acquisition d'une résidence principale en logement neuf*) : p. 6536 p. 6537 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° I-1281 rectifié, n° I-1643 rectifié, n° I-1539 et n° I-1873** (*Renforcement et prorogation du crédit d'impôt bénéficiant aux exploitations en agriculture biologique*) : p. 6538 - **Article 21** (*Mesures diverses de correction, clarification et coordination en matière de fiscalité sectorielle*) : p. 6550 - **Article 22** (*Mise en conformité des dispositions fiscales avec la réglementation européenne en matière d'aides d'État*) : p. 6561 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-154 rectifié bis** (*Précision au titre de la réduction d'impôt « Malraux »*) : p. 6605 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-2019 rectifié, n° I-310 rectifié, n° I-342 rectifié ter, n° I-377 rectifié, n° I-1043 rectifié bis, n° I-1288**

rectifié bis, n° I-1538 rectifié ter, n° I-1893 rectifié septies, n° I-1935 rectifié quater, n° 2042 rectifié ter, n° I-543 rectifié, n° I-602, n° I-1418 rectifié, n° 1544 rectifié ter (Prorogation d'un an de la réduction d'impôt « Pinel ») : p. 6606 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-156 rectifié bis** (Limitation à 22 ans de la durée des conventions permettant à un propriétaire de monument historique de bénéficier d'exonération des droits de mutation) : p. 6623 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-117 rectifié bis, n° I-373 rectifié ter, n° I-998 rectifié, n° I-1084 rectifié sexies, n° I-1285 rectifié quinquies, n° I-1460, n° I-1618 rectifié bis, n° I-1709 rectifié quater, n° I-308 rectifié bis, n° I-423 rectifié bis, n° I-1788, n° I-1619 rectifié, n° I-1892 rectifié quinquies et n° I-2078** (Suppression des conditions de localisation pour l'éligibilité au prêt à taux zéro dans les logements neufs et anciens pendant une durée de trois ans) : p. 6636 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1617 rectifié** (Prorogation de deux ans du crédit d'impôt pour la rénovation énergétique des bâtiments tertiaires) : p. 6643 - **Article 25** (Sécurisation du régime des bons ou droits de souscription d'actions et des titres acquis en exercice de ceux-ci) : p. 6648 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1877 rectifié ter** (Révision du régime fiscal applicable aux plans d'investissement des dirigeants et des salariés) : p. 6650 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1407 rectifié bis** (Modalités d'appréciation de la condition tenant à la forme du réinvestissement des plus-values de cession) : p. 6651 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-306 rectifié bis et n° I-1393 rectifié ter** (Extension aux acquéreurs de parts de fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) et fonds communs de placement à risques (FCPR) de l'avantage fiscal actuellement réservé aux souscripteurs) : p. 6652 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1707 rectifié bis** (Assimilation fiscale des sociétés de libre partenariat spécialisé à des sociétés de libre partenariat) : p. 6652 - **Article 26** (Instauration pour les grandes entreprises d'une taxe sur les réductions de capital consécutives au rachat de leurs propres titres) : p. 6660 p. 6661 p. 6662

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-1023, n° I-1932 rectifié et n° I-85 rectifié ter** (Prorogation du crédit d'impôt pour les entreprises de création de jeux vidéo jusqu'en

2031) : p. 6720 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1773 rectifié bis** (Exonération de taxe sur les services d'accès à des contenus audiovisuels pour petites plateformes) : p. 6721 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-1126 et n° I-1313 rectifié ter** (Prolongation du crédit d'impôt pour la production d'œuvres d'adaptation audiovisuelle de spectacles vivants) : p. 6724 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1994** (Exclusion du crédit d'impôt cinéma pour les entreprises dans laquelle ont exercé des auteurs de violences sexistes et sexuelles) : p. 6726 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1874 rectifié** (Prorogation de trois ans du dispositif de déduction fiscale pour l'achat d'œuvres d'art) : p. 6731 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-431 rectifié ter, n° I-603 rectifié ter et n° I-841 rectifié quater** (Instauration d'une contribution des opérateurs de vente en ligne de livres d'occasion destinée à compenser le préjudice économique subi par les auteurs de livres) : p. 6732

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2024) : p. 7083

Enseignement scolaire (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7102 p. 7108

- **Mise au point au sujet de votes** - (2 décembre 2024) : p. 7202

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7333

DARMANIN (Gérald)
ministre de l'intérieur et des outre-mer
(jusqu'au 21 septembre 2024)
ministre d'État, garde des sceaux,
ministre de la justice
(à partir du 24 décembre 2024)

Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 291 (2023-2024)] (29 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste [n° 259 (2023-2024)]** - (23 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 183 p. 185 p. 186 p. 194 p. 197 - **Article 1er bis (nouveau)** (Retrait d'un sursis probatoire et d'un suivi socio-judiciaire pour inconduite notoire) : p. 200 - **Article 7** (Interdiction de paraître dans les transports en commun dans le cadre des MICAS) : p. 207 p. 208 - **Article 7 bis (nouveau)** (Introduction du caractère suspensif de l'appel interjeté par le ministère de l'intérieur à l'encontre du jugement d'annulation du renouvellement d'une Micas) : p. 209 - **Article 7 ter (nouveau)** (Harmonisation des voies de recours contre les décisions de saisie et d'exploitation des données dans le cadre d'une visite domiciliaire) : p. 210 - **Article 7 quater (nouveau)** (Renforcement des informations communiquées aux préfets du lieu d'hospitalisation et du lieu domicile sur la prise en charge d'une personne radicalisée hospitalisée sans son consentement) : p. 210 - **Article 8** (Adaptation des critères de dissolution

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française [n° 279 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Projet de loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 290 (2023-2024)] (29 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

administrative d'une association ou d'un groupement de fait) : p. 212 p. 213 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 2** (Inclure les parts de SCI dans les biens listés et intégrés aux comptes annuels) : p. 213 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 11** (Renforcer le contrôle des cagnottes en ligne) : p. 213 - **Article 9** (Assouplissement du régime de protection contre l'expulsion et l'interdiction du territoire français) : p. 215 p. 216 - **Article 10** (Extension du contradictoire asymétrique devant le juge administratif) : p. 217 - **Article 10 bis (nouveau)** (Rétention administrative de l'étranger dont le comportement est lié à des activités à caractère terroriste pénalement constatées) : p. 217 p. 218 - **Article 11** (Délit sanctionnant la détention ou l'enregistrement d'images ou de représentations d'un ou plusieurs crimes d'atteintes aux personnes commis par des individus agissant en relation avec une entreprise terroriste) : p. 218 - **Article 11 bis (nouveau)** (Extension du délit d'apologie du terrorisme à la diffusion de contenu sur les réseaux privés) : p. 218 - **Article 15** (Peine complémentaire d'interdiction de paraître dans les transports en commun pour les condamnés terroristes) : p. 220 p. 221 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 9 rectifié** (Création d'une peine complémentaire d'interdiction de paraître dans les lieux et équipements sportifs) : p. 222 - **Article 15 bis (nouveau)** (Information systématique du procureur de la République en cas de demande de changement de nom d'un condamné pour crimes terroristes) : p. 223 - **Article 15 ter (nouveau)** (Information des responsables d'établissements scolaires et des personnes hébergeant les personnes mises en examen ou condamnées en matière terroriste) : p. 223 p. 224 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° 10 rectifié** (Élargir aux dispositifs utilisant des ondes centimétriques la sécurisation des lieux et enceintes dans lesquels sont organisées des manifestations sportives, récréatives ou culturelles rassemblant plus de 300 spectateurs) : p. 224

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 383 p. 389

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Mayotte** - (7 février 2024) : p. 735

- **Projet de loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 336 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1073 p. 1075 p. 1076

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dispositif d'indemnisation des catastrophes naturelles** - (6 mars 2024) : p. 1381

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le statut de la Corse** - (13 mars 2024) : p. 1675

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le narcotrafic à Rennes** - (20 mars 2024) : p. 1942 p. 1943

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des centres de rétention administrative** - (20 mars 2024) : p. 1945

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 291 (2023-2024)]** - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2056 p. 2058 - **Question préalable** : p. 2064 p. 2066 p. 2068 - **Discussion générale** : p. 2068 p. 2071 p. 2073 p. 2076 p. 2077 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 29** (Inscription dans la Constitution de l'exigence que l'État préserve les conditions du dialogue par le respect d'une stricte posture d'impartialité) : p. 2079 - **Article 1er** (Dégel du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de Nouvelle-Calédonie) : p. 2079 p. 2080 p. 2081 p. 2082 p. 2083 p. 2084 p. 2085 p. 2086 p. 2088 p. 2090 p. 2091 - **Article 2** (Entrée en vigueur de la disposition constitutionnelle et mécanisme de report des élections provinciales et au congrès de la Nouvelle-Calédonie) : p. 2092 p. 2095 p. 2096 p. 2097

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le sort des petits commissariats vidés pour les jeux Olympiques** - (27 mars 2024) : p. 2153

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des associations d'aide aux migrants** - (27 mars 2024) : p. 2153

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'autoroute A69 et les droits de l'homme** - (27 mars 2024) : p. 2156

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la sécurisation des jeux Olympiques** - (15 mai 2024) : p. 2946

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la Nouvelle-Calédonie (IV)** - (15 mai 2024) : p. 2951

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la lutte contre le narcotrafic (II)** - (15 mai 2024) : p. 2952

DARNAUD (Mathieu)
sénateur (Ardèche)
Les Républicains

Vice-président du Sénat jusqu'au 21 octobre 2024.

Président du groupe Les Républicains à compter du 1er octobre 2024 ; a présidé les séances des 16, 31 janvier, 1er, 13 février, 5, 12, 27 mars, 9 avril, 15, 28 mai et 5 juin 2024.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux (27 février 2024).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement ».

Rapporteur de la mission d'information sur l'avenir de la commune et du maire en France.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à rendre aux élus locaux leur pouvoir d'agir [n° 463 (2023-2024)] (22 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique visant à rendre aux élus locaux leur pouvoir d'agir [n° 464 (2023-2024)] (22 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à rendre aux élus locaux leur pouvoir d'agir [n° 465 (2023-2024)] (22 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 699 (2023-2024)] (19 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des outre-mer [n° 172 (2024-2025)] (28 novembre 2024) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 8 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Éric Woerth, ancien ministre, premier questeur de l'Assemblée nationale, relative à une mission sur la décentralisation.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier

national non concédé - Procédure de législation en commission - Examen du rapport du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des lois*) : Désignation de membres du Bureau.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les graves difficultés des communes pour s'assurer** - (18 janvier 2024) : p. 139 p. 140

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 480 p. 481 p. 482 p. 483 p. 499

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte scolaire** - (14 février 2024) : p. 932

- **Projet de loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie** [n° 336 (2023-2024)] - (27 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1084

- **Hommage aux victimes des inondations, aux services de secours et aux élus locaux** - (12 mars 2024) : p. 1595

- **Proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux** - *Commission mixte paritaire* [n° 362 (2023-2024)] - (14 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1774

- **Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements**

volontaires [n° 415 (2023-2024)] - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1982 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1984 p. 1985

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part** [n° 694 (2018-2019)] - (21 mars 2024) - **Demande de clôture** : p. 2032

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie** [n° 291 (2023-2024)] - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2075 p. 2076

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conclusions du rapport relatif à la décentralisation remis au Président de la République** - (5 juin 2024) : p. 3743 p. 3744

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3861 p. 3863

- **Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement »** [n° 556 (2023-2024)] - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4311 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4328 p. 4329

- **Commémoration de la séance inaugurale de l'Assemblée consultative provisoire, le 9 novembre 1944** - (7 novembre 2024) : p. 4828

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au « zéro artificialisation nette »** - (20 novembre 2024) : p. 5233 p. 5234

- **Négociations en cours relatives à l'accord d'association entre l'Union européenne et le Mercosur** - (27 novembre 2024) : p. 6199 p. 6201

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements** n° I-117 rectifié bis, n° I-373 rectifié ter, n° I-998 rectifié, n° I-1084 rectifié sexies, n° I-1285 rectifié quinquies, n° I-1460, n° I-1618 rectifié bis, n° I-1709 rectifié quater, n° I-308 rectifié bis, n° I-423 rectifié bis, n° I-1788, n° I-1619 rectifié, n° I-1892 rectifié quinquies et n° I-2078 (*Suppression des conditions de localisation pour l'éligibilité au prêt à taux zéro dans les logements neufs et anciens pendant une durée de trois ans*) : p. 6635

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article 29** (*Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement*) : p. 6743 - **Article 32 (suite)** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) : p. 6857

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

DARRAS (Jérôme)
sénateur (Pas-de-Calais)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 50 (2023-2024)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Land du Bade-Wurtemberg relatif à la création d'une compagnie de gendarmerie fluviale franco-allemande sur le Rhin [n° 273 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société - Transports.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Situation et avenir du groupe Atos [n° 568 (2023-2024)] (30 avril 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports**.

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - **Sécurités : Gendarmerie nationale [n° 146 tome 11 (2024-2025)]** (21 novembre 2024) - **Budget - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Land du Bade-Wurtemberg relatif à la création d'une compagnie de gendarmerie fluviale franco-allemande sur le Rhin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 janvier 2024 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde « Défis de l'entreprise : le regard des économistes ».

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Esther Duflo (Nobel d'économie 2019), professeure au Collège de France et au Massachusetts Institute of Technology.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Jean-Pierre Mustier, président du conseil d'administration et Paul Saleh, directeur général d'Atos.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Mission d'information conjointe sur la situation et l'avenir d'Atos - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Quelles perspectives et quels défis pour les États-Unis en cette année d'élections ? - Audition de Mme Alexandra de Hoop Scheffer, politologue, senior vice-présidente pour les questions géopolitiques au German Marshall Fund of the United States et M. Lauric Henneton, maître de conférences à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance dans le cadre des deux missions d'information « Quel financement pour l'entreprise de demain ? » et « Entreprises et climat ».

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Le Sénégal : une rupture politique majeure ? » - Audition de Mme Caroline Roussy, directrice de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Recrutement et fidélisation dans les armées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Hubert Bonneau, directeur général de la gendarmerie nationale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (2 décembre 2024) : p. 7205

- **Question orale sans débat relative au projet d'installation de stockage de déchets dangereux dans la commune d'Hersin-Coupiigny** - (3 décembre 2024) : p. 7285

DARRIEUSSECQ (Geneviève)
ministre de la santé et de l'accès aux soins
(du 22 septembre 2024 au 23 décembre 2024)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Nécessité de former davantage de médecins et soignants »** - (8 octobre 2024) : p. 3922 p. 3924 p. 3925 p. 3926 p. 3928 p. 3929 p. 3930 p. 3931 p. 3933 p. 3934 p. 3935 p. 3936

- **Débat sur le thème « Situation des urgences pendant l'été 2024 »** - (8 octobre 2024) : p. 3947 p. 3948 p. 3949 p. 3950 p. 3951 p. 3952 p. 3953 p. 3954 p. 3955 p. 3956 p. 3957 p. 3958

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les perspectives pour les soignants dans un contexte de maîtrise des finances publiques** - (16 octobre 2024) : p. 4198

- **Question d'actualité au Gouvernement sur octobre rose** - (16 octobre 2024) : p. 4203 p. 4204

- **Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2023 [n° 35 (2024-2025)]** - (22 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4433 - **Question préalable** : p. 4445

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'urgence de réformer la politique de santé périnatale** - (23 octobre 2024) : p. 4461

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le thème : projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) – Accès aux soins** - (30 octobre 2024) : p. 4592

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au décret du 30 octobre 2024 et aux tâches administratives imposées aux médecins** - (6 novembre 2024) : p. 4774

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (18 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5027 p. 5028 p. 5029 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5047 - **Question préalable** : p. 5049 - **Discussion générale** : p. 5066

Première partie :

- (18 novembre 2024) - **Article 2** (*Rectification de l'Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam*) : p. 5078 p. 5079 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1359** (*Abaissement du niveau du seuil de déclenchement de la clause de sauvegarde des dispositifs médicaux pour 2024*) : p. 5080

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la fermeture de maternités, notamment dans les Yvelines** - (20 novembre 2024) : p. 5241

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la surexposition des enfants aux écrans** - (20 novembre 2024) : p. 5242

- **Rappel au règlement** - (21 novembre 2024) : p. 5335

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)] (suite)**

Deuxième partie :

- (21 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 11 rectifié bis** (*Organisation d'échange de données entre organismes de sécurité sociale européens*) : p. 5336 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 28 rectifié** (*Intégration des agents des conseils départementaux aux échanges d'informations entre les agents de l'État et des organismes de protection sociale à des fins de lutte contre la fraude*) : p. 5337 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 13 rectifié** (*Extension aux présidents des tribunaux de commerce de l'habilitation à échanger des documents en lien avec la fraude présumée*) : p. 5338 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 103 rectifié** (*Extension de l'habilitation à lutter contre la fraude aux agents consulaires*) : p. 5338 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 832** (*Annulation automatique des prestations prises en charge par l'assurance maladie au bénéfice d'un professionnel de santé frauduleux*) : p. 5340 p. 5341 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° 821 rectifié et n° 941** (*Augmentation de la majoration de redressement après une première condamnation pour travail dissimulé*) : p. 5342 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 772 rectifié bis** (*Remplacement du mot « prestations » par le mot « somme » dans des dispositions relatives à l'opposition à tiers détenteur*) : p. 5343 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 325**

rectifié (*Obligations déclaratives qui incombent à un employeur*) : p. 5344 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 21 rectifié** (*Communication aux services de l'état civil de la décision de suspension du versement de la retraite d'un pensionné vivant à l'étranger*) : p. 5345 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 909 rectifié ter** (*Restriction de la délivrance d'attestations relatives aux obligations déclaratives et de paiement*) : p. 5345 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 771 rectifié bis** (*Suspension des délais de prescription des procédures de recouvrement de cotisations pendant la procédure de dialogue et de conciliation*) : p. 5347 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 326 rectifié** (*Vérification du respect des obligations fiscales et sociales des centres d'hébergement et de réinsertion sociale*) : p. 5347 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 12 rectifié** (*Demande de rapport sur la lutte contre la fraude transfrontalière*) : p. 5347 - **Article 9** (*Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux*) : p. 5350 p. 5352 p. 5353 p. 5354 p. 5357 p. 5359 p. 5360 p. 5361 p. 5362 p. 5363 p. 5364

- **Salutations à Alexandre Lloveras, champion paralympique** - (21 novembre 2024) : p. 5365

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)] (suite)** - (21 novembre 2024) - **Article 9 (suite)** (*Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux*) : p. 5366 p. 5367 p. 5368 p. 5369 p. 5370 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 363 rectifié bis, n° 364 rectifié bis et n° 365 rectifié bis** (*Réduction de l'assiette de la contribution sociale de solidarité pour les distributeurs en gros de médicaments*) : p. 5373 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 1306 rectifié bis** (*Instauration d'un taux dérogatoire pour la troisième part de la contribution sur vente de gros dans les collectivités visées à l'article 73 de la Constitution*) : p. 5374 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 130 et n° 631 rectifié bis** (*Avancement de la date de transmission du rapport d'activité du comité économique des produits de santé (CEPS)*) : p. 5375 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 109 rectifié** (*Exclusion des biosimilaires du mécanisme de remises associé aux autorisations de mise sur le marché (AMM) miroirs*) : p. 5376 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 505 rectifié** (*Suppression de l'exonération de TVA visant les importations de prothèses dentaires par les dentistes ou prothésistes dentaires*) : p. 5377 - **Article 9 bis (nouveau)** (*Réforme de la contribution sur les boissons à sucres ajoutés*) : p. 5378 p. 5380 p. 5382 p. 5383 p. 5385 p. 5386 p. 5387 p. 5388 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 550, n° 618 rectifié et n° 720 rectifié** (*Instauration d'une taxe sur les bières aromatisées sucrées ou édulcorées*) : p. 5390 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 722 rectifié** (*Instauration d'une taxe spécifique sur les bières titrant à plus de 8 % d'alcool*) : p. 5391 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 1100** (*Instauration d'un prix minimum sur les boissons alcooliques*) : p. 5392 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 547 rectifié** (*Élargissement de l'assiette de la cotisation sur les boissons alcooliques*) : p. 5393 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 545** (*Suppression du plafond de relèvement annuel des tarifs de l'accise sur les boissons alcooliques*) : p. 5394 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 1303 rectifié ter** (*Instauration d'une taxe sur les dépenses de publicité numérique portant sur la promotion d'une boisson alcoolique*) : p. 5395 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 621 rectifié, n° 1183 rectifié bis et n° 1098** (*Création d'une taxe sur les frais publicitaires en faveur des boissons alcooliques*) : p. 5397 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 1262** (*Création d'une taxe sur les publicités en faveur des boissons alcooliques à La Réunion*) : p. 5399 p. 5400 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 1177 rectifié, n° 723 rectifié bis, n° 296 rectifié, n° 1162 rectifié, n° 589 rectifié, n° 559 rectifié bis, n° 1094, n° 297 rectifié et n° 469 rectifié** (*Création d'une taxe sur les produits alimentaires transformés contenant des sucres ajoutés*) : p. 5406 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 3 rectifié, n° 489 rectifié, n° 846**

rectifié, n° 1007, n° 1244 rectifié bis, n° 291 rectifié, n° 292 rectifié, n° 651 rectifié, n° 1212 rectifié bis et n° 560 rectifié bis (Création d'une taxe sur les publicités pour les produits alimentaires transformés et les boissons ciblant les moins de 16 ans) : p. 5410 - Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 294 rectifié et n° 685 rectifié (Création d'une taxe sur les produits alimentaires due en l'absence d'affichage du Nutri-score) : p. 5412 p. 5413 - Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 1096, n° 293 rectifié, n° 725 rectifié, 19 rectifié bis, n° 1312 rectifié et n° 964 (Création d'une obligation d'affichage du Nutri-score dans les publicités alimentaires et création d'une taxe due en l'absence d'affichage du Nutri-score) : p. 5418 - Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 295 rectifié bis (Remise d'un rapport sur les effets de la taxe soda sur la santé publique) : p. 5418 - Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 298 rectifié (Remise de rapport sur la possibilité d'une taxation des produits alimentaires transformés) : p. 5418 - Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 1149 rectifié quater (Création d'une taxe sur les publicités faisant la promotion des téléphones mobiles et des applications mobiles) : p. 5419 - Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 134 rectifié, n° 652 rectifié ter, n° 1097, n° 1217 rectifié et n° 824 rectifié (Renforcement de la fiscalité sur les jeux d'argent et de hasard) : p. 5424 - Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 653 rectifié, n° 897 rectifié, n° 946 et n° 1099 (Création d'une taxe sur la publicité pour les paris en ligne et les jeux d'argent et de hasard) : p. 5427 - Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 352 rectifié bis, n° 775, n° 1198 rectifié bis, n° 1168 rectifié, n° 546, n° 1039 rectifié bis, n° 776 et n° 1148 rectifié bis (Dans le cas des produits nicotinéés hors vapotage, assujettissement à l'accise sur les tabacs, instauration d'un monopole de vente par les buralistes et interdiction de vente aux mineurs) : p. 5436 - Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 353 rectifié ter et n° 774 (Fiscalisation et encadrement de la vente des produits du vapotage) : p. 5439 - Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 261 rectifié, n° 717, n° 1095, 135 rectifié bis et n° 718 (Forte augmentation de la fiscalité du tabac d'ici 2027) : p. 5444 p. 5445 - Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 306 (Révision annuelle des droits d'accises sur les produits du tabac - Règle en vigueur jusqu'au 1er janvier 2023 - Rétablissement) : p. 5446 - Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 454 rectifié (Fiscalisation du cannabis) : p. 5448 - Article 9 ter (nouveau) (Extension des remises commerciales aux médicaments biosimilaires et hybrides substituables) : p. 5450 - Article 9 quater (nouveau) (Taxe sur les publicités sur les prothèses auditives au profit de la Caisse nationale d'assurance maladie) : p. 5451 - Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 859 rectifié (Modification de la procédure de recouvrement de cotisations pour travail illégal) : p. 5451 - Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 863 rectifié (Suspension de la procédure de recouvrement de cotisations au stade de la contestation de la mise en demeure) : p. 5452 - Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 860 rectifié (Mention sur l'avertissement ou la mise en demeure de la faculté de se faire assister d'un conseil sous peine de nullité) : p. 5452 - Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 858 rectifié (Limitation à 3 mois de la durée de suspension du délai de prescription des cotisations dans le cadre d'un contrôle) : p. 5453 - Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 861 rectifié (Mention, parmi les éléments obligatoires dans une contrainte, de l'information que le cotisant a la faculté de se faire assister du conseil de son choix) : p. 5453 - Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 862 rectifié (Extension de la transmission des procès-verbaux constatant un travail dissimulé à la personne concernée avant même une décision de poursuite ou d'enquête par le Procureur de la République) : p. 5454 - Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 1322 rectifié bis (Ouverture par les organismes de sécurité sociale d'une procédure d'action récursoire à l'encontre d'employeurs d'artistes auteurs qui ne se verraient pas verser leurs pensions) : p. 5454 - Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 1035 rectifié (Taux réduit de 10,27 % de taxe de solidarité additionnelle aux cotisations d'assurance maladie

complémentaire, sur les garanties des complémentaires santé prenant en charge l'activité physique et des séances de diététique) : p. 5455 - Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° 566 rectifié bis et n° 869 rectifié (Baisse du taux de TSA à 7,04 % pour les contrats de complémentaire santé non aidés) : p. 5457 - Article 10 (Approbation du montant de la compensation des exonérations mentionné à l'annexe 4) : p. 5458 - Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1265 (Compensation de l'Unédic - Niveau de plafonnement à appliquer - Rôle du Parlement) : p. 5458 - Article 8 (précédemment réservé) (Transferts financiers au sein des administrations de sécurité sociale et avec le budget de l'Etat (« article tuyau »)) : p. 5461 p. 5462 p. 5464 - Article 11 (Tableaux d'équilibre 2025 et Fonds de solidarité vieillesse (FSV)) : p. 5465 p. 5466 - Article 12 (Objectif d'amortissement de la dette sociale et prévisions sur les recettes du Fonds de réserve pour les retraites (FRR) et du Fonds de solidarité vieillesse (FSV)) : p. 5468 p. 5469 - Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 958 (Établissements non habilités à l'aide sociale et pratiquant des tarifs d'hébergement libres - Redevance - Instauration) : p. 5469 - Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 956 (Financement de l'assurance vieillesse - Taux de cotisation patronale - Augmentation) : p. 5470 - Article 14 (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale) : p. 5476 p. 5482 p. 5491 p. 5492

Troisième partie :

- (22 novembre 2024) - Article additionnel avant l'article 15 - Amendements n° 60 rectifié bis et n° 270 rectifié bis (Prise en compte du protocole de pluriannualité des ressources des établissements de santé dans la fixation de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam)) : p. 5518 - Article 15 (Régulation des dépenses dans le champ conventionnel) : p. 5520 p. 5521 p. 5523 p. 5524 p. 5525 - Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 1181 (Définition par les conventions professionnelles d'engagements et d'objectifs en matière de répartition territoriale de l'offre de soins et de protection de l'indépendance des professionnels de santé) : p. 5525 - Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 1328 (Conditionnement du remboursement d'appareillages auditifs au respect des conditions d'exercice, d'installation et de distribution) : p. 5526 - Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 226 rectifié sexies (Restriction du champ du fonds d'intervention régional et amélioration de l'information du Parlement sur son utilisation) : p. 5527 - Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 886 rectifié (Consultation des professionnels avant toute décision relative aux tarifs applicables aux soins à domicile) : p. 5527 - Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 887 rectifié (Négociation avec les représentants des professionnels des tarifs applicables aux infirmiers libéraux) : p. 5528 - Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 238 rectifié (Demande de rapport au Parlement relatif au coût de la prise en charge de la fibromyalgie) : p. 5528 - Article 15 bis (nouveau) (Réguler les structures de soins non programmés) : p. 5530 - Article additionnel après l'article 15 bis - Amendements n° 729 rectifié, n° 756 rectifié et n° 757 rectifié (Agrément préalable des structures de soins non programmés) : p. 5533 - Article 15 quater (nouveau) (Demande de rapport sur le référentiel des actes innovants hors nomenclature) : p. 5535 - Article 15 quinquies (nouveau) (Demande de rapport sur le bilan des articles 33 et 36 de la LFSS 2023 et sur l'indexation automatique du tarif des actes infirmiers sur le taux d'inflation) : p. 5537 p. 5539 - Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° 523 rectifié ter (Demande de rapport sur la possibilité d'inscrire les actes et examens effectués par les infirmières puéricultrices dans les services départementaux de protection maternelle et infantile parmi les actes pris en charge par l'assurance maladie) : p. 5539 - Article 16 (Extension du champ de l'accompagnement à la pertinence des prescriptions) : p. 5541 p. 5543 p. 5544 p. 5545 p. 5546 - Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 14 rectifié bis (Obligation de contrôle périodique des conditions de résidence des demandeurs de prestations sociales) : p. 5546 - Article additionnel après

l'article 16 - Amendements n° 154, n° 349 rectifié, n° 1337 et n° 22 rectifié bis (Amélioration de la coordination entre assurance maladie obligatoire et complémentaires santé dans la lutte contre la fraude): p. 5548 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 16 rectifié** (Précision des conditions d'appréciation du droit à la prestation dans le cadre d'un contrôle): p. 5548 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 153 rectifié** (Sécurisation de la carte vitale et accélération du déploiement de l'application carte vitale sécurisée): p. 5549 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 348 rectifié** (Suspension du tiers payant en cas de suspicion de fraude): p. 5550 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 17 rectifié bis** (Déconventionnement des professionnels de santé en cas de fraude manifeste): p. 5550 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 1332 rectifié** (Réorganisation du service du contrôle médical de l'Assurance maladie): p. 5551 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 151** (Instauration d'une « taxe lapin » sur les consultations non honorées): p. 5553 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 152 rectifié** (Renforcement des incitations pour les professionnels à utiliser le dossier médical partagé en ville et en établissement): p. 5556 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 426 rectifié et n° 1195 rectifié quater** (Versement dans le DMP des informations obtenues et des actes réalisés au titre des délégations de compétences médicales): p. 5557 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 200** (Interdiction de réaliser des actes de téléconsultation dans certaines entreprises exerçant une activité commerciale): p. 5558 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 7 rectifié bis** (Interdiction des prescriptions ou renouvellement d'arrêts de travail par téléconsultation): p. 5559 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 1134 rectifié** (Interdiction des prescriptions d'arrêt de travail en téléconsultation): p. 5559 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 1133 rectifié et n° 1251 rectifié bis** (Interdiction des plateformes numériques ayant pour but principal la fourniture d'arrêts de travail): p. 5560 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 978** (Encadrement de la téléconsultation): p. 5562 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 40 rectifié** (Mise en œuvre d'un agrément conditionnant la prise en charge des sociétés proposant des rendez-vous en ligne auprès d'un professionnel de santé): p. 5563 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 38 rectifié bis et n° 746** (Subordination de la prise en charge des prescriptions consécutives à un acte de téléexpertise à leur réalisation par le professionnel de santé requérant): p. 5564 p. 5565 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 86 rectifié** (Obligation pour le prescripteur d'inscrire sur l'ordonnance la raison pour laquelle il n'a pas prescrit un générique): p. 5565 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 84 rectifié** (Limitation de la base de remboursement à celle du biosimilaire substituable appartenant au même groupe): p. 5566 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 1277 rectifié** (Remise d'un rapport sur la réforme du financement des activités de médecine-chirurgie-obstétrique (MCO) dans les établissements de santé): p. 5567 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 728** (Contrôle de l'ordre des médecins sur les structures de soins non programmés): p. 5568 - **Article 16 bis (nouveau)** (Signature des certificats de décès par les infirmiers): p. 5570 - **Article 16 ter (nouveau)** (Demande de rapports portant d'une part, sur les travaux du Haut Conseil des nomenclatures et, d'autre part, sur l'établissement d'une liste annuelle des mesures prioritaires destinées à améliorer la pertinence des soins): p. 5570 p. 5571 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 20 rectifié** (Limitation à trois mois de l'affiliation à l'assurance maladie pour les personnes résidant en France de manière désormais irrégulière): p. 5571 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 203** (Création d'une amende correspondant au quintuple des prestations indûment versées en cas de fraude et suspension du versement en cas de récidive): p. 5572 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 25 rectifié et n° 24 rectifié** (Possibilité pour les ordres des professions de santé de solliciter la Haute Autorité de santé pour réaliser l'évaluation d'actes ou de prestation/Rapport détaillant l'impact et l'évaluation du système

de cotation des soins appliqué par les infirmiers diplômés d'État libéraux): p. 5573 - **Article 17** (Conventionnement des entreprises de taxis avec l'assurance maladie): p. 5574 p. 5575 p. 5576 p. 5577 p. 5578 p. 5579 p. 5580 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 1397** (Équipement de l'ensemble des véhicules des entreprises de transport sanitaire d'un dispositif de géolocalisation certifié par l'assurance maladie): p. 5580 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 276 rectifié et n° 1325** (Dérogation au cadre juridique du transport sanitaire pour les entreprises exerçant exclusivement une activité de transport de personne à mobilité réduite): p. 5581 p. 5582 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 781, n° 568 rectifié bis et n° 976 rectifié** (Conditionnement du conventionnement en zone sur-dense): p. 5584 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 612 rectifié bis** (Conditionnement du conventionnement dans les zones sur-denses): p. 5587 p. 5587 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 569 rectifié bis** (Suppression des différences entre centres de santé et professionnels libéraux dans les dispositifs d'aides à l'installation prévus par les conventions professionnelles): p. 5587 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 681** (Demande de rapport au Parlement sur les aides à l'installation des médecins): p. 5588 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 1122** (Demande de rapport faisant le bilan de l'expérimentation des structures d'exercice coordonné participatives): p. 5589 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 386 rectifié bis** (Demande de rapport sur la prise en charge anonymisée des frais de transports en cas de violence intra-familiale, pour un avortement): p. 5590 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 389 rectifié bis** (Demande de rapport évaluant le coût de la prise en charge des frais de transport pour les IVG entre 12 et 14 semaines de grossesse dans les zones sous-denses): p. 5592 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 1059** (Définition des conditions dans lesquelles un assuré retrouve ses droits à la sécurité sociale à son retour sur le territoire français): p. 5593 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 1131 rectifié bis** (Suppression de la gratuité de la C2S): p. 5593 - **Article 17 bis (nouveau)** (Renforcer l'accès aux soins gynécologiques des femmes en situation de handicap): p. 5595 - **Article 17 ter (nouveau)** (Annualisation des examens de prévention bucco-dentaire pour les jeunes de 3 à 24 ans): p. 5595 p. 5596 - **Article 17 quater (nouveau)** (Créer des centres de santé et de médiation en santé sexuelle): p. 5597 p. 5598 - **Article additionnel après l'article 17 quinquies - Amendement n° 732** (Sensibilisation des professionnels de santé à la nécessité de saisir dans le DMP toute donnée d'exposition à des substances, agents ou rayonnements environnementaux): p. 5599 - **Article additionnel après l'article 17 quinquies - Amendement n° 514** (Demande de rapport annuel sur l'évaluation de l'atteinte des objectifs fixés dans la stratégie nationale de santé): p. 5600 - **Article additionnel après l'article 17 quinquies - Amendement n° 571 rectifié** (Demande de rapport sur la politique publique de prévention en santé): p. 5600 - **Article additionnel après l'article 17 quinquies - Amendement n° 1120** (Demande de rapport sur la participation des masseurs-kinésithérapeutes aux rendez-vous de prévention): p. 5601 - **Article 17 sexies (nouveau)** (Suppression de la condition d'adressage préalable pour l'accès à MonSoutienPsy): p. 5601 - **Article 17 septies (nouveau)** (Extension du champ de l'expérimentation de l'accès direct aux masseurs-kinésithérapeutes en CPTS): p. 5603 - **Article 17 octies (nouveau)** (Expérimentation de la prise en charge des tests de détection de la soumission chimique): p. 5604 - **Article 17 nonies (nouveau)** (Demande de rapport sur les dépenses de prévention inscrites en loi de financement de la sécurité sociale): p. 5605 - **Article 18** (Plafonnement des dépenses d'intérim des personnels non médicaux): p. 5608 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1324** (Avancer au 1er janvier la date d'effet des campagnes annuelles de financement des soins médicaux et de réadaptation (SMR)): p. 5609 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1161 rectifié** (Prise en compte de l'impact de la concurrence frontalière dans le calcul du coefficient géographique): p. 5609 p. 5610 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1135 rectifié** (Intégration de l'utilisation du DMP parmi les indicateurs du dispositif incitation financière à la qualité (IFAQ)): p. 5610 -

Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 455 (Inciter les établissements de santé et les établissements médico-sociaux à respecter les objectifs fixés par la loi dite loi Égalim en proposant 20% d'agriculture biologique dans leur offre de restauration) : p. 5611 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 94 rectifié ter, n° 256 rectifié bis et n° 738** (Intégrer la lutte contre les erreurs médicamenteuses évitables parmi les indicateurs servant au calcul de la dotation Ifaq attribuée aux hôpitaux) : p. 5611 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 983** (Prise en compte des spécificités des centres de santé dans l'accord conventionnel conclu avec l'assurance maladie) : p. 5612 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 733** (Élargissement de la possibilité de continuer à exercer un mandat local malgré le bénéfice d'indemnités journalières) : p. 5612 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 996 rectifié** (Revalorisation du coefficient géographique applicable aux établissements publics de santé ultramarins, en fonction des surcoûts réellement supportés) : p. 5613 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1229** (Remise d'un rapport sur la mise en œuvre de la complémentaire santé solidaire (C2S) et sur la pertinence de plafonner les cotisations des complémentaires santé pour les personnes âgées de plus de 70 ans) : p. 5613 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1230** (Demande de rapport sur la mise en œuvre de la complémentaire santé solidaire seniors) : p. 5614 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 874 rectifié ter** (Remise d'un rapport sur le versement du complément de traitement indiciaire et sur les conséquences de la régulation de l'intérim) : p. 5615 - **Article 19** (Lutter contre les pénuries de produits de santé) : p. 5617 p. 5618 p. 5619 p. 5620 p. 5621 p. 5622 p. 5623 p. 5624 - **Article 19 (suite)** (Lutter contre les pénuries de produits de santé) : p. 5625 p. 5627 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 1349 et n° 1354** (Amélioration de l'information sur l'approvisionnement des acteurs de la chaîne du médicament) : p. 5629 p. 5629 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 378 rectifié, n° 430 rectifié quinquies et n° 1057** (Délivrance à l'unité de médicaments et dispositifs médicaux) : p. 5630 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 751** (Communication aux commissions des affaires sociales d'informations relatives aux spécialités pharmaceutiques acquises par procédure d'achat public) : p. 5630 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 764 rectifié ter, n° 1216 rectifié bis et n° 1224 rectifié ter** (Prise en compte

de l'impact écologique d'un dispositif médical dans la détermination de son tarif de responsabilité) : p. 5631 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 31 rectifié** (Prise en compte de l'impact du médicament sur l'organisation des soins dans la fixation du montant de prise en charge) : p. 5632 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 750** (Transmission annuelle par les entreprises au CEPS du montant de l'ensemble des financements publics et des exonérations fiscales dont elles ont bénéficié) : p. 5632 - **Article 20** (Conditionner la prise en charge de certains dispositifs médicaux numériques à une utilisation effective par le patient) : p. 5633 p. 5635 p. 5636 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 1194** (Clarification du périmètre de la remise en bon état d'usage) : p. 5636 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 425 rectifié** (Modulation de la base forfaitaire de prise en charge des dispositifs de télésurveillance médicale en fonction de l'apport à la qualité de vie du patient atteint d'une maladie chronique) : p. 5637 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 1132 rectifié bis** (Intégration des dispositifs médicaux dans le champ de la franchise médicale) : p. 5637

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5941

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (2 décembre 2024) : p. 7144 - **État B** : p. 7146 p. 7150 p. 7151 p. 7152 p. 7154 p. 7155 p. 7156 p. 7157 p. 7159 p. 7160 p. 7161 p. 7162 p. 7163 p. 7164 p. 7166 p. 7166 p. 7167 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-37 et n° II-250** (Réforme de l'aide médicale d'État) : p. 7168 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-600 rectifié** (Exclusion de chirurgie à visée reconstructrice du panier de soins remboursé de l'aide médicale d'État (AME)) : p. 7169 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-601 rectifié** (Demande de rapport sur l'opportunité de réviser le panier de soins pris en charge par l'aide médicale d'État (AME)) : p. 7170

- **Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 21 (2024-2025)]** - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4260 - **Article 1er** (Contrôle du pluralisme dans les médias audiovisuels) : p. 4270 - **Article 2** (Renforcement du régime de sanctions de l'Arcom) : p. 4271 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 12 rectifié** (Raccourcissement des délais de traitement par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom)) : p. 4273 - **Article 4** (Renforcement des chartes déontologiques des journalistes) : p. 4274 - **Article 5** (Secret des sources) : p. 4276 - **Article 6** (Approbation du directeur de la rédaction par ses membres) : p. 4278 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 15 rectifié** (Personnalité juridique des rédactions) : p. 4279 - **Article 7** (Droits voisins des éditeurs et des agences de presse) : p. 4280 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4282

- **Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 41 (2024-2025)]** - (23 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4490 - **Article 1er** (Dérogation pour les organismes d'audiovisuel public au principe de lien des impositions affectées à un tiers avec les missions de service public qui lui sont confiées) : p. 4500 p. 4501 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** (Financement de l'audiovisuel public par une redevance) : p. 4502 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7** (Création d'un compte d'affectation spéciale « Audiovisuel public ») : p. 4502 - **Article 2** (supprimé)

DATI (Rachida)
ministre de la culture
(à partir du 12 janvier 2024)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la situation des antennes régionales de France Télévisions** - (6 février 2024) : p. 608

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les coopérations dans l'audiovisuel public** - (7 février 2024) : p. 730

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'audiovisuel public** - (7 février 2024) : p. 731

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réforme de l'audiovisuel public** - (22 mai 2024) : p. 3140 p. 3141

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intervention médiatique du pouvoir exécutif pendant la campagne des élections européennes** - (5 juin 2024) : p. 3736

(Introduction de la possibilité de création d'un prélèvement sur recettes à destination de la chaîne culturelle européenne) : p. 4503 p. 4504 - **Article 3 (Gage financier)** : p. 4504 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4505

DAUBET (Raphaël)
sénateur (Lot)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens d'entraves efficaces le 1er février 2024 ; puis vice-président le 14 février 2024.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique le 19 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 355 (2023-2024)] (22 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces [n° 628 (2023-2024)] (22 mai 2024) - **PME, commerce et artisanat - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Aide alimentaire dans le cadre de l'aide publique au développement [n° 725 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'usurpation d'identité et de domicile lors de la souscription de nouveaux contrats de fourniture de gaz, d'électricité, de contenus numériques, de services numériques ou de services de communications électroniques [n° 748 (2023-2024)] (15 août 2024) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur le financement des actions multilatérales de la France - exercices 2017 à 2023 [n° 779 (2023-2024)] (25 septembre 2024) - **Budget**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Aide publique au développement [n° 34 tome 2 annexe 4 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 95 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Société - Union européenne**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Aide publique au développement [n° 144 tome 3 annexe 4 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 222 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 29 février 2024 (CE Influences étrangères) : La guerre informationnelle - Audition de MM. David Colon, enseignant-chercheur à Sciences Po Paris, Nicolas Tenzer, président du centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP) et Frédéric Charillon, professeur en science politique et relations internationales.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (commission des finances) : Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (CE Influences étrangères) : Audition de Mme Teija Tiilikainen, directrice du centre

d'excellence d'Helsinki en matière de lutte contre les menaces hybrides.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Réunion du jeudi 13 juin 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de MM. Antoine Bernard, directeur « Plaidoyer et Assistance », et Thibaut Bruttin, adjoint au directeur général, Reporters sans frontières.

Réunion du mercredi 10 juillet 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - L'aide alimentaire - Communication.

Contrôle budgétaire - L'immobilier de la gendarmerie nationale - Communication.

Réunion du mercredi 4 septembre 2024 (*commission des finances*) : Situation économique et budgétaire de la France et préparation du projet de loi de finances pour 2025 - Communication.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission des finances*) : Financement des actions multilatérales de la France - exercices 2017 à 2023 - Audition de MM. Christian Charpy, président de la 4e chambre de la Cour des comptes, Bertrand Dumont, directeur général du Trésor et Olivier Richard, directeur général adjoint de la mondialisation, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du vendredi 11 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de MM. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics.

Projet de loi de finances pour 2025 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Médias, livre et industries culturelles » et « Audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Aide publique au développement » - Compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 61 à 64) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire** [n° 301 (2023-2024)] - (7 février 2024) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 302 (2023-2024)** : p. 767

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution** [n° 302 (2023-2024)] -

(7 février 2024) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 301 (2023-2024)**.

- **Proposition de loi relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021** [n° 449 (2023-2024)] - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2103 p. 2104

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire** - *Commission mixte paritaire* [n° 505 (2023-2024)] - (9 avril 2024) - **Explications de vote communes** : p. 2551

- **Débat sur le programme de stabilité et l'orientation des finances publiques** - (30 avril 2024) : p. 2745

- **Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France** - *Commission mixte paritaire* [n° 647 (2023-2024)] - (3 juin 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3510

- **Question orale sans débat sur le zonage des communes autorisées à majorer la taxe d'habitation applicable aux résidences secondaires** - (4 juin 2024) : p. 3589

- **Projet de loi de simplification de la vie économique** [n° 635 (2023-2024)] - (4 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 43 rectifié, n° 117 rectifié ter, n° 185 rectifié, n° 197 rectifié bis, n° 258 rectifié quater, n° 265 rectifié quater, n° 438 rectifié quinquies, n° 518 rectifié, n° 535 rectifié quater et n° 586 rectifié bis** (*Simplification des formalités déclaratives pour le bénéfice du taux réduit de TVA à 10 % applicable aux travaux réalisés dans des locaux d'habitation achevés depuis plus de deux ans*) : p. 3688 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 437 rectifié ter** (*Simplification des formalités déclaratives pour le bénéfice du taux réduit de TVA à 5,5 % applicable aux travaux d'amélioration de la qualité énergétique réalisés dans des locaux d'habitation achevés depuis plus de deux ans*) : p. 3688

- **Débat sur le thème : « Nécessité de former davantage de médecins et soignants »** - (8 octobre 2024) : p. 3927

- **Proposition de loi visant à mettre en place une imposition des sociétés plus juste et plus écologique** [n° 862 (2022-2023)] - (10 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4054

- **Proposition de loi visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie** [n° 67 (2024-2025)] - (30 octobre 2024) - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 2 rectifié bis** (*Demande de rapport sur l'impact financier de la proposition de loi, ainsi que les conditions, modalités et calendrier de son extension aux autres cancers et affections de longue durée*) : p. 4613

- **Débat sur le thème : « Plan budgétaire et structurel national à moyen terme et orientation des finances publiques »** - (30 octobre 2024) : p. 4641

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux plans sociaux et aux défaillances d'entreprises** - (13 novembre 2024) : p. 4878

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Discussion générale :

- (25 novembre 2024) : p. 5759 p. 5760

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024** [n° 155 (2024-2025)] - (25 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5790

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1133 rectifié bis, n° I-1325 rectifié bis, n° 1647 rectifié bis, n° 849 rectifié ter, n° I-1163 rectifié ter et n° I-1250 rectifié sexies (Prorogation de l'exonération fiscale et sociale sur les pourboires pour les années 2025 et 2026) :** p. 5908 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-399 rectifié quater (Augmentation des plafonds d'exonération sur la prime de partage de la valeur) :** p. 5910

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026 (Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)-Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations) :** p. 6174 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-426 rectifié ter, n° I-1739 rectifié et n° I-1013 (Suppression du taux réduit de TVA de 5,5 % sur les eaux vendues en bouteille plastique ainsi que sur les boissons non alcooliques (dont les sodas)) :** p. 6275 p. 6276 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1268 rectifié bis (Taux réduit de TVA sur les travaux dans des monuments historiques) :** p. 6286

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-396 rectifié (Assujettissement des géants américains du web Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft (GAFAM) à la taxe sur les services des opérateurs de communications électroniques) :** p. 6378 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-7, n° I-1254 rectifié bis, n° I-1356, n° I-1323 rectifié, n° I-467 et n° I-837 rectifié**

(Normalisation des aides aux entreprises dans le domaine de la recherche et de l'innovation/Rationalisation du crédit impôt recherche en matière de brevets) : p. 6416 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-409 rectifié, n° I-993, n° I-1700, n° I-996, n° I-1159 rectifié, n° I-814 rectifié, n° I-686, n° I-1252 rectifié quinquies, n° I-1759, n° I-1253 rectifié, n° I-965, n° I-1402 rectifié bis, n° I-71 rectifié bis, n° I-110 rectifié sexies, n° I-203 rectifié bis, n° I-698, n° I-781 rectifié bis, n° I-698, n° I-781 rectifié bis, n° I-855 rectifié bis, n° I-1322 rectifié bis, n° I-1854 rectifié bis, n° I-802 rectifié, n° I-803 rectifié (Dispositions diverses sur le crédit d'impôt recherche (CIR) et le crédit d'impôt industrie (CII)) :** p. 6418 p. 6422 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 1324 rectifié (Exclusion du secteur financier du bénéfice du crédit d'impôt recherche (CIR)) :** p. 6424 p. 6425 - **Article 15 (Report de trois ans de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) :** p. 6446 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1327 rectifié bis, n° I-1007 et n° I-1357 (Assujettissement des drives et établissements logistiques à la taxe sur les surfaces commerciales) :** p. 6448

- **Suite de la discussion (29 novembre 2024) - Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-1259 rectifié, n° I-1667, n° I-403 rectifié bis, n° I-945 rectifié, n° 401 rectifié, n° I-67 rectifié bis, n° I-427 rectifié bis, n° I-314, n° I-1669 rectifié, n° I-66 rectifié bis, n° I-660, n° I-949, n° I-948, n° I-404 rectifié, n° I-663, n° I-661, n° I-1343, n° I-1869 rectifié, n° I-1770 rectifié ter, n° I-1986 rectifié bis, n° I-662 (Réforme globale des droits de succession) :** p. 6520

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 - Commission mixte paritaire [n° 176 (2024-2025)] - (4 décembre 2024) - Explications de vote sur l'ensemble :** p. 7473

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)] - (18 décembre 2024) - Discussion générale :** p. 7594

DAUBRESSE (Marc-Philippe)
sénateur (Nord)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés le 21 novembre 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire du comité stratégique de la société du canal Seine-Nord Europe le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 202 (2023-2024)] instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste [n° 258 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - Justice - Police et sécurité - Société.

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - Culture - Société.

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports**.

Proposition de loi relative à l'accès à la nationalité française des mineurs isolés [n° 378 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance par la Nation des massacres de la rue d'Isly du 26 mars 1962 et d'Oran du 5 juillet 1962 [n° 488 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à encadrer le nombre de listes aux élections européennes [n° 656 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour consacrer la lutte contre l'antisémitisme [n° 3 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à sanctionner plus sévèrement les auteurs d'incendies volontaires du patrimoine culturel et religieux [n° 161 (2024-2025)] (22 novembre 2024) - **Culture - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 janvier 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Bruno Retailleau, ministre de l'intérieur.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le remaniement du Gouvernement** - (17 janvier 2024) : p. 74

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste** [n° 259 (2023-2024)] - (23 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 181 p. 185 p. 186 p. 192 - **Article 1er** (*Renforcement de la mesure judiciaire de prévention de la récidive terroriste et de réinsertion*) : p. 199 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Retrait d'un sursis probatoire et d'un suivi socio-judiciaire pour conduite notoire*) : p. 200 - **Article 1er ter (nouveau)** (*Révocation d'une mesure de surveillance judiciaire ou d'un suivi socio-judiciaire en cas de réitération*) : p. 201 - **Article 2** (*Mesures de rétention de sûreté applicables aux condamnés terroristes*) : p. 203 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1** (*Exclure le prononcé de certaines mesures de sûreté pré-sentencielles à l'encontre d'étrangers mis en examen*) : p. 204 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 13** (*Demande de rapport sur la création de pôles judiciaires interrégionaux antiterroristes*) : p. 204 - **Article 3** (*Mesures applicables aux mineurs mis en examen pour des infractions à caractère terroriste*) : p. 206 - **Article 7** (*Interdiction de paraître dans les transports en commun dans le cadre des MICAS*) : p. 207 p. 208 - **Article 7 bis (nouveau)** (*Introduction du caractère suspensif de l'appel interjeté par le ministère de l'intérieur à l'encontre du jugement d'annulation du renouvellement d'une Micas*) : p. 209 - **Article 7 ter (nouveau)** (*Harmonisation des voies de recours contre les décisions de saisie et d'exploitation des données dans le cadre d'une visite domiciliaire*) : p. 210 - **Article 7 quater (nouveau)** (*Renforcement des informations communiquées aux préfets du lieu d'hospitalisation et du lieu domicile sur la prise en charge d'une personne radicalisée hospitalisée sans son consentement*) : p. 210 - **Article 8** (*Adaptation des critères de dissolution administrative d'une association ou d'un groupement de fait*) :

p. 212 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 2** (Inclure les parts de SCI dans les biens listés et intégrés aux comptes annuels) : p. 213 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 11** (Renforcer le contrôle des cagnottes en ligne) : p. 213 - **Article 9** (Assouplissement du régime de protection contre l'expulsion et l'interdiction du territoire français) : p. 215 p. 216 - **Article 10** (Extension du contradictoire asymétrique devant le juge administratif) : p. 217 - **Article 10 bis (nouveau)** (Rétention administrative de l'étranger dont le comportement est lié à des activités à caractère terroriste pénalement constatées) : p. 217 p. 218 - **Article 11** (Délit sanctionnant la détention ou l'enregistrement d'images ou de représentations d'un ou plusieurs crimes d'atteintes aux personnes commis par des individus agissant en relation avec une entreprise terroriste) : p. 218 - **Article 11 bis (nouveau)** (Extension du délit d'apologie du terrorisme à la diffusion de contenu sur les réseaux privés) : p. 218 - **Article 12** (Aggravations de peine en cas de délit d'apologie ou de provocation à des actes de terrorisme dans l'exercice du culte ou dans un lieu de culte par un ministre du culte) : p. 218 - **Article 15** (Peine complémentaire d'interdiction de paraître dans les transports en commun pour les condamnés terroristes) : p. 220 p. 221 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 9 rectifié** (Création d'une peine complémentaire d'interdiction de paraître dans les lieux et équipements sportifs) : p. 222 - **Article 15 bis (nouveau)** (Information systématique du procureur de la République en cas de demande de changement de nom d'un condamné pour crimes terroristes) : p. 222 - **Article 15 ter (nouveau)** (Information des responsables d'établissements scolaires et des personnes hébergeant les personnes mises en examen ou condamnées en matière terroriste) : p. 223 - **Article**

additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° 10 rectifié (Élargir aux dispositifs utilisant des ondes centimétriques la sécurisation des lieux et enceintes dans lesquels sont organisées des manifestations sportives, récréatives ou culturelles rassemblant plus de 300 spectateurs) : p. 224

- **Déclaration du Gouvernement** - (30 janvier 2024) : p. 375 p. 376 p. 378

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste [n° 259 (2023-2024)] (suite)** - (30 janvier 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 382 p. 384 p. 385 p. 387 p. 388

- **Lecture d'une déclaration du Gouvernement** - (1er octobre 2024) : p. 3845 p. 3846

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (22 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4390

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la crise du logement** - (23 octobre 2024) : p. 4466

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (26 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5940



DELAHAYE (Vincent)
sénateur (Essonne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête portant sur la production, la consommation et le prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050 le 17 janvier 2024 ; puis rapporteur le 19 janvier 2024.

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 (26 novembre 2024).

Membre de la mission d'information sur « l'impact des décisions réglementaires et budgétaires de l'État sur l'équilibre financier des collectivités locales ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail**.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la CE Électricité : Éclairer l'avenir : l'électricité aux horizons 2035 et 2050 - **Rapport [n° 714 tome 1 (2023-2024)]** (2 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la CE Électricité : Éclairer l'avenir : l'électricité aux horizons 2035 et 2050 - **Comptes rendus et annexes [n° 714 tome 2 (2023-2024)]** (2 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à imposer une photographie des candidats sur les circulaires et affiches électorales lors des élections législatives [n° 733 (2023-2024)] (11 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - **Santé [n° 34 tome 2 annexe 28 (2024-2025)]** (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 35 (2024-2025)] d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2023 [n° 37 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 129 (2024-2025)] pour 2025 [n° 130 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Santé [n° 144 tome 3 annexe 28 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement, adoptée par l'Assemblée nationale (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités locales - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 janvier 2024 (*CE Électricité*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*CE Électricité*) : Écosystème de l'électricité - Audition de MM. Guillaume Dezobry, avocat et maître de conférences en droit public, Nicolas Meilhan, ingénieur, spécialiste de l'énergie, ancien consultant à France stratégie, Thomas Pellerin-Carlin, directeur du programme Investissements climat européens, Cleantech, à l'Institute for Climate Economics, et Jacques Percebois, professeur émérite à l'Université de Montpellier, directeur du Centre de recherche en économie et droit de l'énergie.

Réunion du jeudi 1er février 2024 (*CE Électricité*) : Prévisions de consommation - Audition de MM. Yves Marignac, expert énergie à l'association négaWatt, Thomas Veyrenc, directeur général économie, stratégie et finances chez Réseau de transport d'électricité, Tanguy de Bienassis, analyste investissement énergie et climat à l'Agence internationale de l'énergie.

Réunion du mardi 6 février 2024 (*CE Électricité*) : Parc nucléaire actuel - Audition de MM. Olivier Bard, délégué général du groupement des industriels français de l'énergie nucléaire (GIFEN), Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), et Étienne Duthel, directeur de la division production nucléaire à la direction production nucléaire et thermique d'Électricité de France (EDF).

Réunion du jeudi 8 février 2024 (*CE Électricité*) : Fonctionnement des marchés de l'électricité - Audition de MM. Dominique Bureau, délégué général du Conseil économique pour le développement durable (CEDD), Dominique Jamme, directeur général de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), Philippe Vassilopoulos, directeur Développement de produits d'EPEX SPOT.

Le nouveau nucléaire - Audition de MM. Joël Barre, délégué interministériel au nouveau nucléaire, et Xavier Ursat, directeur exécutif en charge de la direction Ingénierie et projets nouveau nucléaire et de la direction Innovation, responsabilité d'entreprise et stratégie d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mardi 13 février 2024 (*CE Électricité*) : Évolutions du prix de l'électricité - Audition de M. Nicolas Goldberg, associé énergie et environnement chez Columbus Consulting, Mme Béatrice Sédillot, cheffe du service des données et études statistiques du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, M. Julien Teddé, directeur général

d'Opéra Énergie et Mme Bérengère Mesqui, sous-directrice des statistiques de l'énergie au ministère de la transition écologique.

Nucléaire du futur - Audition de MM. Nicolas Maès, directeur général d'Orano, Bernard Salha, directeur de la recherche et du développement d'Électricité de France et directeur technique groupe, et François Jacq, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*CE Électricité*) : Réseaux et acheminement électriques - Audition de M. Nicolas Deloge, directeur de la régulation des réseaux d'électricité et de gaz naturel à la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE), Mmes Marianne Laigneau, présidente du directoire d'Enedis et Chloé Latour, directrice chargée de la stratégie industrielle chez Réseau de transport d'électricité (RTE).

Réunion du mardi 27 février 2024 (*CE Électricité*) : Audition de M. Thomas Piquemal, ancien directeur financier d'Électricité de France (EDF).

Audition de M. Thierry Le Mouroux, directeur exécutif en charge de la préfiguration de la future direction Projets et Construction Nucléaires d'EDF.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*CE Électricité*) : Prix de l'électricité et la compétitivité de l'industrie française - Audition de MM. Frank Roubanovitch, président du Comité de liaison des entreprises ayant exercé leur éligibilité sur le marché libre de l'électricité (CLEEE), Alexandre Saubot, président de France Industrie, et Nicolas de Warren, président de l'Union des Industries Utilisatrices d'Énergie (UNIDEN).

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*CE Électricité*) : Fournisseurs alternatifs - Audition de M. Fabien Choné, président de Fabelsi, de M. Géry Lecerf, président de l'Association française indépendante de l'électricité et du gaz (Afieg) et de Mme Claire Waysand, directrice générale adjointe en charge du secrétariat général, de la stratégie, de la recherche & innovation et de la communication du groupe Engie.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*CE Électricité*) : Coûts de production de l'électricité - Audition de Mme Valérie Faudon, déléguée générale de la Société française d'énergie nucléaire (SFEN), M. Olivier Houvenagel, directeur de l'économie du système électrique de RTE et M. David Marchal, directeur exécutif de l'expertise et des programmes à l'ADEME.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*CE Électricité*) : L'éolien terrestre et en mer - Audition de MM. Joseph Fonio, président de RWE Renewables France, Pierre Peysson, directeur éolien en mer de RWE Renewables France, Michel Gioria, délégué général de France Renewables, et Jules Nyssen, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Réunion du jeudi 7 mars 2024 (*CE Électricité*) : L'énergie solaire - Audition de M. Guillaume Decaen, directeur du développement France de Neoen, Mme Carlotta Gentile Latino, directrice des activités terrestres France d'EDF Renewables, et M. Antoine Nogier, membre du conseil d'administration d'Énerplan et président de la société Sun'R.

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*CE Électricité*) : Énergie hydraulique - Audition de M. Julien Français, directeur général de la Compagnie nationale du Rhône (CNR), Mmes Alix Perrin, professeur agrégée de droit à l'université Paris Dauphine-PSL, et Emmanuelle Verger-Chabot, directrice d'EDF Hydro.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*CE Électricité*) : Enjeux des flexibilités, gages de la sécurité d'approvisionnement électrique - Audition de M. Yannick Jacquemart, directeur nouvelles flexibilités chez RTE, Mme Catherine Rivière, directrice générale adjointe, MM. Benjamin Herzhaft, directeur du Centre de résultats systèmes énergétiques, de l'IFP Énergies nouvelles (IFPEN), et Stéphane Sarrade, directeur des programmes énergie au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

(*CE Électricité*) : Audition de M. Marc Benayoun, directeur exécutif du groupe EDF, en charge du pôle Clients, services & territoires.

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*CE Électricité*) : Audition de M. Cédric Lewandowski, directeur exécutif groupe EDF, en charge de la direction du Parc nucléaire et thermique.

Prix de l'électricité pour les « petits consommateurs » - Audition de M. Antoine Autier, responsable des études et du lobby, Mme Lucile Buisson, chargée de mission énergie, transports et environnement de l'UFC-Que Choisir et M. François Carlier, délégué général de l'Association nationale de défense des consommateurs et usagers (CLCV).

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*CE Électricité*) : Audition de M. Thomas Courbe, directeur général des Entreprises et de M. Hubert Virlet, directeur de projets « politique énergétique et compétitivité » à la direction générale des Entreprises.

Audition de Mme Sophie Mourlon, directrice générale de l'énergie et du climat.

Point de vue des personnels d'EDF - Audition de MM. José Fernandes, délégué syndical central pour la FNME-CGT, Alexandre Grillat, secrétaire national affaires publiques et européennes à la CFE-CGC Énergies, Mme Amélie Henri, déléguée syndicale centrale à EDF SA, MM. Paul Guglielmi, délégué syndical central et délégué fédéral FNEM-FO, et Julien Laplace, délégué syndical central CFDT.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*CE Électricité*) : Audition de M. Luc Rémont, président-directeur général du groupe EDF.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*CE Électricité*) : Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, en sa qualité d'ancienne ministre de la transition énergétique.

Audition de Mme Emmanuelle Wargon, présidente de la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de MM. François Ecalte, président fondateur de l'association « finances publiques et économie » (FIPECO), Mathieu Plane, directeur adjoint de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Olivier Redouls, directeur des études de l'Institut Rexecode.

(*CE Électricité*) : Audition de M. Pierre Jérémie, ancien directeur adjoint du cabinet de Mme Agnès Pannier-Runacher, ancienne ministre de la transition énergétique.

Pilotage de la consommation - Audition de M. Benjamin Bailly, directeur des marchés et de l'innovation de Voltalis, Mmes Claire Gaillard, analyse réglementaire et stratégie chez Voltalis et Natacha Hakwik, présidente de Luciole, M. Romain Benquey, référent sur les sujets de flexibilité au sein de Luciole, MM. Vincent Maillard, président d'Octopus Energy, et Sébastien Pialoux, vice-président Flexibility for One Retail d'Engie.

Réunion du jeudi 23 mai 2024 (*CE Électricité*) : Audition de M. Roland Lescure, ministre délégué chargé de l'industrie et de l'énergie.

Audition de M. Stéphane Michel, directeur général Gaz, électricité et énergies renouvelables chez TotalEnergies.

Réunion du lundi 27 mai 2024 (*CE Électricité*) : Audition de M. Jean-Marc Jancovici, professeur à Mines Paris-PSL.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*CE Électricité*) : Audition de M. Alexis Zajdenweber, commissaire aux participations de l'État.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*CE Électricité*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mardi 2 juillet 2024 (*CE Électricité*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 4 septembre 2024 (*commission des finances*) : Situation économique et budgétaire de la France et préparation du projet de loi de finances pour 2025 - Communication.

Réunion du mercredi 18 septembre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Centre des monuments nationaux - Communication.

Réunion du mardi 24 septembre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Recentralisation du revenu de solidarité active - Communication.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2023 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi relatif aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des finances*) : Communication sur le plan budgétaire et structurel national à moyen terme.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Aide publique au développement » - Compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Sécurités » - Compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale » et « Sécurité et éducation routières » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Thomas Cazenave, ministre délégué aux comptes publics du 20 juillet 2023 au 21 septembre 2024.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 19 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 60) et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie », « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » et « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » et « Sûreté nucléaire et radioprotection » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Affaires maritimes, pêche et aquaculture » - Budget annexe « Contrôle et

exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du lundi 2 décembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Santé » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 3 décembre 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme** - (16 janvier 2024) : p. 32

- **Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités locales [n° 261 (2023-2024)]** - (25 janvier 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 352

- **Débat sur le thème « Croissance de la dette publique de la France »** - (8 octobre 2024) : p. 3899 p. 3903

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4135

- **Débat sur le thème : « Plan budgétaire et structurel national à moyen terme et orientation des finances publiques »** - (30 octobre 2024) : p. 4634 p. 4637

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques [n° 783 (2023-2024)]** - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4970 - **Article 1er** (*Création des lois portant cadre financier pluriannuel et monopole des lois de finances sur les dispositions fiscales*) : p. 4974 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié** (*Instauration d'un principe constitutionnel de stabilité de la loi fiscale*) : p. 4975 - **Article 5** (*Dépôt anticipé des projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale et incidence de la création des lois portant cadre financier pluriannuel sur leur adoption*) : p. 4976 - **Article 6** (*Dépôt anticipé des projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale et incidence de la création des lois portant cadre financier pluriannuel sur leur adoption*) : p. 4977

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (18 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5042

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Discussion générale :

- (25 novembre 2024) : p. 5772

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 [n° 155 (2024-2025)]** - (25 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5790 - **Article liminaire** (*Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2024*) : p. 5793

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]** - (25 novembre 2024) - **Article liminaire** (*Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2025, prévisions d'exécution 2024 et exécution 2023*) : p. 5845

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1615** (*Fiscalisation progressive de l'indemnité de résidence à l'étranger (IRE)*) : p. 5873 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-773 rectifié ter, n° I-173 rectifié, n° 86 rectifié bis, n° I-635 rectifié bis, n° I-774 rectifié quater, n° I-1487 rectifié et n° I-1388 rectifié bis** (*Dispositions diverses sur l'abattement forfaitaire sur les pensions*) : p. 5879

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 7** (*Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations*) : p. 6053 p. 6061 p. 6068 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-693** (*Retrait des impôts et taxes énergétiques de l'assiette de la TVA pour la fourniture de gaz, d'électricité et de carburants*) : p. 6077

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-2257** (*Création d'une taxe annuelle incitative relative à l'acquisition de véhicules légers à faibles émissions*) : p. 6151

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (28 novembre 2024) : p. 6316

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article 11** (*Instauration d'une contribution exceptionnelle sur les bénéficiaires des grandes entreprises*) : p. 6344

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-920 rectifié bis, n° I-129, n° 402 rectifié et n° I-1713 rectifié bis** (*Suppression de l'abattement progressif sur l'impôt sur le revenu et sur la CSG acquittés lors de la réalisation d'une plus-value sur cession immobilière et diminution du taux réel d'imposition à 9 %*) : p. 6601 p. 6603 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-96 rectifié, n° I-701 rectifié, n° I-1004 rectifié, n° I-2178 et n° I-1011** (*Lutte contre les pratiques d'arbitrage de dividendes*) : p. 6670

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article 29** (*Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement*) : p. 6739

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (2 décembre 2024) : p. 7136 p. 7141 - **État B** : p. 7146 p. 7150 p. 7152 p. 7155 p. 7156 p. 7157 p. 7159 p. 7160 p. 7161 p. 7162 p. 7163 p. 7164 p. 7166 p. 7166 p. 7167 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-37 et n° II-250** (*Réforme de l'aide médicale d'État*) : p. 7167 p. 7168 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-600 rectifié** (*Exclusion de chirurgie à visée reconstructrice du panier de soins remboursé de l'aide médicale d'État (AME)*) : p. 7169 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-601 rectifié** (*Demande de rapport sur l'opportunité de réviser le panier de soins pris en charge par l'aide médicale d'État (AME)*) : p. 7170

DELATTRE (Nathalie)
*ministre déléguée auprès du ministre de
l'économie, des finances et de la
souveraineté industrielle et numérique,
chargée du tourisme
(à partir du 24 décembre 2024)
ministre déléguée auprès du Premier
ministre, chargée des relations avec le
Parlement
(du 22 septembre 2024 au 13 décembre
2024)
sénatrice (Gironde)
RDSE
(jusqu'au 21 octobre 2024)*

Membre du Gouvernement le 21 octobre 2024.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 21 octobre 2024.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de sécurité ferroviaire le 19 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 448 (2022-2023)] tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités territoriales [n° 260 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de l'application du principe constitutionnel de laïcité au sein des établissements de l'enseignement supérieur [n° 285 (2023-2024)] (26 janvier 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale de la laïcité [n° 286 (2023-2024)] (26 janvier 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à ajouter le principe de laïcité à notre devise nationale [n° 287 (2023-2024)] (26 janvier 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 355 (2023-2024)] (22 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 522 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités locales - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités locales - Procédure de législation en commission - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale, visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes - Examen du rapport et du texte de la commission (nouvelle lecture).

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*commission des lois*) : Émeutes survenues à compter du 27 juin 2023 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des lois*) : Application de la loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à

prévenir les ingérences étrangères en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 mai 2024 (CS Simplification) : Projet de loi de simplification de la vie économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise de l'ostréiculture** - (17 janvier 2024) : p. 79
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à ériger la santé mentale des jeunes en grande cause nationale [n° 602 (2022-2023)]** - (17 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 102 p. 108
- **Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités locales [n° 261 (2023-2024)]** - (25 janvier 2024) - **Explications de vote et vote sur la proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités locales** : p. 340 - **Article 15 (Abrogation de dispositions législatives non codifiées)** : p. 343 - **Article 17 (Actualisation du code général des collectivités territoriales et corrections de mentions erronées ou devenues sans objet)** : p. 346
- **Proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales - Deuxième lecture [n° 298 (2023-2024)]** - (6 février 2024) - **Article 1er (Élargissement du dispositif de suspension provisoire de plein droit de l'exercice de l'autorité parentale aux cas de crime ou d'agression sexuelle incestueuse commis sur l'enfant)** : p. 655 p. 656 p. 659
- **Proposition de loi relative au régime juridique des actions de groupe [n° 272 (2023-2024)]** - (6 février 2024) - **Discussion générale** : p. 664 p. 665 - **Article 1er quater A (Mise en demeure préalable)** : p. 687 - **Article 1er sexdecies (Registre national des actions de groupe)** : p. 696 - **Article 3 (Entrée en vigueur et abrogation des régimes spécifiques d'action de groupe)** : p. 709
- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1213
- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (6 mars 2024) - **Article 2 (Fixation par principe des indemnités de fonction au maximum légal pour les exécutifs communaux, départementaux et régionaux et modification du mode de calcul de l'enveloppe indemnitaire globale)** : p. 1427 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 128 rectifié, n° 17 rectifié, n° 236 rectifié bis, n° 105 rectifié bis, n° 127 rectifié bis, n° 26 rectifié bis et n° 4 rectifié bis (Faculté de recours à la visioconférence pour un membre du conseil municipal empêché professionnellement/les élus étudiants)** : p. 1451 p. 1452
- **Question orale sans débat relative au dispositif de consultation des contraventions en ligne pour lutter contre la fraude** - (19 mars 2024) : p. 1825 p. 1826
- **Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises » [n° 421 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1894
- **Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels [n° 446 (2023-2024)]** - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2120 p. 2121
- **Suite de la discussion (27 mars 2024) - Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 1 rectifié, n° 6 rectifié ter, n° 31 rectifié ter, n° 32 rectifié et n° 43 (Confiscation obligatoire des biens dont l'origine ne peut pas être justifiée)** : p. 2159 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 2 rectifié, n° 7 rectifié ter, n° 11 rectifié et n° 22 (Affectation sociale prioritaire des biens immobiliers saisis ou confisqués)** : p. 2161 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 5 rectifié, n° 10 rectifié ter, n° 14 rectifié bis et n° 27 (Délai d'affectation sociale des biens confisqués)** : p. 2163
- **Projet de loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes - Nouvelle lecture [n° 455 (2023-2024)]** - (2 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2351 p. 2352
- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole - Commission mixte paritaire [n° 513 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2588
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux jeux en ligne illégaux** - (10 avril 2024) : p. 2606
- **Débat sur le thème : « Planification écologique et COP régionales : quelle efficacité ? »** - (30 avril 2024) : p. 2757
- **Question orale sans débat relative à la mutualisation de la surveillance des espaces de baignade entre plusieurs parcs résidentiels de loisirs** - (7 mai 2024) : p. 2812 p. 2813
- **Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels - Commission mixte paritaire [n° 561 (2023-2024)]** - (15 mai 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2978
- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (28 mai 2024) : p. 3259
- **Proposition de loi renforçant l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate - Commission mixte paritaire [n° 610 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3519
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la tuberculose bovine** - (5 juin 2024) : p. 3741
- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (5 juin 2024) - **Article 17 (priorité) (Accélérer et simplifier les déploiements de réseaux mobiles)** : p. 3749 p. 3751 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 129 rectifié (Interdiction d'exigences renforcées en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques dans les PLU)** : p. 3756 - **Article 16 (Faculté pour les acheteurs publics de déroger à l'obligation d'allotissement des marchés de travaux, de fournitures ou de services et pour leurs sous-traitants de renoncer expressément au bénéfice du paiement direct pour les projets d'éolien en mer et de création ou de modification des ouvrages des réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité)** : p. 3766 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 127 rectifié (Encadrement des délais pour l'instruction des appels d'offres des projets d'éolien en mer)** : p. 3773 p. 3774 - **Article 18 (Simplifier la mise en œuvre des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité)** : p. 3777 p. 3781 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 1 rectifié quater et n° 149 rectifié (Dispense d'évaluation environnementale pour les mises en compatibilité de documents d'urbanisme avec projets de réseaux de transport d'électricité dispensés d'évaluation environnementale)** : p. 3783 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 489 rectifié, n° 59 rectifié, n° 130 rectifié et n° 181 rectifié (Institution d'une procédure de consultation du public unique dans le cas de l'exploitation minière des fonds marins)** : p. 3789 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 142 rectifié bis (Extension des titres miniers octroyés dans le cadre de concessions existantes à des substances connexes)** : p. 3790 - **Article 20 (Dérogação aux règles des plans locaux d'urbanisme (PLU) pour l'installation de systèmes de production d'énergie renouvelables)** : p. 3790 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 143 rectifié et n° 429 rectifié (Report des obligations d'intégration d'ombrières pour les bâtiments et parcs de stationnement)** : p. 3792 p. 3793 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 144 rectifié (Dérogação aux obligations de couverture des parkings**

en ombrières) : p. 3794 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 135 rectifié** (*Suppression de la possibilité pour le PLU de définir des secteurs d'exigences renforcées en matière de performance énergétique et environnementale*) : p. 3795

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions**

sexuelles, violentes ou terroristes [n° 99 (2024-2025)] - (5 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4730

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (18 novembre 2024) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5045 p. 5047

DELCROS (Bernard)
sénateur (Cantal)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; puis président le 24 octobre 2024.

Membre titulaire de la commission supérieure du numérique et des postes le 19 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'ANCT, une agence à consolider au service des territoires [n° 337 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 519 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 744 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi organique visant à mettre fin à la pratique des parachutages électoraux [n° 761 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Cohésion des territoires - Aménagement des territoires [n° 34 tome 2 vol. 2 annexe 6 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Cohésion des territoires - Aménagement des territoires [n° 144 tome 3 vol. 2 annexe 6 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des finances*) : Action de la direction générale des finances publiques auprès du bloc communal - Audition pour suite à donner à la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des finances*) : Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), un outil à consolider - Audition de Mme Catherine Démier, présidente de la cinquième chambre de la Cour des comptes, M. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, et Mme Cécile Raquin, directrice générale des collectivités locales.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Dégradation du déficit public en 2023 - Communication.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des finances*) : Audition de Mme Marie-Anne Barbat-Layani, présidente de l'Autorité des marchés financiers (AMF), MM. Didier Martin, membre expert honoraire du Haut Comité juridique de la place financière de Paris (HCJP), et Jean-Charles Simon, délégué général d'Europlace, sur le thème de l'attractivité financière de la France.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financement public de la filière forêt-bois.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2024 (*commission des finances*) : Financement du volet « écoles » du plan « Marseille en grand » - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 9 juillet 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Anthony Requin, suite à sa nomination par le conseil de surveillance du fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR), en tant que président du directoire du fonds, préalable à son agrément par le ministre chargé de l'économie.

Réunion du mercredi 10 juillet 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Les facteurs explicatifs des perspectives d'évolution différentes en matière de charge de la dette entre la France et les principaux États européens - Communication.

Contrôle budgétaire - L'aide alimentaire - Communication.

Contrôle budgétaire - L'immobilier de la gendarmerie nationale - Communication.

Réunion du jeudi 3 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information relatif à l'extension du scrutin de liste et à la diminution du nombre de conseillers municipaux dans les petites communes.

Réunion du mardi 8 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information relatif à l'adaptation du bloc communal au vieillissement de la population.

Réunion du jeudi 10 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur le thème : « L'intelligence artificielle va-t-elle transformer nos villes et nos villages ? ».

Réunion du vendredi 11 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de MM. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Désignation de membres du Bureau.

Élection du président.

Table ronde portant sur l'état des finances locales.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Médias, livre et industries culturelles » et « Audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « 18 mois après le rapport du Sénat : poursuite d'un dialogue exigeant avec l'ANCT ».

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Désignation de rapporteurs.

Table ronde : « Sécurité : quel avenir pour la police municipale ? ».

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Cohésion des territoires » - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » et Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 61 à 64) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 26 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Suite de l'examen des amendements de séance sur les articles de première partie du projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du jeudi 12 décembre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation des conclusions de l'étude portant sur l'expérimentation du transfert de la compétence « santé scolaire » aux collectivités volontaires et examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (6 mars 2024) - **Article 4** (*Extension de bénéfice de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux et remise au Parlement d'un rapport relatif aux coûts liés aux attributions exercées par les maires au nom de l'État*) : p. 1442

- **Mise au point au sujet de votes** - (26 mars 2024) : p. 2056

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Article 3** (*Modification du régime fiscal applicable à la location meublée touristique*) : p. 3086

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 26 (priorité)** (*Faciliter les travaux dans certains établissements recevant du public (ERP)*) : p. 3663 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 41 rectifié, n° 184, n° 196 rectifié ter, n° 255 rectifié quater, n° 516 rectifié et n° 585 rectifié bis** (*Suppression des attestations de conformité à la réglementation au dépôt du permis de construire*) : p. 3696

- **Suite de la discussion** (5 juin 2024) - **Article 16** (*Faculté pour les acheteurs publics de déroger à l'obligation d'allotissement des marchés de travaux, de fournitures ou de services et pour leurs sous-traitants de renoncer expressément au bénéfice du paiement direct pour les projets d'éolien en mer et de création ou de modification des ouvrages des réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité*) : p. 3766

- **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)]** -

(9 octobre 2024) - **Article unique** (*Diminution du nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 500 habitants*) : p. 3992

- **Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires** [n° 672 (2023-2024)] - (9 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4011

- **Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement »** [n° 556 (2023-2024)] - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4313

- **Débat sur le thème : « Situation des finances publiques locales »** - (6 novembre 2024) : p. 4784 p. 4785

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Discussion générale :

- (25 novembre 2024) : p. 5772

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024** [n° 155 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (25 novembre 2024) - **État B** (*Répartition des crédits pour 2024 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre du budget général*) : p. 5833 p. 5834

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1518 rectifié bis** (*Rehaussement du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu applicable aux versements de primes d'assurances au profit d'une personne en situation de handicap*) : p. 5883

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 3** (*Instauration d'une contribution différentielle sur les hauts revenus*) : p. 5946 p. 5947 p. 5951 p. 5953 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-152** (*Soumission à l'impôt sur le revenu (IR) des sommes issues d'un plan d'épargne retraite (PER) et perçues par les héritiers du titulaire et introduction d'une borne d'âge pour la souscription d'un PER*) : p. 5957 p. 5958 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-658, n° I-943, n° I-1671, n° I-617, n° I-659 et n° I-1515 rectifié** (*Dispositions diverses sur l'exit tax*) : p. 5962

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026** (*Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)-Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations*) : p. 6161

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-111 rectifié septies, n° I-812 rectifié ter, n° I-1375 rectifié ter, n° I-1404 rectifié ter, n° I-1607 rectifié bis, n° I-1631 rectifié ter, n° I-1708 rectifié et n° I-1836 rectifié ter** (*Prorogation de trois ans du crédit d'impôt collection (CIC)*) : p. 6426 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1513 rectifié** (*Fin de l'exonération de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) mobile pour les*

stations en zone de montagne) : p. 6453 - **Article 18** (*Aménagement des dispositifs de déductions et d'exonérations applicables au secteur agricole*) : p. 6476

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2024) - **Article 22** (*Mise en conformité des dispositions fiscales avec la réglementation européenne en matière d'aides d'État*) : p. 6560 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-1844 rectifié** (*Supprimer le prélèvement de frais d'assiette et de recouvrement relatifs à la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance*) : p. 6574 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-448 rectifié bis** (*Contribution environnementale sur le mégot*) : p. 6585 p. 6586 - **Article 24** (*Réintégration des amortissements admis en déduction dans l'assiette de la plus-value imposable réalisée lors de la cession de locaux ayant fait l'objet d'une location meublée dans le cadre d'une activité exercée à titre non professionnel*) : p. 6587 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1506 rectifié bis et n° I-1507 rectifié bis** (*Réintroduction de l'abattement spécifique de 21 % en régime micro-BIC pour les meublés de tourisme situés en zones France ruralités revitalisations (FRR) ou dans une station de sport d'hiver*) : p. 6595 p. 6596 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-394 rectifié et n° I-1519 rectifié bis** (*Prolongement de l'abattement sur les plus-values sur les terrains à bâtir et les biens immobiliers bâtis en zone tendue*) : p. 6598 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-2019 rectifié, n° I-310 rectifié, n° I-342 rectifié ter, n° I-377 rectifié, n° I-1043 rectifié bis, n° I-1288 rectifié bis, n° I-1538 rectifié ter, n° I-1893 rectifié septies, n° I-1935 rectifié quater, n° 2042 rectifié ter, n° I-543 rectifié, n° I-602, n° I-1418 rectifié, n° 1544 rectifié ter** (*Prorogation d'un an de la réduction d'impôt « Pinel »*) : p. 6606 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2071 rectifié** (*Rétablissement de la date de 2026 comme échéance de la réduction d'impôt « Denormandie » pour investissement dans l'ancien avec rénovation et suppression de l'extension aux opérations de requalification des copropriétés dégradées*) : p. 6608 p. 6608 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-117 rectifié bis, n° I-373 rectifié ter, n° I-998 rectifié, n° I-1084 rectifié sexies, n° I-1285 rectifié quinquies, n° I-1460, n° I-1618 rectifié bis, n° I-1709 rectifié quater, n° I-308 rectifié bis, n° I-423 rectifié bis, n° I-1788, n° I-1619 rectifié, n° I-1892 rectifié quinquies et n° I-2078** (*Suppression des conditions de localisation pour l'éligibilité au prêt à taux zéro dans les logements neufs et anciens pendant une durée de trois ans*) : p. 6636 - **Article 26** (*Instauration pour les grandes entreprises d'une taxe sur les réductions de capital consécutives au rachat de leurs propres titres*) : p. 6656 p. 6658 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-135 rectifié bis, n° I-927 rectifié, n° I-1373 rectifié bis et n° I-1823 rectifié quinquies** (*Création d'une taxe sur les exploitants de plateformes de locations touristiques de courte durée affectée au fonds érosion côtière (FEC)*) : p. 6677 - **Article 27** (*Intégration des communes anciennement classées en zone de revitalisation rurale dans le nouveau zonage France ruralités revitalisation et prorogation du dispositif d'exonérations fiscales et sociales dans les bassins d'emploi à redynamiser*) : p. 6683 p. 6693 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-1843 rectifié** (*Prorogation de l'exonération d'impôt sur les bénéfices dans les zones franches urbaines - territoires entrepreneurs (ZFU-TE) et des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de cotisation foncière des entreprises (CFE) dans les quartiers prioritaires de la ville*) : p. 6695

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1378 rectifié** (*Rétablissement et modernisation d'une taxe sur les bénéfices des contenus pornographiques en ligne*) : p. 6727 - **Article 29** (*Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement*) : p. 6745 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° I-80 rectifié, n° I-213 rectifié bis, n° I-447 rectifié bis, n° I-597 rectifié, n° I-629 rectifié bis, n° I-726, n° I-1219 rectifié ter, n° I-1374 rectifié bis et n° I-1590 rectifié** (*Demande de compensation intégrale par l'État pour l'extension de la prime Ségur*) : p. 6753 - **Article 30** (*Modulation des conditions d'attribution du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée*

(FCTVA) : p. 6756 p. 6757 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° I-2053 rectifié** (*Extension de l'éligibilité au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) des dépenses d'entretien du domaine public fluvial appartenant à l'État*) : p. 6759 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-2182, I-929 rectifié, I-1683, I-573 rectifié ter, I-731 rectifié, I-1484 rectifié ter, I-1779 rectifié ter, I-1901 rectifié bis, I-387 rectifié, I-732 rectifié, I-421 rectifié, I-1358, I-1437, I-1438, I-1684, I-87 rectifié, I-1439, I-109 rectifié bis, I-118 rectifié quater, I-184 rectifié quinquies, I-244 rectifié bis, I-385 rectifié bis, I-711, I-1211 rectifié, I-1749, I-59 rectifié, I-185 rectifié ter, I-386 rectifié, I-245 rectifié bis, I-346 rectifié ter, I-1641 rectifié, I-1642 rectifié et I-1849 rectifié** (*Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)*) : p. 6772 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis** (*Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)*) : p. 6784 p. 6789 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis (suite)** (*Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe*

annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)) : p. 6793 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-134 rectifié bis, n° I-932 et n° I-1372 rectifié** (*Création d'une taxe additionnelle aux droits de mutation sur les cessions d'immeubles au taux de 0,01 %*) : p. 6799 - **Article 33** (*Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers*) : p. 6907 p. 6910 - **Article 33 (suite)** (*Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers*) : p. 6919

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7128

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7321 p. 7322 p. 7340 p. 7342

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) : p. 7507 - **État B** : p. 7531 p. 7543

Relations avec les collectivités territoriales (suite)

- (4 décembre 2024) - **Article 61** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF)*) : p. 7551 p. 7552 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-725 rectifié et n° II-940** (*Suppression du fléchage verdissement de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)*) : p. 7565

DEMAS (Patricia)
sénatrice (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission supérieure du numérique et des postes le 19 février 2024.

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficient acquis (sida) et des hépatites virales chroniques le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à modifier le fait générateur de la perception de la taxe d'aménagement par les collectivités territoriales [n° 268 (2023-2024)] (22 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports**.

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 699 (2023-2024)] (19 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : L'éco-anxiété - Audition du docteur Célie Massini, psychiatre, GHU Paris psychiatrie et neurosciences, du professeur Antoine Pelissolo, psychiatre, professeur des universités - GHU Henri-Mondor, de M. Pierre-Éric Sutter, psychologue du travail, et de Mme Manuela Santa Marina, psychologue clinicienne et psychothérapeute.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*MI Complémentaires santé*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : L'intelligence artificielle et la santé - Audition de Mme Catherine Guettier, professeure et cheffe du service anatomie et cytologie pathologiques de l'hôpital Bicêtre, M. David Gruson, fondateur d'Ethik-IA, M. Luca Mollo, vice-président de l'Alliance pour la recherche et l'innovation des industries de santé (Ariis), vice-président et directeur médical du laboratoire Pfizer France, Mme Méлина Gilberg, responsable médecine fondée sur les faits (real-world evidence) du laboratoire Amgen, et M. Thomas Séjourné, manager de l'unité données de vie réelle du laboratoire Sanofi.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Urbain Hubau, directeur général, Mme Camille Vaziaga, directrice des affaires publiques, et M. Jonathan Favre, docteur et membre du comité médical, de Doctolib.

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport « IA et santé ».

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Frédéric Valletoux, ministre délégué chargé de la santé et de la prévention.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Situation des crèches - Audition de M. Victor Castanet, auteur de l'ouvrage Les Ogres.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2025 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Astrid Panosyan-Bouvet, ministre du travail et de l'emploi.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Sébastien Soriano, directeur général de l'IGN, sur l'utilisation de l'intelligence artificielle pour les territoires et l'environnement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat relative au remboursement des soutiens-gorges compressifs post-cancer du sein et à la reconstruction mammaire** - (19 mars 2024) : p. 1839 p. 1840

- **Question orale sans débat relative à la campagne de vaccination contre le papillomavirus dans les collèges** - (7 mai 2024) : p. 2787

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Discussion générale** : p. 3534 - **Article 4 (priorité)** (*Harmonisation du profil d'acheteur pour la passation de contrats publics*) : p. 3538 p. 3539 p. 3540 p. 3542 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendements n° 47 rectifié bis, n° 57 rectifié et n° 178 rectifié** (*Inscrire dans la loi de programmation de la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement la prise en compte de la labellisation sectorielle RSE par les acheteurs publics*) : p. 3553 p. 3554

- **Suite de la discussion** (4 juin 2024) - **Article 17 (priorité)** (*Accélérer et simplifier les déploiements de réseaux mobiles*) : p. 3720 p. 3722

- **Question orale sans débat sur l'équité de traitement dans la prise en charge des prothèses capillaires** - (22 octobre 2024) : p. 4356 p. 4357

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 62 (2024-2025)]** - (29 octobre 2024) - **Article 1er** (*Mécanisme de revalorisation automatique du taux de la surprime du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles (CatNat)*) : p. 4533

- **Question orale sans débat relative aux référents handicap dans les universités** - (5 novembre 2024) : p. 4681

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (18 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5065

DEMILLY (Stéphane)
sénateur (Somme)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre de la commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières le 1er février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la plateforme nationale d'actions globales pour la responsabilité sociétale des entreprises.

Membre titulaire du Comité national de l'Initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) le 12 février 2024.

Membre titulaire du Haut Comité du système de transport ferroviaire.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Membre suppléant du comité de bassin Artois-Picardie le 19 février 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Le développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à la création d'une délégation parlementaire au numérique [n° 712 (2023-2024)] (27 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : La coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Volet 1 : bassin océan Indien [n° 763 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Transports [n° 148 tome 2 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des outre-mer [n° 172 (2024-2025)] (28 novembre 2024) - **Outre-mer.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 18 janvier 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition des représentants de la direction générale des outre-mer (DGOM).

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information « Engager et réussir la transition environnementale de sa collectivité » - Échange sur les travaux.

Réunion du mardi 6 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition écologique - Audition de M. Jean Pisani-Ferry et Mme Selma Mahfouz, coauteurs du rapport sur Les Incidences économiques de l'action pour le climat.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Franck Leroy, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afit-France).

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir du fret ferroviaire - Audition de représentants de chargeurs et de ports maritimes.

Réunion du lundi 11 mars 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*) : Audition de M. Olivier Klein, ancien ministre délégué chargé de la ville et du logement.

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition de Ben Issa Oussen, président du conseil départemental de Mayotte.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur l'évaluation de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (OFB), modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Audition de Mme Sylvie Gustave dit Duflo, présidente du conseil d'administration de l'OFB, vice-présidente de la région Guadeloupe, et M. Olivier Thibault, directeur général de l'OFB.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : L'équité territoriale en matière d'accès aux soins - Audition de Mmes Isabelle Dugelet, maire de La Gresle (Loire) et membre du conseil d'administration de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), Julie Pougheon, conseillère spéciale de la directrice générale de l'offre de soins (DGOS) et M. Maxime Lebigot, co-président de l'Association de citoyens contre les déserts médicaux (ACCDM).

Réunion du mardi 2 avril 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition de M. Johann Remaud, directeur outre-mer, Business France.

Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition de MM. Hervé Mariton, président, et Mme Françoise de Palmas, secrétaire générale, Fédération des entreprises d'outre-mer (FEDOM).

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Intensification des risques épidémiologiques sous l'effet du changement climatique - Audition.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Wopke Hoekstra, commissaire européen chargé de l'action pour le climat, en commun avec les commissions des affaires européennes du Sénat et de l'Assemblée nationale ainsi que la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Résilience des réseaux face aux aléas climatiques - Audition de MM. Hervé Champenois, directeur technique d'Enedis, Charles-Antoine Gautier, directeur général de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), Maurice Gironcel, président du syndicat intercommunal d'électricité (Sidélec) du département de La Réunion, et Antoine Jourdain, directeur systèmes énergétiques insulaires d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sylvain Waserman, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir du fret ferroviaire - Audition de M. Matthieu Chabanel, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du mardi 18 juin 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Environnement stratégique de Mayotte et de La Réunion - Audition du général de division M. François-Xavier Mabin, chef de la division « emploi des forces-protection » de l'état-major des armées.

Réunion du mardi 17 septembre 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : La coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 1 : bassin océan Indien - rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission conjointe de contrôle relative aux inondations survenues en 2023 et au début de l'année 2024 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Castex, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Les enjeux de la COP16 Biodiversité - Audition de Mmes Sylvie Lemmet, ambassadrice déléguée à l'environnement, et Sylvie Goulard, coprésidente de l'International Advisory Panel on Biodiversity Credits (IAPB).

L'état des lieux de la biodiversité à l'heure de la COP16 - Audition de MM. Sébastien Moncorps, directeur du comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et Denis Couvet, président du conseil d'administration de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité (FRB).

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M François Durovray, ministre délégué chargé des transports.

Enjeux de la lutte contre le changement climatique à l'heure de la COP29 - Audition de Mme Marie Bjornson-Langen, directrice exécutive adjointe solutions développement durable de l'Agence française de développement (AFD), Mme Diane Simiu, directrice du climat, de l'efficacité énergétique et de l'air et M. Philippe Depredurant, sous-directeur de l'action internationale au ministère de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, ainsi que M. Yannick Glemarec, ancien directeur exécutif du Fonds vert pour le climat.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Les inégalités territoriales d'accès aux soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Première partie - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Constats et recommandations du rapport d'information de M. Jean Bacci : « L'Office français de la biodiversité, un capitaine qui doit jouer plus collectif » - Audition de M. Olivier Thibault, directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre Monzani, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (Acnusa).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le projet de loi sur le modèle français de la fin de vie** - (18 janvier 2024) : p. 153

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (30 janvier 2024) - **Article 1er** (*Création d'une conférence nationale de l'autonomie*) : p. 406

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la maîtrise de la langue française dans le secondaire** - (20 mars 2024) : p. 1943

- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 2477 p. 2478 p. 2479

- **Débat sur le thème : « Planification écologique et COP régionales : quelle efficacité ? »** - (30 avril 2024) : p. 2755

- **Question orale sans débat relative à l'avenir de l'Otan** - (7 mai 2024) : p. 2810

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4138

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation pénitentiaire à Mayotte** - (23 octobre 2024) : p. 4470

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article 8 (suite)** (*Évolution de la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et de la taxe sur la masse en ordre de masse*) : p. 6141 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026** (*Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)- Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations*) : p. 6163

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'arrestation de Boualem Sansal (I)** - (27 novembre 2024) : p. 6185

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-36 rectifié bis, n° I-588 rectifié bis et n° I-168 rectifié bis** (*Création d'un crédit d'impôt visant à encourager l'incorporation de carburant d'aviation durable*) : p. 6221

DESEYNE (Chantal)
sénateur (Eure-et-Loir)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives au grand âge et à l'autonomie (8 mars 2024) ; nouvelle nomination (12 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives au grand âge et à l'autonomie (8 mars 2024) ; nouvelle nomination (12 mars 2024).

Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie le 12 février 2024.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à aligner le droit français sur le droit européen pour les emballages constitués pour tout ou partie de polymères ou de copolymères styréniques non recyclables [n° 658 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 699 (2023-2024)] (19 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Situation des Ehpad [n° 778 (2023-2024)] (25 septembre 2024) - **Entreprises - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à réserver la présentation au second tour des élections législatives aux seuls deux candidats arrivés en tête du premier tour [n° 58 (2024-2025)] (22 octobre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)] - Exposé général [n° 138 tome 1 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)] - Examen des articles [n° 138 tome 2 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sarah El Haïry, ministre déléguée chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles.

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles - Audition de M. Pascal Cormery, président de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA), et de Mme Christine Dechesne-Céard, directrice de la réglementation de la CCMSA.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de représentants des biologistes médicaux : MM. Alain Le Meur, président de l'Association pour le progrès de la biologie médicale, Sébastien Gibault, directeur général de Synlab et Laurent Escudé, directeur général de Cerballiance.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Démographie médicale - Audition de M. Fabrice Lengart, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, Mme Nathalie Fourcade, secrétaire générale, docteur Isabelle Vincent, conseillère scientifique, du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie (HCAAM), docteur Emmanuel Touzé, président, et Mme Agnès Bocognano, secrétaire générale, de l'Observatoire national de la démographie des professions de santé (ONDPS).

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Frédéric Valletoux, ministre délégué chargé de la santé et de la prévention.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Fiscalité comportementale dans le domaine de la santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Situation des Ehpad - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2023 et situation financière de la sécurité sociale - Audition de M. Pierre Pribile, directeur de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2023 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 17 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Paul Christophe, ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, ministre de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de MM. Jean-René Lecerf, président, et Maëlig Le Bayon, directeur, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 18 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (30 janvier 2024) - **Article 1er bis F** (*Groupements territoriaux sociaux et médico-sociaux*) : p. 437

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2024) - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendements n° 1 rectifié et n° 279 rectifié bis** (*Désignation d'un mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM) suppléant en cas de décès ou d'empêchement*) : p. 519 - **Article additionnel après l'article 11 bis C - Amendement n° 4 rectifié** (*Publication d'une synthèse des contrôles des établissements et services médico-sociaux (ESMS)*) : p. 557 - **Article 11 bis F** (*Expérimentation d'un quota minimal de chambres réservées à l'accueil exclusif de nuit*) : p. 562 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 2 rectifié** (*Application du taux réduit de TVA à 5,5% sur la fourniture de logement et de nourriture dans les résidences services*) : p. 576

- **Candidature à une éventuelle commission mixte paritaire** - (7 février 2024) : p. 741

- **Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 670 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4106

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (18 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5041 p. 5042

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 649 rectifié, n° 753 rectifié et n° 957 rectifié** (*Création d'une contribution sur les revenus générés par les Ehpad privés à but lucratif*) : p. 5285

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 1375** (*Concours de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) aux départements*) : p. 5640 - **Article 21** (*Modification des paramètres de l'expérimentation relative au régime de*

financement des établissements accueillant des personnes âgées et dépendantes): p. 5642 p. 5643 p. 5644 p. 5645 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 509 rectifié bis et n° 1191 rectifié** (Extension du parcours de repérage des troubles neurodéveloppementaux (TND) aux enfants de six ans) : p. 5645 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 1046 rectifié bis** (Reconnaissance du statut d'infirmier coordinateur en Ehpad) : p. 5646 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 660 rectifié** (Conditionnement du financement des prestations à la charge des organismes de sécurité sociale dans les ESMS à une recherche raisonnable du bénéfice) : p. 5647 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 679** (Conditionnement du financement public des établissements et services médico-sociaux à un écart de salaire maximum) : p. 5647 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 1386 rectifié et 1390** (Soutien aux établissements sociaux et médico-sociaux en difficulté financière - Aide exceptionnelle pour 2025) : p. 5648 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 876 rectifié ter** (Recentrage des missions des prestataires de service et distributeurs de matériels médicaux (PSDM)) : p. 5649 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 1189 et n° 1231** (Notification aux établissements ou services sociaux ou médico-sociaux (ESMS) des indus versés en cas d'intervention d'un professionnel de santé libéral) : p. 5650 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 1090 rectifié bis et n° 1310 rectifié** (Décalage de la pérennisation du dispositif dérogatoire au droit du travail dans le cadre de prestations de relayage) : p. 5651 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 235 rectifié** (Demande de rapport sur l'impact

du sous-financement des Ehpad) : p. 5651 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 237 rectifié** (Demande de rapport sur les effets de l'inflation sur la situation financière des ESMS) : p. 5652 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 803** (Demande de rapport sur la mise en œuvre de l'article 62 de la LFSS pour 2023) : p. 5652 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 804** (Demande de rapport sur les mesures de revalorisation salariale dans les secteurs sanitaire, social et médico-social) : p. 5653 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 805** (Demande de rapport sur le coût de l'extension des revalorisations salariales dans le secteur social et médico-social) : p. 5654 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 806** (Demande de rapport sur la mise en œuvre de l'article 13 de la LFSS 2022) : p. 5655 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 1215** (Demande de rapport sur l'application de l'article 24 de la LFRSS 2023) : p. 5655 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 1283 rectifié et n° 1287** (Demande de rapport sur les financements consacrés à la transition écologique au sein des ESMS) : p. 5656

Troisième partie : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2025 :

- (23 novembre 2024) - **Article 31** (Objectif de dépenses de la branche autonomie) : p. 5735

DEVÉSA (Brigitte)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Membre de la commission d'enquête sur « les moyens mobilisés et mobilisables par l'État pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France » ; puis vice-présidente le 17 janvier 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre titulaire de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement.

Membre suppléant du comité de bassin Rhône-Méditerranée le 19 février 2024.

Secrétaire de la mission d'information sur l'avenir de la commune et du maire en France.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à revoir l'obligation de construction de logements sociaux [n° 458 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi reconnaissant la contribution de l'emploi à domicile aux politiques du grand âge et garantissant le libre choix de l'accompagnement [n° 508 (2023-2024)] (3 avril 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à revoir l'obligation de construction de logements sociaux [n° 516 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 522 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Famille - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaïques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi pour consacrer la lutte contre l'antisémitisme [n° 3 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : IVG : une « liberté garantie » mais un accès fragile [n° 45 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Entreprises et climat : se mobiliser pour relever le défi de la compétitivité carbone [n° 46 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Entreprises - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Énergie, climat, transport - Retrait de l'Union européenne du traité sur la Charte de l'énergie - Communication de Mme Amel Gacquerre, MM. Daniel Gremillet et Michaël Weber.

Réunion du jeudi 15 février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de Mme Lucie Pinson, directrice générale et fondatrice, et M. Antoine Laurent, responsable plaidoyer France, de Reclaim Finance.

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Guillaume Faury, directeur général d'Airbus.

Réunion du lundi 25 mars 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Nicolas Terraz, directeur général Exploration-production, membre du comité exécutif de TotalEnergies.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : Les conditions d'accès à l'interruption volontaire de grossesse - Audition de Mmes Sarah Durocher, présidente, et Albane Gaillot, chargée de plaidoyer, de la Confédération nationale du Planning familial.

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Christophe Béchu, ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*délégation aux entreprises*) : Réunion plénière avec la délégation sénatoriale aux outre-mer - échange sur le déplacement aux Antilles de la mission « Entreprises et climat » de la délégation aux entreprises et sur les défis des entreprises en outre-mer.

Table ronde : « Quelle stratégie pour la transition écologique des entreprises ? ».

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Réunion plénière avec la délégation aux entreprises - échange sur le déplacement aux Antilles de la mission « Entreprises et climat » de la délégation aux entreprises et sur les défis des entreprises en outre-mer.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Fiscalité comportementale dans le domaine de la santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance dans le cadre des deux missions d'information « Quel financement pour l'entreprise de demain ? » et « Entreprises et climat ».

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Situation des crèches - Audition de M. Victor Castanet, auteur de l'ouvrage Les Ogres.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport de la mission d'information « Entreprises et climat ».

Examen du rapport de la mission d'information « Entreprises et climat ».

(*commission des affaires sociales*) : L'accès à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information « Quel financement pour l'entreprise de demain ? ».

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le couloir aérien entre la Chine et Taïwan** - (7 février 2024) : p. 736

- **Proposition de loi visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail [n° 537 (2022-2023)]** - (15 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1040 p. 1041

- **Mises au point au sujet de votes** - (28 mai 2024) : p. 3311

- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 623 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3318 p. 3319 - **Article 3** (*Mise en place d'une stratégie nationale pour la pédopsychiatrie*) : p. 3335

- **Débat sur le thème : « Nécessité de former davantage de médecins et soignants »** - (8 octobre 2024) : p. 3934 p. 3935

- **Débat sur le thème « Situation des urgences pendant l'été 2024 »** - (8 octobre 2024) : p. 3954 p. 3955

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1-836 rectifié bis** (*Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % pour les travaux de rénovation améliorant le confort thermique passif en période estivale*) : p. 6276

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (28 novembre 2024) : p. 6348

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1003** (*Extension de la taxe sur les surfaces commerciales aux entrepôts de plus de 10 000 m²*) : p. 6451 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1911 rectifié bis** (*Augmentation de 10 % de l'imposition forfaitaire sur les entreprises en réseau*) : p. 6453 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-1231 rectifié bis** (*Autorisation pour les départements de moduler le taux de la taxe additionnelle de séjour*) : p. 6466 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-1090, n° I-2165, n° I-1232 rectifié, n° I-259 rectifié ter, n° I-789 rectifié bis, n° I-320, n° I-1015 rectifié, n° I-526 rectifié bis et n° I-1560** (*Dispositions diverses sur le crédit d'impôt « remplacement des absences des agriculteurs »*) : p. 6476

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° I-613 rectifié ter et n° I-1031** (*Affectation d'accise sur les énergies aux régions au titre du Ségur de la santé*) : p. 6544 p. 6545 - **Article 21** (*Mesures diverses de correction, clarification et coordination en matière de fiscalité sectorielle*) : p. 6553

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article 29** (*Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement*) : p. 6739 p. 6747 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° I-79 rectifié, n° I-211 rectifié bis, n° I-595 rectifié, n° I-628 rectifié bis, n° I-727 rectifié bis, n° I-1218 rectifié ter, n° I-742 rectifié, n° I-1588 rectifié, n° I-1735 rectifié et n° I-2014 rectifié** (*Institution d'un prélèvement sur recettes (PSR) visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements*) : p. 6751 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° I-80 rectifié, n° I-213 rectifié bis, n° I-447 rectifié bis, n° I-597 rectifié, n° I-629 rectifié bis, n° I-726, n° I-1219 rectifié ter, n° I-1374 rectifié bis et n° I-1590 rectifié** (*Demande de compensation intégrale par l'État pour l'extension de la prime Ségur*) : p. 6752 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° I-206 rectifié bis, n° I-72 rectifié bis, n° I-150 rectifié, n° I-614 rectifié et n° I-820 rectifié bis** (*Instauration d'un prélèvement sur recettes de 50 millions d'euros au profit de la Corse*) : p. 6754 - **Article 31 (suite)** (*Stabilisation en valeur au titre de 2025 des fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectées aux collectivités locales*) : p. 6764 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1062 rectifié, n° I-76 rectifié, n° I-210**

rectifié ter, n° I-592 rectifié bis, n° I-625 rectifié ter, n° I-740, n° I-1063 rectifié bis, n° I-1734 rectifié bis, n° 1691, n° 438 rectifié bis, n° I-1157 rectifié bis, n° I-170 rectifié ter et n° I-171 rectifié ter (*Augmentation du taux de la taxe sur les conventions d'assurances (TCAS) sur les véhicules terrestres à moteur afin d'augmenter la part de la taxe reversée aux services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) par les départements*) : p. 6801 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-75 rectifié bis, n° I-209 rectifié ter, n° I-548 rectifié ter, n° I-591 rectifié bis, n° I-624 rectifié ter, n° I-1215 rectifié quater, n° I-1583 rectifié et n° I-1733 rectifié bis** (*Transfert d'une part du produit de la taxe sur les conventions d'assurances (TCAS) reversé aux organismes de sécurité sociale vers les départements*) : p. 6803 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1010, n° I-1158 rectifié bis, n° 434 rectifié bis, n° I-1635 rectifié bis, n° 2055 rectifié, n° I-1230 rectifié bis, n° I-435 rectifié ter, n° I-450 rectifié quater, n° I-107 rectifié, n° I-735, n° I-2007 rectifié, n° I-1688, n° I-736, n° I-1214 rectifié quater, n° I-1582 rectifié, n° I-2008 rectifié, n° I-433 rectifié bis, n° I-734, n° I-930 rectifié, n° I-1365 rectifié et n° I-1689** (*Dispositions diverses sur le plafond du taux de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) fixé par les départements*) : p. 6815

- **Mise au point au sujet de votes** - (2 décembre 2024) : p. 7136

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Travail, emploi et administration des ministères sociaux (suite)

- (3 décembre 2024) : p. 7359 - **État B** : p. 7372

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) - **État B** : p. 7534

DEVINAZ (Gilbert-Luc)
sénateur (Rhône)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (7 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (7 mars 2024).

Président de la mission d'information sur le thème : « Le développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert ».

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport et élaboration des textes de la commission.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Franck Leroy, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afit-France).

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « État des ponts des collectivités territoriales : quel bilan 5 ans après le rapport de la mission d'information sur la sécurité des ponts « Sécurité des ponts : éviter un drame » ».

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et du projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires européennes*) : Énergie, climat, transports - « Politique européenne des transports : enjeux et défis de la prochaine mandature » - Audition de MM. Jean-Philippe Peuziat, directeur du département Affaires publiques et européennes de l'Union française des transports publics et ferroviaires (UTP), Pierre Leflaive, responsable transports de Réseau Action Climat - France, Florent Moretti, conseiller transports à la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, Denis Saada, président de la verticale Nouvelles Mobilités au sein de l'Alliance des mobilités.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sylvain Waserman, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-Marie Abadie, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Enjeux de la lutte contre le changement climatique à l'heure de la COP29 - Audition de Mme Marie Bjornson-Langen, directrice exécutive adjointe solutions développement durable de l'Agence française de développement (AFD), Mme Diane Simiu, directrice du climat, de l'efficacité énergétique et de l'air et M. Philippe Depredurant, sous-directeur de l'action internationale au ministère de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, ainsi que M. Yannick Glemarec, ancien directeur exécutif du Fonds vert pour le climat.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Première partie - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Constats et recommandations du rapport d'information de M. Jean Bacci : « L'Office français de la biodiversité, un capitaine qui doit jouer plus collectif » - Audition de M. Olivier Thibault, directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre Monzani, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (Acnusa).

Mission d'information relative aux nuisances sonores liées aux transports - Désignation de rapporteurs.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner l'offensive militaire de l'Azerbaïdjan au Haut-Karabagh et à prévenir toute autre tentative d'agression et de violation de l'intégrité territoriale de la République d'Arménie, appelant à des sanctions envers l'Azerbaïdjan et demandant la garantie du droit au retour des populations arméniennes au Haut-Karabagh [n° 157 (2023-2024)] - (17 janvier 2024) - Discussion générale : p. 98**

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)] - (7 février 2024) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 302 (2023-2024) : p. 762 - Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 65 (Proportion des exigences techniques de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) conditionnant la poursuite de l'exploitation) : p. 780 - Article 2 (Déontologie, indépendance et transparence) : p. 784 p. 789 p. 790 - Article 11 (Augmentation des rémunérations versées à l'IRSN et à l'ASN ; élaboration d'un rapport du Gouvernement et d'évaluations par l'ASNR sur les besoins prévisionnels humains et financiers nécessaires à la nouvelle autorité) : p. 807 - Article 13 (Soumission de la recherche de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR) à l'évaluation du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) et coordination) : p. 810**

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 302 (2023-2024)] - (7 février 2024) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 301 (2023-2024).**

- **Question orale sans débat sur l'encadrement des coupes rases en forêt et la valorisation de la sylviculture mélangée à couvert continu - (19 mars 2024) : p. 1849 p. 1850**

- **Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises » [n° 421 (2023-2024)] - (19 mars 2024) - Discussion générale : p. 1895**

- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493**

(2023-2024)] - (9 avril 2024) - Question préalable : p. 2483 - Article 2 (nouveau) (Caducité automatique des préavis de grève non utilisés et définition d'une durée maximale des préavis de grève dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes et les services librement organisés de transport ferroviaire de voyageurs) : p. 2497 - Article 4 (nouveau) (Exercice du droit de grève à compter du début de l'une des prises de service et jusqu'à son terme) : p. 2501

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Commission mixte paritaire [n° 505 (2023-2024)] - (9 avril 2024) - Explications de vote communes : p. 2552**

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)] - (4 juin 2024) - Article 1er (Suppression de comités, de commissions, de conseils et d'observatoires) : p. 3681**

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)] - (15 octobre 2024) - Discussion générale : p. 4138 - Article 1er (Consécration des grands principes de notre système énergétique parmi les objectifs énergétiques généraux figurant à l'article L. 100-2 du code de l'énergie) : p. 4142 p. 4146 - Article 4 (Renforcement des flexibilités parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4165 - Article 5 (Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4172 p. 4173 p. 4174 p. 4175 - Article 7 (Intégration des carburants renouvelables d'origine non biologique, aux côtés des biocarburants conventionnels et avancés, au deuxième alinéa de l'article L. 641-6 du code de l'énergie et à l'article L. 661-1-1 du même code) : p. 4177**

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7317

DHERSIN (Franck)
sénateur (Nord)
UC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - Collectivités territoriales - Société.

Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 519 (2023-2024)] (8 avril 2024) - Société - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - Société.

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - Budget - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 18 janvier 2024 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances et fiscalité - Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir du fret ferroviaire - Audition de représentants de chargeurs et de ports maritimes.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir du fret ferroviaire - Audition de M. Matthieu Chabanel, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Castex, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M François Durovray, ministre délégué chargé des transports.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au Pass Rail** - (6 mars 2024) : p. 1386

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part** [n° 694 (2018-2019)] - (21 mars 2024) - **Article 1er** (*Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part*) : p. 2024

- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève** [n° 493 (2023-2024)] - (9 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2473 p. 2488 - **Article 6 (nouveau)** (*Prise en compte des heures de pointe dans la détermination par l'autorité organisatrice de transports du niveau minimal de service*) : p. 2504

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)]

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 358 rectifié** (*Alignement du taux plein de CSG sur les retraites sur le taux de CSG sur les revenus d'activité*) : p. 5120 p. 5121 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 359 rectifié** (*Alignement du taux médian de CSG sur les retraites sur le taux plein de CSG sur les retraites*) : p. 5122 p. 5123 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 866 rectifié** (*Rapport sur l'instauration progressive d'une part de capitalisation obligatoire dans le système de retraites français*) : p. 5140 - **Article 6 (suite)** (*Réforme des allègements généraux de cotisations patronales*) : p. 5175 p. 5176 p. 5182

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article 7** (*Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance*) : p. 5266 p. 5267

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-773 rectifié ter, n° I-173 rectifié, n° 86 rectifié bis, n° I-635 rectifié bis, n° I-774 rectifié quater, n° I-1487 rectifié et n° I-1388 rectifié bis** (*Dispositions diverses sur l'abattement forfaitaire sur les pensions*) : p. 5877 p. 5878 p. 5879

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1085 rectifié ter et n° I-1106 rectifié quater** (*Rendre la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance déductible de l'impôt sur les sociétés*) : p. 6367 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-790 rectifié bis, n° I-1154 rectifié ter et I-1255 rectifié** (*Plafonnement à 20 millions d'euros de l'avantage tiré de l'IP box (taux réduit de taxation pour les revenus tirés de certains actifs de propriété industrielle)*) : p. 6372 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-832 rectifié ter et n° I-833 rectifié ter** (*Réforme du périmètre et du mode de calcul de la réduction d'impôt « flotte de vélos »*) : p. 6376 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1070 rectifié ter** (*Extension du crédit d'impôt pour les investissements dans l'industrie ferroviaire décarbonée*) : p. 6377

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-582 rectifié,**

n° I-2038 rectifié, n° I-353 rectifié, n° I-609 rectifié ter, n° I-979, n° I-1928 rectifié, n° I-1479 rectifié bis, n° I-365 et n° I-1918 rectifié (*Dispositions diverses sur le versement mobilité régional*) : p. 6832 p. 6836 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-583 et n° I-1780 rectifié bis** (*Majoration du taux de versement mobilité pour les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) concernées par un projet de service express régional métropolitain (SERM)*) : p. 6843 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-877 rectifié ter, n° I-146, n° I-354 rectifié, n° I-610 rectifié quater,**

n° I-1414 rectifié bis, n° I-1929 rectifié bis, n° I-1731 rectifié et n° I-980 (*Redéfinition du périmètre de perception du versement mobilité additionnel (VMA) et déplafonnement partiel de son cumul avec le versement mobilité de droit commun*) : p. 6843 - **Article 33** (*Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers*) : p. 6888 p. 6889 p. 6890

DI FOLCO (Catherine)
sénateur (Rhône)
Les Républicains-A

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement le 23 décembre 2024.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024 ; puis rapporteure le 7 mai 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux (27 février 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à lutter contre les dérives sectaires (7 mars 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (22 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques (3 avril 2024) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (10 avril 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (10 avril 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (7 mai 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate (15 mai 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères (22 mai 2024).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Complémentaires santé, mutuelles : l'impact sur le pouvoir d'achat des Français » le 15 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux [n° 361 (2023-2024)] (27 février 2024) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi relative à l'accès à la nationalité française des mineurs isolés [n° 378 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 183 (2023-2024)] visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques [n° 398 (2023-2024)] (6 mars 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'attractivité de la fonction publique territoriale, un enjeu de marque ? [n° 484 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Société - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques [n° 525 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 550 (2023-2024)] de simplification de la vie économique [n° 634 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le nombre de listes aux élections européennes [n° 656 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités [n° 660 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à tenir compte des opérations de renouvellement des parcs éoliens pour le versement d'une fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) aux communes disposant d'un parc installé avant le 1er janvier 2019 [n° 694 (2023-2024)] (17 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 699 (2023-2024)] (19 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à imposer une photographie des candidats sur les circulaires et affiches électorales lors des élections législatives [n° 733 (2023-2024)] (11 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 760 (2023-2024)] instaurant une Charte des services publics [n° 63 (2024-2025)] (23 octobre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Fonction publique [n° 150 tome 5 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à sanctionner plus sévèrement les auteurs d'incendies volontaires du patrimoine culturel et religieux [n° 161 (2024-2025)] (22 novembre 2024) - **Culture - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport relatif à la marque employeur des collectivités territoriales.

Audition relative aux dispositifs applicables en matière de formation des élus locaux.

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*commission des lois*) : Émeutes survenues à compter du 27 juin 2023 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*CS Simplification*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et de Mme Olivia Grégoire, ministre déléguée chargée des entreprises, du tourisme et de la consommation.

Réunion du jeudi 16 mai 2024 (*CS Simplification*) : Audition d'organisations syndicales patronales.

Audition d'organisations syndicales représentatives au niveau national.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*CS Simplification*) : Audition de MM. Julien Gondard, directeur général, et Samuel Deguara, directeur des affaires publiques et des relations institutionnelles, de CMA France, Mme Bénédicte Caron, vice-présidente chargée des affaires économiques, M. Lionel Vignaud, directeur des affaires économiques, juridiques et fiscales, et Mme Léa Bouchet, juriste à la direction des affaires économiques, juridiques et fiscales de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), MM. Michel Picon, président, Pierre Burban, secrétaire général, et Mme Thérèse

Note, chargée des relations avec le Parlement, de l'Union des entreprises de proximité (U2P).

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*CS Simplification*) : Projet de loi de simplification de la vie économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 3 juin 2024 (*CS Simplification*) : Projet de loi de simplification de la vie économique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des lois*) : Audition de M. Didier Leschi, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Colloque sur le consentement et la définition pénale du viol.

Réunion du jeudi 5 décembre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Mission conjointe de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Audition de représentants de centres ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (Criavs).

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Mission de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Audition de représentantes d'associations féministes : Mme Yseline Fourtic-Dutarde, coprésidente d'Ensemble contre le sexisme et porte-parole de la Coalition féministe pour une loi intégrale ; maîtres Violaine de Filippis-Abate, avocate, cofondatrice du collectif Action Juridique Féministe, et Isabelle Steyer, avocate, membre du collectif Action Juridique Féministe ; Mme Floriane Volt, directrice des affaires publiques et juridiques de la Fondation des femmes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste [n° 259 (2023-2024)]** - (23 janvier 2024) - **Article 9** (*Assouplissement du régime de protection contre l'expulsion et l'interdiction du territoire français*) : p. 215 - **Article 10 bis (nouveau)** (*Rétention administrative de l'étranger dont le comportement est lié à des activités à caractère terroriste pénalement constatées*) : p. 218

- **Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune [n° 244 (2023-2024)]** - (24 janvier 2024) - **Article 1er** (*Obligation de décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune*) : p. 292

- **Proposition de loi relative au régime juridique des actions de groupe [n° 272 (2023-2024)]** - (6 février 2024) - **Discussion générale** : p. 668

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports [n° 319 (2023-2024)]** - (13 février 2024) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 52 rectifié bis** (*Limitation de l'application du document de référence et de tarification des prestations de sûreté aux prestations réalisées « à la demande » par la RATP*) : p. 882

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) -

Article 8 bis (*Diagnostic structurel des immeubles collectifs situés dans des secteurs d'habitat dégradé*) : p. 1154

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1206

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (6 mars 2024) - **Article 5** (*Remboursement obligatoire par la collectivité des frais de déplacement engagés par les élus locaux*) : p. 1446

- **Suite de la discussion** (7 mars 2024) - **Article 19** (*Octroi automatique de la protection fonctionnelle aux élus locaux victimes de violences, menaces ou outrages*) : p. 1554 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 202 rectifié bis** (*Ouverture d'une liste d'aptitude spécifique aux élus locaux pour l'accès aux cadres d'emplois de la catégorie B de la fonction publique*) : p. 1569 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 1 rectifié bis** (*Suspension du contrat de travail d'un salarié élu député ou sénateur pendant la durée du mandat*) : p. 1574 p. 1575 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1577

- **Proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques [n° 399 (2023-2024)]** - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1631 p. 1631 - **Article 1er** (*Réalisation de tests de discriminations individuels et statistiques par un service placé sous l'autorité du Premier ministre*) : p. 1642 p. 1643 p. 1644 p. 1645 p. 1646 - **Article 2 (Supprimé)** (*Création d'un comité des parties prenantes compétent pour l'élaboration et le suivi de tests de discrimination statistiques*) : p. 1648 - **Article 3 (Supprimé)** (*Procédure applicable aux pratiques potentiellement discriminatoires révélées par un test de discrimination statistique*) : p. 1654 p. 1655 - **Article 3 bis** (*Intégration de la domiciliation bancaire aux critères pénaux de la discrimination*) : p. 1656

- **Proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux - Commission mixte paritaire [n° 362 (2023-2024)]** - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1764 - **Article 5** (*Compétence de l'État dans l'octroi de la protection fonctionnelle aux élus agissant en qualité d'agent de l'État*) : p. 1772 - **Article 14** (*Composition des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance et obligation annuelle de présence de certains membres*) : p. 1772

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française [n° 391 (2023-2024)]** - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1782

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels [n° 446 (2023-2024)]** - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2123

- **Proposition de loi allongeant la durée de l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate [n° 558 (2023-2024)]** - (14 mai 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2887

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Demande de priorité** : p. 3481 - **Discussion générale** : p. 3527 - **Article 4 (priorité)** (*Harmonisation du profil d'acheteur pour la passation de contrats publics*) : p. 3538 p. 3539 p. 3541 p. 3542 p. 3543 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendement n° 230** (*Pas de mise en concurrence ni publicité pour les marchés de travaux inférieurs à 100 000 euros*) : p. 3544 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendements n° 12 rectifié bis et n° 253 rectifié** (*Réhausser les seuils de mise en concurrence et de publicité des achats innovants*) : p. 3545 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendements n° 48 rectifié, n° 353 rectifié, n° 393 rectifié et n° 550** (*Inclure les biens issus du recyclage et du réemploi dans la catégorie « achats innovants »*) : p. 3546 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendement n° 309** (*Exclure des passations de marchés publics les entreprises n'ayant pas déposé*

leurs comptes annuels) : p. 3547 p. 3548 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendements n° 368 rectifié bis, n° 427 rectifié bis, n° 464 rectifié et n° 593 rectifié** (*Faciliter le recours aux variantes techniques et environnementales*) : p. 3549 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendements n° 233 et n° 232** (*Ouverture de l'ensemble des marchés publics et des contrats de concession au dispositif de partenariat public-privé institutionnalisé*) : p. 3550 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendements n° 366 rectifié bis, n° 423 rectifié bis et n° 465 rectifié** (*Encadrer le délai entre l'attribution et la notification du marché par l'acheteur*) : p. 3551 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendements n° 231 et n° 234** (*Dérogation au paiement direct des sous-traitants pour certains marchés de travaux*) : p. 3552 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendements n° 47 rectifié bis, n° 57 rectifié et n° 178 rectifié** (*Inscrire dans la loi de programmation de la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement la prise en compte de la labellisation sectorielle RSE par les acheteurs publics*) : p. 3553 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendement n° 553** (*Appliquer les obligations d'achats issus du réemploi de l'article 58 de la loi AGEC aux entités adjudicatrices*) : p. 3554 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendement n° 298** (*Inclure des critères de proximité dans la commande publique*) : p. 3555

- **Suite de la discussion** (4 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendement n° 554** (*Instaurer une part « d'économie de la fonctionnalité » en substitution aux achats publics des entités adjudicatrices*) : p. 3600 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendements n° 74 rectifié ter, n° 67 rectifié ter et n° 66 rectifié ter** (*Expérimentation d'un « small business act » outre-mer*) : p. 3602 - **Article 5 (supprimé) (priorité)** (*Unification du contentieux de la commande publique*) : p. 3605 - **Article additionnel après l'article 5 (priorité) - Amendement n° 340** (*Autoriser les procédures de négociation pour les produits d'assurance*) : p. 3606 - **Article 6 (priorité)** (*Faciliter les processus de vente de fonds de commerce et de cessions d'entreprises en réduisant le délai d'information préalable des salariés*) : p. 3608 p. 3611 p. 3613 - **Article additionnel après l'article 6 (priorité) - Amendement n° 164 rectifié** (*Information des associés sur la possibilité d'insertion d'une clause de prolongation tacite de la durée de vie de la société dans les statuts*) : p. 3616 - **Article additionnel après l'article 6 (priorité) - Amendement n° 6** (*Suppression des obligations liées aux seuils d'effectifs salariés*) : p. 3616 - **Article additionnel après l'article 6 (priorité) - Amendement n° 354** (*Création d'un fonds de soutien à la reprise d'entreprises par les salariés*) : p. 3617 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 13 rectifié** (*Délai de cinq ans pour se conformer à un franchissement de seuil en matière d'obligation comptable*) : p. 3624 - **Article 9 (priorité)** (*Facilitation du recours à la médiation pour le règlement de litiges avec l'administration*) : p. 3630 p. 3631 p. 3632 - **Article 10 (priorité)** (*Modification de dispositions pénales applicables aux chefs d'entreprise*) : p. 3633 p. 3635 p. 3636 - **Article 11 (supprimé) (priorité)** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par voie d'ordonnance pour réformer le droit des contrats spéciaux*) : p. 3637 - **Article 12 (priorité)** (*Magistrats honoraires et juges des référés*) : p. 3638 p. 3639 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité) - Amendement n° 327 rectifié** (*Avis conforme du Conseil supérieur des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel - CSTACAA - sur les nominations de magistrats honoraires*) : p. 3640 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité) - Amendement n° 328** (*Possibilité de désigner des premiers vice-présidents au sein des juridictions administratives comptant entre 5 et 8 chambres*) : p. 3640 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité) - Amendement n° 39 rectifié ter** (*Durée d'existence d'une association pour contester une autorisation d'urbanisme allongée à deux ans*) : p. 3641 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité) - Amendement n° 277 rectifié ter** (*Précision sur la nature des comportements abusifs en matière de recours*) : p. 3641 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité) - Amendement n° 225 rectifié** (*Unification du contentieux des refus d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés*) : p. 3642 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité) - Amendement n° 169**

rectifié (Radiation des mentions relatives à un plan de sauvegarde sur le registre du commerce et des sociétés après un an) : p. 3642 - **Article 27 (priorité)** (Évaluation des conséquences des projets de loi pour les petites et moyennes entreprises (PME)) : p. 3665 p. 3667 p. 3668 p. 3669 p. 3670 p. 3671 p. 3672 - **Article additionnel après l'article 27 (priorité) - Amendement n° 139 rectifié** (Rendre conformes les avis rendus par le Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique) : p. 3673 - **Article additionnel après l'article 27 (priorité) - Amendement n° 442 rectifié bis** (Évaluation par le Gouvernement de l'impact sur les entreprises de l'ordonnance du 6 décembre 2023 visant à transposer la directive dite « CSRD ») : p. 3673 - **Article 28 (priorité)** (Constitutionnalité d'une procédure de saisie-vente) : p. 3674 - **Article additionnel après l'article 28 (priorité) - Amendements n° 267, n° 269 et n° 268** (Assouplissement de la procédure de saisie des rémunérations) : p. 3675 - **Article additionnel après l'article 28 (priorité) - Amendements n° 16 rectifié ter, n° 211 rectifié quinquies et n° 487 rectifié** (Généralisation de l'expérimentation permettant aux collectivités territoriales de faire appel à des prestataires extérieurs pour leurs opérations de recensement de la population) : p. 3677 - **Article 2 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour simplifier les démarches déclaratives des entreprises) : p. 3684 p. 3685 p. 3686 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 10, n° 19 rectifié, n° 42 rectifié bis et n° 242 rectifié ter** (Simplification des formalités déclaratives pour le bénéfice de la réduction d'impôt au titre du mécénat d'entreprise) : p. 3687 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 43 rectifié, n° 117 rectifié ter, n° 185 rectifié, n° 197 rectifié bis, n° 258 rectifié quater, n° 265 rectifié quater, n° 438 rectifié quinquies, n° 518 rectifié, n° 535 rectifié quater et n° 586 rectifié bis** (Simplification des formalités déclaratives pour le bénéfice du taux réduit de TVA à 10 % applicable aux travaux réalisés dans des locaux d'habitation achevés depuis plus de deux ans) : p. 3688 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 437 rectifié ter** (Simplification des formalités déclaratives pour le bénéfice du taux réduit de TVA à 5,5 % applicable aux travaux d'amélioration de la qualité énergétique réalisés dans des locaux d'habitation achevés depuis plus de deux ans) : p. 3689 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 416 rectifié bis** (Suppression du relevé de frais généraux à transmettre dans le cadre de la déclaration d'impôt sur le revenu au titre des bénéfices industriels et commerciaux) : p. 3689 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 170 rectifié bis** (Suppression de la déclaration des commissions, courtages, ristournes, vacations, honoraires, gratifications et autres rémunérations de même nature versés à des tiers) : p. 3689 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 422 rectifié bis** (Suppression de la déclaration des commissions et honoraires dans le cadre de la déclaration d'impôt sur le revenu au titre des bénéfices industriels et commerciaux) : p. 3690 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 421 rectifié bis** (Délai supplémentaire pour la déclaration des revenus à transmettre à l'administration fiscale) : p. 3690 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 224 rectifié et n° 237** (Permettre aux greffiers des tribunaux de commerce de se substituer aux services fiscaux pour la collecte des droits d'enregistrement) : p. 3691 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 87 rectifié bis** (Absence de révélation obligatoire des membres du comité de direction d'une société par actions simplifiées au registre du commerce et des sociétés) : p. 3692 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 468 rectifié bis** (Suppression de l'obligation de dépôt de leurs comptes annuels auprès du registre du commerce et des sociétés) : p. 3693 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 289 rectifié bis** (Accès à la personnalité morale

dès la signature ou l'approbation des statuts) : p. 3694 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 44 rectifié** (Simplification des démarches liées à l'ouverture et à la reprise de magasins d'optiques ou d'audioprothèses) : p. 3694 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 45 rectifié** (Simplification des démarches liées à l'activité de revente de produits de seconde main pour les magasins d'optiques) : p. 3695 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 227 rectifié** (Simplification des procédures relatives aux décisions prononcées par les services de la publicité foncière) : p. 3697 - **Article 3 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour développer les rescrits sectoriels et la « cristallisation » des normes applicables aux entreprises) : p. 3699 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 31 rectifié et n° 46 rectifié** (Ouverture aux avocats mandataires de leurs clients d'un accès dédié aux services dématérialisés) : p. 3700 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 288 rectifié bis** (Application du principe « silence vaut acceptation » à la procédure du rescrit valeur dans le cadre d'une donation d'entreprise pour l'établissement de la valeur vénale du bien afférent) : p. 3701 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 287 rectifié bis** (Application du principe « silence vaut acceptation » aux procédures de rescrit valeur dans le cadre des donations d'entreprises pour l'établissement des impositions afférentes) : p. 3702 - **Article 3 bis (nouveau)** (Modification du régime de « silence vaut acceptation » pour les demandes formulées auprès de l'administration) : p. 3703 p. 3704

- **Suite de la discussion** (5 juin 2024) - **Article 22 (priorité)** (Faciliter l'innovation issue de la recherche) : p. 3759 p. 3761 p. 3762 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 228 rectifié** (Consécration juridique de la commission interne dédiée à l'évaluation des technologies diagnostiques au sein de la Haute Autorité de santé) : p. 3763 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 126 rectifié** (Renforcement des compétences des membres des comités de protection des personnes) : p. 3764 - **Article 23 (priorité)** (Intégrer l'innovation dans le mandat de la Commission nationale d'informatique et des libertés (CNIL)) : p. 3764 p. 3765 - **Intitulé du projet de loi** : p. 3811

- **Proposition de loi visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités [n° 25 (2024-2025)]** - (17 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4301

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 62 (2024-2025)]** - (29 octobre 2024) - **Article 8** (Conditionnement de « MaPrimeRénov' » à la réalisation de travaux de prévention des risques) : p. 4563

- **Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics [n° 64 (2024-2025)]** - (30 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4617 p. 4618

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) : p. 7500 p. 7501 - **État B** : p. 7545

DOINEAU (Élisabeth)
sénatrice (Mayenne)
UC

NOMINATIONS

Rapporteuse générale de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés le 21 novembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 1er février 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 1er février 2024.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé le 19 février 2024.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 (20 novembre 2024) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (28 novembre 2024).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale le 12 février 2024.

Membre titulaire du comité de surveillance de la Caisse d'amortissement de la dette sociale le 12 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : La fiscalité comportementale en santé : stop ou encore ? [n° 638 (2023-2024)] (29 mai 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à aligner le droit français sur le droit européen pour les emballages constitués pour tout ou partie de polymères ou de copolymères styréniques non recyclables [n° 658 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaïques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 35 (2024-2025)] d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2023 [n° 44 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 95 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)] - Exposé général [n° 138 tome 1 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)] - Examen des articles [n° 138 tome 2 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 168 (2024-2025)] (27 novembre 2024) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 207 (2024-2025)] spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 209 (2024-2025)] (17 décembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Désignation de rapporteurs.

Rapport relatif à l'évaluation de l'efficacité des mesures de réduction ou d'exonération de cotisations ou de contributions de sécurité sociale prévue par la loi organique n° 2022-354 du 14 mars 2022 relative aux lois de financement de la sécurité sociale - Audition de Mme Laurence Esloüs et M. Antoine Magnier, inspecteurs généraux des affaires sociales.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé et des solidarités.

Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : La fiscalité comportementale - Audition de Mme Stéphanie Martel, directrice des affaires

externes et gouvernementales, Philip Morris France, MM. Benoît Bas, directeur des affaires publiques et de la communication, Japan Tobacco International France, Vincent Zappia, responsable des affaires publiques, British American Tobacco France et Cyril Lalo, directeur des relations extérieures, Imperial Tobacco Seita.

La fiscalité des produits du tabac - Audition de M. Philippe Coy, président de la Confédération des buralistes.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sarah El Haïry, ministre déléguée chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles.

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles - Audition de M. Pascal Cormery, président de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA), et de Mme Christine Dechesne-Céard, directrice de la réglementation de la CCMSA.

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : La fiscalité de l'alcool - Audition de MM. Thomas Gauthier, directeur général de la Fédération française des spiritueux, Jérôme Volle, vice-président de la FNSEA, Jérôme Perchet, président de la Fédération française des vins d'apéritif, Samuel Montgermont, président de Vin & Société (en téléconférence), et Mme Magali Filhuc, déléguée générale de Brasseurs de France.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Urbain Hubau, directeur général, Mme Camille Vaziaga, directrice des affaires publiques, et M. Jonathan Favre, docteur et membre du comité médical, de Doctolib.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : La prévention et le traitement du cancer colorectal - Audition du docteur Thierry Ponchon, gastro-entérologue et hépatologue au centre de lutte contre le cancer Léon Bérard à Lyon.

Réunion du mardi 2 avril 2024 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : La fiscalité des boissons sucrées, l'alimentation grasse ou sucrée - Audition de MM. Jean-Philippe André, président (en visioconférence), Simon Foucault, directeur des affaires publiques, de l'Association nationale des industries alimentaires, Laurent Oger, directeur général de l'Association internationale des édulcorants, et Mme Hélène Courades, directrice générale de Boissons rafraîchissantes de France.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de représentants des biologistes médicaux : MM. Alain Le Meur, président de l'Association pour le progrès de la biologie médicale, Sébastien Gibault, directeur général de Synlab et Laurent Escudé, directeur général de Cerballiance.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant statut de personne morale de droit public à statut particulier à l'Académie nationale de chirurgie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Branche accidents du travail - maladies professionnelles (AT-MP) - Audition de Mme Anne Thiebeauld, directrice de la prévention des risques professionnels, et de M. Laurent Bailly, directeur adjoint de la prévention des risques professionnels à la Cnam.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur la santé respiratoire - Audition de Mme Véronique Hamayon, présidente de la 6e chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Frédéric Valletoux, ministre délégué chargé de la santé et de la prévention.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Fiscalité comportementale dans le domaine de la santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mission d'information sur la financiarisation de la santé - Audition de représentants des grands groupes d'hospitalisation privée.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des affaires sociales*) : Rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale (Ralfss) et la certification des comptes de la sécurité sociale - Audition de Mme Véronique Hamayon, présidente de la 6e chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 10 juillet 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Scotté, préalable à sa nomination en tant que directeur général de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Financiarisation de l'offre de soins - Examen du rapport d'information.

Situation des Ehpad - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2023 et situation financière de la sécurité sociale - Audition de M. Pierre Pribile, directeur de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2023 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 17 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics.

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Les politiques d'exonérations de cotisations sociales - Audition de M. Antoine Bozio, co-auteur, sur les conclusions du rapport de MM. Antoine Bozio et Étienne Wasmer.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine Paugam-Burtz, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Paul Christophe, ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, ministre de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidants - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission (deuxième lecture).

Réunion du jeudi 31 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam).

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2025 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Astrid Panosyan-Bouvet, ministre du travail et de l'emploi.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Renaud Villard, directeur général de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Communication relative à la situation financière de la sécurité sociale - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Damien Ientile, directeur de l'Urssaf Caisse nationale.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 18 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 19 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 10 décembre 2024 (*CE Eaux en bouteille*) : Audition de MM. Christophe Poinssot, directeur général délégué et directeur scientifique, et Alain Dupuy, directeur du programme « Eaux souterraines et changement global », du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi spéciale - Audition de MM. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, démissionnaire, et Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics, démissionnaire.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Réforme de l'accès aux études de santé - Enquête de la Cour des comptes - Audition de M. Nacer Meddah, président de la troisième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Examen du rapport.

(*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Adoption du programme de travail.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune [n° 244 (2023-2024)]** - (24 janvier 2024) - **Article 1er** (*Obligation de décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune*) : p. 292

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (31 janvier 2024) - **Article additionnel avant l'article 6 - Amendement n° 286** (*Crédit d'impôt sur le revenu au titre des frais de déplacement journaliers entre le domicile et le lieu de travail pour les aides à domicile*) : p. 530 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 154 rectifié** (*Caractère facultatif de la réforme des services autonomie à domicile*) : p. 545

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les consommateurs floués sur la qualité de l'eau minérale** - (7 février 2024) : p. 733 p. 734

- **Candidature à une éventuelle commission mixte paritaire** - (7 février 2024) : p. 743

- **Question orale sans débat sur les examens de biologie médicale délocalisée** - (19 mars 2024) : p. 1841

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Article 1er** (*Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part*) : p. 2024

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (2 avril 2024) : p. 2365

- **Débat sur le programme de stabilité et l'orientation des finances publiques** - (30 avril 2024) : p. 2738 p. 2739

- **Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 618 (2023-2024)]** - (29 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3389

- **Question orale sans débat sur la souveraineté alimentaire et la formation des futurs agriculteurs** - (4 juin 2024) : p. 3579 p. 3580

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 7 (supprimé) (priorité)** (*Simplifier la présentation des bulletins de paie*) : p. 3619

- **Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2023 [n° 35 (2024-2025)]** - (22 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4435 p. 4436 - **Question préalable** : p. 4445

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au taux de mercure dans les boîtes de thon** - (30 octobre 2024) : p. 4594

- **Débat sur le thème : « Plan budgétaire et structurel national à moyen terme et orientation des finances publiques »** - (30 octobre 2024) : p. 4633

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (18 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5036 p. 5037 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5045 - **Question préalable** : p. 5049 - **Discussion générale** : p. 5059 - **Article liminaire** (*Répartition des prévisions de dépenses, de recettes et de solde des administrations de sécurité sociale pour les années 2024 et 2025*) : p. 5068 p. 5069

Première partie :

- (18 novembre 2024) - **Article 1er** (*Rectification des tableaux d'équilibre*) : p. 5070 p. 5071 - **Article 2** (*Rectification de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam*) : p. 5073 p. 5074 p. 5077 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1359** (*Abaissement du niveau du seuil de déclenchement de la clause de sauvegarde des dispositifs médicaux pour 2024*) : p. 5080 p. 5081

Deuxième partie :

- (18 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 901 rectifié ter** (*Financement de la branche maladie par une « micro-taxe » de 0,25 % sur les paiements scripturaux*) : p. 5100

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 408 rectifié** (*Rétablissement de l'assiette originelle des cotisations sociales des exploitants agricoles*) : p. 5117 p. 5117 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° 739 rectifié et n° 1174 rectifié** (*Exonération des non-résidents du paiement de la CSG et de la CRDS sur les revenus du patrimoine qu'ils perçoivent en France*) : p. 5119 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 648** (*Instauration d'une CSG progressive sur les revenus d'activité*) : p. 5120 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 358 rectifié** (*Alignement du taux plein de CSG sur les retraites sur le taux de CSG sur les revenus d'activité*) : p. 5120 p. 5121 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 359 rectifié** (*Alignement du taux médian de CSG sur les retraites sur le taux plein de CSG sur les retraites*) : p. 5122 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 842** (*Instauration d'une contribution additionnelle sur les bénéfices des sociétés*) : p. 5125 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 1101** (*Instauration d'une contribution sociale exceptionnelle sur les bénéfices des sociétés pétrolières*) : p. 5128 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 232 rectifié ter** (*Création d'une surcotisation sociale affectée à la branche vieillesse*) : p. 5129 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° 646 et n° 955 rectifié** (*Instauration d'un malus sur les cotisations Accidents du travail – Maladies professionnelles (AT-MP) en cas d'insuffisance de prévention des risques de maladie professionnelle*) : p. 5132 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° 686 rectifié et n° 819** (*Instauration de cotisations supplémentaires aux entreprises donneuses d'ordre lorsqu'une entreprise sous-traitante dépasse un taux de sinistralité fixé par décret*) : p. 5134 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 1319 rectifié** (*Précision que les cotisations diffuseurs sont dues par les diffuseurs sur les rémunérations versées au titre du droit de représentation des artistes*) : p. 5134 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 1320 rectifié** (*Prise en considération des cotisations versées au régime général d'assurance vieillesse malgré les dysfonctionnements intervenus dans la gestion de l'Association pour la gestion de la sécurité sociale des auteurs (Agressa) entre 1977 et 2019*) : p. 5135 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 845** (*Rapport sur la mise en place d'une taxe sur les salaires affectée à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL)*) : p. 5136 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 905 rectifié ter** (*Exonération de taxe sur les salaires des associations régies par la loi du 1er juillet 1901, des fondations, des fonds de dotation*) : p. 5137 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 872 rectifié quater** (*Exonération des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) privés à but non lucratif de taxe sur les salaires*) : p. 5137 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° 963 et n° 1165 rectifié quater** (*Exonération des hôpitaux et des Ehpad de taxe sur les salaires*) : p. 5138 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° 608 rectifié bis, n° 747, n° 798 rectifié et n° 906 rectifié** (*Exonération des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux associatifs et des fondations des secteurs sanitaire, social et médico-social des taux majorés de la taxe sur les salaires*) : p. 5140 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 866**

rectifié (Rapport sur l'instauration progressive d'une part de capitalisation obligatoire dans le système de retraites français) : p. 5140 - **Article 4** (Pérennisation de l'exonération en faveur des employeurs agricoles de travailleurs occasionnels et de demandeurs d'emploi (TO-DE)) : p. 5141 p. 5144 p. 5145 p. 5146 p. 5147 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 299 rectifié** (Éligibilité des coopératives agricoles de fruits et légumes à l'exonération dite TO-DE) : p. 5148 p. 5149 - **Article 5** (Cumul de l'exonération applicable aux jeunes agriculteurs et des taux réduits de cotisations) : p. 5150 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 233 rectifié** (Création en 2024 d'une exonération de cotisations sociales patronales pour les exploitants viticoles ayant subi une perte de chiffre d'affaires par rapport à 2023) : p. 5151 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 234 rectifié** (Création d'une exonération pérenne de cotisations sociales pour les non-salariés agricoles du secteur viticole ayant subi une perte de chiffre d'affaires d'une année à l'autre) : p. 5152 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 8 rectifié quater, n° 334 rectifié, n° 367 rectifié bis et n° 1266 rectifié** (Création d'une exonération temporaire de cotisations sociales en faveur des non-salariés agricoles concernés par la fièvre catarrhale ovine) : p. 5153 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1214** (Instauration d'une exonération de cotisations sociales des non-salariés agricoles pour les revenus issus des activités de location de meublés de tourisme) : p. 5155 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 466 rectifié** (Instauration à titre expérimental d'une exonération totale des cotisations sociales pour les jeunes chefs d'exploitation agricole en outre-mer) : p. 5156 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1138 rectifié** (Extension de l'exonération « Travailleurs occasionnels demandeurs d'emploi », dite TO-DE, aux coopératives viticoles) : p. 5157 - **Article 5 ter (nouveau)** (Application à Mayotte de la réforme de l'assiette sociale pour les travailleurs indépendants non-agricoles et extension d'une habilitation à légiférer par ordonnance) : p. 5158 p. 5159 - **Article 5 quater (nouveau)** (Rapport sur la réforme de l'assiette des cotisations sociales des travailleurs indépendants) : p. 5159 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 577 rectifié** (Extension aux EPCI de l'exonération patronale pour l'emploi des aides à domicile dont bénéficient les centres intercommunaux d'action sociale) : p. 5160 p. 5161 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 933 rectifié** (Énumération limitative des ressources de l'assurance maladie) : p. 5162 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 937 rectifié** (Soumission des rachats d'action à l'assiette des cotisations de sécurité sociale) : p. 5164 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 1089** (Prestations versées aux volontaires du service civique par les organismes d'accueil - Exonération de cotisations sociales) : p. 5165 - **Article 6** (Réforme des allègements généraux de cotisations patronales) : p. 5169 p. 5170 p. 5173 - **Article 6 (suite)** (Réforme des allègements généraux de cotisations patronales) : p. 5177 p. 5178 p. 5180 p. 5184 p. 5185 p. 5187 p. 5190 p. 5191 p. 5192 p. 5193 p. 5194 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 934** (Minoration du bandeau maladie en fonction de critères sociaux et environnementaux) : p. 5194 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 837 et n° 935** (Intégration des dispositifs de partage de la valeur à la rémunération prise en compte pour le calcul des allègements généraux de cotisations patronales/Minoration des allègements dégressifs en fonction de critères sociaux et environnementaux) : p. 5196 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 85 rectifié bis, n° 1267 rectifié ter et n° 1037 rectifié** (Réduction/exonération de cotisations sociales/au profit des Ehpad et unités de soins de longue durée publics) : p. 5197 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 596 rectifié et n° 645** (Compensation des réductions ou exonérations de cotisation par des mesures du même type) : p. 5199 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 647** (Calcul des allègements généraux des entreprises relevant d'une branche dont les salaires minimaux sont inférieurs au Smic) : p. 5200 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 822, n° 944 rectifié et n° 1220 rectifié ter** (Passage de 20 % à 30 % du taux de cotisation patronale sur les actions gratuites) : p. 5201 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 938 et**

n° 665 rectifié (Rétablissement des cotisations sociales de la prime de partage de la valeur) : p. 5202 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 913 rectifié** (Possibilité pour les travailleurs indépendants de se verser une prime exonérée d'impôt et de charges sociales) : p. 5204 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 644** (Extension aux syndicats mixtes « fermés » de l'exonération de charges sociales accordée en contrepartie des tâches effectuées au domicile des personnes âgées ou en situation de handicap) : p. 5204 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 549 rectifié** (Exonération de cotisations et contributions sociales des heures de téléconsultation médicale au sein de sociétés de téléconsultation) : p. 5205 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 1269** (Rapport sur les conditions d'assujettissement à la TVA des établissements ou services médicaux-sociaux (ESMS)) : p. 5206 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 827 et n° 641** (Abrogation de l'exonération de cotisations vieillesse/sociales sur les heures supplémentaires et complémentaires) : p. 5207 p. 5209 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 342 rectifié** (Exclusion de l'assiette des cotisations sociales des véhicules mis à la disposition permanente des intervenants à domicile par leur employeur) : p. 5209 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 230 rectifié ter et n° 790 rectifié bis** (Mutualisation des coûts liés à certaines maladies professionnelles des bénéficiaires de l'obligation d'emploi de travailleur handicapé pour le calcul des cotisations AT-MP (accidents du travail/maladies professionnelles)) : p. 5210

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 6 (suite) - Amendements n° 464 rectifié bis, n° 1093 rectifié bis et n° 1297 rectifié ter** (Inclusion pour les années 2026 et 2027 du BTP de Guadeloupe, de Martinique et de La Réunion dans le dispositif « Lodéom renforcé ») : p. 5244 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 221 rectifié ter, n° 289 rectifié bis et n° 337 rectifié** (Possibilité pour les employeurs et indépendants ultramarins de conclure avec les organismes de recouvrement des plans d'apurement de leurs dettes de cotisations et contributions sociales) : p. 5247 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 833** (Rapport sur la perte de recettes qui aurait été évitée par le gel des barèmes des allègements généraux et la suppression des exonérations de cotisations au-delà de deux fois le Smic) : p. 5248 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 823** (Plafonnement de l'abattement de 1,75 % sur l'assiette de la CSG-CRDS au titre des frais professionnels à deux fois le plafond annuel de la sécurité sociale (Pass)) : p. 5249 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 586 rectifié** (Expérimentation permettant aux chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole d'opter pour que leurs cotisations soient calculées à titre provisionnel sur la base d'une assiette fixée forfaitairement) : p. 5249 p. 5251 - **Article 7** (Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance) : p. 5255 p. 5256 p. 5262 p. 5263 p. 5264 p. 5265 p. 5268 p. 5270 p. 5271 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 1213** (Plafonnement de la part de la rémunération d'un apprenti intégralement exonérée de cotisations salariales) : p. 5272 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 942 rectifié, n° 1107, n° 368 rectifié bis, n° 1221 rectifié ter et n° 1068 rectifié bis** (Augmentation du taux de la CSG sur les revenus du capital) : p. 5273 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 945** (Création d'une contribution sur les plateformes de mise en relation par voie électronique) : p. 5277 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 575 rectifié** (Assujettissement des travailleurs indépendants et des rémunérations du partage de la valeur à la contribution de solidarité à l'autonomie) : p. 5278 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 754 rectifié** (Création d'une contribution de solidarité sur les dividendes au profit de la branche autonomie) : p. 5279 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 616 rectifié et 831 rectifié** (Instauration d'une contribution sur les successions et donations) : p. 5280 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 948** (Création d'une contribution de solidarité sur les dividendes au profit de la branche autonomie) : p. 5281 -

Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 940 (Création d'une contribution des revenus financiers des sociétés au bénéfice des caisses d'assurance vieillesse): p. 5282 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 649 rectifié, n° 753 rectifié et n° 957 rectifié** (Création d'une contribution sur les revenus générés par les Ehpad privés à but lucratif): p. 5283 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 682 rectifié** (Instauration d'une cotisation sur les dividendes des établissements et services sociaux et médico-sociaux): p. 5287 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 125, n° 903 rectifié ter, n° 1043 rectifié bis, n° 820, n° 904 rectifié ter, n° 947, n° 574 rectifié et 1169 rectifié** (Augmentation du taux de contribution de solidarité à l'autonomie): p. 5289 p. 5290 p. 5294 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 1172 rectifié** (Prise en compte des vingt-cinq meilleures années pour le calcul des retraites des fonctionnaires): p. 5304 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 949** (Majoration des cotisations des employeurs recourant au temps partiel): p. 5304 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 1145 rectifié bis** (Attribution d'une fraction de CSG à la Caisse des Français de l'étranger): p. 5310 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 315 rectifié bis** (Attribution d'une fraction de CSG à la Caisse des Français de l'étranger): p. 5311 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 442 rectifié bis, n° 785 rectifié ter, n° 907 rectifié, n° 1040 rectifié bis, n° 1202 rectifié bis et n° 1270 rectifié bis** (Ajustement de l'exclusion par la LFSS 2024 des salariés mis à disposition des entreprises par les groupements d'employeurs du calcul des effectifs de ces entreprises utilisatrices): p. 5312 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° 104 rectifié** (Échange d'informations entre les services consulaires de l'État et les administrations fiscales): p. 5314 - **Article 8 quinques (nouveau)** (Ajustements techniques au dispositif de précompte des cotisations et contributions sociales par les plateformes de mise en relation sur le chiffre d'affaires reversé aux micro-entrepreneurs qui les utilisent): p. 5315 p. 5316 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendements n° 15 rectifié et n° 105 rectifié** (Précisions relatives à la résidence principale): p. 5317 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° 1236 rectifié bis** (Information de l'employeur en cas d'arrêt de travail frauduleux): p. 5318 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendements n° 374 rectifié bis et n° 449 rectifié** (Obligation qui pèse à la charge d'un organisme de sécurité sociale constatant des fraudes aux arrêts de travail, d'en informer l'employeur de la personne ayant commis cette fraude): p. 5318 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° 204 rectifié** (Habilitation des agents en charge de la lutte contre la fraude à consulter le fichier PNR): p. 5319 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° 27 rectifié** (Suspension des droits d'une personne faisant l'objet d'une OQTF sauf cas d'urgence médicale): p. 5319 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° 18 rectifié** (Extension de l'accès des organismes de sécurité sociale au FPR): p. 5320 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° 29 rectifié** (Extension de la procédure de flagrance sociale à la fraude aux prestations sociales): p. 5320 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° 23 rectifié** (Obligation de consultation de l'application de gestion des dossiers des ressortissants étrangers en France avant l'attribution d'un numéro d'inscription au répertoire d'identification des personnes physiques): p. 5321

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° 11 rectifié bis** (Organisation d'échange de données entre organismes de sécurité sociale européens): p. 5336 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° 28 rectifié** (Intégration des agents des conseils départementaux aux échanges d'informations entre les agents de l'État et des organismes de protection sociale à des fins de lutte contre la fraude): p. 5337 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° 13 rectifié** (Extension aux présidents des tribunaux de commerce de l'habilitation à échanger des documents en lien avec la fraude présumée): p. 5338 - **Article additionnel après l'article 8 quinques -**

Amendement n° 103 rectifié (Extension de l'habilitation à lutter contre la fraude aux agents consulaires): p. 5338 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° 832** (Annulation automatique des prestations prises en charge par l'assurance maladie au bénéfice d'un professionnel de santé frauduleux): p. 5339 p. 5341 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendements n° 821 rectifié et n° 941** (Augmentation de la majoration de redressement après une première condamnation pour travail dissimulé): p. 5342 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° 772 rectifié bis** (Remplacement du mot « prestations » par le mot « somme » dans des dispositions relatives à l'opposition à tiers détenteur): p. 5343 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° 325 rectifié** (Obligations déclaratives qui incombent à un employeur): p. 5344 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° 21 rectifié** (Communication aux services de l'état civil de la décision de suspension du versement de la retraite d'un pensionné vivant à l'étranger): p. 5345 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° 909 rectifié ter** (Restriction de la délivrance d'attestations relatives aux obligations déclaratives et de paiement): p. 5345 p. 5346 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° 771 rectifié bis** (Suspension des délais de prescription des procédures de recouvrement de cotisations pendant la procédure de dialogue et de conciliation): p. 5346 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° 326 rectifié** (Vérification du respect des obligations fiscales et sociales des centres d'hébergement et de réinsertion sociale): p. 5347 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° 12 rectifié** (Demande de rapport sur la lutte contre la fraude transfrontalière): p. 5347 - **Article 9** (Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux): p. 5349 p. 5352 p. 5353 p. 5354 p. 5356 p. 5357 p. 5358 p. 5359 p. 5360 p. 5361 p. 5362 p. 5363 p. 5364

- **Salutations à Alexandre Lloveras, champion paralympique** - (21 novembre 2024): p. 5365

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)] (suite)** - (21 novembre 2024) - **Article 9 (suite)** (Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux): p. 5366 p. 5368 p. 5370 p. 5371 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 363 rectifié bis, n° 364 rectifié bis et n° 365 rectifié bis** (Réduction de l'assiette de la contribution sociale de solidarité pour les distributeurs en gros de médicaments): p. 5372 p. 5373 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 1306 rectifié bis** (Instauration d'un taux dérogatoire pour la troisième part de la contribution sur vente de gros dans les collectivités visées à l'article 73 de la Constitution): p. 5374 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 130 et n° 631 rectifié bis** (Avancement de la date de transmission du rapport d'activité du comité économique des produits de santé (CEPS)): p. 5375 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 109 rectifié** (Exclusion des biosimilaires du mécanisme de remises associé aux autorisations de mise sur le marché (AMM) miroirs): p. 5376 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 505 rectifié** (Suppression de l'exonération de TVA visant les importations de prothèses dentaires par les dentistes ou prothésistes dentaires): p. 5376 - **Article 9 bis (nouveau)** (Réforme de la contribution sur les boissons à sucres ajoutés): p. 5378 p. 5380 p. 5381 p. 5382 p. 5383 p. 5384 p. 5385 p. 5386 p. 5388 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 550, n° 618 rectifié et n° 720 rectifié** (Instauration d'une taxe sur les bières aromatisées sucrées ou édulcorées): p. 5389 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 722 rectifié** (Instauration d'une taxe spécifique sur les bières titrant à plus de 8 % d'alcool): p. 5391 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 1100** (Instauration d'un prix minimum sur les boissons alcooliques): p. 5392 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 547 rectifié** (Élargissement de l'assiette de la cotisation sur les boissons alcooliques): p. 5393 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 545** (Suppression du plafond de relèvement annuel des tarifs de l'accise sur les boissons alcooliques): p. 5394 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 1303**

rectifié ter (Instauration d'une taxe sur les dépenses de publicité numérique portant sur la promotion d'une boisson alcoolique) : p. 5394 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 621 rectifié, n° 1183 rectifié bis et n° 1098** (Création d'une taxe sur les frais publicitaires en faveur des boissons alcooliques) : p. 5397 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 1262** (Création d'une taxe sur les publicités en faveur des boissons alcooliques à La Réunion) : p. 5399 p. 5401 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 1177 rectifié, n° 723 rectifié bis, n° 296 rectifié, n° 1162 rectifié, n° 589 rectifié, n° 559 rectifié bis, n° 1094, n° 297 rectifié et n° 469 rectifié** (Création d'une taxe sur les produits alimentaires transformés contenant des sucres ajoutés) : p. 5406 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 3 rectifié, n° 489 rectifié, n° 846 rectifié, n° 1007, n° 1244 rectifié bis, n° 291 rectifié, n° 292 rectifié, n° 651 rectifié, n° 1212 rectifié bis et n° 560 rectifié bis** (Création d'une taxe sur les publicités pour les produits alimentaires transformés et les boissons ciblant les moins de 16 ans) : p. 5410 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 294 rectifié et n° 685 rectifié** (Création d'une taxe sur les produits alimentaires due en l'absence d'affichage du Nutri-score) : p. 5412 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 1096, n° 293 rectifié, n° 725 rectifié, 19 rectifié bis, n° 1312 rectifié et n° 964** (Création d'une obligation d'affichage du Nutri-score dans les publicités alimentaires et création d'une taxe due en l'absence d'affichage du Nutri-score) : p. 5418 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 295 rectifié bis** (Remise d'un rapport sur les effets de la taxe soda sur la santé publique) : p. 5418 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 298 rectifié** (Remise de rapport sur la possibilité d'une taxation des produits alimentaires transformés) : p. 5418 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 1149 rectifié quater** (Création d'une taxe sur les publicités faisant la promotion des téléphones mobiles et des applications mobiles) : p. 5419 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 134 rectifié, n° 652 rectifié ter, n° 1097, n° 1217 rectifié et n° 824 rectifié** (Renforcement de la fiscalité sur les jeux d'argent et de hasard) : p. 5420 p. 5424 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 653 rectifié, n° 897 rectifié, n° 946 et n° 1099** (Création d'une taxe sur la publicité pour les paris en ligne et les jeux d'argent et de hasard) : p. 5427 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 352 rectifié bis, n° 775, n° 1198 rectifié bis, n° 1168 rectifié, n° 546, n° 1039 rectifié bis, n° 776 et n° 1148 rectifié bis** (Dans le cas des produits nicotinés hors vapotage, assujettissement à l'accise sur les tabacs, instauration d'un monopole de vente par les buralistes et interdiction de vente aux mineurs) : p. 5435 p. 5437 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 353 rectifié ter et n° 774** (Fiscalisation et encadrement de la vente des produits du vapotage) : p. 5439 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 261 rectifié, n° 717, n° 1095, 135 rectifié bis et n° 718** (Forte augmentation de la fiscalité du tabac d'ici 2027) : p. 5443 p. 5444 p. 5445 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 306** (Révision annuelle des droits d'accises sur les produits du tabac - Règle en vigueur jusqu'au 1er janvier 2023 - Rétablissement) : p. 5446 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 454 rectifié** (Fiscalisation du cannabis) : p. 5448 - **Article 9 ter (nouveau)** (Extension des remises commerciales aux médicaments biosimilaires et hybrides substituables) : p. 5450 - **Article 9 quater (nouveau)** (Taxe sur les publicités sur les prothèses auditives au profit de la Caisse nationale d'assurance maladie) : p. 5450 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 859 rectifié** (Modification de la procédure de recouvrement de cotisations pour travail illégal) : p. 5451 -

Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 863 rectifié (Suspension de la procédure de recouvrement de cotisations au stade de la contestation de la mise en demeure) : p. 5451 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 860 rectifié** (Mention sur l'avertissement ou la mise en demeure de la faculté de se faire assister d'un conseil sous peine de nullité) : p. 5452 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 858 rectifié** (Limitation à 3 mois de la durée de suspension du délai de prescription des cotisations dans le cadre d'un contrôle) : p. 5453 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 861 rectifié** (Mention, parmi les éléments obligatoires dans une contrainte, de l'information que le cotisant a la faculté de se faire assister du conseil de son choix) : p. 5453 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 862 rectifié** (Extension de la transmission des procès-verbaux constatant un travail dissimulé à la personne concernée avant même une décision de poursuite ou d'enquête par le Procureur de la République) : p. 5454 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 1322 rectifié bis** (Ouverture par les organismes de sécurité sociale d'une procédure d'action récursoire à l'encontre d'employeurs d'artistes auteurs qui ne se verraient pas verser leurs pensions) : p. 5454 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 1035 rectifié** (Taux réduit de 10,27 % de taxe de solidarité additionnelle aux cotisations d'assurance maladie complémentaire, sur les garanties des complémentaires santé prenant en charge l'activité physique et des séances de diététique) : p. 5455 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° 566 rectifié bis et n° 869 rectifié** (Baisse du taux de TSA à 7,04 % pour les contrats de complémentaire santé non aidés) : p. 5457 - **Article 10** (Approbation du montant de la compensation des exonérations mentionné à l'annexe 4) : p. 5457 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1265** (Compensation de l'Unédic - Niveau de plafonnement à appliquer - Rôle du Parlement) : p. 5458 - **Article 8 (précédemment réservé)** (Transferts financiers au sein des administrations de sécurité sociale et avec le budget de l'État (« article tuyau »)) : p. 5461 p. 5463 - **Article 11** (Tableaux d'équilibre 2025 et Fonds de solidarité vieillesse (FSV)) : p. 5465 p. 5466 p. 5467 - **Article 12** (Objectif d'amortissement de la dette sociale et prévisions sur les recettes du Fonds de réserve pour les retraites (FRR) et du Fonds de solidarité vieillesse (FSV)) : p. 5468 p. 5469 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 958** (Établissements non habilités à l'aide sociale et pratiquant des tarifs d'hébergement libres - Redevance - Instauration) : p. 5469 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 956** (Financement de l'assurance vieillesse - Taux de cotisation patronale - Augmentation) : p. 5470 - **Article 14** (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale) : p. 5476 p. 5482 p. 5485 p. 5491 - **Explications de vote sur l'ensemble de la deuxième partie** : p. 5493

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2024) - **Article 17 septies (nouveau)** (Extension du champ de l'expérimentation de l'accès direct aux masseurs-kinésithérapeutes en CPTS) : p. 5603

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)]** - (18 décembre 2024) - **Discussion générale** : p. 7588 p. 7591

DOSSUS (Thomas)
sénateur (Rhône)
GEST

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024 ; puis vice-président le 7 mai 2024.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024.

Vice-président de la commission d'enquête sur l'utilisation du réseau social TikTok, son exploitation des données, sa stratégie d'influence.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (20 mars 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (22 mai 2024).

Membre titulaire du Conseil supérieur des archives.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à inviter la France à saisir la Cour pénale internationale sur la situation à Gaza [n° 236 (2023-2024)] (5 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Traités et conventions.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la mise en œuvre du contrôle de l'État sur les établissements d'enseignement privés sous contrat [n° 447 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter la reconnaissance du genre à l'état civil [n° 490 (2023-2024)] (2 avril 2024) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à assurer aux patients le respect de leur choix de fin de vie [n° 518 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à permettre des expérimentations territoriales de légalisation du cannabis sur le modèle allemand [n° 537 (2023-2024)] (11 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à la création d'un ticket climat [n° 539 (2023-2024)] (11 avril 2024) - **Environnement - Société - Transports.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l'alimentation [n° 605 (2023-2024)] (16 mai 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les aides à la décarbonation de l'industrie du plan France 2030 : des engagements à clarifier, un déploiement à accélérer [n° 640 (2023-2024)] (29 mai 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi systématisant la radiation des cadres militaires définitivement condamnés pour violences sexuelles [n° 703 (2023-2024)] (25 juin 2024) - **Défense - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'une délégation parlementaire au numérique [n° 712 (2023-2024)] (27 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer la proportionnelle aux élections législatives [n° 727 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à faire prévaloir le droit international dans le territoire palestinien occupé depuis 1967 pour donner suite à l'avis consultatif du 19 juillet 2024 de la Cour internationale de Justice et faire reconnaître l'illégalité de la colonisation israélienne en Palestine [n° 746 (2023-2024)] (1er août 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la présence de plomb dans l'environnement [n° 757 (2023-2024)] (12 septembre 2024) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Investir pour la France de 2030 [n° 34 tome 2 annexe 17 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à accélérer la réduction du plastique à usage unique dès 2026 [n° 103 (2024-2025)] (30 octobre 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à promouvoir et démocratiser l'accès aux vacances sportives [n° 123 (2024-2025)] (6 novembre 2024) - **Culture - Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Investir pour la France de 2030 [n° 144 tome 3 annexe 17 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives [n° 163 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement, adoptée par l'Assemblée nationale (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du plan « France 2030 » - Audition de M. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement.

Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Dégradation du déficit public en 2023 - Communication.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans - Examen de la recevabilité financière.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*CS Simplification*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*CS Simplification*) : Projet de loi de simplification de la vie économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Aides à la décarbonation de l'industrie du plan France 2030 - Communication.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à mettre en place une imposition des sociétés plus juste et plus écologique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 septembre 2024 (*commission des finances*) : Situation économique et budgétaire de la France et préparation du projet de loi de finances pour 2025 - Communication.

Réunion du vendredi 11 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de MM. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics.

Projet de loi de finances pour 2025 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Perspectives de l'économie française et la situation des finances publiques - Audition de Mme Anne-Laure Delatte, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), rattachée à l'université Paris Dauphine-PSL (en visioconférence), M. Olivier Redoulès, directeur des études de l'Institut Rexecode, et Mme Natacha Valla, présidente du Conseil national de productivité (CNP).

Réunion du jeudi 31 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Investir pour la France de 2030 » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*CS Cybersécurité*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 19 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 60) et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie », « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » et « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » et « Sécurité nucléaire et radioprotection » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Affaires maritimes, pêche et aquaculture » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi spéciale - Audition de MM. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, démissionnaire, et Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics, démissionnaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Violences associées au football, dans et hors des stades »** - (17 janvier 2024) : p. 119

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation agricole** - (24 janvier 2024) : p. 246
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mobilisation des agriculteurs (I)** - (24 janvier 2024) : p. 247
- **Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement - Deuxième lecture [n° 248 (2023-2024)]** - (24 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 268
- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 476
- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Renvoi à la commission** : p. 761
- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports [n° 319 (2023-2024)]** - (13 février 2024) - **Article 1er** (*Extension des prérogatives des agents de sûreté de la SNCF et de la RATP en matière de palpations et de saisies*) : p. 870 - **Article 8** (*Pérennisation de la faculté pour les agents de contrôle de faire usage de caméras-piétons*) : p. 884 - **Article 8 bis (nouveau)** (*Expérimentation d'une faculté pour les conducteurs d'autobus et d'autocars de faire usage de caméras-piétons*) : p. 885 - **Article 9** (*Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle par le GPSR et la SUGE pour assurer le traitement des réquisitions judiciaires*) : p. 888
- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Question préalable** : p. 1208 - **Article unique** (*Constitutionnalisation de la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse*) : p. 1222
- **Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française [n° 365 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1318 - **Article 1er** (*Orientation d'une partie des encours du livret A et du livret de développement durable et solidaire vers les entreprises de l'industrie de défense française*) : p. 1327 p. 1330 p. 1331 p. 1332
- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (6 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 225 rectifié, n° 244 rectifié, n° 283 rectifié bis et n° 385** (*Extension aux élus de Paris, Marseille et Lyon des garanties accordées aux conseillers municipaux*) : p. 1450
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport de la Cour des comptes** - (13 mars 2024) : p. 1674 p. 1675
- **Débat sur le rapport public annuel de la Cour des comptes** - (13 mars 2024) : p. 1691 p. 1700
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Gaza** - (20 mars 2024) : p. 1937
- **Projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique - Commission mixte paritaire [n° 470 (2023-2024)]** - (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2331
- **Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement - Troisième lecture [n° 473 (2023-2024)]** - (3 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2417 p. 2418 p. 2419
- **Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 499 (2023-2024)]** - (10 avril 2024) - **Rappels au règlement** : p. 2632
- **Débat sur le thème : « Haut-Commissariat au plan : quel bilan et quelle influence sur les politiques publiques depuis 2020 ? »** - (10 avril 2024) : p. 2669
- **Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France [n° 585 (2023-2024)]** - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2891 - **Article 1er** (*Faculté de créer des actions à droits de vote multiples lors d'une introduction en bourse et diverses autres dispositions visant à faciliter le financement des entreprises*) : p. 2902 p. 2903 p. 2905 - **Article 2** (*Assouplissement des règles relatives aux fonds communs de placement à risques*) : p. 2907 - **Article 3** (*Assouplissement des conditions des augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription*) : p. 2914 p. 2915 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 8** (*Conditionnalité de l'application des dispositions du titre Ier au respect d'engagement par les entreprises*) : p. 2922 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 9** (*Conditionnalité de l'application des dispositions du titre Ier au respect d'engagement par les entreprises*) : p. 2922 - **Article 10** (*Modernisation des modes de réunion et de délibération des assemblées générales et d'autres organes sociaux des sociétés commerciales*) : p. 2927 p. 2928 p. 2931 - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour réformer le régime des nullités en droit des sociétés*) : p. 2934
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réforme de l'audiovisuel public** - (22 mai 2024) : p. 3140
- **Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France [n° 596 (2023-2024)]** - (22 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3198 - **Article 1er** (*Création d'un répertoire des représentants d'intérêts agissant pour le compte de mandants étrangers*) : p. 3214 p. 3215 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 34** (*Pénalisation du fait d'imiter l'identité d'une agence de presse ou d'un média pour partager des informations*) : p. 3219 - **Article 3** (*Extension de la technique dite de l'algorithme aux cas d'ingérence étrangère*) : p. 3224 p. 3228
- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 623 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3322
- **Proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées [n° 620 (2023-2024)]** - (30 mai 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3448
- **Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France - Commission mixte paritaire [n° 632 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3495
- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Discussion générale** : p. 3532 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendements n° 48 rectifié, n° 353 rectifié, n° 393 rectifié et n° 550** (*Inclure les biens issus du recyclage et du réemploi dans la catégorie « achats innovants »*) : p. 3546 p. 3547
- **Question orale sans débat sur l'expulsion de résidents des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires dans le cadre des jeux Olympiques et Paralympiques 2024** - (4 juin 2024) : p. 3579
- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)] (suite)** - (4 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 5 (priorité) - Amendement n° 340** (*Autoriser les procédures de négociation pour les produits d'assurance*) : p. 3606 - **Article 6 (priorité)** (*Faciliter les processus de vente de fonds de commerce et de cessions d'entreprises en réduisant le délai d'information préalable des salariés*) : p. 3613 - **Article 9 (priorité)** (*Facilitation du recours à la médiation pour le règlement de litiges avec l'administration*) : p. 3631 - **Article 12 (priorité)** (*Magistrats honoraires et juges des référés*) : p. 3639 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité) - Amendement n° 327 rectifié** (*Avis conforme du Conseil supérieur des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel - CSTACAA - sur les nominations de magistrats honoraires*) : p. 3640 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité) - Amendement n° 328** (*Possibilité de désigner des premiers vice-présidents au sein des juridictions administratives comptant entre 5 et 8 chambres*) : p. 3640 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 322** (*Création de France Planification,*

issue de la fusion du Haut-Commissariat au Plan, du Commissariat général à la stratégie et à la prospective, du Secrétariat général pour l'investissement et du Secrétariat général à la planification écologique) : p. 3678 p. 3679 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 330** (Rapport d'évaluation des mesures de simplification adoptées précédemment) : p. 3680 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 323** (Demande de rapport sur la rationalisation des instances administratives consultatives) : p. 3680 p. 3681 - **Article 1er** (Suppression de comités, de commissions, de conseils et d'observatoires) : p. 3682 - **Article 15** (Faciliter l'implantation de centres de données d'envergure) : p. 3706 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 333** (Débat annuel sur la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) par les projets d'envergure nationale et européenne) : p. 3716

- **Suite de la discussion** (5 juin 2024) - **Article 18** (Simplifier la mise en œuvre des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité) : p. 3774 p. 3777 p. 3779 p. 3782 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 318 rectifié bis, n° 341, n° 319 rectifié bis et n° 342** (Possibilité pour les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices de tenir compte du caractère nouveau ou non de l'installation de production d'électricité dans les critères d'attribution des contrats de long terme en matière d'électricité) : p. 3802 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 343** (Application des contrats de long terme en matière d'électricité dans les zones non interconnectées au réseau dit « métropolitain continental » (ZNI)) : p. 3803 - **Article 21 ter (nouveau)** (Application aux projets d'installation de production d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone et à leurs projets d'installation de stockage de la raison impérative d'intérêt public majeur (RIIPM)) : p. 3808 - **Intitulé du projet de loi** : p. 3811

- **Expression des groupes sur la situation politique à l'issue des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024** - (18 juillet 2024) : p. 3824

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3878

- **Débat sur le thème « Croissance de la dette publique de la France »** - (8 octobre 2024) : p. 3900

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (16 octobre 2024) - **Article 13** (Actualisation du contenu de la prochaine programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE)) : p. 4214

- **Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 21 (2024-2025)]** - (17 octobre 2024) - **Article 1er** (Contrôle du pluralisme dans les médias audiovisuels) : p. 4269 p. 4270 - **Article 2** (Renforcement du régime de sanctions de l'Arcom) : p. 4272

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux moyens budgétaires nécessaires pour affronter le dérèglement climatique et ses conséquences** - (23 octobre 2024) : p. 4457

- **Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 41 (2024-2025)]** - (23 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4496 p. 4498 - **Article 1er** (Dérogation pour les organismes d'audiovisuel public au principe de lien des impositions affectées à un tiers avec les missions de service public qui lui sont confiées) : p. 4500 - **Article 2 (supprimé)** (Introduction de la possibilité de création d'un prélèvement sur recettes à destination de la chaîne culturelle européenne) : p. 4502 p. 4503

- **Débat sur le thème : « Situation des finances publiques locales »** - (6 novembre 2024) : p. 4785

- **Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces [n° 628 (2023-2024)]** - (13 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4915

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques [n° 783 (2023-2024)]** -

(14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4972 - **Article 1er** (Création des lois portant cadre financier pluriannuel et monopole des lois de finances sur les dispositions fiscales) : p. 4974

- **Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)]** - (14 novembre 2024) - **Article 1er** (Interdiction d'organiser des combats de coqs et des corridas en présence de mineurs de moins de seize ans) : p. 5002 p. 5004 - **Article 2** (Interdiction d'organiser des combats de coqs et des corridas en présence de mineurs de moins de seize ans) : p. 5009

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (20 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 125, n° 903 rectifié ter, n° 1043 rectifié bis, n° 820, n° 904 rectifié ter, n° 947, n° 574 rectifié et 1169 rectifié** (Augmentation du taux de contribution de solidarité à l'autonomie) : p. 5295

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 1100** (Instauration d'un prix minimum sur les boissons alcooliques) : p. 5392 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 134 rectifié, n° 652 rectifié ter, n° 1097, n° 1217 rectifié et n° 824 rectifié** (Renforcement de la fiscalité sur les jeux d'argent et de hasard) : p. 5425 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 454 rectifié** (Fiscalisation du cannabis) : p. 5447 p. 5448 p. 5449 - **Article 14** (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale) : p. 5490

Troisième partie : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2025 :

- (23 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 452 rectifié bis** (Demande de rapport sur l'opportunité de créer une nouvelle branche « alimentation » au régime global de la sécurité sociale) : p. 5737

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 [n° 155 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (25 novembre 2024) - **Article 2** (Rectification du montant de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée du compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » au titre de l'année 2024) : p. 5794 - **Article 3** (Équilibre général du budget et trésorerie) : p. 5812

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (25 novembre 2024) - **État B** (Répartition des crédits pour 2024 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre du budget général) : p. 5821

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-773 rectifié ter, n° I-173 rectifié, n° 86 rectifié bis, n° I-635 rectifié bis, n° I-774 rectifié quater, n° I-1487 rectifié et n° I-1388 rectifié bis** (Dispositions diverses sur l'abattement forfaitaire sur les pensions) : p. 5880 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1596 rectifié** (Abaissement du taux de la réduction d'impôt au titre des dons faits aux œuvres) : p. 5893 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-458 et n° I-558** (Exclusion des dons des associations ayant facilité un séjour irrégulier en France du bénéfice de la réduction d'impôt) : p. 5894 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-115 rectifié bis, n° I-121 rectifié quinquies, n° 253 rectifié quinquies, n° 285 rectifié quinquies et n° I-1009** (Extension de la liste des infractions

mentionnées au II de l'article 1378 octies du code général des impôts) : p. 5905

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1350** (Application d'un malus écologique aux entreprises de transport maritime ayant opté pour la taxation forfaitaire au tonnage) : p. 6390 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-7, n° I-1254 rectifié bis, n° I-1356, n° I-1323 rectifié, n° I-467 et n° I-837 rectifié** (Normalisation des aides aux entreprises dans le domaine de la recherche et de l'innovation/Rationalisation du crédit impôt recherche en matière de brevets) : p. 6415 - **Rappel au règlement** : p. 6423 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-1355** (Création d'une présomption d'éligibilité au crédit d'impôt recherche pour les dépenses d'innovation sociale) : p. 6425 - **Article 15** (Report de trois ans de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) : p. 6447 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1327 rectifié bis, n° I-1007 et n° I-1357** (Assujettissement des drives et établissements logistiques à la taxe sur les surfaces commerciales) : p. 6449

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-948** (Plafonnement du bénéfice du « pacte Dutreil » dans la limite de 5 millions d'euros) : p. 6526 p. 6530

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article 29** (Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement) : p. 6744 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-2182, I-929 rectifié, I-1683, I-573 rectifié ter, I-731 rectifié, I-1484 rectifié ter, I-1779 rectifié ter, I-1901 rectifié bis, I-387 rectifié, I-732 rectifié, I-421 rectifié, I-1358, I-1437, I-1438, I-1684, I-87 rectifié, I-1439, I-109 rectifié bis, I-118 rectifié quater, I-184**

rectifié quinquies, I-244 rectifié bis, I-385 rectifié bis, I-711, I-1211 rectifié, I-1749, I-59 rectifié, I-185 rectifié ter, I-386 rectifié, I-245 rectifié bis, I-346 rectifié ter, I-1641 rectifié, I-1642 rectifié et I-1849 rectifié (Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)) : p. 6773 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-582 rectifié, n° I-2038 rectifié, n° I-353 rectifié, n° I-609 rectifié ter, n° I-979, n° I-1928 rectifié, n° I-1479 rectifié bis, n° I-365 et n° I-1918 rectifié** (Dispositions diverses sur le versement mobilité régional) : p. 6835 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-364, n° I-977, n° I-1264 et n° I-1916 rectifié** (Relèvement de 0,5 point des taux plafond du versement mobilité en province) : p. 6839 p. 6840 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1693** (Instauration d'une taxe de séjour pour les passagers de navires de croisière et yachts) : p. 6846 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° I-2183, n° I-2061 rectifié, n° I-1127 rectifié, n° I-1024 rectifié et n° I-1362 rectifié** (Dispositions diverses sur le financement de l'audiovisuel public) : p. 6870 - **Article 33** (Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers) : p. 6904

- **Question orale sans débat relative à la transparence du Gouvernement sur les effectifs policiers à Lyon** - (3 décembre 2024) : p. 7279 p. 7280

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)]** - (18 décembre 2024) - **Discussion générale** : p. 7596 p. 7597 - **Article 1er** (Autorisation de percevoir les impôts existants) : p. 7600 p. 7601

DREXLER (Sabine)
sénateur (Haut-Rhin)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur l'efficacité des politiques publiques en matière de rénovation énergétique.

Membre de la commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières le 1er février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre de la mission d'information sur « Architectes des Bâtiments de France : périmètre et compétences » le 28 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi relative à l'accès à la nationalité française des mineurs isolés [n° 378 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'abstention électorale en autorisant la détention, par les électeurs mandataires, de deux procurations de vote établies en France [n° 657 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de loi pour consacrer la lutte contre l'antisémitisme [n° 3 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à la mise en place d'un Fonds national d'aide aux collectivités territoriales pour la création et la rénovation des aires permanentes d'accueil de véhicules de loisir [n° 47 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à limiter la charge financière liée aux prestations de chômage versées aux demandeurs d'emploi frontaliers [n° 151 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Travail - Union européenne.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Patrimoines [n° 149 tome 2 fasc. 1 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des Bâtiments de France [n° 195 (2024-2025)] (9 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Philippe Jost, président de l'établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de M. Jean-François Hébert, directeur général des patrimoines et de l'architecture au ministère de la culture.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de M. Albéric de Montgolfier, sénateur, président de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture (CNPA).

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de MM. Patrick Brie, adjoint à la sous-direction de la qualité du cadre de vie, Benoît Bergegère, chef du bureau des sites protégés, et Yannick Pache, chef du bureau de la réhabilitation du parc et des évaluations économiques, direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN), du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

Audition de représentants d'associations d'élus locaux.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Rapport de la Cour des comptes de juin 2022 consacré à « La politique de l'État en faveur du patrimoine monumental » - Audition de la Cour des comptes : MM. Emmanuel Roux, président de la Chambre régionale des comptes Bourgogne-Franche-Comté, conseiller maître, Michel Bouvard, conseiller maître, et Mme Anne Le Lagadec, conseillère référendaire en service extraordinaire.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de M. Fabien Sénéchal, président, Association nationale des architectes des bâtiments de France (ANABF), Mme Emmanuelle Didier et M. Benjamin Aba-Perea, architectes des bâtiments de France et membres du conseil d'administration de l'ANABF.

Audition de M. François de Mazières, maire de Versailles.

Audition de MM. Laurent Roturier, président de l'Association nationale des DRAC, directeur régional des affaires culturelles (DRAC) d'Île-de-France, et Hilaire Multon, directeur régional des affaires culturelles des Hauts-de-France, membre du bureau de l'association des DRAC.

Audition de représentants de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb).

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de Mme Françoise Gatel, sénateur, présidente de l'association « Petites cités de caractère » de France, MM. Martin Malvy, président, et Jonathan Fedy, directeur-adjoint, de Sites & Cités remarquables de France.

Audition de Mme Marjan Hessamfar, vice-présidente du Conseil national de l'Ordre des architectes (CNOA), et architecte conseil de l'État auprès de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) des Hauts-de-France.

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de M. Yves Dauge, président d'honneur de l'association des biens français du patrimoine mondial et président d'honneur de l'association Sites & Cités remarquables de France.

Représentants d'associations de conservation du patrimoine - Audition de MM. Gilles Alglave, président de Maisons paysannes de France (MPF) (en visioconférence), Julien Lacaze, président de Sites & Monuments (SPPEF), Philippe Gonzalès, correspondant de La Sauvegarde de l'art français (en visioconférence), et Christophe Blanchard-Dignac, président de Patrimoine-Environnement.

Représentants de propriétaires de bâtiments classés monuments historiques - Audition de Mme Alexandra Proust, juriste au sein de l'association La Demeure historique, et M. Raphaël Gastebois, vice-président de Vieilles maisons françaises.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière agricole et de renouvellement des générations en agriculture - Articles relatifs à l'enseignement agricole - Audition de MM. Laurent Buisson, directeur général de l'Institut national des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech), Michel Dantin, président du Conseil national de l'enseignement agricole privé, et Roland Grimault, directeur de l'Union nationale des maisons familiales et rurales.

(*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de M. Christophe Leribault, président de l'établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles.

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de M. Hugo Franck, président, et Mme Emmanuelle Raoul-Duval, secrétaire générale, du syndicat de l'architecture.

Audition de M. Stéphane Bern, animateur de radio et de télévision (en visioconférence).

Audition de Mmes Valérie Charollais, directrice de la Fédération nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE), Pascale Francisco, directrice du CAUE de Charente-Maritime, et Eléonore Chambras Lafuente, en charge des relations parlementaires de la FNCAUE.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Régine Hatchondo, présidente du Centre national du livre.

Réunion du mercredi 19 juin 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de M. Jean-Philippe Lefèvre (en visioconférence), président de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC).

Réunion du mercredi 26 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information relative à l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Évaluation territoriale du dispositif « 30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école » - Examen du rapport.

(*MI Architectes Bâtiments de France*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission sur le périmètre d'intervention et les compétences des architectes des bâtiments de France (ABF) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs aux patrimoines - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Enseignement privé sous contrat : quelles modalités de contrôle de l'État et quelle équité des moyens vis-à-vis de l'enseignement public ? »** - (6 mars 2024) : p. 1419

- **Débat relatif à la fermeture des classes et la mise en place de la carte scolaire dans les départements** - (9 avril 2024) : p. 2522

- **Débat sur le thème : « Planification écologique et COP régionales : quelle efficacité ? »** - (30 avril 2024) : p. 2762

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au diagnostic de performance énergétique et au bâti patrimonial** - (30 avril 2024) : p. 2777

- **Débat sur le thème « Situation des urgences pendant l'été 2024 »** - (8 octobre 2024) : p. 3957

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-155 rectifié quater** (*Extension de la réduction d'impôt pour les dons au profit de la Fondation du patrimoine*) : p. 5910

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article 10** (*Mise en cohérence avec le droit de l'Union européenne des taux réduits de TVA sur les opérations liées au chauffage*) : p. 6232 p. 6234

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1069 rectifié** (*Accélération du calendrier de mise en œuvre de la loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale*) : p. 6643 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-159 rectifié ter** (*Extension de la déduction d'impôt pour travaux de*

rénovation énergétique aux parties intérieures des monuments labellisés par la fondation du patrimoine) : p. 6644

DUFFOURG (Alain)
sénateur (Gers)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Institut national du cancer le 12 février 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Complémentaires santé, mutuelles : l'impact sur le pouvoir d'achat des Français » le 15 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à revoir l'obligation de construction de logements sociaux [n° 516 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 519 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à aligner le droit français sur le droit européen pour les emballages constitués pour tout ou partie de polymères ou de copolymères styréniques non recyclables [n° 658 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'une délégation parlementaire au numérique [n° 712 (2023-2024)] (27 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 744 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaiques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à préserver des sols vivants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir du fret ferroviaire - Audition de représentants de chargeurs et de ports maritimes.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M François Durovray, ministre délégué chargé des transports.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Article unique** (*Constitutionnalisation de la*

liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse) : p. 1230

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (6 mars 2024) - **Article 4** (*Extension du bénéfice de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux et remise au Parlement d'un rapport relatif aux coûts liés aux attributions exercées par les maires au nom de l'État*) : p. 1442

- **Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative [n° 387 (2023-2024)]** - (13 mars 2024) - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (*Élargissement du mécénat de compétences en faveur des associations aux entreprises de moins de 5 000 salariés*) : p. 1740

- **Question orale sans débat relative au soutien à la filière des palmipèdes à foie gras : poursuite de la vaccination et garantie de la qualité du foie gras** - (19 mars 2024) : p. 1827

- **Débat sur le thème : « Planification écologique et COP régionales : quelle efficacité ? »** - (30 avril 2024) : p. 2759 p. 2760

- **Question orale sans débat relative aux inquiétudes des jeunes agriculteurs** - (5 novembre 2024) : p. 4684

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 7** (*Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations*) : p. 6070

DUMAS (Catherine)
sénatrice (Paris)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi relative à l'accès à la nationalité française des mineurs isolés [n° 378 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La nouvelle posture stratégique du Japon dans l'Indopacifique, quelles opportunités pour la France ? [n° 48 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Société**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Action extérieure de l'État : Diplomatie culturelle et d'influence [n° 146 tome 2 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Nouvelle posture stratégique du Japon dans l'Indopacifique, quelles implications pour la France ? » - Audition de Mme Céline Pajon, chercheuse, responsable des activités Japon et coordinatrice du Programme Océanie Centre Asie-Indopacifique de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Audition de Mme Annita Demetriou, présidente de la Chambre des représentants de Chypre.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Esther Duflo (Nobel d'économie 2019), professeure au Collège de France et au Massachusetts Institute of Technology.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à l'accord économique et commercial global UE-Canada - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Dragan Krapovic, ministre de la défense du Monténégro.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marie Bockel, envoyé personnel du Président de la République auprès des pays africains concernés par la reconfiguration de nos dispositifs militaires en Afrique.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réunion avec une délégation de la commission des affaires étrangères du Parlement finlandais.

Situation géopolitique en Méditerranée orientale - Audition de M. Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES).

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle posture stratégique du Japon dans l'Indopacifique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Nicolas Vaujour, chef d'état-major de la marine (à huis clos).

Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Lutte contre les influences étrangères malveillantes. Pour une mobilisation de toute la Nation face à la néo-guerre froide » - Présentation du rapport de la commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté.

L'Arabie saoudite : l'avenir à marche forcée ? - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Sébastien Soriano, directeur général de l'IGN, sur l'utilisation de l'intelligence artificielle pour les territoires et l'environnement.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Programmes 185 (Diplomatie culturelle et d'influence) - Examen du rapport pour avis.

Audition de Madame Anne-Marie Descôtes, secrétaire générale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation d'un vice-président de la commission.

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'établissement du programme pour l'industrie européenne de la défense et d'un cadre de mesures visant à assurer la disponibilité et la fourniture en temps utile des produits de défense - Examen de la proposition de résolution européenne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « JO 2024 : la France est-elle prête ? »** - (5 mars 2024) : p. 1304 p. 1305

- **Question orale sans débat sur la mise en place de la zone à trafic limité dans le centre de Paris** - (7 mars 2024) : p. 1499

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2024** - (19 mars 2024) : p. 1907

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2024** - (9 octobre 2024) : p. 4021

- **Question orale sans débat sur le retour des vendeurs à la sauvette à Paris** - (22 octobre 2024) : p. 4366 p. 4367

- **Question orale sans débat relative à l'indemnisation des commerçants ayant subi des préjudices économiques durant les jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de 2024** - (3 décembre 2024) : p. 7271

DUMONT (Françoise)
sénatrice (Var)
Les Républicains

Membre titulaire de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés le 21 novembre 2024 ; puis vice-présidente le 4 décembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations (14 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (22 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques (3 avril 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (10 avril 2024).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 278 (2023-2024)] relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 333 (2023-2024)] (13 février 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports**.

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance par la Nation des massacres de la rue d'Isly du 26 mars 1962 et d'Oran du 5 juillet 1962 [n° 488 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à lutter contre le recours à une mère porteuse [n° 572 (2023-2024)] (3 mai 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à prohiber toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui [n° 659 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités [n° 660 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réformer et à moderniser le régime d'indemnisation des dégâts de grand gibier [n° 681 (2023-2024)] (5 juin 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 699 (2023-2024)] (19 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaiques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Sécurité civile [n° 150 tome 13 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Défense - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à sanctionner plus sévèrement les auteurs d'incendies volontaires du patrimoine culturel et religieux [n° 161 (2024-2025)] (22 novembre 2024) - **Culture - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 13 février 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Bruno Retailleau, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des lois*) : Audition de M. Didier Leschi, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de**

DUMOULIN (Éric)
sénateur (Yvelines)
Les Républicains-A

Devenu sénateur le 22 octobre 2024 (en remplacement de Mme Sophie PRIMAS, devenue membre du Gouvernement).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 22 octobre 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

province de la Nouvelle-Calédonie [n° 336 (2023-2024)] - (27 février 2024) - **Article 1er** (*Report de la date limite pour organiser le prochain renouvellement général des provinces et du congrès de la Nouvelle-Calédonie*) : p. 1088

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1092

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dispositif France Ruralités Revitalisation (FRR)** - (20 mars 2024) : p. 1946 p. 1947

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 27 (priorité)** (*Évaluation des conséquences des projets de loi pour les petites et moyennes entreprises (PME)*) : p. 3668

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux intempéries dans le Var** - (30 octobre 2024) : p. 4597

- **Débat sur le thème : « Financement de la sécurité civile : soutenir les Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) dans leur gestion des nouveaux risques »** - (13 novembre 2024) : p. 4925

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2024) : p. 7172

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (2 décembre 2024) : p. 7206

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Valérie Létard, ministre du logement et de la rénovation urbaine.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du Premier ministre, chargé des outre-mer.

DUPLOMB (Laurent)
sénateur (Haute-Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 694 (2018-2019)] de ratification de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 410 (2023-2024)] (12 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (UE) 2021/2115 et (UE) 2021/2116 en ce qui concerne les normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales, les programmes pour le climat, l'environnement et le bien-être animal, la modification des plans stratégiques relevant de la PAC, le réexamen des plans stratégiques relevant de la PAC et les exemptions des contrôles et des sanctions - COM(2024) 139 final [n° 524 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à prohiber toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui [n° 659 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - **Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 145 tome 1 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - Agriculture et pêche - Budget - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'avenir de la politique agricole commune [n° 196 (2024-2025)] (9 décembre 2024) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Windsor, président de Chambres d'agriculture France.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à l'accord économique et commercial global UE-Canada - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Marianne Laigneau, présidente du directory d'Enedis.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arthur Mensch, cofondateur de l'entreprise Mistral AI.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Audition de M. Marc Fesneau, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de l'Institut national de recherche sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae).

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi des lois dites Égalim - Examen du rapport et vote sur les propositions.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Communication en vue de la sollicitation de l'avis de l'Autorité de la concurrence sur le fonctionnement du marché français de l'agroéquipement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations en cours en vue d'un accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 775 (2022-2023)]** - (16 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 13

- **Débat sur le thème : Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme** - (16 janvier 2024) : p. 40

- **Débat relatif à la réforme du marché de l'électricité** - (16 janvier 2024) : p. 43

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mobilisation des agriculteurs (I)** - (24 janvier 2024) : p. 247

- **Déclaration du Gouvernement** - (30 janvier 2024) : p. 371

- **Débat relatif à l'avenir de notre modèle agricole** - (13 février 2024) : p. 836 p. 837 p. 838 p. 841 p. 842 p. 846 p. 849 p. 850 p. 851 p. 852 p. 853 p. 854 p. 856

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels [n° 389 (2023-2024)]** - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1623 - **Article unique** : p. 1628 p. 1629

- **Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 423 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Article 1er** (*Calcul des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles sur la base des 25 meilleures années de points*) : p. 1873

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et**

de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)] - (21 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1999 p. 2001 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 2003 - **Discussion générale** : p. 2008 p. 2009 - **Article 1er** (*Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part*) : p. 2021 p. 2022 p. 2028 p. 2029 - **Rappel au règlement** : p. 2029 - **Demande de clôture** : p. 2030 - **Article 2** (*Autorisation de la ratification de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part*) : p. 2031 p. 2031

- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2475

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 2 (supprimé)** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour simplifier les démarches déclaratives des entreprises*) : p. 3685

- **Expression des groupes sur la situation politique à l'issue des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024** - (18 juillet 2024) : p. 3826

- **Débat sur le thème « Crise agricole »** - (8 octobre 2024) : p. 3918 p. 3920

- **Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)]** - (22 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4403 p. 4404

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'accord commercial avec le Mercosur** - (30 octobre 2024) : p. 4584

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 232 rectifié ter** (*Création d'une surcotisation sociale affectée à la branche vieillesse*) : p. 5130 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 299 rectifié** (*Éligibilité des coopératives agricoles de fruits et légumes à l'exonération dite TO-DE*) : p. 5148 p. 5149 p. 5150 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 8 rectifié quater, n° 334 rectifié, n° 367 rectifié bis et n° 1266 rectifié** (*Création d'une exonération temporaire de cotisations sociales en faveur des non-salariés agricoles concernés par la fièvre catarrhale ovine*) : p. 5154

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 586 rectifié** (*Expérimentation permettant aux chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole d'opter pour que leurs cotisations soient calculées à titre provisionnel sur la base d'une assiette fixée forfaitairement*) : p. 5250 - **Article 8 quinquies (nouveau)** (*Ajustements techniques au dispositif de précompte des cotisations et contributions sociales par les plateformes de mise en relation sur le chiffre d'affaires reversé aux micro-entrepreneurs qui les utilisent*) : p. 5315 p. 5316

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 7** (*Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations*) : p. 6070

- **Négociations en cours relatives à l'accord d'association entre l'Union européenne et le Mercosur** - (27 novembre 2024) : p. 6198

DUPOND-MORETTI (Éric)
garde des sceaux, ministre de la justice
(jusqu'au 21 septembre 2024)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-1142 du 6 décembre 2023 relative à la publication et à la certification d'informations en matière de durabilité et aux obligations environnementales, sociales et de gouvernement d'entreprise des sociétés commerciales [n° 369 (2023-2024)] (28 février 2024) - **Entreprises - Environnement - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la protection des maires et les sanctions contre leurs agresseurs** - (17 janvier 2024) : p. 84

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste** [n° 259 (2023-2024)] - (23 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 183 p. 186 p. 194 - **Article 1er** (Renforcement de la mesure judiciaire de prévention de la récidive terroriste et de réinsertion) : p. 199 - **Article 1er bis (nouveau)** (Retrait d'un sursis probatoire et d'un suivi socio-judiciaire pour conduite notoire) : p. 200 p. 201 - **Article 1er ter (nouveau)** (Révocation d'une mesure de surveillance judiciaire ou d'un suivi socio-judiciaire en cas de réitération) : p. 201 - **Article 2** (Mesures de rétention de sûreté applicables aux condamnés terroristes) : p. 203 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1** (Exclure le prononcé de certaines mesures de sûreté pré-sentencielles à l'encontre d'étrangers mis en examen) : p. 204 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 13** (Demande de rapport sur la création de pôles judiciaires interrégionaux antiterroristes) : p. 205 - **Article 3** (Mesures applicables aux mineurs mis en examen pour des infractions à caractère terroriste) : p. 206 - **Article 12** (Aggravations de peine en cas de délit d'apologie ou de provocation à des actes de terrorisme dans l'exercice du culte ou dans un lieu de culte par un ministre du culte) : p. 218

- **Proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales** - *Deuxième lecture* [n° 298 (2023-2024)] - (6 février 2024) - **Discussion générale** : p. 646 p. 651 p. 652 - **Article 1er** (Élargissement du dispositif de suspension provisoire de plein droit de l'exercice de l'autorité parentale aux cas de crime ou d'agression sexuelle incestueuse commis sur l'enfant) : p. 657 p. 658 - **Demande de priorité** : p. 659

- **Proposition de loi relative au régime juridique des actions de groupe** [n° 272 (2023-2024)] - (6 février 2024) - **Discussion générale** : p. 661 p. 662 - **Article 1er** (Objet de l'action de groupe) : p. 673 - **Article 1er bis A (nouveau)** (Objet de l'action de groupe) : p. 674 - **Article 1er bis** (Qualité pour agir) : p. 678 p. 681 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 23 rectifié bis** (Financement par des tiers des actions de groupe) : p. 683 - **Article 1er quater AA (nouveau)** (Prévention des conflits d'intérêts) : p. 684 - **Article 1er quater A** (Mise en demeure préalable) : p. 686 p. 687 - **Article 1er quater** (Action en cessation de manquement) : p. 688 - **Article 1er quinquies** (Jugement sur la responsabilité dans le cadre d'une action de groupe en réparation des préjudices) : p. 689 p. 690

- **Proposition de loi visant à garantir la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise** [n° 321 (2023-2024)] - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 942 p. 943 p. 944 p. 945 p. 946 p. 948 - **Article 1er** (Confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise) : p. 953 p. 954 p. 955 p. 956 p. 958 p. 960 - **Article 2 (nouveau)** (Dispositions transitoires) : p. 961 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 7 rectifié ter** (Extension de la confidentialité aux experts en brevets d'invention) : p. 961

- **Projet de loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie** [n° 336 (2023-2024)] - (27 février 2024) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1** (Dossier calédonien - Impartialité et rôle moteur de l'État - Réaffirmation) : p. 1085 - **Article 1er** (Report de la date limite pour organiser le prochain renouvellement général des provinces et du congrès de la Nouvelle-Calédonie) : p. 1087

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse** [n° 299 (2023-2024)] - (28 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1203 p. 1205 - **Question préalable** : p. 1208 p. 1209 - **Discussion générale** : p. 1218 - **Article unique** (Constitutionnalisation de la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse) : p. 1224 p. 1228 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1232

- **Proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales** - *Commission mixte paritaire* [n° 350 (2023-2024)] - (12 mars 2024) - **Examen des conclusions de la commission mixte paritaire** : p. 1596

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels** [n° 389 (2023-2024)] - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1613 p. 1619 - **Article unique** : p. 1625 p. 1626 p. 1627 p. 1629

- **Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille** [n° 417 (2023-2024)] - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1947 - **Article 1er** (Régime de déchéance patrimoniale) : p. 1958 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 25** (Lutte contre les inégalités matrimoniales - Rapport au Parlement) : p. 1958 p. 1959 - **Article 1er bis** (Irrévocabilité des clauses d'exclusion des biens professionnels) : p. 1960 - **Article 2** (Conditions d'octroi d'une décharge de responsabilité solidaire et d'une décharge à titre gracieux) : p. 1961 p. 1962 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 3 rectifié bis, n° 7, n° 11, n° 1 rectifié, n° 8 rectifié bis, n° 17, n° 2 rectifié bis, n° 5 rectifié quinquies, n° 9 rectifié bis et n° 21 rectifié ter** (Dispositif de décharge de responsabilité solidaire - Conditions d'examen - Modifications) : p. 1966 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 6 rectifié, n° 13 rectifié, n° 14 rectifié bis et n° 26 rectifié ter** (Demande en décharge de l'obligation de paiement - Appréciation de la situation patrimoniale du demandeur - Encadrement) : p. 1968 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 20** (Demandeur en décharge de responsabilité solidaire - Calcul de sa situation financière - Exclusion de certaines prestations garantissant un niveau de vie minimal) : p. 1969 - **Article 2 bis (nouveau)** (Conditions d'octroi d'une décharge de responsabilité solidaire et d'une décharge à titre gracieux) : p. 1969 p. 1970 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 18** (Octroi d'une décharge de responsabilité solidaire - Restitution des sommes déjà payées par le demandeur) : p. 1970 p. 1971

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie** [n° 291 (2023-2024)] - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2060

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels** [n° 446 (2023-2024)] - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2116 p. 2121

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le narcotrafic** - (27 mars 2024) : p. 2145 p. 2146

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels [n° 446 (2023-2024)] (suite)** - (27 mars 2024) - **Article 1er** (Affectation des biens meubles saisis dont la conservation n'est plus nécessaire à la manifestation de la vérité et simplification de la procédure d'appel) : p. 2158 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 1 rectifié, n° 6 rectifié ter, n° 31 rectifié ter, n° 32 rectifié et n° 43** (Confiscation obligatoire des biens dont l'origine ne peut pas être justifiée) : p. 2160 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 36** (Extension des possibilités de non-restitution des biens saisis) : p. 2160 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 2 rectifié, n° 7 rectifié ter, n° 11 rectifié et n° 22** (Affectation sociale prioritaire des biens immobiliers saisis ou confisqués) : p. 2161 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 24 et n° 25** (Affectation sociale des biens immobiliers saisis et confisqués aux organismes qui exercent les activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale et aux organismes HLM) : p. 2162 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 3 rectifié, n° 8 rectifié ter, n° 12 rectifié et n° 23** (Affectation sociale des biens saisis ou confisqués aux entreprises solidaires d'utilité sociale (ESUS)) : p. 2163 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 5 rectifié, n° 10 rectifié ter, n° 14 rectifié bis et n° 27** (Délai d'affectation sociale des biens confisqués) : p. 2163 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 42** (Accès de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (Agrasc) au FIDJI) : p. 2164 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 4 rectifié, n° 9 rectifié ter et n° 13 rectifié** (Création d'un conseil d'administration de l'Agrasc et ouverture de celui-ci à des associations) : p. 2165 - **Article 1er bis AA (nouveau)** (Caractère non suspensif des recours contre les décisions de saisie ou de non-restitution) : p. 2165 - **Article additionnel après l'article 1er bis AB - Amendements n° 17 et 28 rectifié** (Notification à la partie civile des décisions de saisie pénale) : p. 2166 - **Article 1er bis A (texte non modifié par la commission)** (Réalisation d'enquêtes patrimoniales par les officiers de police judiciaire) : p. 2167 - **Article additionnel après l'article 1er bis D - Amendement n° 21** (Vente prioritaire et à perte des biens immeubles saisis ou confisqués pour des programmes visant à la réalisation de logements sociaux) : p. 2168 - **Article 1er bis (supprimé)** (Compétence de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (Agrasc) en matière de formation des membres des services de police judiciaire et des magistrats) : p. 2168 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 20** (Décret en Conseil d'État pour préciser l'information des tiers disposant d'un droit de propriété sur un bien confisqué) : p. 2168 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 46** (Possibilité de gérer les biens saisis entre la fin de l'enquête ou de l'instruction et l'audience) : p. 2169 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 41** (Extension du champ de la peine complémentaire de confiscation générale du patrimoine) : p. 2170 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 40** (Extension de la possibilité de remise à l'Agrasc des biens meubles confisqués) : p. 2170 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 39** (Gestion des biens saisis entre la fin de l'enquête ou de l'instruction et l'audience de jugement) : p. 2171 - **Article 3** (Caractéristiques et effets de la peine complémentaire de confiscation) : p. 2172 - **Article 4 (texte non modifié par la commission)** (Extension des biens « mal acquis » susceptibles d'être restitués) : p. 2173

- **Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière [n° 443 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2228 p. 2229 p. 2230 p. 2231 p. 2233 p. 2239 - **Article 1er** (Création des infractions d'homicide et blessures routiers) : p. 2246 p. 2247 p. 2248 p. 2249 p. 2250 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2 rectifié** (Absence d'excuse de minorité pour les conducteurs de 17 ans) : p. 2251 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5 rectifié bis** (Instruction obligatoire pour les homicides routiers) : p. 2252 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 6 rectifié bis** (Information de la partie civile sur la déclaration d'appel portant sur l'action publique) : p. 2252 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié bis** (Information des victimes ou parties civiles des modalités d'exécution de la peine) : p. 2253 - **Article 1er ter A (nouveau)** (Peine plancher de deux ans de prison pour les homicides routiers par mise en danger) : p. 2255 - **Article 1er quater (supprimé)** (Prévention de la récurrence des violences routières et des conduites addictives dans le cadre du parcours de réinsertion des personnes détenues condamnées en raison d'un homicide ou de blessures routiers) : p. 2257 - **Article 1er quinquies (texte non modifié par la commission)** (Délictualisation de l'infraction de dépassement de la vitesse maximale autorisée égal ou supérieur à 50 km/h) : p. 2258 p. 2259 - **Article 1er sexies (texte non modifié par la commission)** (Systématisation de la suspension par le préfet du permis de conduire en cas de conduite sous l'emprise de l'alcool ou après usage de stupéfiants et allongement de la durée de suspension encourue pour les professionnels chargés du transport de personnes) : p. 2259 - **Article additionnel après l'article 1er septies - Amendement n° 8 rectifié** (Sanction de la conduite d'un véhicule ou de l'accompagnement d'un élève conducteur en étant sous l'empire manifeste d'effets psychoactifs obtenus à partir d'un usage détourné ou manifestement excessif d'un produit de consommation courante) : p. 2261 - **Article 2** (Coordonnations découlant des dispositions de l'article 1er) : p. 2262 - **Article 3 (supprimé)** (Examen médical obligatoire pour tout conducteur impliqué dans un accident de la route ayant causé un homicide routier ou des blessures routières avec une ITT supérieure à trois mois) : p. 2263

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels - Commission mixte paritaire [n° 467 (2023-2024)]** - (3 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2398

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la lutte contre les trafics en prison** - (29 mai 2024) : p. 3353 p. 3354

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la sécurité de la maison d'arrêt de la Santé** - (29 mai 2024) : p. 3359 p. 3360

- **Proposition de loi renforçant l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate - Commission mixte paritaire [n° 610 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Examen des conclusions d'une commission mixte paritaire** : p. 3516 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3519

DURAIN (Jérôme)
sénateur (Saône-et-Loire)
SER

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Président de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du comité de pilotage chargé de l'expérimentation prévue à l'article 10 de la loi n° 2023-380 du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 le 15 mars 2024.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (10 avril 2024).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) le 30 mars 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'attractivité de la fonction publique territoriale, un enjeu de marque ? [n° 484 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Rapport, fait au nom de la CE Narcotrafic : Un nécessaire sursaut : sortir du piège du narcotrafic - Rapport [n° 588 tome 1 (2023-2024)] (7 mai 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la CE Narcotrafic : Un nécessaire sursaut : sortir du piège du narcotrafic - Comptes rendus [n° 588 tome 2 (2023-2024)] (7 mai 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la CE Narcotrafic : Un nécessaire sursaut : sortir du piège du narcotrafic - Annexes [n° 588 tome 3 (2023-2024)] (7 mai 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collaborateurs de cabinet en collectivités territoriales : un rôle essentiel, des missions à clarifier [n° 704 (2023-2024)] (25 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 735 (2023-2024)] (12 juillet 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : 22 propositions pour conforter l'autonomie et la proximité de l'action publique en Polynésie française [n° 17 (2024-2025)] (9 octobre 2024) - **Fonction publique - Justice - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à réformer la procédure d'amendes forfaitaires délictuelles [n° 177 (2024-2025)] (3 décembre 2024) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée [n° 197 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du lundi 15 janvier 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de compagnies de gendarmerie.

Audition de parquets situés en zone rurale.

Réunion du mardi 16 janvier 2024 (commission des lois) : Mission d'information sur les émeutes survenues à compter du 27 juin 2023 - Audition de MM. Fabien Jobard, Marwan Mohammed et Sébastien Roché, sociologues.

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (commission des lois) : Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Audition de Mme Marie-Laure Denis, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

(CE Narcotrafic) : Audition de parquets situés en zone urbaine.

Audition de services de police.

Réunion du lundi 22 janvier 2024 (CE Narcotrafic) : Audition de M. Baudoin Thouvenot, inspecteur général de la justice, membre national pour la France de l'European Union Agency for Criminal Justice Cooperation' (Eurojust).

Audition de M. Jean-Philippe Lecouffe, général de corps d'armée (2S), directeur exécutif adjoint Opérations de l'European Union Agency for Law Enforcement Cooperation (Europol).

Politique étrangère de la France en matière de lutte contre le narcotrafic - Audition de représentants du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du lundi 29 janvier 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Alain Bauer, professeur de criminologie au Conservatoire national des arts et métiers, responsable scientifique du Pôle « sécurité, défense, renseignement, criminologie, cybermenaces, crises » (PSDR3C).

Réunion du mardi 6 février 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition d'élus signataires de la tribune « Nous, élus des grandes villes et métropoles, appelons à un véritable plan national et européen contre le trafic de drogue » parue dans Le Monde le 20 septembre 2023.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation des membres de la délégation pour la conférence interparlementaire (CIP) pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC).

Réunion du lundi 12 février 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Marc Sommerer, président de chambre près la cour d'appel de Paris, président de la Commission nationale de protection et de réinsertion des repentis.

Audition de MM. Michel Rouzeau, inspecteur général de l'administration, chef du service de l'inspection générale de l'administration, Julien Senèze, inspecteur général des finances, chef du pôle audit et Christophe Straudo, inspecteur général, chef de l'inspection générale de la justice.

Audition Mme Isabelle Jégouzo, directrice de l'Agence française anticorruption.

Réunion du mardi 13 février 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Jean-Michel Gentil, magistrat, chef de l'inspection générale de la gendarmerie nationale, Mmes Agnès Thibault-Lecuire, magistrate, directrice, cheffe du service de l'inspection générale de la police nationale et Christine Dubois, administratrice supérieure des douanes, adjointe à la cheffe de l'inspection des services à la direction générale des douanes et des droits indirects.

Réunion du lundi 26 février 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Emile Diaz, dit « Milou », ancienne figure de la French Connection, auteur, avec Thierry Colombié, de Truand : Mes 50 ans dans le milieu corso-marseillais.

Audition de M. Roberto Saviano, journaliste, auteur du livre intitulé Extra pure : Voyage dans l'économie de la cocaïne (en téléconférence).

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission des lois*) : Recrudescence des actes antisémites - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. François Sauvadet, président de l'Assemblée des Départements de France.

(*CE Narcotrafic*) : Associations de maires ruraux - Audition de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), de l'Association des petites villes de France (APVF) et de l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Associations d'aide aux consommateurs de stupéfiants - Audition de MM. Florian Guyot, directeur général, Léon Gomberoff, directeur d'activité sur le territoire Paris-Nord, de l'Association Aurore, Benjamin Tubiana-Rey, responsable « plaidoyer et communication » de la fédération Addiction, et Auguste Charrier, président de la fédération Entraid'Addict.

Audition des chefs de juridiction du tribunal judiciaire de Marseille.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023

modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*CE Narcotrafic*) : Audition de Mme Frédérique Camilleri, préfète de l'Essonne, ancienne préfète de police des Bouches-du-Rhône.

Réunion du lundi 11 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de la direction nationale de la police judiciaire (DNPJ).

Réunion du jeudi 14 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition d'avocats du Conseil national des barreaux, de la Conférence des bâtonniers et des barreaux de Paris et Marseille.

Réunion du lundi 18 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Christian Rodriguez, général d'armée, directeur général de la gendarmerie nationale.

Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale.

Audition de Mme Stéphanie Cherbonnier, cheffe de l'Office antistupéfiants (Ofast).

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de Mme Ine Van Wymersch, commissaire nationale aux drogues de la Belgique (en visioconférence).

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. François Molins, ancien procureur général près la Cour de cassation.

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des lois*) : Rapport d'activité du Défenseur des droits pour 2023 - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseuse des droits.

(*CE Narcotrafic*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*CE Narcotrafic*) : Examen du projet de rapport de la commission d'enquête.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à prévenir les ingérences étrangères en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des lois*) : Communication sur les conclusions des travaux de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier.

Réunion du mardi 25 juin 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport relatif au métier et aux fonctions des collaborateurs de cabinet en collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes - Échange de vue sur une éventuelle saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des lois*) : Situation institutionnelle et administrative et justice en Polynésie française - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des lois*) : Élection du président.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des lois*) : Audition de M. Louis Laugier, directeur général de la police nationale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la maîtrise des finances publiques** - (17 janvier 2024) : p. 75

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste [n° 259 (2023-2024)]** - (30 janvier 2024) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 386

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels [n° 446 (2023-2024)]** - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2122 p. 2123

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la lutte contre le narcotrafic (II)** - (15 mai 2024) : p. 2952

- **Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France [n° 596 (2023-2024)]** - (22 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3202 - **Article 1er** (*Création d'un répertoire des représentants d'intérêts agissant pour le compte de mandants étrangers*) : p. 3210 p. 3211 p. 3213 - **Article 1er bis A (nouveau)** (*Contrôle de la HATVP sur le risque d'ingérence en matière de reconversion professionnelle*) : p. 3217 - **Article 1er bis** (*Obligation pour les laboratoires d'idées de déclarer les dons et versements étrangers*) : p. 3218 - **Article 3** (*Extension de la technique dite de l'algorithme aux cas d'ingérence étrangère*) : p. 3226 p. 3227

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la sécurité de la maison d'arrêt de la Santé** - (29 mai 2024) : p. 3360

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3869

- **Question orale sans débat sur l'attractivité des territoires ruraux** - (22 octobre 2024) : p. 4376

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au narcotrafic** - (6 novembre 2024) : p. 4767 p. 4768

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (18 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5058

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-1023, n° I-1932 rectifié et n° I-85 rectifié ter** (*Prorogation du crédit d'impôt pour les entreprises de création de jeux vidéo jusqu'en 2031*) : p. 6720

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Justice

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7431 p. 7432

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) : p. 7501

DURANTON (Nicole)
sénateur (Eure)
RDPI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ; puis membre suppléante le 28 février 2024.

Membre de la commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens d'entraves efficaces le 1er février 2024 ; puis vice-présidente le 14 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères (22 mai 2024).

Membre titulaire du Conseil consultatif de la Garde nationale le 12 février 2024.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche artistiques et culturels.

Membre de la mission d'information sur « l'impact des décisions réglementaires et budgétaires de l'État sur l'équilibre financier des collectivités locales ».

Membre de la mission d'information sur « Architectes des Bâtiments de France : périmètre et compétences » le 28 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères [n° 433 (2023-2024)] (18 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Culture - Société**.

Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 522 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 1 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à limiter la charge financière liée aux prestations de chômage versées aux demandeurs d'emploi frontaliers [n° 151 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*CE Influences étrangères*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*CE Influences étrangères*) : La coordination interministérielle relative aux menaces hybrides -

Audition du capitaine de vaisseau Yann Briand, sous-directeur des affaires internationales du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Dégradation du contexte géopolitique - Audition de M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à l'accord économique et commercial global UE-Canada - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marie Bockel, envoyé personnel du Président de la République auprès des pays africains concernés par la reconfiguration de nos dispositifs militaires en Afrique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en mer Rouge face aux agressions des Houthis** - (17 janvier 2024) : p. 77

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner l'offensive militaire de l'Azerbaïdjan au Haut-Karabagh et à prévenir toute autre tentative d'agression et de violation de l'intégrité territoriale de la République d'Arménie, appelant à des sanctions envers l'Azerbaïdjan et demandant la garantie du droit au retour des populations arméniennes au Haut-Karabagh** [n° 157 (2023-2024)] - (17 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 95

- **Question orale sans débat sur la distinction entre les enseignants du public et ceux du privé pour le recrutement des professeurs agrégés et certifiés** - (18 janvier 2024) : p. 151

- **Proposition de loi visant à garantir la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise** [n° 321 (2023-2024)] - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 947 - **Article 1er** (*Confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise*) : p. 957

- **Proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales** - *Commission mixte paritaire* [n° 350 (2023-2024)] - (12 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1602

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française** [n° 391 (2023-2024)] - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1781

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part** [n° 694 (2018-2019)] - (21 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2014 p. 2015

- **Proposition de loi relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021** [n° 449 (2023-2024)] - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2107

- Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'assurance chômage (II) - (3 avril 2024) : p. 2386

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Cambodge [n° 393 (2023-2024)]** - (3 avril 2024) - Discussion générale : p. 2409

- Question orale sans débat relative à la situation des infirmiers et infirmières du réseau de l'action de santé libérale en équipe - (7 mai 2024) : p. 2787

- Question orale sans débat relative aux difficultés financières des établissements et services d'aide par le travail - (7 mai 2024) : p. 2794

- Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille - *Commission mixte paritaire [n° 592 (2023-2024)]* - (22 mai 2024) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 3190

- Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France [n° 596 (2023-2024)] - (22 mai 2024) - Discussion générale : p. 3201

- Proposition de loi encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques - *Deuxième lecture [n° 616 (2023-2024)]* - (28 mai 2024) - Discussion générale : p. 3268 - **Article 3** (*Rapport biennuel recensant les prestations de conseil réalisées au bénéfice des administrations publiques au cours des cinq dernières années*) : p. 3282

- Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 670 (2023-2024)] - (15 octobre 2024) - Discussion générale : p. 4107

- Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)] - (16 octobre 2024) - **Article 21** (*Expérimentation du passage du régime des concessions vers celui des autorisations pour les concessions hydroélectriques échues*) : p. 4233

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la politique pénitentiaire - (13 novembre 2024) : p. 4882

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 25 (2024-2025)] - (14 novembre 2024) - Discussion générale : p. 4979

- Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)] - (14 novembre 2024) - Discussion générale : p. 4995

DUROVRAY (François)

ministre délégué auprès de la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation, chargé des transports (du 22 septembre 2024 au 23 décembre 2024)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la stratégie de désenclavement du département de la Loire - (30 octobre 2024) : p. 4586

- Question d'actualité au Gouvernement relative au fret ferroviaire - (13 novembre 2024) : p. 4880

- Question d'actualité au Gouvernement relative aux perspectives de grèves dans les transports - (13 novembre 2024) : p. 4887

- Question d'actualité au Gouvernement relative au fret aérien - (20 novembre 2024) : p. 5239

- Question orale sans débat sur le thème : « Devenir de l'engagement pour le renouveau du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais » - (3 décembre 2024) : p. 7281

- Question orale sans débat relative à l'effort d'isolation phonique lors de la traversée par le Charles-de-Gaulle Express de la ZAC de La Courneuve - (3 décembre 2024) : p. 7282

- Question orale sans débat relative à la création d'un statut de l'élu local - (3 décembre 2024) : p. 7282

- Question orale sans débat relative à la situation financière catastrophique des départements - (3 décembre 2024) : p. 7283

- Question orale sans débat relative à l'offre de trains intercités sur les liaisons Nantes-Lyon, Nantes-Bordeaux, Nantes-Lille - (3 décembre 2024) : p. 7284

- Question orale sans débat relative à la vulnérabilité au risque inondation de la Camargue gardoise - (3 décembre 2024) : p. 7284

- Question orale sans débat relative au projet d'installation de stockage de déchets dangereux dans la commune d'Hersin-Coupigny - (3 décembre 2024) : p. 7285

- Question orale sans débat relative aux subventions accordées par les agences de l'eau - (3 décembre 2024) : p. 7286

- Question orale sans débat relative au projet d'arrêté ministériel relatif à la gestion des grands cormorans - (3 décembre 2024) : p. 7287

- Question orale sans débat relative aux perspectives d'évolution des instruments de mesure de l'impact acoustique des parcs éoliens terrestres - (3 décembre 2024) : p. 7287

- Question orale sans débat relative au chèque énergie à destination des résidents des communes accueillant des éoliennes - (3 décembre 2024) : p. 7288

- Question orale sans débat relative à la date de la publication du décret sur le mécanisme de la garantie rurale - (3 décembre 2024) : p. 7289

DUROX (Aymeric)
sénateur (Seine-et-Marne)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à revoir l'obligation de construction de logements sociaux [n° 516 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Anne Genetet, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Luis Vassy, directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste** [n° 259 (2023-2024)] - (23 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 194

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire** [n° 301 (2023-2024)] - (13 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 827

- **Débat sur le rapport public annuel de la Cour des comptes** - (13 mars 2024) : p. 1696

- **Question orale sans débat relative à la communication des islamistes radicalisés fichés S aux maires** - (19 mars 2024) : p. 1824 p. 1825

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'entrisme islamiste à l'école** - (3 avril 2024) : p. 2396 p. 2397

- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève** [n° 493 (2023-2024)] - (9 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2487

- **Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales** [n° 503 (2023-2024)] - (11 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2710

- **Proposition de loi visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères** [n° 578 (2023-2024)] - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2850

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (28 mai 2024) : p. 3262

- **Débat sur le thème : « Contrôle des investissements étrangers en France comme outil d'une stratégie d'intelligence économique au service de notre souveraineté »** - (29 mai 2024) : p. 3369

- **Question orale sans débat sur l'établissement d'un centre hospitalier universitaire en Seine-et-Marne** - (4 juin 2024) : p. 3568

- **Débat sur le thème « Croissance de la dette publique de la France »** - (8 octobre 2024) : p. 3894

- **Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet** [n° 662 (2023-2024)] - (15 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4118

- **Question orale sans débat sur le développement de l'aérodrome de Melun-Villaroche** - (22 octobre 2024) : p. 4371

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)] - (18 novembre 2024) - **Article liminaire (Répartition des prévisions de dépenses, de recettes et de solde des administrations de sécurité sociale pour les années 2024 et 2025)** : p. 5067

Deuxième partie :

- (18 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 375 (Exonération de cotisation retraite des médecins retraités exerçant en zone de désert médical)** : p. 5091 - **Article 3 ter (nouveau) (Extension du régime simplifié des professions médicales aux médecins libéraux en situation de cumul emploi-retraite et aux médecins participant aux campagnes de vaccination)** : p. 5097

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Discussion générale :

- (25 novembre 2024) : p. 5766 p. 5767

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-462 et n° I-1556 (Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % sur le gaz, l'électricité, le fioul et les carburants)** : p. 6277

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2024) - **Article 31 (suite) (Stabilisation en valeur au titre de 2025 des fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectées aux collectivités locales)** : p. 6765 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-642 rectifié bis et n° I-2052 rectifié bis (Suppression de l'exonération de taxe foncière sur les mâts des éoliennes)** : p. 6805

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2024) : p. 7083

Enseignement scolaire (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7099 p. 7103 p. 7104 p. 7107 p. 7109 p. 7110 p. 7111 p. 7119

DUSSOPT (Olivier)
ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion
 (jusqu'au 12 janvier 2024)

ÉBLÉ (Vincent)
sénateur (Seine-et-Marne)
 SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 19 février 2024.

Membre de la mission d'information sur « Architectes des Bâtiments de France : périmètre et compétences » le 28 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Des programmes d'investissement d'avenir à France 2030 : les financements exceptionnels accordés au secteur de la culture [n° 437 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le centre des monuments nationaux : un succès pour la politique du patrimoine, un modèle économique à préserver [n° 765 (2023-2024)] (18 septembre 2024) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Culture [n° 34 tome 2 annexe 8 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Culture [n° 144 tome 3 annexe 8 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des finances*) : Crédits exceptionnels à la culture et aux industries créatives : des moyens considérables, une logique de guichet, un contrôle insatisfaisant 2017-2023 - Audition de M. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement, Mmes Florence Philbert, directrice générale des médias et des industries culturelles, et Sophie Zeller, cheffe de service, adjointe au directeur général de la création artistique, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Crédits exceptionnels à la culture et aux industries créatives : des moyens considérables, une logique de guichet, un contrôle insatisfaisant 2017-2023 - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de M. Jean-François Hébert, directeur général des patrimoines et de l'architecture au ministère de la culture.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de M. Albéric de Montgolfier, sénateur,

président de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture (CNPA).

(*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de MM. Patrick Brie, adjoint à la sous-direction de la qualité du cadre de vie, Benoît Bergegère, chef du bureau des sites protégés, et Yannick Pache, chef du bureau de la réhabilitation du parc et des évaluations économiques, direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN), du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

Audition de représentants d'associations d'élus locaux.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Rapport de la Cour des comptes de juin 2022 consacré à « La politique de l'État en faveur du patrimoine monumental » - Audition de la Cour des comptes : MM. Emmanuel Roux, président de la Chambre régionale des comptes Bourgogne-Franche-Comté, conseiller maître, Michel Bouvard, conseiller maître, et Mme Anne Le Lagadec, conseillère référendaire en service extraordinaire.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de M. Fabien Sénéchal, président, Association nationale des architectes des bâtiments de France (ANABF), Mme Emmanuelle Didier et M. Benjamin Aba-Perea, architectes des bâtiments de France et membres du conseil d'administration de l'ANABF.

Audition de MM. Laurent Roturier, président de l'Association nationale des DRAC, directeur régional des affaires culturelles (DRAC) d'Île-de-France, et Hilaire Multon, directeur régional des affaires culturelles des Hauts-de-France, membre du bureau de l'association des DRAC.

Audition de représentants de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb).

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de M. Hugo Franck, président, et

Mme Emmanuelle Raoul-Duval, secrétaire générale, du syndicat de l'architecture.

Réunion du mercredi 19 juin 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de M. Jean-Philippe Lefèvre (en visioconférence), président de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC).

Réunion du mercredi 18 septembre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Centre des monuments nationaux - Communication.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Médias, livre et industries culturelles » et « Audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale du Gouvernement** - (17 janvier 2024) : p. 80

- **Déclaration du Gouvernement** - (30 janvier 2024) : p. 371

- **Débat relatif aux finances des départements** - (5 mars 2024) : p. 1290

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intervention médiatique du pouvoir exécutif pendant la campagne des élections européennes** - (5 juin 2024) : p. 3736

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de Sanofi** - (16 octobre 2024) : p. 4202

EL HAÏRY (Sarah)
ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé et des solidarités, de la ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et du garde des sceaux, ministre de la justice, chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles (du 9 février 2024 au 21 septembre 2024)
secrétaire d'État auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargée de la biodiversité (jusqu'au 9 janvier 2024)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques [n° 399 (2023-2024)]** - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1630 p. 1631 p. 1640 - **Article 1er** (*Réalisation de tests de discriminations individuels et statistiques par un service placé*

sous l'autorité du Premier ministre) : p. 1641 p. 1642 p. 1643 p. 1644 p. 1645 p. 1646 - **Article 2 (Supprimé)** (*Création d'un comité des parties prenantes compétent pour l'élaboration et le suivi de tests de discrimination statistiques*) : p. 1648 - **Article 3 (Supprimé)** (*Procédure applicable aux pratiques potentiellement discriminatoires révélées par un test de discrimination statistique*) : p. 1654 p. 1655 - **Article 3 bis** (*Intégration de la domiciliation bancaire aux critères pénaux de la discrimination*) : p. 1656

- **Question orale sans débat sur la situation d'urgence à la maison d'arrêt de Rouen** - (19 mars 2024) : p. 1834

- **Question orale sans débat relative à une vacance au tribunal judiciaire du Havre** - (19 mars 2024) : p. 1835

- **Question orale sans débat sur la multiplication des fermetures de classes dans le département du Cher** - (19 mars 2024) : p. 1836

- **Question orale sans débat sur l'obligation pour certains parents vivant en milieu rural de recourir à des initiatives privées pour scolariser leur enfant** - (19 mars 2024) : p. 1837

- **Question orale sans débat relative à l'impact des règles de remplacement et de formation des enseignants sur la mise en œuvre des dispositifs d'éducation à l'image** - (19 mars 2024) : p. 1837

- **Question orale sans débat sur la carte scolaire 2024** - (19 mars 2024) : p. 1838
- **Question orale sans débat relative au remboursement des soutiens-gorges compressifs post-cancer du sein et à la reconstruction mammaire** - (19 mars 2024) : p. 1839
- **Question orale sans débat relative à la tarification sociale des cantines** - (19 mars 2024) : p. 1840
- **Question orale sans débat sur la reconnaissance de droits pour les aidants** - (19 mars 2024) : p. 1841
- **Question orale sans débat sur les examens de biologie médicale délocalisée** - (19 mars 2024) : p. 1842
- **Question orale sans débat sur l'établissement de certificats de décès** - (19 mars 2024) : p. 1842
- **Question orale sans débat sur les fraudes et les problèmes de prise en charge des produits auditifs** - (19 mars 2024) : p. 1843
- **Question orale sans débat sur l'avenir de la profession des infirmiers libéraux** - (19 mars 2024) : p. 1844
- **Question orale sans débat sur les pratiques de soins non conventionnelles et leur encadrement** - (19 mars 2024) : p. 1844
- **Question orale sans débat sur la fermeture du centre de santé Edens dans le Haut-Rhin** - (19 mars 2024) : p. 1845
- **Proposition de loi visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics [n° 419 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1877
- **Question orale sans débat relative au recours aux professionnels de santé diplômés hors de l'Union européenne** - (9 avril 2024) : p. 2457
- **Question orale sans débat relative à la situation alarmante de la santé mentale en France** - (9 avril 2024) : p. 2458
- **Question orale sans débat relative à l'augmentation des tarifs des mutuelles santé** - (9 avril 2024) : p. 2459
- **Question orale sans débat relative à la situation des infirmières dites « Asalée »** - (9 avril 2024) : p. 2460
- **Question orale sans débat relative aux dysfonctionnements de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux** - (9 avril 2024) : p. 2461
- **Question orale sans débat relative à la pénurie de médicaments** - (9 avril 2024) : p. 2462
- **Question orale sans débat relative aux inquiétudes sur les modalités d'octroi de trimestres supplémentaires pour la retraite des sapeurs-pompiers volontaires** - (9 avril 2024) : p. 2462 p. 2463
- **Question orale sans débat relative à la situation budgétaire alarmante du centre hospitalier Camille-Claudel en Charente** - (9 avril 2024) : p. 2463
- **Question orale sans débat relative aux conséquences d'une disparition définitive du centre médico-psychologique pour enfants et adolescents au Vigan** - (9 avril 2024) : p. 2464
- **Question orale sans débat relative à la situation de la maison d'arrêt de Béthune** - (9 avril 2024) : p. 2465
- **Question orale sans débat relative aux mesures de réduction de la surpopulation carcérale** - (9 avril 2024) : p. 2466
- **Question orale sans débat relative à la situation de la rentrée scolaire 2024-2025 en Guadeloupe** - (9 avril 2024) : p. 2466
- **Question orale sans débat relative à l'arrêt du financement des séances d'éducation à la sexualité** - (9 avril 2024) : p. 2467
- **Question orale sans débat relative à l'organisation des festivals de l'été pendant les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024** - (9 avril 2024) : p. 2468
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la surpopulation carcérale** - (10 avril 2024) : p. 2609
- **Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 499 (2023-2024)]** - (10 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2621 p. 2622 p. 2623 p. 2625
- **Proposition de loi visant à renforcer le service civique [n° 497 (2023-2024)]** - (10 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2635 p. 2637 p. 2638 p. 2641 p. 2643 - **Article 1er (Élargissement des conditions d'accès au service civique, amélioration des modalités d'encadrement des missions et renforcement de l'attractivité du dispositif)** : p. 2645 p. 2646 p. 2647 p. 2648 - **Article 2 (Valorisation du service civique dans le cadre des études supérieures)** : p. 2650 - **Article 3 (Prise en compte du service civique dans les concours de la fonction publique)** : p. 2651
- **Proposition de loi allongeant la durée de l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate [n° 558 (2023-2024)]** - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2858 - **Article 1er (Allongement de la durée de l'ordonnance de protection et création d'une ordonnance provisoire de protection immédiate)** : p. 2873 - **Demande de priorité** : p. 2874 - **Article 1er (Allongement de la durée de l'ordonnance de protection et création d'une ordonnance provisoire de protection immédiate)** : p. 2875 p. 2876 p. 2877 p. 2878 p. 2879 p. 2882 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 16 rectifié bis (Amendement rédactionnel)** : p. 2883 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5 (Dissimulation de l'adresse de l'école des enfants)** : p. 2884 - **Article 1er bis (nouveau) (Dissimulation de l'adresse d'une personne bénéficiaire d'une ordonnance de protection lorsque l'auteur des violences demande que lui soient communiquées les listes électorales)** : p. 2884 p. 2885 - **Article 2 (Sanction du non-respect des mesures ordonnées dans le cadre d'une ordonnance provisoire de protection immédiate)** : p. 2885 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission) (Application du dispositif en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna)** : p. 2886
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la lutte contre le narcotraffic (I)** - (15 mai 2024) : p. 2951
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les politiques publiques relatives à la famille** - (22 mai 2024) : p. 3143
- **Question d'actualité au Gouvernement relative au fonds de soutien au développement des activités périscolaires** - (29 mai 2024) : p. 3363 p. 3364
- **Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 618 (2023-2024)]** - (29 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3385 - **Article 1er (Ouverture de la possibilité pour un agent public de cumuler son emploi avec un emploi d'assistant familial)** : p. 3396 p. 3397 p. 3398

ESPAGNAC (Frédérique)
sénatrice (Pyrénées-Atlantiques)
SER

Chargée d'une mission temporaire auprès de la ministre de la culture le 17 mars 2024 ; fin de mission le 14 septembre 2024.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Secrétaire de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (24 octobre 2024).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Pyrénées le 7 novembre 2024.

Vice-présidente de la mission d'information sur l'avenir de la commune et du maire en France.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - **Économie [n° 34 tome 2 annexe 12 (2024-2025)]** (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - **Économie [n° 144 tome 3 annexe 12 (2024-2025)]** (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des finances*) : Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission conjointe de contrôle relative aux inondations survenues en 2023 et au début de l'année 2024 - Examen du rapport d'information.

Réunion du lundi 28 octobre 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Cohésion des territoires » - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » et Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme** - (16 janvier 2024) : p. 25 p. 29

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3026 p. 3027 - **Article 1er** (*Application des obligations de décence énergétique aux locations meublées de tourisme*) : p. 3051 - **Article 3** (*Modification du régime fiscal applicable à la location meublée touristique*) : p. 3083 - **Article 4 (supprimé)** (*Suppression de la double déductibilité des amortissements dans le cadre du régime fiscal de la location meublée non professionnelle*) : p. 3095 p. 3096

- **Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)]** - (17 octobre 2024) - **Article 1er** (*Caractère facultatif du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communes et d'agglomération situées en zone de montagne et faculté de restitution de ces compétences*) : p. 4318

- **Question orale sans débat sur les coupes budgétaires au centre de coordination des dépistages des cancers de Nouvelle-Aquitaine** - (22 octobre 2024) : p. 4354

- **Proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale** - *Commission mixte paritaire [n° 86 (2024-2025)]* - (5 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4712

- **Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)]** - (14 novembre 2024) - **Article 1er** (*Interdiction d'organiser des combats de coqs et des corridas en présence de mineurs de moins de seize ans*) : p. 5006

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1214** (*Instauration d'une exonération de cotisations sociales des non-salariés agricoles pour les revenus issus des activités de location de meublés de tourisme*) : p. 5154 p. 5155 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 1089** (*Prestations versées aux volontaires du service civique par les organismes d'accueil - Exonération de cotisations sociales*) : p. 5165

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Discussion générale :

- (25 novembre 2024) : p. 5772 p. 5773

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1598 rectifié** (*Clarification des articles 200 et 238 bis du code général des impôts pour les fédérations d'associations*) : p. 5893 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1096 rectifié bis, n° I-755 rectifié, n° 819 rectifié bis et n° I-1181** (*Substitution d'un crédit d'impôt à la réduction d'impôt actuelle pour les frais de déplacement engagés dans le cadre d'une activité bénévole*) : p. 5896

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1672 rectifié, n° I-664, n° I-938, n° I-1340, n° I-400 rectifié, n° I-940, n° 905 rectifié, n° 1369 rectifié et n° I-459** (*Dispositions diverses sur le prélèvement forfaitaire unique (PFU) et sur l'imposition des superdividendes*) : p. 6005 - **Article 4** (*Mise en place d'un partage avec les consommateurs des revenus du nucléaire historique*) : p. 6020 p. 6021 - **Article 7** (*Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations*) : p. 6060 p. 6069 p. 6071 p. 6073 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-293 rectifié, n° I-329 rectifié, n° 821 rectifié ter, n° 1415 rectifié bis et n° 1629 rectifié bis** (*Tarif réduit de la taxe intérieure de consommation du gaz naturel (TICGN) pour les fabricants de chips*) : p. 6081 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-1349** (*Suppression des tarifs réduits d'accise pour les biocarburants de première génération*) : p. 6087 p. 6088

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-818 rectifié** (*Exonération de TVA pour les frais professionnels des groupements constitués par des personnes physiques ou morales exerçant une activité exonérée ou pour laquelle elles n'ont pas la qualité d'assujetti et application de l'exonération aux groupements non exclusivement composés d'adhérents non assujettis ou exonérés*) : p. 6270 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-426**

rectifié ter, n° I-1739 rectifié et n° I-1013 (*Suppression du taux réduit de TVA de 5,5 % sur les eaux vendues en bouteille plastique ainsi que sur les boissons non alcooliques (dont les sodas)*) : p. 6276 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1810 rectifié et n° I-1203** (*Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % à l'ensemble des services de transports publics collectifs de voyageurs à l'exclusion des services librement organisés*) : p. 6286 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1811 rectifié** (*Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % aux billets de train pour le transport des voyageurs*) : p. 6288

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1814 rectifié bis** (*Instauration d'une taxe sur les livraisons de e-commerce basée sur un écoscore*) : p. 6455 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1813 rectifié bis et n° I-983 rectifié** (*Instauration d'une taxe sur les livraisons de biens par certaines plateformes numériques de vente en ligne/Instauration d'une taxe dégressive sur les livraisons en fonction du délai de livraison*) : p. 6457 - **Article 18** (*Aménagement des dispositifs de déductions et d'exonérations applicables au secteur agricole*) : p. 6470 p. 6476 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-867 rectifié** (*Majoration du crédit d'impôt sur les dispositifs d'incitation à la gestion durable des forêts*) : p. 6481 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-236 rectifié quater, n° I-235 rectifié quinquies, n° I-1213, n° I-316, n° I-231 rectifié quater, n° I-493 rectifié, n° I-249 rectifié sexies et n° I-866 rectifié** (*Subordonner tout soutien public des propriétaires forestiers à la vente du bois aux seules personnes résidant dans l'Union européenne*) : p. 6483

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-44 rectifié bis, n° I-233 rectifié quinquies, n° I-291, n° I-422 rectifié bis, n° I-1058 rectifié bis, n° I-1565 et n° I-1649 rectifié bis** (*Suppression de l'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties (TFPB) sur les installations de méthanisation agricole*) : p. 6508 p. 6509 - **Article 24** (*Réintégration des amortissements admis en déduction dans l'assiette de la plus-value imposable réalisée lors de la cession de locaux ayant fait l'objet d'une location meublée dans le cadre d'une activité exercée à titre non professionnel*) : p. 6590 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-762 rectifié quater, n° I-839 rectifié, n° I-763 rectifié quater, n° I-840 rectifié, n° I-1711 rectifié et n° I-1900 rectifié ter** (*Augmentation à 50 % du taux d'abattement pour le régime micro-foncier*) : p. 6593 p. 6594 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-797 rectifié** (*Soumission à l'impôt sur le revenu des fractions de plus-values immobilières excédant un seuil de 50 % du prix d'acquisition*) : p. 6599 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1772 rectifié, n° I-1453, n° I-391 rectifié bis, n° I-1008, n° I-1895 rectifié quater, n° I-1714 rectifié, n° I-1715 rectifié quater et n° I-1841 rectifié bis** (*Pérennisation du dispositif « Loc Avantages » et transformation en crédit d'impôt sous conditions*) : p. 6613 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-912 rectifié bis** (*Création d'un crédit d'impôt sur le revenu au profit des bénéficiaires de l'aide personnalisée au logement*) : p. 6615 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-995 rectifié et n° I-1477 rectifié** (*Accès au prêt à taux zéro pour les acquéreurs successifs d'un logement en bail réel solidaire*) : p. 6638 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-757 rectifié bis et n° I-1964 rectifié** (*Rehaussement à 195 000 euros du montant maximal d'opération pour l'accès au prêt à taux zéro*) : p. 6639 - **Article 27** (*Intégration des communes anciennement classées en zone de revitalisation rurale dans le nouveau zonage France ruralités revitalisation et prorogation du dispositif d'exonérations fiscales et sociales dans les bassins d'emploi à redynamiser*) : p. 6681 p. 6684 p. 6690 p. 6691

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article 29** (*Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement*) : p. 6746 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1383 et n° I-1131 rectifié bis** (*Suppression de la taxe spéciale*

d'équipement locale qui doit permettre de financer une partie de la nouvelle ligne à grande vitesse Bordeaux Toulouse (grand projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO)): p. 6822 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-869 rectifié bis** (Majoration progressive du coefficient correcteur pour toutes les communes): p. 6826 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-870 rectifié bis** (Majoration du coefficient correcteur pour les communes dont la compensation par habitant est inférieure à la moyenne nationale par habitant): p. 6826 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-877 rectifié ter, n° I-146, n° I-354 rectifié, n° I-610 rectifié quater, n° I-1414 rectifié bis, n° I-1929 rectifié bis, n° I-1731 rectifié et n° I-980** (Redéfinition du périmètre de perception du versement mobilité additionnel (VMA) et déplafonnement partiel de son cumul avec le versement mobilité de droit commun): p. 6844 - **Article 33** (Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers): p. 6891 p. 6906 p. 6909 - **Article 33 (suite)** (Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers): p. 6912 - **Article 36** (Réforme du financement du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (CAS Facé)): p. 6926 - **Article 39** (Aménagement du dispositif de financement des missions de sûreté et de sécurité des aéroports français): p. 6932

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (3 décembre 2024) : p. 7297

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7310 p. 7311 p. 7312 p. 7314 p. 7315 p. 7316 p. 7317 p. 7318 p. 7319 p. 7321 p. 7322 p. 7325 p. 7326 p. 7327 p. 7328 p. 7329 p. 7330 p. 7333 p. 7336 p. 7338 p. 7339 p. 7340 p. 7342 p. 7343 p. 7344 p. 7348

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) - **Article additionnel après l'article 64 (priorité) - Amendements n° II-11 rectifié et n° II-248 rectifié** (Création d'un dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales) : p. 7522 p. 7523 - **État B** : p. 7543

Relations avec les collectivités territoriales (suite)

- (4 décembre 2024) - **Article 61** (Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF)) : p. 7551 p. 7552 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-729, n° II-1454, n° II-51 rectifié bis, n° II-134 rectifié ter, n° II-194 rectifié, n° II-350 rectifié bis, n° II-670, n° II-53 rectifié bis, n° II-135 rectifié ter, n° II-195 rectifié, n° II-351 rectifié ter, n° II-739, n° II-369, n° II-901, n° II-1140, n° II-1149, n° II-345 rectifié et n° II-1121** (Dispositions diverses et nouvelles prérogatives pour les commissions dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)) : p. 7569

ESTROSI SASSONE (Dominique)
sénateur (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Présidente de la commission des affaires économiques.

Présidente de la commission d'enquête sur l'efficacité des politiques publiques en matière de rénovation énergétique.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (7 mars 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (7 mars 2024).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations (14 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (24 octobre 2024); nouvelle nomination; présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (29 octobre 2024).

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat jusqu'au 1er février 2024.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux; nouvelle nomination le 12 février 2024.

Membre titulaire du Conseil national des villes; nouvelle nomination le 12 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Alpes.

Membre titulaire du comité de bassin Rhône-Méditerranée.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à modifier le fait générateur de la perception de la taxe d'aménagement par les collectivités territoriales [n° 268 (2023-2024)] (22 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Crise du logement [n° 567 (2023-2024)] (30 avril 2024) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 699 (2023-2024)] (19 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Réunion du jeudi 18 janvier 2024 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances et fiscalité - Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur.

Réunion du mardi 30 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale,

relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Désignation d'un rapporteur.

Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Projet de loi modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des rapports pour avis et des amendements déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alexandre Saubot, président de France Industrie.

Audition de M. Arnaud Rousseau, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arnaud Gaillot, président des Jeunes Agriculteurs et Mme Véronique Marchesseau, secrétaire générale de la Confédération paysanne.

Audition de M. Sébastien Windsor, président de Chambres d'agriculture France.

Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et projet de loi modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Bazin, président-directeur général d'Accor.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi de la politique agricole commune - Désignation des membres.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi d'orientation pour la souveraineté agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Cœuré, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du conseil d'administration de Renault.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États

membres, d'une part, et le Canada, d'autre part - Examen de l'amendement de séance.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Marianne Laigneau, présidente du directoire d'Enedis.

Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Examen de l'amendement au texte de la commission mixte paritaire.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Anne Bouverot et M. Philippe Aghion, co-présidents de la commission de l'intelligence artificielle (IA).

Évolution de la réglementation du numérique prévue par la loi visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique - Communication.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Audition de MM. Jean-Pierre Mustier, président du conseil d'administration et Paul Saleh, directeur général d'Atos.

Politiques publiques en matière de contrôle du traitement des eaux minérales naturelles et de sources - Création d'une mission flash.

Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bureaux en logements - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Mission d'information conjointe sur la situation et l'avenir d'Atos - Examen du rapport d'information.

Mission sur la crise du logement - Examen du rapport d'information et vote sur les propositions des rapporteurs.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission d'information conjointe sur la situation et l'avenir d'Atos - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Bilan annuel d'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables - Audition de M. Guillaume Kasbarian, ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé du logement.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faciliter la transformation des bureaux en logements - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Désignation de rapporteurs.

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à faciliter la

transformation des bureaux en logements - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arthur Mensch, cofondateur de l'entreprise Mistral AI.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Audition de M. Marc Fesneau, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Accueil d'un nouveau commissaire.

Audition de M. Luc Chatel, président de la Plateforme automobile (PFA).

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Groupes de suivi de la commission - Remplacement d'un membre.

Proposition de nomination de M. Philippe Mauguin, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) - Désignation d'un rapporteur.

(*commission des finances*) : Groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de l'Institut national de recherche sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae).

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen des amendements au texte de la commission.

Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Philippe Mauguin aux fonctions de président de l'Institut national de recherche sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Communications diverses.

Politiques publiques de contrôle du traitement des eaux minérales naturelles et de source - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de finances pour 2025 - Désignation de rapporteurs pour avis.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Accueil de nouveaux commissaires.

Audition de M. François Marciano, directeur général de Duralex.

Nouvelle candidature à la commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale.

Réunion du lundi 28 octobre 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général de La Poste.

Situation des filières du cognac et de l'armagnac - Audition de MM. Jérôme Delord, président du Bureau national interprofessionnel de l'armagnac (BNIA), Florent Morillon, président du Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC), Anthony Brun, représentant au sein du BNIC de la famille de la viticulture, et Nicolas Ozanam, délégué général de la fédération des exportateurs de vins et de spiritueux (FEVS).

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Di Crescenzo, président des chambres de commerce et d'industrie (CCI France).

Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Valérie Létard, ministre du logement et de la rénovation urbaine.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mmes Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques et Olga Givernet, ministre déléguée chargée de l'énergie.

Projet de loi de finances pour 2025 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Hubert Bonneau, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 14 novembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du Premier ministre, chargé des outre-mer.

Groupe de suivi des lois dites Égalim - Examen du rapport et vote sur les propositions.

Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs au logement et à la politique de la ville de la mission « Cohésion des territoires » - Examen des rapports pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi en faveur de la préservation et de la reconquête de la haie - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Avenir du marché intérieur - Audition de M. Enrico Letta.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Communication en vue de la sollicitation de l'avis de l'Autorité de la concurrence sur le fonctionnement du marché français de l'agroéquipement.

Mission d'information relative aux causes, aux conséquences et aux solutions à la fermeture de la pêche dans le golfe de Gascogne - Désignation de rapporteurs.

Programme « Territoires d'industrie » - Examen du rapport d'information et vote sur les propositions des rapporteurs.

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer - Désignation d'un rapporteur.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme** - (16 janvier 2024) : p. 24 p. 25 p. 27 p. 32 p. 36

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 481

- **Question orale sans débat relative à la crise de l'apiculture française** - (6 février 2024) : p. 632

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire** [n° 301 (2023-2024)] - (7 février 2024) - **Rappel au règlement** : p. 750 - **Article 2** (*Déontologie, indépendance et transparence*) : p. 782

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution** [n° 302 (2023-2024)] - (7 février 2024) - **Article 3 (nouveau)** (*Entrée en vigueur de l'intégration du haut-commissaire à l'énergie atomique (HCEA) parmi les désignations relevant de la procédure prévue au cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution*) : p. 817

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement** [n° 343 (2023-2024)] - (27 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1093 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 5 et n° 73 rectifié bis** (*Abaissement de la majorité nécessaire à l'interdiction des meublés de tourisme dans une copropriété*) : p. 1114 - **Article 3** (*Création d'une nouvelle procédure d'expropriation pour les immeubles indignes à titre réparable*) : p. 1123 - **Organisation des travaux** : p. 1135

- **Suite de la discussion** (28 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1260

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels** [n° 389 (2023-2024)] - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1622 p. 1623

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les programmations pluriannuelles de l'énergie** - (20 mars 2024) : p. 1937 p. 1938

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement** - *Commission mixte paritaire* [n° 429 (2023-2024)] - (27 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2196 p. 2196

- **Question orale sans débat relative à l'encadrement des centres de santé dentaire** - (7 mai 2024) : p. 2786

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif** [n° 587 (2023-2024)] - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3017 p. 3018 p. 3019 - **Article 1er A** (*Généralisation de la déclaration préalable avec enregistrement de la location d'un meublé de tourisme*) : p. 3044 - **Article 1er bis** (*Modifications du code du tourisme visant à renforcer les outils à la disposition des communes pour réguler la location meublée touristique*) : p. 3057 p. 3062 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3101

- **Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bureaux en logements** [n° 598 (2023-2024)] - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3111 p. 3112 p. 3114

- **Suite de la discussion** (22 mai 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3174

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (28 mai 2024) : p. 3253

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie** [n° 643 (2023-2024)] - (15 octobre 2024) - **Article 3** (*Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie*) : p. 4149

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4248

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles** [n° 62 (2024-2025)] - (29 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4529 p. 4530

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)]

Deuxième partie :

- (18 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 742 et n° 929** (*Création de nouvelles cotisations à la charge des non-salariés agricoles et des travailleurs indépendants*) : p. 5086

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 937 rectifié** (*Soumission des rachats d'action à l'assiette des cotisations de sécurité sociale*) : p. 5165

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-773 rectifié ter, n° I-173 rectifié, n° 86 rectifié bis, n° I-635 rectifié bis, n° I-774 rectifié quater, n° I-1487 rectifié et n° I-1388 rectifié bis** (*Dispositions diverses sur l'abattement forfaitaire sur les pensions*) : p. 5880

- **Question orale sans débat relative à l'évolution du statut des forestiers-sapeurs en emplois de catégorie active** - (3 décembre 2024) : p. 7277

EUSTACHE-BRINIO (Jacqueline)
sénatrice (Val-d'Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 23 octobre 2024 ; membre de la commission jusqu'au 22 octobre 2024.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales (15 février 2024).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de l'immigration et de l'intégration le 12 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 263 (2023-2024)] portant création d'un statut de l'élu local [n° 366 (2023-2024)] (28 février 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi relative à l'accès à la nationalité française des mineurs isolés [n° 378 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : tout reste à faire [n° 383 (2023-2024)] (6 mars 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi pour consacrer la lutte contre l'antisémitisme [n° 3 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à réserver la présentation au second tour des élections législatives aux seuls deux candidats arrivés en tête du premier tour [n° 58 (2024-2025)] (22 octobre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des outre-mer [n° 172 (2024-2025)] (28 novembre 2024) - **Outre-mer.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 16 janvier 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les émeutes survenues à compter du 27 juin 2023 - Audition de MM. Fabien Jobard, Marwan Mohammed et Sébastien Roché, sociologues.

Réunion du jeudi 18 janvier 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition des représentants de la direction générale des outre-mer (DGOM).

Réunion du jeudi 1er février 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition de Jean-Claude Brunet, ambassadeur délégué à la coopération régionale.

Réunion du jeudi 15 février 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - Audition Charles Trottmann, directeur du département des Trois Océans de l'Agence française de développement.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission des lois*) : Recrudescence des actes antisémites - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission conjointe de contrôle sur le signalement et le traitement des pressions, menaces et agressions dont les enseignants sont victimes - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

(*commission des lois*) : Mission conjointe de contrôle sur le signalement et le traitement des pressions, menaces et agressions dont les enseignants sont victimes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des lois*) : Application de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 mars 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition de Christian Nussbaum, chef de la mission outre-mer de la Direction générale de la police nationale (DGPN).

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*commission des lois*) : Émeutes survenues à compter du 27 juin 2023 - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 2 mai 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Emmanuelle Blatmann, directrice d'Afrique et de l'océan Indien au ministère de l'Europe et des affaires étrangères, accompagnée de M. Alexandre Olmedo, sous-directeur d'Afrique australe et de l'océan Indien.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du Premier ministre, chargé des Outre-mer.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde : « Sécurité : quel avenir pour la police municipale ? ».

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des lois*) : Audition de M. Didier Leschi, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

Réunion du mardi 19 novembre 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du Premier ministre, chargé des outre-mer.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Sécurités » (hors programme « Sécurité civile ») - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune** [n° 244 (2023-2024)] - (24 janvier 2024) - **Article 1er** (*Obligation de décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune*) : p. 292 p. 294

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local** [n° 367 (2023-2024)] - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1341 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 90 rectifié** (*Demande de rapport évaluant l'opportunité de réunir et codifier les dispositions relatives au statut de l'élu*) : p. 1356

- **Suite de la discussion** (6 mars 2024) - **Article 2** (*Fixation par principe des indemnités de fonction au maximum légal pour les exécutifs communaux, départementaux et régionaux et modification du mode de calcul de l'enveloppe indemnitaire globale*) : p. 1428 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 128 rectifié, n° 17 rectifié, n° 236 rectifié bis, n° 105 rectifié bis, n° 127 rectifié bis, n° 26 rectifié bis et n° 4 rectifié bis** (*Faculté de recours à la visioconférence pour un membre du conseil municipal empêché professionnellement/les élus étudiants*) : p. 1455 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 52 rectifié quater, n° 137 rectifié bis, n° 142, n° 195, n° 215, n° 356 rectifié bis** (*Possibilité de recours à la visioconférence pour la réunion du bureau du conseil communautaire*) : p. 1456 - **Article 9** (*Extension du champ des autorisations d'absence et augmentation du plafond de remboursement des pertes de revenus subies par l'élu*) : p. 1469

- **Suite de la discussion** (7 mars 2024) - **Article 14** (*Formation des élus locaux et des candidats à un mandat électif local*) : p. 1531 p. 1532 p. 1533 - **Article 17** (*Cumul des indemnités journalières et des indemnités de fonction*) : p. 1547 - **Article additionnel avant l'article 18 - Amendement n° 19 rectifié** (*Interdiction pour les auteurs de certaines infractions de se porter candidat à un mandat local*) : p. 1548 - **Article additionnel avant l'article 18 - Amendement n° 235** (*Inscription de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité à trois nouvelles infractions*) : p. 1548 - **Article 18** (*Détermination des intérêts susceptibles de constituer l'infraction de prise illégale d'intérêt*) : p. 1550 p. 1551 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 40 rectifié, n° 258 et n° 280 rectifié** (*Extension des règles de calcul du quorum lorsque des élus sont intéressés à l'affaire aux conseils départementaux et régionaux*) :

p. 1552 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 59 rectifié et n° 301** (*Caractère intentionnel de l'infraction d'octroi d'un avantage injustifié*): p. 1552 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 20 rectifié** (*Publicité de certaines infractions contenues au bulletin 2 du casier judiciaire des élus européens et des élus locaux*): p. 1553 - **Article 19** (*Octroi automatique de la protection fonctionnelle aux élus locaux victimes de violences, menaces ou outrages*): p. 1555 p. 1556 p. 1558 p. 1559 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 87 rectifié bis, n° 289 rectifié bis, n° 326 rectifié quater et n° 379 rectifié ter** (*Allongement de la prescription assurantielle de 2 ans à 5 ans*): p. 1560 - **Article 22** (*Encadrement des demandes susceptibles d'être adressées par les établissements bancaires aux personnes politiquement exposées*): p. 1560 - **Article 23** (*Référence aux valeurs de la République dans la charte de l'élu local*): p. 1562 p. 1563 - **Article 24** (*Mutualisation des référents déontologiques à l'échelle intercommunale et obligation de déclaration des dons, avantages et invitations*): p. 1564 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 206 rectifié quater** (*Déclarations d'intérêts des élus locaux préremplies par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique*): p. 1565

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation à Gaza** - (10 avril 2024) : p. 2608

- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 623 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3303 - **Question préalable** : p. 3308 - **Discussion générale** : p. 3314 p. 3321 - **Article 1er** (*Interdiction des traitements médicaux de transition et chirurgies de réassignation pour les mineurs*): p. 3328 p. 3329 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3336

- **Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 21 (2024-2025)]** - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4267 - **Article 1er** (*Contrôle du pluralisme dans les médias audiovisuels*) : p. 4270

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation d'Ahou Daryaei** - (13 novembre 2024) : p. 4885 p. 4886

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la proposition de loi du groupe LFI visant à abroger le délit d'apologie du terrorisme du code pénal** - (27 novembre 2024) : p. 6186

EVREN (Agnès)
sénatrice (Paris)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et simplifier la vie associative (22 mars 2024).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports**.

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur la proposition de loi [n° 311 (2023-2024)] visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics [n° 418 (2023-2024)] (13 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à encadrer le nombre de listes aux élections européennes [n° 656 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'abstention électorale en autorisant la détention, par les électeurs mandataires, de deux procurations de vote établies en France [n° 657 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à tenir compte des opérations de renouvellement des parcs éoliens pour le versement d'une fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) aux communes disposant d'un parc installé avant le 1er janvier 2019 [n° 694 (2023-2024)] (17 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à la création d'une délégation parlementaire au numérique [n° 712 (2023-2024)] (27 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à imposer une photographie des candidats sur les circulaires et affiches électorales lors des élections législatives [n° 733 (2023-2024)] (11 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à la création d'une réserve communale de sûreté [n° 743 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi organique visant à mettre fin à la pratique des parachutages électoraux [n° 761 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 1 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Femmes sans abri, la face cachée de la rue - Rapport [n° 15 tome 1 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Femmes sans abri, la face cachée de la rue - Comptes rendus [n° 15 tome 2 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un Fonds national d'aide aux collectivités territoriales pour la création et la rénovation des aires permanentes d'accueil de véhicules de loisir [n° 47 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Transports**.

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs [n° 107 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à limiter la charge financière liée aux prestations de chômage versées aux demandeurs d'emploi frontaliers [n° 151 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écartier le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de MM. Michel Cadot, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques 2024, président de l'Agence nationale du sport (ANS) et Nicolas Ferrand, directeur général exécutif de la société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo).

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Sébastien Cavalier, président de la SAS pass Culture.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Judith Godrèche, actrice, scénariste, réalisatrice et écrivaine.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission conjointe de contrôle sur le signalement et le traitement des pressions, menaces et agressions dont les enseignants sont victimes - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

(*commission des lois*) : Mission conjointe de contrôle sur le signalement et le traitement des pressions, menaces et agressions dont les enseignants sont victimes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 mars 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde avec des associations d'aide aux personnes sans abri.

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Aurore Bergé, ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information de Mmes Colombe Brossel et Béatrice Gosselin sur les familles monoparentales.

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans la rue : audition de chercheuses et d'expertes du sans-abrisme.

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans la rue : audition de M. Jérôme d'Harcourt, délégué interministériel à l'accès à l'hébergement et au logement (Dihal).

Femmes dans la rue : audition de M. Marc Guillaume, préfet de la région Île-de-France, préfet de Paris.

Réunion du jeudi 16 mai 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde avec des professionnels de santé sur la santé physique et mentale des femmes dans la rue.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Régine Hatchondo, présidente du Centre national du livre.

(*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans la rue : table ronde sur la situation dans les Antilles et en Guyane.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans la rue : audition de Mme Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat (USH).

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information sur les femmes sans abri.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les nouvelles mobilités à Paris et le partage de l'espace public** - (18 janvier 2024) : p. 144

- **Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune [n° 244 (2023-2024)]** - (24 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 286

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 497

- **Proposition de loi visant à conforter la filière cinématographique en France [n° 323 (2023-2024)]** - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 992

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux atteintes à la laïcité à l'école** - (6 mars 2024) : p. 1389 p. 1390

- **Question orale sans débat sur les réseaux sociaux, les écrans et la santé mentale des jeunes** - (7 mars 2024) : p. 1482 p. 1483

- **Proposition de loi visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics [n° 419 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1878

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les menaces de mort visant le proviseur du lycée Maurice-Ravel à Paris** - (3 avril 2024) : p. 2393

- **Débat relatif à la fermeture des classes et la mise en place de la carte scolaire dans les départements** - (9 avril 2024) : p. 2518

- **Question orale sans débat relative à l'absentéisme des agents de la Ville de Paris** - (5 novembre 2024) : p. 4691

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article 6 (Réforme des allègements généraux de cotisations patronales)** : p. 5169

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 1149 rectifié quater (Création d'une taxe sur les publicités faisant la promotion des téléphones mobiles et des applications mobiles)** : p. 5419

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2024) - **Article 19 (Lutter contre les pénuries de produits de santé)** : p. 5621 p. 5623

Troisième partie : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2025 :

- (23 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 911 rectifié** (*Demande de rapport sur les cancers professionnels des sapeurs-pompiers*) : p. 5709

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

FAGNEN (Sébastien)
sénateur (Manche)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (7 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (7 mars 2024).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2024) : p. 7090

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Cohésion des territoires [n° 148 tome 1 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport et élaboration des textes de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur l'évaluation de la loi n° 2019-773 du 24

juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (OFB), modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Audition de Mme Sylvie Gustave dit Duflo, présidente du conseil d'administration de l'OFB, vice-présidente de la région Guadeloupe, et M. Olivier Thibault, directeur général de l'OFB.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et du projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan d'activité - Audition de M. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Résilience des réseaux face aux aléas climatiques - Audition de MM. Hervé Champenois, directeur technique d'Enedis, Charles-Antoine Gautier, directeur général de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), Maurice Giroucel, président du syndicat intercommunal d'électricité (Sidélec) du département de La Réunion, et Antoine Jourdain, directeur systèmes énergétiques insulaires d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Transport ferroviaire : bilan des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 » - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-Marie Abadie, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. François Durovray, ministre délégué chargé des transports.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques.

Le déploiement des réseaux de fibre optique - Audition de représentants de l'Arcep, de l'ANCT et de Avicca.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs à l'aménagement numérique du territoire - Examen du rapport pour avis.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la filière hydrolienne** - (18 janvier 2024) : p. 157

- **Débat sur le thème : « La mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et le renforcement de l'accompagnement des élus locaux »** - (18 janvier 2024) : p. 168

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Renvoi à la commission** : p. 759 - **Article 2** (*Déontologie, indépendance et transparence*) : p. 783 p. 787 p. 790 p. 791 - **Article 3** (*Précision des activités pouvant être exercées par l'autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection*) : p. 795 - **Article 6** (*Statut des personnels de la future autorité, instances et règles du dialogue social et harmonisation des indemnités accessoires et remboursements de frais de toute nature*) : p. 803 - **Article 7** (*Transfert des salariés de l'IRSN à l'ASNR et au CEA*) : p. 804

- **Suite de la discussion** (13 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 833

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Article 5** (*Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie*) : p. 4173 p. 4174

- **Question orale sans débat sur le renforcement des politiques publiques de lutte contre l'amiante** - (22 octobre 2024) : p. 4360

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (3 décembre 2024) : p. 7300

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7346 p. 7349

FARGEOT (Daniel)
sénateur (Val-d'Oise)
UC

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, de la ministre déléguée auprès du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et du ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur, de l'attractivité, de la francophonie et des Français de l'étranger le 7 juin 2024 ; fin de mission le 14 octobre 2024.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (4 avril 2024).

Membre de la mission d'information sur « Architectes des Bâtiments de France : périmètre et compétences » le 28 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole [n° 512 (2023-2024)] (4 avril 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 744 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaïques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à instaurer une contribution aux infrastructures communales pour financer les investissements locaux [n° 82 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 30 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Projet de loi modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des rapports pour avis et des amendements déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du conseil d'administration de Renault.

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en

matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de M. Christophe Leribault, président de l'établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arthur Mensch, cofondateur de l'entreprise Mistral AI.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Luc Chatel, président de la Plateforme automobile (PFA).

Réunion du mardi 15 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de l'Institut national de recherche sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae).

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Politiques publiques de contrôle du traitement des eaux minérales naturelles et de source - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Marciano, directeur général de Duralex.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Situation des filières du cognac et de l'armagnac - Audition de MM. Jérôme Delord, président du Bureau national interprofessionnel de l'armagnac (BNIA), Florent Morillon, président du Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC), Anthony Brun, représentant au sein du BNIC de la famille de la viticulture, et Nicolas Ozanam, délégué général de la fédération des exportateurs de vins et de spiritueux (FEVS).

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Di Crescenzo, président des chambres de commerce et d'industrie (CCI France).

Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mmes Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques et Olga Givernet, ministre déléguée chargée de l'énergie.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au sauvetage d'Atos** - (14 février 2024) : p. 934

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Article 1er** (*Augmentation des indemnités de fonction des maires et des présidents de délégations spéciales*) : p. 1358 p. 1361

- **Suite de la discussion** (6 mars 2024) - **Article 9** (*Extension du champ des autorisations d'absence et augmentation du plafond de remboursement des pertes de revenus subies par l'élu*) : p. 1470

- **Suite de la discussion** (7 mars 2024) - **Article 10** (*Création d'un label « Employeur partenaire de la démocratie locale »*) : p. 1515 p. 1516 - **Article 11** (*Prise en compte du mandat électif local lors de l'entretien professionnel*) : p. 1521

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 2002 p. 2003

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole - Commission mixte paritaire [n° 513 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Article 4** (*Ratification de l'ordonnance n° 2023-393 du 24 mai 2023 portant réforme du régime des fusions, scissions, apports partiels d'actifs et opérations transfrontalières des sociétés commerciales et diverses améliorations de ce même régime*) : p. 2583 - **Article 5** (*Demande d'habilitation à prendre par ordonnance des mesures pour transposer la directive (UE) 2022/2381 du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2022 relative à un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs des sociétés cotées et à des mesures connexes et pour harmoniser les différents dispositifs nationaux préexistants relatifs à la représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des organes des sociétés commerciales*) : p. 2583 - **Article 6** (*Adaptations relatives aux dépositaires centraux de titres, aux obligations d'information des clients de détail sollicitant un service d'investissement, aux informations sur les transferts d'actifs numériques et extension de certaines de ces dispositions à des collectivités d'outre-mer*) : p. 2584 - **Article 10** (*Devoir de diligence pour les opérateurs économiques mettant en service des batteries et les opérateurs économiques sur le marché des batteries*) : p. 2584 - **Article 34** (*Sécurisation juridique des missions de traçabilité animale confiées aux établissements de l'élevage (EDÉ)*) : p. 2585 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2585

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (5 juin 2024) - **Article 17 (priorité)** (*Accélérer et simplifier les déploiements de réseaux mobiles*) : p. 3754 - **Article 16** (*Faculté pour les acheteurs publics de déroger à l'obligation d'allotissement des marchés de travaux, de fournitures ou de services et pour leurs sous-traitants de renoncer expressément au bénéfice du paiement direct pour les projets d'éolien en mer et de création ou de modification des ouvrages des réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité*) : p. 3766

- **Question orale sans débat sur l'accès des polices municipales aux fichiers nécessaires aux contrôles routiers** - (22 octobre 2024) : p. 4367

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-36 rectifié bis, n° I-588 rectifié bis et n° I-168 rectifié bis** (*Création d'un crédit d'impôt visant à encourager l'incorporation de carburant d'aviation durable*) : p. 6223 - **Article 10** (*Mise en cohérence avec le droit de l'Union européenne des taux réduits de TVA sur les opérations liées au chauffage*) : p. 6227

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-859 rectifié** (*Possibilité pour les communes et intercommunalités d'exonérer de taxe foncière les locaux occupés par une maison de santé, même si elle ne lui appartient pas*) : p. 6624 - **Article 27** (*Intégration des communes anciennement classées en zone de revitalisation rurale dans le nouveau zonage France ruralités revitalisation et prorogation du*

dispositif d'exonérations fiscales et sociales dans les bassins d'emploi à redynamiser) : p. 6683

- Suite de la discussion (30 novembre 2024) - Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° I-79 rectifié, n° I-211 rectifié bis, n° I-595 rectifié, n° I-628 rectifié bis, n° I-727 rectifié bis, n° I-1218 rectifié ter, n° I-742 rectifié, n° I-1588 rectifié, n° I-1735 rectifié et n° I-2014 rectifié (Institution d'un prélèvement sur recettes (PSR) visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements) : p. 6751 - Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° I-80 rectifié, n° I-213 rectifié bis, n° I-447 rectifié bis, n° I-597 rectifié, n° I-629 rectifié bis, n° I-726, n° I-1219 rectifié ter, n° I-1374 rectifié bis et n° I-1590 rectifié (Demande de compensation intégrale par l'État pour l'extension de la prime Ségur) : p. 6753 - Article 31 (suite) (Stabilisation en valeur au titre de 2025 des fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectées aux collectivités locales) : p. 6765 - Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-75 rectifié bis, n° I-209 rectifié ter, n° I-548 rectifié ter, n° I-591 rectifié bis, n° I-624 rectifié ter, n° I-1215 rectifié quater, n° I-1583 rectifié et n° I-1733 rectifié bis (Transfert d'une part du produit de la taxe sur les conventions d'assurances (TCAS) reversé aux organismes de sécurité sociale vers les départements) : p. 6803 - Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-578

(Création d'une contribution aux infrastructures communales) : p. 6804 - Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-483 rectifié ter (Suppression de l'exonération de la contribution locale sur les eaux minérales des livraisons réalisées par ou pour le redevable à l'étranger) : p. 6811

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (3 décembre 2024) : p. 7302

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) : p. 7500

FAURE (Dominique)

ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer et du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargée des collectivités territoriales et de la ruralité (jusqu'au 9 janvier 2024)
ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer et du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargée des collectivités territoriales et de la ruralité (du 9 février 2024 au 21 septembre 2024)

rapport évaluant l'opportunité de réunir et codifier les dispositions relatives au statut de l'élu) : p. 1356 - Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 262 rectifié ter (Demande de rapport sur la prise en compte des élus locaux sur les formulaires administratifs) : p. 1357 - Article 1er (Augmentation des indemnités de fonction des maires et des présidents de délégations spéciales) : p. 1361 - Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 14 rectifié (Diminution du plafond des indemnités de fonction des élus locaux titulaires d'autres mandats électoraux ou siégeant dans d'autres organismes publics) : p. 1362 - Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 98 (Prise en charge des indemnités de fonction, des dépenses de formation et des frais liés à l'exercice du mandat par la dotation globale de fonctionnement) : p. 1362 - Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 119 rectifié bis (Demande de rapport sur la prise en charge des indemnités de fonction des maires par l'État) : p. 1365

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la mise en œuvre du dispositif France Ruralités Revitalisation - (6 mars 2024) : p. 1378

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement sur le transfert des compétences sociales aux départements - (14 février 2024) : p. 938

- Question d'actualité au Gouvernement sur les infirmiers sapeurs-pompiers - (14 février 2024) : p. 939

- Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales [n° 325 (2023-2024)] - (14 février 2024) - Discussion générale : p. 965 p. 970 - Article unique (Dérogation au taux de participation minimale des collectivités territoriales maîtres d'ouvrage pour les communes rurales) : p. 973 p. 974

- Question d'actualité au Gouvernement sur le nouveau zonage des zones France ruralités revitalisation (FRR) - (28 février 2024) : p. 1202

- Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)] - (5 mars 2024) - Discussion générale : p. 1342 p. 1344 - Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 37 rectifié bis (Demande de rapport sur le statut d'agent civique territorial) : p. 1355 - Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 90 rectifié (Demande de

- Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)] (suite) - (6 mars 2024) - Article 2 (Fixation par principe des indemnités de fonction au maximum légal pour les exécutifs communaux, départementaux et régionaux et modification du mode de calcul de l'enveloppe indemnitaire globale) : p. 1424 p. 1425 p. 1428 p. 1430 p. 1431 - Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 209 et n° 321 (Extension de la possibilité de moduler les indemnités de fonction des conseillers municipaux en fonction de leur participation aux conseils) : p. 1432 - Article 3 (Majoration de la durée d'assurance retraite des élus locaux et exclusion de l'écrêtement de la retraite facultative par rente des agriculteurs anciennement élu local) : p. 1434 p. 1436 p. 1437 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 383 (Possibilité de transférer la gestion des régimes de retraite facultatifs par rente des élus locaux par la Caisse des dépôts et consignations) : p. 1438 - Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 285 rectifié et n° 346 rectifié ter (Injonction au législateur de veiller à l'exclusion des indemnités de fonction des élus locaux pour le calcul de leurs allocations, aides ou prestations sociales) : p. 1439 - Article 4 (Extension du bénéfice de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux et remise au Parlement d'un rapport relatif aux coûts liés aux attributions exercées par les maires au nom de l'État) : p. 1440 p. 1441 p. 1442 p. 1443 - Article additionnel avant l'article 5 - Amendements n° 345, n° 12 rectifié bis et

n° 349 rectifié bis (Demande de rapport relatif à la santé des élus municipaux) : p. 1445 - **Article 5** (Remboursement obligatoire par la collectivité des frais de déplacement engagés par les élus locaux) : p. 1446 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 169 rectifié** (Création d'une circulaire « statut de l'élu local » regroupant les dispositions statutaires applicables aux titulaires d'un mandat électif local) : p. 1447 - **Article 6** (Faculté de prise en charge, par le conseil départemental ou régional, des frais de représentation du président) : p. 1448 p. 1449 p. 1450 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 225 rectifié, n° 244 rectifié, n° 283 rectifié bis et n° 385** (Extension aux élus de Paris, Marseille et Lyon des garanties accordées aux conseillers municipaux) : p. 1451 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 128 rectifié, n° 17 rectifié, n° 236 rectifié bis, n° 105 rectifié bis, n° 127 rectifié bis, n° 26 rectifié bis et n° 4 rectifié bis** (Faculté de recours à la visioconférence pour un membre du conseil municipal empêché professionnellement/les élus étudiants) : p. 1454 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 52 rectifié quater, n° 137 rectifié bis, n° 142, n° 195, n° 215, n° 356 rectifié bis** (Possibilité de recours à la visioconférence pour la réunion du bureau du conseil communautaire) : p. 1456 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 18 rectifié ter** (Affichage d'une cocarde tricolore sur le véhicule des maires) : p. 1457 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 25 rectifié bis** (Revalorisation du montant de l'abattement fiscal spécifique aux élus locaux des communes de moins de 3 500 habitants) : p. 1457 - **Article additionnel avant l'article 8 - Amendement n° 304 rectifié ter** (Transfert des dispositions relatives aux garanties accordées à l'élu salarié dans le code du travail) : p. 1457 - **Article additionnel avant l'article 8 - Amendement n° 376** (Réplique de dispositions du code général des collectivités territoriales dans le code du travail) : p. 1458 - **Article additionnel avant l'article 8 - Amendement n° 118 rectifié bis** (Suppression de l'incompatibilité entre le mandat communautaire et un emploi salarié au sein d'une des communes membres de l'EPCI) : p. 1459 - **Article 8** (Extension de la durée maximale du congé électif) : p. 1460 p. 1462 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 213** (Création d'un abattement fiscal en cas de mise en location-gérance d'un fonds de commerce par le commerçant souhaitant se consacrer à son mandat local) : p. 1462 p. 1463 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 216** (Aménagements spécifiques pour permettre la participation des étudiants à une campagne électorale) : p. 1463 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 214** (Demande de rapport sur les modalités d'aide financière attribuées pour les artisans et commerçants souhaitant s'investir dans un mandat électif local) : p. 1464 - **Article 9** (Extension du champ des autorisations d'absence et augmentation du plafond de remboursement des pertes de revenus subies par l'élu) : p. 1465 p. 1467 p. 1468 p. 1470 p. 1471

- Suite de la discussion (7 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 56 rectifié bis, n° 284 rectifié bis, n° 352 rectifié bis, n° 251, n° 46 rectifié, 54 rectifié ter, 287 rectifié quinquies et 323 rectifié quater** (Assimilation des temps d'absence de l'élu à une durée de travail effective de travail pour l'octroi des avantages inhérents au travail effectué) : p. 1506 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 243 rectifié, n° 45 rectifié bis, n° 29 rectifié, n° 170 rectifié bis, n° 21 rectifié bis, n° 223, n° 58 rectifié, n° 293, n° 306 rectifié quater et n° 353 rectifié bis** (Extension aux élus du statut de salarié protégé) : p. 1511 - **Article 10** (Création d'un label « Employeur partenaire de la démocratie locale ») : p. 1516 p. 1517 p. 1518 p. 1519 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 288 rectifié** (Courrier du préfet aux entreprises employant un élu local) : p. 1519 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 93** (Octroi de droit d'un temps partiel aménagé spécialement pour le salarié titulaire d'un mandat électif local) : p. 1520 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 94** (Mention des mesures destinées à faciliter l'engagement des salariés élus locaux dans le rapport RSE) : p. 1520 - **Article 11** (Prise en compte du mandat électif local lors de l'entretien professionnel) : p. 1521 p. 1522 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 221** (Accès, via le troisième concours, à l'ensemble des corps et cadres d'emplois de la fonction publique

pour les élus locaux ayant siégé pendant au moins 4 années au sein d'une collectivité territoriale) : p. 1522 - **Article 12** (Création d'un statut de l'élu-étudiant) : p. 1523 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 191** (Remise de rapport relatif au Fonds national de compensation pour les élus en situation de handicap) : p. 1524 - **Article 13** (Facilitation des conditions d'exercice du mandat des élus en situation de handicap) : p. 1525 p. 1526 - **Article 14** (Formation des élus locaux et des candidats à un mandat électif local) : p. 1527 p. 1528 p. 1530 p. 1532 p. 1533 p. 1535 p. 1536 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 325 rectifié quater** (Financement de bilans de compétences par le droit individuel à la formation des élus locaux) : p. 1537 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 16 rectifié et n° 226** (Formation sur les enjeux de la transition écologique la première année de mandat) : p. 1538 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 152 rectifié ter** (Formation sur les finances publiques la première année de mandat) : p. 1538 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 126 rectifié bis** (Session d'information sur les fonctions d'élu local) : p. 1539 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 6 rectifié et n° 51 rectifié octies** (Demande de rapport relatif aux élus locaux travailleurs transfrontaliers) : p. 1540 - **Article 16** (Élargissement de la prise en charge par la commune des frais de garde et extension de la compensation par l'État du remboursement) : p. 1541 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 400** (Extension du bénéfice des chèques emploi-service universel (CESU) à l'ensemble des élus) : p. 1542 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 204 rectifié et n° 354 rectifié** (Demande de rapport relatif à l'engagement des femmes dans la vie publique locale) : p. 1543 - **Article 17** (Cumul des indemnités journalières et des indemnités de fonction) : p. 1543 p. 1544 p. 1545 p. 1547 - **Article additionnel avant l'article 18 - Amendement n° 19 rectifié** (Interdiction pour les auteurs de certaines infractions de se porter candidat à un mandat local) : p. 1548 - **Article additionnel avant l'article 18 - Amendement n° 235** (Inscription de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité à trois nouvelles infractions) : p. 1548 - **Article 18** (Détermination des intérêts susceptibles de constituer l'infraction de prise illégale d'intérêt) : p. 1550 p. 1551 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 40 rectifié, n° 258 et n° 280 rectifié** (Extension des règles de calcul du quorum lorsque des élus sont intéressés à l'affaire aux conseils départementaux et régionaux) : p. 1552 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 59 rectifié et n° 301** (Caractère intentionnel de l'infraction d'octroi d'un avantage injustifié) : p. 1552 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 20 rectifié** (Publicité de certaines infractions contenues au bulletin 2 du casier judiciaire des élus européens et des élus locaux) : p. 1553 - **Article 19** (Octroi automatique de la protection fonctionnelle aux élus locaux victimes de violences, menaces ou outrages) : p. 1555 p. 1558 p. 1559 - **Article 20** (Application de la protection fonctionnelle en cas de poursuites pénales dans le cadre de l'audition libre) : p. 1559 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 87 rectifié bis, n° 289 rectifié bis, n° 326 rectifié quater et n° 379 rectifié ter** (Allongement de la prescription assurantielle de 2 ans à 5 ans) : p. 1560 - **Article 22** (Encadrement des demandes susceptibles d'être adressées par les établissements bancaires aux personnes politiquement exposées) : p. 1560 - **Article 23** (Référence aux valeurs de la République dans la charte de l'élu local) : p. 1562 p. 1563 - **Article 24** (Mutualisation des référents déontologiques à l'échelle intercommunale et obligation de déclaration des dons, avantages et invitations) : p. 1564 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 206 rectifié quater** (Déclarations d'intérêts des élus locaux préremplies par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique) : p. 1565 - **Article 25** (Automatisme du bilan de compétences et de la validation des acquis de l'expérience et création d'un mécanisme de certification) : p. 1566 p. 1567 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 13 rectifié** (Création d'une passerelle universitaire ouverte aux élus ayant exercé des fonctions exécutives au sein d'une collectivité territoriale) : p. 1568 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 202 rectifié bis** (Ouverture d'une liste d'aptitude spécifique aux élus locaux pour l'accès aux cadres d'emplois de la catégorie B de la fonction publique) : p. 1568 -

Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 78 rectifié (*Demande de rapport relatif à un dispositif de soutien à la création d'entreprises par les élus*) : p. 1569 - **Article 26** (*Extension du bénéfice de l'allocation différentielle de fin de mandat et contrat de sécurisation de l'engagement*) : p. 1571 p. 1572 p. 1573 - **Article 27** (*Sécurisation de la situation de l'élu local ayant cessé d'exercer son activité professionnelle*) : p. 1573 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 281 rectifié** (*Assouplissement du régime du délit de prise illégale d'intérêts pour les anciens élus*) : p. 1574 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 1 rectifié bis** (*Suspension du contrat de travail d'un salarié élu député ou sénateur pendant la durée du mandat*) : p. 1575

- **Proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux** - *Commission mixte paritaire [n° 362 (2023-2024)]* - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1765 - **Article 5** (*Compétence de l'État dans l'octroi de la protection fonctionnelle aux élus agissant en qualité d'agent de l'État*) : p. 1771 - **Article 14** (*Composition des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance et obligation annuelle de présence de certains membres*) : p. 1772

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la compétence « eau et assainissement »** - (3 avril 2024) : p. 2392

- **Débat sur le thème : « Planification écologique et COP régionales : quelle efficacité ? »** - (30 avril 2024) : p. 2752 p. 2754 p. 2755 p. 2756 p. 2757 p. 2758 p. 2759 p. 2760 p. 2761 p. 2762 p. 2763

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Beauvau de la sécurité civile et les inquiétudes des sapeurs-pompiers** - (30 avril 2024) : p. 2767

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'évolution des zones de revitalisation rurale** - (22 mai 2024) : p. 3146

- **Question orale sans débat sur les bouchons et bouteilles en plastique** - (4 juin 2024) : p. 3584

- **Question orale sans débat sur le report de l'interdiction des polymères non recyclables** - (4 juin 2024) : p. 3584

- **Question orale sans débat sur le libre accès aux sentiers de randonnée dans les forêts privées du Haut-Rhin** - (4 juin 2024) : p. 3585

- **Question orale sans débat sur le projet de navettes fluviales franciliennes de transport de passagers** - (4 juin 2024) : p. 3586

- **Question orale sans débat sur les nuisances des nouvelles trajectoires aériennes de l'aéroport de Beauvais-Tillé** - (4 juin 2024) : p. 3587

- **Question orale sans débat sur la réponse du Gouvernement face à la situation de l'aéroport de Beauvais** - (4 juin 2024) : p. 3587

- **Question orale sans débat sur la réouverture de la ligne SNCF La Ferté-Milon-Fismes au trafic voyageurs** - (4 juin 2024) : p. 3588

- **Question orale sans débat sur les moyens donnés aux chasseurs pour la régulation des gibiers** - (4 juin 2024) : p. 3589

- **Question orale sans débat sur le zonage des communes autorisées à majorer la taxe d'habitation applicable aux résidences secondaires** - (4 juin 2024) : p. 3590

- **Question orale sans débat sur la fiabilité du recensement de la population en Guyane** - (4 juin 2024) : p. 3590

- **Question orale sans débat sur les pénalités de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (dite loi SRU) imputées aux communes thermales** - (4 juin 2024) : p. 3591

- **Question orale sans débat sur la transparence relative aux violences sexuelles contre nos aînés** - (4 juin 2024) : p. 3592

- **Question orale sans débat sur la demande de publicité du rapport du ministère de l'Intérieur sur l'utilisation de la reconnaissance faciale** - (4 juin 2024) : p. 3593

- **Question orale sans débat sur la situation à Haïti** - (4 juin 2024) : p. 3593

- **Question orale sans débat sur l'accueil des enfants palestiniens blessés** - (4 juin 2024) : p. 3594

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie** - (5 juin 2024) : p. 3745 p. 3746

FAVREAU (Gilbert)
sénateur (Deux-Sèvres)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur « les moyens mobilisés et mobilisables par l'État pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France ».

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « le bâti scolaire à l'épreuve de la transition écologique ».

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'accès à la nationalité française des mineurs isolés [n° 378 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à lutter contre le recours à une mère porteuse [n° 572 (2023-2024)] (3 mai 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à prohiber toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui [n° 659 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la mise en place d'un Fonds national d'aide aux collectivités territoriales pour la création et la rénovation des aires permanentes d'accueil de véhicules de loisir [n° 47 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à revenir au caractère cumulatif des critères pédologique et floristique permettant de qualifier les zones humides [n° 106 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 25 janvier 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Échanges sur le rapport du comité de déontologie du Sénat.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport de la mission flash intitulée « Les entreprises face à la pénurie de foncier économique ».

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport relatif à la mission flash intitulée « Directive CSRD : la complexité de trop pour les PME ».

Réunion du jeudi 8 février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de Mmes Oriane Wegner, cofondatrice du collectif Éclaircies et de la plateforme carbonbombs.org et Lou Welgryn, analyste au sein de Carbon4Finance, coprésidente de l'association Data For Good.

Réunion du lundi 26 février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de MM. Paul Mougeolle, doctorant en droit climatique, juriste, et Brice Laniyan, docteur en droit public, juriste en charge de la réglementation des multinationales, à Notre affaire à Tous.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Didier Migaud, président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP).

Réunion du jeudi 7 mars 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de MM. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance, et de François Lefebvre, directeur général de Bpifrance Assurance Export.

Réunion du lundi 11 mars 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Olivier Petitjean, co-fondateur et coordinateur de l'Observatoire des multinationales.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Cœuré, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Marianne Laigneau, présidente du directoire d'Enedis.

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information de Mmes Colombe Brossel et Béatrice Gosselin sur les familles monoparentales.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance dans le cadre des deux missions d'information « Quel financement pour l'entreprise de demain ? » et « Entreprises et climat ».

Réunion du jeudi 13 juin 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans la rue : audition de M. Didier Leschi, directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii).

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport de la mission d'information « Entreprises et climat ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Di Crescenzo, président des chambres de commerce et d'industrie (CCI France).

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du Premier ministre, chargé des outre-mer.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé [n° 401 (2023-2024)]** - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1610 p. 1611

- **Proposition de loi visant à proroger la loi n° 2017-285 du 6 mars 2017 relative à l'assainissement cadastral et à la résorption du désordre de la propriété [n° 495 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2527

- **Question orale sans débat sur la réglementation liée aux travaux d'ordre non électrique réalisés aux abords des ouvrages électriques aériens** - (4 juin 2024) : p. 3568 p. 3569

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 6 (priorité)** (*Faciliter les processus de vente de fonds de commerce et de cessions*

d'entreprises en réduisant le délai d'information préalable des salariés) : p. 3607 - **Article 10 (priorité)** (*Modification de dispositions pénales applicables aux chefs d'entreprise*) : p. 3633 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 31 rectifié et n° 46 rectifié** (*Ouverture aux avocats mandataires de leurs clients d'un accès dédié aux services dématérialisés*) : p. 3700 - **Article 15** (*Faciliter l'implantation de centres de données d'envergure*) : p. 3705

- **Suite de la discussion** (5 juin 2024) - **Article 16** (*Faculté pour les acheteurs publics de déroger à l'obligation d'allotissement des marchés de travaux, de fournitures ou de services et pour leurs sous-traitants de renoncer expressément au bénéfice du paiement direct pour les projets d'éolien en mer et de création ou de modification des ouvrages des réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité*) : p. 3766 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 489 rectifié, n° 59 rectifié, n° 130 rectifié et n° 181 rectifié** (*Institution d'une procédure de consultation du public unique dans le cas de l'exploitation minière des fonds marins*) : p. 3789 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 58 rectifié et n° 179 rectifié** (*Prolongation de la durée des concessions pour l'exploitation des fonds marins du domaine public*) : p. 3789

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 62 (2024-2025)]** - (29 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4531

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-115 rectifié bis, n° I-121 rectifié quinquies, n° 253 rectifié quinquies, n° 285 rectifié quinquies et n° I-1009** (*Extension de la liste des infractions mentionnées au II de l'article 1378 octies du code général des impôts*) : p. 5905 p. 5906

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article 33** (*Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers*) : p. 6899

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Travail, emploi et administration des ministères sociaux (suite)

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7372

FÉRAUD (Rémi)
sénateur (Paris)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations (14 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (22 mai 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (24 octobre 2024).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Action extérieure de l'État [n° 34 tome 2 annexe 1 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports**.

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le centre de crise et de soutien : un service exceptionnel au financement hors normes [n° 154 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Action extérieure de l'État [n° 144 tome 3 annexe 1 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des finances*) : Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission des finances*) : Délivrance des titres d'identité et de circulation - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans - Examen de la recevabilité financière.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à mettre en place une imposition des sociétés plus juste et plus écologique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Centre des monuments nationaux - Communication.

Réunion du mardi 24 septembre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Formation linguistique et civique dans le cadre du contrat d'intégration républicaine - Communication.

Contrôle budgétaire - L'immobilier de l'administration territoriale de l'État - Communication.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission des finances*) : Financement des actions multilatérales de la France - exercices 2017 à 2023 - Audition de MM. Christian Charpy, président de la 4e chambre de la Cour des comptes, Bertrand Dumont, directeur général du Trésor et Olivier Richard, directeur général adjoint de la mondialisation, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2023 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des finances*) : Missions et moyens du centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune [n° 244 (2023-2024)]** - (24 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 280 p. 281 - **Article 1er (Obligation de décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune)** : p. 292 p. 294 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 296

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 473

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 6 et n° 116 (Information obligatoire du syndic et des copropriétaires de la mise en location de courte durée touristique d'un bien en copropriété)** : p. 1113 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 5 et n° 73 rectifié bis (Abaissement de la majorité nécessaire à l'interdiction des meublés de tourisme dans une copropriété)** : p. 1114 - **Article 9 ter (Facilitation des travaux de rénovation énergétique dans les copropriétés)** : p. 1177

- **Suite de la discussion** (28 février 2024) - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 4 (Extension des exonérations de taxe foncière en cas de travaux de rénovation énergétique)** : p. 1234

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales [n° 385 (2023-2024)]** - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1799

- **Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France [n° 585 (2023-2024)]** - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2895

- **Proposition de loi visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession [n° 576 (2023-2024)]** - (15 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2963 - **Article 1er (Encadrement des frais bancaires sur succession et cas de gratuité)** : p. 2968 p. 2970

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Article 1er A (Généralisation de la déclaration préalable avec enregistrement de la location d'un meublé de tourisme)** : p. 3029 p. 3034 p. 3035 p. 3036 p. 3041 p. 3046 - **Article 1er bis (Modifications du code du tourisme visant à renforcer les outils à la disposition des communes pour réguler la location meublée touristique)** : p. 3058 p. 3059 p. 3061 p. 3062 p. 3063 p. 3064 - **Article 2 (Modifications du code de la construction et de l'habitation et du code de l'urbanisme visant à doter les communes de nouveaux outils pour réguler la location meublée**

touristique) : p. 3066 p. 3069 p. 3074 p. 3075 p. 3076 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 46 rectifié bis, n° 95 rectifié et n° 140 rectifié (Possibilité aux propriétaires ou exploitants d'accorder une autorisation permanente d'accès aux parties communes de l'immeuble aux services municipaux)** : p. 3077 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 53 rectifié bis et n° 104 rectifié (Sanction par la commune pour défaut de transmission d'informations)** : p. 3079 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 62 rectifié bis et n° 107 (Suppression du plafond de taxe de séjour des meublés non classés et augmentation du taux maximal pouvant être voté par les communes (de 5 à 8 %))** : p. 3093 p. 3094 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 52 rectifié (Imposer un délai de carence de 18 mois entre la reprise d'un logement par son propriétaire et sa mise en location meublée de tourisme)** : p. 3098

- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 623 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3319 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3336

- **Proposition de loi visant à mettre en place une imposition des sociétés plus juste et plus écologique [n° 862 (2022-2023)]** - (10 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4044 p. 4052 - **Article 2 (Contribution additionnelle sur la croissance du résultat des entreprises)** : p. 4059 - **Article 5 (Ajout d'une conditionnalité environnementale pour bénéficiaire de l'exonération d'imposition des bénéficiaires dans les zones franches urbaines - territoires entrepreneurs (ZFU-TE))** : p. 4060

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au cycliste tué à Paris** - (23 octobre 2024) : p. 4468 p. 4469

- **Débat sur le thème : « Situation des finances publiques locales »** - (6 novembre 2024) : p. 4790

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-668 rectifié, n° I-957 rectifié et n° I-1364 rectifié (Création d'une contribution additionnelle sur les bénéficiaires exceptionnels des grandes entreprises)** : p. 6358

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1781 rectifié bis (Possibilité pour les communes de supprimer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pendant deux ans sur les constructions neuves dans les zones non artificialisées)** : p. 6807 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1775 rectifié ter (Affectation aux communes d'une fraction du produit des cessions de participation dans les sociétés à prépondérance immobilières)** : p. 6813 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-583 et n° I-1780 rectifié bis (Majoration du taux de versement mobilité pour les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) concernées par un projet de service express régional métropolitain (SERM))** : p. 6842

FÉRET (Corinne)
sénatrice (Calvados)
SER

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives au grand âge et à l'autonomie (8 mars 2024) ; nouvelle nomination (12 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (20 mars 2024).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 542 (2023-2024)] pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 669 (2023-2024)] (5 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'adaptation des communes et des intercommunalités au vieillissement de la population : bien vieillir dans nos communes [n° 13 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à améliorer le dépistage des troubles du neuro-développement, l'accompagnement des personnes qui en sont atteintes et le répit de leurs proches aidants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé et des solidarités.

Proposition de loi visant à améliorer le dépistage des troubles du neuro-développement, l'accompagnement des personnes qui en sont atteintes et le répit de leurs proches aidants - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail, santé - Audition de M. Nicolas Schmit, commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. François Sauvadet, président de l'Assemblée des Départements de France.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives au grand âge et à l'autonomie.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Situation des Ehpad - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 3 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information relatif à l'extension du scrutin de liste et à la diminution du nombre de conseillers municipaux dans les petites communes.

Réunion du mardi 8 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information relatif à l'adaptation du bloc communal au vieillissement de la population.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur le thème : « L'intelligence artificielle va-t-elle transformer nos villes et nos villages ? ».

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Paul Christophe, ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de MM. Jean-René Lecerf, président, et Maëlig Le Bayon, directeur, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

Proposition de loi visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidants - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission (deuxième lecture).

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à améliorer le dépistage des troubles du neuro-développement, l'accompagnement des personnes qui en sont atteintes et le répit de leurs proches aidants [n° 246 (2023-2024)]** - (25 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 332 p. 333

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (30 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 398 - **Article 1er** (*Création d'une conférence nationale de l'autonomie*) : p. 408 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 100 rectifié** (*Précisions sur les attributions du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge*) : p. 410 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 101 rectifié** (*Intégration d'un volet grand âge dans les contrats locaux de santé*) : p. 411 - **Article 1er bis A** (*Création du service public départemental de l'autonomie*) : p. 419 p. 420 p. 421 p. 423 p. 428 - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendements n° 300 rectifié, n° 325 rectifié bis, n° 137 rectifié, n° 301 rectifié et n° 326 rectifié bis** (*Nomination conjointe des directeurs d'Ehpad publics par l'Agence régionale de santé (ARS) et le président du conseil départemental*) : p. 431 - **Article 2 bis B (Texte non modifié par la commission)** (*Loi de programmation pluriannuelle pour le grand âge*) : p. 448 p. 451

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2024) - **Article 6** (*Création d'une carte professionnelle de l'aide à domicile*) : p. 531 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 61 rectifié bis, n° 139 rectifié bis et n° 227 rectifié** (*Suppression de l'affectation prioritaire de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à un service prestataire dans les cas de perte d'autonomie les plus importants*) : p. 535 - **Article 7** (*Versement d'une aide financière aux départements pour soutenir la mobilité des professionnels de l'aide à domicile*) : p. 537 - **Article 11 bis D (supprimé)** (*Réservation d'une fraction des bénéfices réalisés par les Ehpad privés lucratifs pour financer des actions en faveur de l'amélioration des conditions d'hébergement et d'accueil des résidents*) : p. 558 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 78 rectifié bis** (*Application de sanctions par les autorités de contrôle en l'absence de médecin coordonnateur dans un Ehpad*) : p. 571 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 79 rectifié** (*Intégration des petites unités de vie au champ des structures éligibles au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé*) : p. 577

- **Suite de la discussion** (6 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 640

- **Question orale sans débat sur l'avenir des centres de gestion** - (7 mars 2024) : p. 1492 p. 1493

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le climat social actuel** - (20 mars 2024) : p. 1941 p. 1942

- **Proposition de loi portant diverses mesures relatives au grand âge et à l'autonomie** - *Commission mixte paritaire*

[n° 412 (2023-2024)] - (27 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2223

- **Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 499 (2023-2024)]** - (10 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2622 p. 2626 p. 2628

- **Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 503 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2709 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 5 rectifié quinquies** (*Rétablissement de la proposition de loi déposée*) : p. 2717

- **Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 670 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4102 - **Article 4** (*Gage financier*) : p. 4115

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rachat du fabricant de Doliprane** - (16 octobre 2024) : p. 4201

- **Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 23 (2024-2025)]** - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4290 p. 4291

- **Proposition de loi visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie [n° 67 (2024-2025)]** - (30 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4604 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4614

- **Question orale sans débat relative à l'avenir du projet de ligne nouvelle Paris-Normandie** - (5 novembre 2024) : p. 4675

- **Proposition de loi visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidants - Deuxième lecture [n° 97 (2024-2025)]** - (5 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4698

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (18 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5037 p. 5063

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 359 rectifié** (*Alignement du taux médian de CSG sur les retraites sur le taux plein de CSG sur les retraites*) : p. 5124

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (2 décembre 2024) : p. 7138 - **État B** : p. 7146 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-37 et n° II-250** (*Réforme de l'aide médicale d'État*) : p. 7168

Travail, emploi et administration des ministères sociaux (suite)

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7365 p. 7365 p. 7385

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales (suite)

- (4 décembre 2024) - **Article 61** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF)*) : p. 7554

FERNIQUE (Jacques)
sénateur (Bas-Rhin)
GEST

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Haut Comité de la qualité du service dans les transports.

Membre suppléant du comité de bassin Rhin-Meuse.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à inviter la France à saisir la Cour pénale internationale sur la situation à Gaza [n° 236 (2023-2024)] (5 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Traités et conventions.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la mise en œuvre du contrôle de l'État sur les établissements d'enseignement privés sous contrat [n° 447 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter la reconnaissance du genre à l'état civil [n° 490 (2023-2024)] (2 avril 2024) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à assurer aux patients le respect de leur choix de fin de vie [n° 518 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à permettre des expérimentations territoriales de légalisation du cannabis sur le modèle allemand [n° 537 (2023-2024)] (11 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à la création d'un ticket climat [n° 539 (2023-2024)] (11 avril 2024) - **Environnement - Société - Transports.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l'alimentation [n° 605 (2023-2024)] (16 mai 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi systématisant la radiation des cadres militaires définitivement condamnés pour violences sexuelles [n° 703 (2023-2024)] (25 juin 2024) - **Défense - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer la proportionnelle aux élections législatives [n° 727 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à faire prévaloir le droit international dans le territoire palestinien occupé depuis 1967 pour donner suite à l'avis consultatif du 19 juillet 2024 de la Cour internationale de Justice et faire reconnaître l'illégalité de la colonisation israélienne en Palestine [n° 746 (2023-2024)] (1er août 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la présence de plomb dans l'environnement [n° 757 (2023-2024)] (12 septembre 2024) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à accélérer la réduction du plastique à usage unique dès 2026 [n° 103 (2024-2025)] (30 octobre 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à démocratiser et à sécuriser l'usage du vélo chez les collégiens [n° 122 (2024-2025)] (6 novembre 2024) - **Police et sécurité - Société - Transports.**

Proposition de loi visant à promouvoir et démocratiser l'accès aux vacances sportives [n° 123 (2024-2025)] (6 novembre 2024) - **Culture - Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives [n° 163 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 18 janvier 2024 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances et fiscalité - Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur.

Réunion du jeudi 25 janvier 2024 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Point d'actualité sur la situation agricole : communication de M. Jean-François Rapin.

Budget de l'Union européenne - Révision à mi-parcours du cadre financier pluriannuel (CFP) de l'Union européenne - Communication.

Institutions européennes - Audition de M. Ambroise Fayolle, vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI).

Réunion du mardi 6 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à préserver des sols vivants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Énergie, climat, transport - Retrait de l'Union européenne du traité sur la Charte de l'énergie - Communication de Mme Amel Gacquerre, MM. Daniel Gremillet et Michaël Weber.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Éthique et corruption - Examen du rapport, de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition écologique - Audition de M. Jean Pisani-Ferry et Mme Selma Mahfouz, coauteurs du rapport sur Les Incidences économiques de l'action pour le climat.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Franck Leroy, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afit-France).

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir du fret ferroviaire - Audition de représentants de chargeurs et de ports maritimes.

Réunion du jeudi 14 mars 2024 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Réunion du groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol des 17 et 18 février 2024 à Gand (Belgique) - Communication.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur l'évaluation de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (OFB), modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Audition de Mme Sylvie Gustave dit Duflo, présidente du conseil d'administration de l'OFB, vice-présidente de la région Guadeloupe, et M. Olivier Thibault, directeur général de l'OFB.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Conseil européen des jeudi 21 et vendredi 22 mars 2024 - Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à concilier la continuité du

service public de transports avec l'exercice du droit de grève - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail, santé - Action de l'Union européenne contre les pénuries de médicaments - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réouverture de la politique agricole commune (PAC) - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique des membres du groupe de suivi de la PAC.

Politique étrangère et de défense - Mesure d'assistance au titre de la facilité européenne pour la paix au profit de l'Arménie - Examen de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires européennes*) : Énergie, climat, transports - « Politique européenne des transports : enjeux et défis de la prochaine mandature » - Audition de MM. Jean-Philippe Peuziat, directeur du département Affaires publiques et européennes de l'Union française des transports publics et ferroviaires (UTP), Pierre Leflaive, responsable transports de Réseau Action Climat - France, Florent Moretti, conseiller transports à la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, Denis Saada, président de la verticale Nouvelles Mobilités au sein de l'Alliance des mobilités.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sylvain Wasserman, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir du fret ferroviaire - Audition de M. Matthieu Chabanel, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du jeudi 20 juin 2024 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Sapeurs-pompiers volontaires, reconnaissance de la spécificité de leur engagement et renforcement du dispositif européen de protection civile - Examen de l'avis politique et du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 26 juin 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Conseil européen des 27 et 28 juin 2024 : audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

Union économique et monétaire - Euro numérique : Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Évaluation de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (OFB), modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Castex, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Transport ferroviaire : bilan des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 » - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Conseil européen des jeudi 17 et vendredi 18 octobre 2024 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du Premier ministre et du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M François Durovray, ministre délégué chargé des transports.

Enjeux de la lutte contre le changement climatique à l'heure de la COP29 - Audition de Mme Marie Bjornson-Langen, directrice exécutive adjointe solutions développement durable de l'Agence française de développement (AFD), Mme Diane Simiu, directrice du climat, de l'efficacité énergétique et de l'air et M. Philippe Depredurant, sous-directeur de l'action internationale au ministère de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, ainsi que M. Yannick Glemarec, ancien directeur exécutif du Fonds vert pour le climat.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation.

Les inégalités territoriales d'accès aux soins - Examen du rapport d'information.

Mission d'information sur l'application de la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Agec) - Création de la mission et désignation des rapporteurs.

Réunion du jeudi 14 novembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs aux crédits relatifs aux transports ferroviaires, fluviaux et maritimes. - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs aux paysages, à l'eau et à la biodiversité et à l'expertise, à l'information géographique et à la météorologie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : « Législation européenne : peut mieux faire » - Examen du rapport d'information.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Constats et recommandations du rapport d'information de M. Jean Bacci : « L'Office français de la biodiversité, un capitaine qui doit jouer plus collectif » - Audition de M. Olivier Thibault, directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Pollution due aux rejets de granulés de plastique - Examen de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Avenir de la politique agricole commune - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre Monzani, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (Acnusa).

Recyclage des métaux stratégiques - Audition de MM. Guillaume Pitron, Manuel Burnand et Olivier François.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales - Deuxième lecture [n° 298 (2023-2024)]** - (6 février 2024) - **Discussion générale** : p. 652 p. 653 - **Article 1er** (*Élargissement du dispositif de suspension provisoire de plein droit de l'exercice de l'autorité parentale aux cas de crime ou d'agression sexuelle incestueuse commis sur l'enfant*) : p. 656

- **Proposition de loi relative au régime juridique des actions de groupe [n° 272 (2023-2024)]** - (6 février 2024) - **Article 1er quaterdecies (Médiation)** : p. 694 - **Article 2 sexies (Texte non modifié par la commission)** (*Droit de substitution en cas de défaillance du demandeur*) : p. 700 p. 701 - **Article 2 undecies (supprimé)** (*Sanction civile en cas de faute intentionnelle ayant causé des dommages sériels*) : p. 703

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Article 2 (Déontologie, indépendance et transparence)** : p. 784 - **Article 3 (Précision des activités pouvant être exercées par l'autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection)** : p. 795 - **Article 7 (Transfert des salariés de l'IRSN à l'ASNR et au CEA)** : p. 804

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports [n° 319 (2023-2024)]** - (13 février 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 21 rectifié bis, n° 22 rectifié bis et n° 23 rectifié bis** (*Mise en place obligatoire d'un système de portiques de contrôle pour l'accès aux zones dont l'accès est réservé aux personnes munies d'un titre de transport*) : p. 877 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 52 rectifié bis** (*Limitation de l'application du document de référence et de tarification des prestations de sûreté aux prestations réalisées « à la demande » par la RATP*) : p. 883 - **Article 11 (supprimé)** (*Captation et enregistrement du son dans les véhicules roulants de transport collectif*) : p. 894 - **Article 12 (Création d'un délit « d'incivilité d'habitude »)** : p. 899 - **Article 14 (Délictualisation de l'oubli par négligence d'objets et de bagages dans les transports en commun)** : p. 904 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 911

- **Proposition de loi visant à préserver des sols vivants [n° 66 (2023-2024)]** - (15 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1021 - **Article 3 (Haut-commissaire à la protection et à la résilience des sols)** : p. 1029

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé [n° 401 (2023-2024)]** - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1607

- **Proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques [n° 399 (2023-2024)]** - (12 mars 2024) - **Article 1er** (*Réalisation de tests de discriminations individuels et statistiques par un service placé sous l'autorité du Premier ministre*) : p. 1643

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2024** - (19 mars 2024) : p. 1919 p. 1920

- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Question préalable** : p. 2480 p. 2481 - **Article 1er** (*Suspension de l'exercice du droit de grève des personnels et agents concourant au fonctionnement des services publics de transport régulier de personnes pendant certaines périodes*) : p. 2495 - **Article 2 (nouveau)** (*Caducité automatique des préavis de grève non utilisés et définition d'une durée maximale des préavis de grève dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes et les services librement organisés de transport ferroviaire de voyageurs*) : p. 2498 - **Article 3 (nouveau)** (*Allongement de 24 heures des délais de déclaration de participation à la grève et de rétractation*) : p. 2500 - **Article 4 (nouveau)** (*Exercice du droit de grève à compter du début de l'une des prises de service et jusqu'à son terme*) : p. 2501 - **Article 5 (nouveau)** (*Extension aux transports maritimes réguliers publics pour la desserte des îles françaises des dispositions relatives à la continuité du trafic en cas de perturbation prévisible*) : p. 2503 - **Article 6 (nouveau)** (*Prise en compte des heures de pointe dans la détermination par l'autorité organisatrice de transports du niveau minimal de service*) : p. 2504 - **Article 7 (nouveau)** (*Réquisition des personnels indispensables pour assurer le niveau minimal de service en cas de non-atteinte du niveau minimal de service durant trois jours*) : p. 2506

- **Question orale sans débat relative à la situation des ligneurs de la pointe de Bretagne** - (7 mai 2024) : p. 2807 p. 2808

- **Proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées [n° 620 (2023-2024)]** - (30 mai 2024) - **Article 1er** (*Interdiction des PFAS - Contrôle de la présence des PFAS dans les eaux destinées à la consommation humaine - Cartographie des sites ayant pu émettre ou émettant des PFAS - Liste des communes exposées à un danger élevé ou très élevé d'exposition aux PFAS*) : p. 3433 p. 3437 p. 3438 - **Article 1er bis** (*Définition d'une trajectoire nationale de réduction des rejets aqueux de PFAS des installations industrielles*) : p. 3442 p. 3443 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3447

- **Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France - Commission mixte paritaire [n° 647 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3513 p. 3514

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (5 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 315 rectifié** (*Dispense de fouilles archéologiques pour les panneaux solaires et les pistes cyclables*) : p. 3798

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) : p. 5848

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article 8 (suite)** (*Évolution de la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et de la taxe sur la masse en ordre de masse*) : p. 6136 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1817 rectifié** (*Extension de la possibilité d'instaurer une écotaxe poids lourd pour les régions*) : p. 6156 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1810 rectifié et n° I-1203** (*Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % à l'ensemble des services de transports publics collectifs de voyageurs à l'exclusion des services librement organisés*) : p. 6287

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-992 rectifié bis et n° I-1204** (*Plafonnement du bénéfice du régime de la taxation forfaitaire au tonnage à 500 millions d'euros par redevable*) : p. 6388 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-584 et n° I-1210** (*Prolonger d'un an les exonérations fiscales et sociales pour les employeurs qui décident volontairement de porter à 75 % leur participation aux abonnements de transport de leurs salariés*) : p. 6390 p. 6391 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1209 rectifié** (*Réduction progressive des déductions fiscales pour les voitures thermiques et hybrides des entreprises*) : p. 6452

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (2 décembre 2024) - **État B** : p. 7155

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (suite)

- (2 décembre 2024) - **Sécurités : État B** : p. 7235

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7341

FERRACCI (Marc)

*ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie (à partir du 24 décembre 2024)
ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé de l'industrie (du 22 septembre 2024 au 23 décembre 2024)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de Michelin** - (6 novembre 2024) : p. 4766
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la fermeture des sites Michelin** - (6 novembre 2024) : p. 4770
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux industries et aux licenciements** - (6 novembre 2024) : p. 4773
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'accompagnement des communes victimes de catastrophes naturelles** - (6 novembre 2024) : p. 4778

FERRARI (Marina)

*ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargée de l'économie du tourisme (du 22 septembre 2024 au 23 décembre 2024)
secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du numérique (du 9 février 2024 au 21 septembre 2024)*

- **Question orale sans débat sur la carte scolaire pour l'année 2024-2025 en Haute-Vienne** - (7 mars 2024) : p. 1487
- **Question orale sans débat sur la suppression de postes d'enseignants dans le Pas-de-Calais** - (7 mars 2024) : p. 1488
- **Question orale sans débat sur les effectifs prévisionnels et les fermetures de classes en Moselle** - (7 mars 2024) : p. 1489
- **Question orale sans débat relative au soutien à la filière des palmipèdes à foie gras : poursuite de la vaccination et garantie de la qualité du foie gras** - (19 mars 2024) : p. 1827
- **Question orale sans débat relative à la création des stations animalières aux points d'entrée sur le territoire** - (19 mars 2024) : p. 1828
- **Question orale sans débat relative à l'utilité d'un vélodrome Haute-Savoie Arena** - (19 mars 2024) : p. 1828
- **Question orale sans débat relative à des primes pour les fonctionnaires résidant à proximité du Luxembourg** - (19 mars 2024) : p. 1829
- **Question orale sans débat sur l'industrie de verdissement de l'économie** - (19 mars 2024) : p. 1830
- **Question orale sans débat sur la réintégration des travaux d'aménagement de terrain dans le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée** - (19 mars 2024) : p. 1831
- **Question orale sans débat relative à la gestion économique et sociale de l'après-mines** - (19 mars 2024) : p. 1832
- **Question orale sans débat sur les modalités de la taxe additionnelle à certains droits d'enregistrement** - (19 mars 2024) : p. 1833
- **Question orale sans débat sur l'opportunité d'étendre le bénéfice de l'indemnité de résidence** - (19 mars 2024) : p. 1833
- **Question d'actualité au Gouvernement sur TikTok** - (20 mars 2024) : p. 1939
- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole** - *Commission mixte paritaire [n° 513 (2023-2024)]* - (9 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2555 - **Article 4** (Ratification de l'ordonnance n° 2023-393 du 24 mai 2023 portant réforme du régime des fusions, scissions, apports partiels d'actifs et opérations transfrontalières des sociétés commerciales et diverses améliorations de ce même régime) : p. 2583 - **Article 5** (Demande d'habilitation à prendre par ordonnance des mesures pour transposer la directive (UE) 2022/2381 du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2022 relative à un meilleur équilibre entre les femmes et les

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les surcoûts de production des EPR de deuxième génération** - (6 mars 2024) : p. 1382
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'hébergement par Amazon de données sensibles** - (6 mars 2024) : p. 1385
- **Question orale sans débat sur les réseaux sociaux, les écrans et la santé mentale des jeunes** - (7 mars 2024) : p. 1482
- **Question orale sans débat sur le thème : « Éligibilité au fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée d'aménagements de routes nationales sous maîtrise d'ouvrage des départements »** - (7 mars 2024) : p. 1483
- **Question orale sans débat relative aux conséquences de la taxe additionnelle à la taxe de séjour instituée par la loi de finances pour 2024 au bénéfice d'Île-de-France Mobilités** - (7 mars 2024) : p. 1484
- **Question orale sans débat sur l'avenir du site nucléaire civil de Golfech dans le cadre de la réalisation des futurs réacteurs EPR2** - (7 mars 2024) : p. 1485
- **Question orale sans débat sur le prix de revente de l'électricité des particuliers** - (7 mars 2024) : p. 1485
- **Question orale sans débat relative au cumul d'aides sur des parcelles différentes au sein d'une même exploitation** - (7 mars 2024) : p. 1486

hommes parmi les administrateurs des sociétés cotées et à des mesures connexes et pour harmoniser les différents dispositifs nationaux préexistants relatifs à la représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des organes des sociétés commerciales) : p. 2583 - Article 6 (Adaptations relatives aux dépositaires centraux de titres, aux obligations d'information des clients de détail sollicitant un service d'investissement, aux informations sur les transferts d'actifs numériques et extension de certaines de ces dispositions à des collectivités d'outre-mer) : p. 2584 - Article 10 (Devoir de diligence pour les opérateurs économiques mettant en service des batteries et les opérateurs économiques sur le marché des batteries) : p. 2584 - Article 34 (Sécurisation juridique des missions de traçabilité animale confiées aux établissements de l'élevage (EDE)) : p. 2585

- **Question orale sans débat relative aux procurations tardives** - (7 mai 2024) : p. 2809

- **Question orale sans débat relative à l'avenir de l'Otan** - (7 mai 2024) : p. 2810

- **Question orale sans débat relative à la multiplication et à la mutualisation des antennes de télécommunication** - (7 mai 2024) : p. 2811

- **Question orale sans débat relative à la création d'une nouvelle taxe exceptionnelle** - (7 mai 2024) : p. 2812

- **Question orale sans débat relative à la mutualisation de la surveillance des espaces de baignade entre plusieurs parcs résidentiels de loisirs** - (7 mai 2024) : p. 2813

- **Question orale sans débat relative au principe de libre administration des communes** - (7 mai 2024) : p. 2814

- **Question orale sans débat relative à la TVA applicable aux produits utilisant des matériaux réemployés** - (7 mai 2024) : p. 2814

- **Question orale sans débat relative à l'activité commerciale et aux conséquences des zones réglementées lors des jeux Olympiques à Paris** - (7 mai 2024) : p. 2815

- **Question orale sans débat relative à la protection des filières industrielles françaises en difficulté face à la concurrence étrangère déloyale** - (7 mai 2024) : p. 2816

- **Question orale sans débat relative aux taux de TVA appliqués à des structures qui ne sont pas assujetties à la TVA sauf dans certaines exceptions** - (7 mai 2024) : p. 2817

- **Question orale sans débat relative à la taxe additionnelle à la taxe de séjour dans les communes franciliennes au profit d'Île-de-France Mobilités** - (7 mai 2024) : p. 2818

- **Question orale sans débat relative à la reconsidération de la loi sur l'exploitation des hydrocarbures en Guyane française** - (7 mai 2024) : p. 2818

- **Question orale sans débat relative au devenir de l'industrie et aux fermetures d'entreprises sur l'axe Seine** - (7 mai 2024) : p. 2819

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la dégradation des finances locales** - (29 mai 2024) : p. 3355

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux propos du Président de la République sur les finances locales** - (29 mai 2024) : p. 3364 p. 3365

- **Question orale sans débat sur le devenir du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (CAS Facé)** - (4 juin 2024) : p. 3595

- **Question orale sans débat sur le projet de ligne à très haute tension entre Fos-sur-Mer et Jonquières-Saint-Vincent** - (4 juin 2024) : p. 3596

- **Question orale sans débat sur le dysfonctionnement du dispositif Bloctel** - (4 juin 2024) : p. 3597

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la filière éolienne Méditerranée** - (4 juin 2024) : p. 3597

- **Question orale sans débat sur la fermeture du site d'Exxonmobil de Lillebonne en Seine-Maritime** - (4 juin 2024) : p. 3598

- **Question orale sans débat sur la fermeture de deux sites de proximité d'Enedis en Dordogne** - (4 juin 2024) : p. 3599

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 322** (Création de France Planification, issue de la fusion du Haut-Commissariat au Plan, du Commissariat général à la stratégie et à la prospective, du Secrétariat général pour l'investissement et du Secrétariat général à la planification écologique) : p. 3679 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 330** (Rapport d'évaluation des mesures de simplification adoptées précédemment) : p. 3680 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 323** (Demande de rapport sur la rationalisation des instances administratives consultatives) : p. 3681 - **Article 1er** (Suppression de comités, de commissions, de conseils et d'observatoires) : p. 3682 - **Article 2 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour simplifier les démarches déclaratives des entreprises) : p. 3684 p. 3685 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 10, n° 19 rectifié, n° 42 rectifié bis et n° 242 rectifié ter** (Simplification des formalités déclaratives pour le bénéfice de la réduction d'impôt au titre du mécénat d'entreprise) : p. 3687 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 43 rectifié, n° 117 rectifié ter, n° 185 rectifié, n° 197 rectifié bis, n° 258 rectifié quater, n° 265 rectifié quater, n° 438 rectifié quinquies, n° 518 rectifié, n° 535 rectifié quater et n° 586 rectifié bis** (Simplification des formalités déclaratives pour le bénéfice de TVA à 10 % applicable aux travaux réalisés dans des locaux d'habitation achevés depuis plus de deux ans) : p. 3688 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 437 rectifié ter** (Simplification des formalités déclaratives pour le bénéfice de TVA à 5,5 % applicable aux travaux d'amélioration de la qualité énergétique réalisés dans des locaux d'habitation achevés depuis plus de deux ans) : p. 3689 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 416 rectifié bis** (Suppression du relevé de frais généraux à transmettre dans le cadre de la déclaration d'impôt sur le revenu au titre des bénéfices industriels et commerciaux) : p. 3689 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 170 rectifié bis** (Suppression de la déclaration des commissions, courtages, ristournes, vacations, honoraires, gratifications et autres rémunérations de même nature versés à des tiers) : p. 3689 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 422 rectifié bis** (Suppression de la déclaration des commissions et honoraires dans le cadre de la déclaration d'impôt sur le revenu au titre des bénéfices industriels et commerciaux) : p. 3690 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 421 rectifié bis** (Délai supplémentaire pour la déclaration des revenus à transmettre à l'administration fiscale) : p. 3690 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 455 rectifié bis** (Création d'une autorité ayant vocation à créer une plateforme d'échanges de factures électroniques) : p. 3691 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 224 rectifié et n° 237** (Permettre aux greffiers des tribunaux de commerce de se substituer aux services fiscaux pour la collecte des droits d'enregistrement) : p. 3691 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 87 rectifié bis** (Absence de révélation obligatoire des membres du comité de direction d'une société par actions simplifiées au registre du commerce et des sociétés) : p. 3692 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 468 rectifié bis** (Suppression de l'obligation de dépôt de leurs comptes annuels auprès du registre du commerce et des sociétés) : p. 3693 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 289 rectifié bis** (Accès à la personnalité morale dès la signature ou l'approbation des statuts) : p. 3694 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 44 rectifié** (Simplification des démarches liées à l'ouverture et à la reprise de magasins d'optiques ou d'audioprothèses) : p. 3694 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 45 rectifié** (Simplification des démarches liées à l'activité de vente de

produits de seconde main pour les magasins d'optiques) : p. 3695 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 41 rectifié, n° 184, n° 196 rectifié ter, n° 255 rectifié quater, n° 516 rectifié et n° 585 rectifié bis** (*Suppression des attestations de conformité à la réglementation au dépôt du permis de construire*) : p. 3696 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 571** (*Permis de construire déclaratif pour les projets réalisés par un architecte*) : p. 3697 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 227 rectifié** (*Simplification des procédures relatives aux décisions prononcées par les services de la publicité foncière*) : p. 3697 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 414 rectifié** (*Demande de rapport sur le rapport des entreprises aux Urssaf dans les cotisations employeurs*) : p. 3698 - **Article 3 (supprimé)** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour développer les rescrits sectoriels et la « cristallisation » des normes applicables aux entreprises*) : p. 3699 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 31 rectifié et n° 46 rectifié** (*Ouverture aux avocats mandataires de leurs clients d'un accès dédié aux services dématérialisés*) : p. 3700 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 288 rectifié bis** (*Application du principe « silence vaut acceptation » à la procédure du rescrit valeur dans le cadre d'une donation d'entreprise pour l'établissement de la valeur vénale du bien afférent*) : p. 3701 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 287 rectifié bis** (*Application du principe « silence vaut acceptation » aux procédures de rescrit valeur dans le cadre des donations d'entreprises pour l'établissement des impositions afférentes*) : p. 3702 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 229** (*Suppression des obligations de reporting environnemental des acteurs du numérique*) : p. 3702 - **Article 3 bis (nouveau)** (*Modification du régime de « silence vaut acceptation » pour les demandes formulées auprès de l'administration*) : p. 3703 p. 3704 - **Article 15** (*Faciliter l'implantation de centres de données d'envergure*) : p. 3706 p. 3707 p. 3708 p. 3709 p. 3710 p. 3711 p. 3712 p. 3713 p. 3714 p. 3715 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 333** (*Débat annuel sur la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) par les projets d'envergure nationale et européenne*) : p. 3717 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 192 rectifié ter** (*Amendement de coordinations juridiques*) : p. 3717 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 80 rectifié** (*Extension de la reconnaissance du caractère de raison impérative d'intérêt public majeur d'une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique aux infrastructures routières*) : p. 3718 - **Article 17 (priorité)** (*Accélérer et simplifier les déploiements de réseaux mobiles*) : p. 3720 p. 3721 p. 3722 p. 3723 p. 3724

- **Suite de la discussion** (5 juin 2024) : p. 3750 p. 3751 p. 3752 p. 3754 p. 3755 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 129 rectifié** (*Interdiction d'exigences renforcées en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques dans les PLU*) : p. 3756 -

Article 22 (priorité) (*Faciliter l'innovation issue de la recherche*) : p. 3759 p. 3761 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 228 rectifié** (*Consécration juridique de la commission interne dédiée à l'évaluation des technologies diagnostiques au sein de la Haute Autorité de santé*) : p. 3763 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 126 rectifié** (*Renforcement des compétences des membres des comités de protection des personnes*) : p. 3764 - **Article 23 (priorité)** (*Intégrer l'innovation dans le mandat de la Commission nationale d'informatique et des libertés (CNIL)*) : p. 3764 p. 3765

- **Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)]** - (22 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4396 - **Article liminaire** (*Solde structurel et solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2023*) : p. 4408

- **Question orale sans débat relative à l'indemnisation des commerçants ayant subi des préjudices économiques durant les jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de 2024** - (3 décembre 2024) : p. 7271

- **Question orale sans débat relative aux taxes foncières pour 2024** - (3 décembre 2024) : p. 7272

- **Question orale sans débat relative aux salaires des employés de People and Baby** - (3 décembre 2024) : p. 7273

- **Question orale sans débat relative au financement du plan France Très Haut Débit** - (3 décembre 2024) : p. 7274

- **Question orale sans débat relative au faible montant de l'enveloppe de la dotation d'équipement des territoires ruraux pour les Alpes-Maritimes** - (3 décembre 2024) : p. 7275

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (3 décembre 2024) : p. 7307 p. 7308 p. 7309

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7310 p. 7311 p. 7312 p. 7313 p. 7314 p. 7316 p. 7317 p. 7318 p. 7319 p. 7320 p. 7321 p. 7322 p. 7323 p. 7324 p. 7325 p. 7326 p. 7327 p. 7328 p. 7329 p. 7330 p. 7331 p. 7332 p. 7333 p. 7334 p. 7335 p. 7337 p. 7338 p. 7342 p. 7343 p. 7345 p. 7348

FESNEAU (Marc)
ministre de l'agriculture et de la
souveraineté alimentaire
(jusqu'au 21 septembre 2024)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme** - (16 janvier 2024) : p. 26 p. 27 p. 28 p. 29 p. 30 p. 31 p. 32 p. 33 p. 34 p. 35 p. 36 p. 37 p. 38

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise de l'ostréiculture** - (17 janvier 2024) : p. 79

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les retraites agricoles** - (17 janvier 2024) : p. 87

- **Question orale sans débat sur les modalités d'inscription des électeurs du collège des propriétaires fonciers et usufruitiers pour les élections aux chambres d'agriculture** - (18 janvier 2024) : p. 146

- **Question orale sans débat sur l'assouplissement des règles d'octroi de crédit immobilier** - (18 janvier 2024) : p. 147

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'aéroport d'Orly et le retrait d'Air France de la plateforme aéroportuaire** - (18 janvier 2024) : p. 147

- **Question orale sans débat sur le respect par le groupe Technip Énergies des sanctions européennes contre la Russie** - (18 janvier 2024) : p. 149
- **Question orale sans débat sur la situation de la fibre optique dans plusieurs communes des Yvelines** - (18 janvier 2024) : p. 149
- **Question orale sans débat sur la répartition de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux dans le cadre d'une installation de production d'électricité d'origine nucléaire** - (18 janvier 2024) : p. 150
- **Question orale sans débat sur les absences de professeurs dans certains établissements scolaires situés dans des communes rurales** - (18 janvier 2024) : p. 151
- **Question orale sans débat sur la distinction entre les enseignants du public et ceux du privé pour le recrutement des professeurs agrégés et certifiés** - (18 janvier 2024) : p. 152
- **Question orale sans débat sur la formation des enseignants au maniement des extincteurs** - (18 janvier 2024) : p. 152
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole (I)** - (24 janvier 2024) : p. 245
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation agricole** - (24 janvier 2024) : p. 246
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mobilisation des agriculteurs (I)** - (24 janvier 2024) : p. 247 p. 248

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole (II)** - (24 janvier 2024) : p. 250
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mobilisation des agriculteurs (II)** - (24 janvier 2024) : p. 251
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mobilisation des agriculteurs (III)** - (24 janvier 2024) : p. 255
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application de la loi sur la maltraitance animale** - (7 février 2024) : p. 734
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'interdiction de la benfluraline** - (14 février 2024) : p. 927
- **Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 423 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1861 - **Article 1er (Calcul des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles sur la base des 25 meilleures années de points)** : p. 1873 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 (Fixation d'un objectif de réforme du régime de retraite de base des non-salariés agricoles d'ici à 2030)** : p. 1875 p. 1876
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'avenir de la politique agricole commune** - (10 avril 2024) : p. 2611

FIALAIRE (Bernard)
sénateur (Rhône)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 29 octobre 2024 ; puis vice-président le 12 novembre 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS).

Vice-président de la mission d'information sur le thème : « le bâti scolaire à l'épreuve de la transition écologique ».

Membre de la mission d'information sur le thème : « Complémentaires santé, mutuelles : l'impact sur le pouvoir d'achat des Français » le 15 février 2024 ; puis vice-président le 6 mars 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 355 (2023-2024)] (22 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces [n° 628 (2023-2024)] (22 mai 2024) - **PME, commerce et artisanat - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport : Antisémitisme dans l'enseignement supérieur : dénoncer le climat, prévenir les dérives et sanctionner les actes [n° 705 (2023-2024)] (26 juin 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'usurpation d'identité et de domicile lors de la souscription de nouveaux contrats de fourniture de gaz, d'électricité, de contenus numériques, de services numériques ou de services de communications électroniques [n° 748 (2023-2024)] (15 août 2024) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 95 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : IA et éducation [n° 101 (2024-2025)] (30 octobre 2024) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs [n° 107 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Enseignement technique agricole [n° 149 tome 3 fasc. 2 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 222 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 23 janvier 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien - Examen de l'amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de MM. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement chargé de France 2030, Antoine Petit, président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et Didier Samuel, président-directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Réunion du jeudi 1er février 2024 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : La prospective : pourquoi, comment ?.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Marie-George Buffet et de M. Stéphane Diagana, co-présidents du Comité national pour renforcer l'éthique et la vie démocratique dans le sport.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : La situation du secteur associatif - Audition de Mme Chantal Bruneau, vice-présidente du Haut Conseil à la vie associative, MM. Mickaël Huet, délégué général du Mouvement associatif et François Bouchon, président de France Bénévolat.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*MI Complémentaires santé*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Paul de Sinety, délégué général à la langue française et aux langues de France.

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*MI Complémentaires santé*) : Audition de M. Dominique Libault, président du Haut Conseil du financement de la protection sociale.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition du Pr Raphaël Gaillard, chef du pôle hospitalo-universitaire de psychiatrie de l'hôpital Sainte-Anne, auteur de « L'homme augmenté ».

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*MI Complémentaires santé*) : Audition des représentants des complémentaires santé - Union nationale des organismes complémentaires d'assurance maladie (Unocam), Fédération nationale de la Mutualité française (FNMF), France Assureurs et Centre technique des institutions de prévoyance (CTIP).

(*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de Philippe Aghion et Anne Bouverot, co-présidents de la Commission de l'intelligence artificielle, sur les conclusions de leur rapport « IA : notre ambition pour la France ».

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Philippe Jost, président de l'établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

(*MI Complémentaires santé*) : Audition commune d'associations de consommateurs et d'usagers : UFC-Que Choisir et France Assos Santé.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*MI Complémentaires santé*) : Audition de M. Franck von Lennep, directeur de la sécurité sociale.

Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : La question de l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Audition de M. Guillaume Gellé, président de France Universités, et Mme Isabelle de Mecquenem, professeure agrégée de philosophie et membre du Conseil des sages de la laïcité et des valeurs de la République.

(*MI Complémentaires santé*) : Audition de M. Patrick Heidmann, président du Régime local d'assurance maladie Alsace-Moselle et de Mme Anne-Céline Freiss, directrice adjointe.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Philippe Delorme, secrétaire général de l'enseignement catholique.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière agricole et de renouvellement des générations en agriculture - Articles relatifs à l'enseignement agricole - Audition de MM. Laurent Buisson, directeur général de l'Institut national des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech), Michel Dantin, président du Conseil national de l'enseignement agricole privé, et Roland Grimault, directeur de l'Union nationale des maisons familiales et rurales.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Régine Hatchondo, présidente du Centre national du livre.

Audition de Mme Sylvie Retailleau, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans le cadre de la mission d'information sur l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information sur les modalités de formation et la place des enseignants - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

Réunion du mardi 11 juin 2024 (*MI Complémentaires santé*) : Échanges de vues.

Réunion du mercredi 26 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission d'information relative à l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Examen du rapport et vote sur les recommandations.

Réunion du mardi 24 septembre 2024 (*MI Complémentaires santé*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Évaluation territoriale du dispositif « 30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Anne Genetet, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Jean-Philippe Thiellay, président du Centre national de la musique.

Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Gil Avérous, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport « IA et éducation ».

Réunion du jeudi 31 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Mission sur le périmètre d'intervention et les compétences des architectes des bâtiments de France (ABF) - Présentation du rapport d'information.

Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Patrick Hetzel, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs à la recherche - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs à l'Enseignement supérieur - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Bruno Patino, président du comité de pilotage des États généraux de l'information (EGI).

Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Luis Vassy, directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien [n° 251 (2023-2024)]** - (23 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 229 - **Article 2 (Rémunération des accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) sur les temps scolaire et de pause méridienne)** : p. 238 p. 239

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise à Mayotte** - (14 février 2024) : p. 927

- **Proposition de loi visant à conforter la filière cinématographique en France [n° 323 (2023-2024)]** - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 989

- **Débat sur le thème : « Enseignement privé sous contrat : quelles modalités de contrôle de l'État et quelle équité des moyens vis-à-vis de l'enseignement public ? »** - (6 mars 2024) : p. 1415

- **Question orale sans débat sur l'avancement de la réflexion sur le procédé d'humusation** - (7 mars 2024) : p. 1495

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au projet de loi sur la fin de vie** - (13 mars 2024) : p. 1671

- **Projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique** - *Commission mixte paritaire* [n° 470 (2023-2024)] - (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2333

- **Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat** [n° 678 (2023-2024)] - (10 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4069 - **Article 1er A (nouveau)** (*Transmission annuelle de l'indice de position sociale (IPS) des établissements des premier et second degrés publics et privés sous contrat par le ministre de l'éducation nationale*) : p. 4073 - **Article 1er** (*Garantie de la mixité sociale des publics scolarisés au sein des établissements d'enseignement - Modalités*) : p. 4077

- **Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes** [n° 21 (2024-2025)] - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4262

- **Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public** [n° 41 (2024-2025)] - (23 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4493 p. 4494

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques** [n° 783 (2023-2024)] - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4969

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2024) : p. 7081

Enseignement scolaire (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7097 p. 7102 p. 7108

- **Mise au point au sujet de votes** - (2 décembre 2024) : p. 7135

FICHET (Jean-Luc)
sénateur (Finistère)
SER

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre du travail, de la santé et des solidarités le 3 janvier 2024.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale jusqu'au 1er février 2024.

Membre titulaire du comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse le 12 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19

avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : L'intelligence artificielle et la santé - Audition de Mme Catherine Guettier, professeure et cheffe du service anatomie et cytologie pathologiques de l'hôpital Bicêtre, M. David Gruson, fondateur d'Ethik-IA, M. Luca Mollo, vice-président de l'Alliance pour la recherche et l'innovation des industries de santé (Ariis), vice-président et directeur médical du laboratoire Pfizer France, Mme Mélina Gilberg, responsable médecine fondée sur les faits (real-world evidence) du laboratoire Amgen, et M. Thomas Séjourné, manager de l'unité données de vie réelle du laboratoire Sanofi.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Candidature à une éventuelle commission mixte paritaire** - (7 février 2024) : p. 740

- **Proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique [n° 305 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 749

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé [n° 397 (2023-2024)]** - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1811

- **Question orale sans débat sur la situation financière des centres sociaux bretons de plus en plus préoccupante** - (19 mars 2024) : p. 1856 p. 1857

- **Débat sur le thème « Situation des urgences pendant l'été 2024 »** - (8 octobre 2024) : p. 3953

- **Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 23**

(2024-2025)] - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4283 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4293

- **Question orale sans débat relative à l'avenir du dispositif « rebond industriel » pour la communauté d'agglomération Morlaix Communauté** - (5 novembre 2024) : p. 4662

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Première partie :

- (18 novembre 2024) - **Article 2** (*Rectification de l'Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam*) : p. 5075 p. 5077

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 872 rectifié quater** (*Exonération des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) privés à but non lucratif de taxe sur les salaires*) : p. 5137 - **Article 4** (*Pérennisation de l'exonération en faveur des employeurs agricoles de travailleurs occasionnels et de demandeurs d'emploi (TO-DE)*) : p. 5144

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article 7** (*Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance*) : p. 5264 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 649 rectifié, n° 753 rectifié et n° 957 rectifié** (*Création d'une contribution sur les revenus générés par les Ehpad privés à but lucratif*) : p. 5282 p. 5284 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 682 rectifié** (*Instauration d'une cotisation sur les dividendes des établissements et services sociaux et médico-sociaux*) : p. 5287 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 125, n° 903 rectifié ter, n° 1043 rectifié bis, n° 820, n° 904 rectifié ter, n° 947, n° 574 rectifié et 1169 rectifié** (*Augmentation du taux de contribution de solidarité à l'autonomie*) : p. 5290 p. 5296

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 909 rectifié ter** (*Restriction de la délivrance d'attestations relatives aux obligations déclaratives et de paiement*) : p. 5345

FIRMIN LE BODO (Agnès)
ministre de la santé et de la prévention
(jusqu'au 9 janvier 2024)

FLORENNES (Isabelle)
sénatrice (Hauts-de-Seine)
UC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 23 octobre 2024 ; secrétaire de la commission jusqu'au 22 octobre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (7 mai 2024) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (14 mai 2024).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 266 (2023-2024)] visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille [n° 416 (2023-2024)] (13 mars 2024) - **Famille - Justice - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille [n° 591 (2023-2024)] (14 mai 2024) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités [n° 660 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 744 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 660 (2023-2024)] visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités [n° 24 (2024-2025)] (9 octobre 2024) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les émeutes survenues à compter du 27 juin 2023 - Audition de MM. Djigui Diarra, réalisateur du court-métrage *Malgré eux* (2017) et David Dufresne, réalisateur des documentaires *Quand la France s'embrase* (2007) et *Un pays qui se tient sage* (2020).

Réunion du jeudi 15 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde portant sur les premières applications de l'intelligence artificielle dans l'univers des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission des lois*) : Recrudescence des actes antisémites - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des lois*) : Application de la loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde : « Sécurité : quel avenir pour la police municipale ? ».

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Mises au point au sujet de votes** - (6 février 2024) : p. 661

- **Proposition de loi relative au régime juridique des actions de groupe** [n° 272 (2023-2024)] - (6 février 2024) - **Discussion générale** : p. 669

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports** [n° 319 (2023-2024)] - (13 février 2024) - **Discussion générale** : p. 861 p. 862 - **Article 1er** (*Extension des prérogatives des agents de sûreté de la SNCF et de la RATP en matière de palpations et de saisies*) : p. 872 - **Article 10**

(supprimé) (Traitement et collecte de certaines données sensibles en cas de flagrance par la SUGE et le GPSR) : p. 890 - **Article 11 (supprimé)** (Captation et enregistrement du son dans les véhicules roulants de transport collectif) : p. 893 p. 894

- **Proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux** - Commission mixte paritaire [n° 362 (2023-2024)] - (14 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1776

- **Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille [n° 417 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1949 - **Article 1er (Régime de déchéance patrimoniale)** : p. 1957 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 25 (Lutte contre les inégalités matrimoniales - Rapport au Parlement)** : p. 1958 - **Article 1er bis (Irrévocabilité des clauses d'exclusion des biens professionnels)** : p. 1960 - **Article 2 (Conditions d'octroi d'une décharge de responsabilité solidaire et d'une décharge à titre gracieux)** : p. 1961 p. 1962 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 3 rectifié bis, n° 7, n° 11, n° 1 rectifié, n° 8 rectifié bis, n° 17, n° 2 rectifié bis, n° 5 rectifié quinquies, n° 9 rectifié bis et n° 21 rectifié ter (Dispositif de décharge de responsabilité solidaire - Conditions d'examen - Modifications)** : p. 1965 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 6 rectifié, n° 13 rectifié, n° 14 rectifié bis et n° 26 rectifié ter (Demande en décharge de l'obligation de paiement - Appréciation de la situation patrimoniale du demandeur - Encadrement)** : p. 1968 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 20 (Demandeur en décharge de responsabilité solidaire - Calcul de sa situation financière - Exclusion de certaines prestations garantissant un niveau de vie minimal)** : p. 1969 - **Article 2 bis (nouveau) (Conditions d'octroi d'une décharge de responsabilité solidaire et d'une décharge à titre gracieux)** : p. 1969 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 18 (Octroi d'une décharge de responsabilité solidaire - Restitution des sommes déjà payées par le demandeur)** : p. 1970

- **Proposition de loi visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession [n° 576 (2023-2024)]** - (15 mai 2024) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 (Versement des fonds détenus par les établissements teneurs des comptes du défunt en l'absence d'accord entre les héritiers)** : p. 2971

- **Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille - Commission mixte paritaire [n° 592 (2023-2024)]** - (22 mai 2024) - **Examen des conclusions d'une commission mixte paritaire (CMP)** : p. 3184 - **Article 2 ter** : p. 3187

- **Question orale sans débat sur la situation des collèges dans les Hauts-de-Seine** - (4 juin 2024) : p. 3575 p. 3576

- **Proposition de loi visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités [n° 25 (2024-2025)]** - (17 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4296

- **Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)]** - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4996

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2024) : p. 7175

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7210

FOLLIOT (Philippe)
sénateur (Tarn)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité des politiques publiques en matière de rénovation énergétique.

Membre de la commission d'enquête sur « les moyens mobilisés et mobilisables par l'État pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France » ; puis vice-président le 17 janvier 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 519 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 655 (2023-2024)] (3 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à aligner le droit français sur le droit européen pour les emballages constitués pour tout ou partie de polymères ou de copolymères styréniques non recyclables [n° 658 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à imposer une photographie des candidats sur les circulaires et affiches électorales lors des élections législatives [n° 733 (2023-2024)] (11 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 744 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique visant à mettre fin à la pratique des parachutages électoraux [n° 761 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à revenir au caractère cumulatif des critères pédologique et floristique permettant de qualifier les zones humides [n° 106 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des outre-mer [n° 172 (2024-2025)] (28 novembre 2024) - **Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Nouvelle posture stratégique du Japon dans l'Indopacifique, quelles implications pour la France ? » - Audition de Mme Céline Pajon, chercheuse, responsable des activités Japon et coordinatrice du Programme Océanie Centre Asie-Indopacifique de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

(*CE Obligations de TotalEnergies*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 25 janvier 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Philippe Copinschi, docteur en relations internationales, spécialiste des questions énergétiques mondiales.

Audition de Mme Corinne Le Quéré, climatologue, présidente du Haut Conseil pour le climat, et de Mme Laurence Tubiana, membre du Haut Conseil pour le climat.

Échanges sur le rapport du comité de déontologie du Sénat.

Réunion du lundi 29 janvier 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de Mme Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, ancienne coprésidente du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), et de M. François Gemenne, politiste et membre du Giec.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La Corne de l'Afrique - Audition de Mme Sonia Le Gouriellec, chercheuse, docteure en science politique et maîtresse de conférences à l'Université catholique de Lille.

Réunion du lundi 12 février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Jean-Marc Jancovici, professeur à Mines Paris-PSL.

Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conflit en cours à Gaza et ses conséquences sur la situation au Moyen-Orient - Audition de M. Jean-Pierre Filiu, chercheur au Centre de recherches internationales (CERI).

Réunion du jeudi 15 février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de Mme Lucie Pinson, directrice générale et fondatrice, et M. Antoine Laurent, responsable plaidoyer France, de Reclaim Finance.

Réunion du lundi 26 février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de MM. Paul Mougeolle, doctorant en droit climatique, juriste, et Brice Laniyan, docteur en droit public, juriste en charge de la réglementation des multinationales, à Notre affaire à Tous.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition de M. Charles Fries, secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Esther Duflo (Nobel d'économie 2019), professeure au Collège de France et au Massachusetts Institute of Technology.

Politique étrangère et de défense - Audition de M. Charles Fries, secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Dégradation du contexte géopolitique - Audition de M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 7 mars 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de MM. Philippe Brassac, directeur général du groupe Crédit Agricole, Xavier Musca, directeur général délégué du groupe Crédit Agricole et directeur général de Crédit Agricole CIB, Jean-Jacques Barbéris, directeur du pôle clients institutionnels et corporate d'Amundi, et Éric Campos, directeur de l'engagement sociétal du groupe Crédit Agricole.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission à l'occasion de la 78ème session de l'Assemblée générale des Nations-Unies - Présentation du rapport d'information.

Réunion du lundi 18 mars 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de MM. Carlos Tavares, directeur général de Stellantis et Olivier Bourges, Global Corporate Office and Public Affairs Officer.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à l'accord économique et global UE-Canada - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Guillaume Faury, directeur général d'Airbus.

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Christophe Béchu, ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

Audition de M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du lundi 29 avril 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de TotalEnergies.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Mission d'information conjointe sur la situation et l'avenir d'Atos - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marie Bockel, envoyé personnel du Président de la République auprès des pays africains concernés par la reconfiguration de nos dispositifs militaires en Afrique.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Quelles perspectives et quels défis pour les États-Unis en cette année d'élections ? - Audition de Mme Alexandra de Hoop Scheffer, politologue, senior vice-présidente pour les questions géopolitiques au German Marshall Fund of the United States et M. Lauric Henneton, maître de conférences à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition du contre-amiral Nicolas Lambropoulos, commandant supérieur des forces armées aux Antilles (Comsup FAA).

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de règlement relatif à l'établissement du programme pour l'industrie européenne de la défense - Examen de la proposition de résolution européenne portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité.

(*commission des finances*) : Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris - Audition de MM. Jean-Baptiste Guégan et Lukas Aubin, chercheurs, sur la géopolitique des grands événements sportifs.

(*CE Obligations de TotalEnergies*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation géopolitique en Méditerranée orientale - Audition de M. Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES).

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Audition du général Jérôme Bellanger, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Stéphane Bouillon, secrétaire général du SGDSN,

Vincent Strubel, directeur général de l'ANSSI et de Marc-Antoine Brillant, chef du Service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum).

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Chiva, délégué général pour l'armement (à huis clos).

Audition du général Hubert Bonneau, directeur général de la gendarmerie nationale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner l'offensive militaire de l'Azerbaïdjan au Haut-Karabagh et à prévenir toute autre tentative d'agression et de violation de l'intégrité territoriale de la République d'Arménie, appelant à des sanctions envers l'Azerbaïdjan et demandant la garantie du droit au retour des populations arméniennes au Haut-Karabagh** [n° 157 (2023-2024)] - (17 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 92

- **Débat sur le thème : « Violences associées au football, dans et hors des stades »** - (17 janvier 2024) : p. 117

- **Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales** [n° 325 (2023-2024)] - (14 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 975

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord de sécurité franco-ukrainien et la situation en Ukraine** - (13 mars 2024) : p. 1709

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part** [n° 694 (2018-2019)] - (21 mars 2024) - **Article 1er** (*Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part*) : p. 2022 p. 2023

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'autoroute A69 et les droits de l'homme** - (27 mars 2024) : p. 2156

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Cambodge** [n° 393 (2023-2024)] - (3 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2412

- **Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales** [n° 503 (2023-2024)] - (11 avril 2024) - **Article unique** (*Réforme des critères légaux d'ouverture des pharmacies d'officine*) : p. 2719

- **Question orale sans débat sur les moyens donnés aux chasseurs pour la régulation des gibiers** - (4 juin 2024) : p. 3589

- **Projet de loi de simplification de la vie économique** [n° 635 (2023-2024)] - (4 juin 2024) - **Article 13** (*Aligner les droits des très petites entreprises sur ceux des particuliers en matière bancaire*) : p. 3645

- **Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires** [n° 672 (2023-2024)] - (9 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4008

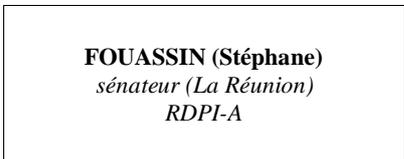
- **Débat sur le thème : « Gestion de l'eau : bilan de l'été 2024 et perspective pour mieux gérer la ressource »** - (12 novembre 2024) : p. 4863

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (4 décembre 2024) - **Article 61** (Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF)) : p. 7555

Relations avec les collectivités territoriales (suite)



FOUASSIN (Stéphane)
sénateur (La Réunion)
RDPI-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 9 octobre 2024.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 7 octobre 2024.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission d'enquête portant sur la production, la consommation et le prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050 le 17 janvier 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations (14 mars 2024).

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 (26 novembre 2024).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 522 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Famille - Société - Travail.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 1 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Outre-mer [n° 144 tome 3 annexe 20 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des outre-mer [n° 172 (2024-2025)] (28 novembre 2024) - **Outre-mer.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 18 juin 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Environnement stratégique de Mayotte et de La Réunion - Audition du général de division M. François-Xavier Mabin, chef de la division « emploi des forces-protection » de l'état-major des armées.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Article 11** (*Extension et ajustements de la procédure de prise de possession anticipée applicable aux opérations de requalification des copropriétés dégradées (ORCOD)*) : p. 1245 - **Article 14 bis** (*Prolongation et ajustement du régime dérogatoire relatif à la sortie de l'indivision successorale issu de la loi Letchimy du 27 décembre 2018*) : p. 1253 - **Article 15 bis** (*Saisine facultative de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques concernant les arrêtés préfectoraux relatifs au traitement de*

l'insalubrité en outre-mer) : p. 1258 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1261

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (6 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 128 rectifié, n° 17 rectifié, n° 236 rectifié bis, n° 105 rectifié bis, n° 127 rectifié bis, n° 26 rectifié bis et n° 4 rectifié bis** (*Faculté de recours à la visioconférence pour un membre du conseil municipal empêché professionnellement/les élus étudiants*) : p. 1451 p. 1452 - **Article 9** (*Extension du champ des autorisations d'absence et augmentation du plafond de remboursement des pertes de revenus subies par l'élu*) : p. 1467

- **Suite de la discussion** (7 mars 2024) - **Article 11** (*Prise en compte du mandat électif local lors de l'entretien professionnel*) : p. 1521 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 126 rectifié bis** (*Session d'information sur les fonctions d'élu local*) : p. 1539 - **Article 16** (*Élargissement de la prise en charge par la commune des frais de garde et extension de la compensation par l'État du remboursement*) : p. 1541 - **Article 17** (*Cumul des indemnités journalières et des indemnités de fonction*) : p. 1543 p. 1547 - **Article 18** (*Détermination des intérêts susceptibles de constituer l'infraction de prise illégale d'intérêt*) : p. 1549 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 40 rectifié, n° 258 et n° 280 rectifié** (*Extension des règles de calcul du quorum lorsque des élus sont intéressés à l'affaire aux conseils départementaux et régionaux*) : p. 1551 - **Article 19** (*Octroi automatique de la protection fonctionnelle aux élus locaux victimes de violences, menaces ou outrages*) : p. 1557 p. 1558

- **Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2023 [n° 35 (2024-2025)]** - (22 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4440

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article 5 ter (nouveau)** (*Application à Mayotte de la réforme de l'assiette sociale pour les travailleurs indépendants non-agricoles et extension d'une habilitation à légiférer par ordonnance*) : p. 5159 - **Article 6** (*Réforme des allègements généraux de cotisations patronales*) : p. 5172 p. 5173

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 1-502 rectifié bis, n° I-746, n° I-1491 rectifié, n° I-503 rectifié, n° I-224, n° I-1426 rectifié, n° I-151, n° I-1136 rectifié, I-1425 rectifié et n° I-1182** (*Exonération de TVA sur l'ensemble des biens importés dans les départements et régions d'outre-mer (DROM)*) : p. 6325 p. 6327 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1760** (*Ouverture du bénéfice du crédit d'impôt pour investissements productifs en outre-mer aux entreprises en difficulté*) : p. 6333 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1978** (*Prorogation du bénéfice de l'abattement de 30 % de taxe foncière en 2025 pour les logements à usage locatif dans les départements et régions d'outre-mer (DROM)*) : p. 6333 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-790 rectifié bis, n° I-1154 rectifié ter et I-1255 rectifié** (*Plafonnement à 20 millions d'euros de l'avantage tiré de l'IP box (taux réduit de taxation pour les revenus tirés de certains actifs de propriété industrielle)*) : p. 6372 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-409 rectifié, n° I-993, n° I-1700, n° I-996, n° I-1159 rectifié, n° I-814 rectifié, n° I-686, n° I-1252 rectifié quinquies, n° I-1759, n° I-1253 rectifié, n° I-965, n° I-1402 rectifié bis, n° I-71 rectifié bis, n° I-110 rectifié sexies, n° I-203 rectifié bis, n° I-698, n° I-781 rectifié bis, n° I-698, n° I-781 rectifié bis, n° I-855 rectifié bis, n° I-1322 rectifié bis, n° I-1854 rectifié bis, n° I-802 rectifié, n° I-803 rectifié** (*Dispositions diverses sur le crédit d'impôt recherche (CIR) et le crédit d'impôt industrie (CII)*) : p. 6420 - **Article**

additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-111 rectifié septies, n° I-812 rectifié ter, n° I-1375 rectifié ter, n° I-1404 rectifié ter, n° I-1607 rectifié bis, n° I-1631 rectifié ter, n° I-1708 rectifié et n° I-1836 rectifié ter (*Prorogation de trois ans du crédit d'impôt collection (CIC)*) : p. 6426 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-1743** (*Extension de 3 à 10 ans du droit de reprise de l'administration pour les comptes d'actifs numériques*) : p. 6433 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-1137 rectifié bis et n° I-307 rectifié bis** (*Instauration d'une taxe sur les produits alimentaires n'affichant pas la qualité nutritionnelle, l'impact environnemental, ainsi que l'origine des matières premières principales*) : p. 6479

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-531 rectifié, n° I-1318 rectifié, n° I-1319 rectifié bis, n° I-269 rectifié bis, n° I-1763 et n° I-533 rectifié** (*Diminution de la réfaction de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en outre-mer*) : p. 6565 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-762 rectifié quater, n° I-839 rectifié, n° I-763 rectifié quater, n° I-840 rectifié, n° I-1711 rectifié et n° I-1900 rectifié ter** (*Augmentation à 50 % du taux d'abattement pour le régime micro-foncier*) : p. 6594 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1712 rectifié bis** (*Aligner les avantages fiscaux au régime réel entre les locations nues et les locations meublées non professionnelles (LMNP)*) : p. 6595 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-920 rectifié bis, n° I-129, n° 402 rectifié et n° I-1713 rectifié bis** (*Suppression de l'abattement progressif sur l'impôt sur le revenu et sur la CSG acquittés lors de la réalisation d'une plus-value sur cession immobilière et diminution du taux réel d'imposition à 9 %*) : p. 6603 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1772 rectifié, n° I-1453, n° I-391 rectifié bis, n° I-1008, n° I-1895 rectifié quater, n° I-1714 rectifié, n° I-1715 rectifié quater et n° I-1841 rectifié bis** (*Pérennisation du dispositif « Loc'Avantages » et transformation en crédit d'impôt sous conditions*) : p. 6613 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1762 rectifié** (*Suppression de la possibilité d'exclure les biens mobiliers de l'assiette du droit d'enregistrement lors de la cession d'un bien immobilier*) : p. 6622 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-117 rectifié bis, n° I-373 rectifié ter, n° I-998 rectifié, n° I-1084 rectifié sexies, n° I-1285 rectifié quinquies, n° I-1460, n° I-1618 rectifié bis, n° I-1709 rectifié quater, n° I-308 rectifié bis, n° I-423 rectifié bis, n° I-1788, n° I-1619 rectifié, n° I-1892 rectifié quinquies et n° I-2078** (*Suppression des conditions de localisation pour l'éligibilité au prêt à taux zéro dans les logements neufs et anciens pendant une durée de trois ans*) : p. 6636 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1483 rectifié bis et n° I-1751** (*Élargissement du champ du bail réel solidaire*) : p. 6640 - **Article 25** (*Sécurisation du régime des bons ou droits de souscription d'actions et des titres acquis en exercice de ceux-ci*) : p. 6647 - **Article 26** (*Instauration pour les grandes entreprises d'une taxe sur les réductions de capital consécutives au rachat de leurs propres titres*) : p. 6661 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-507 rectifié et n° I-1139 rectifié** (*Retrait des critères énergétiques pour l'obtention du crédit d'impôt en outre-mer*) : p. 6694

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article 31 (suite)** (*Stabilisation en valeur au titre de 2025 des fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectées aux collectivités locales*) : p. 6765 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-2182, I-929 rectifié, I-1683, I-573 rectifié ter, I-731 rectifié, I-1484 rectifié ter, I-1779 rectifié ter, I-1901 rectifié bis, I-387 rectifié, I-732 rectifié, I-421 rectifié, I-1358, I-1437, I-1438, I-1684, I-87 rectifié, I-1439, I-109 rectifié bis, I-118 rectifié quater, I-184 rectifié quinquies, I-244 rectifié bis, I-385 rectifié bis, I-711, I-1211 rectifié, I-1749, I-59 rectifié, I-185 rectifié ter, I-386 rectifié, I-245 rectifié bis, I-346 rectifié ter, I-1641 rectifié, I-1642 rectifié et I-1849 rectifié** (*Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)*) : p. 6775 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-**

926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis (*Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)*) : p. 6780 p. 6782 - **Article 33** (*Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers*) : p. 6909

FRASSA (Christophe-André)
sénateur (Français établis hors de
France (Série 2))
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre titulaire du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 420 (2022-2023)] relative au régime juridique des actions de groupe [n° 271 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2024) - **Article 10 duodecimes (nouveau)** (*Suppression du taux réduit de TVA sur les eaux vendues en bouteille plastique*) : p. 6983 - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 7022

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 - Commission mixte paritaire [n° 176 (2024-2025)]** - (4 décembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7473

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 433 (2023-2024)] visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères [n° 577 (2023-2024)] (7 mai 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités [n° 660 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à tenir compte des opérations de renouvellement des parcs éoliens pour le versement d'une fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) aux communes disposant d'un parc installé avant le 1er janvier 2019 [n° 694 (2023-2024)] (17 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi tendant à la création d'une réserve communale de sûreté [n° 743 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour consacrer la lutte contre l'antisémitisme [n° 3 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : 50 ans de saisine parlementaire du Conseil constitutionnel - Actes du colloque du 17 octobre 2024 [n° 56 (2024-2025)] (21 octobre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : L'intelligence artificielle générative et les métiers du droit : agir plutôt que subir [n° 216 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des lois*) : Dépouillement sur la proposition de nomination par le Président de la République de Mme Marie-Laure Denis aux fonctions de présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (sera publié ultérieurement).

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités locales - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relative au régime juridique des actions de groupe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au régime juridique des actions de groupe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé - Procédure de législation en commission - Examen du rapport du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises » - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à prévenir les ingérences étrangères en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur l'intelligence artificielle et les professions du droit - Audition de spécialistes des enjeux posés par l'intelligence artificielle dans le domaine du droit.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Désignation des rapporteurs pour avis.

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes - Échange de vue sur une éventuelle saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Travaux en cours de la commission - Communication.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les accords migratoires conclus par la France en matière migratoire - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes - Examen de l'avis.

Proposition de loi visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Situation institutionnelle et administrative et justice en Polynésie française - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur l'efficacité du contrôle des établissements d'accueil du jeune

enfant et sur ses éventuelles défaillances - Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - Examen des amendements de séance.

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes - Examen des amendements à l'article 5, délégué au fond.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des lois*) : Accueil de nouveaux commissaires.

Élection du président.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Conseil européen des jeudi 17 et vendredi 18 octobre 2024 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du Premier ministre et du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

(*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi instituant une ordonnance de sûreté de l'enfant victime de violences - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à interdire le démarchage téléphonique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Projet de loi de finances 2025 et perspectives budgétaires de l'Union européenne : communication de Mmes Florence Blatrix Contat et Christine Lavarde.

(*commission des lois*) : Audition de M. Didier Leschi, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Cotisations des travailleurs frontaliers pour les prestations chômage - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Pollution due aux rejets de granulés de plastique - Examen de la proposition de résolution européenne.

Relations Union européenne-Suisse - Communication.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des lois*) : L'intelligence artificielle et les professions du droit - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au régime juridique des actions de groupe** [n° 272 (2023-2024)] - (6 février 2024) - **Discussion**

générale : p. 662 p. 663 p. 665 - **Article 1er** (*Objet de l'action de groupe*) : p. 673 - **Article 1er bis A (nouveau)** (*Objet de l'action de groupe*) : p. 674 - **Article 1er bis** (*Qualité pour agir*) : p. 680 p. 681 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 23 rectifié bis** (*Financement par des tiers des actions de groupe*) : p. 683 - **Article 1er quater AA (nouveau)** (*Prévention des conflits d'intérêts*) : p. 684 p. 685 - **Article 1er quater A** (*Mise en demeure préalable*) : p. 686 p. 687 - **Article 1er quater** (*Action en cessation de manquement*) : p. 688 - **Article 1er quinquies** (*Jugement sur la responsabilité dans le cadre d'une action de groupe en réparation des préjudices*) : p. 688 p. 689 - **Article 1er sexies** (*Jugement sur la responsabilité dans le cadre d'une action de groupe en réparation des préjudices*) : p. 690 - **Article 1er septies** (*Jugement sur la responsabilité dans le cadre d'une action de groupe en réparation des préjudices*) : p. 691 - **Article 1er nonies** (*Procédure individuelle de réparation des préjudices*) : p. 692 - **Article 1er quaterdecies** (*Médiation*) : p. 694 - **Article 1er quindecies (Texte non modifié par la commission)** (*Homologation par le juge des accords de médiation*) : p. 695 - **Article 1er sexdecies** (*Registre national des actions de groupe*) : p. 696 - **Article 2** (*Spécialisation des tribunaux judiciaires pour connaître des actions de groupe*) : p. 697 - **Article additionnel après l'article 2 bis D - Amendement n° 34** (*Coordination de l'action de groupe en matière d'environnement avec la procédure de réparation du préjudice écologique*) : p. 699 - **Article 2 quinquies A (supprimé)** (*Droit à un conseil pour le demandeur*) : p. 700 - **Article 2 sexies (Texte non modifié par la commission)** (*Droit de substitution en cas de défaillance du demandeur*) : p. 701 - **Article additionnel après l'article 2 nonies - Amendement n° 36** (*Exonération du demandeur au paiement des dépens et des autres frais non compris dans ces derniers au titre de l'article 700 du code de procédure civile*) : p. 702 - **Article 2 undecies (supprimé)** (*Sanction civile en cas de faute intentionnelle ayant causé des dommages sériels*) : p. 704 - **Article 2 duodécies** (*Entités qualifiées pour exercer une action de groupe transfrontière*) : p. 705 p. 706 - **Article 3** (*Entrée en vigueur et abrogation des régimes spécifiques d'action de groupe*) : p. 708 p. 709

- **Proposition de loi visant à garantir la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise** [n° 321 (2023-2024)] - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 945 - **Article 1er** (*Confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise*) : p. 954

- **Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises »** [n° 421 (2023-2024)] - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1899

- **Proposition de loi visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères** [n° 578 (2023-2024)] - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2841 p. 2845 - **Article 1er** (*Pérennisation de la dématérialisation de la délivrance des copies et extraits des actes d'état civil établis par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères*) : p. 2852 - **Article 2** (*Prorogation, pour une durée de trois ans, de l'expérimentation de la dématérialisation de l'établissement, de la mise à jour et de la conservation des actes d'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères*) : p. 2854 p. 2855 p. 2856 p. 2857

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (28 mai 2024) : p. 3257

- **Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes** [n° 21 (2024-2025)] - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4259 - **Article 2** (*Renforcement du régime de sanctions de l'Arcom*) : p. 4272 - **Article 5** (*Secret des sources*) : p. 4276

- **Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement »** [n° 556 (2023-2024)] - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4310

GACQUERRE (Amel)
sénatrice (Pas-de-Calais)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur l'efficacité des politiques publiques en matière de rénovation énergétique.

Membre de la commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières le 1er février 2024 ; puis présidente le 14 février 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations (14 mars 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (24 octobre 2024).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 19 février 2024.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 278 (2023-2024)] relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 342 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 428 (2023-2024)] (14 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales - COM(2023) 533 final [n° 523 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Crise du logement [n° 567 (2023-2024)] (30 avril 2024) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 573 (2023-2024)] relatif au développement de l'offre de logements abordables [n° 675 (2023-2024)] (5 juin 2024) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la CE Paupérisation des copropriétés : La paupérisation des copropriétés, mieux la connaître pour mieux la combattre - Rapport [n° 736 tome 1 (2023-2024)] (18 juillet 2024) - **Logement et urbanisme - Société.**

Rapport, fait au nom de la CE Paupérisation des copropriétés : La paupérisation des copropriétés, mieux la connaître pour mieux la combattre - Comptes rendus [n° 736 tome 2 (2023-2024)] (18 juillet 2024) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaiques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Cohésion des territoires (Logement) [n° 145 tome 6 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Priorités de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne - Audition de S.E. M. Jo Indekeu, ambassadeur de Belgique en France et à Monaco.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Alexandre Saubot, président de France Industrie.

Audition de M. Arnaud Rousseau, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Sébastien Windsor, président de Chambres d'agriculture France.

Réunion du jeudi 8 février 2024 (*commission des affaires européennes*): Énergie, climat, transport - Retrait de l'Union européenne du traité sur la Charte de l'énergie - Communication de Mme Amel Gacquerre, MM. Daniel Gremillet et Michaël Weber.

Politique commerciale - Prochaine conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce - Communication de MM. Alain Cadec et Didier Marie.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*): Réunion constitutive.

(*commission des affaires économiques*): Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations

d'aménagement - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 11 mars 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*): Audition de M. Olivier Klein, ancien ministre délégué chargé de la ville et du logement.

Audition de Mme Valérie Mancret-Taylor, directrice générale de l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*): Audition de M. David Rodrigues, juriste à l'association nationale de défense des consommateurs Consommation, logement et cadre de vie (CLCV), Mme Jocelyne Herbinski, secrétaire confédérale de la Confédération nationale du logement (CNL) et M. Stéphane Pavlovic, directeur de la Confédération générale du logement (CGL).

Audition de M. Manuel Domergue, directeur des études de la Fondation Abbé Pierre, Mme Juliette Laganier, directrice générale de la Fédération Soliha, et Mme Estelle Baron, directrice du pôle Conduite de projets de territoires pour Soliha Grand Paris.

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*): Audition de MM. Gilles Frémont, président de l'Association nationale des gestionnaires de copropriétés (ANCG), Loïc Cantin, président de la Fédération nationale de l'immobilier (FNAIM), Alain Duffoux, président du Syndicat national des professionnels immobiliers (SNPI), Pierre Hautus, délégué général de Plurience, Mme Danielle Dubrac, présidente de l'Union des syndicats de l'immobilier (UNIS) et M. Olivier Safar, président de l'Association Quali-SR.

Audition de MM. Hugues Périnet-Marquet, professeur émérite en droit privé à l'université Panthéon-Assas, et Jean-Marc Roux, maître de conférences à l'université d'Aix-Marseille (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du conseil d'administration de Renault.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Marianne Laigneau, présidente du directoire d'Enedis.

Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Examen de l'amendement au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 2 avril 2024 (*délégation sénatoriale à la prospective*): Examen du rapport « IA, impôts, prestations sociales et lutte contre la fraude ».

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*): Audition de M. Benoît Ameye, sous-directeur des politiques de l'habitat, Mme Chantal Mattiussi, directrice du Pôle national de lutte contre l'habitat indigne, MM. Stéphane Flahaut, adjoint au sous-directeur de la politique de l'habitat et Denis Solina, chef du bureau de la mobilisation et de l'amélioration du parc privé, de la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP).

Audition de Mme Dominique Consille, directrice des programmes Action cœur de ville et petites villes de demain.

(*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Anne Bouverot et M. Philippe Aghion, co-présidents de la commission de l'intelligence artificielle (IA).

Réunion du lundi 8 avril 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*): Audition d'associations d'élus locaux.

Audition de M. Olivier Christen, directeur des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice.

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*commission des affaires européennes*): Lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales - Examen de la proposition de

résolution européenne et de l'avis politique sur la proposition de règlement COM(2023) 533 final.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du lundi 29 avril 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*) : Audition de M. Bertrand Menay, président de la Conférence nationale des présidents de tribunaux judiciaires (CNPTJ), et de Mme Claire Liaud, présidente du tribunal judiciaire de Bastia (en téléconférence).

Audition de M. Bruno Fievet, président de la commission « Accession sociale, copropriété, syndic » de l'Union sociale pour l'habitat (USH) et directeur général de Coopalis et Coopéa, et de Mme Chrystel Gueffier-Pertin, responsable du département « Accession sociale, vente HLM, copropriété, syndic » de l'USH.

Audition de M. François Desprat, président, de Mme Florence Tulier-Polge, vice-présidente, et de M. Sébastien Velez, directeur général du Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (CNAJMJ).

Audition de M. Kosta Kastrinidis, directeur des prêts de la Banque des territoires.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Mission sur la crise du logement - Examen du rapport d'information et vote sur les propositions des rapporteurs.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*) : Audition de MM. Benoît de la Chapelle-Bizot, directeur des affaires publiques du groupe BPCE, Nordine Si Mohammed, directeur des marchés spécialisés à la Caisse d'Épargne Île-de-France et Pierre Bocquet, directeur du département banque de détail et à distance de la Fédération bancaire française (FBF).

(*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*) : Audition de M. Gilles Bouvelot, directeur général de l'établissement public foncier d'Île-de-France (Epfi), Mme Sophie Lafenêtre, directrice générale de l'établissement public foncier d'Occitanie (en téléconférence) et Mme Léa Makarem, présidente exécutive de la Sifae.

Audition de Mme Anne-Sophie Grave, présidente du directoire de CDC Habitat.

Audition de Mme Eva Simon, chargée de programme au plan urbanisme construction architecture (Puca), M. Laurent Peinaud, président de l'Agence Qualité Construction (AQC), Mme Valérie Flicoteaux, vice-présidente du Conseil national de l'ordre des architectes (CNOA), M. Alexandre Vitry, président de la Compagnie des architectes de copropriété (CAC) et Mme Laure-Anne Geoffroy-Duprez, présidente de l'Union des syndicats français des architectes (UNSAFA).

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables - Audition de M. Guillaume Kasbarian, ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé du logement.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faciliter la transformation des bureaux en logements - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*) : Audition de M. Guillaume Kasbarian, ministre délégué chargé du logement.

Audition de Mme Anne-Claire Mialot, directrice générale de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Audition de Mmes Joanna Ghorayeb, sous-directrice du droit économique, et Marion Vandeveld, cheffe du bureau du droit de l'immobilier et du droit de l'environnement de la direction des affaires civiles et du sceau (DACS) du ministère de la Justice.

Audition, en téléconférence, de MM. Yanick Le Meur, directeur général de la Foncière Logement et Nicolas Henry, directeur de la stratégie Action Logement Groupe.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Luc Chatel, président de la Plateforme automobile (PFA).

Réunion du jeudi 10 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur le thème : « L'intelligence artificielle va-t-elle transformer nos villes et nos villages ? ».

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail et santé - Révision de la législation pharmaceutique de l'Union européenne - Examen du rapport d'information, de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Marciano, directeur général de Duralex.

Réunion du lundi 28 octobre 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Conseil européen des jeudi 17 et vendredi 18 octobre 2024 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du Premier ministre et du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général de La Poste.

Situation des filières du cognac et de l'armagnac - Audition de MM. Jérôme Delord, président du Bureau national interprofessionnel de l'armagnac (BNIA), Florent Morillon, président du Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC), Anthony Brun, représentant au sein du BNIC de la famille de la viticulture, et Nicolas Ozanam, délégué général de la fédération des exportateurs de vins et de spiritueux (FEVS).

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Di Crescenzo, président des chambres de commerce et d'industrie (CCI France).

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Valérie Létard, ministre du logement et de la rénovation urbaine.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs au logement et à la politique de la ville de la mission « Cohésion des territoires » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : « Législation européenne : peut mieux faire » - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations en cours en vue d'un accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 775 (2022-2023)]** - (16 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 19

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1091 - **Article 1er bis** (Extension du champ d'intervention de l'association Foncière Logement dans les opérations de requalification des copropriétés dégradées) : p. 1105 - **Article 2** (Création d'un emprunt global collectif pour le financement des travaux) : p. 1107 p. 1108 p. 1109 p. 1110 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 19 et n° 55** (Création d'un nouveau prêt à taux zéro pour les copropriétés et les bailleurs sociaux) : p. 1112 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 6 et n° 116** (Information obligatoire du syndic et des copropriétaires de la mise en location de courte durée touristique d'un bien en copropriété) : p. 1113 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 5 et n° 73 rectifié bis** (Abaissement de la majorité nécessaire à l'interdiction des meublés de tourisme dans une copropriété) : p. 1114 - **Article 2 bis A** (Élargissement des missions du fonds de garantie pour la rénovation énergétique à la rénovation des copropriétés en difficulté) : p. 1117 - **Article 2 ter A (nouveau)** (Compétence de droit commun de la commune pour la mise en œuvre du « permis de louer ») : p. 1119 - **Article 2 ter (nouveau)** (Droit de visite dans le cadre du « permis de louer ») : p. 1120 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 96 rectifié** (Bilan triennal du suivi du traitement de l'habitat dégradé) : p. 1121 - **Article 3** (Création d'une nouvelle procédure d'expropriation pour les immeubles indignes à titre réparable) : p. 1123 p. 1124 p. 1125 p. 1126 p. 1127 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 44 rectifié** (Possibilité de saisir un bien immobilier en remboursement des frais de mise en conformité d'office assurés par la collectivité) : p. 1127 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 45 rectifié** (Suppression de l'autorisation judiciaire pour accéder aux locaux en vue de la prise d'un arrêté de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité, en cas de danger imminent manifeste) : p. 1128 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 86 rectifié bis** (Prescriptions concernant le confort ou l'habitabilité dans un arrêté de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité) : p. 1129 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 66 rectifié** (Obligation de logement définitif par le propriétaire n'ayant pas réalisé les travaux prescrits dans un arrêté pris au titre de la police de la sécurité et de la salubrité des immeubles) : p. 1130 - **Article additionnel après l'article 3 bis AA - Amendement n° 33 rectifié** (Renforcement des obligations de logement définitif en cas d'arrêté de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité) : p. 1130 - **Article additionnel après l'article 3 bis AA - Amendements n° 68 rectifié bis et n° 89 rectifié bis** (Présomption de bonne foi pour les occupants d'un logement frappé d'un arrêté de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité) : p. 1132 - **Article 3 bis A** (Assouplissement expérimental des possibilités d'intervention sur les copropriétés en état de carence, en amont de l'expropriation) : p. 1133 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendements n° 8 rectifié et n° 74** (Autorisation d'accéder aux parties communes pour les agents assermentés du service municipal du logement) : p. 1134 p. 1135 - **Article 3 ter** (Possibilité pour le préfet d'ordonner la démolition d'une installation édifiée sans droit ni titre depuis moins de 96 heures dans un secteur d'habitat informel en Guyane et à Mayotte) : p. 1136 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendements n° 136 et n° 143 rectifié** (Dispense de permis de construire pour certains logements en Guyane et à Mayotte) : p. 1138 - **Article 4** (Insaisissabilité des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations pour le compte d'une copropriété par un administrateur provisoire) : p. 1139 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 109** (Obligation faite au syndic de transmettre l'ensemble des pièces comptables aux pouvoirs publics dans le cadre d'un plan de sauvegarde) : p. 1139 - **Article additionnel après l'article 5**

bis A - Amendement n° 23 rectifié, n° 38 rectifié et n° 65 (Fixation par décret du montant maximum des frais et honoraires facturés par le syndic pour des opérations de recouvrement) : p. 1140 - **Article 5 bis** (Création d'un agrément d'intérêt collectif pour les syndicats de copropriété) : p. 1141 p. 1142 p. 1143 - **Article 6** (Régime de concession pour le traitement des copropriétés dégradées) : p. 1143 - **Article 7 bis A (nouveau)** (Possibilité pour l'autorité compétente en matière de « permis de louer » de prononcer les amendes afférentes et d'en bénéficier) : p. 1145 - **Article 7 bis** (Dispense d'autorisation d'urbanisme pour les constructions temporaires destinées à l'hébergement temporaire des occupants dans le cadre d'opérations de lutte contre l'habitat dégradé ou insalubre) : p. 1146 p. 1147 p. 1148 - **Article 8** (Enrichissement du Registre national d'immatriculation des copropriétés) : p. 1149 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 90 rectifié** (Donner des pouvoirs d'enquête judiciaire en matière d'habitat indigne aux inspecteurs de salubrité et aux agents de police municipale) : p. 1150 - **Article 8 bis A (supprimé)** (Possibilité pour les notaires de consulter le bulletin n° 2 du casier judiciaire des personnes morales acquéreurs d'un bien immobilier) : p. 1151 - **Article 8 bis** (Diagnostic structurel des immeubles collectifs situés dans des secteurs d'habitat dégradé) : p. 1153 p. 1154 p. 1155 - **Article 8 ter** (Alourdissement des sanctions pénales contre les marchands de sommeil) : p. 1156 - **Article 8 quater A** (Alourdissement des sanctions pénales contre les marchands de sommeil en cas de circonstances aggravantes) : p. 1157 - **Article 8 quater B** (Alourdissement des sanctions pénales complémentaires contre les marchands de sommeil) : p. 1157 - **Article 8 quater** (Création d'une sanction pénale en cas de violation des obligations du bailleur en matière de contrat écrit et de paiement du bail) : p. 1157 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 113 rectifié ter** (Possibilité de remplacer les formulaires nationaux par des formulaires locaux dans le cadre d'une demande de permis de louer) : p. 1158 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 114 rectifié ter** (Validité de deux ans pour le permis de louer) : p. 1159 - **Article 8 sexies (nouveau)** (Évolutions du permis de louer et du permis de diviser - Expérimentation du relèvement des seuils de division pour les colocations à baux multiples en zones d'habitat dégradé) : p. 1160 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° 70 rectifié** (Obligation de décence pour chaque pièce d'un logement mis en colocation à baux multiples) : p. 1162 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° 98 rectifié** (Zones soumises au permis de louer - Possibilité pour le maire de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre d'un propriétaire de réaliser des travaux de mise en conformité d'un local d'habitation - Expérimentation - Rapport au Parlement) : p. 1163 p. 1164 - **Article 9 (texte non modifié par la commission)** (Information obligatoire des occupants d'une copropriété sur les procédures de lutte contre l'habitat indigne en cours) : p. 1167 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 16 rectifié** (Communication du rapport de l'ARS ou du SHS à l'occupant en même temps qu'au préfet) : p. 1167 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 17 rectifié bis** (Information des occupants d'un immeuble d'une procédure relative à la sécurité et la salubrité) : p. 1168 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 72 rectifié** (Suspension du loyer dans les logements présentant des risques sérieux pour la sécurité des occupants) : p. 1168 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 32 et n° 61** (Interdiction de donner congé à un locataire dès la première visite préalable à la prise d'un arrêté de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité) : p. 1169 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 62** (Création d'un état des procédures en cours relatives à l'état et à la jouissance de l'immeuble et au recouvrement des charges) : p. 1170 - **Article 9 bis B** (Renforcement des possibilités de suivi par les maires et les préfets des assemblées générales des immeubles sous arrêté de sécurité ou de salubrité) : p. 1170 - **Article 9 bis** : p. 1171 p. 1172 p. 1173 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 15 rectifié** (Déclaration d'un sinistre auprès de l'assurance responsabilité civile du syndic en cas de faute du syndic) : p. 1174 - **Article 9 ter B (supprimé)** (Renforcement de l'obligation de formation continue des syndicats de copropriétés) : p. 1175 - **Article 9 ter** (Facilitation des

travaux de rénovation énergétique dans les copropriétés) : p. 1175 p. 1176 p. 1178

- **Suite de la discussion** (28 février 2024) - **Après l'article 9 ter - Amendement n° 58 rectifié** (Création d'un droit de vote double pour les propriétaires ayant leur résidence principale dans la copropriété) : p. 1234 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 4** (Extension des exonérations de taxe foncière en cas de travaux de rénovation énergétique) : p. 1234 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 35** (Consignation des allocations de logement en cas de non décence dans le parc social) : p. 1235 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendements n° 10 rectifié et n° 41 rectifié** (Élargissement des personnes pouvant exercer les fonctions de syndic non professionnel) : p. 1236 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendements n° 31 et n° 42 rectifié** (Possible élection d'un locataire au conseil syndical d'un immeuble en copropriété) : p. 1237 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 39 rectifié** (Création d'une réserve financière dans les copropriétés) : p. 1237 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 40 rectifié** (Augmenter le taux de cotisation au fonds de travaux dans les petites copropriétés) : p. 1238 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 43 rectifié** (Élargissement des droits des associations de locataires dans les copropriétés mixtes) : p. 1239 - **Article 9 quinquies (nouveau)** (Prolonger le dispositif « Denormandie » dans l'ancien jusqu'en 2027 et l'étendre aux copropriétés les plus en difficulté) : p. 1239 - **Article 10** (Création d'un régime de scission judiciaire des copropriétés dans le cadre d'une opération de requalification) : p. 1243 p. 1244 - **Article 11** (Extension et ajustements de la procédure de prise de possession anticipée applicable aux opérations de requalification des copropriétés dégradées (ORCOD)) : p. 1245 - **Article 13 bis (supprimé)** (Création d'une « fiche de sortie en cas de changement de syndic de propriété ») : p. 1247 - **Article 14** (Réforme des outils mobilisables dans le cadre d'une opération d'intérêt national (OIN)) : p. 1248 p. 1249 p. 1250 p. 1251 - **Article 14 bis** (Prolongation et ajustement du régime dérogatoire relatif à la sortie de l'indivision successorale issu de la loi Letchimy du 27 décembre 2018) : p. 1252 p. 1254 p. 1255 p. 1256 - **Article 15 (texte non modifié par la commission)** (Corrections d'erreurs rédactionnelles dans l'ordonnance n° 2020-1144 du 16 septembre 2020 relative à l'harmonisation et à la simplification des polices des immeubles, locaux et installations) : p. 1257 - **Article 15 bis** (Saisine facultative de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques concernant les arrêtés préfectoraux relatifs au traitement de l'insalubrité en outre-mer) : p. 1258 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 104, n° 106 et n° 105** (Permettre aux organismes HLM d'opérer des baux réels solidaires d'activité) : p. 1260 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1262

- **Commission mixte paritaire [n° 429 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Autre (dans une discussion de texte de loi)** (Examen des conclusions d'une commission mixte paritaire) : p. 2174 - **Article 8 bis** (Modification de coordination juridique) : p. 2193

- **Question orale sans débat relative à la situation de la maison d'arrêt de Béthune** - (9 avril 2024) : p. 2464 p. 2465

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Article 1er A** (Généralisation de la déclaration préalable avec enregistrement de la location d'un meublé de tourisme) : p. 3042 p. 3043

- **Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bureaux en logements [n° 598 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3106

- **Question orale sans débat relative aux problèmes assurantiels rencontrés par les collectivités territoriales** - (5 novembre 2024) : p. 4672

- **Proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale** - **Commission mixte paritaire [n° 86 (2024-2025)]** - (5 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4715

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-642 rectifié bis et n° I-2052 rectifié bis** (Suppression de l'exonération de taxe foncière sur les mâts des éoliennes) : p. 6805 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1010, n° I-1158 rectifié bis, n° 434 rectifié bis, n° I-1635 rectifié bis, n° 2055 rectifié, n° I-1230 rectifié bis, n° I-435 rectifié ter, n° I-450 rectifié quater, n° I-107 rectifié, n° I-735, n° I-2007 rectifié, n° I-1688, n° I-736, n° I-1214 rectifié quater, n° I-1582 rectifié, n° I-2008 rectifié, n° I-433 rectifié bis, n° I-734, n° I-930 rectifié, n° I-1365 rectifié et n° I-1689** (Dispositions diverses sur le plafond du taux de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) fixé par les départements) : p. 6814 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° I-1476 rectifié bis, n° I-1889 rectifié quater et n° I-2289** (Maintien de la contribution versée à la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) par les bailleurs sociaux afin de financer le Fonds national des aides à la pierre (FNAP) à 75 M€) : p. 6924 p. 6925

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 21 octobre 2024.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Membre de la mission d'information sur l'avenir de la commune et du maire en France.

GARNIER (Laurence)
secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargée de la consommation
(du 22 septembre 2024 au 23 décembre 2024)
sénatrice (Loire-Atlantique)
Les Républicains
(jusqu'au 21 octobre 2024)

Membre du Gouvernement le 21 octobre 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à modifier le fait générateur de la perception de la taxe d'aménagement par les collectivités territoriales [n° 268 (2023-2024)] (22 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de MM. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement chargé de France 2030, Antoine Petit, président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique

(CNRS) et Didier Samuel, président-directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Réunion du jeudi 25 janvier 2024 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde « Défis de l'entreprise : le regard des économistes ».

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport relatif à la mission flash intitulée « Directive CSRD : la complexité de trop pour les PME ».

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Philippe Delorme, secrétaire général de l'enseignement catholique.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Régine Hatchondo, présidente du Centre national du livre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif à l'avenir de notre modèle agricole** - (13 février 2024) : p. 852 p. 853

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la libre pratique du sport par les femmes** - (6 mars 2024) : p. 1389

- **Question orale sans débat sur la réintégration des travaux d'aménagement de terrain dans le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée** - (19 mars 2024) : p. 1831 p. 1832

- **Débat sur le programme de stabilité et l'orientation des finances publiques** - (30 avril 2024) : p. 2732

- **Question orale sans débat relative aux difficultés des municipalités concernant la délivrance d'autorisations d'instruction en famille** - (7 mai 2024) : p. 2793

- **Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 672 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4009 p. 4010 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 7** (*Allongement du délai de préavis avant fermeture d'un compte bancaire pour les Français de l'étranger*) : p. 4015 - **Article unique** (*Motivation de la fermeture du compte par la banque à la demande du client*) : p. 4017 p. 4018 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 9** (*Interdiction de clôture du compte bancaire lorsque son titulaire fait l'objet d'une déclaration de soupçon à Tracfin et d'une enquête*) : p. 4018 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 10** (*Notification à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) des décisions de fermeture des comptes bancaires et contrôle des établissements de crédit*) : p. 4019

- **Question orale sans débat sur le changement de régime de perception des droits de mutation à titre onéreux faisant suite à une évolution de la population communale** - (22 octobre 2024) : p. 4350

- **Question orale sans débat sur l'articulation entre la taxe locale facultative sur la publicité extérieure et la redevance d'occupation du domaine public** - (22 octobre 2024) : p. 4351

- **Question orale sans débat sur les intentions relatives au « New Deal mobile »** - (22 octobre 2024) : p. 4351

- **Question orale sans débat relative au manque de transparence sur les informations fiscales fournies aux collectivités territoriales** - (22 octobre 2024) : p. 4352

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au poids des marchés financiers sur la politique budgétaire de la France** - (30 octobre 2024) : p. 4588

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au taux de mercure dans les boîtes de thon** - (30 octobre 2024) : p. 4594

- **Question orale sans débat relative aux inquiétudes pour l'avenir des industries en Meuse** - (5 novembre 2024) : p. 4661

- **Question orale sans débat relative à l'avenir du dispositif « rebond industriel » pour la communauté d'agglomération Morlaix Communauté** - (5 novembre 2024) : p. 4662

- **Question orale sans débat sur le thème : « Défense de nos industries stratégiques »** - (5 novembre 2024) : p. 4663

- **Question orale sans débat relative au traitement des déchets de l'amiante** - (5 novembre 2024) : p. 4664

- **Question orale sans débat sur le thème : « COP29 à Bakou »** - (5 novembre 2024) : p. 4664

- **Question orale sans débat relative à la surveillance sanitaire de l'acide trifluoroacétique** - (5 novembre 2024) : p. 4665

- **Question orale sans débat sur le thème : « Hausse des contributions dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs dans le secteur du bâtiment et avenir de la filière bois »** - (5 novembre 2024) : p. 4666

- **Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces [n° 628 (2023-2024)]** - (13 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4914 - **Article unique** (*Extension du régime d'interdiction du paiement en espèces de certaines créances*) : p. 4920

- **Proposition de loi visant à interdire le démarchage téléphonique [n° 782 (2023-2024)]** - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4946 - **Article unique** (*Création d'un régime de consentement préalable à la prospection commerciale téléphonique*) : p. 4955 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 3** (*Interdiction de conditionner des ventes à un consentement au démarchage téléphonique*) : p. 4956 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 9** (*Sanction de l'abus de faiblesse commis par voie téléphonique*) : p. 4957 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 7** (*Prise en compte du droit d'opposition et encadrement des horaires et fréquences autorisées d'appel à des fins de démarchage téléphonique*) : p. 4957 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 8** (*Délai d'acceptation d'une offre commerciale transmise par téléphone*) : p. 4957 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 10 rectifié** (*Mise en place de filtre anti-spams SMS*) : p. 4958 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 11** (*Conditions d'inscription des lignes mobiles et fixes dans les annuaires*) : p. 4958 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 12** (*Échanges entre l'ARCEP, la DGGCRF et la CNIL - Droit de communication de la CNIL*) : p. 4959 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 13** (*Exception à l'obligation d'utilisation de numéros dédiés pour les sondages*) : p. 4959 p. 4960 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 4960 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4961

GATEL (Françoise)
ministre déléguée auprès de la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation, chargée de la ruralité, du commerce et de l'artisanat (du 22 septembre 2024 au 23 décembre 2024)
ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ruralité (à partir du 24 décembre 2024)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
 UC
 (jusqu'au 21 octobre 2024)

Membre du Gouvernement le 21 octobre 2024.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 21 octobre 2024.

Présidente de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux (27 février 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (22 mars 2024) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (26 mars 2024).

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes ; nouvelle nomination le 12 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 16 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 263 (2023-2024)] portant création d'un statut de l'élu local [n° 366 (2023-2024)] (28 février 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 160 (2023-2024)] visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels [n° 388 (2023-2024)] (6 mars 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à rendre aux élus locaux leur pouvoir d'agir [n° 463 (2023-2024)] (22 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique visant à rendre aux élus locaux leur pouvoir d'agir [n° 464 (2023-2024)] (22 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à rendre aux élus locaux leur pouvoir d'agir [n° 465 (2023-2024)] (22 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels [n° 466 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Différenciation : la diversité des territoires dans l'unité de la République [n° 629 (2023-2024)] (23 mai 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Renforcer l'efficacité des conseils municipaux : des solutions pour 2026 [n° 9 (2024-2025)] (3 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information « Engager et réussir la transition environnementale de sa collectivité » - Échange sur les travaux.

Réunion du jeudi 1er février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Réunion de sensibilisation relative aux conséquences de l'inflation normative sur le « pouvoir d'agir » des collectivités.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Martial Foucault, directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), au sujet de la présentation des résultats de la consultation en partenariat avec l'AMF : « Des maires engagés mais empêchés ».

Présentation par la société VERIAN France, de l'exploitation des données de la consultation menée par le Sénat sur le statut de l'élu local.

(*commission des finances*) : Problèmes assurantiels rencontrés par les collectivités territoriales - Audition de MM. Alain Chrétien, maire de Vesoul, vice-président de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), Thomas Fromentin, président de la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes et administrateur d'Intercommunalités de France, et Éric Schahl, conseiller régional d'Ile-de-France, représentant de Régions de France.

Réunion du jeudi 8 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Éric Woerth, ancien ministre, premier questeur de l'Assemblée nationale, relative à une mission sur la décentralisation.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation de rapporteurs.

(*commission des lois*) : Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du jeudi 15 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde portant sur l'accompagnement des collectivités territoriales face aux risques du numérique.

Table ronde portant sur les premières applications de l'intelligence artificielle dans l'univers des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission des lois*) : Recrudescence des actes antisémites - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. François Sauvadet, président de l'Assemblée des Départements de France.

Désignation de rapporteurs.

Table-ronde relative au pouvoir d'agir des élus locaux face aux risques d'inondations.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels.

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport relatif à la marque employeur des collectivités territoriales.

Audition relative aux dispositifs applicables en matière de formation des élus locaux.

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Rendez-vous de la simplification : applications et perspectives de la charte en faveur de la simplification des normes pesant sur les collectivités territoriales, signée le 16 mars 2023, ouvert à l'ensemble des membres du Sénat.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des lois*) : Simplification des normes applicables aux collectivités territoriales - Audition de Mme Françoise Gatel, sénateur d'Ille-et-Vilaine, président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*MI Architectes Bâtiments de France*) : Audition de Mme Françoise Gatel, sénateur, présidente de l'association « Petites cités de caractère » de France, MM. Martin Malvy, président, et Jonathan Fedy, directeur-adjoint, de Sites & Cités remarquables de France.

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport « IA et santé ».

Réunion du jeudi 23 mai 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « trois recommandations » relatif à la différenciation des collectivités territoriales.

Examen du rapport « trois recommandations » relatif au défi de l'ingénierie dans les petites communes.

Présentation des lignes directrices du renforcement des procédures de contrôle parlementaire, issues des conclusions du rapport « Renforcer le contrôle parlementaire ».

Présentation des travaux de la commission spéciale sur le projet de loi de simplification de la vie économique.

Table ronde relative à la mission de suivi des recommandations du rapport « ANCT : se mettre au diapason des élus locaux ! ».

Table ronde relative à la mission d'information intitulée « Relever le défi de l'ingénierie dans les petites communes : les bonnes pratiques ».

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Rapport sur la décentralisation - Audition de M. Eric Woerth, ancien ministre, premier questeur de l'Assemblée nationale.

Réunion du mardi 25 juin 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport relatif au métier et aux fonctions des collaborateurs de cabinet en collectivités territoriales.

Communication.

Désignation de rapporteurs.

Questions diverses.

Réunion du mardi 9 juillet 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation étude d'opinion CSA.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien [n° 251 (2023-2024)]** - (23 janvier 2024) - **Article 1er** (*Rémunération des accompagnants*

des élèves en situation de handicap (AESH) par l'État) : p. 238 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 240

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation agricole** - (24 janvier 2024) : p. 247

- **Déclaration du Gouvernement** - (30 janvier 2024) : p. 372 p. 376

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 489 p. 491

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (6 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 639

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports [n° 319 (2023-2024)]** - (13 février 2024) - **Article 11 (supprimé)** (*Captation et enregistrement du son dans les véhicules roulants de transport collectif*) : p. 894

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le diagnostic de performance énergétique des logements** - (14 février 2024) : p. 937

- **Proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales [n° 325 (2023-2024)]** - (14 février 2024) - **Article unique** (*Dérogation au taux de participation minimale des collectivités territoriales maîtres d'ouvrage pour les communes rurales*) : p. 973 p. 975

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Article 8 bis** (*Diagnostic structurel des immeubles collectifs situés dans des secteurs d'habitat dégradé*) : p. 1153 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° 87 rectifié bis** (*Lutte contre l'habitat indigne - Règles sanitaires d'hygiène et de salubrité des locaux d'habitation - Précisions et nouvelle rédaction*) : p. 1165

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Article unique** (*Constitutionnalisation de la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse*) : p. 1223

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1339 p. 1340 p. 1350 p. 1352 p. 1353 p. 1354 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 37 rectifié bis** (*Demande de rapport sur le statut d'agent civique territorial*) : p. 1355 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 90 rectifié** (*Demande de rapport évaluant l'opportunité de réunir et codifier les dispositions relatives au statut de l'élu*) : p. 1356 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 262 rectifié ter** (*Demande de rapport sur la prise en compte des élus locaux sur les formulaires administratifs*) : p. 1357 - **Article 1er** (*Augmentation des indemnités de fonction des maires et des présidents de délégations spéciales*) : p. 1358 p. 1359 p. 1361 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 14 rectifié** (*Diminution du plafond des indemnités de fonction des élus locaux titulaires d'autres mandats électoraux ou siégeant dans d'autres organismes publics*) : p. 1361 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 98** (*Prise en charge des indemnités de fonction, des dépenses de formation et des frais liés à l'exercice du mandat par la dotation globale de fonctionnement*) : p. 1362 p. 1364 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 119 rectifié bis** (*Demande de rapport sur la prise en charge des indemnités de fonction des maires par l'État*) : p. 1365

- **Suite de la discussion** (6 mars 2024) - **Article 2** (*Fixation par principe des indemnités de fonction au maximum légal pour les exécutifs communaux, départementaux et régionaux et modification du mode de calcul de l'enveloppe indemnitaire globale*) : p. 1426 p. 1428 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 209 et n° 321** (*Extension de la*

possibilité de moduler les indemnités de fonction des conseillers municipaux en fonction de leur participation aux conseils) : p. 1431 - **Article 3** (Majoration de la durée d'assurance retraite des élus locaux et exclusion de l'écrêtement de la retraite facultative par rente des agriculteurs anciennement élu local) : p. 1434 p. 1435 p. 1436 p. 1437 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 383** (Possibilité de transférer la gestion des régimes de retraite facultatifs par rente des élus locaux par la Caisse des dépôts et consignations) : p. 1438 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 285 rectifié et n° 346 rectifié ter** (Injonction au législateur de veiller à l'exclusion des indemnités de fonction des élus locaux pour le calcul de leurs allocations, aides ou prestations sociales) : p. 1439 - **Article 4** (Extension du bénéfice de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux et remise au Parlement d'un rapport relatif aux coûts liés aux attributions exercées par les maires au nom de l'État) : p. 1440 p. 1441 p. 1442 p. 1443 - **Article 6** (Faculté de prise en charge, par le conseil départemental ou régional, des frais de représentation du président) : p. 1448 p. 1449 p. 1450 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 225 rectifié, n° 244 rectifié, n° 283 rectifié bis et n° 385** (Extension aux élus de Paris, Marseille et Lyon des garanties accordées aux conseillers municipaux) : p. 1451 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 128 rectifié, n° 17 rectifié, n° 236 rectifié bis, n° 105 rectifié bis, n° 127 rectifié bis, n° 26 rectifié bis et n° 4 rectifié bis** (Faculté de recours à la visioconférence pour un membre du conseil municipal empêché professionnellement/les élus étudiants) : p. 1454 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 52 rectifié quater, n° 137 rectifié bis, n° 142, n° 195, n° 215, n° 356 rectifié bis** (Possibilité de recours à la visioconférence pour la réunion du bureau du conseil communautaire) : p. 1456 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 18 rectifié ter** (Affichage d'une cocarde tricolore sur le véhicule des maires) : p. 1457 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 25 rectifié bis** (Revalorisation du montant de l'abattement fiscal spécifique aux élus locaux des communes de moins de 3 500 habitants) : p. 1457 - **Article 8** (Extension de la durée maximale du congé électif) : p. 1461 - **Article 9** (Extension du champ des autorisations d'absence et augmentation du plafond de remboursement des pertes de revenus subies par l'élu) : p. 1469

- Suite de la discussion (7 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 56 rectifié bis, n° 284 rectifié bis, n° 352 rectifié bis, n° 251, n° 46 rectifié, 54 rectifié ter, 287 rectifié quinquies et 323 rectifié quater** (Assimilation des temps d'absence de l'élu à une durée de travail effective de travail pour l'octroi des avantages inhérents au travail effectué) : p. 1506 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 243 rectifié, n° 45 rectifié bis, n° 29 rectifié, n° 170 rectifié bis, n° 21 rectifié bis, n° 223, n° 58 rectifié, n° 293, n° 306 rectifié quater et n° 353 rectifié bis** (Extension aux élus du statut de salarié protégé) : p. 1510 p. 1511 p. 1512 p. 1513 - **Article 10** (Création d'un label « Employeur partenaire de la démocratie locale ») : p. 1516 p. 1517 p. 1518 p. 1519 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 288 rectifié** (Courrier du préfet aux entreprises employant un élu local) : p. 1519 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 93** (Octroi de droit d'un temps partiel aménagé spécialement pour le salarié titulaire d'un mandat électif local) : p. 1520 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 94** (Mention des mesures destinées à faciliter l'engagement des salariés élus locaux dans le rapport RSE) : p. 1520 - **Article 12** (Création d'un statut de l'élu-étudiant) : p. 1523 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 191** (Remise de rapport relatif au Fonds national de compensation pour les élus en situation de handicap) : p. 1524 - **Article 14** (Formation des élus locaux et des candidats à un mandat électif local) : p. 1531 p. 1532 p. 1533 p. 1534 p. 1535 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 400** (Extension du bénéfice des chèques emploi-service universel (CESU) à l'ensemble des élus) : p. 1542 - **Article 17** (Cumul des indemnités journalières et des indemnités de fonction) : p. 1544 p. 1545 - **Article 24** (Mutualisation des référents déontologiques à l'échelle intercommunale et obligation de déclaration des dons, avantages et invitations) : p. 1564 - **Article additionnel après l'article**

24 - Amendement n° 206 rectifié quater (Déclarations d'intérêts des élus locaux préremplies par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique) : p. 1565 - **Article 25** (Automaticité du bilan de compétences et de la validation des acquis de l'expérience et création d'un mécanisme de certification) : p. 1567 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 13 rectifié** (Création d'une passerelle universitaire ouverte aux élus ayant exercé des fonctions exécutives au sein d'une collectivité territoriale) : p. 1568 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 202 rectifié bis** (Ouverture d'une liste d'aptitude spécifique aux élus locaux pour l'accès aux cadres d'emplois de la catégorie B de la fonction publique) : p. 1568 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 78 rectifié** (Demande de rapport relatif à un dispositif de soutien à la création d'entreprises par les élus) : p. 1569 p. 1570 - **Article 26** (Extension du bénéfice de l'allocation différentielle de fin de mandat et contrat de sécurisation de l'engagement) : p. 1571 p. 1572 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1576

- Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels [n° 389 (2023-2024)] - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1614 p. 1617 p. 1618 p. 1619 p. 1620 - **Article unique** : p. 1625 p. 1626 p. 1627 p. 1629

- Question orale sans débat sur les modalités de la taxe additionnelle à certains droits d'enregistrement - (19 mars 2024) : p. 1832 p. 1833

- Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille [n° 417 (2023-2024)] - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1955

- Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires [n° 415 (2023-2024)] - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1971 p. 1974 p. 1976 p. 1977 p. 1980 p. 1981 p. 1982 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1984 p. 1985

- Question d'actualité au Gouvernement sur le dérapage des comptes publics - (27 mars 2024) : p. 2144

- Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels - Commission mixte paritaire [n° 467 (2023-2024)] - (3 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2398 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2404

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la compétence « eau et assainissement » - (10 avril 2024) : p. 2617

- Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)] - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3026 - **Article 1er A** (Généralisation de la déclaration préalable avec enregistrement de la location d'un meublé de tourisme) : p. 3029 p. 3036 - **Article 1er** (Application des obligations de décence énergétique aux locations meublées de tourisme) : p. 3055 - **Article 2** (Modifications du code de la construction et de l'habitation et du code de l'urbanisme visant à doter les communes de nouveaux outils pour réguler la location meublée touristique) : p. 3071 p. 3073 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 2 rectifié bis** (Soumettre le changement d'usage d'un logement en copropriété comme meublé de tourisme à l'autorisation de l'assemblée générale) : p. 3080 p. 3081 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3100

- Question d'actualité au Gouvernement relative à l'attitude de la France vis-à-vis des massacres répétés dans la bande de Gaza - (29 mai 2024) : p. 3354

- Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)] - (9 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 3982 p. 3983 - **Article unique** (Diminution du nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 500 habitants) : p. 4001 p. 4002 p. 4004 p. 4005

- **Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 662 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 4117 p. 4121

- **Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)]** - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4305 p. 4306 - **Article 1er** (Caractère facultatif du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération situées en zone de montagne et faculté de restitution de ces compétences) : p. 4318 p. 4320 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 8** (Caractère facultatif de l'exercice des compétences « eau » et « assainissement » par les communautés d'agglomération entièrement situées en zone de montagne et faculté de restitution de ces compétences aux communes) : p. 4321 - **Article 2** (Assouplissement des modalités de délégation, par les communautés de communes, des compétences « eau » et « assainissement » à des syndicats infra-communautaires) : p. 4323 - **Article 3** (Faculté de transfert direct des compétences « eau » et « assainissement » à un syndicat infra-communautaire avant le 1er janvier 2026) : p. 4323 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 17** (Instauration d'un dialogue sur l'exercice des compétences « eau » et « assainissement » au sein de la commission départementale de coopération intercommunale) : p. 4323 - **Article 4** (Intervention des départements en matière de gestion de l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine) : p. 4324 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4329 p. 4330

- **Question orale sans débat relative au plan « Destination France »** - (5 novembre 2024) : p. 4670

- **Question orale sans débat relative aux difficultés dans l'ostréiculture** - (5 novembre 2024) : p. 4671

- **Question orale sans débat relative aux problèmes assurantiels rencontrés par les collectivités territoriales** - (5 novembre 2024) : p. 4672

- **Question orale sans débat relative aux conséquences du nouveau seuil de tension de la demande de logements sociaux et les incohérences liées à la loi SRU** - (5 novembre 2024) : p. 4673

- **Question orale sans débat relative à la bonification de trimestres pour la retraite afin de reconnaître l'engagement des élus locaux** - (5 novembre 2024) : p. 4673

- **Question orale sans débat relative à la prise en charge financière de la rénovation des ponts** - (5 novembre 2024) : p. 4674

- **Question orale sans débat relative à l'information des conducteurs pour les péages à flux libre** - (5 novembre 2024) : p. 4675

- **Question orale sans débat relative à l'avenir du projet de ligne nouvelle Paris-Normandie** - (5 novembre 2024) : p. 4676

- **Question orale sans débat relative à l'arrêt du chantier de l'échangeur de la Varizelle** - (5 novembre 2024) : p. 4676

- **Question orale sans débat relative à la situation sanitaire et environnementale de l'aéroport d'Orly** - (5 novembre 2024) : p. 4677

- **Question orale sans débat relative à la nécessaire création d'un statut de l'élu local** - (5 novembre 2024) : p. 4677

- **Question orale sans débat relative aux dotations de l'État aux collectivités territoriales** - (5 novembre 2024) : p. 4678

GAY (Fabien)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
CRCE-K

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 29 octobre 2024.

Membre de la commission d'enquête portant sur la production, la consommation et le prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050 le 17 janvier 2024 ; puis vice-président le 19 janvier 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (7 mars 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (7 mars 2024).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'évolution du droit de réquisition de biens immobiliers en zone tendue [n° 238 (2023-2024)] (11 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à maintenir un service public de transports en commun de qualité par le maintien de monopoles publics en Île-de-France [n° 256 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société - Transports**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières [n° 262 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à instituer une trêve olympique des expulsions locatives des occupants de bonne foi sans solution de logement [n° 331 (2023-2024)] (12 février 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à reconnaître l'État palestinien et à agir pour un cessez-le-feu effectif et durable dans l'attente de négociations [n° 379 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Situation et avenir du groupe Atos [n° 568 (2023-2024)] (30 avril 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à lutter contre les pénuries de médicaments en France [n° 684 (2023-2024)] (11 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser le statut de Gouvernement démissionnaire [n° 742 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à la création du service public de l'énergie Groupe Énergie de France (GEDF) en nationalisant TotalÉnergies et Engie au côté d'EDF [n° 750 (2023-2024)] (2 septembre 2024) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics [n° 760 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Financer l'entreprise de demain [n° 70 (2024-2025)] (23 octobre 2024) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant sur la responsabilité des donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants, des emplois et des territoires [n° 125 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants [n° 165 (2024-2025)] (27 novembre 2024) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] (17 décembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du jeudi 18 janvier 2024 (*CE Électricité*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 30 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Projet de loi modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des rapports pour avis et des amendements déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alexandre Saubot, président de France Industrie.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et projet de loi modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Bazin, président-directeur général d'Accor.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur le thème "Banques, marchés, fonds, particuliers : quels acteurs pour financer l'entreprise de demain ?".

(*CE Électricité*) : Fournisseurs alternatifs - Audition de M. Fabien Choné, président de Fabelsi, de M. Géry Lecerf, président de l'Association française indépendante de l'électricité et du gaz (Afieg) et de Mme Claire Waysand, directrice générale adjointe en charge du secrétariat général, de la stratégie, de la recherche & innovation et de la communication du groupe Engie.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du conseil d'administration de Renault.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Marianne Laigneau, présidente du directoire d'Enedis.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Évolution de la réglementation du numérique

prévue par la loi visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique - Communication.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Jean-Pierre Mustier, président du conseil d'administration et Paul Saleh, directeur général d'Atos.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Mission d'information conjointe sur la situation et l'avenir d'Atos - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et de Mme Olivia Grégoire, ministre déléguée chargée des entreprises, du tourisme et de la consommation.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables - Audition de M. Guillaume Kasbarian, ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé du logement.

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arthur Mensch, cofondateur de l'entreprise Mistral AI.

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*CS Simplification*) : Projet de loi de simplification de la vie économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance dans le cadre des deux missions d'information « Quel financement pour l'entreprise de demain ? » et « Entreprises et climat ».

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Luc Chatel, président de la Plateforme automobile (PFA).

Réunion du mardi 15 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Désignation de rapporteurs pour avis.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Marciano, directeur général de Duralex.

(*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information « Quel financement pour l'entreprise de demain ? ».

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général de La Poste.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Valérie Létard, ministre du logement et de la rénovation urbaine.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mmes Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques et Olga Givernet, ministre déléguée chargée de l'énergie.

Projet de loi de finances pour 2025 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du Premier ministre, chargé des outre-mer.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations en cours en vue d'un accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 775 (2022-2023)]** - (16 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 10 p. 11

- **Débat relatif à la réforme du marché de l'électricité** - (16 janvier 2024) : p. 42 p. 43 p. 47 p. 48

- **Séance du mercredi 7 février 2024** - (7 février 2024) : p. 771

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 302 (2023-2024)** : p. 751 - **Question préalable** : p. 758 p. 759 - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 302 (2023-2024)** : p. 766 - **Article 1er** (*Création de la future autorité de contrôle en sûreté nucléaire et en radioprotection fusionnant les compétences de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)*) : p. 773 p. 775 p. 778 p. 779 p. 780 - **Article 2** (*Déontologie, indépendance et transparence*) : p. 785 - **Article 3** (*Précision des activités pouvant être exercées par l'autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection*) : p. 794 - **Article 6** (*Statut des personnels de la future autorité, instances et règles du dialogue social et harmonisation des indemnités accessoires et remboursements de frais de toute nature*) : p. 802 - **Article 7** (*Transfert des salariés de l'IRSN à l'ASNR et au CEA*) : p. 804 p. 805 - **Article 11** (*Augmentation des rémunérations versées à l'IRSN et à l'ASN ; élaboration d'un rapport du Gouvernement et d'évaluations par l'ASNR sur les besoins prévisionnels humains et financiers nécessaires à la nouvelle autorité*) : p. 807 p. 808 - **Article 16** (*Autorisation des acheteurs publics de déroger à l'obligation d'allotir pour certains projets dans le domaine nucléaire*) : p. 813

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 302 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 301 (2023-2024)**.

- **Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises » [n° 421 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1893

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1997 p. 1998 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 2006 - **Discussion générale** : p. 2012 p. 2013 - **Demande de clôture** : p. 2026 - **Article 1er** (*Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États*

membres, d'une part, et le Canada, d'autre part) : p. 2028 p. 2031 - **Article 2** (Autorisation de la ratification de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part) : p. 2031 p. 2031 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2034

- **Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises » [n° 421 (2023-2024)]** - (26 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2050

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mise en place d'un plan d'urgence pour l'école publique en Seine-Saint-Denis** - (27 mars 2024) : p. 2148

- **Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement - Troisième lecture [n° 473 (2023-2024)]** - (3 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2414 p. 2419 p. 2420 - **Article 2 (texte non modifié par la commission)** (Détenion publique du groupe EDF et actionnariat salarié) : p. 2423 p. 2424

- **Question orale sans débat relative à une alerte sur le financement des associations locales à Bobigny** - (9 avril 2024) : p. 2455

- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Article 1er** (Suspension de l'exercice du droit de grève des personnels et agents concourant au fonctionnement des services publics de transport régulier de personnes pendant certaines périodes) : p. 2495

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Commission mixte paritaire [n° 505 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Explications de vote communes** : p. 2550

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le groupe ExxonMobil** - (30 avril 2024) : p. 2769

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du groupe Atos** - (30 avril 2024) : p. 2771

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Article 1er A** (Généralisation de la déclaration préalable avec enregistrement de la location d'un meublé de tourisme) : p. 3043 p. 3045 - **Article 2** (Modifications du code de la construction et de l'habitation et du code de l'urbanisme visant à doter les communes de nouveaux outils pour réguler la location meublée touristique) : p. 3067 - **Article 4 (supprimé)** (Suppression de la double déductibilité des amortissements dans le cadre du régime fiscal de la location meublée non professionnelle) : p. 3095

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au droit de grève** - (22 mai 2024) : p. 3144

- **Débat sur le thème : « Contrôle des investissements étrangers en France comme outil d'une stratégie d'intelligence économique au service de notre souveraineté »** - (29 mai 2024) : p. 3374 p. 3375

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 4 (priorité) - Amendement n° 309** (Exclure des passations de marchés publics les entreprises n'ayant pas déposé leurs comptes annuels) : p. 3548

- **Suite de la discussion** (4 juin 2024) - **Article 6 (priorité)** (Faciliter les processus de vente de fonds de commerce et de cessions d'entreprises en réduisant le délai d'information préalable des salariés) : p. 3607 p. 3609 p. 3612 p. 3614 p. 3615 - **Article 8 (priorité)** (Rehaussement des seuils de notification des concentrations d'entreprises auprès de l'Autorité de la concurrence) : p. 3622 - **Article 27 (priorité)** (Évaluation des conséquences des projets de loi pour les petites et moyennes entreprises (PME)) : p. 3665 p. 3666 p. 3668 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 322** (Création

de France Planification, issue de la fusion du Haut-Commissariat au Plan, du Commissariat général à la stratégie et à la prospective, du Secrétariat général pour l'investissement et du Secrétariat général à la planification écologique) : p. 3679 - **Article 2 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour simplifier les démarches déclaratives des entreprises) : p. 3685 - **Article 15** (Faciliter l'implantation de centres de données d'envergure) : p. 3705 p. 3706 p. 3707 p. 3708 p. 3710 - **Article 17 (priorité)** (Accélérer et simplifier les déploiements de réseaux mobiles) : p. 3723

- **Suite de la discussion** (5 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 297 rectifié** (Modification des pouvoirs de contrôle, d'enquête ou de sanction de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) ou de son Comité de règlement des différends et des sanctions (Cordis)) : p. 3801

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la reconversion du site de Saint-Avold** - (9 octobre 2024) : p. 3978

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4134 p. 4135 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 130** (Remise, par le Gouvernement au Parlement, d'un rapport sur l'opportunité d'instituer une maîtrise publique et une propriété publique, dans le secteur de l'énergie) : p. 4141 - **Article 1er** (Consécration des grands principes de notre système énergétique parmi les objectifs énergétiques généraux figurant à l'article L. 100-2 du code de l'énergie) : p. 4145 p. 4146 - **Article 3** (Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4151 p. 4153 p. 4154 p. 4155 p. 4156 p. 4157 p. 4159 - **Article 4** (Renforcement des flexibilités parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4162 - **Article 8** (Relèvement de 20 à 30 % et de 40 à 45 % des objectifs de réduction de la consommation d'énergie fossile ou totale d'ici 2030, figurant parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie et interdiction de la production d'électricité produite à partir de charbon d'ici 2027, introduite à l'article L. 311-5-3 du même code) : p. 4178 p. 4179 p. 4180

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la transition énergétique et l'abandon du projet de conversion de la centrale de Cordemais** - (16 octobre 2024) : p. 4200

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)] (suite)** - (16 octobre 2024) - **Article 13** (Actualisation du contenu de la prochaine programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE)) : p. 4213 p. 4216 - **Rappel au règlement** : p. 4217 - **Article 14** (Renforcement de certaines mesures de simplification prévues par la loi « Nouveau nucléaire » du 22 juin 2023) : p. 4218 - **Article 16** (Renforcement des dispositions de défense économique sanctionnant pénalement l'intrusion dans les installations nucléaires abritant des matières nucléaires soumises à autorisation au titre de l'article L. 1333-2 du code de la défense notamment) : p. 4227 - **Article 20** (Simplification des procédures applicables aux installations hydrauliques en matière de dérogation aux débits réservés et d'augmentation de puissance) : p. 4232 - **Article 21** (Expérimentation du passage du régime des concessions vers celui des autorisations pour les concessions hydroélectriques échues) : p. 4234 - **Article 23** (Consolidation des compétences de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) en matière de contrats de long terme en électricité et en gaz renouvelables, d'installations de production d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone et d'installations de captage, de transport et de stockage du dioxyde de carbone) : p. 4239 p. 4240 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 139** (Exonération des consommateurs finals non domestiques aux tarifs réglementés de vente d'électricité (TRVE) des frais de résiliation) : p. 4242 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4247

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (22 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4386

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'accord commercial avec le Mercosur** - (30 octobre 2024) : p. 4584

- **Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces [n° 628 (2023-2024)]** - (13 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4915

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 25 (2024-2025)]** - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4984

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 842 (Instauration d'une contribution additionnelle sur les bénéficiaires des sociétés)** : p. 5126

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-658, n° I-943, n° I-1671, n° I-617, n° I-659 et n° I-1515 rectifié (Dispositions diverses sur l'exit tax)** : p. 5963 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-658, n° I-943, n° I-1671, n° I-617, n° I-659 et n° I-1515 rectifié (suite) (Dispositions diverses sur l'exit tax)** : p. 5964 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-671, n° I-347 rectifié ter, n° I-1394 rectifié bis, n° I-632 rectifié ter, n° I-749 rectifié bis, n° I-1033 et n° I-2072 rectifié (Dispositions diverses sur le dispositif Madelin et sur les fonds d'investissement de proximité en Nouvelle-Calédonie)** : p. 5966 p. 5968 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-665, n° I-936 rectifié bis, n° I-1339, n° I-1262 rectifié, n° I-1342, n° I-128, n° I-1482 rectifié ter, n° 798 rectifié, n° I-555, n° I-327 rectifié, n° I-93 rectifié bis et n° I-1469 rectifié bis (Dispositions diverses sur l'impôt sur la fortune immobilière (IFI)/Demande du rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF)/Création de l'impôt sur la fortune improductive)** : p. 5972 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1469 rectifié bis (Suppression du bénéfice du régime bénéficiaires industriels et commerciaux (BIC) aux locations directes**

ou indirectes des locaux d'habitation meublés) : p. 5997 p. 5998 p. 5999 p. 6000 - **Article 4 (Mise en place d'un partage avec les consommateurs des revenus du nucléaire historique)** : p. 6017 p. 6018 p. 6019 p. 6020 p. 6021 p. 6022 - **Article 4 (suite) (Mise en place d'un partage avec les consommateurs des revenus du nucléaire historique)** : p. 6025 - **Article 5 (Ajustements de la fiscalité applicable aux installations nucléaires de base)** : p. 6035 p. 6037 p. 6041 - **Article 6 (Répartition des coûts du mécanisme de capacité entre les utilisateurs du système électrique)** : p. 6047 - **Article 7 (Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations)** : p. 6053 p. 6054 p. 6055 p. 6056 p. 6057 p. 6059 p. 6062 p. 6063 p. 6067 p. 6073 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-693 (Retrait des impôts et taxes énergétiques de l'assiette de la TVA pour la fourniture de gaz, d'électricité et de carburants)** : p. 6075 p. 6076 - **Article 8 (Évolution de la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et de la taxe sur la masse en ordre de masse)** : p. 6095

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux aides publiques à l'industrie** - (27 novembre 2024) : p. 6192

- **Négociations en cours relatives à l'accord d'association entre l'Union européenne et le Mercosur** - (27 novembre 2024) : p. 6207 p. 6208

- **Question orale sans débat relative à l'effort d'isolation phonique lors de la traversée par le Charles-de-Gaulle Express de la ZAC de La Courneuve** - (3 décembre 2024) : p. 7281

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (3 décembre 2024) : p. 7303

Économie

- (3 décembre 2024) : p. 7309 - **État B** : p. 7320

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)]** - (18 décembre 2024) - **Discussion générale** : p. 7596

ministre de l'éducation nationale) : p. 4073 p. 4074 - **Article 1er (Garantie de la mixité sociale des publics scolarisés au sein des établissements d'enseignement - Modalités)** : p. 4076 p. 4077 p. 4078 - **Article 2 (Coordination dans le code général des collectivités territoriales)** : p. 4081

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le réseau de l'enseignement français à l'étranger** - (16 octobre 2024) : p. 4199

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de la scolarisation des enfants à Mayotte** - (20 novembre 2024) : p. 5235

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2024) : p. 7091 p. 7092

Enseignement scolaire (suite)

GENETET (Anne)
ministre de l'éducation nationale
(du 22 septembre 2024 au 23 décembre 2024)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 678 (2023-2024)]** - (10 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4064 - **Article 1er A (nouveau) (Transmission annuelle de l'indice de position sociale (IPS) des établissements des premier et second degrés publics et privés sous contrat par le**

- (2 décembre 2024) : p. 7095 p. 7097 p. 7101 p. 7105 p. 7109
p. 7110 p. 7111 p. 7112 p. 7113 p. 7114 p. 7115 p. 7117 p. 7127
p. 7128 p. 7134

GENET (Fabien)
sénateur (Saône-et-Loire)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires.

Membre de la commission d'enquête portant sur la production, la consommation et le prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050 le 17 janvier 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi relative à l'accès à la nationalité française des mineurs isolés [n° 378 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 519 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réformer et à moderniser le régime d'indemnisation des dégâts de grand gibier [n° 681 (2023-2024)] (5 juin 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à tenir compte des opérations de renouvellement des parcs éoliens pour le versement d'une fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) aux communes disposant d'un parc installé avant le 1er janvier 2019 [n° 694 (2023-2024)] (17 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi tendant à la création d'une réserve communale de sûreté [n° 743 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la mise en place d'un Fonds national d'aide aux collectivités territoriales pour la création et la rénovation des aires permanentes d'accueil de véhicules de loisir [n° 47 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à limiter la charge financière liée aux prestations de chômage versées aux demandeurs d'emploi frontaliers [n° 151 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Travail - Union européenne.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Environnement [n° 148 tome 3 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à sanctionner plus sévèrement les auteurs d'incendies volontaires du patrimoine culturel et religieux [n° 161 (2024-2025)] (22 novembre 2024) - **Culture - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information « Engager et réussir la transition environnementale de sa collectivité » - Échange sur les travaux.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*CE Électricité*) : Écosystème de l'électricité - Audition de MM. Guillaume Dezobry, avocat et maître de conférences en droit public, Nicolas Meilhan, ingénieur, spécialiste de l'énergie, ancien consultant à France stratégie, Thomas Pellerin-Carlin, directeur du programme Investissements climat européens, Cleantech, à l'Institute for Climate Economics, et Jacques Percebois, professeur émérite à l'Université de Montpellier, directeur du Centre de recherche en économie et droit de l'énergie.

Réunion du jeudi 1er février 2024 (*CE Électricité*) : Prévisions de consommation - Audition de MM. Yves Marignac, expert énergie à l'association négaWatt, Thomas Veyrenc, directeur général économie, stratégie et finances chez Réseau de transport d'électricité, Tanguy de Bienassis, analyste investissement énergie et climat à l'Agence internationale de l'énergie.

Réunion du mardi 13 février 2024 (*CE Électricité*) : Évolutions du prix de l'électricité - Audition de M. Nicolas Goldberg, associé énergie et environnement chez Columbus Consulting, Mme Béatrice Sédillot, cheffe du service des données et études statistiques du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, M. Julien Teddé, directeur général d'Opéra Énergie et Mme Bérengère Mesqui, sous-directrice des statistiques de l'énergie au ministère de la transition écologique.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition écologique - Audition de M. Jean Pisani-Ferry et Mme Selma Mahfouz, coauteurs du rapport sur Les Incidences économiques de l'action pour le climat.

(*CE Électricité*) : Réseaux et acheminement électriques - Audition de M. Nicolas Deloge, directeur de la régulation des réseaux d'électricité et de gaz naturel à la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE), Mmes Marianne Laigneau, présidente du directoire d'Enedis et Chloé Latour, directrice chargée de la stratégie industrielle chez Réseau de transport d'électricité (RTE).

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*CE Électricité*) : Énergie hydraulique - Audition de M. Julien Français, directeur général de la Compagnie nationale du Rhône (CNR), Mmes Alix Perrin, professeur agrégée de droit à l'université Paris Dauphine-PSL, et Emmanuelle Verger-Chabot, directrice d'EDF Hydro.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur l'évaluation de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (OFB), modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Audition de Mme Sylvie Gustave dit Duflo, présidente du conseil d'administration de l'OFB, vice-présidente de la région Guadeloupe, et M. Olivier Thibault, directeur général de l'OFB.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : L'équité territoriale en matière d'accès aux soins - Audition de Mmes Isabelle Dugelet, maire de La Gresle (Loire) et membre du conseil d'administration de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), Julie Pougheon, conseillère spéciale de la directrice générale de l'offre de soins (DGOS) et M. Maxime Lebigot, co-président de l'Association de citoyens contre les déserts médicaux (ACCDM).

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Rapport sur la décentralisation - Audition de M. Éric Woerth, ancien ministre, premier questeur de l'Assemblée nationale.

Réunion du jeudi 3 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information relatif à l'extension du scrutin de liste et à la diminution du nombre de conseillers municipaux dans les petites communes.

Réunion du mardi 8 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*): Examen du rapport d'information relatif à l'adaptation du bloc communal au vieillissement de la population.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): « Transport ferroviaire: bilan des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 » - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques.

Réunion du mardi 19 novembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 60) et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie », « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » et « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » et « Sécurité nucléaire et radioprotection » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Affaires maritimes, pêche et aquaculture » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme** - (16 janvier 2024) : p. 36

- **Débat relatif au « Pouvoir de vivre » : quelles politiques de solidarité pour répondre au choc de la transition écologique ?** - (16 janvier 2024) : p. 66

- **Question orale sans débat sur la remise en cause du parcours de soins coordonnés dans les territoires touchés par la désertification médicale** - (6 février 2024) : p. 621 p. 622

- **Débat relatif aux finances des départements** - (5 mars 2024) : p. 1292 p. 1293 p. 1294

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affiche officielle des jeux Olympiques et Paralympiques** - (6 mars 2024) : p. 1382

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (6 mars 2024) - **Article 3** (*Majoration de la durée d'assurance retraite des élus locaux et exclusion de l'écrêtement de la retraite facultative par rente des agriculteurs anciennement élu local*): p. 1433 p. 1434 p. 1435 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 140 rectifié bis** (*Demande de rapport au Gouvernement examinant l'opportunité et les conditions de mise en œuvre d'une majoration de la durée d'assurance des élus locaux*): p. 1439 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 128 rectifié, n° 17 rectifié, n° 236 rectifié bis, n° 105 rectifié bis, n° 127 rectifié bis, n° 26 rectifié bis et n° 4 rectifié bis** (*Faculté de recours à la visioconférence pour un membre du conseil municipal empêché*

professionnellement/les élus étudiants): p. 1455 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 52 rectifié quater, n° 137 rectifié bis, n° 142, n° 195, n° 215, n° 356 rectifié bis** (*Possibilité de recours à la visioconférence pour la réunion du bureau du conseil communautaire*) : p. 1456

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des finances publiques (I)** - (27 mars 2024) : p. 2149

- **Question orale sans débat relative à l'accompagnement financier des communes bailleuses dans leurs projets de rénovation énergétique** - (9 avril 2024) : p. 2444 p. 2445

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au financement des secteurs public et privé de la santé** - (10 avril 2024) : p. 2614

- **Débat sur le thème : « Planification écologique et COP régionales : quelle efficacité ? »** - (30 avril 2024) : p. 2753

- **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4007

- **Question orale sans débat sur la sécurisation de la route Centre Europe Atlantique (RCEA)** - (22 octobre 2024) : p. 4374 p. 4375

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2024) - **Article 27** (*Intégration des communes anciennement classées en zone de revitalisation rurale dans le nouveau zonage France ruralités revitalisation et prorogation du dispositif d'exonérations fiscales et sociales dans les bassins d'emploi à redynamiser*) : p. 6683 p. 6691

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article 29** (*Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement*): p. 6748 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-194 rectifié ter, n° I-1267 rectifié, n° I-1972 rectifié ter, n° I-1971 rectifié bis et n° I-389 rectifié ter** (*Modification du délai de délibération pour instituer la taxe locale sur la publicité extérieure*) : p. 6830 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-583 et n° I-1780 rectifié bis** (*Majoration du taux de versement mobilité pour les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) concernées par un projet de service express régional métropolitain (SERM)*): p. 6843 - **Rappels au règlement** : p. 6856

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7118

- **Question orale sans débat relative aux actions de prévention des risques liés à l'alcool et aux stupéfiants lors des soirées étudiantes organisées dans les enceintes universitaires ou scolaires** - (3 décembre 2024) : p. 7267

GENEVARD (Annie)
*ministre de l'agriculture, de la
souveraineté alimentaire et de la forêt
(du 22 septembre 2024 au 23 décembre
2024)*
*ministre de l'agriculture et de la
souveraineté alimentaire
(à partir du 24 décembre 2024)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Crise agricole »** - (8 octobre 2024) : p. 3907 p. 3909 p. 3910 p. 3911 p. 3912 p. 3913 p. 3914 p. 3915 p. 3916 p. 3917 p. 3918 p. 3919 p. 3920
- **Question d'actualité au Gouvernement relative au soutien du Gouvernement à la filière biologique** - (9 octobre 2024) : p. 3968

GERBAUD (Frédérique)
sénatrice (Indre)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à préserver la vocation d'aménagement rural de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 294 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la crise avicole** - (9 octobre 2024) : p. 3975

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de l'agriculture** - (23 octobre 2024) : p. 4468

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la fermeture du site de production de volailles à Blancfort** - (23 octobre 2024) : p. 4470

- **Négociations en cours relatives à l'accord d'association entre l'Union européenne et le Mercosur** - (27 novembre 2024) : p. 6196 p. 6209 p. 6211 p. 6212

- **Question orale sans débat relative au retrait de la Bpifrance pour le projet Niagara** - (3 décembre 2024) : p. 7274 p. 7275

- **Question orale sans débat relative à l'approvisionnement d'aliments pour bétail non-OGM en Martinique** - (3 décembre 2024) : p. 7276

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi relative à l'accès à la nationalité française des mineurs isolés [n° 378 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'abstention électorale en autorisant la détention, par les électeurs mandataires, de deux procurations de vote établies en France [n° 657 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à prohiber toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui [n° 659 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi tendant à la création d'une réserve communale de sûreté [n° 743 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaïques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de loi relative à la mise en place d'un Fonds national d'aide aux collectivités territoriales pour la création et la rénovation des aires permanentes d'accueil de véhicules de loisir [n° 47 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Financiarisation de l'offre de soins - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les modalités d'intégration des praticiens médicaux à diplômés hors Union européenne** - (4 juin 2024) : p. 3570

GILLÉ (Hervé)
sénateur (Gironde)
SER

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés le 21 novembre 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux.

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Membre titulaire du comité de bassin Adour-Garonne le 7 novembre 2024.

Rapporteur de la mission d'information sur le thème : « gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement ».

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degré et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de loi en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information « Engager et réussir la transition environnementale de sa collectivité » - Échange sur les travaux.

Réunion du mardi 6 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Martial Foucault, directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), au sujet de la présentation des résultats de la consultation en partenariat avec l'AMF : « Des maires engagés mais empêchés ».

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à préserver des sols vivants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition écologique - Audition de M. Jean Pisani-Ferry et Mme Selma Mahfouz, coauteurs du rapport sur Les Incidences économiques de l'action pour le climat.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. François Sauvadet, président de l'Assemblée des Départements de France.

Table-ronde relative au pouvoir d'agir des élus locaux face aux risques d'inondations.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir du fret ferroviaire - Audition de représentants de chargeurs et de ports maritimes.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « État des ponts des collectivités territoriales : quel bilan 5 ans après le rapport de la mission d'information sur la sécurité des ponts « Sécurité des ponts : éviter un drame » ».

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Mission d'information sur l'évaluation de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (OFB), modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Audition de Mme Sylvie Gustave dit Duflo, présidente du conseil d'administration de l'OFB, vice-présidente de la région Guadeloupe, et M. Olivier Thibault, directeur général de l'OFB.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Intensification des risques épidémiologiques sous l'effet du changement climatique - Audition.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : « Transports pendant les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 : quels enjeux ? » - Audition de M. Patrice Vergriete, ministre délégué chargé des transports, et de Mme Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, présidente d'Île-de-France Mobilités.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Résilience des réseaux face aux aléas climatiques - Audition de MM. Hervé Champenois, directeur technique d'Enedis, Charles-Antoine Gautier, directeur général de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), Maurice Gironcel, président du syndicat intercommunal d'électricité (Sidélec) du département de La Réunion, et Antoine Jourdain, directeur systèmes énergétiques insulaires d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires européennes*) : Énergie, climat, transports - « Politique européenne des transports : enjeux et défis de la prochaine mandature » - Audition de MM. Jean-Philippe Peuziat, directeur du département Affaires publiques et européennes de l'Union française des transports publics et ferroviaires (UTP), Pierre Leflaive, responsable transports de Réseau Action Climat - France, Florent Moretti, conseiller transports à la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, Denis Saada, président de la verticale Nouvelles Mobilités au sein de l'Alliance des mobilités.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées - Examen des amendements au texte de la commission.

Rapport public annuel consacré à l'action publique face au changement climatique - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Rapport sur la décentralisation - Audition de M. Éric Woerth, ancien ministre, premier questeur de l'Assemblée nationale.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sylvain Waserman, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

(*commission des lois*) : Rapport sur la décentralisation - Audition de M. Éric Woerth, ancien ministre, premier questeur de l'Assemblée nationale.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir du fret ferroviaire - Audition de M. Matthieu Chabanel, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission conjointe de contrôle relative aux inondations survenues en 2023 et au début de l'année 2024 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Castex, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-Marie Abadie, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques.

Le déploiement des réseaux de fibre optique - Audition de représentants de l'Arcep, de l'ANCT et de Avicca.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « 18 mois après le rapport du Sénat : poursuite d'un dialogue exigeant avec l'ANCT ».

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs aux crédits relatifs aux transports ferroviaires, fluviaux et maritimes. - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs aux paysages, à l'eau et à la biodiversité et à l'expertise, à l'information géographique et à la météorologie - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs aux politiques des territoires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*CE Eaux en bouteille*) : Réunion constitutive.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Constats et recommandations du rapport d'information de M. Jean Bacci : « L'Office français de la biodiversité, un capitaine qui doit jouer plus collectif » - Audition de M. Olivier Thibault, directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 décembre 2024 (*CE Eaux en bouteille*) : Audition de M. Sylvain Barone, membre de l'unité mixte de recherches Gestion de l'eau, acteurs, usages de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae).

Audition de MM. Christophe Poinssot, directeur général délégué et directeur scientifique, et Alain Dupuy, directeur du programme « Eaux souterraines et changement global », du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*CE Eaux en bouteille*) : Audition de M. Nicolas Marty, professeur des universités en histoire contemporaine à l'Université de Perpignan, auteur en 2013 du livre *L'Invention de l'eau embouteillée*.

Politiques publiques en matière de contrôle des traitements des eaux minérales naturelles et de source - Communication.

Réunion du jeudi 12 décembre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation des conclusions de l'étude portant sur l'expérimentation du transfert de la compétence « santé scolaire » aux collectivités volontaires et examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre Monzani, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (Acnusa).

Recyclage des métaux stratégiques - Audition de MM. Guillaume Pitron, Manuel Burnand et Olivier François.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif au « Pouvoir de vivre » : quelles politiques de solidarité pour répondre au choc de la transition écologique ?** - (16 janvier 2024) : p. 62 p. 63

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (30 janvier 2024) - **Article 1er bis F** (*Groupements territoriaux sociaux et médico-sociaux*) : p. 435

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 475

- **Question orale sans débat relative à la hausse des tarifs des péages d'infrastructure ferroviaire par SNCF Réseau** - (6 février 2024) : p. 613 p. 614

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la contamination de l'eau minérale** - (7 février 2024) : p. 734 p. 735

- **Proposition de loi visant à préserver des sols vivants [n° 66 (2023-2024)]** - (15 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1016 p. 1021 - **Article 2** (*Création d'un chapitre consacré à la santé des sols dans le code de l'environnement et instauration d'un diagnostic de performance écologique*) : p. 1026

- **Proposition de loi visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail [n° 537 (2022-2023)]** - (15 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1036

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces budgétaires relatives aux collectivités territoriales** - (27 mars 2024) : p. 2143

- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Exception d'irrecevabilité** :

p. 2476 - **Article 1er** (Suspension de l'exercice du droit de grève des personnels et agents concourant au fonctionnement des services publics de transport régulier de personnes pendant certaines périodes) : p. 2494 - **Article 3 (nouveau)** (Allongement de 24 heures des délais de déclaration de participation à la grève et de rétractation) : p. 2499

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'avenir de la politique agricole commune** - (10 avril 2024) : p. 2611

- **Débat sur le thème : « Planification écologique et COP régionales : quelle efficacité ? »** - (30 avril 2024) : p. 2758 p. 2761

- **Question orale sans débat relative à la gratuité de l'autoroute A62 et à l'avenir des concessions autoroutières** - (7 mai 2024) : p. 2801 p. 2802

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation internationale** - (15 mai 2024) : p. 2955

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation dans les territoires ultramarins** - (22 mai 2024) : p. 3150

- **Proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées [n° 620 (2023-2024)]** - (30 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3429 - **Article 1er** (Interdiction des PFAS - Contrôle de la présence des PFAS dans les eaux destinées à la consommation humaine - Cartographie des sites ayant pu émettre ou émettant des PFAS - Liste des communes exposées à un danger élevé ou très élevé d'exposition aux PFAS) : p. 3433 p. 3436 p. 3437 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 10** (Demande de rapport sur l'abaissement du seuil des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans l'eau potable) : p. 3440 p. 3441 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 9** (Demande de rapport sur la création de comités de santé environnementale) : p. 3441 - **Article 2** (Introduction d'une redevance assise sur les rejets de PFAS dans l'eau) : p. 3445 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 6** (Création d'une redevance liée aux PFAS) : p. 3446 - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (Publication par les ARS d'un bilan annuel régional de la présence des PFAS dans les eaux destinées à la consommation humaine - Publication par le ministre en charge de la santé d'un bilan national) : p. 3446 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Gage financier) : p. 3447 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3448

- **Question d'actualité au Gouvernement sur octobre rose** - (16 octobre 2024) : p. 4204

- **Question orale sans débat relative aux modalités de subvention et d'indemnisation des viticulteurs souscrivant une assurance multirisque climatique et sanitaire** - (5 novembre 2024) : p. 4685

- **Débat sur le thème : « Gestion de l'eau : bilan de l'été 2024 et perspective pour mieux gérer la ressource »** - (12 novembre 2024) : p. 4862

- **Débat sur le thème : « Financement de la sécurité civile : soutenir les Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) dans leur gestion des nouveaux risques »** - (13 novembre 2024) : p. 4923

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 85 rectifié bis, n° 1267 rectifié ter et n° 1037**

rectifié (Réduction/exonération de cotisations sociales/au profit des Ehpad et unités de soins de longue durée publics) : p. 5197 p. 5198

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales** - (20 novembre 2024) : p. 5237

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1034 rectifié et n° I-1348 rectifié** (Suppression de l'exonération d'accise appliquée au kérosène pour l'aviation d'affaires commerciale) : p. 6224 p. 6225 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-426 rectifié ter, n° I-1739 rectifié et n° I-1013** (Suppression du taux réduit de TVA de 5,5 % sur les eaux vendues en bouteille plastique ainsi que sur les boissons non alcooliques (dont les sodas)) : p. 6275 p. 6276 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1904 rectifié** (Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % pour les appareillages orthopédiques destinés à la pratique du handisport) : p. 6276 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1132 rectifié, n° I-1290 rectifié, n° 1354, n° I-1448 et n° I-1830 rectifié** (Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les opérations de réparation de vélos, d'électroménager, de chaussures et articles de cuir, de vêtements et de linge de maison) : p. 6283 p. 6284 p. 6285

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1812 rectifié** (Possibilité d'instaurer une majoration du taux de la taxe d'aménagement ou des droits de mutation pour prendre en compte les conséquences sur la valorisation des projets d'aménagement résultant de la mise en place d'infrastructures de transports collectifs en site propre) : p. 6641 p. 6642 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-96 rectifié, n° I-701 rectifié, n° I-1004 rectifié, n° I-2178 et n° I-1011** (Lutte contre les pratiques d'arbitrage de dividendes) : p. 6669 p. 6670 - **Article 27** (Intégration des communes anciennement classées en zone de revitalisation rurale dans le nouveau zonage France ruralités revitalisation et prorogation du dispositif d'exonérations fiscales et sociales dans les bassins d'emploi à redynamiser) : p. 6685 p. 6688 p. 6692

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1010, n° I-1158 rectifié bis, n° 434 rectifié bis, n° I-1635 rectifié bis, n° 2055 rectifié, n° I-1230 rectifié bis, n° I-435 rectifié ter, n° I-450 rectifié quater, n° I-107 rectifié, n° I-735, n° I-2007 rectifié, n° I-1688, n° I-736, n° I-1214 rectifié quater, n° I-1582 rectifié, n° I-2008 rectifié, n° I-433 rectifié bis, n° I-734, n° I-930 rectifié, n° I-1365 rectifié et n° I-1689** (Dispositions diverses sur le plafond du taux de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) fixé par les départements) : p. 6820 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1383 et n° I-1131 rectifié bis** (Suppression de la taxe spéciale d'équipement locale qui doit permettre de financer une partie de la nouvelle ligne à grande vitesse Bordeaux Toulouse (grand projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO))) : p. 6821 p. 6822

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)]** - (18 décembre 2024) - **Discussion générale** : p. 7590

GIRARDIN (Annick)
sénatrice (Saint-Pierre-et-Miquelon)
RDSE

Déclarée démissionnaire d'office de son mandat de sénateur par le Conseil constitutionnel le 13 septembre 2024.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du 2 avril 2024 au 5 novembre 2024.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 1er avril 2024.

Membre de la commission des affaires européennes.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Vice-présidente de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de la cohésion des territoires le 19 février 2024.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement le 19 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 355 (2023-2024)] (22 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant à conforter la filière cinématographique en France - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Réunion commune avec la délégation aux outre-mer de l'Association des maires de France (AMF).

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marie Bockel, envoyé personnel du Président de la République auprès des pays africains concernés par la reconfiguration de nos dispositifs militaires en Afrique.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition du contre-amiral Nicolas Lambropoulos, commandant supérieur des forces armées aux Antilles (Comsup FAA).

Réunion du mardi 18 juin 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Environnement stratégique de Mayotte et de La Réunion - Audition du général de division M. François-Xavier Mabin, chef de la division « emploi des forces-protection » de l'état-major des armées.

Réunion du mercredi 26 juin 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Conseil européen des 27 et 28 juin 2024 : audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'accord franco-canadien et le CETA** - (6 mars 2024) : p. 1378

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (6 mars 2024) - **Article 6** (*Faculté de prise en charge, par le conseil départemental ou régional, des frais de représentation du président*) : p. 1449 - **Article 8** (*Extension de la durée maximale du congé électif*) : p. 1462

- **Suite de la discussion** (7 mars 2024) - **Article 11** (*Prise en compte du mandat électif local lors de l'entretien professionnel*) : p. 1521 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 16 rectifié et n° 226** (*Formation sur les enjeux de la transition écologique la première année de mandat*) : p. 1537 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 20 rectifié** (*Publicité de certaines infractions contenues au bulletin 2 du casier judiciaire des élus européens et des élus locaux*) : p. 1553 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 13 rectifié** (*Création d'une passerelle universitaire ouverte aux élus ayant exercé des fonctions exécutives au sein d'une collectivité territoriale*) : p. 1568 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1577

- **Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative [n° 387 (2023-2024)]** - (13 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1726

- **Proposition de loi visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères [n° 578 (2023-2024)]** - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2847

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation en Nouvelle-Calédonie (II)** - (22 mai 2024) : p. 3147

- **Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France [n° 596 (2023-2024)]** - (22 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3200 - **Article 1er** (*Création d'un répertoire des représentants d'intérêts agissant pour le compte de mandants étrangers*) : p. 3215 p. 3216

GIVERNET (Olga)

ministre déléguée auprès de la ministre
de la transition écologique, de l'énergie,
du climat et de la prévention des risques,
chargée de l'énergie
(du 22 septembre 2024 au 23 décembre
2024)

NOMINATIONS

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 2 octobre 2024.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la reconversion du site de Saint-Avold** - (9 octobre 2024) : p. 3978

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4128 p. 4130 p. 4140 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 77** (Introduction d'un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) compatible avec une élévation de la température de 1,5 degré en application de l'accord de Paris de 2015) : p. 4141 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 130** (Remise, par le Gouvernement au Parlement, d'un rapport sur l'opportunité d'instituer une maîtrise publique et une propriété publique, dans le secteur de l'énergie) : p. 4141 - **Article 1er** (Consécration des grands principes de notre système énergétique parmi les objectifs énergétiques généraux figurant à l'article L. 100-2 du code de l'énergie) : p. 4142 p. 4143 p. 4144 p. 4145 p. 4146 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 69 rectifié ter, n° 98 rectifié quater et n° 106 rectifié** (Introduction d'un objectif de garantie de l'accès à l'énergie pour les foyers notamment ruraux non raccordés à un réseau de distribution de chaleur, de gaz ou d'électricité) : p. 4147 - **Article 2** (Abrogation de la trajectoire de hausse de la composante carbone de la fiscalité énergétique, dans les taxes de consommation intérieure sur l'énergie, figurant parmi les objectifs énergétiques généraux mentionnés à l'article L. 100-2 du code de l'énergie) : p. 4148 - **Article 3** (Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4149 p. 4151 p. 4152 p. 4153 p. 4154 p. 4155 p. 4156 p. 4157 p. 4160 - **Article 4** (Renforcement des flexibilités parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4161 p. 4162 p. 4163 p. 4164 p. 4165 p. 4166 - **Article 5** (Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4168 p. 4169 p. 4170 p. 4172 p. 4173 p. 4174 p. 4175 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 20 rectifié bis** (Remise, par le Gouvernement au Parlement, d'un rapport sur la nécessité d'inclure le solaire thermique dans le crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte (C3IV)) : p. 4176 - **Article 7** (Intégration des carburants renouvelables d'origine non biologique, aux côtés des biocarburants conventionnels et avancés, au deuxième alinéa de l'article L. 641-6 du code de l'énergie et à l'article L. 661-1-1 du même code) : p. 4177 - **Article 8** (Relèvement de 20 à 30 % et de 40 à 45 % des objectifs de réduction de la consommation d'énergie fossile ou totale d'ici 2030, figurant parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie et interdiction de la production d'électricité produite à partir de charbon d'ici 2027, introduite à l'article L. 311-5-3 du même code) : p. 4178 p. 4179 p. 4180 - **Article 9** (Renforcement

de l'accompagnement des rénovations énergétiques parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4182 p. 4183 - **Article 10** (Consécration d'un objectif de mix énergétique autonome et renouvelable, entre 2030 et 2050, dans certaines zones non interconnectées au réseau dit « métropolitain » continental (ZNI), parmi les objectifs énergétiques chiffrés mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4184 - **Article 11** (Relèvement de 40 à 50 % - hors terres et forêts - de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030, figurant parmi les objectifs énergétiques chiffrés mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4185 p. 4186 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 72 rectifié bis, n° 102 rectifié ter et n° 107 rectifié** (Ajout d'un objectif en matière de gaz de pétrole liquéfié (GPL) dans la prochaine loi quinquennale sur l'énergie, mentionnée à l'article 12) : p. 4186

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2024) - **Article 12** (Actualisation du contenu de la prochaine loi quinquennale sur l'énergie) : p. 4210 p. 4211 p. 4212 - **Article 13** (Actualisation du contenu de la prochaine programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE)) : p. 4213 p. 4215 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 51 rectifié** (Introduction d'une meilleure articulation entre la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) et la stratégie française pour l'énergie et le climat (Sfec)) : p. 4217 - **Article 14** (Renforcement de certaines mesures de simplification prévues par la loi « Nouveau nucléaire » du 22 juin 2023) : p. 4218 p. 4219 p. 4220 p. 4221 - **Article 15** (Application au projet de réacteur expérimental de fusion ITER de certaines mesures prévues de simplification prévues par la loi « Nouveau nucléaire » du 22 juin 2023) : p. 4223 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 11 rectifié bis et n° 14 rectifié ter** (Attribution d'un label « Grand Chantier » pour les projets de construction, d'aménagement, d'équipement, d'installation et de travaux directement liés à un projet de décarbonation, bénéficiant d'une dérogation de plein droit à la qualification de projet d'intérêt général (PIG)) : p. 4225 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 10 rectifié bis** (Octroi de plein droit de la dérogation à l'objectif « Zéro artificialisation nette » pour les projets de décarbonation bénéficiant du label « Grand chantier ») : p. 4225 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 12 rectifié bis** (Possibilité de dérogation à la « Loi Littoral » pour les projets de décarbonation bénéficiant du label « Grand chantier ») : p. 4226 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 13 rectifié bis** (Création d'un permis d'aménager à titre précaire notamment pour les projets bénéficiant du label « Grand chantier ») : p. 4226 - **Article 16** (Renforcement des dispositions de défense économique sanctionnant pénalement l'intrusion dans les installations nucléaires abritant des matières nucléaires soumises à autorisation au titre de l'article L. 1333-2 du code de la défense notamment) : p. 4227 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 64 rectifié bis** (Possibilité de requalification par l'autorité administrative de matières radioactives en stocks stratégiques) : p. 4228 - **Article 18** (Application de la contribution au partage territorial de la valeur aux projets d'éolien en mer et d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone attribués par appels d'offres) : p. 4230 p. 4231 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 62 rectifié bis** (Coordination de l'article L. 332 6 du code de l'urbanisme, avec les articles L. 342 12 et L. 342 21 du code de l'énergie, s'agissant de la contribution prévue pour le raccordement des consommateurs en cas d'extension des réseaux publics de distribution d'électricité) : p. 4231 - **Article 19** (Application du bilan carbone aux projets de production d'hydroélectricité bénéficiant d'un dispositif de soutien public attribué par guichets ouverts) : p. 4232 - **Article 20** (Simplification des procédures applicables aux installations hydrauliques en matière de dérogation aux débits réservés et d'augmentation de puissance) : p. 4233 - **Article 21** (Expérimentation du passage du régime des concessions vers celui des autorisations pour les concessions hydroélectriques échues) : p. 4233 - **Article 22** (Prolongation de la durée des contrôles pouvant être réalisés sur les installations agrivoltaiques et solaires en zone agricole) : p. 4235 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 116** (Consolidation du mécanisme d'ajustement appliqué par le gestionnaire du réseau public de transport d'électricité pour les

projets d'énergies renouvelables): p.4235 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 27 rectifié bis** (Octroi à l'énergie solaire thermique du bénéfice de la dérogation à l'objectif « Zéro artificialisation nette » (ZAN)): p.4236 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 113 rectifié bis, n° 112 rectifié bis et n° 114 rectifié bis** (Encadrement, entre six et douze mois, de la durée maximale d'instruction des nouvelles autorisations de projets d'énergies renouvelables situés dans des zones d'accélération des projets d'énergies renouvelables): p.4237 - **Article 23** (Consolidation des compétences de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) en matière de contrats de long terme en électricité et en gaz renouvelables, d'installations de production d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone et d'installations de captage, de transport et de stockage du dioxyde de carbone): p.4240 p.4241 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 139** (Exonération des consommateurs finals non domestiques aux tarifs réglementés de vente d'électricité (TRVE) des frais de résiliation): p.4242 - **Article 24** (Renforcement de la protection des consommateurs d'électricité dont la définition des offres, l'indexation des prix, ainsi que la composition de l'information précontractuelle et du comparateur d'offres du Médiateur national de l'énergie (MNE)): p.4243 p.4244 p.4244 - **Article additionnel après l'article 25 A - Amendement n° 57 rectifié** (Remise d'un rapport, par le Gouvernement au Parlement, sur l'application de la stratégie française en matière d'énergie et de climat (Sfec)): p.4245 - **Article additionnel après l'article 25 A - Amendement n° 60** (Remise, par le Gouvernement au Parlement, d'un rapport annuel sur la mise en œuvre des mesures, y compris financières, liées à

la reconversion des centrales de production d'électricité à charbon): p.4245 - **Article additionnel après l'article 25 A - Amendement n° 183** (Fonctionnement des parcs d'installations utilisant l'énergie mécanique du vent implantées en mer - Rapport au Parlement): p.4245 - **Article 25** (Gage): p.4245 - **Explications de vote sur l'ensemble**: p.4248

- **Question orale sans débat sur la protection de la méthode ancestrale propre aux vins mousseux tels que la clairette de Die** - (22 octobre 2024): p.4378

- **Question orale sans débat relative à la mise en œuvre de la responsabilité élargie des producteurs sur les produits et matériaux de construction pour le secteur du bâtiment et ses conséquences sur la filière bois** - (22 octobre 2024): p.4379

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la Camargue** - (22 octobre 2024): p.4380

- **Question orale sans débat sur l'imputation du « zéro artificialisation nette » des artificialisations effectuées dans l'intérêt de plusieurs collectivités territoriales** - (22 octobre 2024): p.4380

- **Question orale sans débat sur la nécessaire redéfinition des territoires concernés par les bonnes conditions agricoles et environnementales 2** - (22 octobre 2024): p.4381

GOLD (Éric)
sénateur (Puy-de-Dôme)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-président de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Vice-président de la mission d'information sur le thème : « gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 355 (2023-2024)] (22 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces [n° 628 (2023-2024)] (22 mai 2024) - **PME, commerce et artisanat - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'usurpation d'identité et de domicile lors de la souscription de nouveaux contrats de fourniture de gaz, d'électricité, de contenus numériques, de services numériques ou de services de communications électroniques [n° 748 (2023-2024)] (15 août 2024) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 95 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 222 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à étendre les exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale aux établissements publics de coopération intercommunale gestionnaires de services d'aide et d'accompagnement à domicile [n° 224 (2024-2025)] (20 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Société - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif au « Pouvoir de vivre » : quelles politiques de solidarité pour répondre au choc de la transition écologique ?** - (16 janvier 2024) : p. 60

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)]

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 577 rectifié** (*Extension aux EPCI de l'exonération patronale pour l'emploi des aides à domicile dont bénéficient les centres intercommunaux d'action sociale*) : p. 5160

GONTARD (Guillaume)
sénateur (Isère)
GEST

Président du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Rapporteur de la commission d'enquête sur l'efficacité des politiques publiques en matière de rénovation énergétique.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel le 11 avril 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Membre du groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à inviter la France à saisir la Cour pénale internationale sur la situation à Gaza [n° 236 (2023-2024)] (5 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Traités et conventions.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la mise en œuvre du contrôle de l'État sur les établissements d'enseignement privés sous contrat [n° 447 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter la reconnaissance du genre à l'état civil [n° 490 (2023-2024)] (2 avril 2024) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à assurer aux patients le respect de leur choix de fin de vie [n° 518 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à permettre des expérimentations territoriales de légalisation du cannabis sur le modèle allemand [n° 537 (2023-2024)] (11 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à la création d'un ticket climat [n° 539 (2023-2024)] (11 avril 2024) - **Environnement - Société - Transports.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l'alimentation [n° 605 (2023-2024)] (16 mai 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi systématisant la radiation des cadres militaires définitivement condamnés pour violences sexuelles [n° 703 (2023-2024)] (25 juin 2024) - **Défense - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer la proportionnelle aux élections législatives [n° 727 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à faire prévaloir le droit international dans le territoire palestinien occupé depuis 1967 pour donner suite à l'avis consultatif du 19 juillet 2024 de la Cour internationale de Justice et faire reconnaître l'illégalité de la colonisation israélienne en Palestine [n° 746 (2023-2024)] (1er août 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la présence de plomb dans l'environnement [n° 757 (2023-2024)] (12 septembre 2024) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à accélérer la réduction du plastique à usage unique dès 2026 [n° 103 (2024-2025)] (30 octobre 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à promouvoir et démocratiser l'accès aux vacances sportives [n° 123 (2024-2025)] (6 novembre 2024) - **Culture - Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Action extérieure de l'État : Français à l'étranger et affaires consulaires [n° 146 tome 3 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives [n° 163 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conflit en cours à Gaza et ses conséquences sur la situation au Moyen-Orient - Audition de M. Jean-Pierre Filiu, chercheur au Centre de recherches internationales (CERI).

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord global dans le domaine du transport aérien entre les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Union européenne et ses États membres - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Dégradation du contexte géopolitique - Audition de M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume du Cambodge - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission à l'occasion de la 78ème session de l'Assemblée générale des Nations-Unies - Présentation du rapport d'information.

Projet de loi relatif à l'accord économique et commercial global UE-Canada - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*délégation aux entreprises*) : Réunion plénière avec la délégation sénatoriale aux outre-mer - échange sur le déplacement aux Antilles de la mission « Entreprises et climat » de la délégation aux entreprises et sur les défis des entreprises en outre-mer.

Table ronde : « Quelle stratégie pour la transition écologique des entreprises ? ».

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Réunion plénière avec la délégation aux entreprises - échange sur le déplacement aux Antilles de la mission « Entreprises et climat » de la délégation aux entreprises et sur les défis des entreprises en outre-mer.

Réunion du mardi 15 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des armées et des anciens combattants, sur le projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport de la mission d'information « Entreprises et climat ».

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Hubert Bonneau, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 14 novembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition

de Madame Anne-Marie Descôtes, secrétaire générale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 - Français à l'étranger et affaires consulaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'établissement du programme pour l'industrie européenne de la défense et d'un cadre de mesures visant à assurer la disponibilité et la fourniture en temps utile des produits de défense - Examen de la proposition de résolution européenne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme** - (16 janvier 2024) : p. 32 p. 35 p. 37

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation agricole** - (24 janvier 2024) : p. 247

- **Débat sur le thème : « Pratiques des centrales d'achat de la grande distribution implantées hors de France »** - (25 janvier 2024) : p. 317

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 476 p. 496 p. 497

- **Proposition de loi relative au régime juridique des actions de groupe [n° 272 (2023-2024)]** - (6 février 2024) - **Article 1er bis A (nouveau)** (*Objet de l'action de groupe*) : p. 673 - **Article 1er bis** (*Qualité pour agir*) : p. 677

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation agricole et les reculs sur l'environnement** - (7 février 2024) : p. 723 p. 724

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Article 2** (*Déontologie, indépendance et transparence*) : p. 785 - **Article 3** (*Précision des activités pouvant être exercées par l'autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection*) : p. 796 - **Article 7** (*Transfert des salariés de l'IRSN à l'ASNR et au CEA*) : p. 805

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Article 3 ter** (*Possibilité pour le préfet d'ordonner la démolition d'une installation édifiée sans droit ni titre depuis moins de 96 heures dans un secteur d'habitat informel en Guyane et à Mayotte*) : p. 1136 p. 1137 - **Article 9 ter** (*Facilitation des travaux de rénovation énergétique dans les copropriétés*) : p. 1177

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Article unique** (*Constitutionnalisation de la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse*) : p. 1222

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Article 1er** (*Augmentation des indemnités de fonction des maires et des présidents de délégations spéciales*) : p. 1358 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 98** (*Prise en charge des indemnités de fonction, des dépenses de formation et des frais liés à l'exercice du mandat par la dotation globale de fonctionnement*) : p. 1363

- **Suite de la discussion** (6 mars 2024) - **Article 2** (*Fixation par principe des indemnités de fonction au maximum légal pour les exécutifs communaux, départementaux et régionaux et modification du mode de calcul de l'enveloppe indemnitaire*

globale) : p. 1427 p. 1428 p. 1431 - **Article 3** (*Majoration de la durée d'assurance retraite des élus locaux et exclusion de l'écrêtement de la retraite facultative par rente des agriculteurs anciennement élu local*) : p. 1432

- **Question orale sans débat sur les pratiques salariales illégales de La Poste** - (7 mars 2024) : p. 1489 p. 1490

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)] (suite)** - (7 mars 2024) - **Article 10** (*Création d'un label « Employeur partenaire de la démocratie locale »*) : p. 1518 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 94** (*Mention des mesures destinées à faciliter l'engagement des salariés élus locaux dans le rapport RSE*) : p. 1520 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 221** (*Accès, via le troisième concours, à l'ensemble des corps et cadres d'emplois de la fonction publique pour les élus locaux ayant siégé pendant au moins 4 années au sein d'une collectivité territoriale*) : p. 1522 - **Article 14** (*Formation des élus locaux et des candidats à un mandat électif local*) : p. 1528 - **Rappel au règlement** : p. 1532 - **Article 14** (*Formation des élus locaux et des candidats à un mandat électif local*) : p. 1533

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord de sécurité franco-ukrainien et la situation en Ukraine** - (13 mars 2024) : p. 1715

- **Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises » [n° 421 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1892 - **Article 1er** (*Création d'un Conseil chargé de la simplification des normes pour les entreprises et de la réalisation des « tests PME »*) : p. 1901 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Création d'un Conseil chargé de la simplification des normes pour les entreprises et de la réalisation des « tests PME »*) : p. 1904

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Gaza** - (20 mars 2024) : p. 1936 p. 1937

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2011

- **Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises » [n° 421 (2023-2024)]** - (26 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2049 p. 2050

- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 2480 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2508

- **Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 503 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2712 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 5 rectifié quinquies** (*Rétablissement de la proposition de loi déposée*) : p. 2716

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à l'apprentissage transfrontalier [n° 600 (2023-2024)]** - (22 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3178 p. 3179

- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 623 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3318

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'attitude de la France vis-à-vis des massacres répétés dans la bande de Gaza** - (29 mai 2024) : p. 3354 p. 3355

- **Proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées [n° 620 (2023-2024)]** - (30 mai 2024) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 3448

- **Proposition de loi visant à mieux indemniser les dégâts sur les biens immobiliers causés par le retrait-gonflement de l'argile [n° 513 (2022-2023)]** - (30 mai 2024) - **Article 2 nonies (nouveau)** (*Demande de rapport sur l'évaluation de la pertinence des critères de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle en matière de retrait-gonflement de l'argile (RGA)*) : p. 3464

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 27 (priorité)** (*Évaluation des conséquences des projets de loi pour les petites et moyennes entreprises (PME)*) : p. 3665 p. 3668 p. 3669 - **Article 17 (priorité)** (*Accélérer et simplifier les déploiements de réseaux mobiles*) : p. 3721 p. 3723

- **Suite de la discussion** (5 juin 2024) : p. 3752 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 158** (*Mention au sein du document d'orientation et d'objectifs du SCoT d'objectifs d'implantations des équipements radioélectriques*) : p. 3756 - **Article 18** (*Simplifier la mise en œuvre des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité*) : p. 3779

- **Expression des groupes sur la situation politique à l'issue des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024** - (18 juillet 2024) : p. 3831

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3872 p. 3873 p. 3874

- **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Article unique** (*Diminution du nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 500 habitants*) : p. 3993

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Article 9** (*Renforcement de l'accompagnement des rénovations énergétiques parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie*) : p. 4181 p. 4182 p. 4183

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 62 (2024-2025)]** - (29 octobre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 7** (*La Commission nationale consultative des catastrophes naturelles comprend deux nouveaux membres*) : p. 4543 - **Article 4** (*Garanties d'indépendance des experts en assurance des catastrophes naturelles*) : p. 4547 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 53** (*Introduction d'un mécanisme de nivellement des marges techniques entre zones à faible et forte exposition, en modulant le prélèvement additionnel sur le régime CatNat*) : p. 4553 p. 4554 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 68 rectifié** (*Extension des missions des structures agréées « Mon Accompagnateur à Rénov' » (MAR')*) : p. 4564 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 22 rectifié et 59 rectifié bis** (*Le fonds Barnier peut contribuer au financement de dispositifs d'adaptation et de prévention basés sur des solutions fondées sur la nature*) : p. 4569 - **Article 10 (nouveau)** (*Renforcement des normes de construction pour prévenir les dommages causés par le phénomène de retrait-gonflement des argiles (RGA)*) : p. 4572

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réponse du Gouvernement à l'appel des élus locaux en première ligne face au narcotrafic** - (30 octobre 2024) : p. 4590

- **Question orale sans débat sur le thème : « Défense de nos industries stratégiques »** - (5 novembre 2024) : p. 4662 p. 4663

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord se rapportant à la convention des Nations unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de**

la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale [n° 724 (2023-2024)] - (5 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4726

- **Commémoration de la séance inaugurale de l'Assemblée consultative provisoire, le 9 novembre 1944** - (7 novembre 2024) : p. 4834

- **Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)]** - (14 novembre 2024) - **Article 1er** (*Interdiction d'organiser des combats de coqs et des corridas en présence de mineurs de moins de seize ans*) : p. 5003

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (20 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 125, n° 903 rectifié ter, n° 1043 rectifié bis, n° 820, n° 904 rectifié ter, n° 947, n° 574 rectifié et 1169 rectifié** (*Augmentation du taux de contribution de solidarité à l'autonomie*) : p. 5295 p. 5299 p. 5301

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1637 rectifié** (*Mise en place d'un crédit d'impôt pour les dépenses de réparation engagées sur les biens électroménagers, électroniques et informatiques*) : p. 5901 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-115 rectifié bis, n° I-121 rectifié quinquies, n° 253 rectifié quinquies, n° 285 rectifié quinquies et n° I-1009** (*Extension de la liste des infractions mentionnées au II de l'article 1378 octies du code général des impôts*) : p. 5905

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 4** (*Mise en place d'un partage avec les consommateurs des revenus du nucléaire historique*) : p. 6021 p. 6022 - **Article 7** (*Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations*) : p. 6057 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-1636 et n° I-325 rectifié** (*Suppression du tarif réduit d'accise sur les produits taxables en tant que carburant ou combustible utilisés pour le transport maritime*) : p. 6082

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-692** (*Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % pour les matériaux biosourcés*) : p. 6282 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1132 rectifié, n° I-1290 rectifié, n° 1354, n° I-1448 et n° I-1830 rectifié** (*Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les opérations de réparation de vélos, d'électroménager, de chaussures et articles de cuir, de vêtements et de linge de maison*) : p. 6285 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1638** (*Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % pour les produits vendus en vrac*) : p. 6288 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1352, n° I-1435 rectifié, n° I-1051 rectifié bis et n° I-1052 rectifié bis** (*Taux de TVA de 5,5 % pour la livraison de tous les logements locatifs sociaux, ainsi que pour les travaux*) : p. 6292

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales (suite)

- (4 décembre 2024) - **Article 61** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF)*) : p. 7552 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-729, n° II-1454, n° II-51 rectifié bis, n° II-134 rectifié ter, n° II-194 rectifié, n° II-350 rectifié bis, n° II-670, n° II-53 rectifié bis, n° II-135 rectifié ter, n° II-195 rectifié, n° II-351 rectifié ter,**

n° II-739, n° II-369, n° II-901, n° II-1140, n° II-1149, n° II-345 rectifié et n° II-1121 (*Dispositions diverses et nouvelles prérogatives pour les commissions dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)*) : p. 7569

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances**

[n° 207 (2024-2025)] - (18 décembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7603

GOSSELIN (Béatrice)
sénatrice (Manche)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et simplifier la vie associative (22 mars 2024).

Membre titulaire du Conseil supérieur des gens de mer le 7 novembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Le développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société**.

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports**.

Proposition de loi relative à l'accès à la nationalité française des mineurs isolés [n° 378 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Familles monoparentales : pour un changement des représentations sociétales - Rapport [n° 485 tome 1 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Familles monoparentales : pour un changement des représentations sociétales - Comptes rendus [n° 485 tome 2 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à tenir compte des opérations de renouvellement des parcs éoliens pour le versement d'une fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) aux communes disposant d'un parc installé avant le 1er janvier 2019 [n° 694 (2023-2024)] (17 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à imposer une photographie des candidats sur les circulaires et affiches électorales lors des élections législatives [n° 733 (2023-2024)] (11 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport : Redonner du souffle aux "30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école" pour améliorer la santé des élèves [n° 774 (2023-2024)] (25 septembre 2024) - **Société - Sports - Éducation.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 18 janvier 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de la Fédération syndicale des familles monoparentales (FSFM) et du fond Femmes et Avenir.

Réunion du jeudi 25 janvier 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Nicolas Grivel, directeur de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf).

Audition de Mme Hélène Périvier, présidente du conseil de la famille du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA).

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Alain Lamassoure, président du comité de direction de l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Paul de Sinety, délégué général à la langue française et aux langues de France.

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Aurore Bergé, ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information de Mmes Colombe Brossel et Béatrice Gosselin sur les familles monoparentales.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Évaluation territoriale du dispositif « 30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école » - Examen du rapport.

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Anne Genetet, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs aux patrimoines - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs à l'Enseignement scolaire - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à ériger la santé mentale des jeunes en grande cause nationale** [n° 602 (2022-2023)] - (17 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 112

- **Proposition de loi visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail** [n° 537 (2022-2023)] - (15 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1038 p. 1039

- **Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative** [n° 387 (2023-2024)] - (13 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1731 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 2 rectifié** (*Présence d'un*

seul notaire en cas de renonciation d'un héritage en faveur d'un organisme sans but lucratif) : p. 1752 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendements n° 1 rectifié et n° 27 rectifié bis** (*Modification des délais de prescription en cas de legs*) : p. 1753

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2018

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 99 (2024-2025)]** - (5 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4739

- **Proposition de loi instituant une ordonnance de sûreté de l'enfant victime de violences [n° 530 (2023-2024)]** - (13 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4901

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 7** (*Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations*) : p. 6071 p. 6073 p. 6074

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2024) - **Article 33** (*Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers*) : p. 6900 p. 6901 p. 6911

GOULET (Nathalie)
sénateur (Orne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens d'entraves efficaces le 1er février 2024 ; puis vice-présidente le 14 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 1er février 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 1er février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le génocide du peuple yézidi commis par Daech [n° 543 (2023-2024)] (17 avril 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société**.

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à la création d'une délégation parlementaire au numérique [n° 712 (2023-2024)] (27 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à préciser les conditions de financement de la vie publique par des personnes physiques [n° 731 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaïques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi organique visant à mettre fin à la pratique des parachutages électoraux [n° 761 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à supprimer certains comités, structures, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée [n° 29 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Action extérieure de l'État [n° 34 tome 2 annexe 1 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux financements européens d'entités en lien avec les Frères musulmans et l'islam radical [n° 73 (2024-2025)] (23 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi sur l'amélioration de la cohérence du traitement pénal des étrangers en situation irrégulière [n° 75 (2024-2025)] (23 octobre 2024) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le centre de crise et de soutien : un service exceptionnel au financement hors normes [n° 154 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Action extérieure de l'État [n° 144 tome 3 annexe 1 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés [n° 171 (2024-2025)] (28 novembre 2024) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des finances*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des finances*) : Problèmes assurantiels rencontrés par les collectivités territoriales - Audition de MM. Alain Chrétien, maire de Vesoul, vice-président de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), Thomas Fromentin, président de la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes et administrateur d'Intercommunalités de France, et Éric Schahl, conseiller régional d'Ile-de-France, représentant de Régions de France.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission des lois*) : Recrudescence des actes antisémites - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

(*CE Influences étrangères*) : La coordination interministérielle relative aux menaces hybrides - Audition du capitaine de vaisseau Yann Briand, sous-directeur des affaires internationales du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du plan « France 2030 » - Audition de M. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement.

Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*CE Influences étrangères*) : La guerre informationnelle - Audition de MM. David Colon, enseignant-chercheur à Sciences Po Paris, Nicolas Tenzer, président du centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP) et Frédéric Charillon, professeur en science politique et relations internationales.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 mars 2024 (*CE Influences étrangères*) : La caractérisation des opérations d'influence et la résilience des organisations - Audition de Mme Maud Quessard, directeur de recherche à l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM), MM. Maxime Audinet, chercheur à l'IRSEM, et Laurent Cordonier, directeur de la recherche à la fondation Descartes.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des finances*) : Actualisation du programme de contrôle de la commission pour l'année 2024.

Contrôle budgétaire - Dégradation du déficit public en 2023 - Communication.

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de M. Jean-Philippe Vachia, président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP).

Audition de M. Henri Verdier, ambassadeur pour le numérique.

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de M. Étienne Apaire, secrétaire général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR).

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de M. Joffrey Célestin-Urbain, chef du Service de l'information stratégique et de la sécurité économiques (SISSE).

Audition de MM. Thomas Huchon, journaliste réalisateur spécialiste de la lutte contre la désinformation et les réseaux sociaux, et Gerald Holubowicz, journaliste expert en IA générative, sur l'intelligence artificielle et les manipulations de l'information.

Réunion du jeudi 2 mai 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de MM. Édouard Geffray, directeur général de l'enseignement scolaire, et Benjamin Leperchey, chef de service, adjoint à la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques

depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de MM. François Ecalte, président fondateur de l'association « finances publiques et économie » (FIPECO), Mathieu Plane, directeur adjoint de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Olivier Redouls, directeur des études de l'Institut Rexecode.

Réunion du jeudi 16 mai 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de M. Jean-Marie Bockel, envoyé personnel du Président de la République pour l'Afrique.

Réunion du jeudi 23 mai 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de M. Didier Migaud, président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP).

Audition de Mmes Béatrice Oeuvarard et Élixa Borry-Estrade, responsables des affaires publiques de Meta France.

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de MM. Frédéric Géraud de Lescazes, directeur des relations institutionnelles de Google Cloud France, Thibault Guirouy, directeur des relations institutionnelles de YouTube France et David Grout, directeur technique de Mandiant.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre délégué chargé de l'Europe.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de Mme Claire Dilé, directrice des affaires publiques de X France.

Réunion du mardi 4 juin 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de M. Éric Garandeau, directeur des affaires publiques de TikTok France.

Les influences étrangères dans l'espace numérique - Audition avec MM. Tariq Krim, fondateur du think tank Cybernetica, Bernard Benhamou, secrétaire général de l'Institut de la souveraineté numérique, Julien Nocetti, chercheur au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères et David Chavalarias, directeur de recherche au CNRS.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 juin 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de M. Paul Charon, directeur du domaine « renseignement, anticipation et stratégies d'influence » à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem), spécialiste de la Chine.

Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente-directrice générale de France Médias Monde.

Réunion du jeudi 13 juin 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de MM. Antoine Bernard, directeur « Plaidoyer et Assistance », et Thibaut Bruttin, adjoint au directeur général, Reporters sans frontières.

Réunion du mardi 18 juin 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Audition de Mme Sylvie Retailleau, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 25 juin 2024 (*CE Influences étrangères*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des armées.

Réunion du mardi 23 juillet 2024 (*CE Influences étrangères*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 18 septembre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Haut-commissariat au Plan - Communication.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des finances*) : Comptes publics de la France : état des lieux - Communication.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols - Examen du rapport d'information.

Réunion du vendredi 11 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de MM. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics.

Projet de loi de finances pour 2025 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2023 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi relatif aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 - Examen du rapport.

Réactivation de la mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Actualisation du programme de contrôle.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Médias, livre et industries culturelles » et « Audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 31 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 40) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Aide publique au développement » - Compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Sécurités » - Compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale » et « Sécurité et éducation routières » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Thomas Cazenave, ministre délégué aux comptes publics du 20 juillet 2023 au 21 septembre 2024.

Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonction publiques », « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 8 novembre 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Gabriel Attal, Premier ministre du 9 janvier au 5 septembre 2024.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des finances*) : Missions et moyens du centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 3 décembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi spéciale - Audition de MM. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, démissionnaire, et Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics, démissionnaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations en cours en vue d'un accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 775 (2022-2023)]** - (16 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 11

- **Question orale sans débat sur les modalités d'inscription des électeurs du collège des propriétaires fonciers et usufruitiers pour les élections aux chambres d'agriculture** - (18 janvier 2024) : p. 146

- **Rappel au règlement** - (23 janvier 2024) : p. 179

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste [n° 259 (2023-2024)]** - (23 janvier 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1** (*Exclure le prononcé de certaines mesures de sûreté pré-sentencielles à l'encontre d'étrangers mis en examen*) : p. 204 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 2** (*Inclure les parts de SCI dans les biens listés et intégrés aux comptes annuels*) : p. 213 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 11** (*Renforcer le contrôle des cagnottes en ligne*) : p. 213 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° 10 rectifié** (*Élargir aux dispositifs utilisant des ondes centimétriques la sécurisation des lieux et enceintes dans*

lesquels sont organisées des manifestations sportives, récréatives ou culturelles rassemblant plus de 300 spectateurs) : p. 224

- **Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune [n° 244 (2023-2024)]** - (24 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 281

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste [n° 259 (2023-2024)]** - (30 janvier 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 381

- **Proposition de loi relative au régime juridique des actions de groupe [n° 272 (2023-2024)]** - (6 février 2024) - **Discussion générale** : p. 666 p. 669 p. 671 - **Article 1er bis** (*Qualité pour agir*) : p. 677 p. 678 p. 679 p. 682 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 23 rectifié bis** (*Financement par des tiers des actions de groupe*) : p. 683 - **Article 1er quater AA (nouveau)** (*Prévention des conflits d'intérêts*) : p. 683 p. 684 p. 685 - **Article 1er septies** (*Jugement sur la responsabilité dans le cadre d'une action de groupe en réparation des préjudices*) : p. 691 p. 692 - **Article 1er nonies** (*Procédure individuelle de réparation des préjudices*) : p. 692 - **Article 1er quinquies** (*Texte non modifié par la commission*) (*Homologation par le juge des accords de médiation*) : p. 695 - **Article 1er sexdecies** (*Registre national des actions de groupe*) : p. 696 - **Article 2** (*Spécialisation des tribunaux judiciaires pour connaître des actions de groupe*) : p. 697 - **Article 2 duodécies** (*Entités qualifiées pour exercer une action de groupe transfrontière*) : p. 705 - **Article 3** (*Entrée en vigueur et abrogation des régimes spécifiques d'action de groupe*) : p. 708

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (13 février 2024) : p. 836

- **Débat relatif à l'avenir de notre modèle agricole** - (13 février 2024) : p. 846

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au piratage des numéros de sécurité sociale** - (14 février 2024) : p. 930

- **Projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique - Commission mixte paritaire [n° 470 (2023-2024)]** - (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2329

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la création de l'agence de conseil interne de l'État** - (3 avril 2024) : p. 2383 p. 2384

- **Question orale sans débat relative aux frais des associations patriotiques de bénévoles** - (9 avril 2024) : p. 2449 p. 2450

- **Question orale sans débat relative au désengagement des forces françaises et de la représentation diplomatique au Niger** - (9 avril 2024) : p. 2451

- **Question orale sans débat relative à la délocalisation des épreuves du concours commun des instituts nationaux polytechniques 2024** - (9 avril 2024) : p. 2453

- **Question orale sans débat relative à une alerte sur le financement des associations locales à Bobigny** - (9 avril 2024) : p. 2455

- **Question orale sans débat relative à l'interdiction des réseaux d'influence des Frères musulmans en France et en Europe** - (9 avril 2024) : p. 2456

- **Proposition de loi visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession [n° 576 (2023-2024)]** - (15 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2958 p. 2965 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 2** (*Application du dispositif d'encadrement aux successions en cours non encore clôturées*) : p. 2971 p. 2972

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels - Commission mixte paritaire [n° 561 (2023-2024)]** - (15 mai 2024) - **Examen des conclusions de la commission mixte paritaire (CMP)** : p. 2973 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2981

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'évolution des zones de revitalisation rurale** - (22 mai 2024) : p. 3146
 - **Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France** [n° 596 (2023-2024)] - (22 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3205 - **Article 1er** (*Création d'un répertoire des représentants d'intérêts agissant pour le compte de mandants étrangers*) : p. 3210 p. 3212 p. 3213 p. 3215
 - **Proposition de loi encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques** - *Deuxième lecture* [n° 616 (2023-2024)] - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3269 p. 3273 - **Article 1er** (*Champ d'application de la proposition de loi*) : p. 3275 p. 3277 p. 3279 - **Article 12** (*Modalités de saisine et pouvoirs de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) en cas de manquement aux règles déontologiques des prestataires de conseil et des consultants*) : p. 3292 - **Article 15 (texte non modifié par la commission)** (*Exclusion des consultants sanctionnés par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) des procédures de passation de marchés publics, des marchés de défense et de sécurité et des contrats de concession*) : p. 3296 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3301
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative aux propos du Président de la République sur les finances locales** - (29 mai 2024) : p. 3364
 - **Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France** - *Commission mixte paritaire* [n° 632 (2023-2024)] - (3 juin 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3500
 - **Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France** - *Commission mixte paritaire* [n° 647 (2023-2024)] - (3 juin 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3513
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur l'annulation de la participation des entreprises israéliennes au salon Eurosatory de la défense** - (5 juin 2024) : p. 3737
 - **Projet de loi de simplification de la vie économique** [n° 635 (2023-2024)] - (5 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 20** - **Amendements n° 119 rectifié ter, n° 134 rectifié, n° 187 rectifié, n° 257 rectifié quater, n° 517 rectifié et n° 290 rectifié** (*Dérogations de droit au PLU pour les travaux faisant preuve d'efficacité environnementale*) : p. 3796
 - **Rappel au règlement** - (8 octobre 2024) : p. 3885
 - **Débat sur le thème « Croissance de la dette publique de la France »** - (8 octobre 2024) : p. 3898
 - **Mise au point au sujet de votes** - (15 octobre 2024) : p. 4100
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de l'islam radical** - (16 octobre 2024) : p. 4205 p. 4206
 - **Question orale sans débat sur le renforcement des politiques publiques de lutte contre l'amiante** - (22 octobre 2024) : p. 4360
 - **Question orale sans débat sur le non-respect du principe « extraditer ou juger » et les causes de la non-performance prolongée de l'obligation de quitter le territoire de la France** - (22 octobre 2024) : p. 4363
 - **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'organisation de la COP29 à Bakou et à la position du Gouvernement pour défendre les droits humains et une diplomatie climatique réellement ambitieuse** - (6 novembre 2024) : p. 4770
 - **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone** [n° 25 (2024-2025)] - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4981 p. 4982 p. 4986 p. 4987
 - **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)] - (18 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5037 p. 5042
- Deuxième partie :*
- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 358 rectifié** (*Alignement du taux plein de CSG sur les retraites sur le taux de CSG sur les revenus d'activité*) : p. 5122 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 577 rectifié** (*Extension aux EPCI de l'exonération patronale pour l'emploi des aides à domicile dont bénéficient les centres intercommunaux d'action sociale*) : p. 5161 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 937 rectifié** (*Soumission des rachats d'action à l'assiette des cotisations de sécurité sociale*) : p. 5164 - **Article 6 (suite)** (*Réforme des allègements généraux de cotisations patronales*) : p. 5185
 - **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 586 rectifié** (*Expérimentation permettant aux chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole d'opter pour que leurs cotisations soient calculées à titre provisionnel sur la base d'une assiette fixée forfaitairement*) : p. 5250 p. 5251 - **Article 7** (*Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance*) : p. 5264 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 616 rectifié et 831 rectifié** (*Instauration d'une contribution sur les successions et donations*) : p. 5280 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° 104 rectifié** (*Échange d'informations entre les services consulaires de l'État et les administrations fiscales*) : p. 5314 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° 15 rectifié et n° 105 rectifié** (*Précisions relatives à la résidence principale*) : p. 5317 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° 374 rectifié bis et n° 449 rectifié** (*Obligation qui pèse à la charge d'un organisme de sécurité sociale constatant des fraudes aux arrêts de travail, d'en informer l'employeur de la personne ayant commis cette fraude*) : p. 5318 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 204 rectifié** (*Habilitation des agents en charge de la lutte contre la fraude à consulter le fichier PNR*) : p. 5319 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 27 rectifié** (*Suspension des droits d'une personne faisant l'objet d'une OOTF sauf cas d'urgence médicale*) : p. 5319 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 18 rectifié** (*Extension de l'accès des organismes de sécurité sociale au FPR*) : p. 5320 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 29 rectifié** (*Extension de la procédure de flagrance sociale à la fraude aux prestations sociales*) : p. 5320 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 23 rectifié** (*Obligation de consultation de l'application de gestion des dossiers des ressortissants étrangers en France avant l'attribution d'un numéro d'inscription au répertoire d'identification des personnes physiques*) : p. 5320
 - **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 11 rectifié bis** (*Organisation d'échange de données entre organismes de sécurité sociale européens*) : p. 5336 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 28 rectifié** (*Intégration des agents des conseils départementaux aux échanges d'informations entre les agents de l'État et des organismes de protection sociale à des fins de lutte contre la fraude*) : p. 5337 p. 5338 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 13 rectifié** (*Extension aux présidents des tribunaux de commerce de l'habilitation à échanger des documents en lien avec la fraude présumée*) : p. 5338 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 103 rectifié** (*Extension de l'habilitation à lutter contre la fraude aux agents consulaires*) : p. 5338 p. 5339 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 832** (*Annulation automatique des prestations prises en charge par l'assurance maladie au bénéfice d'un professionnel de santé frauduleux*) : p. 5340 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° 821 rectifié et n° 941**

(Augmentation de la majoration de redressement après une première condamnation pour travail dissimulé) : p. 5343 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 772 rectifié bis** (Remplacement du mot « prestations » par le mot « somme » dans des dispositions relatives à l'opposition à tiers détenteur) : p. 5343 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 325 rectifié** (Obligations déclaratives qui incombent à un employeur) : p. 5344 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 21 rectifié** (Communication aux services de l'état civil de la décision de suspension du versement de la retraite d'un pensionné vivant à l'étranger) : p. 5344 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 909 rectifié ter** (Restriction de la délivrance d'attestations relatives aux obligations déclaratives et de paiement) : p. 5345 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 771 rectifié bis** (Suspension des délais de prescription des procédures de recouvrement de cotisations pendant la procédure de dialogue et de conciliation) : p. 5346 p. 5347 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 326 rectifié** (Vérification du respect des obligations fiscales et sociales des centres d'hébergement et de réinsertion sociale) : p. 5347 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 12 rectifié** (Demande de rapport sur la lutte contre la fraude transfrontalière) : p. 5347 p. 5348 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 1262** (Création d'une taxe sur les publicités en faveur des boissons alcooliques à La Réunion) : p. 5400 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 3 rectifié, n° 489 rectifié, n° 846 rectifié, n° 1007, n° 1244 rectifié bis, n° 291 rectifié, n° 292 rectifié, n° 651 rectifié, n° 1212 rectifié bis et n° 560 rectifié bis** (Création d'une taxe sur les publicités pour les produits alimentaires transformés et les boissons ciblant les moins de 16 ans) : p. 5410 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 134 rectifié, n° 652 rectifié ter, n° 1097, n° 1217 rectifié et n° 824 rectifié** (Renforcement de la fiscalité sur les jeux d'argent et de hasard) : p. 5424 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 352 rectifié bis, n° 775, n° 1198 rectifié bis, n° 1168 rectifié, n° 546, n° 1039 rectifié bis, n° 776 et n° 1148 rectifié bis** (Dans le cas des produits nicotinés hors vapotage, assujettissement à l'accise sur les tabacs, instauration d'un monopole de vente par les buralistes et interdiction de vente aux mineurs) : p. 5432 p. 5437 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 860 rectifié** (Mention sur l'avertissement ou la mise en demeure de la faculté de se faire assister d'un conseil sous peine de nullité) : p. 5452 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 861 rectifié** (Mention, parmi les éléments obligatoires dans une contrainte, de l'information que le cotisant a la faculté de se faire assister du conseil de son choix) : p. 5454

Troisième partie :

- (22 novembre 2024) - **Article 16** (Extension du champ de l'accompagnement à la pertinence des prescriptions) : p. 5542 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 14 rectifié bis** (Obligation de contrôle périodique des conditions de résidence des demandeurs de prestations sociales) : p. 5546 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 154, n° 349 rectifié, n° 1337 et n° 22 rectifié bis** (Amélioration de la coordination entre assurance maladie obligatoire et complémentaires santé dans la lutte contre la fraude) : p. 5547 p. 5548 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 16 rectifié** (Précision des conditions d'appréciation du droit à la prestation dans le cadre d'un contrôle) : p. 5548 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 17 rectifié bis** (Déconventionnement des professionnels de santé en cas de fraude manifeste) : p. 5550

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 [n° 155 (2024-2025)]** - (25 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5790

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article 40** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne (PSR-UE)) : p. 5855 - **Article 2** (Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2024 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source) : p. 5863 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-654** (Création d'un impôt universel fondé sur la résidence fiscale) : p. 5865 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-62 rectifié bis, n° I-136 rectifié bis et n° I-1867 rectifié bis** (Suppression de dépenses fiscales relatives aux indemnités journalières) : p. 5870 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-98 rectifié, n° I-1983 rectifié et n° I-1845 rectifié** (Dispositions diverses sur l'imposition ou l'exonération à l'impôt sur le revenu des indemnités de fin de contrat de travail ou reçues au titre d'une rupture conventionnelle) : p. 5872 p. 5873 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1596 rectifié** (Abaissement du taux de la réduction d'impôt au titre des dons faits aux œuvres) : p. 5892 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-458 et n° I-558** (Exclusion des dons des associations ayant facilité un séjour irrégulier en France du bénéfice de la réduction d'impôt) : p. 5894 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1096 rectifié bis, n° I-755 rectifié, n° 819 rectifié bis et n° I-1181** (Substitution d'un crédit d'impôt à la réduction d'impôt actuelle pour les frais de déplacement engagés dans le cadre d'une activité bénévole) : p. 5896 p. 5897

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026 (suite)** (Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)-Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations) : p. 6217

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-684 rectifié, n° I-1014, n° I-1371, n° I-1016, n° I-1017 rectifié et n° I-1431 rectifié** (Rehaussement à 5 % du taux de la taxe sur les services numériques (TSN)) : p. 6378 p. 6379 - **Article 12** (Création d'une contribution exceptionnelle sur le résultat d'exploitation des grandes entreprises de transport maritime) : p. 6383 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-486 rectifié bis** (Création d'une nouvelle provision en franchise d'impôt pour les entreprises d'assurances et de réassurances) : p. 6400 - **Article 14** (Coopération administrative dans le domaine fiscal : échange d'informations sur les crypto-actifs, supervision des obligations déclaratives, mise en conformité au regard du droit de l'Union européenne) : p. 6410 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-409 rectifié, n° I-993, n° I-1700, n° I-996, n° I-1159 rectifié, n° I-814 rectifié, n° I-686, n° I-1252 rectifié quinquies, n° I-1759, n° I-1253 rectifié, n° I-965, n° I-1402 rectifié bis, n° I-71 rectifié bis, n° I-110 rectifié sexes, n° I-203 rectifié bis, n° I-698, n° I-781 rectifié bis, n° I-698, n° I-781 rectifié bis, n° I-855 rectifié bis, n° I-1322 rectifié bis, n° I-1854 rectifié bis, n° I-802 rectifié, n° I-803 rectifié** (Dispositions diverses sur le crédit d'impôt recherche (CIR) et le crédit d'impôt industrie (CII)) : p. 6422 p. 6423 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-97** (Exclusion du crédit d'impôt recherche (CIR) des entreprises extérieures à l'Union européenne) : p. 6428 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-99 et n° I-1002** (Renforcement des sanctions à l'encontre des intermédiaires impliqués dans des montages abusifs) : p. 6430 p. 6431 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-1549** (Renforcement du contrôle des restitutions d'impôt sur le revenu par demande de justificatifs) : p. 6433 - **Article**

additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-1548 (Extension de 3 à 10 ans du droit de reprise de l'administration en cas de fausse domiciliation fiscale): p. 6433 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-106** (Obligation de déclaration des coffres-forts numériques): p. 6434 - **Article 15** (Report de trois ans de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises): p. 6443 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1327 rectifié bis, n° I-1007 et n° I-1357** (Assujettissement des drives et établissements logistiques à la taxe sur les surfaces commerciales): p. 6450 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-1593** (Exclusion des investissements mixtes du bénéfice du crédit d'impôt pour certains investissements réalisés et exploités en Corse (CIIC)): p. 6458 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-707** (Accord préalable obligatoire de l'administration fiscale sur la politique de prix de transfert): p. 6468

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-256 rectifié quinquies et n° I-315 rectifié ter** (Possibilité de vendre son autoproduction de bière sans licence): p. 6502 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-262 rectifié quater et n° I-788 rectifié** (Exonération d'impôt sur le revenu sur les indemnités versées aux agriculteurs à raison de pertes économiques résultant de maladies animales ou de la propagation d'organismes nuisibles): p. 6505 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-44 rectifié bis, n° I-233 rectifié quinquies, n° I-291, n° I-422 rectifié bis, n° I-1058 rectifié bis, n° I-1565 et n° I-1649 rectifié bis** (Suppression de l'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties (TFPB) sur les installations de méthanisation agricole): p. 6508 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-886 rectifié bis et n° I-1782 rectifié bis** (Traitement fiscal des transactions immobilières en vente directe ou indirecte): p. 6518 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-948** (Plafonnement du bénéfice du « pacte Dutreil » dans la limite de 5 millions d'euros): p. 6526 p. 6531 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-2166, n° I-1897 rectifié bis, n° I-854 rectifié bis et n° I-2252** (Exonération temporaire de droits de mutation des dons en sommes d'argent affectés à la rénovation énergétique des résidences principales): p. 6534 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-1537 rectifié bis, n° I-1981 rectifié bis, n° I-312 rectifié, n° I-343 rectifié ter, n° I-376 rectifié bis, n° I-1042 rectifié, n° I-1289 rectifié bis, n° I-1576 rectifié ter, n° I-1580 rectifié bis, n° I-1891 rectifié et n° I-1965 rectifié** (Exonération des donations jusqu'à 150 000 euros en faveur de l'acquisition d'une résidence principale en logement neuf): p. 6536 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-1848 rectifié bis et n° I-1668 rectifié** (Alignement de la taxation des produits d'assurance vie au moment de la succession sur les droits de succession): p. 6537 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° I-1764 rectifié quinquies** (Instauration d'un crédit d'impôt « haies »): p. 6541 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° I-1878 rectifié bis, n° I-260 rectifié et n° I-1644 rectifié** (Mise en place d'un crédit d'impôt ponctuel pour les exploitations qui obtiennent la certification haute valeur environnementale pour l'agriculture (HVE)): p. 6543 - **Article 21** (Mesures diverses de correction, clarification et coordination en matière de fiscalité sectorielle): p. 6555 p. 6556 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-791 rectifié quinquies** (Nouvelle redevance de l'eau pour le refroidissement industriel): p. 6582 - **Article 24** (Réintégration des amortissements admis en déduction dans l'assiette de la plus-value imposable réalisée lors de la cession de locaux ayant fait l'objet d'une location meublée dans le cadre d'une activité exercée à titre non professionnel): p. 6589 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1861 rectifié** (Création d'un statut de l'investisseur immobilier pouvant opter pour le prélèvement forfaitaire unique (PFU) pour les revenus fonciers): p. 6591 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-218 rectifié, n° I-1840 rectifié et n° I-2231** (Allongement de la dépense fiscale permettant l'exonération de plus-values pour les cessions de surélévations d'immeubles): p. 6599 - **Article additionnel après l'article 24 -**

Amendements n° I-1772 rectifié, n° I-1453, n° I-391 rectifié bis, n° I-1008, n° I-1895 rectifié quater, n° I-1714 rectifié, n° I-1715 rectifié quater et n° I-1841 rectifié bis (Pérennisation du dispositif « Loc'Avantages » et transformation en crédit d'impôt sous conditions): p. 6613 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1456** (Assujettissement des activités de location meublée touristique à la TVA): p. 6619 p. 6620 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1826 rectifié** (Possibilité pour les collectivités territoriales d'exonérer les gendarmeries de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)): p. 6625 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1850 rectifié bis et n° 1445 rectifié** (Possibilité pour les communes d'instituer une taxe sur les friches industrielles sur le modèle de la taxe sur les friches commerciales): p. 6628 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1853 rectifié** (Suppression de l'avantage fiscal sur les produits d'assurance vie ainsi que de l'ensemble du dispositif d'imposition): p. 6648 - **Article 26** (Instauration pour les grandes entreprises d'une taxe sur les réductions de capital consécutives au rachat de leurs propres titres): p. 6662 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-1612** (Lutte contre les pratiques d'arbitrage des dividendes): p. 6662 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-96 rectifié, n° I-701 rectifié, n° I-1004 rectifié, n° I-2178 et n° I-1011** (Lutte contre les pratiques d'arbitrage de dividendes): p. 6664 p. 6668 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-673 rectifié, n° I-951 rectifié bis, n° I-2041 rectifié bis, n° I-1242, n° I-412 rectifié, n° I-461, n° I-950, n° I-1308 rectifié, n° I-1337 et n° I-1757** (Élargissement de l'assiette de la taxe sur les transactions financières aux opérations intra-journalières et rehaussement du taux): p. 6675 - **Article 27** (Intégration des communes anciennement classées en zone de revitalisation rurale dans le nouveau zonage France ruralités revitalisation et prorogation du dispositif d'exonérations fiscales et sociales dans les bassins d'emploi à redynamiser): p. 6684

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-484 rectifié bis** (Création de nouveaux prélèvements applicables à une nouvelle offre de loterie hippique): p. 6718 - **Article 29** (Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement): p. 6742 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis** (Dispositions diverses sur les impositions locales: taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)): p. 6789 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis (suite)** (Dispositions diverses sur les impositions locales: taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)): p. 6793 - **Article 32 (suite)** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales): p. 6862 - **Article 33** (Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers): p. 6902 - **Article 33 (suite)** (Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers): p. 6917

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2024) - **Article 17 bis (nouveau)** (Taxation des entreprises établies dans des États ou territoires non coopératifs (ETNC)): p. 6988 - **Article 17 quater (nouveau)** (Opposabilité de la documentation relative aux prix de transfert des entreprises dans le but de sanctionner les écarts déclarés): p. 6989 -

Article 26 quater (nouveau) (*Hausse du taux de la taxe sur les transactions financières (TTF)*) : p. 6995

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (2 décembre 2024) - **État B** : p. 7150 p. 7156 p. 7161

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2024) - **État B** : p. 7181 p. 7185 p. 7186 p. 7189

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7210 p. 7214

Travail, emploi et administration des ministères sociaux (suite)

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7364 p. 7377

Justice

- (3 décembre 2024) : p. 7395 p. 7400

GOY-CHAVENT (Sylvie)
sénateur (Ain)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléante de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 15 novembre 2024.

Membre titulaire du comité stratégique de l'Agence du service civique jusqu'au 12 mars 2024.

Membre titulaire du conseil d'administration de Campus France.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi relative à l'accès à la nationalité française des mineurs isolés [n° 378 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à revoir l'obligation de construction de logements sociaux [n° 516 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 1 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

GRAND (Jean-Pierre)
sénateur (Hérault)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés le 21 novembre 2024 ; puis vice-président le 4 décembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 15 novembre 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à introduire une exonération fiscale au bénéfice des médecins décalant leur âge de départ à la retraite [n° 257 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à mieux valoriser l'engagement associatif et citoyen tout au long de la vie [n° 329 (2023-2024)] (9 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 145 (2023-2024)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant la démarcation et l'entretien de la frontière [n° 338 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conflit en cours à Gaza et ses conséquences sur la situation au Moyen-Orient - Audition de M. Jean-Pierre Filiu, chercheur au Centre de recherches internationales (CERI).

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Esther Duflo (Nobel d'économie 2019), professeure au Collège de France et au Massachusetts Institute of Technology.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation géopolitique en Méditerranée orientale - Audition de M. Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES).

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la prise en charge par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) du financement des travaux exécutés d'office par les petites communes pour la sécurisation des immeubles [n° 440 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réformer et à moderniser le régime d'indemnisation des dégâts de grand gibier [n° 681 (2023-2024)] (5 juin 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques [n° 783 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 1 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation pour les achats effectués dans les foires et les salons [n° 55 (2024-2025)] (21 octobre 2024) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à revenir au caractère cumulatif des critères pédologique et floristique permettant de qualifier les zones humides [n° 106 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Défense : Soutien de la politique de la défense [n° 146 tome 7 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Défense - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi encadrant l'activité des plateformes de revente agissant en qualité de tiers de confiance [n° 194 (2024-2025)] (7 décembre 2024) - **Culture - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des Bâtiments de France [n° 195 (2024-2025)] (9 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant la démarcation et l'entretien de la frontière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à l'accord économique et commercial global UE-Canada - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à l'accord économique et global UE-Canada - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre (à huis clos).

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Hubert Bonneau, directeur général de la gendarmerie nationale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part** [n° 694 (2018-2019)] - (21 mars 2024) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 2007 - **Article 1er** (*Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part*) : p. 2023 - **Demande de clôture** : p. 2027

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Cambodge** [n° 393 (2023-2024)] - (3 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2412

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone** [n° 25 (2024-2025)] - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4980

- **Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans** [n° 475 (2023-2024)] - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4999 - **Article 1er** (*Interdiction d'organiser des combats de coqs et des corridas en présence de mineurs de moins de seize ans*) : p. 5004 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié** (*Interdiction pour les mineurs de participer aux formations et activités proposées par les écoles taurines*) : p. 5008 - **Article 2** (*Interdiction d'organiser des combats de coqs et des corridas en présence de mineurs de moins de seize ans*) : p. 5008

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2024) - **Article 31 (suite)** (*Stabilisation en valeur au titre de 2025 des fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectées aux collectivités locales*) : p. 6763 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1383 et n° I-1131 rectifié bis** (*Suppression de la taxe spéciale d'équipement locale qui doit permettre de financer une partie de la nouvelle ligne à grande vitesse Bordeaux Toulouse (grand projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO))*) : p. 6822

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales (suite)

- (4 décembre 2024) - **Article 61** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF)*) : p. 7552

GRÉAUME (Michelle)
sénatrice (Nord)
CRCE-K

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 27 février 2024 ; puis membre titulaire le 28 février 2024.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024 ; puis vice-présidente le 12 novembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel le 11 avril 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'évolution du droit de réquisition de biens immobiliers en zone tendue [n° 238 (2023-2024)] (11 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à maintenir un service public de transports en commun de qualité par le maintien de monopoles publics en Île-de-France [n° 256 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société - Transports**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières [n° 262 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à instituer une trêve olympique des expulsions locatives des occupants de bonne foi sans solution de relogement [n° 331 (2023-2024)] (12 février 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à reconnaître l'État palestinien et à agir pour un cessez-le-feu effectif et durable dans l'attente de négociations [n° 379 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 212 (2023-2024)] autorisant la ratification du traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République du Kazakhstan [n° 450 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à lutter contre les pénuries de médicaments en France [n° 684 (2023-2024)] (11 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser le statut de Gouvernement démissionnaire [n° 742 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à la création du service public de l'énergie Groupe Énergie de France (GEDF) en nationalisant TotalEnergies et Engie au côté d'EDF [n° 750 (2023-2024)] (2 septembre 2024) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics [n° 760 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi portant sur la responsabilité des donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants, des emplois et des territoires [n° 125 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - **Défense : Préparation et emploi des forces [n° 146 tome 6 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - Budget - Défense - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants [n° 165 (2024-2025)] (27 novembre 2024) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] (17 décembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Nouvelle posture stratégique du Japon dans l'Indopacifique, quelles implications pour la France ? » - Audition de Mme Céline Pajon, chercheuse, responsable des activités Japon et coordinatrice du Programme Océanie Centre Asie-Indopacifique de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Danger de la prolifération des armes de petit calibre - Audition de M. Léo Jarry, enquêteur principal à l'ONG Conflict Armament Research.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La Corne de l'Afrique - Audition de Mme Sonia Le Gouriellec, chercheuse, docteure en science politique et maîtresse de conférences à l'Université catholique de Lille.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition de M. Charles Fries, secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Dégradation du contexte géopolitique - Audition de M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume du Cambodge - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à l'accord économique et commercial global UE-Canada - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 mars 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Première partie de session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) du 22 au 26 janvier 2024 - Communication.

Justice et affaires intérieures - Réunion du groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol des 17 et 18 février 2024 à Gand (Belgique) - Communication.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République du Kazakhstan - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'accord économique et global UE-Canada - Examen des amendements de séance.

Proposition de loi relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de résolution européenne, déposée en application de l'article 73 quinquies du Règlement et adoptée par la commission des affaires européennes, visant à permettre le financement par la Facilité européenne pour la paix d'une mesure d'assistance au profit de l'Arménie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à l'apprentissage transfrontalier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Quelles perspectives et quels défis pour les États-Unis en cette année d'élections ? - Audition de Mme Alexandra de Hoop Scheffer, politologue, senior vice-présidente pour les questions géopolitiques au German Marshall Fund of the United States et M. Lauric Henneton, maître de conférences à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Le Sénégal : une rupture politique majeure ? » - Audition de Mme Caroline Roussy, directrice de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du mardi 15 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des armées et des anciens combattants, sur le projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle posture stratégique du Japon dans l'Indopacifique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Nicolas Vaujour, chef d'état-major de la marine (à huis clos).

Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Audition du général Jérôme Bellanger, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre (à huis clos).

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Audiovisuel public » - Programmes 375 (France Médias Monde), 377 (TV5 Monde) et 383 (programme de transformation) - Examen du rapport pour avis.

Audition de Madame Anne-Marie Descôtes, secrétaire générale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'établissement du programme pour l'industrie européenne de la défense et d'un cadre de mesures visant à assurer

la disponibilité et la fourniture en temps utile des produits de défense - Examen de la proposition de résolution européenne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Article 5 bis** (*Création d'un agrément d'intérêt collectif pour les syndicats de copropriété*) : p. 1141

- **Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française [n° 365 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Article 1er** (*Orientation d'une partie des encours du livret A et du livret de développement durable et solidaire vers les entreprises de l'industrie de défense française*) : p. 1332 p. 1333 p. 1334

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Article 1er** (*Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part*) : p. 2019

- **Proposition de loi relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 [n° 449 (2023-2024)]** - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2103

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels** - *Commission mixte paritaire [n° 467 (2023-2024)]* - (3 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2400

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Cambodge [n° 393 (2023-2024)]** - (3 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2408

- **Question orale sans débat relative à l'augmentation des tarifs des mutuelles santé** - (9 avril 2024) : p. 2459

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation à Gaza** - (10 avril 2024) : p. 2608

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 8 (priorité)** (*Rehaussement des seuils de notification des concentrations d'entreprises auprès de l'Autorité de la concurrence*) : p. 3621 - **Article 25 (priorité)** (*Simplification du régime d'aménagement commercial pour moderniser et rationaliser les espaces commerciaux*) : p. 3657 - **Article 2 (supprimé)** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour simplifier les démarches déclaratives des entreprises*) : p. 3684

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 62 (2024-2025)]** - (29 octobre 2024) - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendement n° 31** (*Prévoir un délai de deux mois pour la réalisation des expertises diligentées par les assureurs dans le cadre du régime Canat*) : p. 4553 - **Article additionnel après l'article 5 bis** - **Amendements n° 38 rectifié, n° 26 rectifié et n° 4 rectifié ter** (*Prise en charge des frais de contre-expertise par l'assureur*) : p. 4557 p. 4558

- **Question orale sans débat relative au traitement des déchets de l'amiante** - (5 novembre 2024) : p. 4663

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux suppressions d'emplois chez Auchan** - (6 novembre 2024) : p. 4768 p. 4769

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 5 quater** - **Amendement n° 933 rectifié** (*Énumération limitative des ressources de l'assurance maladie*) : p. 5163 - **Article 6 (suite)** (*Réforme des allègements généraux de cotisations patronales*) : p. 5185

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le thème « Quel tourisme en montagne demain ? »** - (28 février 2024) : p. 1199

- **Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française [n° 365 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1317 - **Article 1er** (*Orientation d'une partie des encours du livret A et du livret de développement durable et solidaire vers les entreprises de l'industrie de défense française*) : p. 1328 p. 1329 p. 1331 p. 1333 p. 1334 - **Article additionnel après l'article 1er bis** - **Amendement n° 5 rectifié** (*Participation de la commande publique au soutien à la souveraineté nationale*) : p. 1334 - **Article additionnel après l'article 1er bis** - **Amendement n° 17** (*Demande de rapport sur l'accès des entreprises de la base industrielle et technologique de défense (BITD) aux financements européens*) : p. 1335 - **Article 2** (*Rapport d'évaluation*) : p. 1336 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 1337 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1339

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la directive européenne sur le reporting extra-financier** - (6 mars 2024) : p. 1387 p. 1388

GRÉGOIRE (Olivia)
ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des entreprises, du tourisme et de la consommation
(du 9 février 2024 au 21 septembre 2024)
ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et du tourisme
(jusqu'au 9 janvier 2024)

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la couverture téléphonique des territoires** - (13 mars 2024) : p. 1683 p. 1684

- **Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises »** [n° 421 (2023-2024)] - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1890 p. 1897 p. 1898 - **Article 1er** (Création d'un Conseil chargé de la simplification des normes pour les entreprises et de la réalisation des « tests PME ») : p. 1900 p. 1901 p. 1902 - **Article 1er bis (nouveau)** (Création d'un Conseil chargé de la simplification des normes pour les entreprises et de la réalisation des « tests PME ») : p. 1903 p. 1904 - **Article 1er ter (nouveau)** (Création d'un Conseil chargé de la simplification des normes pour les entreprises et de la réalisation des « tests PME ») : p. 1905 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 1905

- **Question orale sans débat relative à la stratégie industrielle française de production d'acier décarboné en panne faute de filière d'hydrogène vert** - (9 avril 2024) : p. 2435

- **Question orale sans débat relative à la mutualisation entre opérateurs des antennes-relais de téléphonie** - (9 avril 2024) : p. 2436

- **Question orale sans débat relative au guichet unique** - (9 avril 2024) : p. 2437

- **Question orale sans débat relative à la situation des salariés de la grande distribution** - (9 avril 2024) : p. 2438

- **Question orale sans débat relative à l'avenir du projet Ecocombust** - (9 avril 2024) : p. 2438

- **Question orale sans débat relative aux difficultés de recouvrement des impayés par les distributeurs d'eau** - (9 avril 2024) : p. 2439

- **Projet de loi de simplification de la vie économique** [n° 635 (2023-2024)] - (3 juin 2024) - **Demande de priorité** : p. 3481

- **Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France** - *Commission mixte paritaire* [n° 632 (2023-2024)] - (3 juin 2024) - **Examen des conclusions d'une commission mixte paritaire** : p. 3482 - **Article 12** (Calcul des indemnités de licenciement des preneurs de risques) : p. 3494 - **Article 13** (Application des dispositions de la proposition de loi dans les collectivités d'outre-mer) : p. 3495 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3496 p. 3498

- **Projet de loi de simplification de la vie économique** [n° 635 (2023-2024)] - (3 juin 2024) - **Discussion générale** : p. 3525 p. 3530 - **Article 4 (priorité)** (Harmonisation du profil d'acheteur pour la passation de contrats publics) : p. 3538 p. 3539 p. 3540 p. 3541 p. 3542 p. 3543 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendement n° 230** (Pas de mise en concurrence ni publicité pour les marchés de travaux inférieurs à 100 000 euros) : p. 3544 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendements n° 12 rectifié bis et n° 253 rectifié** (Réhausser les seuils de mise en concurrence et de publicité des achats innovants) : p. 3545 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendements n° 48 rectifié, n° 353 rectifié, n° 393 rectifié et n° 550** (Inclure les biens issus du recyclage et du réemploi dans la catégorie « achats innovants ») : p. 3547 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendement n° 309** (Exclure des passations de marchés publics les entreprises n'ayant pas déposé leurs comptes annuels) : p. 3548 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendements n° 368 rectifié bis, n° 427 rectifié bis, n° 464 rectifié et n° 593 rectifié** (Faciliter le recours aux variantes techniques et environnementales) : p. 3549 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendements n° 233 et n° 232** (Ouverture de l'ensemble des marchés publics et des contrats de concession au dispositif de partenariat public-privé institutionnalisé) : p. 3550 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendements n° 366 rectifié bis, n° 423 rectifié bis et n° 465 rectifié** (Encadrer le délai entre l'attribution et la notification du marché par l'acheteur) : p. 3551 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendements n° 231 et n° 234** (Dérogação au paiement direct des sous-traitants pour

certaines marchés de travaux) : p. 3552 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendements n° 47 rectifié bis, n° 57 rectifié et n° 178 rectifié** (Inscrire dans la loi de programmation de la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement la prise en compte de la labellisation sectorielle RSE par les acheteurs publics) : p. 3554 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendement n° 553** (Appliquer les obligations d'achats issus du réemploi de l'article 58 de la loi AGEC aux entités adjudicatrices) : p. 3555 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendement n° 298** (Inclure des critères de proximité dans la commande publique) : p. 3555

- **Suite de la discussion** (4 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendement n° 554** (Instaurer une part « d'économie de la fonctionnalité » en substitution aux achats publics des entités adjudicatrices) : p. 3600 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendements n° 74 rectifié ter, n° 67 rectifié ter et n° 66 rectifié ter** (Expérimentation d'un « small business act » outre-mer) : p. 3602 - **Article 5 (supprimé) (priorité)** (Unification du contenu de la commande publique) : p. 3605 p. 3606 - **Article additionnel après l'article 5 (priorité)** - **Amendement n° 340** (Autoriser les procédures de négociation pour les produits d'assurance) : p. 3606 - **Article 6 (priorité)** (Faciliter les processus de vente de fonds de commerce et de cessions d'entreprises en réduisant le délai d'information préalable des salariés) : p. 3608 p. 3611 p. 3612 p. 3613 p. 3614 p. 3615 - **Article additionnel après l'article 6 (priorité)** - **Amendement n° 164 rectifié** (Information des associés sur la possibilité d'insertion d'une clause de prolongation tacite de la durée de vie de la société dans les statuts) : p. 3616 - **Article additionnel après l'article 6 (priorité)** - **Amendement n° 6** (Suppression des obligations liées aux seuils d'effectifs salariés) : p. 3617 - **Article additionnel après l'article 6 (priorité)** - **Amendement n° 354** (Création d'un fonds de soutien à la reprise d'entreprises par les salariés) : p. 3617 - **Article 7 (supprimé) (priorité)** (Simplifier la présentation des bulletins de paie) : p. 3618 p. 3619 p. 3620 - **Article additionnel après l'article 7 (priorité)** - **Amendement n° 452 rectifié bis** (Demande de rapport sur les pistes de simplification du bulletin de paie) : p. 3620 - **Article 8 (priorité)** (Rehaussement des seuils de notification des concentrations d'entreprises auprès de l'Autorité de la concurrence) : p. 3621 p. 3622 p. 3623 - **Article additionnel après l'article 8** - **Amendement n° 13 rectifié** (Délai de cinq ans pour se conformer à un franchissement de seuil en matière d'obligation comptable) : p. 3624 - **Article additionnel après l'article 8** - **Amendement n° 75** (Résiliation anticipée dérogatoire pour les contrats de sous-traitance lorsque le sous-traitant est placé en redressement judiciaire) : p. 3625 - **Article additionnel après l'article 8** - **Amendement n° 286 rectifié** (Suppression de la solidarité fiscale entre vendeur et acquéreur d'une entreprise) : p. 3626 - **Article additionnel après l'article 8** - **Amendements n° 246 rectifié et n° 247 rectifié** (Dérogação aux règles du PLU pour agrandissement de PME (limite de 30% et de 50%)) : p. 3627 - **Article additionnel après l'article 8** - **Amendement n° 450 rectifié** (Modification des seuils d'effectifs d'entreprise) : p. 3628 - **Article 9 (priorité)** (Facilitation du recours à la médiation pour le règlement de litiges avec l'administration) : p. 3630 p. 3631 p. 3632 - **Article 10 (priorité)** (Modification de dispositions pénales applicables aux chefs d'entreprise) : p. 3634 p. 3635 p. 3636 - **Article 11 (supprimé) (priorité)** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par voie d'ordonnance pour réformer le droit des contrats spéciaux) : p. 3637 - **Article 12 (priorité)** (Magistrats honoraires et juges des référés) : p. 3638 p. 3639 p. 3640 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité)** - **Amendement n° 327 rectifié** (Avis conforme du Conseil supérieur des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel - CSTACAA - sur les nominations de magistrats honoraires) : p. 3640 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité)** - **Amendement n° 328** (Possibilité de désigner des premiers vice-présidents au sein des juridictions administratives comptant entre 5 et 8 chambres) : p. 3640 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité)** - **Amendement n° 39 rectifié ter** (Durée d'existence d'une association pour contester une autorisation d'urbanisme allongée à deux ans) : p. 3641 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité)** - **Amendement n° 277**

rectifié ter (Précision sur la nature des comportements abusifs en matière de recours) : p. 3641 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité) - Amendement n° 225 rectifié** (Unification du contentieux des refus d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés) : p. 3642 - **Article additionnel après l'article 12 (priorité) - Amendement n° 169 rectifié** (Radiation des mentions relatives à un plan de sauvegarde sur le registre du commerce et des sociétés après un an) : p. 3642 - **Article 13 (priorité)** (Aligner les droits des très petites entreprises sur ceux des particuliers en matière bancaire) : p. 3644 p. 3645 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 311** (Plafonnement de frais d'incidents bancaires pour les personnes physiques agissant pour des besoins professionnels) : p. 3646 - **Article 14 (priorité)** (Simplifier et faciliter les relations avec les prestataires de services d'assurance) : p. 3647 p. 3648 p. 3649 p. 3650 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 316 rectifié** (Possibilité pour l'assuré de résilier à tout moment un contrat d'assurance affinitaire) : p. 3651 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 35 rectifié ter** (Inversion de la charge de la preuve entre assureur et assuré lorsqu'il s'agit de démontrer qu'un sinistre a été causé par un fait autre qu'une guerre étrangère) : p. 3651 p. 3651 - **Article 24 (priorité)** (Mensualisation du versement des loyers commerciaux et encadrement du montant de la garantie) : p. 3652 p. 3653 p. 3655 p. 3656 - **Article additionnel après l'article 24 (priorité) - Amendement n° 497** (Encadrement de la possibilité d'octroi de délais de paiement et de la suspension de la clause résolutoire) : p. 3657 - **Article 25 (priorité)** (Simplification du régime d'aménagement commercial pour moderniser et rationaliser les espaces commerciaux) : p. 3658 p. 3659 p. 3660 - **Article additionnel après l'article 25 (priorité) - Amendement n° 499** (Extension du périmètre des secteurs d'intervention des opérations de revitalisation de territoire et facilitation du transfert d'autorisations d'exploitation commerciale) : p. 3661 - **Article additionnel après l'article 25 (priorité) - Amendement n° 500** (Modification et prolongation de trois ans de l'expérimentation en matière d'aménagement commercial prévue à l'article 97 de la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à

la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite loi « 3DS ») : p. 3662 - **Article 26 (priorité)** (Faciliter les travaux dans certains établissements recevant du public (ERP)) : p. 3663 - **Article additionnel après l'article 26 (priorité) - Amendement n° 94 rectifié ter** (Simplification de la procédure de contrôle, par la commission de sécurité, des constructions ou travaux d'aménagement des établissements recevant du public) : p. 3664 - **Article 27 (priorité)** (Évaluation des conséquences des projets de loi pour les petites et moyennes entreprises (PME)) : p. 3665 p. 3666 p. 3668 p. 3669 p. 3670 p. 3671 p. 3672 - **Article additionnel après l'article 27 (priorité) - Amendement n° 139 rectifié** (Rendre conformes les avis rendus par le Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique) : p. 3673 - **Article additionnel après l'article 27 (priorité) - Amendement n° 442 rectifié bis** (Évaluation par le Gouvernement de l'impact sur les entreprises de l'ordonnance du 6 décembre 2023 visant à transposer la directive dite « CSRD ») : p. 3673 - **Article 28 (priorité)** (Constitutionnalité d'une procédure de saisie-vente) : p. 3674 - **Article additionnel après l'article 28 (priorité) - Amendements n° 267, n° 269 et n° 268** (Assouplissement de la procédure de saisie des rémunérations) : p. 3675 - **Article additionnel après l'article 28 (priorité) - Amendements n° 16 rectifié ter, n° 211 rectifié quinquies et n° 487 rectifié** (Généralisation de l'expérimentation permettant aux collectivités territoriales de faire appel à des prestataires extérieurs pour leurs opérations de recensement de la population) : p. 3677

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'implication du pouvoir exécutif dans la campagne des élections européennes (II)** - (5 juin 2024) : p. 3742

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conclusions du rapport relatif à la décentralisation remis au Président de la République** - (5 juin 2024) : p. 3744

GREMILLET (Daniel)
sénateur (Vosges)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Membre de la commission d'enquête portant sur la production, la consommation et le prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050 le 17 janvier 2024 ; puis vice-président le 19 janvier 2024.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés le 21 novembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire de la commission d'examen des pratiques commerciales.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Vosges.

Membre de la mission d'information sur « l'impact des décisions réglementaires et budgétaires de l'État sur l'équilibre financier des collectivités locales ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports**.

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les végétaux obtenus au moyen de certaines nouvelles techniques génomiques et les denrées alimentaires et aliments pour animaux qui en sont dérivés, et modifiant le règlement (UE) 2017/625 - COM(2023) 411 final [n° 452 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les végétaux obtenus au moyen de certaines nouvelles techniques génomiques et les denrées alimentaires et aliments pour animaux qui en sont dérivés, et modifiant le règlement (UE) 2017/625 - COM(2023) 411 final [n° 452 (2023-2024)] - sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les végétaux obtenus au moyen de certaines nouvelles techniques génomiques et les denrées alimentaires et aliments pour animaux qui en sont dérivés [n° 453 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (UE) 2021/2115 et (UE) 2021/2116 en ce qui concerne les normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales, les programmes pour le climat, l'environnement et le bien-être animal, la modification des plans stratégiques relevant de la PAC, le réexamen des plans stratégiques relevant de la PAC et les exemptions des contrôles et des sanctions - COM(2024) 139 final [n° 524 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 524 (2023-2024)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (UE) 2021/2115 et (UE) 2021/2116 en ce qui concerne les normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales, les programmes pour le climat, l'environnement et le bien-être animal, la modification des plans stratégiques relevant de la PAC, le réexamen des plans stratégiques relevant de la PAC et les exemptions des contrôles et des sanctions - COM(2024) 139 final [n° 532 (2023-2024)] (11 avril 2024) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Suivi des lois Égalim [n° 156 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Écologie, développement et mobilité durables (Énergie) [n° 145 tome 2 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'avenir de la politique agricole commune [n° 196 (2024-2025)] (9 décembre 2024) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 196 (2024-2025)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'avenir de la politique agricole commune [n° 214 (2024-2025)] (17 décembre 2024) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Réunion du jeudi 18 janvier 2024 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances et fiscalité - Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur.

(*CE Électricité*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 30 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Projet de loi modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des rapports pour avis et des amendements déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*CE Électricité*) : Écosystème de l'électricité - Audition de MM. Guillaume Dezobry, avocat et maître de conférences en droit public, Nicolas Meilhan, ingénieur, spécialiste de l'énergie, ancien consultant à France stratégie, Thomas Pellerin-Carlin, directeur du programme Investissements climat européens, Cleantech, à l'Institute for Climate Economics, et Jacques Percebois, professeur émérite à l'Université de Montpellier, directeur du Centre de recherche en économie et droit de l'énergie.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arnaud Gaillot, président des Jeunes Agriculteurs et Mme Véronique Marchesseau, secrétaire générale de la Confédération paysanne.

Audition de M. Sébastien Windsor, président de Chambres d'agriculture France.

Réunion du jeudi 8 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Énergie, climat, transport - Retrait de l'Union européenne du traité sur la Charte de l'énergie - Communication de Mme Amel Gacquerre, MM. Daniel Gremillet et Michaël Weber.

Politique commerciale - Prochaine conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce - Communication de MM. Alain Cadec et Didier Marie.

Questions diverses - Réunion du Conseil européen du 1er février 2024 - Communication de M. Jean-François Ropin.

(*CE Électricité*) : Le nouveau nucléaire - Audition de MM. Joël Barre, délégué interministériel au nouveau nucléaire, et Xavier Ursat, directeur exécutif en charge de la direction Ingénierie et projets nouveau nucléaire et de la direction Innovation, responsabilité d'entreprise et stratégie d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*CE Électricité*) : Réseaux et acheminement électriques - Audition de M. Nicolas Deloge, directeur de la régulation des réseaux d'électricité et de gaz naturel à la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE), Mmes Marianne Laigneau, présidente du directoire d'Enedis et Chloé Latour, directrice chargée de la stratégie industrielle chez Réseau de transport d'électricité (RTE).

Réunion du jeudi 15 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Quelle souveraineté alimentaire pour l'Union européenne ? Audition de MM. Sébastien Abis, Yves le Morvan et Thierry Pouch.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*CE Électricité*) : Coûts de production de l'électricité - Audition de Mme Valérie Faudon, déléguée générale de la Société française d'énergie nucléaire (SFEN), M. Olivier Houvenagel, directeur de l'économie du système électrique de RTE et M. David Marchal, directeur exécutif de l'expertise et des programmes à l'ADEME.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des affaires européennes*) : Environnement et développement durable - Souveraineté alimentaire européenne et mondialisation ; éthique, corruption et lanceurs d'alerte ; l'Union européenne face au changement climatique - Audition de membres de la délégation française au Comité économique et social européen (CESE).

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Cœuré, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*CE Électricité*) : Énergie hydraulique - Audition de M. Julien Français, directeur général de la Compagnie nationale du Rhône (CNR), Mmes Alix Perrin, professeur agrégée de droit à l'université Paris Dauphine-PSL, et Emmanuelle Verger-Chabot, directrice d'EDF Hydro.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Nouvelles techniques génomiques - Examen du rapport, de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique de M. Jean-Michel Arnaud, Mme Karine Daniel et M. Daniel Gremillet.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du conseil d'administration de Renault.

(*CE Électricité*) : Enjeux des flexibilités, gages de la sécurité d'approvisionnement électrique - Audition de M. Yannick Jacquemart, directeur nouvelles flexibilités chez RTE, Mme Catherine Rivière, directrice générale adjointe, MM. Benjamin Herzhaft, directeur du Centre de résultats systèmes énergétiques, de l'IFP Énergies nouvelles (IFPEN), et Stéphane Sarrade, directeur des programmes énergie au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Marianne Laigneau, présidente du directoire d'Enedis.

Réunion du mardi 9 avril 2024 (*CE Électricité*) : Point de vue des personnels d'EDF - Audition de MM. José Fernandes, délégué syndical central pour la FNME-CGT, Alexandre Grillat, secrétaire national affaires publiques et européennes à la CFE-CGC Énergies, Mme Amélie Henri, déléguée syndicale centrale à EDF SA, MM. Paul Guglielmi, délégué syndical central et délégué fédéral FNEM-FO, et Julien Laplace, délégué syndical central CFDT.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

(*CE Électricité*) : Audition de M. Luc Rémont, président-directeur général du groupe EDF.

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réouverture de la politique agricole commune (PAC) - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique des membres du groupe de suivi de la PAC.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faciliter la transformation des bureaux en logements - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bureaux en logements - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arthur Mensch, cofondateur de l'entreprise Mistral AI.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Audition de M. Marc Fesneau, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*commission des affaires européennes*) : Environnement et développement durable - Protection des sols - Examen de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*CE Électricité*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mardi 2 juillet 2024 (*CE Électricité*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Luc Chatel, président de la Plateforme automobile (PFA).

Réunion du mardi 15 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, candidat

proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de l'Institut national de recherche sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae).

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Politiques publiques de contrôle du traitement des eaux minérales naturelles et de source - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Marciano, directeur général de Duralex.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général de La Poste.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Valérie Létard, ministre du logement et de la rénovation urbaine.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mmes Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques et Olga Givernet, ministre déléguée chargée de l'énergie.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 novembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Sophie Primas, ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

Réunion du mardi 19 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 60) et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie », « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » et « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » et « Sécurité nucléaire et radioprotection » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Affaires maritimes, pêche et aquaculture » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi des lois dites Égalim - Examen du rapport et vote sur les propositions.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*CE Eaux en bouteille*) : Réunion constitutive.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Avenir du marché intérieur - Audition de M. Enrico Letta.

Réunion du mardi 10 décembre 2024 (*CE Eaux en bouteille*) : Audition de M. Sylvain Barone, membre de l'unité mixte de recherches Gestion de l'eau, acteurs, usages de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae).

Audition de MM. Christophe Poinsot, directeur général délégué et directeur scientifique, et Alain Dupuy, directeur du programme « Eaux souterraines et changement global », du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Avenir de la politique agricole commune - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Communication en vue de la sollicitation de l'avis de l'Autorité de la concurrence sur le fonctionnement du marché français de l'agroéquipement.

Programme « Territoires d'industrie » - Examen du rapport d'information et vote sur les propositions des rapporteurs.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif à la réforme du marché de l'électricité** - (16 janvier 2024) : p. 40

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Article 1er** (*Création de la future autorité de contrôle en sûreté nucléaire et en radioprotection fusionnant les compétences de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)*) : p. 773 p. 775 - **Article 2** (*Déontologie, indépendance et transparence*) : p. 792 - **Article 6** (*Statut des personnels de la future autorité, instances et règles du dialogue social et harmonisation des indemnités accessoires et remboursements de frais de toute nature*) : p. 803 - **Article 12** (*Modification du positionnement du haut-commissaire à l'énergie atomique*) : p. 809 - **Article 13** (*Soumission de la recherche de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR) à l'évaluation du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) et coordination*) : p. 811

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 302 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Article 3 (nouveau)** (*Entrée en vigueur de l'intégration du haut-commissaire à l'énergie atomique (HCEA) parmi les désignations relevant de la procédure prévue au cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution*) : p. 817

- **Débat relatif à l'avenir de notre modèle agricole** - (13 février 2024) : p. 855 p. 856

- **Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 423 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** (*Fixation d'un objectif de réforme du régime de retraite de base des non-salariés agricoles d'ici à 2030*) : p. 1875 p. 1876

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Article 1er** (*Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part*) : p. 2019

- **Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bureaux en logements [n° 598 (2023-2024)]** - (22 mai 2024) - **Article 1er** (*Possibilité d'autoriser la transformation de bureaux en habitations dans les zones où le document d'urbanisme s'y oppose*) : p. 3155 - **Article 2** (*Assujettissement des opérations de transformation de bureaux en logements à la taxe d'aménagement*) : p. 3163 p. 3164 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 30** (*Extension de 2 à 5 ans de l'exonération de TFPB pour les maisons issues de la conversion d'un bâtiment agricole, jusqu'en 2031*) : p. 3166

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 25 (priorité)** (*Simplification du régime d'aménagement commercial pour moderniser et rationaliser les espaces commerciaux*) : p. 3659 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 43 rectifié, n° 117 rectifié ter, n° 185 rectifié, n° 197 rectifié bis, n° 258 rectifié quater, n° 265 rectifié quater, n° 438 rectifié quinquies, n° 518 rectifié, n° 535 rectifié quater et n° 586 rectifié bis** (*Simplification des formalités déclaratives pour le bénéfice du taux réduit de TVA à 10 % applicable aux travaux réalisés dans des locaux d'habitation achevés depuis plus de deux ans*) : p. 3688 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 41 rectifié, n° 184, n° 196 rectifié ter, n° 255 rectifié quater, n° 516 rectifié et n° 585 rectifié bis** (*Suppression des attestations de conformité à la réglementation au dépôt du permis de construire*) : p. 3696

- **Débat sur le thème « Crise agricole »** - (8 octobre 2024) : p. 3905 p. 3906

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4124 - **Article 3** (*Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie*) : p. 4150 p. 4151 p. 4158 - **Article 4** (*Renforcement des flexibilités parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie*) : p. 4162

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2024) - **Article 13** (*Actualisation du contenu de la prochaine programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE)*) : p. 4214 - **Article 21** (*Expérimentation du passage du régime des concessions vers celui des autorisations pour les concessions hydroélectriques échues*) : p. 4234 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 116** (*Consolidation du mécanisme d'ajustement appliqué par le gestionnaire du réseau public de transport d'électricité pour les projets d'énergies renouvelables*) : p. 4235 - **Article 24** (*Renforcement de la protection des consommateurs d'électricité dont la définition des offres, l'indexation des prix, ainsi que la composition de l'information précontractuelle et du comparateur d'offres du Médiateur national de l'énergie (MNE)*) : p. 4244 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4247

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 62 (2024-2025)]** - (29 octobre 2024) - **Article 2** (*Suppression de l'application multiple de la franchise d'assurance en cas de répétition d'un même aléa naturel*) : p. 4537 - **Article 3** (*Présomption de refus d'assurance pour motif d'exposition aux catastrophes naturelles dans les zones les plus à risque*) : p. 4539

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 4 (suite)** (*Mise en place d'un partage avec les consommateurs des revenus du nucléaire historique*) : p. 6024 p. 6025 p. 6026 p. 6027 - **Article 5** (*Ajustements de la fiscalité applicable aux installations nucléaires de base*) : p. 6039 p. 6041 - **Article 7** (*Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations*) : p. 6056 p. 6057 p. 6062 p. 6066 p. 6072 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-766 rectifié bis et n° I-1952 rectifié ter** (*Prévoir un tarif réduit d'accise appliqué au biofioul*) : p. 6077 p. 6078 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-1349** (*Suppression des tarifs réduits d'accise pour les biocarburants de première génération*) : p. 6087 p. 6088

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-116 rectifié bis, n° I-153 rectifié bis, n° I-1225, n° I-1244 rectifié bis, n° I-1286 rectifié bis, n° I-1915 rectifié bis, n° 309 rectifié bis, n° 375 rectifié, n° 851 rectifié bis, n° I-1041 rectifié bis, n° I-1416 rectifié, n° I-1710 rectifié et n° I-2021 rectifié bis** (*Remplacement de l'attestation par une mention sur la facture pour l'application de la TVA sur les travaux de rénovation bénéficiant du taux réduit de 5,5 % ou 10 %*) : p. 6273

GROSPERRIN (Jacques)

*sénateur (Doubs)
Les Républicains*

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Membre titulaire du comité de massif du massif du Jura le 19 février 2024.

Secrétaire de la mission d'information sur le thème : « le bâti scolaire à l'épreuve de la transition écologique ».

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à modifier le fait générateur de la perception de la taxe d'aménagement par les collectivités territoriales [n° 268 (2023-2024)] (22 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'abstention électorale en autorisant la détention, par les électeurs mandataires, de deux procurations de vote établies en France [n° 657 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Enseignement scolaire [n° 149 tome 3 fasc. 1 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de MM. Michel Cadot, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques 2024, président de l'Agence nationale du sport (ANS) et Nicolas Ferrand, directeur général exécutif de la société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo).

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de MM. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement chargé de France 2030, Antoine Petit, président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et Didier Samuel, président-directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Marie-George Buffet et de M. Stéphane Diagona, co-présidents du Comité national pour renforcer l'éthique et la vie démocratique dans le sport.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Paul de Sinety, délégué général à la langue française et aux langues de France.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Philippe Jost, président de l'établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : La question de l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Audition de M. Guillaume Gellé, président de France Universités, et Mme Isabelle de Mecquenem, professeure agrégée de philosophie et membre du Conseil des sages de la laïcité et des valeurs de la République.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Philippe Delorme, secrétaire général de l'enseignement catholique.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière agricole et de renouvellement des générations en agriculture - Articles relatifs à l'enseignement agricole - Audition de MM. Laurent Buisson, directeur général de l'Institut national des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech), Michel Dantin, président du Conseil national de l'enseignement agricole privé, et Roland Grimault, directeur de l'Union nationale des maisons familiales et rurales.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Régine Hatchondo, présidente du Centre national du livre.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Mme Anne Genetet, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Jean-Philippe Thiellay, président du Centre national de la musique.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs à l'Enseignement scolaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de M. Luis Vassy, directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris.

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Martin Ajdari, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien [n° 251 (2023-2024)]** - (23 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 227 p. 228

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 474

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les coupes budgétaires pour l'éducation nationale** - (28 février 2024) : p. 1199 p. 1200

- **Débat relatif à l'équité et à la transparence de Parcoursup à la frontière du lycée et de l'enseignement supérieur** - (6 mars 2024) : p. 1397 p. 1398 p. 1403 p. 1404

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la défense de la laïcité à l'école** - (13 mars 2024) : p. 1674

- **Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 423 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1858

- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2492 - **Article 4 (nouveau) (Exercice du droit de grève à compter du début de l'une des prises de service et jusqu'à son terme)** : p. 2502

- **Débat relatif à la fermeture des classes et la mise en place de la carte scolaire dans les départements** - (9 avril 2024) : p. 2510 p. 2513 p. 2514 p. 2520

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la sécurité de la maison d'arrêt de la Santé** - (29 mai 2024) : p. 3360

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au fonds de soutien au développement des activités périscolaires** - (29 mai 2024) : p. 3363

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3864

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les perspectives pour les soignants dans un contexte de maîtrise des finances publiques** - (16 octobre 2024) : p. 4198

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la transition énergétique et l'abandon du projet de conversion de la centrale de Cordemais** - (16 octobre 2024) : p. 4200

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la directive « Retour »** - (30 octobre 2024) : p. 4591

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'agression d'un militaire à Besançon** - (13 novembre 2024) : p. 4889

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au nouveau coup porté aux collectivités territoriales dans le cadre du**

projet de loi de finances pour 2025 - (20 novembre 2024) : p. 5233

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la protection des élus locaux face aux violences** - (20 novembre 2024) : p. 5236

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la proposition de loi du groupe LFI visant à abroger le délit d'apologie du terrorisme du code pénal** - (27 novembre 2024) : p. 6186

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (2 décembre 2024) : p. 7080

Enseignement scolaire (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7123 p. 7128

- **Question orale sans débat relative aux violences sexistes ou sexuelles commises dans le cadre d'événements d'intégration** - (3 décembre 2024) : p. 7267 p. 7268

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) : p. 7508

GROVALET (Philippe)
sénateur (Loire-Atlantique)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre de la commission d'enquête sur « les moyens mobilisés et mobilisables par l'État pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France » ; puis vice-président le 17 janvier 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 355 (2023-2024)] (22 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces [n° 628 (2023-2024)] (22 mai 2024) - **PME, commerce et artisanat - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'usurpation d'identité et de domicile lors de la souscription de nouveaux contrats de fourniture de gaz, d'électricité, de contenus numériques, de services numériques ou de services de communications électroniques [n° 748 (2023-2024)] (15 août 2024) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 95 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 222 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 25 janvier 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Philippe Copinschi, docteur en relations internationales, spécialiste des questions énergétiques mondiales.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alexandre Saubot, président de France Industrie.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arnaud Gaillot, président des Jeunes Agriculteurs et Mme Véronique Marchesseau, secrétaire générale de la Confédération paysanne.

Réunion du jeudi 8 février 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de Mmes Oriane Wegner, cofondatrice du collectif Éclaircies et de la plateforme carbonbombs.org et Lou Welgryn, analyste au sein de Carbon4Finance, coprésidente de l'association Data For Good.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Cœuré, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du conseil d'administration de Renault.

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Guillaume Faury, directeur général d'Airbus.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Marianne Laigneau, présidente du directoire d'Enedis.

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*CE Obligations de TotalEnergies*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Politiques publiques de contrôle du traitement des eaux minérales naturelles et de source - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Marciano, directeur général de DuraLEX.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Valérie Létard, ministre du logement et de la rénovation urbaine.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mmes Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques et Olga Givernet, ministre déléguée chargée de l'énergie.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du Premier ministre, chargé des outre-mer.

Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs au logement et à la politique de la ville de la mission « Cohésion des territoires » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la formation des enseignants au maniement des extincteurs** - (18 janvier 2024) : p. 152 p. 153

- **Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune [n° 244 (2023-2024)]** - (24 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 290 - **Article 1er** (*Obligation de décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune*) : p. 293

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Question préalable** : p. 759

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 90 rectifié** (*Demande de rapport évaluant l'opportunité de réunir et codifier les dispositions relatives au statut de l'élu*) : p. 1355

- **Proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques [n° 399 (2023-2024)]** - (12 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1636 p. 1637 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1657

- **Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires [n° 415 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1981 p. 1982

- **Proposition de loi relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031**

du 4 août 2021 [n° 449 (2023-2024)] - (26 mars 2024) - Discussion générale : p. 2106

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'éolien en mer - (3 avril 2024) : p. 2387

- Question orale sans débat relative à l'avenir du projet Ecocombust - (9 avril 2024) : p. 2438 p. 2439

- Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493 (2023-2024)] - (9 avril 2024) - Article 1er (Suspension de l'exercice du droit de grève des personnels et agents concourant au fonctionnement des services publics de transport régulier de personnes pendant certaines périodes) : p. 2493 p. 2496 - Article 2 (nouveau) (Caducité automatique des préavis de grève non utilisés et définition d'une durée maximale des préavis de grève dans les services publics de transport terrestre régulier de personnes et les services librement organisés de transport ferroviaire de voyageurs) : p. 2498 - Article 3 (nouveau) (Allongement de 24 heures des délais de déclaration de participation à la grève et de rétractation) : p. 2500 - Article 4 (nouveau) (Exercice du droit de grève à compter du début de l'une des prises de service et jusqu'à son terme) : p. 2501 - Article 5 (nouveau) (Extension aux transports maritimes réguliers publics pour la desserte des îles françaises des dispositions relatives à la continuité du trafic en cas de perturbation prévisible) : p. 2503 - Article 6 (nouveau) (Prise en compte des heures de pointe dans la détermination par l'autorité organisatrice de transports du niveau minimal de service) : p. 2504 - Article 7 (nouveau) (Réquisition des personnels indispensables pour assurer le niveau minimal de service en cas de non-atteinte du niveau minimal de service durant trois jours) : p. 2506 - Explications de vote sur l'ensemble : p. 2507

- Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 501 (2023-2024)] - (11 avril 2024) - Discussion générale : p. 2686

- Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)] - (21 mai 2024) - Article 1er (Application des obligations de décence énergétique aux locations meublées de tourisme) : p. 3048 p. 3049

- Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 623 (2023-2024)] - (28 mai 2024) - Question préalable : p. 3310 - Article 1er (Interdiction des traitements médicaux de transition et chirurgies de réassignation pour les mineurs) : p. 3327 - Article 3 (Mise en place d'une stratégie nationale pour la pédopsychiatrie) : p. 3333

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation à Gaza (I) - (29 mai 2024) : p. 3351

- Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)] - (4 juin 2024) - Article 13 (priorité) (Aligner les droits des très petites entreprises sur ceux des particuliers en matière bancaire) : p. 3644 - Article 27 (priorité) (Évaluation des conséquences des projets de loi pour les petites et moyennes entreprises (PME)) : p. 3667 - Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 44 rectifié (Simplification des démarches liées à l'ouverture et à la reprise de magasins d'optiques ou d'audioprothèses) : p. 3694

- Suite de la discussion (5 juin 2024) - Article 16 (Faculté pour les acheteurs publics de déroger à l'obligation d'allotissement des marchés de travaux, de fournitures ou de services et pour leurs sous-traitants de renoncer expressément au bénéfice du paiement direct pour les projets d'éolien en mer et de création ou de modification des ouvrages des réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité) : p. 3772

- Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)] - (9 octobre 2024) - Article unique (Diminution du nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 500 habitants) : p. 3991

- Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)] - (15 octobre 2024) - Article 5 (Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4175 - Article 8 (Relèvement de 20 à 30 % et de 40 à 45 % des objectifs de réduction de la consommation d'énergie fossile ou totale d'ici 2030, figurant parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie et interdiction de la production d'électricité produite à partir de charbon d'ici 2027, introduite à l'article L. 311-5-3 du même code) : p. 4179 p. 4180

- Question d'actualité au Gouvernement sur la transition énergétique et l'abandon du projet de conversion de la centrale de Cordemais - (16 octobre 2024) : p. 4200 p. 4201

- Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)] (suite) - (16 octobre 2024) - Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 113 rectifié bis, n° 112 rectifié bis et n° 114 rectifié bis (Encadrement, entre six et douze mois, de la durée maximale d'instruction des nouvelles autorisations de projets d'énergies renouvelables situés dans des zones d'accélération des projets d'énergies renouvelables) : p. 4236 p. 4237 p. 4238

- Question orale sans débat relative au manque de transparence sur les informations fiscales fournies aux collectivités territoriales - (22 octobre 2024) : p. 4352

- Débat sur le thème : « Financement de la sécurité civile : soutenir les Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) dans leur gestion des nouveaux risques » - (13 novembre 2024) : p. 4921 p. 4922

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 596 rectifié et n° 645 (Compensation des réductions ou exonérations de cotisation par des mesures du même type) : p. 5199

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1634 rectifié (Possibilité d'interrompre provisoirement le délai pendant lequel les conditions du bail réel solidaire doivent être respectées pour bénéficier du taux réduit de TVA) : p. 6297

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-992 rectifié bis et n° I-1204 (Plafonnement du bénéfice du régime de la taxation forfaitaire au tonnage à 500 millions d'euros par redevable) : p. 6389 - Article 15 (Report de trois ans de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) : p. 6446 p. 6447

- Mise au point au sujet d'un vote - (3 décembre 2024) : p. 7296

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (3 décembre 2024) : p. 7302

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7340 p. 7342

- (4 décembre 2024) - **État B** : p. 7530

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

GRUNY (Pascale)
sénateur (Aisne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; puis vice-présidente le 24 octobre 2024.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Vice-présidente de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024 ; puis vice-présidente le 7 mai 2024.

Membre de la commission d'enquête sur la pénurie de médicaments et les choix de l'industrie pharmaceutique française.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (20 mars 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (4 avril 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 (20 novembre 2024).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) jusqu'au 10 juillet 2024.

Membre titulaire du comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse le 12 février 2024.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites le 19 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 19 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la mutualisation des infrastructures de téléphonie mobile en donnant aux maires des leviers pour rationaliser l'implantation des antennes relais [n° 354 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour la formation et le développement des compétences des proches aidants [n° 372 (2023-2024)] (29 février 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 307 (2023-2024)] visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 422 (2023-2024)] (13 mars 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance par la Nation des massacres de la rue d'Isly du 26 mars 1962 et d'Oran du 5 juillet 1962 [n° 488 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'action de l'Union européenne contre les pénuries de médicaments [n° 509 (2023-2024)] (4 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (UE) 2021/2115 et (UE) 2021/2116 en ce qui concerne les normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales, les programmes pour le climat, l'environnement et le bien-être animal, la modification des plans stratégiques relevant de la PAC, le réexamen des plans stratégiques relevant de la PAC et les exemptions des contrôles et des sanctions - COM(2024) 139 final [n° 524 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à lutter contre le recours à une mère porteuse [n° 572 (2023-2024)] (3 mai 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à encadrer le nombre de listes aux élections européennes [n° 656 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à tenir compte des opérations de renouvellement des parcs éoliens pour le versement d'une fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) aux communes disposant d'un parc installé avant le 1er janvier 2019 [n° 694 (2023-2024)] (17 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi portant diverses dispositions visant à améliorer le dialogue et les garanties des cotisants lors des contrôles URSSAF [n° 699 (2023-2024)] (19 juin 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à imposer une photographie des candidats sur les circulaires et affiches électorales lors des élections législatives [n° 733 (2023-2024)] (11 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à la création d'une réserve communale de sûreté [n° 743 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la mise en place d'un Fonds national d'aide aux collectivités territoriales pour la création et la rénovation des aires permanentes d'accueil de véhicules de loisir [n° 47 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Révision de la législation pharmaceutique proposée par la Commission européenne [n° 71 (2024-2025)] (23 octobre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société - Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la révision de la législation pharmaceutique proposée par la Commission européenne - COM(2023) 192 final et COM(2023) 193 final [n° 72 (2024-2025)] (23 octobre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)] - Exposé général [n° 138 tome 1 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)] - Examen des articles [n° 138 tome 2 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Régimes sociaux et de retraite et compte d'affectation spéciale « Pensions » [n° 147 tome 3 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à sanctionner plus sévèrement les auteurs d'incendies volontaires du patrimoine culturel et religieux [n° 161 (2024-2025)] (22 novembre 2024) - **Culture - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur l'avenir de la politique agricole commune [n° 196 (2024-2025)] (9 décembre 2024) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Rapport relatif à l'évaluation de l'efficacité des mesures de réduction ou d'exonération de cotisations ou de contributions de sécurité sociale prévue par la loi organique n° 2022-354 du 14 mars 2022 relative aux lois de financement de la sécurité sociale - Audition de Mme Laurence Eslous et M. Antoine Magnier, inspecteurs généraux des affaires sociales.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 janvier 2024 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances et fiscalité - Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur.

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé et des solidarités.

Réunion du jeudi 25 janvier 2024 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Point d'actualité sur la situation agricole : communication de M. Jean-François Rapin.

Institutions européennes - Audition de M. Ambroise Fayolle, vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI).

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail, santé - Audition de M. Nicolas Schmit, commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions sociales, travail, santé - Audition de M. Nicolas Schmit, commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Éthique et corruption - Examen du rapport, de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

Réunion du jeudi 15 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde portant sur l'accompagnement des collectivités territoriales face aux risques du numérique.

Table ronde portant sur les premières applications de l'intelligence artificielle dans l'univers des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 27 février 2024 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : La fiscalité comportementale - Audition de Mme Stéphanie Martel, directrice des affaires externes et gouvernementales, Philip Morris France, MM. Benoît Bas, directeur des affaires publiques et de la communication, Japan Tobacco International France, Vincent Zappia, responsable des affaires publiques, British American Tobacco France et Cyril Lalo, directeur des relations extérieures, Imperial Tobacco Seita.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des affaires européennes*) : Environnement et développement durable - Souveraineté alimentaire européenne et mondialisation ; éthique, corruption et lanceurs d'alerte ; l'Union européenne face au changement climatique - Audition de membres de la délégation française au Comité économique et social européen (CESE).

(*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sarah El Haïry, ministre déléguée chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles.

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles - Audition de M. Pascal Cormery, président de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA), et de Mme Christine Dechesne-Céard, directrice de la réglementation de la CCMSA.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : Gouvernance et situation financière de l'Unédic - Audition de M. Jean-Eudes Tesson, président, et Mme Patricia Ferrand, vice-présidente, de l'Unédic.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de Philippe Aghion et Anne Bouverot, co-présidents de la Commission de l'intelligence artificielle, sur les conclusions de leur rapport « IA : notre ambition pour la France ».

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : Les conditions d'accès à l'interruption volontaire de

grossesse - Audition de Mmes Sarah Durocher, présidente, et Albane Gaillot, chargée de plaider, de la Confédération nationale du Planning familial.

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Bilan de la législature européenne avec les présidents de délégations françaises des groupes politiques du Parlement européen ou leurs représentants - Réunion commune avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - LXXI^e réunion de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires de l'Union européenne (Cosac) à Bruxelles du 24 au 26 mars - Communication.

Questions sociales, travail, santé - Action de l'Union européenne contre les pénuries de médicaments - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réouverture de la politique agricole commune (PAC) - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique des membres du groupe de suivi de la PAC.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des affaires sociales*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Proposition de loi portant statut de personne morale de droit public à statut particulier à l'Académie nationale de chirurgie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*CS Simplification*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et de Mme Olivia Grégoire, ministre déléguée chargée des entreprises, du tourisme et de la consommation.

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Frédéric Valletoux, ministre délégué chargé de la santé et de la prévention.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires européennes*) : Énergie, climat, transports - « Politique européenne des transports : enjeux et défis de la prochaine mandature » - Audition de MM. Jean-Philippe Peuziat, directeur du département Affaires publiques et européennes de l'Union française des transports publics et ferroviaires (UTP), Pierre Leflaive, responsable transports de Réseau Action Climat - France, Florent Moretti, conseiller transports à la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, Denis Saada, président de la verticale Nouvelles Mobilités au sein de l'Alliance des mobilités.

Réunion du jeudi 23 mai 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation des lignes directrices du renforcement des procédures de contrôle parlementaire, issues des conclusions du rapport « Renforcer le contrôle parlementaire ».

Table ronde relative à la mission de suivi des recommandations du rapport « ANCT : se mettre au diapason des élus locaux ! ».

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*CS Simplification*) : Projet de loi de simplification de la vie économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Cancers imputables à l'activité de sapeur-pompier - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur les négociations salariales - Examen du rapport d'information.

Rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale (Ralfss) et la certification des comptes de la sécurité sociale - Audition de Mme Véronique Hamayon, présidente de la 6^e chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 19 juin 2024 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Audition de M. Florian Colas, directeur général des douanes et droits indirects (DGDDI) du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du jeudi 20 juin 2024 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Sapeurs-pompiers volontaires, reconnaissance de la spécificité de leur engagement et renforcement du dispositif européen de protection civile - Examen de l'avis politique et du rapport sur la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 26 juin 2024 (*commission des affaires européennes*) : Union économique et monétaire - Euro numérique : Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Financiarisation de l'offre de soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2023 et situation financière de la sécurité sociale - Audition de M. Pierre Pribile, directeur de la sécurité sociale.

Réunion du jeudi 3 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information relatif à l'extension du scrutin de liste et à la diminution du nombre de conseillers municipaux dans les petites communes.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : La branche accidents du travail et maladies professionnelles - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 10 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur le thème : « L'intelligence artificielle va-t-elle transformer nos villes et nos villages ? ».

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2023 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail et santé - Révision de la législation pharmaceutique de l'Union européenne - Examen du rapport d'information, de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Paul Christophe, ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, ministre de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du mardi 29 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à poursuivre l'expérimentation relative au travail à temps partagé aux fins d'employabilité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Conseil européen des

jeudi 17 et vendredi 18 octobre 2024 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du Premier ministre et du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Anne Thiebeauld, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam).

Réunion du jeudi 31 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam).

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2025 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Astrid Panosyan-Bouvet, ministre du travail et de l'emploi.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Renaud Villard, directeur général de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Communication relative à la situation financière de la sécurité sociale - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Damien Ientile, directeur de l'Urssaf Caisse nationale.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde : « Sécurité : quel avenir pour la police municipale ? ».

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 18 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Adoption du programme de travail.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à ériger la santé mentale des jeunes en grande cause nationale [n° 602 (2022-2023)]** - (17 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 110

- **Déclaration du Gouvernement** - (30 janvier 2024) : p. 376

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 476

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (31 janvier 2024) - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 154 rectifié** (*Caractère facultatif de la réforme des services autonomie à domicile*) : p. 545 - **Article 12 quater** (*Accord*

préalable de l'autorité compétente sur la prise de contrôle d'un gestionnaire d'établissement et service médico-social (ESMS)) : p. 572

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1344

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'exportation des céréales ukrainiennes** - (6 mars 2024) : p. 1386

- **Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 423 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1859 p. 1861 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** (*Fixation d'un objectif de réforme du régime de retraite de base des non-salariés agricoles d'ici à 2030*) : p. 1874

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2024** - (19 mars 2024) : p. 1923 p. 1924

- **Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière [n° 443 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2238

- **Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 493 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2486

- **Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 499 (2023-2024)]** - (10 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2627 p. 2628

- **Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 503 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 5 rectifié quinquies** (*Rétablissement de la proposition de loi déposée*) : p. 2716

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les accords entre syndicats et directions dans le secteur des transports** - (30 avril 2024) : p. 2776 p. 2777

- **Proposition de loi portant statut de personne morale de droit public à statut particulier à l'Académie nationale de chirurgie [n° 566 (2023-2024)]** - (7 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2826 p. 2829

- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 623 (2023-2024)]** - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3315 p. 3322

- **Question orale sans débat sur la réouverture de la ligne SNCF La Ferté-Milon-Fismes au trafic voyageurs** - (4 juin 2024) : p. 3588

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 6 (priorité)** (*Faciliter les processus de vente de fonds de commerce et de cessions d'entreprises en réduisant le délai d'information préalable des salariés*) : p. 3611 - **Article 7 (supprimé) (priorité)** (*Simplifier la présentation des bulletins de paie*) : p. 3619

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4386

- **Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2023 [n° 35 (2024-2025)]** - (22 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4436

- **Proposition de loi visant à poursuivre l'expérimentation relative au travail à temps partagé aux fins d'employabilité [n° 90 (2024-2025)]** - (6 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4796 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4808

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)] - (18 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5038 p. 5041

Deuxième partie :

- (18 novembre 2024) - **Article 3** (Alignement de l'effort contributif des non-salariés agricoles sur celui des travailleurs indépendants) : p. 5083 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 742 et n° 929** (Création de nouvelles cotisations à la charge des non-salariés agricoles et des travailleurs indépendants) : p. 5086 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 518 rectifié, n° 533 rectifié, n° 604 rectifié, n° 637 rectifié et n° 928** (Taux de cotisation à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRA) figé à 31,65 %) : p. 5089 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 375** (Exonération de cotisation retraite des médecins retraités exerçant en zone de désert médical) : p. 5091 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 745** (Extension des missions du comité de suivi des retraites) : p. 5092 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 650 rectifié, n° 943 rectifié et n° 826 rectifié** (Renforcement de la taxation des retraites chapeaux) : p. 5094 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 339 rectifié** (Demande de rapport sur l'application du dispositif « reste à charge zéro ») : p. 5095 - **Article 3 bis (nouveau)** (Affiliation au régime général de la sécurité sociale des agents employés par l'administration des Terres australes et antarctiques françaises) : p. 5096 - **Article 3 ter (nouveau)** (Extension du régime simplifié des professions médicales aux médecins libéraux en situation de cumul emploi-retraite et aux médecins participant aux campagnes de vaccination) : p. 5097 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendement n° 1341** (Exonération de cotisation d'assurance vieillesse pour les médecins exerçant en situation de cumul emploi-retraite) : p. 5098 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendement n° 474 rectifié** (Expérimentation visant à exonérer partiellement de cotisations les médecins en situation de cumul emploi retraite dans des déserts médicaux en outre-mer) : p. 5099

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 359 rectifié** (Alignement du taux médian de CSG sur les retraites sur le taux plein de CSG sur les retraites) : p. 5123 - **Article 5 quater (nouveau)** (Rapport sur la réforme de l'assiette des cotisations sociales des travailleurs indépendants) : p. 5160

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 586 rectifié** (Expérimentation permettant aux chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole d'opter pour que leurs cotisations soient calculées à titre provisionnel sur la base d'une assiette fixée forfaitairement) : p. 5250 - **Article 7 bis (nouveau)** (Suppression du critère fiscal d'assujettissement à la CSG et à la CRDS et précision de l'obligation incombant aux bénéficiaires de pensions de vieillesse résidant à l'étranger de justifier annuellement de leur existence par la production d'un certificat de vie délivré par le consulat français) : p. 5307 p. 5308 p. 5309 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 416 rectifié bis** (Limitation des modes de preuve de vie des retraités percevant des pensions de retraite à l'étranger) : p. 5309 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 442 rectifié bis, n° 785 rectifié ter, n° 907 rectifié, n° 1040 rectifié bis, n° 1202 rectifié bis et n° 1270 rectifié bis** (Ajustement de l'exclusion par la LFSS 2024 des salariés mis à disposition des entreprises par les groupements d'employeurs du calcul des effectifs de ces entreprises utilisatrices) : p. 5312

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 859 rectifié** (Modification de la procédure de recouvrement de cotisations pour travail illégal) : p. 5451 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 863 rectifié** (Suspension de la procédure de recouvrement de cotisations au stade de la contestation de la mise en demeure) : p. 5451 p. 5452 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement**

n° 860 rectifié (Mention sur l'avertissement ou la mise en demeure de la faculté de se faire assister d'un conseil sous peine de nullité) : p. 5452 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 858 rectifié** (Limitation à 3 mois de la durée de suspension du délai de prescription des cotisations dans le cadre d'un contrôle) : p. 5452 p. 5453 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 861 rectifié** (Mention, parmi les éléments obligatoires dans une contrainte, de l'information que le cotisant a la faculté de se faire assister du conseil de son choix) : p. 5453 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 862 rectifié** (Extension de la transmission des procès-verbaux constatant un travail dissimulé à la personne concernée avant même une décision de poursuite ou d'enquête par le Procureur de la République) : p. 5454 - **Article 8 (précédemment réservé)** (Transferts financiers au sein des administrations de sécurité sociale et avec le budget de l'État (« article tuyau »)) : p. 5464 - **Article 11** (Tableaux d'équilibre 2025 et Fonds de solidarité vieillesse (FSV)) : p. 5466

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2024) - **Article 22** (Réforme du mode de calcul de la pension de retraite de base des non-salariés agricoles) : p. 5665 p. 5666 p. 5668 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 1171 rectifié** (Demande de rapport renseignant les conséquences d'une affiliation à un régime de retraite par capitalisation à la place d'une affiliation à un régime de retraite par répartition) : p. 5668 - **Article 23** (Décalage de la revalorisation des pensions et prestations d'assurance vieillesse au 1er juillet) : p. 5670 p. 5672 p. 5673

Troisième partie : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2025 :

- (23 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 1074** (Révision par décret du mode de calcul de la retraite des personnes ayant été affiliées à l'étranger) : p. 5694 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 201** (Instauration d'une obligation de justifier annuellement de sa résidence pour les bénéficiaires de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa)) : p. 5695 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 379** (Exclusion du bénéfice de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) des personnes condamnées pour des actes de terrorisme) : p. 5696 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendements n° 1211 et n° 1291 rectifié** (Extension du bénéfice de l'action sociale du Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants aux travailleurs indépendants exerçant à Saint-Pierre-et-Miquelon) : p. 5696 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 450 rectifié bis** (Demande de rapport sur la mise en œuvre de la réforme des retraites du 14 avril 2023) : p. 5697 - **Article 29** (Objectif de dépenses de la branche vieillesse) : p. 5731

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5932

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (2 décembre 2024) - **État B** : p. 7148

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2024) - **État B** : p. 7183 p. 7184

Travail, emploi et administration des ministères sociaux (suite)

- (3 décembre 2024) : p. 7360

GUERET (Daniel)
sénateur (Eure-et-Loir)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 5 novembre 2024.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires.

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation du réseau social Tik Tok, son exploitation des données, sa stratégie d'influence.

Membre de la commission d'enquête portant sur la production, la consommation et le prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050 le 17 janvier 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Permettre aux petites communes de concrétiser leurs projets [n° 693 (2023-2024)] (14 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 6 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 29 février 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table-ronde relative au pouvoir d'agir des élus locaux face aux risques d'inondations.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur l'évaluation de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (OFB), modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Audition de Mme Sylvie Gustave dit Duflo, présidente du conseil d'administration de l'OFB, vice-présidente de la région Guadeloupe, et M. Olivier Thibault, directeur général de l'OFB.

Réunion du jeudi 28 mars 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition relative aux dispositifs applicables en matière de formation des élus locaux.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Réunion du jeudi 23 mai 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « trois recommandations » relatif au défi de l'ingénierie dans les petites communes.

Réunion du mardi 25 juin 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication.

Questions diverses.

Réunion du mardi 9 juillet 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation étude d'opinion CSA.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Évaluation de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (OFB), modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Castex, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Réunion du jeudi 3 octobre 2024 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information relatif à l'extension du scrutin de liste et à la diminution du nombre de conseillers municipaux dans les petites communes.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Transport ferroviaire : bilan des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 » - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Constats et recommandations du rapport d'information de M. Jean Bacci : « L'Office français de la biodiversité, un capitaine qui doit jouer plus collectif » - Audition de M. Olivier Thibault, directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat relative aux pharmacies à usage intérieur (PUI) en milieu rural** - (3 décembre 2024) : p. 7293

GUÉRINI (Jean-Noël)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
RDSE

Démissionnaire le 20 mars 2024.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 20 mars 2024.

Membre du groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 355 (2023-2024)] (22 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner l'offensive militaire de l'Azerbaïdjan au Haut-Karabagh et à prévenir toute autre tentative d'agression et de violation de l'intégrité territoriale de la République d'Arménie, appelant à des sanctions envers l'Azerbaïdjan et demandant la garantie du droit au retour des populations arméniennes au Haut-Karabagh** [n° 157 (2023-2024)] - (17 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 94 p. 95

- **Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française** [n° 365 (2023-2024)] - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1320

GUERINI (Stanislas)
ministre de la transformation et de la fonction publiques
(jusqu'au 12 janvier 2024)
ministre de la transformation et de la fonction publiques
(du 9 février 2024 au 21 septembre 2024)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux secrétaires de mairie** - (14 février 2024) : p. 926

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la création de l'agence de conseil interne de l'État** - (3 avril 2024) : p. 2384

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réforme de la fonction publique** - (10 avril 2024) : p. 2614 p. 2615

- **Suite de la discussion** (22 mai 2024) : p. 3150

- **Proposition de loi encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques - Deuxième lecture** [n° 616 (2023-2024)] - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3265 - **Article 1er** (*Champ d'application de la proposition de loi*) : p. 3275 p. 3277 p. 3279 p. 3280 - **Article 1er bis** (*Extension du périmètre de la loi aux principales collectivités*

territoriales) : p. 3280 - **Article 3** (*Rapport biannuel recensant les prestations de conseil réalisées au bénéfice des administrations publiques au cours des cinq dernières années*) : p. 3282 p. 3283 p. 3284 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 3** (*Interdiction aux prestataires et consultants de fournir des prestations de conseil à un client ayant bénéficié de mécénat de leur part dans les cinq années qui précèdent*) : p. 3284 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 7** (*Administrations - Recours aux prestations de conseil - Principe de subsidiarité*) : p. 3285 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 9** (*Choix des prestations de conseil - Principe de priorité nationale*) : p. 3286 - **Article 5 bis (supprimé)** (*Interdiction pour l'administration de recourir aux prestataires et consultants pour la rédaction d'un projet de loi*) : p. 3286 - **Article 6 (texte non modifié par la commission)** (*Obligation d'évaluation de la prestation de conseil par l'administration bénéficiaire*) : p. 3287 - **Article 10** (*Obligation de déclaration d'intérêts des prestataires et consultants*) : p. 3289 - **Article 11** (*Obligation pour les cabinets de conseil de déclarer les actions de démarchage ou de prospection et les actions de mécénat*) : p. 3290 - **Article 12** (*Modalités de saisine et pouvoirs de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) en cas de manquement aux règles déontologiques des prestataires de conseil et des consultants*) : p. 3291 p. 3292 - **Article 13** (*Sanctions en cas de manquement à certaines des obligations prévues par la loi*) : p. 3293 - **Article 14** (*Création d'une commission des sanctions au sein de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP)*) : p. 3294 - **Article 15 (texte non modifié par la commission)** (*Exclusion des consultants sanctionnés par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) des procédures de passation de marchés publics, des marchés de défense et de sécurité et des contrats de concession*) : p. 3296 - **Article 16** (*Encadrement des mobilités entre l'administration et le secteur du conseil*) : p. 3297 - **Article additionnel après**

l'article 16 - Amendement n° 8 (*Personnes ayant occupé des emplois ou fonctions centrales pour la vie de la Nation - Obligation de déclaration en cas de nouvelle activité de conseil au sein d'un cabinet étranger*) : p. 3298 - **Article 17 (texte non modifié par la commission)** (*Obligation de suppression des données confiées par l'administration pour les besoins de la prestation de conseil et possibilité de faire diligenter un contrôle par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)*) : p. 3299 - **Article 18 (texte non modifié par la**

commission) (*Obligation d'audit de la sécurité des systèmes d'information utilisés par les cabinets de conseil réalisant des prestations pour des administrations*) : p. 3300 - **Article 19** (*Application de la loi aux prestations de conseil en cours*) : p. 3301

GUERRIAU (Joël)
sénateur (Loire-Atlantique)
Les Indépendants

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires.

Vice-président de la mission d'information sur l'avenir de la commune et du maire en France.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 17 décembre 2024 ; vice-président de la commission jusqu'au 16 décembre 2024.

GUÉVENOUX (Marie)
ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer
(du 9 février 2024 au 21 septembre 2024)

- **Question orale sans débat sur les conséquences du séisme de juin 2023** - (7 mars 2024) : p. 1500

- **Question orale sans débat sur le label « Jardin remarquable »** - (7 mars 2024) : p. 1501

- **Question orale sans débat sur la qualification d'un projet d'envergure nationale ou européenne** - (7 mars 2024) : p. 1501

- **Question orale sans débat sur les dysfonctionnements de la ligne de train de nuit Rodez-Paris** - (7 mars 2024) : p. 1502

- **Question orale sans débat sur la taxation du carbone et le centre de valorisation énergétique Flamoval** - (7 mars 2024) : p. 1503

- **Question orale sans débat relative à un accord entre la France et la Tunisie** - (19 mars 2024) : p. 1823

- **Question orale sans débat relative à la prise en charge des mineurs isolés étrangers et au regroupement familial** - (19 mars 2024) : p. 1824

- **Question orale sans débat relative à la communication des islamistes radicalisés fichés S aux maires** - (19 mars 2024) : p. 1824

- **Question orale sans débat relative au dispositif de consultation des contraventions en ligne pour lutter contre la fraude** - (19 mars 2024) : p. 1825

- **Question orale sans débat relative au modèle français de sécurité civile** - (19 mars 2024) : p. 1826

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 291 (2023-2024)]** - (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2279

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise à Mayotte** - (14 février 2024) : p. 928

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au droit du sol à Mayotte** - (14 février 2024) : p. 928

- **Question orale sans débat sur l'avancement de la réflexion sur le procédé d'humusation** - (7 mars 2024) : p. 1495

- **Question orale sans débat sur le premier accueil des personnes primo-arrivantes à Paris** - (7 mars 2024) : p. 1496

- **Question orale sans débat sur le bilan et la publicité des dispositions adaptant les conditions d'acquisition de la nationalité française à Mayotte** - (7 mars 2024) : p. 1496

- **Question orale sans débat sur la perte de financement public de l'association Point de Contact** - (7 mars 2024) : p. 1497 p. 1498

- **Question orale sans débat sur l'insécurité aux abords de la prison de la Santé dans le XIV^e arrondissement de Paris** - (7 mars 2024) : p. 1498

- **Question orale sans débat sur la mise en place de la zone à trafic limité dans le centre de Paris** - (7 mars 2024) : p. 1499

GUHL (Antoinette)
sénatrice (Paris)
 GEST

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières le 1er février 2024 ; puis vice-présidente le 14 février 2024.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés le 21 novembre 2024 ; puis vice-présidente le 4 décembre 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations (14 mars 2024).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (24 octobre 2024).

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à inviter la France à saisir la Cour pénale internationale sur la situation à Gaza [n° 236 (2023-2024)] (5 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Traités et conventions.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la mise en œuvre du contrôle de l'État sur les établissements d'enseignement privés sous contrat [n° 447 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter la reconnaissance du genre à l'état civil [n° 490 (2023-2024)] (2 avril 2024) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à assurer aux patients le respect de leur choix de fin de vie [n° 518 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à permettre des expérimentations territoriales de légalisation du cannabis sur le modèle allemand [n° 537 (2023-2024)] (11 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à la création d'un ticket climat [n° 539 (2023-2024)] (11 avril 2024) - **Environnement - Société - Transports.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l'alimentation [n° 605 (2023-2024)] (16 mai 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi systématisant la radiation des cadres militaires définitivement condamnés pour violences sexuelles [n° 703 (2023-2024)] (25 juin 2024) - **Défense - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer la proportionnelle aux élections législatives [n° 727 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à faire prévaloir le droit international dans le territoire palestinien occupé depuis 1967 pour donner suite à l'avis consultatif du 19 juillet 2024 de la Cour internationale de Justice et faire reconnaître l'illégalité de la colonisation israélienne en Palestine [n° 746 (2023-2024)] (1er août 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la présence de plomb dans l'environnement [n° 757 (2023-2024)] (12 septembre 2024) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Politiques publiques en matière de contrôle des traitements des eaux minérales naturelles et de source [n° 42 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à accélérer la réduction du plastique à usage unique dès 2026 [n° 103 (2024-2025)] (30 octobre 2024) - **Entreprises - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à promouvoir et démocratiser l'accès aux vacances sportives [n° 123 (2024-2025)] (6 novembre 2024) - **Culture - Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives [n° 163 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 30 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Projet de loi modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des rapports pour avis et des amendements déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arnaud Rousseau, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport relatif à la mission flash intitulée « Directive CSRD : la complexité de trop pour les PME ».

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 11 mars 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*) : Audition de M. Olivier Klein, ancien ministre délégué chargé de la ville et du logement.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*CE Paupérisation des copropriétés*) : Audition de M. David Rodrigues, juriste à l'association nationale de défense des consommateurs Consommation, logement et cadre de vie (CLCV), Mme Jocelyne Herbinski, secrétaire confédérale de la Confédération nationale du logement (CNL) et M. Stéphane Pavlovic, directeur de la Confédération générale du logement (CGL).

Audition de M. Manuel Domergue, directeur des études de la Fondation Abbé Pierre, Mme Juliette Laganier, directrice générale de la Fédération Soliha, et Mme Estelle Baron, directrice du pôle Conduite de projets de territoires pour Soliha Grand Paris.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Anne Bouverot et M. Philippe Aghion, co-présidents de la commission de l'intelligence artificielle (IA).

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables - Audition de M. Guillaume Kasbarian, ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé du logement.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faciliter la transformation des bureaux en logements - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bureaux en logements - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Politiques publiques de contrôle du traitement des eaux minérales naturelles et de source - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Marciano, directeur général de Duralex.

Réunion du lundi 28 octobre 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Valérie Létard, ministre du logement et de la rénovation urbaine.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*CE Eaux en bouteille*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 10 décembre 2024 (*CE Eaux en bouteille*) : Audition de MM. Christophe Poinssot, directeur général délégué et directeur scientifique, et Alain Dupuy, directeur du programme « Eaux souterraines et changement global », du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*CE Eaux en bouteille*) : Audition de M. Guillaume Pfund, docteur en géographie économique, chercheur à l'université Lumière Lyon II (en téléconférence).

Audition de M. Nicolas Marty, professeur des universités en histoire contemporaine à l'Université de Perpignan, auteur en 2013 du livre L'Invention de l'eau embouteillée.

Politiques publiques en matière de contrôle des traitements des eaux minérales naturelles et de source - Communication.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Programme « Territoires d'industrie » - Examen du rapport d'information et vote sur les propositions des rapporteurs.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif au « Pouvoir de vivre » : quelles politiques de solidarité pour répondre au choc de la transition écologique ?** - (16 janvier 2024) : p. 59

- **Question orale sans débat sur les dépenses publiques de l'Agence française de développement pour l'installation de son siège social adjacent à la gare d'Austerlitz** - (6 février 2024) : p. 628

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Article 1er** (*Création de la future autorité de contrôle en sûreté nucléaire et en radioprotection fusionnant les compétences de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)*) : p. 774 p. 778 - **Article 2** (*Déontologie, indépendance et transparence*) : p. 790 - **Article 2 bis (nouveau)** (*Clarification des règles de parité au sein du collège de la nouvelle autorité*) : p. 792

- **Suite de la discussion** (13 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 829 p. 830

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1096 - **Article 2 bis A** (*Élargissement des missions du fonds de garantie pour la rénovation énergétique à la rénovation des copropriétés en difficulté*) : p. 1116 - **Article 3** (*Création d'une nouvelle procédure d'expropriation pour les immeubles indignes à titre remédiable*) : p. 1126 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendements n° 136 et n° 143 rectifié** (*Dispense de permis de construire pour certains logements en Guyane et à Mayotte*) : p. 1138 - **Article additionnel après l'article 5 bis A - Amendement n° 23**

rectifié, n° 38 rectifié et n° 65 (Fixation par décret du montant maximum des frais et honoraires facturés par le syndic pour des opérations de recouvrement) : p. 1140 p. 1141 - **Article 7 bis A (nouveau)** (Possibilité pour l'autorité compétente en matière de « permis de louer » de prononcer les amendes afférentes et d'en bénéficier) : p. 1145 - **Article 7 bis** (Dispense d'autorisation d'urbanisme pour les constructions temporaires destinées à l'hébergement temporaire des occupants dans le cadre d'opérations de lutte contre l'habitat dégradé ou insalubre) : p. 1146 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 90 rectifié** (Donner des pouvoirs d'enquête judiciaire en matière d'habitat indigne aux inspecteurs de salubrité et aux agents de police municipale) : p. 1151 - **Article 8 bis** (Diagnostic structurel des immeubles collectifs situés dans des secteurs d'habitat dégradé) : p. 1154 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° 34 rectifié bis et 64 rectifié** (Effets du décret n° 2023-695 du 29 juillet 2023 - Corrections - Précisions sur les largeurs et hauteurs des logements) : p. 1165 p. 1166 - **Article 9 bis** : p. 1174

- **Suite de la discussion** (28 février 2024) - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 35** (Consignation des allocations de logement en cas de non décence dans le parc social) : p. 1235 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendements n° 31 et n° 42 rectifié** (Possible élection d'un locataire au conseil syndical d'un immeuble en copropriété) : p. 1236 - **Article 14** (Réforme des outils mobilisables dans le cadre d'une opération d'intérêt national (OIN)) : p. 1248 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1261

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences sexistes et sexuelles au sein des armées** - (27 mars 2024) : p. 2145

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement** - Commission mixte paritaire [n° 429 (2023-2024)] - (27 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2198 p. 2199

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la visite d'État du Président de la République en Chine et à la prochaine visite d'État en France du Président de la République populaire de Chine** - (30 avril 2024) : p. 2770

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Article 1er A** (Généralisation de la déclaration préalable avec enregistrement de la location d'un meublé de tourisme) : p. 3036 p. 3043 - **Article 1er bis** (Modifications du code du tourisme visant à renforcer les outils à la disposition des communes pour réguler la location meublée touristique) : p. 3056 - **Article 2** (Modifications du code de la construction et de l'habitation et du code de l'urbanisme visant à doter les communes de nouveaux outils pour réguler la location meublée touristique) : p. 3069 p. 3074 - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Information du syndic des copropriétaires en cas de déclaration

et d'enregistrement d'un lot comme meublé de tourisme) : p. 3097 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3100

- **Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bureaux en logements [n° 598 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3107

- **Suite de la discussion** (22 mai 2024) - **Article 1er** (Possibilité d'autoriser la transformation de bureaux en habitations dans les zones où le document d'urbanisme s'y oppose) : p. 3157 p. 3159 p. 3160 p. 3161 - **Article 4** (Création d'un permis de construire à destinations multiples) : p. 3168 - **Article 5 bis** (Extension de la majoration du volume constructible prévu par le PLU aux opérations de construction de logements étudiants par les Crous) : p. 3171 - **Article 6** (Faciliter le changement de destination d'un lot de copropriété pour la transformation de locaux tertiaires en logement) : p. 3172 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3174

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 6 (priorité) - Amendement n° 354** (Création d'un fonds de soutien à la reprise d'entreprises par les salariés) : p. 3617

- **Question orale sans débat sur la situation préoccupante des étudiants et des étudiantes en cette rentrée 2024** - (22 octobre 2024) : p. 4368

- **Proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale** - Commission mixte paritaire [n° 86 (2024-2025)] - (5 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4711 p. 4712

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux plans sociaux dans le secteur industriel et aux mesures envisagées par le Gouvernement pour réviser sa politique économique, protéger l'emploi et anticiper les mutations** - (13 novembre 2024) : p. 4881

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (3 décembre 2024) : p. 7303

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7325 p. 7329 p. 7332 p. 7336

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)]** - (18 décembre 2024) - **Discussion générale** : p. 7592

GUIDEZ (Jocelyne)
sénatrice (Essonne)
UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé le 19 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives au grand âge et à l'autonomie (8 mars 2024) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (13 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (20 mars 2024).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Secrétaire de la mission d'information sur le thème : « le bâti scolaire à l'épreuve de la transition écologique ».

Membre de la mission d'information sur le thème : « L'avenir de la santé périnatale et son organisation territoriale » le 28 février 2024.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 147 (2023-2024)] portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir et de l'autonomie [n° 252 (2023-2024)] (17 janvier 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail**.

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir et de l'autonomie [n° 411 (2023-2024)] (12 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instituer une réserve opérationnelle de l'éducation nationale [n° 633 (2023-2024)] (28 mai 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à encadrer le nombre de listes aux élections européennes [n° 656 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à la création d'une délégation parlementaire au numérique [n° 712 (2023-2024)] (27 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 720 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 744 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaïques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à limiter la charge financière liée aux prestations de chômage versées aux demandeurs d'emploi frontaliers [n° 151 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Travail - Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 147 tome 1 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Anciens combattants - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des outre-mer [n° 172 (2024-2025)] (28 novembre 2024) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi encadrant l'activité des plateformes de revente agissant en qualité de tiers de confiance [n° 194 (2024-2025)] (7 décembre 2024) - **Culture - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à améliorer le dépistage des troubles du neuro-développement, l'accompagnement des personnes qui en sont atteintes et le répit de leurs proches aidants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé et des solidarités.

Réunion du mardi 30 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir en France - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir en France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur les missions de l'Agence de la biomédecine après la dernière loi de bioéthique - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives au grand âge et à l'autonomie.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition des professeurs Catherine Barthélémy, présidente, Yves Ville, membre titulaire, et Pierre Gressens, membre associé, de l'Académie nationale de médecine.

(*commission des affaires sociales*) : La prévention et le traitement du cancer colorectal - Audition du docteur Thierry Ponchon, gastro-entérologue et hépatologue au centre de lutte contre le cancer Léon Bérard à Lyon.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition d'associations - Mme Charlotte Bouvard, directrice fondatrice, M. Vincent Desdoit, responsable de la formation et des relations avec les soignants, de SOS préma, Mmes Anne Evrard, coprésidente du Collectif interassociatif autour de la naissance (CIANE), et Marie-Pierre Gariel, trésorière de France assos santé.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition de Mme Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à la gestion et à l'organisation des soins au sein de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

(*commission des affaires sociales*) : Audition de représentants des biologistes médicaux : MM. Alain Le Meur, président de l'Association pour le progrès de la biologie médicale, Sébastien Gibault, directeur général de Synlab et Laurent Escudié, directeur général de Cerballiance.

Financiarisation de l'offre de soins - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du jeudi 11 avril 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer - Audition M. Julien Retailleau, sous-directeur de la justice pénale spécialisée, direction des affaires criminelles et des grâces, ministère de la justice.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Démographie médicale - Audition de M. Fabrice Lengart, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, Mme Nathalie Fourcade, secrétaire générale, docteur Isabelle Vincent, conseillère scientifique, du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie (HCAAM), docteur Emmanuel Touzé, président, et Mme Agnès Bocognano, secrétaire générale, de l'Observatoire national de la démographie des professions de santé (ONDPS).

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Frédéric Valletoux, ministre délégué chargé de la santé et de la prévention.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2024 (*MI Périnatalité*) : Présentation par l'institut CSA des résultats de l'étude d'opinion sur la prise en charge de la santé périnatale commandée par la mission d'information.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Scotté, préalable à sa nomination en tant que directeur général de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Situation des Ehpad - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2023 et situation financière de la sécurité sociale - Audition de M. Pierre Pribile, directeur de la sécurité sociale.

Situation des crèches - Audition de M. Victor Castanet, auteur de l'ouvrage Les Ogres.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 29 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à poursuivre l'expérimentation relative au travail à temps partagé aux fins d'employabilité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de MM. Jean-René Lecerf, président, et Maëlig Le Bayon, directeur, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

Proposition de loi visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidants - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission (deuxième lecture).

Réunion du jeudi 31 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam).

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente, et M. Nicolas Grivel, directeur général, de la Caisse nationale des allocations familiales.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 décembre 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de M. Olivier Sudrie, économiste au sein du cabinet d'études DME spécialisé dans les problématiques ultramarines.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Audition de MM. Stéphane Hayot, directeur général du groupe Bernard Hayot (GBH), Amaury de Lavigne, directeur de Carrefour pour l'Océan indien, François Huyghues-Despointes, directeur général du groupe Safo (en téléconférence), Robert Parfait, président, et Kevin Parfait, directeur général, du groupe Parfait (en téléconférence) et Xavier Cabarrus, directeur des activités de plateforme du groupe CréO (en téléconférence).

(*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'accès aux études de santé - Enquête de la Cour des comptes - Audition de M. Nacer Meddah, président de la troisième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Adoption du programme de travail.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'accueil des Français en situation de handicap dans les établissements belges** - (18 janvier 2024) : p. 141 p. 142

- **Proposition de loi visant à améliorer le dépistage des troubles du neuro-développement, l'accompagnement des personnes qui en sont atteintes et le répit de leurs proches aidants [n° 246 (2023-2024)]** - (25 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 323 p. 325

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (30 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 392 - **Article 3** (*Amélioration*

de la lutte contre la maltraitance et renforcement du droit au respect de la vie privée et familiale) : p. 454 p. 455 p. 456 p. 457 p. 458 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 188** (*Rappel dans le contrat de séjour de l'interdiction de contraindre la liberté d'aller et venir du résident*) : p. 459 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 128 rectifié, n° 158, n° 216 rectifié et n° 264 rectifié** (*Obligation d'une formation continue consacrée à la promotion de la bientraitance*) : p. 460 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 129 rectifié** (*Amendement rédactionnel*) : p. 461 - **Article 3 bis A** (*Prise en compte de l'intégrité psychique et du droit à une vie sexuelle et affective des résidents dans l'annexe au contrat de séjour encadrant les restrictions de liberté*) : p. 461

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2024) - **Article 3 bis (supprimé)** (*Élaboration d'un projet d'accueil et d'accompagnement personnalisé*) : p. 500 - **Article 3 ter** (*Amélioration du recueil du consentement des personnes accueillies en ESMS en ce qui concerne le contrôle de leur espace de vie privatif*) : p. 501 - **Article 4** (*Renforcement du dispositif de signalement des cas de maltraitance dans le secteur social et médico-social*) : p. 502 p. 503 p. 504 p. 505 p. 506 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 348** (*Évolution des compétences et de la composition de la Conférence nationale de santé*) : p. 507 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 210 rectifié** (*Transmission annuelle au conseil de la vie sociale des structures médico-sociales (CVS) d'un rapport de synthèse des événements indésirables graves*) : p. 507 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 133 rectifié et n° 191** (*Levée du secret professionnel pour les professionnels de santé ou de l'action sociale dans le cas d'une personne majeure vulnérable ou protégée*) : p. 509 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 41 rectifié** (*Remise au Parlement d'un rapport évaluant le nombre d'appels à la plateforme téléphonique 3977 contre les maltraitances des personnes âgées qui ont permis d'aboutir à l'amélioration de la situation*) : p. 509 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 42 rectifié** (*Remise au Parlement d'un rapport sur l'opportunité de créer des places prioritaires d'urgence en hébergement temporaire pour les personnes âgées ayant fait l'objet d'actes de maltraitance par un aidant à leur domicile*) : p. 509 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 292 rectifié** (*Extension des droits garantis aux usagers des établissements et services médico-sociaux (ESMS) au respect de l'identité et à la mise en œuvre d'une lutte contre les discriminations dans le projet d'établissement*) : p. 511 - **Article 5 bis A** (*Contrôle des antécédents judiciaires des personnes exerçant une activité au contact d'un majeur vulnérable*) : p. 514 - **Article 5 bis (supprimé)** (*Création d'un livret d'accueil pour la personne accueillie en format « facile à lire et à comprendre » (Falc)*) : p. 516 - **Article additionnel avant l'article 6 - Amendement n° 285** (*Indexation des salaires des professionnels de l'aide à domicile sur le SMIC*) : p. 527 - **Article additionnel avant l'article 6 - Amendement n° 286** (*Crédit d'impôt sur le revenu au titre des frais de déplacement journaliers entre le domicile et le lieu de travail pour les aides à domicile*) : p. 528 - **Article 6** (*Création d'une carte professionnelle de l'aide à domicile*) : p. 530 p. 531 p. 532 p. 533 p. 534 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 228 rectifié** (*Généralisation des relais assistants de vie*) : p. 535 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 61 rectifié bis, n° 139 rectifié bis et n° 227 rectifié** (*Suppression de l'affectation prioritaire de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à un service prestataire dans les cas de perte d'autonomie les plus importants*) : p. 535 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 193** (*Rapport au Parlement évaluant les droits conférés aux professionnels intervenant à domicile à la suite de la délivrance de la carte professionnelle*) : p. 536 - **Article 7** (*Versement d'une aide financière aux départements pour soutenir la mobilité des professionnels de l'aide à domicile*) : p. 537 p. 538 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 138 rectifié** (*Négociation obligatoire sur le rehaussement du montant minimum de l'indemnité kilométrique des professionnels assurant des prestations d'aide et d'accompagnement à domicile*) : p. 539 - **Article 7 bis (supprimé)** (*Rapport au Parlement sur les modalités d'augmentation des indemnités kilométriques pour les*

professionnels de l'aide à domicile): p. 539 - **Article 8** (Expérimentation d'un financement par forfait des services à domicile): p. 541 - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (Accompagnement des services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) dans la réforme des services autonomie à domicile): p. 543 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 238 rectifié ter** (Caractère facultatif de la réforme des services autonomie à domicile): p. 543 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 154 rectifié** (Caractère facultatif de la réforme des services autonomie à domicile): p. 544 - **Article 9** (Suppression de l'obligation alimentaire pour les petits-enfants et leurs descendants dans le cadre de l'aide sociale à l'hébergement): p. 547 p. 548 p. 549 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 63 rectifié bis** (Information sur l'obligation alimentaire et le recours sur succession en vue de lutter contre le non-recours aux aides sociales): p. 550 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 204** (Rapport au Parlement visant à remplacer l'aide sociale à l'hébergement par l'aide personnalisée au logement): p. 550 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 16 rectifié bis** (Possibilité de moduler le tarif hébergement en fonction des ressources pour les résidents d'Ehpad ne relevant pas de l'aide sociale): p. 551 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 83 rectifié** (Modification de la réduction d'impôt pour les dépenses en Ehpad en un crédit d'impôt): p. 552 - **Article 11** (Financement d'actions de prévention de la perte d'autonomie dans les forfaits soins et dépendance attribués aux EHPAD): p. 552 p. 553 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 67 rectifié ter** (Expérimentation d'un « projet de vie » des résidents des établissements et services médico-sociaux (ESMS)): p. 554 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 23 rectifié sexies** (Remise au Parlement d'un rapport évaluant le coût réel de l'inflation pesant sur les Ehpad et proposant des solutions de compensation): p. 554 - **Article 13** (Possibilité de location de locaux communs de logements sociaux pour mettre en œuvre un projet de vie sociale et partagée dans un habitat inclusif): p. 576 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 2 rectifié** (Application du taux réduit de TVA à 5,5% sur la fourniture de logement et de nourriture dans les résidences services): p. 576 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 14 rectifié bis** (Possibilité de constituer un habitat inclusif au sein d'une résidence services): p. 576 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 79 rectifié** (Intégration des petites unités de vie au champ des structures éligibles au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé): p. 577 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 95 rectifié** (Remise au Parlement d'un rapport évaluant le recours à l'habitat inclusif et la possibilité d'élargir les finalités de l'aide à la vie partagée): p. 577 - **Article 13 bis A** (Reconnaissance de la nature de bâtiments à usage d'habitation des lieux d'habitation des habitats inclusifs): p. 578 p. 579 - **Article 13 bis B** (Suppression des plafonds d'accueil de personnes âgées dépendantes et d'autres publics en résidence autonomie): p. 580 p. 581 - **Article 13 bis C** (Possibilité de sous-location de logements dans l'habitat inclusif à des salariés du porteur du projet de vie sociale et partagée ou des établissements et services sociaux et médico-sociaux): p. 581 - **Article additionnel après l'article 13 ter - Amendement n° 214** (Remise au Parlement d'un rapport sur la suppression de la récupération sur succession de l'aide sociale à l'hébergement et la lutte contre le non-recours à cette aide): p. 582 - **Article additionnel après l'article 13 quinquies - Amendement n° 276** (Rapport au Parlement comparant le cadre juridique et financier entre les résidences services seniors et les résidences autonomie): p. 582 - **Article additionnel après l'article 13 quinquies - Amendement n° 166** (Rapport au Parlement sur la prise en charge du vieillissement en outre-mer): p. 583 - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (Gage financier): p. 583 - **Intitulé de la proposition de loi**: p. 584

- **Suite de la discussion** (6 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble**: p. 643

- **Commission mixte paritaire [n° 412 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble**: p. 2226

- **Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 503 (2023-2024)]** - (11 avril 2024) - **Discussion générale**: p. 2711

- **Question orale sans débat relative à la taxe additionnelle à la taxe de séjour dans les communes franciliennes au profit d'Île-de-France Mobilités** - (7 mai 2024): p. 2817 p. 2818

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé - Deuxième lecture [n° 581 (2023-2024)]** - (15 mai 2024) - **Discussion générale**: p. 2988

- **Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 670 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale**: p. 4109

- **Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 39 (2024-2025)]** - (23 octobre 2024) - **Discussion générale**: p. 4480

- **Proposition de loi visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidants - Deuxième lecture [n° 97 (2024-2025)]** - (5 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble**: p. 4702

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (18 novembre 2024) - **Discussion générale**: p. 5061

Deuxième partie :

- (20 novembre 2024) - **Article 7** (Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance): p. 5254 p. 5266 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 125, n° 903 rectifié ter, n° 1043 rectifié bis, n° 820, n° 904 rectifié ter, n° 947, n° 574 rectifié et 1169 rectifié** (Augmentation du taux de contribution de solidarité à l'autonomie): p. 5296 p. 5297 p. 5301 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° 204 rectifié** (Habilitation des agents en charge de la lutte contre la fraude à consulter le fichier PNR): p. 5319

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article 9 (suite)** (Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux): p. 5371 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 1262** (Création d'une taxe sur les publicités en faveur des boissons alcooliques à La Réunion): p. 5400

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 25 rectifié et n° 24 rectifié** (Possibilité pour les ordres des professions de santé de solliciter la Haute Autorité de santé pour réaliser l'évaluation d'actes ou de prestation/Rapport détaillant l'impact et l'évaluation du système de cotation des soins appliqué par les infirmiers diplômés d'État libéraux): p. 5572 p. 5573 - **Article additionnel après l'article 17 quinquies - Amendement n° 391 rectifié** (Déremboursement des examens de dépistage et des tests de détection du SARS-CoV-2 sans prescription): p. 5599 - **Article 19** (Lutter contre les pénuries de produits de santé): p. 5620 - **Article 21** (Modification des paramètres de l'expérimentation relative au régime de financement des établissements accueillant des personnes âgées et dépendantes): p. 5645 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 509 rectifié bis et n° 1191 rectifié** (Extension du parcours de repérage des troubles neurodéveloppementaux (TND) aux enfants de six ans): p. 5645 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 1090 rectifié bis et n° 1310 rectifié** (Décalage de la pérennisation du dispositif dérogatoire au droit du travail dans le cadre de prestations de relaying): p. 5650

Troisième partie : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2025 :

- (23 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 452 rectifié bis** (Demande de rapport sur l'opportunité de créer une nouvelle branche « alimentation » au régime global de la sécurité sociale) : p. 5737

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124**

rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026 (Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)-Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations) : p. 6172 p. 6180

- **Question orale sans débat sur le thème : « Accompagnants d'élèves en situation de handicap : manque de stabilité et rupture d'accompagnement »** - (3 décembre 2024) : p. 7269 p. 7270

GUILLOTIN (Véronique)
sénatrice (Meurthe-et-Moselle)
RDSE

Chargée d'une mission temporaire auprès de la ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations le 8 avril 2024.

Chargée d'une mission temporaire auprès de la ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations le 15 novembre 2024.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur la pénurie de médicaments et les choix de l'industrie pharmaceutique française.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge - âge le 19 février 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « L'avenir de la santé périnatale et son organisation territoriale » le 28 février 2024 ; puis rapporteure le 6 mars 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 355 (2023-2024)] (22 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces [n° 628 (2023-2024)] (22 mai 2024) - **PME, commerce et artisanat - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'usurpation d'identité et de domicile lors de la souscription de nouveaux contrats de fourniture de gaz, d'électricité, de contenus numériques, de services numériques ou de services de communications électroniques [n° 748 (2023-2024)] (15 août 2024) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la MI Périnatalité : Transformation de l'offre de soins périnataux dans les territoires : le travail doit commencer - Rapport [n° 753 tome 1 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la MI Périnatalité : Transformation de l'offre de soins périnataux dans les territoires : le travail doit commencer - Comptes rendus [n° 753 tome 2 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 95 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, visant à limiter la charge financière liée aux prestations de chômage versées aux demandeurs d'emploi frontaliers [n° 151 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 222 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé et des solidarités.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur l'Agence de la biomédecine - Audition de Mme Véronique Hamayon, présidente de la 6e chambre de la Cour des comptes.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*MI Périnatalité*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 19 mars 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition de Pierre Gabach, adjoint à la direction de l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et chef du service Bonnes pratiques de la Haute Autorité de santé.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition des docteurs Michel Vernay, directeur de la direction des maladies non transmissibles et traumatismes de Santé publique France et Arielle Le Masne, chargée d'expertise scientifique interactions précoces - 1 000 premiers jours au sein de la direction de la prévention et de la promotion de la santé de Santé publique France.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition de professionnels de santé périnatale.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition des professeurs Catherine Barthélémy, présidente, Yves Ville, membre titulaire, et Pierre Gressens, membre associé, de l'Académie nationale de médecine.

Audition du professeur Christèle Gras-Le Guen et de M. Adrien Taquet, co-présidents du comité d'orientation des Assises de la pédiatrie et de la santé de l'enfant.

(*commission des affaires sociales*) : La prévention et le traitement du cancer colorectal - Audition du docteur Thierry Ponchon, gastro-entérologue et hépatologue au centre de lutte contre le cancer Léon Bérard à Lyon.

Réunion du mardi 2 avril 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition de membres de l'équipe EPOPé (équipe de recherche en épidémiologie obstétricale, périnatale et pédiatrique) de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) et de l'université Paris Cité.

Audition des fédérations hospitalières.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition d'associations - Mme Charlotte Bouvard, directrice fondatrice, M. Vincent Desdoit, responsable de la formation et des relations avec les soignants, de SOS préma, Mmes Anne Evrard, coprésidente du Collectif interassociatif autour de la naissance (CIANE), et Marie-Pierre Gariel, trésorière de France assos santé.

Audition de représentantes du Collège des infirmier(e)s puéricultrices(eurs).

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition de Mme Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à la gestion et à l'organisation des soins au sein de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du lundi 29 avril 2024 (*MI Périnatalité*) : La santé mentale périnatale - Audition des docteurs Romain Dugravier, pédopsychiatre, chef du Centre de psychopathologie périnatale (CPPB) du GHU Paris, Lucie Joly, psychiatre à l'Hôpital Saint-Antoine - AP-HP, responsable de l'unité de psychiatrie périnatale commune aux hôpitaux Pitié-Salpêtrière, Tenon et Armand-Trousseau AP-HP, Mme Elise Marcende, présidente de l'association Maman Blues, docteur Marie Chivé, psychiatre, et Mme Marie Moïa-Tison, sage-femme coordinatrice, de l'Équipe mobile de psychiatrie périnatale (EMOPPSY) du centre hospitalier de la Côte Basque.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant statut de personne morale de droit public à statut particulier à l'Académie nationale de chirurgie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*MI Périnatalité*) : Information des femmes et du grand public sur la grossesse, l'accouchement et la maternité - Audition de Mmes Renée Greusard, journaliste et essayiste, Anna Roy, sage-femme, chroniqueuse de La Maison des Maternelles, Zoé Varier, journaliste et productrice des podcasts scientifiques In Utero et Naître (France Inter) et de Katrin Acou-Bouaziz, cheffe de service Société et Grossesse au magazine Parents.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition de Mme Sophie Martinon, directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Île-de-France, M. Mohammed Si Abdallah, directeur général adjoint de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté, et Mme Caroline Suberbielle, conseillère médicale auprès du directeur général de l'agence régionale de santé Occitanie.

(*commission des affaires sociales*) : Démographie médicale - Audition de M. Fabrice Lenglard, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, Mme Nathalie Fourcade, secrétaire générale, docteur Isabelle Vincent, conseillère scientifique, du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie (HCAAM), docteur Emmanuel Touzé, président, et Mme Agnès Bocognano, secrétaire générale, de l'Observatoire national de la démographie des professions de santé (ONDPS).

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*MI Périnatalité*) : Rapport de la Cour des comptes sur la politique de périnatalité - Audition de Mme Véronique Hamayon, présidente de la sixième chambre de la Cour des comptes.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Fiscalité comportementale dans le domaine de la santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 4 juin 2024 (*MI Périnatalité*) : Présentation par l'institut CSA des résultats de l'étude d'opinion sur la prise en charge de la santé périnatale commandée par la mission d'information.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*MI Périnatalité*) : Audition commune de représentants des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 10 septembre 2024 (*MI Périnatalité*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur l'avenir de la santé périnatale et son organisation territoriale - Audition de

Mmes Annick Jacquemet, présidente, et Véronique Guillotin, rapporteure.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, ministre de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du jeudi 31 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam).

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'accès aux études de santé - Enquête de la Cour des comptes - Audition de M. Nacer Meddah, président de la troisième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Adoption du programme de travail.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à améliorer le dépistage des troubles du neuro-développement, l'accompagnement des personnes qui en sont atteintes et le répit de leurs proches aidants** [n° 246 (2023-2024)] - (25 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 331

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France** [n° 253 (2023-2024)] - (30 janvier 2024) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 101 rectifié** (*Intégration d'un volet grand âge dans les contrats locaux de santé*) : p. 412

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2024) - **Article 5 bis A** (*Contrôle des antécédents judiciaires des personnes exerçant une activité au contact d'un majeur vulnérable*) : p. 515

- **Suite de la discussion** (6 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 638 p. 639

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports** [n° 319 (2023-2024)] - (13 février 2024) - **Discussion générale** : p. 864 - **Article 14** (*Délictualisation de l'oubli par négligence d'objets et de bagages dans les transports en commun*) : p. 905

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local** [n° 367 (2023-2024)] - (7 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 6 rectifié et n° 51 rectifié octies** (*Demande de rapport relatif aux élus locaux travailleurs transfrontaliers*) : p. 1540 - **Article additionnel avant l'article 18 - Amendement n° 19 rectifié** (*Interdiction pour les auteurs de certaines infractions de se porter candidat à un mandat local*) : p. 1548 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 40 rectifié, n° 258 et n° 280 rectifié** (*Extension des règles de calcul du quorum lorsque des élus sont intéressés à l'affaire aux conseils départementaux et régionaux*) : p. 1551

- **Mise au point au sujet de votes** - (7 mars 2024) : p. 1577

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la**

fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 382 (2023-2024)] - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1794 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1796

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales** [n° 385 (2023-2024)] - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1802

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé** [n° 397 (2023-2024)] - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1810

- **Question orale sans débat relative à des primes pour les fonctionnaires résidant à proximité du Luxembourg** - (19 mars 2024) : p. 1829

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (2 avril 2024) : p. 2361

- **Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales** [n° 503 (2023-2024)] - (11 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2714

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à l'apprentissage transfrontalier** [n° 600 (2023-2024)] - (22 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3179

- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre** [n° 623 (2023-2024)] - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3320 p. 3321 - **Article 1er** (*Interdiction des traitements médicaux de transition et chirurgies de réaffectation pour les mineurs*) : p. 3328 p. 3329 p. 3330 - **Article 2** (*Interdiction des traitements médicaux de transition et chirurgies de réaffectation pour les mineurs*) : p. 3332

- **Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves** [n° 670 (2023-2024)] - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4108

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'urgence de réformer la politique de santé périnatale** - (23 octobre 2024) : p. 4460 p. 4461

- **Proposition de loi visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie** [n° 67 (2024-2025)] - (30 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4601 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 9 rectifié bis** (*Demande de rapport relatif à la prise en charge intégrale des prothèses capillaires*) : p. 4611 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié bis** (*Demande de rapport visant à encadrer la pratique et la prise en charge du tatouage tridimensionnel définitif de l'aréole et du mamelon pour les femmes ayant subi une mastectomie*) : p. 4611

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)]

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 577 rectifié** (*Extension aux EPCI de l'exonération patronale pour l'emploi des aides à domicile dont bénéficient les centres intercommunaux d'action sociale*) : p. 5161

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article 7** (*Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance*) : p. 5270

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 781, n° 568 rectifié bis et n° 976 rectifié** (*Conditionnement du conventionnement en zone sur-dense*) : p. 5585 - **Article 17 septies (nouveau)** (*Extension du champ de l'expérimentation de l'accès direct aux masseurs-kinésithérapeutes en CPTS*) : p. 5603 - **Article 17 octies (nouveau)** (*Expérimentation de la prise en charge des tests de détection de la soumission chimique*) : p. 5604 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1161 rectifié** (*Prise en compte de l'impact de la concurrence frontalière dans le calcul du coefficient géographique*) : p. 5609 p. 5610

Troisième partie : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2025 :

- (23 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 191** (*Suspension du versement du complément du mode de garde en cas de défaut de paiement du salaire dû à l'assistante maternelle ou à l'employé à domicile*) : p. 5718

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5938 p. 5939

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au renforcement des accords bilatéraux en territoires frontaliers** - (27 novembre 2024) : p. 6188 p. 6189

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (2 décembre 2024) : p. 7141 - **État B** : p. 7149 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-37 et n° II-250** (*Réforme de l'aide médicale d'État*) : p. 7168 p. 7169 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-600 rectifié** (*Exclusion de chirurgie à visée reconstructrice du panier de soins remboursé de l'aide médicale d'État (AME)*) : p. 7169 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-601 rectifié** (*Demande de rapport sur l'opportunité de réviser le panier de soins pris en charge par l'aide médicale d'État (AME)*) : p. 7170

Justice

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7428

GUIOL (André)
sénateur (Var)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 2 octobre 2024 ; membre de la commission jusqu'au 1er octobre 2024.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales [n° 355 (2023-2024)] (22 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces [n° 628 (2023-2024)] (22 mai 2024) - **PME, commerce et artisanat - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 645 (2023-2024)] autorisant la ratification de l'accord se rapportant à la convention des Nations unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale [n° 723 (2023-2024)] (10 juillet 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Environnement - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'usurpation d'identité et de domicile lors de la souscription de nouveaux contrats de fourniture de gaz, d'électricité, de contenus numériques, de services numériques ou de services de communications électroniques [n° 748 (2023-2024)] (15 août 2024) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 1 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection fonctionnelle accordée aux agents publics [n° 31 (2024-2025)] (14 octobre 2024) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 95 (2024-2025)] (29 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 222 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 10 juillet 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord se rapportant à la convention des Nations unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation de membres du bureau de la commission.

Situation géopolitique en Méditerranée orientale - Audition de M. Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES).

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Rémy Rioux, Directeur général de l'Agence française de développement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie** [n° 336 (2023-2024)] - (27 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1082

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement** [n° 343 (2023-2024)] - (27 février 2024) - **Article 9 bis** : p. 1172

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord de sécurité franco-ukrainien et la situation en Ukraine** - (13 mars 2024) : p. 1716

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie** [n° 291 (2023-2024)] - (26 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2071

- **Suite de la discussion** (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2277

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Cambodge** [n° 393 (2023-2024)] - (3 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2408

- **Projet de loi de simplification de la vie économique** [n° 635 (2023-2024)] - (4 juin 2024) - **Article 10 (priorité)** (*Modification de dispositions pénales applicables aux chefs d'entreprise*) : p. 3633

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord se rapportant à la convention des Nations unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale** [n° 724 (2023-2024)] - (5 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4719

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1093 rectifié et n° I-1432 rectifié** (*Transformation de la réduction d'impôt au titre des frais d'hébergement en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) en crédit d'impôt*) : p. 5884 p. 5885 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1096 rectifié bis, n° I-755 rectifié, n° 819 rectifié bis et n° I-1181** (*Substitution d'un crédit d'impôt à la réduction d'impôt actuelle pour les frais de déplacement engagés dans le cadre d'une activité bénévole*) : p. 5895

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales (suite)

- (4 décembre 2024) - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-47 rectifié, n° II-193 rectifié, n° II-349 rectifié et n° II-742** (*Encadrement de la prise en compte de la participation à une démarche contractuelle impulsée par l'État pour l'octroi d'une dotation d'investissement*) : p. 7558 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-1060, n° II-46 rectifié, n° II-192 rectifié et n° II-644 rectifié** (*Modification du coefficient logarithmique modérant la population prise en compte pour la répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF)*) : p. 7559 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-674, n° II-693 rectifié et n° II-506 rectifié** (*Recentrage de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) sur le territoire des communes éligibles*) : p. 7562 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-729, n° II-1454, n° II-51 rectifié bis, n° II-134 rectifié ter, n° II-194 rectifié, n° II-350 rectifié bis, n° II-670, n° II-53 rectifié bis, n° II-135 rectifié ter, n° II-195 rectifié, n° II-351 rectifié ter, n° II-739, n° II-369, n° II-901, n° II-1140, n° II-1149, n° II-345 rectifié et n° II-1121** (*Dispositions diverses et nouvelles prérogatives pour les commissions dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)*) : p. 7568 p. 7569

HADDAD (Benjamin)
ministre délégué auprès du ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
chargé de l'Europe
(à partir du 24 décembre 2024)
ministre délégué auprès du Premier
ministre et du ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, chargé de l'Europe
(du 22 septembre 2024 au 23 décembre
2024)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2024** - (9 octobre 2024) : p. 4019 p. 4021 p. 4022 p. 4023 p. 4024 p. 4026 p. 4027 p. 4028 p. 4030 p. 4031 p. 4032 p. 4033 p. 4034 p. 4036 p. 4037 p. 4038
- **Question orale sans débat relative au rapatriement en France de Palestiniennes et Palestiniens blessés dans la bande de Gaza** - (5 novembre 2024) : p. 4683
- **Question orale sans débat relative au renforcement du droit de préemption des collectivités locales pour la protection des terres agricoles** - (5 novembre 2024) : p. 4684
- **Question orale sans débat relative aux inquiétudes des jeunes agriculteurs** - (5 novembre 2024) : p. 4684
- **Question orale sans débat relative aux modalités de subvention et d'indemnisation des viticulteurs souscrivants**

HARRIBEY (Laurence)
sénatrice (Gironde)
SER

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.
- Vice-présidente du comité de déontologie parlementaire du Sénat.
- Vice-présidente de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.
- Vice-présidente de la commission d'enquête sur la pénurie de médicaments et les choix de l'industrie pharmaceutique française.
- Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale du sport.
- Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.
- Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.
- Membre titulaire du comité chargé de proposer des évolutions de la composition du Conseil économique, social et environnemental le 15 mars 2024.

une assurance multirisque climatique et sanitaire - (5 novembre 2024) : p. 4685

- **Question orale sans débat relative à l'interdiction de la benfluraline** - (5 novembre 2024) : p. 4686

- **Question orale sans débat relative à l'agriculture en crise et au retard dans la concrétisation des mesures annoncées** - (5 novembre 2024) : p. 4687

- **Débat sur le thème: Nouvelle commission: « Quelle politique européenne et quelle influence pour la France ? »** - (12 novembre 2024) : p. 4842 p. 4843 p. 4844 p. 4845 p. 4846 p. 4847 p. 4849 p. 4849 p. 4851 p. 4852 p. 4853 p. 4854

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie: Conditions générales de l'équilibre financier:

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) : p. 5853 p. 5854 - **Article 40 (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne (PSR-UE))** : p. 5855

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'arrestation de Boualem Sansal (I)** - (27 novembre 2024) : p. 6185

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'arrestation de Boualem Sansal (II)** - (27 novembre 2024) : p. 6190

- **Négociations en cours relatives à l'accord d'association entre l'Union européenne et le Mercosur** - (27 novembre 2024) : p. 6197 p. 6198 p. 6213

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (7 mai 2024).

Membre titulaire de l'Instance nationale du supportérisme.

Membre du groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté [n° 242 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter une gestion durable et apaisée de l'eau [n° 282 (2023-2024)] (25 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire [n° 295 (2023-2024)] (30 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne défense souveraineté [n° 353 (2023-2024)] (20 février 2024) - **Défense - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à inscrire les élus locaux sur la liste des salariés protégés [n° 358 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail.**

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans [n° 360 (2023-2024)] (26 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans [n° 408 (2023-2024)] (8 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à créer une agence d'évaluation des politiques publiques dans les outre-mer [n° 432 (2023-2024)] (15 mars 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à appliquer le scrutin de liste paritaire à toutes les communes [n° 444 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le remboursement de la licence sportive sur prescription médicale [n° 468 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Sports - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat [n° 471 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à reconnaître la minorité comme un facteur de discrimination pour promouvoir une société ouverte aux enfants [n° 487 (2023-2024)] (28 mars 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés [n° 517 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social [n° 549 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre le cumul de circonstances aggravantes en matière de viol et à adapter les peines encourues à la gravité du viol commis [n° 589 (2023-2024)] (10 mai 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs [n° 682 (2023-2024)] (6 juin 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la qualité et l'indépendance du service public de l'audiovisuel par un financement affecté, juste et pérenne [n° 740 (2023-2024)] (23 juillet 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 741 (2023-2024)] (24 juillet 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie [n° 759 (2023-2024)] (16 septembre 2024) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 14 (2024-2025)] (8 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne [n° 30 (2024-2025)] (11 octobre 2024) - **Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises [n° 83 (2024-2025)] (25 octobre 2024) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à reconnaître la valeur du travail domestique lors du calcul de la prestation compensatoire [n° 127 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réviser les critères d'éligibilité aux zones France Ruralités Revitalisation (FRR) pour un soutien renforcé et équitable aux territoires ruraux fragiles [n° 132 (2024-2025)] (12 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser la parité au sein des exécutifs des intercommunalités [n° 136 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux pour les petites communes [n° 139 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire l'apologie des violences faites aux enfants [n° 152 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Famille - Police et sécurité - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - **Protection judiciaire de la jeunesse** [n° 150 tome 8 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 198 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 199 (2024-2025)] (10 décembre 2024) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale, visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mardi 5 mars 2024 (*commission des lois*) : Mission d'information sur l'application de la loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Dragan Krapovic, ministre de la défense du Monténégro.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des lois*) : Rapport d'activité du Défenseur des droits pour 2023 - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, allongeant la durée de l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 novembre 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Didier Migaud, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Violences associées au football, dans et hors des stades »** - (17 janvier 2024) : p. 124 p. 126

- **Proposition de loi instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste** [n° 259 (2023-2024)] - (23 janvier 2024) -

Article 3 (*Mesures applicables aux mineurs mis en examen pour des infractions à caractère terroriste*) : p. 206

- **Proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune** [n° 244 (2023-2024)] - (24 janvier 2024) - **Article 1er** (*Obligation de décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune*) : p. 293

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France** [n° 253 (2023-2024)] - (30 janvier 2024) - **Article 1er** (*Création d'une conférence nationale de l'autonomie*) : p. 406 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 101 rectifié** (*Intégration d'un volet grand âge dans les contrats locaux de santé*) : p. 412

- **Question orale sans débat sur la prise en charge des enfants atteints d'un trouble du spectre de l'autisme** - (6 février 2024) : p. 622

- **Proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales - Deuxième lecture** [n° 298 (2023-2024)] - (6 février 2024) - **Discussion générale** : p. 649 - **Article 1er** (*Élargissement du dispositif de suspension provisoire de plein droit de l'exercice de l'autorité parentale aux cas de crime ou d'agression sexuelle incestueuse commis sur l'enfant*) : p. 655 p. 658 p. 659

- *Commission mixte paritaire* [n° 350 (2023-2024)] - (12 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1597

- **Proposition de loi allongeant la durée de l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate** [n° 558 (2023-2024)] - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2866 - **Article 1er** (*Allongement de la durée de l'ordonnance de protection et création d'une ordonnance provisoire de protection immédiate*) : p. 2874 p. 2877

- *Commission mixte paritaire* [n° 610 (2023-2024)] - (3 juin 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3520

- **Question orale sans débat sur le décret d'application relatif au cumul de l'allocation adulte handicapé et de l'indemnité de fonction électorale locale** - (4 juin 2024) : p. 3572

- **Question orale sans débat sur l'article 1186 du code de procédure civile** - (4 juin 2024) : p. 3574

- **Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie** [n° 39 (2024-2025)] - (23 octobre 2024) - **Article 1er** (*Report du renouvellement général des membres du Congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie*) : p. 4485

- **Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics** [n° 64 (2024-2025)] - (30 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4623

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)]

Première partie :

- (18 novembre 2024) - **Article 2** (*Rectification de l'Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam*) : p. 5077

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° 963 et n° 1165 rectifié quater** (*Exonération des hôpitaux et des Ehpad de taxe sur les salaires*) : p. 5138

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2024) - **Article 9** (*Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux*) : p. 5352

- **Question orale sans débat relative à l'installation en urgence de brouilleurs au centre pénitentiaire de Bordeaux-Gradignan** - (3 décembre 2024) : p. 7290 p. 7291

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

HAVET (Nadège)
sénatrice (Finistère)
RDPI

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission des affaires européennes.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification le 30 avril 2024 ; puis vice-présidente le 7 mai 2024.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024 ; puis vice-présidente le 12 novembre 2024.

Membre de la commission d'enquête portant sur la production, la consommation et le prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050 le 17 janvier 2024 ; puis vice-présidente le 19 janvier 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du Conseil national de l'économie circulaire.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des infrastructures le 19 février 2024.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (7 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (7 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (20 mars 2024).

Justice

- (3 décembre 2024) : p. 7393 - **État B** : p. 7409

Membre suppléant de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études pour la science et la technologie jusqu'au 10 octobre 2024.

Membre titulaire du Haut Comité du système de transport ferroviaire.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Le développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert ».

Rapporteuse de la mission d'information sur le thème : « le bâti scolaire à l'épreuve de la transition écologique ».

Membre de la mission d'information sur le thème : « Complémentaires santé, mutuelles : l'impact sur le pouvoir d'achat des Français » le 15 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères [n° 433 (2023-2024)] (18 mars 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Culture - Société.**

Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 522 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Famille - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (UE) 2021/2115 et (UE) 2021/2116 en ce qui concerne les normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales, les programmes pour le climat, l'environnement et le bien-être animal, la modification des plans stratégiques relevant de la PAC, le réexamen des plans stratégiques relevant de la PAC et les exemptions des contrôles et des sanctions - COM(2024) 139 final [n° 524 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone [n° 1 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant [n° 164 (2024-2025)] (26 novembre 2024) - **Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Franck Leroy, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afit-France).

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*MI Complémentaires santé*) : Audition de M. Dominique Libault, président du Haut Conseil du financement de la protection sociale.

Réunion du mardi 2 avril 2024 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport « IA, impôts, prestations sociales et lutte contre la fraude ».

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Conseil européen des jeudi 21 et vendredi 22 mars 2024 - Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Wopke Hoekstra, commissaire européen chargé de l'action pour le climat, en commun avec les commissions des affaires européennes du Sénat et de l'Assemblée nationale ainsi que la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale.

Réunion du lundi 3 juin 2024 (*CS Simplification*) : Projet de loi de simplification de la vie économique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Conseil européen des 27 et 28 juin 2024 : audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Enjeux de la lutte contre le changement climatique à l'heure de la COP29 - Audition de Mme Marie Bjornson-Langen, directrice exécutive adjointe solutions développement durable de l'Agence française de développement (AFD), Mme Diane Simiu, directrice du climat, de l'efficacité énergétique et de l'air et M. Philippe Depredurand, sous-directeur de l'action internationale au ministère de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, ainsi que M. Yannick Glemarec, ancien directeur exécutif du Fonds vert pour le climat.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations en cours en vue d'un accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur [n° 775 (2022-2023)]** - (16 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 12

- **Débat relatif au « Pouvoir de vivre » : quelles politiques de solidarité pour répondre au choc de la transition écologique ?** - (16 janvier 2024) : p. 61

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire [n° 301 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 302 (2023-2024)** : p. 767

- **Suite de la discussion** (13 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 832

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 302 (2023-2024)]** - (7 février 2024) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 301 (2023-2024).**

- **Proposition de loi visant à conforter la filière cinématographique en France [n° 323 (2023-2024)]** - (14 février 2024) - **Discussion générale** : p. 990

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement [n° 343 (2023-2024)]** - (27 février 2024) - **Article 9 bis** : p. 1172 - **Article 9 ter** (*Facilitation des travaux de rénovation énergétique dans les copropriétés*) : p. 1178

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Question préalable** : p. 1209

- **Proposition de loi visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics [n° 419 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Dérogação permanente accordée aux jardins d'enfants existants pour accueillir des enfants de trois à six ans dans le cadre de l'instruction obligatoire) : p. 1887

- **Proposition de loi rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises » [n° 421 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1894

- **Suite de la discussion** (26 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2052

- **Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière [n° 443 (2023-2024)]** - (27 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 2232 - **Article 1er** (Création des infractions d'homicide et blessures routiers) : p. 2246 - **Article 1er ter A (nouveau)** (Peine plancher de deux ans de prison pour les homicides routiers par mise en danger) : p. 2254 - **Article 1er sexies (texte non modifié par la commission)** (Systématisation de la suspension par le préfet du permis de conduire en cas de conduite sous l'emprise de l'alcool ou après usage de stupéfiants et allongement de la durée de suspension encourue pour les professionnels chargés du transport de personnes) : p. 2259

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (2 avril 2024) : p. 2362

- **Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire - Commission mixte paritaire [n° 505 (2023-2024)]** - (9 avril 2024) - **Explications de vote communes** : p. 2551 p. 2552

- **Proposition de loi portant statut de personne morale de droit public à statut particulier à l'Académie nationale de chirurgie [n° 566 (2023-2024)]** - (7 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2827

- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Article 1er A** (Généralisation de la déclaration préalable avec enregistrement de la location d'un meublé de tourisme) : p. 3032 p. 3033 p. 3034 p. 3035 p. 3036 p. 3037 - **Article 1er** (Application des obligations de décence énergétique aux locations meublées de tourisme) : p. 3050

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à une convention médicale** - (29 mai 2024) : p. 3356

- **Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 618 (2023-2024)]** - (29 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3392

- **Débat sur le thème : « La France a-t-elle été à la hauteur des défis et de ses ambitions européennes ? »** - (29 mai 2024) : p. 3407

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Discussion générale** : p. 3528 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendement n° 230** (Pas de mise en concurrence ni publicité pour les marchés de travaux inférieurs à 100 000 euros) : p. 3544 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendements n° 12 rectifié bis et n° 253 rectifié** (Réhausser les seuils de mise en concurrence et de publicité des achats innovants) : p. 3545 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendement n° 254 rectifié** (Créer une nouvelle dérogation aux exigences de publicité et de mise en concurrence pour l'acquisition de biens issus du réemploi et de la seconde main dans un montant inférieur à 100 000 euros) : p. 3545 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendements n° 368 rectifié bis, n° 427 rectifié bis, n° 464 rectifié et n° 593 rectifié** (Faciliter le recours aux

variantes techniques et environnementales) : p. 3549 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendements n° 233 et n° 232** (Ouverture de l'ensemble des marchés publics et des contrats de concession au dispositif de partenariat public-privé institutionnalisés) : p. 3549 p. 3550 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendements n° 366 rectifié bis, n° 423 rectifié bis et n° 465 rectifié** (Encadrer le délai entre l'attribution et la notification du marché par l'acheteur) : p. 3551 - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** - **Amendements n° 231 et n° 234** (Dérogação au paiement direct des sous-traitants pour certains marchés de travaux) : p. 3551 p. 3552

- **Suite de la discussion** (4 juin 2024) - **Article additionnel après l'article 12 (priorité)** - **Amendement n° 39 rectifié ter** (Durée d'existence d'une association pour contester une autorisation d'urbanisme allongée à deux ans) : p. 3641 - **Article 14 (priorité)** (Simplifier et faciliter les relations avec les prestataires de services d'assurance) : p. 3647 p. 3648 p. 3650 - **Article 27 (priorité)** (Évaluation des conséquences des projets de loi pour les petites et moyennes entreprises (PME)) : p. 3670 p. 3672 - **Article additionnel après l'article 28 (priorité)** - **Amendements n° 267, n° 269 et n° 268** (Assouplissement de la procédure de saisie des rémunérations) : p. 3675 - **Article additionnel après l'article 28 (priorité)** - **Amendement n° 417 rectifié** (Création d'une facture exécutoire) : p. 3676 - **Article 1er** (Suppression de comités, de commissions, de conseils et d'observatoires) : p. 3682 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 10, n° 19 rectifié, n° 42 rectifié bis et n° 242 rectifié ter** (Simplification des formalités déclaratives pour le bénéfice de la réduction d'impôt au titre du mécénat d'entreprise) : p. 3687 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 224 rectifié et n° 237** (Permettre aux greffiers des tribunaux de commerce de se substituer aux services fiscaux pour la collecte des droits d'enregistrement) : p. 3691 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 223 rectifié et n° 235** (Conférer aux greffes des tribunaux de commerce un rôle d'accompagnement des entreprises pour les formalités) : p. 3692 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 227 rectifié** (Simplification des procédures relatives aux décisions prononcées par les services de la publicité foncière) : p. 3697 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 229** (Suppression des obligations de reporting environnemental des acteurs du numérique) : p. 3702

- **Suite de la discussion** (5 juin 2024) - **Article 17 (priorité)** (Accélérer et simplifier les déploiements de réseaux mobiles) : p. 3753 - **Article additionnel après l'article 17 (priorité)** - **Amendement n° 271 rectifié bis** (Ouverture aux opérateurs télécom d'un droit d'occupation du domaine public non routier pour l'installation des antennes de radiotéléphonie mobile) : p. 3756 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 7 rectifié ter** (Autorisation de l'installation d'ouvrages nécessaires à la couverture numérique des territoires littoraux en discontinuité des espaces urbanisés) : p. 3756 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 228 rectifié** (Consécration juridique de la commission interne dédiée à l'évaluation des technologies diagnostiques au sein de la Haute Autorité de santé) : p. 3763 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 210 rectifié** (Avis simple de l'Architecte des Bâtiments de France pour l'installation de panneaux solaires sur bâtiments publics (abords)) : p. 3799

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2024** - (9 octobre 2024) : p. 4033

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 643 (2023-2024)]** - (15 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4132 - **Article 1er** (Consécration des grands principes de notre système énergétique parmi les objectifs énergétiques généraux figurant à l'article L. 100-2 du code de l'énergie) : p. 4143 - **Article 3** (Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4152 p. 4160 - **Article 4** (Renforcement des flexibilités parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie) : p. 4164 p. 4166 - **Article 5** (Renforcement des

énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie): p. 4168 p. 4169 - **Article 7** (*Intégration des carburants renouvelables d'origine non biologique, aux côtés des biocarburants conventionnels et avancés, au deuxième alinéa de l'article L. 641-6 du code de l'énergie et à l'article L. 661-1-1 du même code*): p. 4177

- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (22 octobre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4392

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 62 (2024-2025)]** - (29 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4522 p. 4523 - **Article 1er** (*Mécanisme de revalorisation automatique du taux de la surprime du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles (CatNat)*) : p. 4537

- **Débat sur le thème : Nouvelle commission : « Quelle politique européenne et quelle influence pour la France ? »** - (12 novembre 2024) : p. 4842

- **Proposition de loi visant à limiter le paiement en espèces [n° 628 (2023-2024)]** - (13 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4918

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

- (20 novembre 2024) - **Article 7** (*Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance*) : p. 5267 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 442 rectifié bis, n° 785 rectifié ter, n° 907 rectifié, n° 1040 rectifié bis, n° 1202 rectifié bis et n° 1270 rectifié bis** (*Ajustement de l'exclusion par la LFSS 2024 des salariés mis à disposition des entreprises par les groupements d'employeurs du calcul des effectifs de ces entreprises utilisatrices*) : p. 5311

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article 8 (suite)** (*Évolution de la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et de la taxe sur la masse en ordre de masse*) : p. 6141

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux violences faites aux femmes** - (27 novembre 2024) : p. 6187

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article 10** (*Mise en cohérence avec le droit de l'Union européenne des taux réduits de TVA sur les opérations liées au chauffage*): p. 6230 p. 6231 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-116 rectifié bis, n° I-153 rectifié bis, n° I-1225, n° I-1244 rectifié bis, n° I-1286 rectifié bis, n° I-1915 rectifié bis, n° 309 rectifié bis, n° 375 rectifié, n° 851 rectifié bis, n° I-1041 rectifié bis, n° I-1416 rectifié, n° I-1710 rectifié et n° I-2021 rectifié bis** (*Remplacement de l'attestation par une mention sur la facture pour l'application de la TVA sur les travaux de rénovation bénéficiant du taux réduit de 5,5 % ou 10 %*) : p. 6273 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-426 rectifié ter, n° I-1739 rectifié et n° I-1013** (*Suppression du taux réduit de TVA de 5,5 % sur les eaux vendues en bouteille plastique ainsi que sur les boissons non alcooliques (dont les sodas)*) : p. 6275 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1727 rectifié et n° I-1465** (*Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les réseaux de froid renouvelables*) : p. 6277 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-449 rectifié bis** (*Application d'un taux de TVA de 5,5 % pour les prestations de lavage de contenants alimentaires réemployables à destination des services de restauration collective des établissements scolaires et universitaires ainsi que des établissements d'accueil des enfants de moins de six ans*) : p. 6278

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° I-79 rectifié, n° I-211 rectifié bis, n° I-595 rectifié, n° I-628 rectifié bis, n° I-727 rectifié bis, n° I-1218 rectifié ter, n° I-742 rectifié, n° I-1588 rectifié, n° I-1735 rectifié et n° I-2014 rectifié** (*Institution d'un prélèvements sur recettes (PSR) visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements*) : p. 6751 p. 6752

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7100

HAYE (Ludovic)
sénateur (Haut-Rhin)
RDPI, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (20 mars 2024).

Vice-président de la mission d'information sur le thème : « gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Note scientifique de l'Office, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : sur les débris spatiaux [n° 510 (2023-2024)] (4 avril 2024) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à revoir l'obligation de construction de logements sociaux [n° 516 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial [n° 522 (2023-2024)] (9 avril 2024) - **Famille - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La nouvelle posture stratégique du Japon dans l'Indopacifique, quelles opportunités pour la France ? [n° 48 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à limiter la charge financière liée aux prestations de chômage versées aux demandeurs d'emploi frontaliers [n° 151 (2024-2025)] (18 novembre 2024) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à l'adoption d'une réglementation européenne sur la gestion du trafic spatial et au développement d'un espace « vert » [n° 158 (2024-2025)] (20 novembre 2024) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 27 février 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 mars 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Réunion du jeudi 4 avril 2024 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen de la note scientifique sur les débris spatiaux.

Examen des conclusions de l'audition publique sur la protection de la biodiversité marine en haute mer.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marie Bockel, envoyé personnel du Président de la République auprès des pays africains concernés par la reconfiguration de nos dispositifs militaires en Afrique.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelle posture stratégique du Japon dans l'Indopacifique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Jérôme Bellanger, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Stéphane Bouillon, secrétaire général du SGDSN, Vincent Strubel, directeur général de l'ANSSI et de Marc-Antoine Brillant, chef du Service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum).

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Chiva, délégué général pour l'armement (à huis clos).

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 - Coordination du travail gouvernemental (action 2 Coordination de la sécurité et de la défense, SGDSN, Cyberdéfense) - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française** [n° 365 (2023-2024)] - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1320

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les cyberattaques contre les services de l'État (I)** - (13 mars 2024) : p. 1676

- **Projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique - Commission mixte paritaire** [n° 470 (2023-2024)] - (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2333 p. 2334

- **Proposition de loi visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères** [n° 578 (2023-2024)] - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2848

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à l'apprentissage transfrontalier** [n° 600 (2023-2024)] - (22 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3180

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)]

Deuxième partie :

- (20 novembre 2024) - **Article 7** (*Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats*

d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance) : p. 5270

HENNO (Olivier)
sénateur (Nord)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (20 mars 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 (20 novembre 2024).

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites le 19 février 2024.

Membre de la mission d'information sur « l'impact des décisions réglementaires et budgétaires de l'État sur l'équilibre financier des collectivités locales ».

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société**.

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaïques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Financiarisation de l'offre de soins : une OPA sur la santé ? [n° 776 (2023-2024)] (25 septembre 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Agriculture et pêche - Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un Fonds national d'aide aux collectivités territoriales pour la création et la rénovation des aires permanentes d'accueil de véhicules de loisir [n° 47 (2024-2025)] (17 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Transports**.

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des risques d'accidents liés aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de traitement de déchets [n° 79 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Environnement - Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à revenir au caractère cumulatif des critères pédologique et floristique permettant de qualifier les zones humides [n° 106 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)] - Exposé général [n° 138 tome 1 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)] - Examen des articles [n° 138 tome 2 (2024-2025)] (13 novembre 2024) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur l'Agence de la biomédecine - Audition de Mme Véronique Hamayon, présidente de la 6e chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Éthique et corruption - Examen du rapport, de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

(*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur les missions de l'Agence de la biomédecine après la dernière loi de bioéthique - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : L'intelligence artificielle et la santé - Audition de Mme Catherine Guettier, professeure et cheffe du service anatomie et cytologie pathologiques de l'hôpital Bicêtre, M. David Gruson, fondateur d'Ethik-IA, M. Luca Mollo, vice-président de l'Alliance pour la recherche et l'innovation des industries de santé (Ariis), vice-président et directeur médical du laboratoire Pfizer France, Mme Méлина Gilberg, responsable médecine fondée sur les faits (real-world evidence) du laboratoire Amgen, et M. Thomas Séjourné, manager de l'unité données de vie réelle du laboratoire Sanofi.

Réunion du jeudi 14 mars 2024 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Réunion du groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol des 17 et 18 février 2024 à Gand (Belgique) - Communication.

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Urbain Hubau, directeur général, Mme Camille Vaziaga, directrice des affaires publiques, et M. Jonathan Favre, docteur et membre du comité médical, de Doctolib.

Gouvernance et situation financière de l'Unédic - Audition de M. Jean-Eudes Tesson, président, et Mme Patricia Ferrand, vice-présidente, de l'Unédic.

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*commission des affaires européennes*) : Voisinage et élargissement - « Réforme et élargissement de l'Union européenne » - Audition de MM. Édouard Balladur, ancien Premier ministre, Joachim Bitterlich, ancien conseiller auprès du Chancelier Helmut Kohl et ambassadeur d'Allemagne, Philippe Étienne, ambassadeur de France, ancien représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne et ambassadeur de France en Allemagne et aux États-Unis, Alain Lamassoure, ancien ministre délégué aux affaires européennes et au budget et président de la commission des budgets du Parlement européen, et Mme Noëlle Lenoir, ancienne ministre chargée des affaires européennes ».

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des affaires sociales*) : La prévention et le traitement du cancer colorectal - Audition du docteur Thierry Ponchon, gastro-entérologue et hépatologue au centre de lutte contre le cancer Léon Bérard à Lyon.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Conseil européen des jeudi 21 et vendredi 22 mars 2024 - Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

(*commission des affaires sociales*) : Financiarisation de l'offre de soins - Audition de MM. Jean Canarelli, président de la Commission nationale de biologie médicale, Christophe Tafani, président de la commission des relations avec les associations de patients et d'usagers du Conseil national de l'ordre des médecins, et Mme Carine Wolf-Thal, présidente du Conseil national de l'ordre des pharmaciens.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de représentants des biologistes médicaux : MM. Alain Le Meur, président de l'Association pour le progrès de la biologie médicale, Sébastien Gibault, directeur général de Synlab et Laurent Escudé, directeur général de Cerballiance.

Financiarisation de l'offre de soins - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant statut de personne morale de droit public à statut particulier à l'Académie nationale de chirurgie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur la santé respiratoire - Audition de Mme Véronique Hamayon, présidente de la 6e chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 21 mai 2024 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Frédéric Valletoux, ministre délégué chargé de la santé et de la prévention.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Programme pour l'industrie européenne de la défense (EDIP) - Examen de la proposition de résolution européenne portant avis motivé sur la conformité de cette proposition législative au principe de subsidiarité.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information sur la financiarisation de la santé - Audition de représentants des grands groupes d'hospitalisation privée.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Financiarisation de l'offre de soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2023 et situation financière de la sécurité

sociale - Audition de M. Pierre Pribile, directeur de la sécurité sociale.

Situation des crèches - Audition de M. Victor Castanet, auteur de l'ouvrage Les Ogres.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour l'année 2023 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 17 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Paul Christophe, ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Communication relative à la situation financière de la sécurité sociale - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente, et M. Nicolas Grivel, directeur général, de la Caisse nationale des allocations familiales.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Adoption du programme de travail.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à améliorer le dépistage des troubles du neuro-développement, l'accompagnement des personnes qui en sont atteintes et le répit de leurs proches aidants** [n° 246 (2023-2024)] - (25 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 329

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France** [n° 253 (2023-2024)] - (31 janvier 2024) - **Article 5 bis A** (*Contrôle des antécédents judiciaires des personnes exerçant une activité au contact d'un majeur vulnérable*) : p. 514

- **Question orale sans débat sur la taxation du carbone et le centre de valorisation énergétique Flamoval** - (7 mars 2024) : p. 1503

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local** [n° 367 (2023-2024)] - (7 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 243 rectifié, n° 45 rectifié bis, n° 29 rectifié, n° 170 rectifié bis, n° 21 rectifié bis, n° 223, n° 58 rectifié, n° 293, n° 306 rectifié quater et n° 353 rectifié bis** (*Extension aux élus du statut de salarié protégé*) : p. 1512

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la circulation des mégacamions en France** - (13 mars 2024) : p. 1680 p. 1681

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2024** - (19 mars 2024) : p. 1918

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part** [n° 694 (2018-2019)] - (21 mars 2024) - **Article 1er** (*Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part*) : p. 2021

- **Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans** [n° 499 (2023-2024)] - (10 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2622 p. 2623

- **Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France** [n° 585 (2023-2024)] - (14 mai 2024) - **Article 1er** (*Faculté de créer des actions à droits de vote multiples lors d'une introduction en bourse et diverses autres dispositions visant à faciliter le financement des entreprises*) : p. 2904

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la lutte contre les trafics en prison** - (29 mai 2024) : p. 3353 p. 3354

- **Débat sur le thème : « La France a-t-elle été à la hauteur des défis et de ses ambitions européennes ? »** - (29 mai 2024) : p. 3405

- **Débat sur le thème « Situation des urgences pendant l'été 2024 »** - (8 octobre 2024) : p. 3950

- **Proposition de loi visant à poursuivre l'expérimentation relative au travail à temps partagé aux fins d'employabilité** [n° 90 (2024-2025)] - (6 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4798

- **Débat sur le thème : Nouvelle commission : « Quelle politique européenne et quelle influence pour la France ? »** - (12 novembre 2024) : p. 4851

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux faillites d'entreprises** - (13 novembre 2024) : p. 4886 p. 4887

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)] - (18 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5039

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 232 rectifié ter** (*Création d'une surcotisation sociale affectée à la branche vieillesse*) : p. 5129 - **Article 6** (*suite*) (*Réforme des allègements généraux de cotisations patronales*) : p. 5175

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article 7** (*Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance*) : p. 5257 p. 5259 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 942 rectifié, n° 1107, n° 368 rectifié bis, n° 1221 rectifié ter et n° 1068 rectifié bis** (*Augmentation du taux de la CSG sur les revenus du capital*) : p. 5274 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 125, n° 903 rectifié ter, n° 1043 rectifié bis, n° 820, n° 904 rectifié ter, n° 947, n° 574 rectifié et 1169 rectifié** (*Augmentation du taux de contribution de solidarité à l'autonomie*) : p. 5297 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 416 rectifié bis** (*Limitation des modes de preuve de vie des retraités percevant des pensions de retraite à l'étranger*) : p. 5309 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° 374 rectifié bis et n° 449 rectifié** (*Obligation qui pèse à la charge d'un organisme de sécurité sociale constatant des fraudes aux arrêts de travail, d'en informer l'employeur de la personne ayant commis cette fraude*) : p. 5318

Troisième partie :

- (22 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 1328** (Conditionnement du remboursement d'appareillages auditifs au respect des conditions d'exercice, d'installation et de distribution) : p. 5526 - **Article 15 quinquiés (nouveau)** (Demande de rapport sur le bilan des articles 33 et 36 de la LFSS 2023 et sur l'indexation automatique du tarif des actes infirmiers sur le taux d'inflation) : p. 5538 - **Article 16** (Extension du champ de l'accompagnement à la pertinence des prescriptions) : p. 5542 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 151** (Instauration d'une « taxe lapin » sur les consultations non honorées) : p. 5554 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 152 rectifié** (Renforcement des incitations pour les professionnels à utiliser le dossier médical partagé en ville et en établissement) : p. 5556 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 20 rectifié** (Limitation à trois mois de l'affiliation à l'assurance maladie pour les personnes résidant en France de manière désormais irrégulière) : p. 5571 - **Article 17** (Conventionnement des entreprises de taxis avec l'assurance maladie) : p. 5578 - **Article 22** (Réforme du mode de calcul de la pension de retraite de base des non-salariés agricoles) : p. 5666

Troisième partie : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2025 :

- (23 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 1076** (Demande de rapport au Parlement sur l'accès au minimum contributif et au minimum contributif majoré des assurés ayant effectué une partie de leur carrière hors de France) : p. 5712 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 760 rectifié ter** (Conditionnement du bénéfice du financement public des crèches à la publication d'indicateurs-clés) : p. 5713 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° 697 rectifié bis et n° 1024** (Expérimentation prévoyant la mise en place de prix-plancher du berceau en crèches) : p. 5714 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° 1190 rectifié et n° 1253 rectifié** (Renforcement de la procédure de recouvrement des indus et suppression de la réforme du tiers-payant concernant le choix du mode de garde (CMG) « structure ») : p. 5715 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 192** (Détermination annuelle du plafond tarifaire des micro-crèches pour le bénéfice du complément de libre choix du mode de garde (CMG)) : p. 5716 p. 5717 - **Article additionnel après l'article**

24 - Amendement n° 191 (Suspension du versement du complément du mode de garde en cas de défaut de paiement du salaire dû à l'assistante maternelle ou à l'employé à domicile) : p. 5717 p. 5718 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 380** (Restriction du bénéfice de la prime de naissance aux personnes de nationalité française) : p. 5718 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° 1192 rectifié et n° 1232 rectifié** (Adaptation du droit des prestations familiales et extension de l'assurance vieillesse des aidants à Mayotte) : p. 5719 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 1317** (Demande de rapport portant sur les travaux de réforme du financement de l'accueil du jeune enfant) : p. 5720 - **Article 30** (Objectifs de dépenses de la branche famille) : p. 5732 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 1084 rectifié** (Demande de rapport sur la mise en œuvre de l'intermédiation financière par l'Agence de recouvrement des impayés de pensions alimentaires) : p. 5734

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) : p. 5847 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-773 rectifié ter, n° I-173 rectifié, n° 86 rectifié bis, n° I-635 rectifié bis, n° I-774 rectifié quater, n° I-1487 rectifié et n° I-1388 rectifié bis** (Dispositions diverses sur l'abattement forfaitaire sur les pensions) : p. 5879

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (26 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5939 p. 5940

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article 11** (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises) : p. 6342

HERVÉ (Loïc)
sénateur (Haute-Savoie)
UC

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 25 janvier, 7, 27 février, 7, 14, 21 mars, 11, 30 avril, 22 mai, 4 juin, 8, 10, 15, 17, 23 octobre, 5, 13, 18, 21, 22, 26 et 28 novembre 2024.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier le 5 juin 2024.

Vice-président de la commission d'enquête sur l'utilisation du réseau social TikTok, son exploitation des données, sa stratégie d'influence.

Membre de la commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens d'entraves efficaces le 1er février 2024.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés le 21 novembre 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (20 mars 2024) ; nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (27 mars 2024).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) jusqu'au 28 février 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

Membre titulaire de l'Office franco-québécois pour la jeunesse.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)] (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique [n° 469 (2023-2024)] (26 mars 2024) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaïques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie.**

Proposition de loi portant création d'une délégation parlementaire dénommée Office parlementaire de la norme [n° 755 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes [n° 758 (2023-2024)] (13 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique visant à mettre fin à la pratique des parachutages électoraux [n° 761 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 10 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 11 (2024-2025)] (7 octobre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 26 mars 2024 (commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les retraites agricoles** - (17 janvier 2024) : p. 87

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de la ligne ferroviaire Lyon-Turin** - (24 janvier 2024) : p. 258

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 494

- **Débat relatif à l'avenir de notre modèle agricole** - (13 février 2024) : p. 855

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'envoi de troupes au sol en Ukraine** - (28 février 2024) : p. 1193

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse [n° 299 (2023-2024)]** - (28 février 2024) - **Discussion générale** : p. 1203 p. 1206 p. 1217

- **Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative [n° 387 (2023-2024)]** - (13 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 50 rectifié (Création d'un CV associatif se substituant au passeport bénévole)** : p. 1734 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 49 rectifié (Signature de convention entre les associations et un élu local)** : p. 1734 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 45 rectifié (Cérémonie en préfecture de remise de la première carte d'électeur)** : p. 1746 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 48 rectifié (Valorisation de l'engagement associatif dans l'enseignement supérieur)** : p. 1749 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 43 (Possibilité pour une commune d'accorder une autorisation d'occupation temporaire de l'espace public à titre gratuit)** : p. 1757

- **Question orale sans débat relative à l'utilité d'un vélodrome Haute-Savoie Arena** - (19 mars 2024) : p. 1828 p. 1829

- **Question orale sans débat relative à des primes pour les fonctionnaires résidant à proximité du Luxembourg** - (19 mars 2024) : p. 1829

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part [n° 694 (2018-2019)]** - (21 mars 2024) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 2004 p. 2005 p. 2006 p. 2007 - **Discussion générale** : p. 2010 p. 2011 p. 2012 p. 2017

- **Projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique - Commission mixte paritaire [n° 470 (2023-2024)]** - (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2329 p. 2330 p. 2331 p. 2334

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise de l'éducation nationale** - (3 avril 2024) : p. 2384
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'indemnisation chômage des travailleurs frontaliers** - (10 avril 2024) : p. 2612 p. 2613
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la compétence « eau et assainissement »** - (10 avril 2024) : p. 2617
- **Proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées [n° 620 (2023-2024)]** - (30 mai 2024) - **Article 1er (Interdiction des PFAS - Contrôle de la présence des PFAS dans les eaux destinées à la consommation humaine - Cartographie des sites ayant pu émettre ou émettant des PFAS - Liste des communes exposées à un danger élevé ou très élevé d'exposition aux PFAS)** : p. 3440
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conclusions du rapport relatif à la décentralisation remis au Président de la République** - (5 juin 2024) : p. 3743
- **Lecture d'une déclaration du Gouvernement** - (1er octobre 2024) : p. 3846
- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3857 p. 3858 p. 3864 p. 3871
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux loyers impayés des gendarmeries** - (9 octobre 2024) : p. 3973
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'assurance chômage des travailleurs transfrontaliers** - (9 octobre 2024) : p. 3978 p. 3979

- **Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)]** - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4303 p. 4304 p. 4305 p. 4306 p. 4308 p. 4310 p. 4311 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4325 p. 4327 p. 4329 p. 4330
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la Nouvelle-Calédonie et l'outre-mer face à l'héritage colonial** - (23 octobre 2024) : p. 4462
- **Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)]** - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4996 p. 4997 p. 4998 p. 4999
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'insécurité dans les petites villes de France** - (20 novembre 2024) : p. 5231 p. 5232
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux violences faites aux élus** - (20 novembre 2024) : p. 5241
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (26 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5934 p. 5935 p. 5939
- **Question d'actualité au Gouvernement relative au renforcement des accords bilatéraux en territoires frontaliers** - (27 novembre 2024) : p. 6189
- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)]** - (18 décembre 2024) - **Discussion générale** : p. 7589 p. 7591

HERZOG (Christine)
sénatrice (Moselle)
UC-R

NOMINATIONS

- Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.
- Membre de la commission d'enquête portant sur la production, la consommation et le prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050 le 17 janvier 2024.
- Membre titulaire du Conseil d'orientation des infrastructures le 19 février 2024.
- Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.
- Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière le 30 mars 2024.
- Membre titulaire du comité de massif du massif des Vosges le 7 novembre 2024.
- Membre de la mission d'information sur le thème : « le bâti scolaire à l'épreuve de la transition écologique ».

DÉPÔTS

- Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)]** (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**
- Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève [n° 344 (2023-2024)]** (14 février 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Transports - Travail.**
- Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)]** (15 février 2024) - **Culture - Société.**
- Proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole [n° 359 (2023-2024)]** (26 février 2024) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**
- Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans [n° 475 (2023-2024)]** (27 mars 2024) - **Culture - Société.**
- Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 519 (2023-2024)]** (8 avril 2024) - **Société - Economie et finances, fiscalité.**
- Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)]** (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à promouvoir la conservation du patrimoine rural [n° 78 (2024-2025)] (24 octobre 2024) - **Culture - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 27 février 2024 (CE Électricité) : Audition de M. Thierry Le Mouroux, directeur exécutif en charge de la préfiguration de la future direction Projets et Construction Nucléaires d'EDF.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Franck Leroy, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afit-France).

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : « État des ponts des collectivités territoriales : quel bilan 5 ans après le rapport de la mission d'information sur la sécurité des ponts « Sécurité des ponts : éviter un drame » ».

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : « Transport ferroviaire : bilan des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 » - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat relative aux frais des associations patriotiques de bénévoles** - (9 avril 2024) : p. 2449 p. 2450

- **Question orale sans débat relative aux dotations de l'État aux collectivités territoriales** - (5 novembre 2024) : p. 4678

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la précarité étudiante et à la situation financière des universités** - (9 octobre 2024) : p. 3977

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation à l'Université** - (6 novembre 2024) : p. 4772

- **Question orale sans débat relative à la résurgence des violences de l'extrême droite dans les universités** - (3 décembre 2024) : p. 7266

- **Question orale sans débat relative aux actions de prévention des risques liés à l'alcool et aux stupéfiants lors des soirées étudiantes organisées dans les enceintes universitaires ou scolaires** - (3 décembre 2024) : p. 7267

- **Question orale sans débat relative aux violences sexistes ou sexuelles commises dans le cadre d'événements d'intégration** - (3 décembre 2024) : p. 7268

HETZEL (Patrick)

*ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche
(du 22 septembre 2024 au 23 décembre 2024)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 33 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Défense - Entreprises - Police et sécurité - Société.**

- **Question orale sans débat sur le thème : « Impact du budget 2025 sur l'avenir des écoles en milieu rural et urbain, garantir l'égalité d'accès à l'éducation »** - (3 décembre 2024) : p. 7269

- **Question orale sans débat sur le thème : « Accompagnants d'élèves en situation de handicap : manque de stabilité et rupture d'accompagnement »** - (3 décembre 2024) : p. 7269

- **Question orale sans débat relative à l'influence non contrôlée des architectes des Bâtiments de France sur les projets des collectivités** - (3 décembre 2024) : p. 7270

HINGRAY (Jean)
sénateur (Vosges)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil d'évaluation de l'école.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique de l'Institut français.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 1er février 2024.

Membre suppléant de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à reconnaître et valoriser la profession de conseiller conjugal et familial [n° 409 (2023-2024)] (11 mars 2024) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer au sein des programmes scolaires l'éducation à la mode écoresponsable [n° 460 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Environnement - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire le dépôt des téléphones portables à l'entrée des écoles et collèges et à renforcer la prévention concernant l'abus d'écrans chez les jeunes [n° 547 (2023-2024)] (19 avril 2024) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 744 (2023-2024)] (25 juillet 2024) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un bail rural à clauses agrivoltaïques [n° 754 (2023-2024)] (10 septembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société - Énergie.**

Proposition de loi organique visant à mettre fin à la pratique des parachutages électoraux [n° 761 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire [n° 140 (2024-2025)] (14 novembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de M. Patrick Hetzel, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs à la recherche - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs à l'Enseignement supérieur - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) :

Audition de M. Luis Vassy, directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris.

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*) : Audition de Martin Ajdari, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Violences associées au football, dans et hors des stades »** - (17 janvier 2024) : p. 119

- **Mise au point au sujet de votes** - (13 février 2024) : p. 856

- **Débat relatif à l'équité et à la transparence de Parcoursup à la frontière du lycée et de l'enseignement supérieur** - (6 mars 2024) : p. 1404 p. 1405

- **Débat sur le thème : « Enseignement privé sous contrat : quelles modalités de contrôle de l'État et quelle équité des moyens vis-à-vis de l'enseignement public ? »** - (6 mars 2024) : p. 1420

- **Question orale sans débat sur l'obligation pour certains parents vivant en milieu rural de recourir à des initiatives privées pour scolariser leur enfant** - (19 mars 2024) : p. 1836 p. 1837

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur** - (20 mars 2024) : p. 1935

- **Question orale sans débat relative à la situation des futurs propriétaires de maison individuelle face aux faillites de constructeurs et à l'obligation légale de garantie des chantiers** - (5 novembre 2024) : p. 4687 p. 4688

HOCHART (Joshua)
sénateur (Nord)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre-Marie Abadie, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 498

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (31 janvier 2024) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 41 rectifié** (*Remise au Parlement d'un rapport évaluant le nombre d'appels à la plateforme téléphonique 3977 contre les*

maltraitements des personnes âgées qui ont permis d'aboutir à l'amélioration de la situation) : p. 509 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 42 rectifié** (*Remise au Parlement d'un rapport sur l'opportunité de créer des places prioritaires d'urgence en hébergement temporaire pour les personnes âgées ayant fait l'objet d'actes de maltraitance par un aidant à leur domicile*) : p. 509

- **Suite de la discussion** (6 février 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 642

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports [n° 319 (2023-2024)]** - (13 février 2024) - **Discussion générale** : p. 868

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les infirmiers sapeurs-pompiers** - (14 février 2024) : p. 939

- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (5 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1348

- **Suite de la discussion** (6 mars 2024) - **Article 4** (*Extension du bénéfice de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux et remise au Parlement d'un rapport relatif aux coûts liés aux attributions exercées par les maires au nom de l'État*) : p. 1441

- **Suite de la discussion** (7 mars 2024) - **Article 12** (*Création d'un statut de l'élu-étudiant*) : p. 1523

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur l'accord de sécurité franco-ukrainien et la situation en Ukraine** - (13 mars 2024) : p. 1713

- **Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative [n° 387 (2023-2024)]** - (13 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 38** (*Exonération automatique de la taxe d'habitation en faveur des associations*) : p. 1744 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 42** (*Demande de rapport*) : p. 1744 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 63** (*Exonération de la taxe annuelle sur les bureaux et locaux commerciaux pour les organes déconcentrés des fédérations sportives*) : p. 1750

- **Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires [n° 415 (2023-2024)]** - (20 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1978

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part** [n° 694 (2018-2019)] - (21 mars 2024) - **Demande de clôture** : p. 2027 - **Article 1er** (Autorisation de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part) : p. 2029 p. 2030

- **Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement** - *Commission mixte paritaire* [n° 429 (2023-2024)] - (27 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2197

- **Proposition de loi portant diverses mesures relatives au grand âge et à l'autonomie** - *Commission mixte paritaire* [n° 412 (2023-2024)] - (27 mars 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2224

- **Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative** - *Commission mixte paritaire* [n° 481 (2023-2024)] - (2 avril 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2340

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (2 avril 2024) : p. 2364

- **Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans** [n° 499 (2023-2024)] - (10 avril 2024) - **Discussion générale** : p. 2622

- **Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne** - *Deuxième lecture* [n° 563 (2023-2024)] - (15 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2996

- **Proposition de loi encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques** - *Deuxième lecture* [n° 616 (2023-2024)] - (28 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3271 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 7** (Administrations - Recours aux prestations de conseil - Principe de subsidiarité) : p. 3284 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 9** (Choix des prestations de conseil - Principe de priorité nationale) : p. 3285 - **Article 12** (Modalités de saisine et pouvoirs de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) en cas de manquement aux règles déontologiques des prestataires de conseil et des consultants) : p. 3291 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 8** (Personnes ayant occupé des emplois ou fonctions centrales pour la vie de la Nation - Obligation de déclaration en cas de nouvelle activité de conseil au sein d'un cabinet étranger) : p. 3298

- **Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre** [n° 623 (2023-2024)] - (28 mai 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3337

- **Proposition de loi ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial** [n° 618 (2023-2024)] - (29 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3388

- **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes** [n° 664 (2023-2024)] - (9 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 3988 - **Article unique** (Diminution du nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 500 habitants) : p. 4004

- **Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public** [n° 41 (2024-2025)] - (23 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4497 p. 4498

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles** [n° 62 (2024-2025)] - (29 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4528 - **Article 1er** (Mécanisme de revalorisation automatique du taux

de la surprime du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles (CatNat)) : p. 4535

- **Proposition de loi visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidants** - *Deuxième lecture* [n° 97 (2024-2025)] - (5 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4698

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** [n° 129 (2024-2025)]

Deuxième partie :

- (19 novembre 2024) - **Article 4** (Pérennisation de l'exonération en faveur des employeurs agricoles de travailleurs occasionnels et de demandeurs d'emploi (TO-DE)) : p. 5141 - **Article 6** (Réforme des allègements généraux de cotisations patronales) : p. 5168

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2024) - **Article 7** (Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance) : p. 5259

Troisième partie :

- (22 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 200** (Interdiction de réaliser des actes de téléconsultation dans certaines entreprises exerçant une activité commerciale) : p. 5557 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 203** (Création d'une amende correspondant au quintuple des prestations indûment versées en cas de fraude et suspension du versement en cas de récidive) : p. 5572

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024** [n° 155 (2024-2025)] - (25 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5787

- **Projet de loi de finances pour 2025** [n° 143 (2024-2025)]

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article 40** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne (PSR-UE)) : p. 5854 p. 5855 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-892 rectifié ter, n° I-451 rectifié ter, n° I-655, n° I-1523 rectifié bis, n° I-616 rectifié et n° I-676** (Défiscalisation des pensions alimentaires) : p. 5868 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-556 rectifié et n° I-615 rectifié** (Suppression de l'avantage fiscal accordé aux journalistes/Exclusion des conseillers régionaux du bénéfice de l'avantage fiscal lié aux indemnités de fonction) : p. 5871 p. 5872 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-565 rectifié** (Exonération d'impôts sur le revenu pour les médecins et infirmières en cumul emploi-retraite) : p. 5875 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-619 rectifié** (Indexation sur l'inflation du plafond de l'exonération d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires) : p. 5875 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-618 rectifié** (Octroi d'une part fiscale pleine dès le deuxième enfant) : p. 5882 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-458 et n° I-558** (Exclusion des dons des associations ayant facilité un séjour irrégulier en France du bénéfice de la réduction d'impôt) : p. 5894

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-658, n° I-943, n° I-1671, n° I-617, n° I-659 et n° I-1515 rectifié** (Dispositions diverses sur l'exit tax) : p. 5962 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-798 rectifié** (Intégration de certains actifs (assurance vie, actifs numériques et biens meubles corporels) dans l'assiette de

l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) : p. 5994 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1672 rectifié, n° I-664, n° I-938, n° I-1340, n° I-400 rectifié, n° I-940, n° 905 rectifié, n° 1369 rectifié et n° I-459** (*Dispositions diverses sur le prélèvement forfaitaire unique (PFU) et sur l'imposition des superdividendes*) : p. 6006 - **Article 4** (*Mise en place d'un partage avec les consommateurs des revenus du nucléaire historique*) : p. 6017 - **Article 6** (*Répartition des coûts du mécanisme de capacité entre les utilisateurs du système électrique*) : p. 6046 - **Article 7** (*Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations*) : p. 6055

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article 8 (suite)** (*Évolution de la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et de la taxe sur la masse en ordre de masse*) : p. 6121 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-564 rectifié** (*Amendement*

d'appel visant à réviser les modalités de calcul du malus CO2) : p. 6141 p. 6142 - **Article 9** (*Adaptation de la réfaction de la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et de la taxe sur la masse en ordre de masse pour les véhicules d'occasion*) : p. 6154

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2024) : p. 7178 - **État B** : p. 7181 p. 7182 p. 7183 p. 7184 p. 7186 p. 7188 p. 7192 p. 7194 p. 7199

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (suite)

- (2 décembre 2024) : p. 7211 - **Sécurités : État B** : p. 7224 p. 7225 p. 7231 p. 7233

HOUPERT (Alain)
sénateur (Côte-d'Or)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la commission d'enquête sur la pénurie de médicaments et les choix de l'industrie pharmaceutique française.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux mineurs non accompagnés [n° 241 (2023-2024)] (16 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à modifier le fait générateur de la perception de la taxe d'aménagement par les collectivités territoriales [n° 268 (2023-2024)] (22 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports**.

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à créer une dérogation aux obligations prévues pour l'aménagement des pistes cyclables [n° 454 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à abaisser le nombre de conseillers municipaux pour les communes de 100 à 3 499 habitants [n° 461 (2023-2024)] (21 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 519 (2023-2024)] (8 avril 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet [n° 551 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 552 (2023-2024)] (25 avril 2024) - **Société**.

Proposition de loi visant à mettre fin aux pratiques d'arbitrage de dividendes [n° 554 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)] (29 avril 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le nombre de listes aux élections européennes [n° 656 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'abstention électorale en autorisant la détention, par les électeurs mandataires, de deux procurations de vote établies en France [n° 657 (2023-2024)] (4 juin 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à tenir compte des opérations de renouvellement des parcs éoliens pour le versement d'une fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) aux communes disposant d'un parc installé avant le 1er janvier 2019 [n° 694 (2023-2024)] (17 juin 2024) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans [n° 762 (2023-2024)] (17 septembre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti et une protection renforcée des consommateurs contre les abus [n° 782 (2023-2024)] (30 septembre 2024) - **Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour consacrer la lutte contre l'antisémitisme [n° 3 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à revenir au caractère cumulatif des critères pédologique et floristique permettant de qualifier les zones humides [n° 106 (2024-2025)] (31 octobre 2024) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à sanctionner plus sévèrement les auteurs d'incendies volontaires du patrimoine culturel et religieux [n° 161 (2024-2025)] (22 novembre 2024) - **Culture - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à l'accord économique et commercial global UE-Canada - Examen du rapport et du texte de la commission.

HOUSSEAU (Marie-Lise)
sénatrice (Tarn)
UC

Devenue sénateur le 28 septembre 2024 (en remplacement de M. Philippe Bonnecarrère, élu député).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2024.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés le 21 novembre 2024 ; puis vice-présidente le 4 décembre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 21 octobre 2024.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 21 octobre 2024.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 21 octobre 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour consacrer la lutte contre l'antisémitisme [n° 3 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 7 (2024-2025)] (2 octobre 2024) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 26 (2024-2025)] (10 octobre 2024) - **Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la liberté de vote des conseillers communautaires [n° 174 (2024-2025)] (2 décembre 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Di Crescenzo, président des chambres de commerce et d'industrie (CCI France).

Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Valérie Létard, ministre du logement et de la rénovation urbaine.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mmes Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques et Olga Givernet, ministre déléguée chargée de l'énergie.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*CE Eaux en bouteille*): Réunion constitutive.

(*commission des affaires économiques*): Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 décembre 2024 (*CE Eaux en bouteille*): Audition de MM. Christophe Poinssot, directeur général délégué et directeur scientifique, et Alain Dupuy, directeur du programme « Eaux souterraines et changement global », du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*CE Eaux en bouteille*): Audition de M. Guillaume Pfund, docteur en géographie économique, chercheur à l'université Lumière Lyon II (en téléconférence).

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des affaires économiques*): Communication en vue de la sollicitation

de l'avis de l'Autorité de la concurrence sur le fonctionnement du marché français de l'agroéquipement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article 18** (*Aménagement des dispositifs de déductions et d'exonérations applicables au secteur agricole*): p. 6472

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-100 rectifié bis, n° I-1449, n° I-807 rectifié, n° I-1450 et n° I-904** (*Création d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) « en amont »*): p. 6568 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-30 rectifié bis et n° I-480 rectifié ter** (*Extension d'une déduction exceptionnelle favorisant l'acquisition d'engins non routiers utilisant des carburants alternatifs au gazole non routier (GNR) aux entreprises produisant des substances minérales solides*): p. 6575 - **Article 24** (*Réintégration des amortissements admis en déduction dans l'assiette de la plus-value imposable réalisée lors de la cession de locaux ayant fait l'objet d'une location meublée dans le cadre d'une activité exercée à titre non professionnel*): p. 6587

HUGONET (Jean-Raymond)
sénateur (Essonne)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Vice-président de la commission spéciale sur la proposition de loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de « zéro artificialisation nette » au cœur des territoires.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 263 (2023-2024)] (18 janvier 2024) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à répondre à la crise agricole [n° 277 (2023-2024)] (24 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 307 (2023-2024)] (31 janvier 2024) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité en ce qui concerne le sport [n° 376 (2023-2024)] (5 mars 2024) - **Société - Sports**.

Proposition de loi visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre [n° 435 (2023-2024)] (19 mars 2024) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Des programmes d'investissement d'avenir à France 2030 : les financements exceptionnels accordés au secteur de la culture [n° 437 (2023-2024)] (20 mars 2024) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à revoir l'obligation de construction de logements sociaux [n° 516 (2023-2024)] (5 avril 2024) - **Famille - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un Conseil national de simplification des normes agricoles (CNSNA) [n° 529 (2023-2024)] (10 avril 2024) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à baisser la fiscalité de l'électricité [n° 737 (2023-2024)] (19 juillet 2024) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes [n° 756 (2023-2024)] (11 septembre 2024) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser le recours à un bailleur social pour la reconstruction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes intégrés aux hôpitaux [n° 767 (2023-2024)] (23 septembre 2024) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'instantanéité du versement des prêts de faible montant [n° 2 (2024-2025)] (1er octobre 2024) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer la promotion, la commercialisation et la consommation des sachets de nicotine à usage oral [n° 36 (2024-2025)] (15 octobre 2024) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Médias, livre et industries culturelles [n° 34 tome 2 annexe 19 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi organique [n° 720 (2023-2024)] portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 40 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Culture - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Médias, livre et industries culturelles et audiovisuel public [n° 144 tome 3 annexe 19 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des finances*) : Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Antoine Deruennes, directeur général de l'Agence France Trésor (AFT).

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des finances*) : Crédits exceptionnels à la culture et aux industries créatives : des moyens considérables, une logique de guichet, un contrôle insatisfaisant 2017-2023 - Audition de M. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement, Mmes Florence Philbert, directrice générale des médias et des industries culturelles, et Sophie Zeller, cheffe de service, adjointe au directeur général de la création artistique, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Crédits exceptionnels à la culture et aux industries créatives : des moyens considérables, une logique de guichet, un contrôle insatisfaisant 2017-2023 - Audition de M. Pierre Moscovici,

Premier président de la Cour des comptes, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 21 mars 2024 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition du Pr Raphaël Gaillard, chef du pôle hospitalo-universitaire de psychiatrie de l'hôpital Sainte-Anne, auteur de « L'homme augmenté ».

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Dégradation du déficit public en 2023 - Communication.

Réunion du mardi 2 avril 2024 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport « IA, impôts, prestations sociales et lutte contre la fraude ».

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Audition de Mme Marie-Anne Barbat-Layani, présidente de l'Autorité des marchés financiers (AMF), MM. Didier Martin, membre expert honoraire du Haut Comité juridique de la place financière de Paris (HCJP), et Jean-Charles Simon, délégué général d'Europlace, sur le thème de l'attractivité financière de la France.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques et Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Examen du rapport.

Réunion du mardi 9 juillet 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Anthony Requin, suite à sa nomination par le conseil de surveillance du fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR), en tant que président du directoire du fonds, préalable à son agrément par le ministre chargé de l'économie.

Contrôle budgétaire - Suivi des recommandations du rapport Jouons collectif pour l'avenir du Stade de France - Communication.

Réunion du mercredi 4 septembre 2024 (*commission des finances*) : Situation économique et budgétaire de la France et préparation du projet de loi de finances pour 2025 - Communication.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des finances*) : Comptes publics de la France : état des lieux - Communication.

Contrôle budgétaire - maintien en condition opérationnelle des équipements militaires - Communication.

Réunion du vendredi 11 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi organique portant réforme du

financement de l'audiovisuel public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des finances*): Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Médias, livre et industries culturelles » et « Audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 31 octobre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 40) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*): Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*commission des finances*): Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Thomas Cazenave, ministre délégué aux comptes publics du 20 juillet 2023 au 21 septembre 2024.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport*): Contrats d'objectifs et de moyens 2024-2028 des sociétés de l'audiovisuel public - Examen du rapport d'information et vote sur l'avis de la commission, en application de l'article 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Projet de loi de finances pour 2025 - Crédits relatifs à l'audiovisuel public - Examen du rapport pour avis.

(*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 14 novembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Engagements financiers de l'État » et comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 19 novembre 2024 (*commission des finances*): Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Communication.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 60) et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACE) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie », « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » et « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » et « Sécurité nucléaire et radioprotection » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Affaires maritimes, pêche et aquaculture » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 21 novembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2025 - Seconde partie - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission des finances*): Projet de loi spéciale - Audition de MM. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, démissionnaire, et Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics, démissionnaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Violences associées au football, dans et hors des stades »** - (17 janvier 2024) : p. 124 p. 125

- **Question orale sans débat sur le transport d'instruments de musique par le réseau SNCF** - (6 février 2024) : p. 612

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'audiovisuel public** - (7 février 2024) : p. 730 p. 731

- **Débat relatif aux finances des départements** - (5 mars 2024) : p. 1281

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affiche officielle des jeux Olympiques et Paralympiques** - (6 mars 2024) : p. 1383

- **Question orale sans débat relative à la dotation exceptionnelle pour la stérilisation des chats** - (9 avril 2024) : p. 2443 p. 2444

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au drame survenu à Viry-Châtillon** - (10 avril 2024) : p. 2604 p. 2605

- **Question orale sans débat sur la compensation financière allouée aux communes par l'État en cas de grève des enseignants** - (4 juin 2024) : p. 3576 p. 3577

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'implication du pouvoir exécutif dans la campagne des élections européennes (II)** - (5 juin 2024) : p. 3741 p. 3742

- **Proposition de loi visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes [n° 21 (2024-2025)]** - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4261

- **Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » [n° 556 (2023-2024)]** - (17 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4305 p. 4314

- **Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 41 (2024-2025)]** - (23 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4489 - **Article 1er** (*Dérogation pour les organismes d'audiovisuel public au principe de lien des impositions affectées à un tiers avec les missions de service public qui lui sont confiées*) : p. 4500 p. 4501 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** (*Financement de l'audiovisuel public par une redevance*) : p. 4502 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7** (*Création d'un compte d'affectation spéciale « Audiovisuel public »*) : p. 4502 - **Article 2 (supprimé)** (*Introduction de la possibilité de création d'un prélèvement sur recettes à destination de la chaîne culturelle européenne*) : p. 4502 p. 4503 - **Article 3** (*Gage financier*) : p. 4504 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4505

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 62 (2024-2025)]** - (29 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4530

- **Débat sur le thème : « Plan budgétaire et structurel national à moyen terme et orientation des finances publiques »** - (30 octobre 2024) : p. 4639

- **Débat sur le thème : « Situation des finances publiques locales »** - (6 novembre 2024) : p. 4787 p. 4788

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 [n° 129 (2024-2025)]** - (21 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 363 rectifié bis, n° 364 rectifié bis et n° 365 rectifié bis (Réduction de l'assiette de la contribution sociale de solidarité pour les distributeurs en gros de médicaments)** : p. 5373 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 134 rectifié, n° 652 rectifié ter, n° 1097, n° 1217 rectifié et n° 824 rectifié (Renforcement de la fiscalité sur les jeux d'argent et de hasard)** : p. 5422

- **Question orale sans débat relative à la reconnaissance officielle de la médecine du sport en tant que spécialité médicale** - (3 décembre 2024) : p. 7294 p. 7295

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7322

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)]** - (18 décembre 2024) - **Discussion générale** : p. 7587

HUSSON (Jean-François)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
Les Républicains

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 11 mars 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 11 mars 2024.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (22 mai 2024).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (24 octobre 2024) ; nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (29 octobre 2024).

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 (26 novembre 2024) ; nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (3 décembre 2024).

Membre ès qualités du comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 12 février 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et garantissant la liberté éditoriale des services de communication audiovisuelle privés [n° 351 (2023-2024)] (15 février 2024) - **Culture - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à rendre aux élus locaux leur pouvoir d'agir [n° 463 (2023-2024)] (22 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi organique visant à rendre aux élus locaux leur pouvoir d'agir [n° 464 (2023-2024)] (22 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à rendre aux élus locaux leur pouvoir d'agir [n° 465 (2023-2024)] (22 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Garantir une solution d'assurance aux collectivités territoriales [n° 474 (2023-2024)] (27 mars 2024) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves [n° 542 (2023-2024)] (12 avril 2024) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie [n° 555 (2023-2024)] (26 avril 2024) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Programme de stabilité 2024-2027 : chronique d'une dérive budgétaire annoncée [n° 559 (2023-2024)] (30 avril 2024) - **Budget - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 292 (2023-2024)] visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale [n° 579 (2023-2024)] (7 mai 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 612 (2023-2024)] (21 mai 2024) - **Environnement - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Dégradation des finances publiques : entre pari et déni [n° 685 (2023-2024)] (12 juin 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Exposé général et examen des articles [n° 34 tome 1 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)] - Plan de relance [n° 34 tome 2 annexe 22 (2024-2025)] (16 octobre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale [n° 85 (2024-2025)] (28 octobre 2024) - **Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Dégradation des finances publiques depuis 2023 [n° 153 (2024-2025)] (19 novembre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Le budget de 2025 et son contexte économique et financier [n° 144 tome 1 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (article liminaire et première partie de la loi de finances) [n° 144 tome 2 fasc. 1 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Les moyens des politiques publiques et dispositions spéciales (seconde partie de la loi de finances) [n° 144 tome 3 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] - Plan de relance [n° 144 tome 3 annexe 22 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 155 (2024-2025)] de finances de fin de gestion pour 2024 [n° 159 (2024-2025)] (21 novembre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 [n° 175 (2024-2025)] (3 décembre 2024) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 207 (2024-2025)] spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 210 (2024-2025)] (17 décembre 2024) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 218 (2024-2025)] (18 décembre 2024) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 226 (2024-2025)] (31 décembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 17 janvier 2024 (*commission des finances*): Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Programme de contrôle de la commission pour 2024 - Communication.

Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement, adoptée par l'Assemblée nationale (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 janvier 2024 (*commission des finances*): « Trajectoire des finances publiques et croissance économique en France et en Europe : bilan et perspectives » - Audition de MM. Jérôme Creel, directeur du département des études de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), François Ecalte, président de l'association « Finances publiques et économie » (FIPECO) et Luc Tholoniat, directeur en charge de l'« Économie des États membres II » à la direction générale des affaires économiques et financières (DG ECFIN) de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 31 janvier 2024 (*commission des finances*): Action de la direction générale des finances publiques auprès du bloc communal - Audition pour suite à donner à la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 7 février 2024 (*commission des finances*): Problèmes assurantiels rencontrés par les collectivités territoriales - Audition de MM. Alain Chrétien, maire de Vesoul, vice-président de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), Thomas Fromentin, président de la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes et administrateur d'Intercommunalités de France, et Éric Schahl, conseiller régional d'Ile-de-France, représentant de Régions de France.

Réunion du mercredi 14 février 2024 (*commission des finances*): Réforme de l'octroi de mer - Audition de Mme Marie-Luce Penchard, vice-présidente du conseil régional de Guadeloupe, MM. Enfanne Haffidhou, directeur général adjoint des finances et vie institutionnelle du conseil départemental de Mayotte, Lucien Alexander, conseiller territorial délégué à la fiscalité et à la performance budgétaire de la collectivité territoriale de Guyane, Patrick Lebreton, premier vice-président du conseil régional de la Réunion, et Arnaud René-Corail, conseiller exécutif en charge des finances de la collectivité territoriale de Martinique.

Réunion du mercredi 28 février 2024 (*commission des finances*): Mise en œuvre du plan « France 2030 » - Audition de M. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement.

Proposition de loi relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mercredi 6 mars 2024 (*commission des finances*): Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention

de l'évasion et de la fraude fiscales - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2024 (*commission des finances*) : Délivrance des titres d'identité et de circulation - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 mars 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Antoine Deruennes, directeur général de l'Agence France Trésor (AFT).

Réunion du mercredi 20 mars 2024 (*commission des finances*) : Crédits exceptionnels à la culture et aux industries créatives : des moyens considérables, une logique de guichet, un contrôle insatisfaisant 2017-2023 - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 27 mars 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Dégradation du déficit public en 2023 - Communication.

Mission d'information sur les problèmes assurantiels des collectivités territoriales - Communication.

Réunion du mercredi 3 avril 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Audition de Mme Marie-Anne Barbat-Layani, présidente de l'Autorité des marchés financiers (AMF), MM. Didier Martin, membre expert honoraire du Haut Comité juridique de la place financière de Paris (HCJP), et Jean-Charles Simon, délégué général d'Europlace, sur le thème de l'attractivité financière de la France.

Réunion du mercredi 10 avril 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans - Examen de la recevabilité financière.

Réunion du mardi 30 avril 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques et Premier président de la Cour des comptes.

Programme de stabilité et orientation des finances publiques - Communication.

Réunion du mardi 7 mai 2024 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des finances*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif - Examen du rapport.

Réunion du mardi 14 mai 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faciliter la transformation des bureaux en logements - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de MM. François Ecalle, président fondateur de l'association « finances publiques et économie » (FIPECO), Mathieu Plane, directeur adjoint de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Olivier Redoulès, directeur des études de l'Institut Rexecode.

Régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 22 mai 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Personnels administratifs du ministère de l'Éducation nationale - Contrôle budgétaire - Communication.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à mieux indemniser les dégâts sur les biens immobiliers causés par le retrait-gonflement de l'argile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 29 mai 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Aides à la décarbonation de l'industrie du plan France 2030 - Communication.

Contrôle budgétaire - Financement public de la filière forêt-bois.

Contrôle budgétaire - Fonds national de l'emploi - Formation (FNE-Formation) - Communication.

Réunion du jeudi 30 mai 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 5 juin 2024 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à mettre en place une imposition des sociétés plus juste et plus écologique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 19 juin 2024 (*commission des finances*) : Financement de la recherche spatiale - Contrôle budgétaire - Communication.

Financement du volet « écoles » du plan « Marseille en grand » - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 9 juillet 2024 (*commission des finances*) : Audition de M. Anthony Requin, suite à sa nomination par le conseil de surveillance du fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR), en tant que président du directoire du fonds, préalable à son agrément par le ministre chargé de l'économie.

Contrôle budgétaire - Les démineurs de la sécurité civile - Communication.

Contrôle budgétaire - Suivi des recommandations du rapport Jouons collectif pour l'avenir du Stade de France - Communication.

Réunion du mercredi 10 juillet 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - L'efficacité de la commande publique dans l'enseignement supérieur - Communication.

Contrôle budgétaire - Les facteurs explicatifs des perspectives d'évolution différentes en matière de charge de la dette entre la France et les principaux États européens - Communication.

Contrôle budgétaire - L'aide alimentaire - Communication.

Contrôle budgétaire - L'immobilier de la gendarmerie nationale - Communication.

Réunion du mercredi 4 septembre 2024 (*commission des finances*) : Situation économique et budgétaire de la France et préparation du projet de loi de finances pour 2025 - Communication.

Réunion du mercredi 18 septembre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Centre des monuments nationaux - Communication.

Contrôle budgétaire - Haut-commissariat au Plan - Communication.

Réunion du mardi 24 septembre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Formation linguistique et civique dans le cadre du contrat d'intégration républicaine - Communication.

Contrôle budgétaire - L'immobilier de l'administration territoriale de l'État - Communication.

Contrôle budgétaire - Recentralisation du revenu de solidarité active - Communication.

Réunion du mercredi 25 septembre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission conjointe de contrôle relative aux inondations survenues en 2023 et au début de l'année 2024 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2024 (*commission des finances*) : Comptes publics de la France : état des lieux - Communication.

Contrôle budgétaire - Les protocoles sociaux, l'organisation du travail des personnels de la direction générale de l'aviation civile (DGAC) et la performance du contrôle aérien français - Communication.

Contrôle budgétaire - maintien en condition opérationnelle des équipements militaires - Communication.

Réunion du mercredi 9 octobre 2024 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols - Examen du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Déplacement d'une délégation du bureau de la commission en Corée du Sud et au Japon - Communication.

Groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols - Examen du rapport d'information.

Réunion du vendredi 11 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Audition de MM. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics.

Projet de loi de finances pour 2025 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 16 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2023 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi relatif aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 - Examen du rapport.

Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réactivation de la mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Actualisation du programme de contrôle.

Réunion du mardi 22 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet loi relatif aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 23 octobre 2024 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Préparation de l'échéance des contrats de concessions autoroutières - Communication.

Projet de loi de finances pour 2025 - Perspectives de l'économie française et la situation des finances publiques - Audition de Mme Anne-Laure Delatte, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), rattachée à l'université Paris Dauphine-PSL (en visioconférence), M. Olivier Redouès, directeur des études de l'Institut Rexecode, et Mme Natacha Valla, présidente du Conseil national de productivité (CNP).

Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du lundi 28 octobre 2024 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale.

Réunion du mardi 29 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi, visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2024 (*commission des finances*) : Communication sur le plan budgétaire et structurel national à moyen terme.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Médias, livre et industries culturelles » et « Audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Recevabilité financière des amendements et des propositions de loi au Sénat - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 31 octobre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Investir pour la France de 2030 » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 40) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 5 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Aide publique au développement » - Compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 6 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Plan de relance » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Sécurités » - Compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale » et « Sécurité et éducation routières » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 7 novembre 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Thomas Cazenave, ministre délégué aux comptes publics du 20 juillet 2023 au 21 septembre 2024.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonction publiques », « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 8 novembre 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de M. Gabriel Attal, Premier ministre du 9 janvier au 5 septembre 2024.

Réunion du mardi 12 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission

« Travail, emploi et administration des ministères sociaux » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Cohésion des territoires » - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » et Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 15 novembre 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Audition de Mme Élisabeth Borne, Première ministre du 16 mai 2022 au 9 janvier 2024.

Réunion du mardi 19 novembre 2024 (*commission des finances*) : Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France - Communication.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 60) et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie », « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » et « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » et « Sûreté nucléaire et radioprotection » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Affaires maritimes, pêche et aquaculture » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 20 novembre 2024 (*commission des finances*) : Missions et moyens du centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 61 à 64) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution » - Examen du rapport spécial.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 21 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2025 - Seconde partie - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés.

Réunion du lundi 25 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 - Article d'équilibre - Examen de l'amendement du Gouvernement.

Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Article liminaire, article 40, et autres articles de première partie - Examen des motions et des amendements de séance.

Réunion du mardi 26 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Suite de l'examen des amendements de séance sur les articles de première partie du projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mercredi 27 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Première partie - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du vendredi 29 novembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Première partie - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 3 décembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Économie » et le compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » - Examen des amendements de séance.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024.

Réunion du mercredi 4 décembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 - Examen des amendements du Gouvernement au texte de la commission mixte paritaire.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et les articles 61, 62, 63 et 64) et le compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Tome III du rapport général - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 11 décembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi spéciale - Audition de MM. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, démissionnaire, et Laurent Saint-Martin, ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics, démissionnaire.

Réunion du mardi 17 décembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 18 décembre 2024 (*commission des finances*) : Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Examen de l'amendement de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la maîtrise des finances publiques** - (17 janvier 2024) : p. 75

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale du Gouvernement** - (17 janvier 2024) : p. 80

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mobilisation des agriculteurs (I)** - (24 janvier 2024) : p. 248

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la maîtrise des finances publiques** - (24 janvier 2024) : p. 252 p. 253

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le transport des céréales sur la Seine pendant les jeux Olympiques** - (24 janvier 2024) : p. 257

- **Proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement - Deuxième lecture [n° 248 (2023-2024)]** - (24 janvier 2024) - **Discussion générale** : p. 262 p. 264 - **Article 2 (Détenition publique du groupe EDF et actionnariat salarié)** : p. 273

- **Déclaration du Gouvernement** - (30 janvier 2024) : p. 368 p. 371 p. 375 p. 377

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (31 janvier 2024) : p. 472 p. 473 p. 474 p. 475 p. 476 p. 477 p. 480 p. 481 p. 482 p. 490 p. 499

- **Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France [n° 253 (2023-2024)]** - (31 janvier 2024) - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 154 rectifié (Caractère facultatif de la réforme des services autonomie à domicile)** : p. 546

- **Proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales - Deuxième lecture [n° 298 (2023-2024)]** - (6 février 2024) - **Article 1er (Élargissement du dispositif de suspension provisoire de plein droit de l'exercice de l'autorité parentale aux cas de crime ou d'agression sexuelle incestueuse commis sur l'enfant)** : p. 658

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application des lois Égalim** - (7 février 2024) : p. 725

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les coopérations dans l'audiovisuel public** - (7 février 2024) : p. 730

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'audiovisuel public** - (7 février 2024) : p. 731

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les coupes budgétaires de Bercy** - (28 février 2024) : p. 1191

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réduction des dépenses publiques** - (28 février 2024) : p. 1194

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les économies budgétaires (I)** - (28 février 2024) : p. 1195 p. 1196

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les économies budgétaires (II)** - (28 février 2024) : p. 1200

- **Débat relatif aux finances des départements** - (5 mars 2024) : p. 1284 p. 1286 p. 1287 p. 1288 p. 1290 p. 1291

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réduction des crédits budgétaires consacrés au logement** - (6 mars 2024) : p. 1380

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dispositif d'indemnisation des catastrophes naturelles** - (6 mars 2024) : p. 1381
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la libre pratique du sport par les femmes** - (6 mars 2024) : p. 1389
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux atteintes à la laïcité à l'école** - (6 mars 2024) : p. 1390
- **Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local [n° 367 (2023-2024)]** - (6 mars 2024) - **Article 3** (*Majoration de la durée d'assurance retraite des élus locaux et exclusion de l'écrêtement de la retraite facultative par rente des agriculteurs anciennement élu local*) : p. 1435 p. 1436
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des finances publiques (I)** - (13 mars 2024) : p. 1672
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport de la Cour des comptes** - (13 mars 2024) : p. 1675
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des finances publiques (II)** - (13 mars 2024) : p. 1677 p. 1678
- **Débat sur le rapport public annuel de la Cour des comptes** - (13 mars 2024) : p. 1689 p. 1694 p. 1695
- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 382 (2023-2024)]** - (14 mars 2024) - **Discussion générale** : p. 1791 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1796 p. 1797
- **Proposition de loi visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non-salariés des professions agricoles [n° 423 (2023-2024)]** - (19 mars 2024) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** (*Fixation d'un objectif de réforme du régime de retraite de base des non-salariés agricoles d'ici à 2030*) : p. 1876 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1876 p. 1877
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2024** - (19 mars 2024) : p. 1908 p. 1909
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces budgétaires relatives aux collectivités territoriales** - (27 mars 2024) : p. 2143
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dérapage des comptes publics** - (27 mars 2024) : p. 2144
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des finances publiques (I)** - (27 mars 2024) : p. 2149
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des finances publiques (II)** - (27 mars 2024) : p. 2150
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le sort des petits commissariats vidés pour les jeux Olympiques** - (27 mars 2024) : p. 2153
- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (2 avril 2024) : p. 2361 p. 2362
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la création de l'agence de conseil interne de l'État** - (3 avril 2024) : p. 2384
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des finances publiques** - (3 avril 2024) : p. 2390
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la gestion des finances publiques** - (10 avril 2024) : p. 2611 p. 2612
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'indemnisation chômage des travailleurs frontaliers** - (10 avril 2024) : p. 2613
- **Débat sur le programme de stabilité et l'orientation des finances publiques** - (30 avril 2024) : p. 2733 p. 2735 p. 2736 p. 2737 p. 2738 p. 2741 p. 2742 p. 2743
- **Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France [n° 585 (2023-2024)]** - (14 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 2894 p. 2896 - **Article 2** (*Assouplissement des règles relatives aux fonds communs de placement à risques*) : p. 2907 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 52** (*Demande d'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour créer un régime de fractionnement des instruments financiers*) : p. 2921
- **Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif [n° 587 (2023-2024)]** - (21 mai 2024) - **Discussion générale** : p. 3017 p. 3018 - **Article 1er A** (*Généralisation de la déclaration préalable avec enregistrement de la location d'un meublé de tourisme*) : p. 3036 - **Article 1er bis** (*Modifications du code du tourisme visant à renforcer les outils à la disposition des communes pour réguler la location meublée touristique*) : p. 3061 p. 3062 - **Article 2** (*Modifications du code de la construction et de l'habitation et du code de l'urbanisme visant à doter les communes de nouveaux outils pour réguler la location meublée touristique*) : p. 3073 - **Article 3** (*Modification du régime fiscal applicable à la location meublée touristique*) : p. 3082 p. 3087 p. 3088 p. 3089 p. 3090 p. 3091 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 113** (*Assujettissement à la TVA de la location meublée de tourisme*) : p. 3092 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 80 rectifié bis** (*Exonération de cotisation foncière des entreprises (CFE) des biens qui sont déjà soumis à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, dès lors que les revenus locatifs sont inférieurs à 30 000 euros*) : p. 3093 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 62 rectifié bis et n° 107** (*Suppression du plafond de taxe de séjour des meublés non classés et augmentation du taux maximal pouvant être voté par les communes (de 5 à 8 %)*) : p. 3094 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 25 rectifié quinquiés** (*Demande de rapport sur les meublés de tourisme classés situés dans les zones rurales*) : p. 3094 - **Article 4 (supprimé)** (*Suppression de la double déductibilité des amortissements dans le cadre du régime fiscal de la location meublée non professionnelle*) : p. 3095 p. 3096
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la sécurité de la maison d'arrêt de la Santé** - (29 mai 2024) : p. 3360
- **Question d'actualité au Gouvernement relative au fonds de soutien au développement des activités périscolaires** - (29 mai 2024) : p. 3363
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux propos du Président de la République sur les finances locales** - (29 mai 2024) : p. 3364 p. 3364
- **Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France - Commission mixte paritaire [n° 632 (2023-2024)]** - (3 juin 2024) - **Examen des conclusions d'une commission mixte paritaire** : p. 3481 p. 3483 - **Article 12** (*Calcul des indemnités de licenciement des preneurs de risques*) : p. 3495 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3500
- **Projet de loi de simplification de la vie économique [n° 635 (2023-2024)]** - (4 juin 2024) - **Article 13 (priorité)** (*Aligner les droits des très petites entreprises sur ceux des particuliers en matière bancaire*) : p. 3644 - **Article 14 (priorité)** (*Simplifier et faciliter les relations avec les prestataires de services d'assurance*) : p. 3647
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des finances publiques (I)** - (5 juin 2024) : p. 3738 p. 3739
- **Lecture d'une déclaration du Gouvernement** - (1er octobre 2024) : p. 3845
- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (2 octobre 2024) : p. 3860 p. 3873

- **Débat sur le thème « Croissance de la dette publique de la France »** - (8 octobre 2024) : p. 3895 p. 3902 p. 3905

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux annonces à la suite du dernier comité des finances locales** - (9 octobre 2024) : p. 3974

- **Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes [n° 664 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Article unique** (*Diminution du nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 500 habitants*) : p. 4004 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4005

- **Proposition de loi visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires [n° 672 (2023-2024)]** - (9 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4010

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2024** - (9 octobre 2024) : p. 4023 p. 4024

- **Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 [n° 32 (2024-2025)]** - (22 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4398 p. 4402 - **Article liminaire** (*Solde structurel et solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2023*) : p. 4408

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de la Loire après les intempéries** - (23 octobre 2024) : p. 4462

- **Proposition de loi organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public [n° 41 (2024-2025)]** - (23 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4499 - **Article 1er** (*Dérogation pour les organismes d'audiovisuel public au principe de lien des impositions affectées à un tiers avec les missions de service public qui lui sont confiées*) : p. 4501 - **Article 2 (supprimé)** (*Introduction de la possibilité de création d'un prélèvement sur recettes à destination de la chaîne culturelle européenne*) : p. 4503 p. 4504

- **Proposition de loi visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 62 (2024-2025)]** - (29 octobre 2024) - **Discussion générale** : p. 4517 p. 4528 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 47** (*Révision des modalités de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour les communes*) : p. 4532 - **Article 1er** (*Mécanisme de revalorisation automatique du taux de la surprime du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles (CatNat)*) : p. 4534 p. 4536 p. 4537 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 27** (*Rendre obligatoire la réalisation d'une étude de sol lors de l'expertise d'un sinistre faisant suite à la reconnaissance d'un état de catastrophe naturelle lié au retrait/gonflement des argiles (RGA)*) : p. 4538 - **Article 3** (*Présomption de refus d'assurance pour motif d'exposition aux catastrophes naturelles dans les zones les plus à risque*) : p. 4539 p. 4540 p. 4541 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 7** (*La Commission nationale consultative des catastrophes naturelles comprend deux nouveaux membres*) : p. 4542 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 35** (*Suppression de la modulation de franchise à la charge des collectivités pour lesquelles le plan de prévention des risques naturels (PPRN) a été prescrit mais n'a pas encore été approuvé*) : p. 4544 - **Article 4** (*Garanties d'indépendance des experts en assurance des catastrophes naturelles*) : p. 4545 p. 4546 p. 4547 p. 4548 - **Article 5** (*Rétablissement de la liberté d'utilisation des indemnités d'assurance en cas de sinistre provoqué par le phénomène de retrait-gonflement des argiles (RGA)*) : p. 4549 p. 4550 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 36** (*Inscrire dans la loi le principe des critères permettant de caractériser le phénomène de retrait/gonflement des argiles (RGA) dans le cadre de la procédure de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle*) : p. 4551 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 23 rectifié** (*Liberté de fixation du montant des primes et des franchises par les assureurs pour les résidences secondaires, les biens à usage collectif et les biens professionnels à forte valeur ajoutée*) : p. 4552 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 31** (*Prévoir un*

décal de deux mois pour la réalisation des expertises diligentées par les assureurs dans le cadre du régime CatNat) : p. 4553 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 53** (*Introduction d'un mécanisme de nivellement des marges techniques entre zones à faible et forte exposition, en modulant le prélèvement additionnel sur le régime CatNat*) : p. 4554 - **Article 5 bis (nouveau)** (*Intégration d'un « scénario » de reconstruction améliorée dans le rapport d'expertise*) : p. 4555 p. 4556 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 43** (*Prévoir d'assouplir les conditions de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour les communes limitrophes d'une commune elle-même reconnue*) : p. 4557 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendements n° 38 rectifié, n° 26 rectifié et n° 4 rectifié ter** (*Prise en charge des frais de contre-expertise par l'assureur*) : p. 4558 p. 4559 - **Article 7** (*Instauration d'un dispositif de soutien à l'acquisition de prêts pour la prévention des risques*) : p. 4560 - **Article 8** (*Conditionnement de « MaPrimeRénov' » à la réalisation de travaux de prévention des risques*) : p. 4561 p. 4563 p. 4564 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 68 rectifié** (*Extension des missions des structures agréées « Mon Accompagnateur à Rénov' » (MAR')*) : p. 4564 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 20 rectifié** (*Demande de rapport sur la mise en place d'une procédure simplifiée pour les travaux des collectivités territoriales ayant subi des catastrophes naturelles*) : p. 4565 - **Article 9** (*Extension du fonds Barnier aux dispositifs expérimentaux en matière de lutte contre le phénomène de retrait-gonflement des argiles (RGA) et le recul du trait de côte*) : p. 4566 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 9** (*Prendre en compte le risque retrait/gonflement des argiles (RGA) dans les plans locaux d'urbanisme*) : p. 4567 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 11** (*Étendre le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles à l'échouage des algues sargasses*) : p. 4568 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 14 rectifié bis** (*Rendre les ouvrages d'art dans les outre-mer éligibles au fonds Barnier*) : p. 4569 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 22 rectifié et 59 rectifié bis** (*Le fonds Barnier peut contribuer au financement de dispositifs d'adaptation et de prévention basés sur des solutions fondées sur la nature*) : p. 4569 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 10** (*Création d'une section "outre-mer" au sein du fonds Barnier*) : p. 4570 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 12 rectifié bis** (*Extension aux collectivités d'outre-mer de l'éligibilité à la dotation de solidarité en faveur de l'équipement des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par des événements climatiques ou géologiques (DSEC)*) : p. 4571 - **Article 10 (nouveau)** (*Renforcement des normes de construction pour prévenir les dommages causés par le phénomène de retrait-gonflement des argiles (RGA)*) : p. 4571 - **Article 11 (nouveau)** (*Inscription dans les programmes de l'école primaire de l'éducation à la prévention des risques*) : p. 4572 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4573

- **Débat sur le thème : « Plan budgétaire et structurel national à moyen terme et orientation des finances publiques »** - (30 octobre 2024) : p. 4631 p. 4633

- **Proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale** - *Commission mixte paritaire [n° 86 (2024-2025)]* - (5 novembre 2024) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4713

- **Débat sur le thème : « Situation des finances publiques locales »** - (6 novembre 2024) : p. 4778 p. 4779 p. 4780 p. 4781 p. 4784 p. 4791

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la COP29 (I)** - (13 novembre 2024) : p. 4879

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux plans sociaux dans le secteur industriel et aux mesures envisagées par le Gouvernement pour réviser sa politique économique, protéger l'emploi et anticiper les mutations** - (13 novembre 2024) : p. 4881

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques [n° 783 (2023-2024)]** - (14 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 4968

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la contribution des collectivités à la réduction du déficit de la France** - (20 novembre 2024) : p. 5235

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Discussion générale :

- (25 novembre 2024) : p. 5752 - **Question préalable** : p. 5755 p. 5757

Discussion générale :

: p. 5760 p. 5762 p. 5764 p. 5767 p. 5769 p. 5774 p. 5775

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 [n° 155 (2024-2025)]** - (25 novembre 2024) - **Discussion générale** : p. 5781 p. 5782 p. 5788

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (25 novembre 2024) - **Article 1er** (Ajustement des dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers) : p. 5794 - **Article 2** (Rectification du montant de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée du compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » au titre de l'année 2024) : p. 5794 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 2 rectifié** (Demande de compensation par l'État pour l'extension de la prime Ségur à hauteur de son coût annuel) : p. 5795 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 5 rectifié** (Demande de compensation intégrale par l'État pour l'extension de la prime Ségur) : p. 5796 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 6 rectifié, n° 8 et n° 14** (Conséquences de l'amendement créant un prélèvement sur recettes (PSR) pour financer l'extension du Ségur aux départements) : p. 5798 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 9 et n° 13** (Institution d'un prélèvement sur recettes pour compenser aux départements la revalorisation du revenu de solidarité active (RSA)) : p. 5799 - **Article 3** (Équilibre général du budget et trésorerie) : p. 5812

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (25 novembre 2024) - **État B** (Répartition des crédits pour 2024 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre du budget général) : p. 5820 p. 5821 p. 5822 p. 5824 p. 5826 p. 5828 p. 5829 p. 5830 p. 5831 p. 5832 p. 5833 p. 5834 - **Article liminaire** (Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2024) : p. 5838 - **Article 3** (Équilibre général du budget et trésorerie) : p. 5841

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]** - (25 novembre 2024) - **Article liminaire** (Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2025, prévisions d'exécution 2024 et exécution 2023) : p. 5843 p. 5845

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

Article 40 et participation de la France au budget de l'Union européenne

- (25 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° I-1930 rectifié bis** (Suppression de niches fiscales) : p. 5857 - **Article 2** (Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2024 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source) : p. 5862 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-654** (Création d'un impôt universel fondé sur la résidence fiscale) : p. 5865 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-892 rectifié ter, n° I-451 rectifié ter, n° I-655, n° I-1523 rectifié bis, n° I-616 rectifié et n° I-676** (Défiscalisation des pensions alimentaires) : p. 5868 p. 5869 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements**

n° I-62 rectifié bis, n° I-136 rectifié bis et n° I-1867 rectifié bis (Suppression de dépenses fiscales relatives aux indemnités journalières) : p. 5870 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-556 rectifié et n° I-615 rectifié** (Suppression de l'avantage fiscal accordé aux journalistes/Exclusion des conseillers régionaux du bénéfice de l'avantage fiscal lié aux indemnités de fonction) : p. 5872 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-98 rectifié, n° I-1983 rectifié et n° I-1845 rectifié** (Dispositions diverses sur l'imposition ou l'exonération à l'impôt sur le revenu des indemnités de fin de contrat de travail ou reçues au titre d'une rupture conventionnelle) : p. 5873 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1615** (Fiscalisation progressive de l'indemnité de résidence à l'étranger (IRE)) : p. 5874 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-494 rectifié bis et n° I-495 rectifié bis** (Relèvement du plafond d'exonération de la prime carburant et de la prime de transport) : p. 5874 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-565 rectifié** (Exonération d'impôts sur le revenu pour les médecins et infirmières en cumul emploi-retraite) : p. 5875 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-619 rectifié** (Indexation sur l'inflation du plafond de l'exonération d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires) : p. 5875 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-657** (Abaissement du plafond annuel de l'exonération fiscale des heures supplémentaires) : p. 5876 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1847 rectifié** (Suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu pour les sommes perçues par les arbitres et juges sportifs) : p. 5876 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-773 rectifié ter, n° I-173 rectifié, n° 86 rectifié bis, n° I-635 rectifié bis, n° I-774 rectifié quater, n° I-1487 rectifié et n° I-1388 rectifié bis** (Dispositions diverses sur l'abattement forfaitaire sur les pensions) : p. 5879 p. 5880 p. 5881 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-618 rectifié** (Octroi d'une part fiscale pleine dès le deuxième enfant) : p. 5882 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1111 rectifié** (Prestations compensatoires pour les non-résidents) : p. 5882 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1113 rectifié** (Taux moyen d'imposition pour les Français non-résidents) : p. 5883 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1518 rectifié bis** (Rehaussement du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu applicable aux versements de primes d'assurances au profit d'une personne en situation de handicap) : p. 5883 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1093 rectifié et n° I-1432 rectifié** (Transformation de la réduction d'impôt au titre des frais d'hébergement en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) en crédit d'impôt) : p. 5884 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-397 rectifié, n° I-918 rectifié, n° I-1670 rectifié et n° I-685** (Transformation de la réduction d'impôt au titre des frais d'hébergement en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) en crédit d'impôt) : p. 5887 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-89 rectifié et I-914 rectifié** (Recentrage du crédit d'impôt service à la personne) : p. 5889 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1180 et n° I-1379 rectifié** (Recentrage du crédit d'impôt service à la personne) : p. 5890 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-695 rectifié et n° I-906** (Ajout d'une rubrique dans la déclaration fiscale du crédit d'impôt service à la personne) : p. 5891 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1838 rectifié** (Encadrement du bénéfice du crédit d'impôt service à la personne pour la contribution de santé au travail) : p. 5892 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1112 rectifié** (Réduction d'impôt sur le revenu au titre des cotisations payées à la Caisse des Français de l'étranger) : p. 5892 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1596 rectifié** (Abaissement du taux de la réduction d'impôt au titre des dons faits aux œuvres) : p. 5892 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1598 rectifié** (Clarification des articles 200 et 238 bis du code général des impôts pour les fédérations d'associations) : p. 5893 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-458 et n° I-558** (Exclusion des dons des associations ayant facilité un séjour irrégulier en France du bénéfice de la réduction d'impôt) : p. 5894 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1990** (Intégrer les tiers-

lieux dans le régime de réduction d'impôt à destination des dons aux associations) : p. 5895 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1096 rectifié bis, n° I-755 rectifié, n° 819 rectifié bis et n° I-1181** (Substitution d'un crédit d'impôt à la réduction d'impôt actuelle pour les frais de déplacement engagés dans le cadre d'une activité bénévole) : p. 5896 p. 5897 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-696 rectifié** (Augmentation de la réduction d'impôt au titre des dons au profit des associations luttant contre la violence domestique) : p. 5897 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-915 rectifié bis** (Pérennisation du plafond dérogatoire de la réduction d'impôt dite « Coluche ») : p. 5898 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-132 et n° I-1110 rectifié** (Ouverture aux non-résidents de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des dons aux œuvres) : p. 5899 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1989** (Exclusion du bénéfice de la réduction d'impôt au titre des dons aux œuvres des entités ayant pour objet le financement d'établissements scolaires privés) : p. 5900 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-477 rectifié ter et n° I-1856 rectifié ter** (Élargissement du crédit d'impôt pour la transition énergétique) : p. 5900 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1637 rectifié** (Mise en place d'un crédit d'impôt pour les dépenses de réparation engagées sur les biens électroménagers, électroniques et informatiques) : p. 5901 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-656** (Augmentation des taux du barème de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (CEHR)) : p. 5902 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1247 rectifié** (Encadrement du recours au crédit d'impôt famille (CIFAM) - Exclusion des dirigeants assimilés salariés du bénéfice du crédit d'impôt) : p. 5902 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1246 rectifié, n° I-1245 rectifié bis et n° I-1179** (Plafonnement du tarif unitaire annuel pour l'accueil de l'enfant pour bénéficier du crédit d'impôt famille (CIFAM)) : p. 5903 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-115 rectifié bis, n° I-121 rectifié quinquies, n° 253 rectifié quinquies, n° 285 rectifié quinquies et n° I-1009** (Extension de la liste des infractions mentionnées au II de l'article 1378 octies du code général des impôts) : p. 5905 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-830 rectifié ter** (Précision de l'intention du législateur : remplacement de la notion de « sommes recouvrées » par celle d'« encaissement ») : p. 5907 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1133 rectifié bis, n° I-1325 rectifié bis, n° 1647 rectifié bis, n° 849 rectifié ter, n° I-1163 rectifié ter et n° I-1250 rectifié sexies** (Prorogation de l'exonération fiscale et sociale sur les pourboires pour les années 2025 et 2026) : p. 5908 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-850 rectifié ter** (Prorogation du dispositif de monétisation des RTT jusqu'au 31 décembre 2026) : p. 5909 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-399 rectifié quater** (Augmentation des plafonds d'exonération sur la prime de partage de la valeur) : p. 5910 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-155 rectifié quater** (Extension de la réduction d'impôt pour les dons au profit de la Fondation du patrimoine) : p. 5910 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1333 rectifié** (Surtaxe temporaire sur l'impôt sur le revenu pour générer 3 milliards d'euros de recettes supplémentaires) : p. 5911 p. 5912

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (26 novembre 2024) - **Article 3** (Instauration d'une contribution différentielle sur les hauts revenus) : p. 5943 p. 5949 p. 5950 p. 5953 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-2070** (Suppression de la réduction d'impôt accordée aux adhérents de centres de gestion ou d'associations agréés (OGA) ainsi que l'agrément délivré par l'administration fiscale aux OGA) : p. 5956 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-294 rectifié bis et n° I-1408 rectifié ter** (Suppression de l'une des conditions du régime favorable d'imposition des produits des actions gratuites) : p. 5957 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-152** (Soumission à l'impôt sur le revenu (IR) des sommes issues d'un plan d'épargne retraite (PER) et perçues par les héritiers du titulaire et introduction d'une borne d'âge pour la souscription d'un PER) : p. 5958 - **Article additionnel après l'article 3 -**

Amendement n° I-1005 (Assimilation à des revenus distribués de l'ensemble des remontrées financières aux holdings) : p. 5958 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-682 rectifié** (Suppression du régime fiscal du plan d'épargne avenir climat (Peac)) : p. 5959 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1392 rectifié bis** (Exonération de retenue à la source sur les produits versés à des non-résidents par des organismes de placement collectif ou sociétés de capital-risque) : p. 5959 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-887 rectifié** (Modification du régime des plans d'épargne retraite (PER) assurantiels) : p. 5960 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-658, n° I-943, n° I-1671, n° I-617, n° I-659 et n° I-1515 rectifié** (Dispositions diverses sur l'exit tax) : p. 5962 p. 5963 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-658, n° I-943, n° I-1671, n° I-617, n° I-659 et n° I-1515 rectifié (suite)** (Dispositions diverses sur l'exit tax) : p. 5964 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-671, n° I-347 rectifié ter, n° I-1394 rectifié bis, n° I-632 rectifié ter, n° I-749 rectifié bis, n° I-1033 et n° I-2072 rectifié** (Dispositions diverses sur le dispositif Madelin et sur les fonds d'investissement de proximité en Nouvelle-Calédonie) : p. 5967 p. 5969 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-372 rectifié et n° I-2073** (Exclusion des entreprises contribuant à la préservation des monuments historiques de la réduction d'impôt (IR-PME) pour les entreprises solidaires d'utilité sociale (Esus) et rétablissement du dispositif dans sa version antérieure à la loi du 13 juin 2024) : p. 5970 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-64 rectifié bis** (Augmentation du taux du prélèvement de solidarité) : p. 5970 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2065 et n° I-2074** (Dispositif temporaire et optionnel de neutralisation des conséquences fiscales de la réévaluation d'actifs pour les entreprises touchées par les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19) : p. 5971 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1469 rectifié bis** (Suppression du bénéfice du régime bénéfiques industriels et commerciaux (BIC) aux locations directes ou indirectes des locaux d'habitation meublés) : p. 5996 p. 5997 p. 5998 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1696** (Création d'un impôt sur les grandes fortunes patrimoniales) : p. 6002 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1672 rectifié, n° I-664, n° I-938, n° I-1340, n° I-400 rectifié, n° I-940, n° 905 rectifié, n° 1369 rectifié et n° I-459** (Dispositions diverses sur le prélèvement forfaitaire unique (PFU) et sur l'imposition des superdividendes) : p. 6003 p. 6007 - **Article 4** (Mise en place d'un partage avec les consommateurs des revenus du nucléaire historique) : p. 6019 p. 6021 p. 6022 - **Article 4 (suite)** (Mise en place d'un partage avec les consommateurs des revenus du nucléaire historique) : p. 6025 p. 6026 p. 6027 p. 6028 - **Article 5** (Ajustements de la fiscalité applicable aux installations nucléaires de base) : p. 6036 p. 6037 p. 6039 p. 6040 p. 6041 - **Article 6** (Répartition des coûts du mécanisme de capacité entre les utilisateurs du système électrique) : p. 6047 p. 6048 - **Article 7** (Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations) : p. 6055 p. 6056 p. 6057 p. 6058 p. 6059 p. 6060 p. 6062 p. 6064 p. 6066 p. 6068 p. 6071 p. 6072 p. 6073 p. 6074 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-985** (Création d'une taxe sur les opérations d'achat pour revente d'électricité) : p. 6074 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-264 rectifié bis** (Instauration d'un malus à l'achat sur les générateurs fonctionnant aux énergies fossiles) : p. 6075 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-693** (Retrait des impôts et taxes énergétiques de l'assiette de la TVA pour la fourniture de gaz, d'électricité et de carburants) : p. 6076 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-766 rectifié bis et n° I-1952 rectifié ter** (Prévoir un tarif réduit d'accise appliqué au biofioul) : p. 6078 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-103 rectifié bis, n° I-810 rectifié et n° I-1178** (Mise en place d'un amortisseur socio-environnemental pour le gaz naturel) : p. 6078 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-2145** (Renforcement et sécurisation du soutien aux entreprises industrielles électro-intensives par la réduction des tarifs d'accises) : p. 6080 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-293 rectifié, n° I-329 rectifié, n° 821 rectifié ter, n° 1415 rectifié bis et n° 1629 rectifié bis** (Tarif réduit de la taxe intérieure de consommation du gaz naturel

(TICGN) pour les fabricants de chips): p. 6081 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-2090** (Adaptation des règles de taxation de l'électricité à l'usage des batteries et des bornes bidirectionnelles): p. 6082 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-694** (Diminution de quatre euros par hectolitre d'ici 2026 du remboursement partiel d'accise sur les produits énergétiques (ancienne TICPE) en faveur du transport routier de marchandises): p. 6082 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-1636 et n° I-325 rectifié** (Suppression du tarif réduit d'accise sur les produits taxables en tant que carburant ou combustible utilisés pour le transport maritime): p. 6083 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-45 rectifié bis et n° 167 rectifié ter** (Suppression de l'application de la taxe incitative relative à l'utilisation d'énergie renouvelable dans le transport (TIRUERT) aux carburants d'aviation): p. 6084 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-2006 rectifié ter** (Inclusion des motorisations thermiques hydrogène dans le périmètre d'éligibilité des quantités d'hydrogène utilisées pour la minoration du taux de la taxe incitative relative à l'utilisation d'énergie renouvelable dans le transport (TIRUERT)): p. 6085 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-55 rectifié** (Réduction d'accise pour la production d'hydrogène par vaporeformage): p. 6085 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-1349** (Suppression des tarifs réduits d'accise pour les biocarburants de première génération): p. 6086 p. 6087 p. 6089 p. 6090 - **Article 8** (Évolution de la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et de la taxe sur la masse en ordre de masse): p. 6095

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier (suite) :

- (27 novembre 2024) - **Article 8 (suite)** (Évolution de la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et de la taxe sur la masse en ordre de masse): p. 6138 p. 6140 p. 6141 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-564 rectifié** (Amendement d'appel visant à réviser les modalités de calcul du malus CO2): p. 6142 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-1474 et n° I-2033 rectifié** (Exonération des véhicules immatriculés en Guyane des malus CO2 et malus poids): p. 6142 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-1528 rectifié** (Délivrance du certificat d'immatriculation dans la région d'établissement du siège social de l'entreprise pour les professionnels de la location de courte durée): p. 6143 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-1943 rectifié bis** (Exonération de malus CO2 pour les véhicules utilisés pour les besoins des exploitations agricoles): p. 6146 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-982** (Création d'une taxe sur les dépenses de publicité en faveur des véhicules polluants): p. 6146 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-2257** (Création d'une taxe annuelle incitative relative à l'acquisition de véhicules légers à faibles émissions): p. 6151 p. 6152 - **Article 9** (Adaptation de la réfaction de la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et de la taxe sur la masse en ordre de masse pour les véhicules d'occasion): p. 6154 p. 6155 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1817 rectifié** (Extension de la possibilité d'instaurer une écotaxe poids lourd pour les régions): p. 6155 p. 6156 p. 6156 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026** (Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)- Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations): p. 6178 p. 6181 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1387, n° I-1168 rectifié, n° I-2076, n° I-1233, n° I-125 rectifié bis, n° I-1497 rectifié bis, n° I-124 rectifié bis, n° I-252 rectifié bis, n° I-601 rectifié, n° I-1427 rectifié bis, n° I-223 rectifié, n° I-529 rectifié bis, n° I-1311 rectifié, n° I-1328 rectifié bis, n° I-1048 rectifié, n° I-690, n° I-380 rectifié, n° I-1167, n° I-1094 rectifié bis, n° I-1025 rectifié, n° I-1329 rectifié et n° I-1026 (suite)** (Dispositions diverses sur les tarifs de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA)-

Majoration/Tarifs spécifiques/Exonérations): p. 6213 p. 6215 p. 6217 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1173** (Multiplication par 34 du tarif d'aviation civile (TAC) pour le transport aérien de marchandises): p. 6218 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-530 rectifié ter** (Exonérer les territoires d'outre-mer de la taxe de l'aviation civile sur le transport aérien de marchandises): p. 6219 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1302 rectifié** (Augmentation du pourcentage cible d'incorporation d'énergies renouvelables dans les transports pour les gazoles): p. 6220 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1234 rectifié bis** (Augmentation du plafond d'incorporation d'éthanol de génération avancée dans les essences): p. 6220 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-36 rectifié bis, n° I-588 rectifié bis et n° I-168 rectifié bis** (Création d'un crédit d'impôt visant à encourager l'incorporation de carburant d'aviation durable): p. 6223 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1353 rectifié** (Augmentation de 10 à 20% de la TVA sur les vols intérieurs): p. 6224 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1034 rectifié et n° I-1348 rectifié** (Suppression de l'exonération d'accise appliquée au kérosène pour l'aviation d'affaires commerciale): p. 6225 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-37 rectifié** (Création d'un suramortissement en faveur du renouvellement de la flotte d'aéronefs des compagnies aériennes): p. 6226 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1616 rectifié bis** (Étendre la location de véhicules propres au forfait mobilités durables): p. 6226 - **Article 10** (Mise en cohérence avec le droit de l'Union européenne des taux réduits de TVA sur les opérations liées au chauffage): p. 6227 p. 6228 p. 6229 p. 6230 p. 6231 p. 6234 p. 6235 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-300 rectifié bis, n° I-453 rectifié bis, n° I-1164 rectifié, n° I-302 rectifié bis et n° I-1165 rectifié bis** (Fiscalisation des sachets de nicotine et encadrement de leur distribution par une distribution exclusive par le réseau des buralistes): p. 6240 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-301 rectifié bis, n° I-452 rectifié bis et n° I-1382 rectifié bis** (Fiscalisation des produits de vapotage et encadrement de la distribution avec une distribution exclusive par les vape-shops et les buralistes): p. 6242 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1768 rectifié** (Extension du régime fiscal du rhum traditionnel aux produits alcooliques dérivés): p. 6243 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-546 rectifié** (Hausse des seuils des procédures soumises à agrément fiscal pour les réductions d'impôts sur les investissements outre-mer): p. 6243 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1480, n° I-131 et n° I-1138 rectifié** (Rétablissement de l'éligibilité des matériels d'occasion acquis par une PME à l'aide fiscale pour les investissements productifs dans les outre-mer): p. 6246 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1036 rectifié quinquies, n° I-633 rectifié quater, n° I-747 rectifié bis et n° I-1037 rectifié** (Ouverture de l'aide fiscale à l'investissement pour la réhabilitation d'immeubles en Nouvelle-Calédonie): p. 6249 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-545 rectifié, n° I-753, n° I-862, n° 1421 rectifié, n° I-1488 rectifié bis et n° I-1546 rectifié ter** (Conditions d'éligibilité des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil à la réduction d'impôt de l'article 199 undecies B du code général des impôts (CGI)): p. 6251 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-631 rectifié ter, n° I-750 rectifié, n° I-1038 rectifié et n° I-1753 rectifié bis** (Application d'un taux de réduction d'impôt majoré sur l'investissement productif en Nouvelle-Calédonie): p. 6252 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1417 rectifié** (Application d'un taux de réduction d'impôt majoré en Martinique): p. 6252 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-971** (Augmentation du taux de réduction d'impôt pour les investissements hôteliers à Saint-Martin): p. 6253 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-540 rectifié et n° I-271 rectifié bis** (Augmentation du taux de réduction d'impôt pour les investissements hôteliers à Saint-Martin): p. 6254 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1489 rectifié bis, n° I-1547 rectifié ter, n° I-544 rectifié, n° I-863 rectifié, n° I-1423 rectifié bis et n° I-2035 rectifié ter** (Élargissement des travaux éligibles à l'aide

fiscale pour la réhabilitation de friches dans les outre-mer) : p. 6256 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2028 rectifié bis et n° I-1543 rectifié bis** (Inclusion de l'acquisition d'immeubles réhabilités dans l'aide fiscale pour logements sociaux) : p. 6257 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1039 rectifié, n° I-634 rectifié ter, n° I-748 rectifié, n° I-1040 et n° I-1542 rectifié ter** (Augmentation du plafond d'éligibilité des opérations de rénovation de logements sociaux en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie) : p. 6259 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1545 rectifié bis** (Extension de l'éligibilité des panneaux photovoltaïques aux dispositifs de défiscalisation) : p. 6259 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1475** (Suppression des spécificités du statut de société d'investissement cotée (SIIC)) : p. 6260 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-2093** (Neutralisation du rattachement à un assujéti unique au titre de la TVA en matière d'investissement à la taxe sur les salaires) : p. 6260 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-541 rectifié, n° I-1146 rectifié et n° I-1422 rectifié ter** (Mise en place d'un schéma de financement spécifique pour les investissements en outre-mer) : p. 6261 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1429 rectifié, n° I-1481, n° 1624, n° I-969, n° I-1140 rectifié, n° I-1495 rectifié bis et n° 2027 rectifié ter** (Extension du crédit d'impôt aux opérations d'accession sociale à la propriété en outre-mer) : p. 6263 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2025 rectifié, n° I-968 et n° I-1750 rectifié** (Remplacement de l'agrément préalable par une obligation d'information pour les bailleurs sociaux) : p. 6264 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-604 rectifié, n° I-1145 rectifié, n° 1420 rectifié bis et n° I-2037 rectifié bis** (Ouverture du crédit d'impôt aux travaux de rénovation de logements intermédiaires en outre-mer) : p. 6265 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-497 rectifié** (Extension du crédit d'impôt en faveur des investissements productifs outre-mer à l'installation de bornes de recharges électriques accessibles au public) : p. 6266 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-2081 rectifié** (Remplacement du régime simplifié d'imposition (RSI) en matière de TVA par un régime déclaratif trimestriel à partir du 1er janvier 2027) : p. 6268 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-691** (Exonération de TVA des 14,6 premiers mètres cubes d'eau) : p. 6268 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1783 rectifié** (Exonération de TVA pour les travaux d'entretien et de restauration des stèles et monuments commémoratifs dédiés aux victimes d'attentats) : p. 6269 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-697 et n° I-1784 rectifié** (Exonération de TVA pour les achats de denrées effectués par les associations d'aide alimentaire) : p. 6270 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-818 rectifié** (Exonération de TVA pour les frais professionnels des groupements constitués par des personnes physiques ou morales exerçant une activité exonérée ou pour laquelle elles n'ont pas la qualité d'assujéti et application de l'exonération aux groupements non exclusivement composés d'adhérents non assujétis ou exonérés) : p. 6270 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1828 rectifié** (Imposition d'un délai de remboursement de la TVA pour les opérateurs de détaxe) : p. 6271 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1609 rectifié bis** (Extension au secteur aéronautique du périmètre de la suspension de TVA sur les biens importés) : p. 6271 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-116 rectifié bis, n° I-153 rectifié bis, n° I-1225, n° I-1244 rectifié bis, n° I-1286 rectifié bis, n° I-1915 rectifié bis, n° 309 rectifié bis, n° 375 rectifié, n° 851 rectifié bis, n° I-1041 rectifié bis, n° I-1416 rectifié, n° I-1710 rectifié et n° I-2021 rectifié bis** (Remplacement de l'attestation par une mention sur la facture pour l'application de la TVA sur les travaux de rénovation bénéficiant du taux réduit de 5,5 % ou 10 %) : p. 6273 p. 6274 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-2050 rectifié** (Application du taux réduit de TVA de 5,5 % pour les plats du jour servis sur place par les restaurateurs) : p. 6274 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-426 rectifié ter, n° I-1739 rectifié et n° I-1013** (Suppression du taux réduit de TVA de 5,5 % sur les eaux vendues en bouteille plastique ainsi que sur les boissons non alcooliques (dont les sodas)) : p. 6276 - **Article**

additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1904 rectifié (Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % pour les appareillages orthopédiques destinés à la pratique du handisport) : p. 6276 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-836 rectifié bis** (Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % pour les travaux de rénovation améliorant le confort thermique passif en période estivale) : p. 6277 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1727 rectifié et n° I-1465** (Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les réseaux de froid renouvelables) : p. 6277 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-462 et n° I-1556** (Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % sur le gaz, l'électricité, le fioul et les carburants) : p. 6278 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-449 rectifié bis** (Application d'un taux de TVA de 5,5 % pour les prestations de lavage de contenants alimentaires réemployables à destination des services de restauration collective des établissements scolaires et universitaires ainsi que des établissements d'accueil des enfants de moins de six ans) : p. 6278 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-429 rectifié bis, n° I-60 rectifié, n° I-282 rectifié quinquies et n° I-1296 rectifié ter** (Application du taux de TVA à 5,5 % à la fourniture et à la pose d'installations d'autoconsommation photovoltaïque d'une puissance inférieure ou égale à 9 kilowatts-crête) : p. 6280 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-430 rectifié bis** (Taux réduit de TVA pour les installations photovoltaïques (panneaux solaires) en autoconsommation avec revente du surplus d'énergie non consommé (amendement de repli)) : p. 6281 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-219 rectifié** (Abaissement à 5,5 % du taux de TVA sur l'accès aux installations sportives en salle ou en plein air et l'encadrement des activités pratiquées dans ces installations) : p. 6281 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-692** (Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % pour les matériaux biosourcés) : p. 6282 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1132 rectifié, n° I-1290 rectifié, n° 1354, n° I-1448 et n° I-1830 rectifié** (Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les opérations de réparation de vélos, d'électroménager, de chaussures et articles de cuir, de vêtements et de linge de maison) : p. 6283 p. 6284 p. 6285 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1268 rectifié bis** (Taux réduit de TVA sur les travaux dans des monuments historiques) : p. 6286 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1810 rectifié et n° I-1203** (Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % à l'ensemble des services de transports publics collectifs de voyageurs à l'exclusion des services librement organisés) : p. 6287 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1811 rectifié** (Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % aux billets de train pour le transport des voyageurs) : p. 6288 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1638** (Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % pour les produits vendus en vrac) : p. 6288 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1622 rectifié et n° I-1888 rectifié ter** (Renvoi à un décret de la définition de l'accession au logement pour l'application de la TVA) : p. 6289 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1902 rectifié bis** (Extension de l'accès des communes pour l'accès au bénéfice de la TVA à 5,5 % concernant la livraison de logements destinés à l'accession à la propriété) : p. 6289 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1352, n° I-1435 rectifié, n° I-1051 rectifié bis et n° I-1052 rectifié bis** (Taux de TVA de 5,5 % pour la livraison de tous les logements locatifs sociaux, ainsi que pour les travaux) : p. 6291 p. 6292 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-61 rectifié** (Application du taux de TVA réduit du secteur social et médico-social à 5,5 % dans les locaux des maisons de répit accueillant les aidants de personnes âgées ou handicapées) : p. 6293 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1894 rectifié ter** (Application du régime du logement intermédiaire aux logements en location-accession et autorisation de revente de tous les logements intermédiaires d'une opération au bout de onze ans) : p. 6294 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-542 rectifié, n° I-606, n° I-1144 rectifié, n° I-1419 rectifié bis et n° I-2036 rectifié bis** (Taux réduit de TVA appliqué aux logements intermédiaires dans les départements d'outre-mer) : p. 6295 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-95 rectifié et n° I-94 rectifié** (Augmentation

du taux de TVA à 15 % pour la restauration à consommer sur place, à emporter ou à livrer) : p. 6296 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1634 rectifié** (Possibilité d'interrompre provisoirement le délai pendant lequel les conditions du bail réel solidaire doivent être respectées pour bénéficier du taux réduit de TVA) : p. 6297 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-688** (Suppression de l'exonération de TVA pour les croisières transfrontalières en navires de plaisance (yachts)) : p. 6297 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-35, n° I-705, n° I-852 rectifié, n° I-1001 et n° I-1754** (Interdiction des logiciels de caisse permissifs auto-certifiés pour lutter contre la fraude à la TVA) : p. 6298

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (28 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2233 rectifié, n° I-890 rectifié bis, n° I-1287 rectifié bis, n° I-1581 rectifié bis et n° I-2049** (Simplification du dispositif de franchise en base de TVA/Division par deux du plafond de la franchise en base de TVA) : p. 6319 p. 6320 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-514 rectifié** (Fixation à 1 % du taux de cotisation à la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) pour les organismes HLM outre-mer) : p. 6321 p. 6321 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1568 rectifié et n° I-2032** (Cession gratuite de terrains à la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) de Guyane) : p. 6322 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-2031** (Possibilité d'une cession gratuite de terrain à la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) de Guyane et exonération décennale de taxe sur le foncier non bâti) : p. 6323 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-502 rectifié bis, n° I-746, n° I-1491 rectifié, n° I-503 rectifié, n° I-224, n° I-1426 rectifié, n° I-151, n° I-1136 rectifié, I-1425 rectifié et n° I-1182** (Exonération de TVA sur l'ensemble des biens importés dans les départements et régions d'outre-mer (DROM)) : p. 6326 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1859 rectifié** (Introduction d'un taux différentiel d'octroi de mer pour le ciment bas carbone local) : p. 6328 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-522 rectifié** (Exonération de droits de mutation à titre gratuit (DMTG) pour les DROM lors de la première cession d'un bien après la reconstitution des titres de propriété) : p. 6328 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-523 rectifié et n° I-525 rectifié** (Exonération des droits de succession pour les départements et régions d'outre-mer (DROM) sur les successions ouvertes depuis 5 ans) : p. 6329 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-520 rectifié** (Exonération de droits de mutation à titre gratuit (DMTG) pour les départements et régions d'outre-mer (DROM) lors de la première cession d'un bien après la reconstitution des titres de propriété) : p. 6329 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1251 rectifié bis, n° I-1277 rectifié ter et n° I-1413 rectifié ter** (Report de l'entrée en vigueur de l'obligation de facturation électronique) : p. 6331 p. 6332 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1760** (Ouverture du bénéfice du crédit d'impôt pour investissements productifs en outre-mer aux entreprises en difficulté) : p. 6333 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1978** (Prorogation du bénéfice de l'abattement de 30 % de taxe foncière en 2025 pour les logements à usage locatif dans les départements et régions d'outre-mer (DROM)) : p. 6333 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1424 rectifié** (Création d'un prélèvement sur recettes au profit de la collectivité territoriale de Martinique) : p. 6334 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1428 rectifié** (Création d'un prélèvement sur recettes au profit de la collectivité territoriale de Martinique) : p. 6335 - **Article 11** (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises) : p. 6342 p. 6343 p. 6347 - **Article 11 (suite)** (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises) : p. 6349 p. 6352 p. 6353 p. 6354 p. 6355 p. 6356 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-667** (Création d'une contribution sur les bénéfices exceptionnels des entreprises) : p. 6357 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-668 rectifié, n° I-957 rectifié et n° I-1364**

rectifié (Création d'une contribution additionnelle sur les bénéfices exceptionnels des grandes entreprises) : p. 6359 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-669** (Création d'une taxe sur les dividendes exceptionnels des grandes entreprises) : p. 6361 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-670 rectifié et n° I-953 rectifié** (Création d'une taxe sur les dividendes exceptionnels des grandes entreprises) : p. 6363 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-817 rectifié bis et n° I-888** (Création d'un crédit d'impôt de 25 % du montant des parts sociales souscrites pour les associés d'une coopérative) : p. 6364 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1155 rectifié quinquies** (Instauration d'un crédit d'impôt sur les recettes provenant d'activités relevant du commerce équitable) : p. 6365 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1872** (Déduction des intérêts pour créanciers participant à une restructuration financière d'entreprise du bénéfice imposable) : p. 6365 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1822 rectifié, n° I-1829 rectifié ter et n° I-1860 rectifié bis** (Création d'une obligation de cession dans un délai de six mois de 2 % du capital d'EDF dans le cadre d'une opération d'actionnariat salarié) : p. 6367 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1085 rectifié ter et n° I-1106 rectifié quater** (Rendre la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance déductible de l'impôt sur les sociétés) : p. 6368 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1147 rectifié bis** (Recréation des avantages fiscaux au bénéfice des sociétés créées pour reprendre une entreprise industrielle) : p. 6370 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1623 rectifié** (Prorogation de l'exonération d'impôt sur les sociétés sur les revenus patrimoniaux des établissements scientifiques, d'enseignement et d'assistance) : p. 6370 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-666** (Hausse du taux normal d'impôt sur les sociétés (IS) et création d'un barème progressif sur l'impôt sur les sociétés) : p. 6371 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-790 rectifié bis, n° I-1154 rectifié ter et I-1255 rectifié** (Plafonnement à 20 millions d'euros de l'avantage tiré de l'IP box (taux réduit de taxation pour les revenus tirés de certains actifs de propriété industrielle)) : p. 6372 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1185** (Hausse du plafond des résultats bénéficiant du taux réduit d'imposition à 15 %) : p. 6373 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-963, n° I-1865 rectifié et n° I-2040 rectifié ter** (Suppression ou réduction de l'exonération d'impôt sur les sociétés sur les plus-values à long terme sur les cessions de titre de participation dans le cadre du régime mère-fille/Évolution des modalités d'application du régime des plus ou moins-values sur cession de titres de participation pour les titres de participation ne revêtant pas ce caractère sur le plan comptable) : p. 6374 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-958** (Hausse conditionnée du taux d'impôt sur les sociétés à 30 %) : p. 6375 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-832 rectifié ter et n° I-833 rectifié ter** (Réforme du périmètre et du mode de calcul de la réduction d'impôt « flotte de vélos ») : p. 6376 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1842 rectifié bis** (Prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 du dispositif d'exonération fiscale pour la multipropriété) : p. 6377 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1070 rectifié ter** (Extension du crédit d'impôt pour les investissements dans l'industrie ferroviaire décarbonée) : p. 6377 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-396 rectifié** (Assujettissement des géants américains du web Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft (GAFAM) à la taxe sur les services des opérateurs de communications électroniques) : p. 6378 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-684 rectifié, n° I-1014, n° I-1371, n° I-1016, n° I-1017 rectifié et n° I-1431 rectifié** (Rehaussement à 5 % du taux de la taxe sur les services numériques (TSN)) : p. 6379 - **Rappel au règlement** : p. 6380 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-997 et n° I-1679 rectifié** (Création d'une taxe sur les plateformes de mise en relation) : p. 6381 - **Article 12** (Création d'une contribution exceptionnelle sur le résultat d'exploitation des grandes entreprises de transport maritime) : p. 6382 p. 6383 p. 6385 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-689 et n° I-1027** (Création d'une taxe sur les yachts) : p. 6386 - **Article additionnel après**

l'article 12 - Amendements n° I-1625, n° I-1626, n° I-901 rectifié ter et n° I-1870 rectifié bis (Majoration du suramortissement des navires verts pour les PME et prorogation de trois ans du dispositif) : p. 6388 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-992 rectifié bis et n° I-1204** (Plafonnement du bénéfice du régime de la taxation forfaitaire au tonnage à 500 millions d'euros par redevable) : p. 6389 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-683** (Indexation sur l'inflation des montants du barème de la taxation forfaitaire au tonnage) : p. 6389 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1350** (Application d'un malus écologique aux entreprises de transport maritime ayant opté pour la taxation forfaitaire au tonnage) : p. 6390 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-584 et n° I-1210** (Prolonger d'un an les exonérations fiscales et sociales pour les employeurs qui décident volontairement de porter à 75 % leur participation aux abonnements de transport de leurs salariés) : p. 6391 - **Article 13** (Précisions apportées au dispositif d'imposition minimale mondiale des groupes d'entreprises multinationales et des groupes nationaux) : p. 6397 p. 6398 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-486 rectifié bis** (Création d'une nouvelle provision en franchise d'impôt pour les entreprises d'assurances et de réassurances) : p. 6399 p. 6400 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-960** (Restriction du régime « mère-fille » aux entreprises situées dans un pays de l'Espace économique européen (EEE)) : p. 6401 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-999** (Alignement du régime fiscal des plus-values pour un associé d'une société coopérative d'intérêt collectif sur celui d'un associé d'une société coopérative de production) : p. 6401 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-801 rectifié** (Relèvement de la quote-part pour frais et charges applicables aux dividendes intragroupes et hors-groupes) : p. 6402 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-813 rectifié** (Création d'une taxation différentielle des bénéfices selon leur destination) : p. 6402 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° I-42 rectifié et n° I-1256 rectifié bis** (Rehaussement du seuil d'assujettissement à la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S)) : p. 6403 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-729** (Conditionnement de l'accès au crédit d'impôt industrie verte à l'absence de plan de sauvegarde) : p. 6403 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-754 rectifié bis** (Rehaussement à 25 000 euros de l'abattement de taxe sur les salaires pour certains organismes et instauration d'une déductibilité des participations versées en espèces) : p. 6404 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° I-1276 rectifié, n° I-1412 rectifié bis et n° I-2048 rectifié ter** (Prolongation de 2 ans du délai de remboursement des prêts garantis par l'État) : p. 6405 - **Article 14** (Coopération administrative dans le domaine fiscal : échange d'informations sur les crypto-actifs, supervision des obligations déclaratives, mise en conformité au regard du droit de l'Union européenne) : p. 6409 p. 6410 p. 6411 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-476 rectifié bis** (Création d'une taxe sur l'utilisation d'animaux à des fins expérimentales) : p. 6412 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-7, n° I-1254 rectifié bis, n° I-1356, n° I-1323 rectifié, n° I-467 et n° I-837 rectifié** (Normalisation des aides aux entreprises dans le domaine de la recherche et de l'innovation/Rationalisation du crédit impôt recherche en matière de brevets) : p. 6412 p. 6416 p. 6417 p. 6423 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 1324 rectifié** (Exclusion du secteur financier du bénéfice du crédit d'impôt recherche (CIR)) : p. 6425 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-1355** (Création d'une présomption d'éligibilité au crédit d'impôt recherche pour les dépenses d'innovation sociale) : p. 6425 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-111 rectifié septies, n° I-812 rectifié ter, n° I-1375 rectifié ter, n° I-1404 rectifié ter, n° I-1607 rectifié bis, n° I-1631 rectifié ter, n° I-1708 rectifié et n° I-1836 rectifié ter** (Prorogation de trois ans du crédit d'impôt collection (CIC)) : p. 6426 p. 6427 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-2091** (Précision sur la notion de « subvention publique » au sens du crédit d'impôt recherche) : p. 6427 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-687** (Conditionnement du crédit d'impôt recherche au fait de ne pas avoir procédé à un

licenciement d'un agent de recherche pendant douze mois) : p. 6427 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-97** (Exclusion du crédit d'impôt recherche (CIR) des entreprises extérieures à l'Union européenne) : p. 6428 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-799 rectifié, n° I-1401 rectifié bis** (Création de la catégorie des jeunes entreprises d'innovation à impact (JEII)) : p. 6429 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-2164 rectifié** (Alignement du traitement juridique de la défaillance déclarative, en cas de détention d'actifs numériques à l'étranger, sur celui applicable aux comptes bancaires et contrats de capitalisation détenus à l'étranger) : p. 6430 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-99 et n° I-1002** (Renforcement des sanctions à l'encontre des intermédiaires impliqués dans des montages abusifs) : p. 6431 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-699** (Déchéance fiscale de 10 années pour les contribuables condamnés pour infraction fiscale) : p. 6432 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-700** (Prise en compte des condamnations pénales des entreprises pour l'octroi d'avantages fiscaux) : p. 6432 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-1549** (Renforcement du contrôle des restitutions d'impôt sur le revenu par demande de justificatifs) : p. 6433 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-1743** (Extension de 3 à 10 ans du droit de reprise de l'administration pour les comptes d'actifs numériques) : p. 6433 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-1548** (Extension de 3 à 10 ans du droit de reprise de l'administration en cas de fausse domiciliation fiscale) : p. 6434 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-106** (Obligation de déclaration des coffres-forts numériques) : p. 6434 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-962** (Plafonnement des charges déductibles pour les salaires à hauteur d'un écart maximum d'un facteur vingt avec la moyenne du premier décile) : p. 6435 - **Article 15** (Report de trois ans de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) : p. 6437 p. 6441 p. 6447 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1327 rectifié bis, n° I-1007 et n° I-1357** (Assujettissement des drives et établissements logistiques à la taxe sur les surfaces commerciales) : p. 6449 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1003** (Extension de la taxe sur les surfaces commerciales aux entrepôts de plus de 10 000 m²) : p. 6451 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1209 rectifié** (Réduction progressive des déductions fiscales pour les voitures thermiques et hybrides des entreprises) : p. 6452 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-242 rectifié ter** (Maintien du régime d'imposition des gérants majoritaires de sociétés d'exercice libéral à responsabilité limitée (SELARL) au même niveau que les sociétés à responsabilité limitée (SARL)) : p. 6453 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1513 rectifié** (Fin de l'exonération de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) mobile pour les stations en zone de montagne) : p. 6453 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1911 rectifié bis** (Augmentation de 10 % de l'imposition forfaitaire sur les entreprises en réseau) : p. 6453 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-903** (Conditionnement des aides publiques au respect de standards par les acteurs économiques) : p. 6455 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1814 rectifié bis** (Instauration d'une taxe sur les livraisons de e-commerce basée sur un écoscore) : p. 6455 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1813 rectifié bis et n° I-983 rectifié** (Institution d'une taxe sur les livraisons de biens par certaines plateformes numériques de vente en ligne/Institution d'une taxe dégressive sur les livraisons en fonction du délai de livraison) : p. 6458 - **Article 16** (Clarification des modalités de calcul de l'atténuation des variations de valeurs locales de locaux professionnels) : p. 6458 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-1593** (Exclusion des investissements mixtes du bénéfice du crédit d'impôt pour certains investissements réalisés et exploités en Corse (CIIC)) : p. 6458 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-70 rectifié bis** (Attribution d'un crédit d'impôt au titre des investissements effectués pour les besoins d'une activité de pêche en Corse) : p. 6459 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-68 rectifié bis** (Majoration du taux de crédit d'impôt en faveur des TPE et

PME en Corse): p. 6459 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-557** (Doublement du taux de prélèvement au titre des frais d'assiette et de recouvrement de la taxe sur les éoliennes en mer): p. 6459 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-1694 rectifié, n° I-928 rectifié, n° I-1777 rectifié bis, n° 1315 rectifié ter et n° I-1656 rectifié ter** (Dispositions diverses sur la modulation du tarif de la taxe de séjour): p. 6464 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-1473 rectifié** (Modification des tarifs de la taxe de séjour en fonction des catégories d'hébergement): p. 6466 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-1231 rectifié bis** (Autorisation pour les départements de moduler le taux de la taxe additionnelle de séjour): p. 6466 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-2206** (Report du calendrier de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation (RVLLH)): p. 6466 - **Article 17** (Aménagement du régime spécial des fusions à la suite de l'adoption de l'ordonnance n° 2023-393 du 24 mai 2023 portant réforme du régime des fusions, scissions, apports partiels d'actifs et opérations transfrontalières des sociétés commerciales): p. 6467 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-706** (Taxation des entreprises établies dans des États ou territoires non coopératifs): p. 6467 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-707** (Accord préalable obligatoire de l'administration fiscale sur la politique de prix de transfert): p. 6468 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-708** (Rendre opposable la documentation relative aux prix de transfert des entreprises pour sanctionner les écarts déclarés): p. 6468 - **Article 18** (Aménagement des dispositifs de déductions et d'exonérations applicables au secteur agricole): p. 6470 p. 6471 p. 6473 p. 6474 p. 6475 p. 6476 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-1090, n° I-2165, n° I-1232 rectifié, n° I-259 rectifié ter, n° I-789 rectifié bis, n° I-320, n° I-1015 rectifié, n° I-526 rectifié bis et n° I-1560** (Dispositions diverses sur le crédit d'impôt « remplacement des absences des agriculteurs »): p. 6476 p. 6478 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-323 rectifié bis** (Instauration d'un crédit d'impôt à hauteur de 66 % au bénéfice des agriculteurs sur l'adhésion à un organisme national à vocation agricole et rurale (ONVAR), dans la limite de 1 500 euros): p. 6479 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-1137 rectifié bis et n° I-307 rectifié bis** (Instauration d'une taxe sur les produits alimentaires n'affichant pas la qualité nutritionnelle, l'impact environnemental, ainsi que l'origine des matières premières principales): p. 6480 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-237 rectifié ter** (Instauration d'un crédit d'impôt de 80 % pour la réalisation des diagnostics d'indices de biodiversité potentielle (IBP)): p. 6480 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-867 rectifié** (Majoration du crédit d'impôt sur les dispositifs d'incitation à la gestion durable des forêts): p. 6481 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-236 rectifié quater, n° I-235 rectifié quinquies, n° I-1213, n° I-316, n° I-231 rectifié quater, n° I-493 rectifié, n° I-249 rectifié sexies et n° I-866 rectifié** (Subordonner tout soutien public des propriétaires forestiers à la vente du bois aux seules personnes résidant dans l'Union européenne): p. 6482 p. 6483

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-1540 rectifié bis** (Exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) temporaire, d'une durée de 10 ans, en cas de réunion de parcelles forestières de moins de 10 hectares): p. 6500 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-805 rectifié bis** (Exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) temporaire, d'une durée de 10 ans, en cas de réunion de parcelles forestières de moins de 10 hectares): p. 6500 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-290 rectifié, n° I-355 rectifié ter, n° I-871 rectifié quater, n° I-1102 rectifié ter et n° I-1562** (Crédit d'impôt au titre des dépenses engagées par un coopérateur pour acquérir du matériel de mécanisation collective au sein des coopératives d'utilisation des matériels agricoles (CUMA)): p. 6501 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-256 rectifié quinquies et n° I-315 rectifié ter** (Possibilité de vendre son autoproduction de bière sans licence): p. 6502 - **Article additionnel après l'article 18 -**

Amendement n° I-319 (Restriction de l'accès au droit fixe d'enregistrement): p. 6502 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-946** (Réduction de l'avantage fiscal attaché au dispositif fiscal forestier du « Sérot-Monichon »): p. 6503 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-1114 rectifié ter et n° I-868 rectifié** (Amortissement pour l'acquisition d'engins non routiers neufs): p. 6504 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-262 rectifié quater et n° I-788 rectifié** (Exonération d'impôt sur le revenu sur les indemnités versées aux agriculteurs à raison de pertes économiques résultant de maladies animales ou de la propagation d'organismes nuisibles): p. 6505 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-1561** (Instauration d'un crédit d'impôt de 100 % au titre des dépenses engagées pour assurer le remplacement de leurs salariés partis en formation): p. 6506 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-254 rectifié ter et n° I-1564 rectifié** (Prolongation de 6 à 12 mois du délai pendant lequel, à compter de la conclusion d'une vente, une SAFER peut effectuer une cession): p. 6506 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-1563** (Mise en place d'un régime fiscal de faveur pour les sociétés d'aménagement foncier): p. 6507 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-44 rectifié bis, n° I-233 rectifié quinquies, n° I-291, n° I-422 rectifié bis, n° I-1058 rectifié bis, n° I-1565 et n° I-1649 rectifié bis** (Suppression de l'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties (TFPB) sur les installations de méthanisation agricole): p. 6508 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-166 rectifié bis** (Élargissement du champ des dégrèvements aux pertes liées aux épizooties): p. 6509 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-1197** (Abrogation du crédit d'impôt attaché à la certification d'exploitation à haute valeur environnementale): p. 6509 - **Article 19** (Mesures d'incitation à la transmission des exploitations agricoles au profit de jeunes agriculteurs): p. 6515 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1839 rectifié** (Extension de l'abattement fixe de 500 000 euros sur les plus-values de cessions professionnelles des dirigeants partant à la retraite): p. 6516 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-261 rectifié quater** (Soumettre les revenus fonciers issus de locations à de jeunes agriculteurs au prélèvement forfaitaire unique (PFU)): p. 6517 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1320 rectifié** (Report des délais de déclaration des biens échus ou transmis par décès lorsque les déclarations de succession comportent des biens immobiliers): p. 6517 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-886 rectifié bis et n° I-1782 rectifié bis** (Traitement fiscal des transactions immobilières en vente directe ou indirecte): p. 6518 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1776 rectifié** (Création d'une taxe additionnelle d'enregistrement portant sur les cessions de participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière): p. 6518 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-948** (Plafonnement du bénéfice du « pacte Dutreil » dans la limite de 5 millions d'euros): p. 6528 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-2166, n° I-1897 rectifié bis, n° I-854 rectifié bis et n° I-2252** (Exonération temporaire de droits de mutation des dons en sommes d'argent affectés à la rénovation énergétique des résidences principales): p. 6533 p. 6534 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-1848 rectifié bis et n° I-1668 rectifié** (Alignement de la taxation des produits d'assurance vie au moment de la succession sur les droits de succession): p. 6537 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-349 rectifié et n° I-350 rectifié** (Affectation du produit de droits de mutation à titre gratuit (DMTG) excédant celui de 2024 à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)): p. 6538 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° I-1281 rectifié, n° I-1643 rectifié, n° I-1539 et n° I-1873** (Renforcement et prorogation du crédit d'impôt bénéficiant aux exploitations en agriculture biologique): p. 6540 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° I-1764 rectifié quinquies** (Instauration d'un crédit d'impôt « haies »): p. 6541 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° I-1878 rectifié bis, n° I-260 rectifié et n° I-1644 rectifié** (Mise en place d'un crédit d'impôt ponctuel pour les exploitations qui obtiennent la certification haute valeur environnementale pour

l'agriculture (HVE)): p. 6543 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° I-613 rectifié ter et n° I-1031 (Affectation d'accise sur les énergies aux régions au titre du Ségur de la santé)**: p. 6544 - **Article 21 (Mesures diverses de correction, clarification et coordination en matière de fiscalité sectorielle)**: p. 6550 p. 6551 p. 6552 p. 6553 p. 6554 p. 6555 p. 6556 p. 6557 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-2063 rectifié (Modernisation des procédures de recouvrement de la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI))**: p. 6558 - **Article 22 (Mise en conformité des dispositions fiscales avec la réglementation européenne en matière d'aides d'État)**: p. 6561 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-69 rectifié bis (Application d'une réfaction de 35% à la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en Corse)**: p. 6561 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-1176 (Réfaction de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) pour les « territoires performants » et modification des paramètres)**: p. 6562 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-531 rectifié, n° I-1318 rectifié, n° I-1319 rectifié bis, n° I-269 rectifié bis, n° I-1763 et n° I-533 rectifié (Diminution de la réfaction de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en outre-mer)**: p. 6565 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-1150 rectifié bis, n° I-1161 rectifié bis, n° I-1228 rectifié, n° I-1236 rectifié bis, n° I-1270 rectifié ter, n° I-1961 rectifié ter et n° I-2227 rectifié (Exonération de la valorisation énergétique des combustibles solides de récupération pour la production de gaz)**: p. 6567 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-100 rectifié bis, n° I-1449, n° I-807 rectifié, n° I-1450 et n° I-904 (Création d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) « en amont »)**: p. 6571 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-101 rectifié bis, n° I-808 rectifié, n° I-1177 et n° I-1451 (Création d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) « en amont »)**: p. 6572 p. 6573 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-102 rectifié bis et n° I-809 rectifié (Affectation d'une fraction de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME))**: p. 6574 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-1844 rectifié (Supprimer le prélèvement de frais d'assiette et de recouvrement relatifs à la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance)**: p. 6574 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-30 rectifié bis et n° I-480 rectifié ter (Extension d'une déduction exceptionnelle favorisant l'acquisition d'engins non routiers utilisant des carburants alternatifs au gazole non routier (GNR) aux entreprises produisant des substances minérales solides)**: p. 6575 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-1243 rectifié (Réduction d'impôt au titre des cotisations pour les associations syndicales autorisées en matière d'entretien des cours d'eau)**: p. 6575 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-2075 (Précision dans la réforme des redevances de l'eau)**: p. 6577 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-1030 (Mise en place d'une redevance pour les substances per et polyfluoroalkylées)**: p. 6580 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-1205 (Mise en place d'une redevance pour les substances per et polyfluoroalkylées)**: p. 6581 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-791 rectifié quinquies (Nouvelle redevance de l'eau pour le refroidissement industriel)**: p. 6582 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-425 rectifié (Création d'une taxe sur les plastiques à usage unique)**: p. 6583 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-1447 (Suppression d'une exonération de redevance pour pollution diffuse)**: p. 6583 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-1360, n° I-1128 rectifié et n° I-1361 (Rendre redevables à la redevance pour pollutions diffuses les producteurs de produits phytopharmaceutiques)**: p. 6584 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-448 rectifié bis (Contribution environnementale sur le mégot)**: p. 6585 - **Article 24 (Réintégration des amortissements admis en déduction dans l'assiette de la plus-value imposable réalisée lors de la cession de locaux ayant fait l'objet d'une location meublée dans le cadre d'une activité exercée à titre non professionnel)**: p. 6586 p. 6589 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1861 rectifié (Création d'un statut de l'investisseur immobilier pouvant opter pour le**

prélèvement forfaitaire unique (PFU) pour les revenus fonciers): p. 6591 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-43 rectifié bis et n° I-1068 rectifié ter (Extension aux investisseurs particuliers du régime du logement locatif intermédiaire - Création d'un statut du bailleur privé)**: p. 6593 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-762 rectifié quater, n° I-839 rectifié, n° I-763 rectifié quater, n° I-840 rectifié, n° I-1711 rectifié et n° I-1900 rectifié ter (Augmentation à 50 % du taux d'abattement pour le régime micro-foncier)**: p. 6594 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1712 rectifié bis (Aligner les avantages fiscaux au régime réel entre les locations nues et les locations meublées non professionnelles (LMNP))**: p. 6595 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1506 rectifié bis et n° I-1507 rectifié bis (Réintroduction de l'abattement spécifique de 21 % en régime micro-BIC pour les meublés de tourisme situés en zones France ruralités revitalisations (FRR) ou dans une station de sport d'hiver)**: p. 6596 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-796 rectifié et n° I-1454 (Conditionnement de l'exonération d'imposition sur la plus-value de cession de la résidence principale à une durée minimale de détention de cinq ans)**: p. 6597 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1890 rectifié ter (Extension de trois à sept ans du délai dans lequel les établissements publics fonciers doivent rétrocéder un bien immobilier pour que la plus-value réalisée soit exonérée d'impôt sur le revenu)**: p. 6597 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-394 rectifié et n° I-1519 rectifié bis (Prolongement de l'abattement sur les plus-values sur les terrains à bâtir et les biens immobiliers bâtis en zone tendue)**: p. 6598 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-218 rectifié, n° I-1840 rectifié et n° I-2231 (Allongement de la dépense fiscale permettant l'exonération de plus-values pour les cessions de surélévations d'immeubles)**: p. 6599 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-797 rectifié (Soumission à l'impôt sur le revenu des fractions de plus-values immobilières excédant un seuil de 50 % du prix d'acquisition)**: p. 6599 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2092 (Application en Corse de l'exonération en faveur de la production de logements sociaux et intermédiaires et retour sur l'application dans l'île de l'abattement exceptionnel applicable aux cessions en zone tendue)**: p. 6600 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-920 rectifié bis, n° I-129, n° 402 rectifié et n° I-1713 rectifié bis (Suppression de l'abattement progressif sur l'impôt sur le revenu et sur la CSG acquittés lors de la réalisation d'une plus-value sur cession immobilière et diminution du taux réel d'imposition à 9 %)**: p. 6603 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2066 rectifié (Coordination juridique)**: p. 6604 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-157 rectifié bis (Extension de la déduction des dépenses de conservation aux objets mobiliers inscrits au titre des monuments historiques)**: p. 6604 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-154 rectifié bis (Précision au titre de la réduction d'impôt « Malraux »)**: p. 6605 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-2019 rectifié, n° I-310 rectifié, n° I-342 rectifié ter, n° I-377 rectifié, n° I-1043 rectifié bis, n° I-1288 rectifié bis, n° I-1538 rectifié ter, n° I-1893 rectifié septies, n° I-1935 rectifié quater, n° 2042 rectifié ter, n° I-543 rectifié, n° I-602, n° I-1418 rectifié, n° 1544 rectifié ter (Prorogation d'un an de la réduction d'impôt « Pinel »)**: p. 6607 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2071 rectifié (Rétablissement de la date de 2026 comme échéance de la réduction d'impôt « Denormandie » pour investissement dans l'ancien avec rénovation et suppression de l'extension aux opérations de requalification des copropriétés dégradées)**: p. 6608 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1463 (Interdiction de la location des logements bénéficiant du dispositif d'investissement locatif « Pinel » aux ascendants et aux descendants de l'acquéreur)**: p. 6609 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1772 rectifié, n° I-1453, n° I-391 rectifié bis, n° I-1008, n° I-1895 rectifié quater, n° I-1714 rectifié, n° I-1715 rectifié quater et n° I-1841 rectifié bis (Pérennisation du dispositif « Loc'Avantages » et transformation en crédit d'impôt sous conditions)**: p. 6613 p. 6614 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1344 rectifié (Augmentation des plafonds des sommes dépensées donnant droit**

à un crédit d'impôt lié aux frais de mise en accessibilité des logements de personnes âgées ou handicapées): p. 6614 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-912 rectifié bis** (Création d'un crédit d'impôt sur le revenu au profit des bénéficiaires de l'aide personnalisée au logement): p. 6615 p. 6616 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1020 rectifié** (Introduction d'une fiscalité pour les centres de données): p. 6616 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1461** (Doublement de la taxe sur les bureaux en Île-de-France dans la zone premium): p. 6617 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-158 rectifié ter** (Élargissement de la réduction d'impôt mécénat aux travaux de rénovation énergétique des monuments historiques): p. 6618 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-581 rectifié quater et n° I-1298 rectifié quater** (Application du taux de TVA à 5,5 % à la fourniture et à la pose d'installations d'autoconsommation photovoltaïque d'une puissance inférieure ou égale à 9 kilowatts-crête): p. 6618 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1660 rectifié** (Majoration du plafond de l'éco-prêt à taux zéro pour l'utilisation de matériaux biosourcés): p. 6619 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-800 rectifié** (Conditionnement de l'éco-PTZ finançant des travaux relatifs au système de chauffage à un projet de rénovation énergétique performante s'appuyant sur l'Agence nationale de l'habitat): p. 6619 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1456** (Assujettissement des activités de location meublée touristique à la TVA): p. 6619 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-925 rectifié et n° I-1455** (Assujettissement des activités de location de résidences secondaires à la TVA): p. 6620 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1457** (Création d'une taxe sur les opérateurs de plateforme en ligne pour la location): p. 6621 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1896 rectifié ter** (Suppression de la condition de résidence principale dans certains cas pour faire bénéficier une résidence-services du bénéfice du taux de TVA à 10 %): p. 6621 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-924 rectifié** (Baisse des droits d'enregistrement pour les entreprises solidaires d'utilité sociale): p. 6622 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1762 rectifié** (Suppression de la possibilité d'exclure les biens mobiliers de l'assiette du droit d'enregistrement lors de la cession d'un bien immobilier): p. 6622 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1633 rectifié bis** (Définition de l'assiette de la taxe de publicité foncière pour les opérations de bail réel solidaire): p. 6622 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-229 rectifié sexies** (Exonération de droits de mutation pour les successions et donations de propriétés assujetties à une obligation réelle environnementale, à hauteur des trois quarts de leur montant): p. 6623 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-156 rectifié bis** (Limitation à 22 ans de la durée des conventions permettant à un propriétaire de monument historique de bénéficier d'exonération des droits de mutation): p. 6623 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-859 rectifié** (Possibilité pour les communes et intercommunalités d'exonérer de taxe foncière les locaux occupés par une maison de santé, même si elle ne lui appartient pas): p. 6624 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1826 rectifié** (Possibilité pour les collectivités territoriales d'exonérer les gendarmeries de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)): p. 6624 p. 6625 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1471 rectifié** (Suppression d'une condition pour bénéficier de l'abattement de 30 % sur la taxe foncière des logements sociaux situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville): p. 6625 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1258** (Plafonnement de la taxe foncière par rapport au revenu fiscal de référence au titre de l'habitation principale): p. 6626 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-29 rectifié ter et n° I-712 rectifié bis** (Maintien de l'éligibilité à la cotation foncière des entreprises (CFE) des industriels/établissements classés installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) après la cessation d'activité et jusqu'à la remise en état du site): p. 6627 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1444** (Possibilité pour les communes de geler les bases locatives prises en compte pour les impôts locaux): p. 6628 - **Article**

additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1850 rectifié bis et n° 1445 rectifié (Possibilité pour les communes d'instituer une taxe sur les friches industrielles sur le modèle de la taxe sur les friches commerciales): p. 6629 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-322 rectifié** (Renforcement de la taxe nationale sur les terrains nus rendus constructibles): p. 6629 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1430 rectifié et n° I-2030 rectifié bis** (Extension des conditions d'éligibilité à l'exonération de taxe d'aménagement pour les logements sociaux): p. 6630 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-113 rectifié ter** (Exigibilité de la taxe d'aménagement à la date de délivrance de l'autorisation d'urbanisme): p. 6630 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1019** (Possibilité pour les départements de rehausser le taux de la taxe d'aménagement jusqu'à 3 %): p. 6631 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-436 rectifié, n° I-1035, n° I-437 rectifié et n° I-713** (Possibilité pour les départements, pendant une période de quatre ans, de rehausser le taux de la taxe d'aménagement jusqu'à 4,5 %): p. 6633 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-744, n° I-921 rectifié bis et n° I-1446** (Possibilité d'augmenter jusqu'à 40 % le taux de la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement sur toute parcelle ou section cadastrale non artificialisée): p. 6634 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-91 rectifié** (Abrogation de la solidarité fiscale entre le vendeur et l'acquéreur d'une entreprise): p. 6634 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-92 rectifié** (Absence de remise en cause d'un régime de faveur en cas d'absence de pièces déclaratives): p. 6634 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-117 rectifié bis, n° I-373 rectifié ter, n° I-998 rectifié, n° I-1084 rectifié sexies, n° I-1285 rectifié quinquies, n° I-1460, n° I-1618 rectifié bis, n° I-1709 rectifié quater, n° I-308 rectifié bis, n° I-423 rectifié bis, n° I-1788, n° I-1619 rectifié, n° I-1892 rectifié quinquies et n° I-2078** (Suppression des conditions de localisation pour l'éligibilité au prêt à taux zéro dans les logements neufs et anciens pendant une durée de trois ans): p. 6637 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-637 rectifié** (Application du prêt à taux zéro pour les bailleurs sociaux et les collectivités au titre des locaux destinés aux unités de gendarmerie ou aux unités de police nationale): p. 6638 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-995 rectifié et n° I-1477 rectifié** (Accès au prêt à taux zéro pour les acquéreurs successifs d'un logement en bail réel solidaire): p. 6638 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-757 rectifié bis et n° I-1964 rectifié** (Rehaussement à 195 000 euros du montant maximal d'opération pour l'accès au prêt à taux zéro): p. 6639 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1483 rectifié bis et n° I-1751** (Élargissement du champ du bail réel solidaire): p. 6640 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1462 et n° I-1459 rectifié** (Mise en place d'une variabilité du taux de la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC) en fonction du nombre de salariés): p. 6640 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2051 rectifié** (Assujettissement à la taxe d'aménagement des constructions et aménagements non autorisés): p. 6641 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1812 rectifié** (Possibilité d'instaurer une majoration du taux de la taxe d'aménagement ou des droits de mutation pour prendre en compte les conséquences sur la valorisation des projets d'aménagement résultant de la mise en place d'infrastructures de transports collectifs en site propre): p. 6642 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1640 rectifié** (Recréation du versement pour sous-densité, en le rendant obligatoire): p. 6643 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1617 rectifié** (Prorogation de deux ans du crédit d'impôt pour la rénovation énergétique des bâtiments tertiaires): p. 6643 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1069 rectifié** (Accélération du calendrier de mise en œuvre de la loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale): p. 6643 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-159 rectifié ter** (Extension de la déduction d'impôt pour travaux de rénovation énergétique aux parties intérieures des monuments labellisés par la fondation du patrimoine): p. 6644 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1703 rectifié bis** (Création d'une contribution au titre de l'introduction

d'une instance devant une juridiction) : p. 6645 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2203 rectifié** (Doublement des droits fixes de procédure acquittés par les parties condamnées à une instance pénale) : p. 6645 - **Article 25** (Sécurisation du régime des bons ou droits de souscription d'actions et des titres acquis en exercice de ceux-ci) : p. 6647 p. 6648 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1853 rectifié** (Suppression de l'avantage fiscal sur les produits d'assurance vie ainsi que de l'ensemble du dispositif d'imposition) : p. 6648 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-405 rectifié bis** (Imposition des plus-values latentes au décès) : p. 6649 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1877 rectifié ter** (Révision du régime fiscal applicable aux plans d'investissement des dirigeants et des salariés) : p. 6650 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-792 rectifié ter** (Exclusion des prestations hôtelières du bénéfice d'une dérogation permettant le report d'imposition dans certaines conditions) : p. 6651 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1407 rectifié bis** (Modalités d'appréciation de la condition tenant à la forme du réinvestissement des plus-values de cession) : p. 6651 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-815 rectifié bis** (Création d'un avantage fiscal propre aux structures solidaires pour l'imposition de leurs plus-values de cession) : p. 6651 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-306 rectifié bis et n° I-1393 rectifié ter** (Extension aux acquéreurs de parts de fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) et fonds communs de placement à risques (FCPR) de l'avantage fiscal actuellement réservé aux souscripteurs) : p. 6652 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1707 rectifié bis** (Assimilation fiscale des sociétés de libre partenariat spécialisé à des sociétés de libre partenariat) : p. 6652 - **Article 26** (Instauration pour les grandes entreprises d'une taxe sur les réductions de capital consécutives au rachat de leurs propres titres) : p. 6655 p. 6659 p. 6661 p. 6662 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-1612** (Lutte contre les pratiques d'arbitrage des dividendes) : p. 6662 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-96 rectifié, n° I-701 rectifié, n° I-1004 rectifié, n° I-2178 et n° I-1011** (Lutte contre les pratiques d'arbitrage de dividendes) : p. 6664 p. 6666 p. 6668 p. 6669 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-2085** (Plafonnement à 2,5 milliards d'euros du report en avant des déficits constatés au titre du premier exercice clos à compter du 31 décembre 2024) : p. 6671 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-673 rectifié, n° I-951 rectifié bis, n° I-2041 rectifié bis, n° I-1242, n° I-412 rectifié, n° I-461, n° I-950, n° I-1308 rectifié, n° I-1337 et n° I-1757** (Élargissement de l'assiette de la taxe sur les transactions financières aux opérations intra-journalières et rehaussement du taux) : p. 6674 p. 6675 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-135 rectifié bis, n° I-927 rectifié, n° I-1373 rectifié bis et n° I-1823 rectifié quinquies** (Création d'une taxe sur les exploitants de plateformes de locations touristiques de courte durée affectée au fonds érosion côtière (FEC)) : p. 6678 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-1207** (Création d'une nouvelle taxe sur les deux et trois-roues motorisés les plus bruyants) : p. 6679 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-1117** (Augmentation des droits de douane sur les marchandises des Nations ne respectant pas les résolutions) : p. 6679 - **Article 27** (Intégration des communes anciennement classées en zone de revitalisation rurale dans le nouveau zonage France ruralités revitalisation et prorogation du dispositif d'exonérations fiscales et sociales dans les bassins d'emploi à redynamiser) : p. 6683 p. 6685 p. 6686 p. 6687 p. 6691 p. 6692 p. 6693 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-130, n° I-972, n° I-1494 rectifié et n° I-2029 rectifié bis** (Éligibilité au crédit d'impôt de la création d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) en outre-mer) : p. 6694 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-508 rectifié** (Retrait des critères énergétiques pour l'obtention du crédit d'impôt en outre-mer) : p. 6694 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-507 rectifié et n° I-1139 rectifié** (Retrait des critères énergétiques pour l'obtention du crédit d'impôt en outre-mer) : p. 6695 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-1843 rectifié** (Prorogation de l'exonération d'impôt sur les bénéfices dans les

zones franches urbaines - territoires entrepreneurs (ZFU-TE) et des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de cotisation foncière des entreprises (CFE) dans les quartiers prioritaires de la ville) : p. 6695 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-296 rectifié bis** (Exclusion de toutes les professions médicales des avantages fiscaux associés aux zones France ruralités revitalisation (FRR)) : p. 6696 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2097** (Alignement des modalités d'indexation sur l'inflation de la taxe de séjour selon les modalités de principe prévues au code des impositions sur les biens et services (CIBS)) : p. 6697

- Suite de la discussion (30 novembre 2024) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-484 rectifié bis** (Création de nouveaux prélèvements applicables à une nouvelle offre de loterie hippique) : p. 6717 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1119** (Relèvement du taux de prélèvement sur les paris sportifs en ligne) : p. 6718 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-1212 rectifié bis et n° I-1303 rectifié quater** (Pérennisation du loto de la biodiversité) : p. 6719 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-1023, n° I-1932 rectifié et n° I-85 rectifié ter** (Prorogation du crédit d'impôt pour les entreprises de création de jeux vidéo jusqu'en 2031) : p. 6720 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1125 rectifié** (Conditionnement du crédit d'impôt pour les jeux vidéo à des garanties sociales) : p. 6721 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1773 rectifié bis** (Exonération de taxe sur les services d'accès à des contenus audiovisuels pour petites plateformes) : p. 6721 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-2204 rectifié** (Ajustement du champ de la taxe sur la diffusion en ligne de phonogrammes et de vidéomusique) : p. 6722 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1123** (Rehaussement du taux de la taxe sur le streaming musical) : p. 6722 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1995** (Extension du crédit d'impôt cinéma aux films de court métrage) : p. 6723 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-1126 et n° I-1313 rectifié ter** (Prolongation du crédit d'impôt pour la production d'œuvres d'adaptation audiovisuelle de spectacles vivants) : p. 6723 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1996** (Accroissement du taux du crédit d'impôt cinéma pour les productions de films en outre-mer) : p. 6724 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1312 rectifié quater** (Bonification du crédit d'impôt audiovisuel en faveur de l'animation) : p. 6725 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1994** (Exclusion du crédit d'impôt cinéma pour les entreprises dans laquelle ont exercé des auteurs de violences sexistes et sexuelles) : p. 6726 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1378 rectifié** (Rétablissement et modernisation d'une taxe sur les bénéfices des contenus pornographiques en ligne) : p. 6727 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-2002** (Création d'un crédit d'impôt pour l'indépendance des médias) : p. 6728 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-2004** (Instauration d'un dispositif de lissage pour les revenus tirés de droits d'auteur) : p. 6729 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-2000** (Extension du régime fiscal du mécénat culturel aux sociétés publiques locales) : p. 6729 p. 6730 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-2003 et n° I-1115** (Réduction des plafonds de la réduction d'impôt au titre du mécénat culturel) : p. 6730 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1874 rectifié** (Prorogation de trois ans du dispositif de déduction fiscale pour l'achat d'œuvres d'art) : p. 6731 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1993** (Prévision d'une rémunération pour les artistes plasticiens lors des expositions dans le cadre du mécénat d'entreprise) : p. 6731 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-828 rectifié et n° I-1882 rectifié ter** (Prorogation de la réduction d'impôt sur le revenu pour les souscriptions au capital des entreprises de presse jusqu'en 2027) : p. 6732 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-431 rectifié ter, n° I-603 rectifié ter et n° I-841 rectifié quater** (Instauration d'une contribution des opérateurs de vente en ligne de livres d'occasion destinée à compenser le préjudice économique subi

par les auteurs de livres) : p. 6732 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-428 rectifié** (Instauration d'une taxe annuelle sur les distributeurs automatiques dans les communes de plus de 20 000 habitants) : p. 6733 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1522 rectifié** (Création d'une vignette ciblant les poids lourds immatriculés à l'étranger) : p. 6733 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1524 rectifié** (Instauration d'une contribution sur les messages publicitaires des outils numériques d'aide à la conduite) : p. 6734 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-974** (Exonération de taxes pour la délivrance des titres de séjour pour les étrangers conjoints de Français) : p. 6734 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1833 rectifié** (Gel du point d'indice de la fonction publique pour les traitements dépassant un montant annuel de 180 000 euros bruts) : p. 6734 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1875 rectifié** (Suppression des pistes d'audit fiables avec l'instauration de la facturation électronique en 2026) : p. 6735 - **Article 29** (Fixation pour 2025 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement) : p. 6740 p. 6743 p. 6744 p. 6748 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° I-716 rectifié, n° I-1201 et n° I-934** (Indexation automatique de la dotation globale de fonctionnement sur l'inflation) : p. 6750 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° I-79 rectifié, n° I-211 rectifié bis, n° I-595 rectifié, n° I-628 rectifié bis, n° I-727 rectifié bis, n° I-1218 rectifié ter, n° I-742 rectifié, n° I-1588 rectifié, n° I-1735 rectifié et n° I-2014 rectifié** (Institution d'un prélèvement sur recettes (PSR) visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements) : p. 6751 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° I-80 rectifié, n° I-213 rectifié bis, n° I-447 rectifié bis, n° I-597 rectifié, n° I-629 rectifié bis, n° I-726, n° I-1219 rectifié ter, n° I-1374 rectifié bis et n° I-1590 rectifié** (Demande de compensation intégrale par l'État pour l'extension de la prime Ségur) : p. 6753 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° I-739 rectifié** (Institution d'un prélèvement sur recettes en faveur des départements pour financer l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et la prestation de compensation du handicap (PCH)) : p. 6753 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° I-206 rectifié bis, n° I-72 rectifié bis, n° I-150 rectifié, n° I-614 rectifié et n° I-820 rectifié bis** (Instauration d'un prélèvement sur recettes de 50 millions d'euros au profit de la Corse) : p. 6754 - **Article 30** (Modulation des conditions d'attribution du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)) : p. 6757 p. 6758 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° I-719** (Intégration des dépenses d'acquisition dans le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)) : p. 6758 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° I-1293 rectifié bis** (Intégration dans l'assiette du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) des locations de biens utilisés dans des opérations d'investissement) : p. 6759 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° I-2053 rectifié** (Extension de l'éligibilité au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) des dépenses d'entretien du domaine public fluvial appartenant à l'État) : p. 6759 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° I-90 rectifié bis** (Extension de l'éligibilité au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) des équipements publics intégrés au patrimoine d'une collectivité dans le cadre d'une concession d'aménagement) : p. 6759 p. 6760 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° I-720 rectifié, n° I-332 rectifié bis, n° I-1827 et n° I-1222 rectifié ter** (Dispositions diverses sur les versements du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)) : p. 6761 - **Article 31** (suite) (Stabilisation en valeur au titre de 2025 des fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectées aux collectivités locales) : p. 6763 p. 6765 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-2182, I-929 rectifié, I-1683, I-573 rectifié ter, I-731 rectifié, I-1484 rectifié ter, I-1779 rectifié ter, I-1901 rectifié bis, I-387 rectifié, I-732 rectifié, I-421 rectifié, I-1358, I-1437, I-1438, I-1684, I-87 rectifié, I-1439, I-109 rectifié bis, I-118 rectifié quater, I-184 rectifié quinquies, I-244 rectifié bis, I-385 rectifié bis, I-711, I-1211 rectifié, I-1749, I-59 rectifié, I-185 rectifié ter, I-386 rectifié, I-245 rectifié bis, I-346 rectifié ter, I-1641 rectifié, I-**

1642 rectifié et I-1849 rectifié (Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)) : p. 6767 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis** (Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)) : p. 6785 p. 6787 p. 6789 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1837 rectifié bis, I-1573 rectifié, I-923, I-926, I-1368, I-1440, I-1686 rectifié, I-1441, I-804 rectifié, I-192 rectifié ter, I-1265, I-410 rectifié, I-1975 rectifié, I-1755, I-552 rectifié, I-1006, I-1467, I-1534 rectifié ter, I-1687, I-1756, I-240 rectifié bis, I-1579 rectifié bis, I-1578 rectifié bis, I-931 rectifié, I-299 rectifié bis, I-183 rectifié quater, I-241 rectifié ter, I-344 rectifié bis, I-393 rectifié bis, I-714, I-1517 rectifié ter, I-1685 rectifié et I-1316 rectifié bis** (suite) (Dispositions diverses sur les impositions locales : taxe d'habitation, taxe annuelle sur les logements vacants, taxes foncières et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)) : p. 6792 p. 6793 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-490 rectifié bis** (Extension de la faculté pour une commune nouvelle de majorer la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)) : p. 6794 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-973** (Assimilation de la résidence détenue en France par un contribuable non-résident à sa résidence principale, lorsqu'il réside dans une zone déconseillée aux voyageurs) : p. 6794 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1472, n° I-1899 rectifié ter et n° I-1104 rectifié bis** (Exonération de la taxe sur les bureaux pour les locaux faisant l'objet d'un projet de transformation en logements) : p. 6797 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1466** (Création d'une taxe annuelle sur les compléments de loyers dans certaines zones) : p. 6798 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-134 rectifié bis, n° I-932 et n° I-1372 rectifié** (Création d'une taxe additionnelle aux droits de mutation sur les cessions d'immeubles au taux de 0,01 %) : p. 6799 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1931 rectifié** (Exonération de la taxe sur les conventions d'assurances (TCAS) pour les assurances de groupe souscrites par un employeur public) : p. 6799 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-2067 rectifié** (Restriction du champ d'application du taux réduit de la taxe sur les conventions d'assurances (TCAS)) : p. 6800 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1062 rectifié, n° I-76 rectifié, n° I-210 rectifié ter, n° I-592 rectifié bis, n° I-625 rectifié ter, n° I-740, n° I-1063 rectifié bis, n° I-1734 rectifié bis, n° 1691, n° 438 rectifié bis, n° I-1157 rectifié bis, n° I-170 rectifié ter et n° I-171 rectifié ter** (Augmentation du taux de la taxe sur les conventions d'assurances (TCAS) sur les véhicules terrestres à moteur afin d'augmenter la part de la taxe reversée aux services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) par les départements) : p. 6802 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-75 rectifié bis, n° I-209 rectifié ter, n° I-548 rectifié ter, n° I-591 rectifié bis, n° I-624 rectifié ter, n° I-1215 rectifié quater, n° I-1583 rectifié et n° I-1733 rectifié bis** (Transfert d'une part du produit de la taxe sur les conventions d'assurances (TCAS) reversé aux organismes de sécurité sociale vers les départements) : p. 6804 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-578** (Création d'une contribution aux infrastructures communales) : p. 6805 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-642 rectifié bis et n° I-2052 rectifié bis** (Suppression de l'exonération de taxe foncière sur les mâts des éoliennes) : p. 6805 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-551 rectifié et n° I-883 rectifié ter** (Possibilité d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les établissements privés à but non lucratif en contrat avec l'État et affectés au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche) : p. 6806 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1729 rectifié**

bis (Exonération, au choix de la collectivité, de taxe foncière et de cotisation foncière des entreprises (CFE) sur les réseaux de chaleur alimentés à plus de 50 % par des énergies renouvelables ou de récupération) : p. 6807 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1781 rectifié bis** (Possibilité pour les communes de supprimer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pendant deux ans sur les constructions neuves dans les zones non artificialisées) : p. 6807 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1000, n° I-1470 rectifié bis et n° I-2077 rectifié** (Décalage au 31 mars 2025 de la date limite de signature de la convention permettant l'application de l'abattement de 30 % de taxe foncière sur les propriétés bâties pour des logements sociaux situés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville) : p. 6808 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1022** (Possibilité, pour les collectivités territoriales qui le souhaitent, d'appliquer un abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les logements dégradés remis en état comme résidence principale) : p. 6809 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-2064** (Sécurisation juridique de la déclaration obligatoire de biens immobiliers pour éviter les erreurs d'émission d'avis d'imposition) : p. 6809 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1855 rectifié bis** (Affectation de 5 % de la part de la taxe sur les éoliennes en mer aux départements d'où ces éoliennes sont visibles) : p. 6810 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1605 rectifié bis** (Affectation à l'État de la part communale de la taxe sur les éoliennes en mer) : p. 6811 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1601 rectifié bis** (Création d'une taxe additionnelle à la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) pour les communes littorales) : p. 6811 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-483 rectifié ter** (Suppression de l'exonération de la contribution locale sur les eaux minérales des livraisons réalisée par ou pour le redevable à l'étranger) : p. 6812 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1452** (Augmentation des droits de mutation lors d'un changement de destination des logements) : p. 6812 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1690** (Création d'une taxe additionnelle d'enregistrement sur les personnes morales à prépondérance immobilière) : p. 6812 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1774 rectifié ter** (Affectation aux départements d'une fraction du produit des cessions de participation dans les sociétés à prépondérance immobilière) : p. 6813 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1010, n° I-1158 rectifié bis, n° 434 rectifié bis, n° I-1635 rectifié bis, n° 2055 rectifié, n° I-1230 rectifié bis, n° I-435 rectifié ter, n° I-450 rectifié quater, n° I-107 rectifié, n° I-735, n° I-2007 rectifié, n° I-1688, n° I-736, n° I-1214 rectifié quater, n° I-1582 rectifié, n° I-2008 rectifié, n° I-433 rectifié bis, n° I-734, n° I-930 rectifié, n° I-1365 rectifié et n° I-1689** (Dispositions diverses sur le plafond du taux de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) fixé par les départements) : p. 6819 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1383 et n° I-1131 rectifié bis** (Suppression de la taxe spéciale d'équipement locale qui doit permettre de financer une partie de la nouvelle ligne à grande vitesse Bordeaux Toulouse (grand projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO))) : p. 6821 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-193 rectifié bis, n° I-1266 rectifié, n° I-1970 rectifié ter et n° I-388 rectifié bis** (Modification du délai de délibération en matière de fiscalité locale) : p. 6823 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1156 rectifié bis et n° I-1292 rectifié ter** (Allongement de la période de réduction des frais de gestion de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi) perçus par l'État) : p. 6824 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-1600 rectifié bis et n° I-1705** (Modification du plafond de la taxe spéciale d'équipement) : p. 6824 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1695** (Élargissement de l'assiette de la taxe spéciale d'équipement afin de renforcer le financement des établissements publics fonciers) : p. 6825 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-574 rectifié ter** (Ajustement des modalités de compensation de la suppression de la taxe d'habitation en cas de fusion d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité additionnelle (FA) et à fiscalité professionnelle unique (FPU) intervenue après 2017) : p. 6826 - **Article additionnel**

après l'article 31 - Amendement n° I-869 rectifié bis (Majoration progressive du coefficient correcteur pour toutes les communes) : p. 6826 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-870 rectifié bis** (Majoration du coefficient correcteur pour les communes dont la compensation par habitant est inférieure à la moyenne nationale par habitant) : p. 6826 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-489 rectifié ter** (Prise en compte de la situation antérieure des communes fondatrices au regard du coefficient correcteur) : p. 6827 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-806 rectifié bis et n° I-1766 rectifié** (Prolongation de la durée de l'expérimentation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi) sur une partie du territoire) : p. 6828 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-487 rectifié bis, n° I-1832 rectifié et n° I-2054 rectifié bis** (Relèvement du plafond de la taxe d'incinération des déchets) : p. 6829 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-194 rectifié ter, n° I-1267 rectifié, n° I-1972 rectifié ter, n° I-1971 rectifié bis et n° I-389 rectifié ter** (Modification du délai de délibération pour instituer la taxe locale sur la publicité extérieure) : p. 6830 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-582 rectifié, n° I-2038 rectifié, n° I-353 rectifié, n° I-609 rectifié ter, n° I-979, n° I-1928 rectifié, n° I-1479 rectifié bis, n° I-365 et n° I-1918 rectifié** (Dispositions diverses sur le versement mobilité régional) : p. 6835 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-587, n° I-1917 rectifié et n° I-1571 rectifié** (Supprimer la condition de l'organisation d'un service régulier de transport public de personnes pour pouvoir lever du versement mobilité) : p. 6838 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1639** (Création d'une taxe sur les surfaces de stationnement annexées à des locaux commerciaux excédant 2 500 mètres carrés) : p. 6839 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-364, n° I-977, n° I-1264 et n° I-1916 rectifié** (Relèvement de 0,5 point des taux plafond du versement mobilité en province) : p. 6840 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1572 rectifié** (Possibilité pour les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) de majorer de 0,3 point le taux plafond de versement mobilité lorsqu'elles augmentent leur offre de transport collectif) : p. 6841 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-583 et n° I-1780 rectifié bis** (Majoration du taux de versement mobilité pour les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) concernées par un projet de service express régional métropolitain (SERM)) : p. 6842 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-877 rectifié ter, n° I-146, n° I-354 rectifié, n° I-610 rectifié quater, n° I-1414 rectifié bis, n° I-1929 rectifié bis, n° I-1731 rectifié et n° I-980** (Redéfinition du périmètre de perception du versement mobilité additionnel (VMA) et déplaçonnement partiel de son cumul avec le versement mobilité de droit commun) : p. 6845 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1693** (Instauration d'une taxe de séjour pour les passagers de navires de croisière et yachts) : p. 6846 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-304 rectifié, n° I-608 rectifié bis, n° I-911, n° I-1478 rectifié, n° I-1730 rectifié bis, n° I-52 rectifié ter, n° I-352 rectifié bis, n° I-1985 rectifié bis et n° I-2094** (Modifications du plafond du tarif de la taxe régionale sur les certificats d'immatriculation de véhicules) : p. 6847 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-51 rectifié bis, n° I-351 rectifié bis, n° I-607 rectifié ter, n° I-909, n° I-303 rectifié quater et n° I-2232 rectifié** (Supprimer l'exonération obligatoire de la taxe régionale sur les certificats d'immatriculation pour les véhicules électriques pour en faire une simple faculté pour les régions) : p. 6849 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-908 rectifié** (Assujettissement à la taxe sur la publicité extérieure des panneaux publicitaires numériques visibles depuis l'extérieur) : p. 6849 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-195 rectifié, n° I-1202 rectifié et n° I-2181** (Affectation aux autorités organisatrices de la mobilité (AOM) une fraction du produit des émissions de quotas carbone) : p. 6850 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-335 rectifié et n° I-1411 rectifié**

(Plafonnement de la variation de la valeur locative des monuments historiques par référence à celle des locaux d'habitation) : p. 6851 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-916 rectifié** (Instauration d'une taxe à l'importation pour tous les produits ayant contribué directement à la déforestation, à la dégradation des forêts ou à la dégradation d'écosystèmes naturels en dehors du territoire national) : p. 6852 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-432 rectifié bis** (Transformation de la réduction d'impôt au titre des frais d'hébergement en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) en crédit d'impôt) : p. 6852 - **Article 32** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales) : p. 6855 p. 6856 - **Article 32 (suite)** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales) : p. 6856 p. 6857 p. 6858 p. 6860 p. 6861 p. 6862 p. 6863 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 2109** (Ajustement des compensations versées au titre du transfert du réseau routier) : p. 6864 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° I-2183, n° I-2061 rectifié, n° I-1127 rectifié, n° I-1024 rectifié et n° I-1362 rectifié** (Dispositions diverses sur le financement de l'audiovisuel public) : p. 6865 p. 6870 p. 6872 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° I-1124 rectifié** (Rétablissement de la taxe sur la publicité télévisée) : p. 6873 - **Article 33** (Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers) : p. 6889 p. 6892 p. 6893 p. 6894 p. 6895 p. 6896 p. 6897 p. 6898 p. 6899 p. 6900 p. 6901 p. 6902 p. 6903 p. 6904 p. 6906 p. 6907 p. 6908 p. 6909 p. 6911 - **Article 33 (suite)** (Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers) : p. 6912 p. 6913 p. 6914 - **Rappel au règlement** : p. 6914 - **Article 33 (suite)** (Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers) : p. 6914 p. 6915 p. 6916 p. 6917 p. 6918 p. 6919 p. 6920 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° I-1199** (Hausse de la redevance cynégétique) : p. 6920 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° I-1130 rectifié** (Instauration d'un barème de nuit de la taxe sur les nuisances sonores aériennes) : p. 6921 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° I-1129 rectifié** (Passage de l'aéroport de Bordeaux du groupe 3 au groupe 1 pour la détermination du tarif de la taxe sur les nuisances sonores aériennes (TNSA)) : p. 6921 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° I-119, n° I-1118 rectifié, n° I-1384 et n° I-638** (Dispositions diverses sur la contribution vie étudiante et de campus (CVEC)) : p. 6922 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° I-413 rectifié bis** (Conditionnalité de l'exonération de taxe d'apprentissage pour les petites entreprises et augmentation des taux de la contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA)) : p. 6923 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° I-1386 rectifié** (Augmentation du taux de la taxe d'apprentissage pour les entreprises qui emploient des apprentis issus de l'enseignement supérieur) : p. 6923 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° I-1116 rectifié** (Recentrage des exonérations de taxe d'apprentissage sur les petites entreprises) : p. 6923 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° I-1476 rectifié bis, n° I-1889 rectifié quater et n° I-2289** (Maintien de la contribution versée à la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) par les bailleurs sociaux, finançant le Fonds national des aides à la pierre (Fnap)/Modification de la contribution des bailleurs sociaux au Fnap, via l'affectation des contributions des bailleurs à la CGLLS) : p. 6924 - **Article 35** (Versement d'avances remboursables aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution) : p. 6926 - **Demande de priorité** : p. 6927 - **Article 37** (Minoration et affectation d'une fraction des recettes de la première section du compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers ») : p. 6928 - **Article 38** (Relations financières entre l'État et la sécurité sociale) : p. 6928 p. 6929 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° I-2046** (Reprise des recettes départementales en conséquence de la recentralisation expérimentale de l'allocation personnalisée à l'autonomie) : p. 6930 - **Article 39** (Aménagement du dispositif de financement des missions de sûreté et de sécurité des aéroports français) : p. 6931 p. 6932 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendements n° I-1074 rectifié ter et n° I-1881 rectifié** (Redonner au Parlement son pouvoir de fixation des tarifs de la

taxe d'aéroport entre des montants planchers et plafonds selon les catégories d'aérodromes) : p. 6933 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° I-1664** (Autorisation donnée au ministre de l'économie d'abandonner tout ou partie des créances détenues sur la société Corsair à hauteur de 80 millions d'euros) : p. 6933 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° I-2062 rectifié** (Levée de gages) : p. 6933

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2024) - **Article 41 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p. 6968 p. 6969 - **Demande de seconde délibération** : p. 6969 - **Article 2 ter (nouveau)** (Soumission à l'impôt sur le revenu de l'indemnité de résidence allouée aux fonctionnaires civils et militaires en service à l'étranger) : p. 6973 - **Article 3 ter (nouveau)** (Doublement du délai de dégrèvement d'office dans le cadre de l'exit tax pour les contribuables contrôlant une société ayant bénéficié d'aides publiques) : p. 6974 - **Article 3 decies (nouveau)** (Augmentation du taux du prélèvement forfaitaire unique (PFU) et du taux d'imposition des superdividendes) : p. 6975 - **Article 7** (Adaptation des tarifs d'accès sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations) : p. 6979 - **Article 9 bis (nouveau)** (Dispositions sur le tarif de solidarité de la taxe sur le transport aérien de passagers (TSBA)) : p. 6982 - **Article 10** (Mise en cohérence avec le droit de l'Union européenne des taux réduits de TVA sur les opérations liées au chauffage) : p. 6983 - **Article 10 duodécies (nouveau)** (Suppression du taux réduit de TVA sur les eaux vendues en bouteille plastique) : p. 6983 - **Article 11 bis (nouveau)** (Création d'une obligation de cession de 2 % du capital d'EDF dans le cadre d'une opération d'actionariat salarié) : p. 6984 - **Article 11 ter (nouveau)** (Réduction de l'exonération d'impôt sur les sociétés sur les plus-values à long terme issues de cessions de titres de participation dans le cadre du régime mère-fille) : p. 6985 - **Article 11 sexies (nouveau)** (Abaissement du seuil d'assujettissement de la taxe sur les services numériques) : p. 6985 - **Article 11 septies (nouveau)** (Rehaussement du taux de la taxe sur les services numériques) : p. 6985 - **Article 14 bis (nouveau)** (Application d'un seuil de dépenses éligibles au crédit d'impôt recherche au taux de droit commun au niveau du groupe en cas d'intégration fiscale) : p. 6986 p. 6987 - **Article 14 quater (nouveau)** (Création d'un taux minoré de crédit d'impôt recherche pour les entreprises situées hors de l'Union européenne) : p. 6987 - **Article 17 bis (nouveau)** (Taxation des entreprises établies dans des États ou territoires non coopératifs (ETNC)) : p. 6988 - **Article 17 ter (nouveau)** (Instauration d'un accord préalable obligatoire de l'administration sur la politique de prix de transfert des entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 50 millions d'euros) : p. 6988 - **Article 17 quater (nouveau)** (Opposabilité de la documentation relative aux prix de transfert des entreprises dans le but de sanctionner les écarts déclarés) : p. 6988 - **Article 19 ter (nouveau)** (Doublement de l'abattement sur les donations et successions pour les familles monoparentales) : p. 6989 - **Article 24 bis (nouveau)** (Hausse du taux d'abattement sur les revenus dans le cadre du régime microfoncier) : p. 6989 - **Article 24 quinquies (nouveau)** (Réforme de l'imposition des plus-values de cession immobilière) : p. 6991 - **Article 26** (Instauration pour les grandes entreprises d'une taxe sur les réductions de capital consécutives au rachat de leurs propres titres) : p. 6994 - **Article 26 quater (nouveau)** (Hausse du taux de la taxe sur les transactions financières (TTF)) : p. 6995 - **Article 30 bis (nouveau)** (Contemporanéisation des versements du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) à destination des collectivités locales) : p. 6996 - **Article 31 ter (nouveau)** (Fusion de la taxe annuelle sur les logements vacants et de la taxe d'habitation sur les logements vacants) : p. 6997 - **Article 40** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne (PSR-UE)) : p. 6997 - **Article 41** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p. 7017

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Travail, emploi et administration des ministères sociaux (suite)

- (3 décembre 2024) - **État B** : p. 7377

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024 - Commission mixte paritaire [n° 176 (2024-2025)]** - (4 décembre 2024) - **Discussion générale** : p. 7445 p. 7446 - **Article 3 (Équilibre général du budget et trésorerie)** : p. 7469

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Administration générale et territoriale de l'État

- (4 décembre 2024) - **Demande de priorité** : p. 7495

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (4 décembre 2024) : p. 7496 p. 7497 p. 7500 p. 7501 p. 7503 p. 7504 p. 7507 p. 7508 p. 7509 - **Article additionnel après l'article 64 (priorité) - Amendements n° II-11 rectifié et n° II-**

248 rectifié (Création d'un dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales) : p. 7522 p. 7523

Relations avec les collectivités territoriales (suite)

- (4 décembre 2024) - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-729, n° II-1454, n° II-51 rectifié bis, n° II-134 rectifié ter, n° II-194 rectifié, n° II-350 rectifié bis, n° II-670, n° II-53 rectifié bis, n° II-135 rectifié ter, n° II-195 rectifié, n° II-351 rectifié ter, n° II-739, n° II-369, n° II-901, n° II-1140, n° II-1149, n° II-345 rectifié et n° II-1121 (Dispositions diverses et nouvelles prérogatives pour les commissions dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR))** : p. 7571 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-217 rectifié bis et n° II-1090 (Élargissement du nombre de bénéficiaires de la dotation aménités rurales)** : p. 7576

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 207 (2024-2025)]** - (18 décembre 2024) - **Discussion générale** : p. 7586 p. 7587 p. 7589 p. 7590 p. 7592 p. 7596 p. 7597 p. 7598 - **Article 1er (Autorisation de percevoir les impôts existants)** : p. 7600

HYBERT (Brigitte)
sénatrice (Vendée)
Les Républicains

Devenue sénateur le 22 octobre 2024 (en remplacement de M. Bruno RETAILLEAU, devenu membre du Gouvernement).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 22 octobre 2024.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 7 novembre 2024.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 691 (2023-2024)] (13 juin 2024) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 108 (2024-2025)] (1er novembre 2024) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 124 (2024-2025)] (7 novembre 2024) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à étendre l'exception permettant d'écarter le principe de l'atténuation des peines aux mineurs âgés de plus de 15 ans [n° 173 (2024-2025)] (29 novembre 2024) - **Justice - Société**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'incendie d'une entreprise vendéenne revendiqué par l'organisation « Stop Mégabassines »** - (27 novembre 2024) : p. 6191

INDEX

- AESCHLIMANN (Marie-Do), p. 1
 AGRESTI-ROUBACHE (Sabrina), p. 5
 ALLIZARD (Pascal), p. 5
 ANGLARS (Jean-Claude), p. 8
 ANTOINE (Jocelyne), p. 10
 APOURCEAU-POLY (Cathy), p. 13
 ARMAND (Antoine), p. 18
 ARNAUD (Jean-Michel), p. 19
 ARTIGALAS (Viviane), p. 22
 ATTAL (Gabriel), p. 25
 AVÉROUS (Gil), p. 26
 BACCHI (Jérémy), p. 26
 BACCI (Jean), p. 28
 BANSARD (Jean-Pierre), p. 29
 BARNIER (Michel), p. 29
 BARROS (Pierre), p. 30
 BARROT (Jean-Noël), p. 34
 BAS (Philippe), p. 35
 BASQUIN (Alexandre), p. 38
 BAZIN (Arnaud), p. 38
 BÉCHU (Christophe), p. 41
 BÉLIM (Audrey), p. 43
 BELIN (Bruno), p. 46
 BELLAMY (Marie-Jeanne), p. 49
 BELLOUBET (Nicole), p. 50
 BELLUROT (Nadine), p. 50
 BELRHITI (Catherine), p. 53
 BENARROCHE (Guy), p. 57
 BERGÉ (Aurore), p. 62
 BERTHET (Martine), p. 62
 BERVILLE (Hervé), p. 66
 BILHAC (Christian), p. 67
 BILLON (Annick), p. 70
 BITZ (Olivier), p. 75
 BLANC (Étienne), p. 77
 BLANC (Grégory), p. 79
 BLANC (Jean-Baptiste), p. 84
 BLATRIX CONTAT (Florence), p. 87
 BLEUNVEN (Yves), p. 92
 BOCQUET (Éric), p. 95
 BONFANTI-DOSSAT (Christine), p. 97
 BONHOMME (François), p. 99
 BONNEAU (François), p. 101
 BONNECARRÈRE (Philippe), p. 103
 BONNEFOY (Nicole), p. 105
 BONNUS (Michel), p. 107
 BORCHIO FONTIMP (Alexandra), p. 108
 BOUAD (Denis), p. 110
 BOUCHET (Gilbert), p. 112
 BOURCIER (Corinne), p. 114
 BOURGI (Hussein), p. 116
 BOYER (Jean-Marc), p. 119
 BOYER (Valérie), p. 120
 BRAULT (Jean-Luc), p. 123
 BREGEON (Maud), p. 125
 BRIANTE GUILLEMONT (Sophie), p. 125
 BRIQUET (Isabelle), p. 127
 BRISSON (Max), p. 131
 BROSSAT (Ian), p. 135
 BROSEL (Colombe), p. 138
 BRULIN (Céline), p. 141
 BRUYEN (Christian), p. 146
 BUFFET (François-Noël), p. 148
 BUIS (Bernard), p. 153
 BURGOA (Laurent), p. 157
 BUVAL (Frédéric), p. 162
 CABANEL (Henri), p. 165
 CADEC (Alain), p. 168
 CADIC (Olivier), p. 170
 CAMBIER (Guislain), p. 172
 CAMBON (Christian), p. 174
 CANALÈS (Marion), p. 176
 CANAYER (Agnès), p. 179
 CANÉVET (Michel), p. 181
 CAPO-CANELLAS (Vincent), p. 189
 CAPUS (Emmanuel), p. 191
 CARDON (Rémi), p. 194
 CARLOTTI (Marie-Arlette), p. 196
 CARRÈRE (Maryse), p. 199
 CARRÈRE-GÉE (Marie-Claire), p. 202
 CAZABONNE (Alain), p. 205
 CAZEBONNE (Samantha), p. 205
 CAZENAVE (Thomas), p. 207
 CHAILLOU (Christophe), p. 207
 CHAIN-LARCHÉ (Anne), p. 210
 CHAIZE (Patrick), p. 211
 CHANTREL (Yan), p. 215
 CHAPPAZ (Clara), p. 218
 CHASSEING (Daniel), p. 218
 CHATILLON (Alain), p. 223
 CHAUVET (Patrick), p. 224
 CHEVALIER (Cédric), p. 226
 CHEVROLLIER (Guillaume), p. 228
 CHRISTOPHE (Paul), p. 230
 de CIDRAC (Marta), p. 231
 CIGOLOTTI (Olivier), p. 234
 CIUNTU (Marie-Carole), p. 236
 CONCONNE (Catherine), p. 237
 CONTE JAUBERT (Mireille), p. 239
 CONWAY-MOURET (Hélène), p. 240
 CORBIÈRE NAMINZO (Evelyne), p. 243
 CORBISEZ (Jean-Pierre), p. 245
 COUILLARD (Bérangère), p. 247
 COURTIAL (Édouard), p. 247
 COZIC (Thierry), p. 249
 CUKIERMAN (Cécile), p. 254
 CUYPERS (Pierre), p. 259
 DANIEL (Karine), p. 261
 DANTEC (Ronan), p. 265
 DARAGON (Nicolas), p. 269
 DARCOS (Laure), p. 269
 DARMANIN (Gérald), p. 274
 DARNAUD (Mathieu), p. 275
 DARRAS (Jérôme), p. 277
 DARRIEUSSECQ (Geneviève), p. 279
 DATI (Rachida), p. 283
 DAUBET (Raphaël), p. 284
 DAUBRESSE (Marc-Philippe), p. 286
 DELAHAYE (Vincent), p. 288
 DELATTRE (Nathalie), p. 292
 DELCROS (Bernard), p. 294
 DEMAS (Patricia), p. 297
 DEMILLY (Stéphane), p. 299
 DESEYNE (Chantal), p. 302
 DEVÉSA (Brigitte), p. 304
 DEVINAZ (Gilbert-Luc), p. 306
 DHERSIN (Franck), p. 309
 DI FOLCO (Catherine), p. 311
 DOINEAU (Élisabeth), p. 316
 DOSSUS (Thomas), p. 323
 DREXLER (Sabine), p. 327
 DUFFOURG (Alain), p. 330
 DUMAS (Catherine), p. 331
 DUMONT (Françoise), p. 333
 DUMOULIN (Éric), p. 335
 DUPLOMB (Laurent), p. 336

INDEX

- DUPOND-MORETTI (Éric), p. 338
 DURAIN (Jérôme), p. 340
 DURANTON (Nicole), p. 343
 DUROVRAY (François), p. 345
 DUROX (Aymeric), p. 346
 DUSSOPT (Olivier), p. 347
 ÉBLÉ (Vincent), p. 347
 EL HAÏRY (Sarah), p. 349
 ESPAGNAC (Frédérique), p. 351
 ESTROSI SASSONE (Dominique), p. 354
 EUSTACHE-BRINIO (Jacqueline), p. 359
 EVREN (Agnès), p. 361
 FAGNEN (Sébastien), p. 364
 FARGEOT (Daniel), p. 367
 FAURE (Dominique), p. 369
 FAVREAU (Gilbert), p. 371
 FÉRAUD (Rémi), p. 373
 FÉRET (Corinne), p. 377
 FERNIQUE (Jacques), p. 380
 FERRACCI (Marc), p. 384
 FERRARI (Marina), p. 384
 FESNEAU (Marc), p. 386
 FIALAIRE (Bernard), p. 387
 FICHET (Jean-Luc), p. 390
 FIRMIN LE BODO (Agnès), p. 392
 FLORENNES (Isabelle), p. 393
 FOLLIOU (Philippe), p. 394
 FOUASSIN (Stéphane), p. 397
 FRASSA (Christophe-André), p. 399
 GACQUERRE (Amel), p. 402
 GARNIER (Laurence), p. 406
 GATEL (Françoise), p. 408
 GAY (Fabien), p. 412
 GENETET (Anne), p. 416
 GENET (Fabien), p. 417
 GENEVARD (Annie), p. 420
 GERBAUD (Frédérique), p. 420
 GILLÉ (Hervé), p. 421
 GIRARDIN (Annick), p. 426
 GIVERNET (Olga), p. 427
 GOLD (Éric), p. 428
 GONTARD (Guillaume), p. 429
 GOSELIN (Béatrice), p. 433
 GOULET (Nathalie), p. 435
 GOY-CHAVENT (Sylvie), p. 442
 GRAND (Jean-Pierre), p. 443
 GRÉAUME (Michelle), p. 445
 GRÉGOIRE (Olivia), p. 447
 GREMILLET (Daniel), p. 449
 GROSPERRIN (Jacques), p. 454
 GROSVALET (Philippe), p. 456
 GRUNY (Pascale), p. 459
 GUERET (Daniel), p. 465
 GUÉRINI (Jean-Noël), p. 466
 GUERINI (Stanislas), p. 466
 GUERRIAU (Joël), p. 467
 GUÉVENOUX (Marie), p. 467
 GUHL (Antoinette), p. 468
 GUIDEZ (Jocelyne), p. 470
 GUILLOTIN (Véronique), p. 475
 GUIOL (André), p. 478
 HADDAD (Benjamin), p. 480
 HARRIBEY (Laurence), p. 480
 HAVET (Nadège), p. 483
 HAYE (Ludovic), p. 486
 HENNO (Olivier), p. 488
 HERVÉ (Loïc), p. 491
 HERZOG (Christine), p. 493
 HETZEL (Patrick), p. 494
 HINGRAY (Jean), p. 495
 HOCHART (Joshua), p. 496
 HOUPERT (Alain), p. 498
 HOUSSEAU (Marie-Lise), p. 499
 HUGONET (Jean-Raymond), p. 500
 HUSSON (Jean-François), p. 503
 HYBERT (Brigitte), p. 524

